La représentation de la réussite sociale dans le cinéma égyptien des années soixante-dix

Amina Hassan Khalil

▶ **To cite this version:**

Amina Hassan Khalil. La représentation de la réussite sociale dans le cinéma égyptien des années soixante-dix. Art et histoire de l'art. Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 1995. Français. NNT : . tel-01708642

HAL Id: tel-01708642
https://theses.hal.science/tel-01708642

Submitted on 14 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE PARIS I - PANTHEON-SORBONNE

ART & ARCHEOLOGIE

LA REPRESENTATION DE LA REUSSITE SOCIALE DANS LE CINEMA EGYPTIEN DES ANNEES SOIXANTE-DIX

PREPAREE PAR : Amina HASSAN

SOUS LA DIRECTION DE : M. Marc FERRO
DIRECTEUR D'ETUDES
A L'EHESS

Madame GOLDMANN : Ingénieur de recherhce à l'E.H.E.S.S.
Monsieur AMSELLE : Directeur d'études à l'E.H.E.S.S.
Monsieur FERRO : Directeur d'études à l'E.H.E.S.S.
Monsieur GILI : Professeur à l'Universit» de PARIS I

12 avril 1995

THESE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE PARIS I
(Arrêté du 5 juillet 1984 modifié par l'arrêté du 30 mars 1992)

1993-1994

UNIVERSITE DE PARIS I - PANTHEON-SORBONNE

ART & ARCHEOLOGIE

LA REPRESENTATION DE LA REUSSITE SOCIALE DANS LE CINEMA EGYPTIEN DES ANNEES SOIXANTE-DIX

PREPAREE PAR : Amina HASSAN
SOUS LA DIRECTION DE : M. Marc FERRO
DIRECTEUR D'ETUDES
A L'EHESS

THESE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE PARIS I
(Arrêté du 5 juillet 1984 modifié par l'arrêté du 30 mars 1992)

1993-1994

AVERTISSEMENT

La qualité de numérisation de ce fichier dépendant de l'état général de la microfiche, l'A.N.R.T. ne peut garantir un résultat irréprochable.

Le présent ouvrage est uniquement consultable en bibliothèque.

A ma tr̀e Fatheye ..

Nous remercions Dieu Tout Puissant qui a permis à ce travail d'aboutir.

Nous exprimons notre gratitude à Monsieur Marc Ferro qui a dirigé notre recherche, dont les conseils, le soutien et le sens de l'histoire nous ont été très utiles.

Que notre famille, le Centre égyptien des images visuelles, l'Organisme général du cinéma égyptien et tous ceux qui nous ont aidés veuillent trouver ici l'expression de nos remerciements.

INTRODUCTION

Toute société est traversée, à un moment donné de son histoire, par une série de facteurs qui aboutit à son évolution. Comme le passage d'un stade à un autre n'est pas sans difficultés, l'évolution engendre des problèmes spécifiques. La mise en scène de ceux-ci par le cinéma permet d'en dégager une problématique particulière. Dans le cas du cinéma égyptien caractéristique de la société égyptienne des années soixante-dix, il s'agit de la problématique de la réussite sociale.

Le problème de la réussite étant posé, il importe pour l'étudier de se donner des instruments précis, d'utilisation commode, qui correspondent à des secteurs distincts dont ils facilitent l'exploration en profondeur. Si le concept de « réussite » apparaît au cours d'une évolution de la société égyptienne qui, le constituant comme schème central, a pu lui donner, pour un temps, les caractéristiques d'un « problème particulier », cette évolution se poursuivant, il acquiert de nouvelles significations qui en fournissent une explication. Un concept est le produit d'une activité structurante de l'esprit qui, s'exerçant dans un cadre social défini, regroupe des ensembles de représentations auxquels elle donne formes et visées. « L'ensemble des concepts constitue un système qui, à un moment donné du temps, fournit de la réalité en mouvement une explication relativement satisfaisante qui permet des applications relativement efficaces »[1].

---

[1] Albou (Paul), 1976, *Besoins et motivations économiques*, Paris, PUF, p. 12.

D'où l'intérêt qui oriente notre recherche vers la définition de la particularité du problème de la réussite dans le cadre dynamique de la société égyptienne des années soixante-dix dont il permet l'appréhension par l'intermédiaire des films.

Les tentatives de définition de la réussite proposent que des explications générales : tendance à la satisfaction de besoins, projet, motivation, ambition, promotion professionnelle ou ascension sociale. Or, ces concepts sont loin d'être tout à fait synonymes et il apparaît qu'ils désignent des modalités différentes dont l'importance a évolué au cours du temps.

Dans son essai de description de la nature complexe de la « motivation économique », au principe du comportement d'une catégorie d'agents sociaux : l'entrepreneur, Talcott Parsons établit que : « L'amour-propre (*self-respect*), le besoin de considération sociale (*recognition*), le plaisir que procure le travail de création, ou le risque couru, l'intérêt qu'on porte à autrui et le sens des responsabilités (envers ses collaborateurs) expliquent tout autant que l'égoïsme, l'avidité ou l'avarice, le comportement de l'entrepreneur. Le profit (du consommateur ou du producteur) prend alors une signification sociale qui dépend très directement des schèmes institutionnels et des normes collectives puisque ces motivations interviennent beaucoup moins directement que sous une forme symbolique. En aucun cas, le contenu de l'intérêt personnel ne peut être tenu pour constant : organisé en un système cohérent, c'est-à-dire autour d'institutions sociales, il varie en fonction des relations avec autrui. La satisfaction personnelle comme la poursuite du succès sont à la fois la consécration d'une réussite, la démonstration d'un statut et la condition de leur pérennité »[2].

---

[2] *Parsons (Talcott), 1940, The motivation of economic activities*, New York, p. 187-188.

Cette analyse approfondie des motivations a le mérite de mettre en lumière ce côté subjectif de l'homme, besoin, désir, passion, intérêt particulier, opinion et représentations subjectives qui tend à substituer à une théorie de motif unique [illegible] de besoins qui s'opposent ou se renforcent. Cependant, elle néglige [illegible] sage qui gouverne l'orientation de l'action. Selon Lewin « tout comportement est global. Il est dû à trois facteurs, l'individu, la situation et la relation qui se crée entre la personne et le milieu »[3] de sorte qu'une même motivation n'entraîne pas nécessairement un même type de réponse.

L'individu s'oriente vers certains objectifs qui ne sont pas quelconques, mais le plus souvent « privilégiés » et apprend le chemin qui y conduit. Il en résulte un « système de préférences », caractéristique de l'individu ou du groupe concerné. C'est précisément « l'orientation vers une même catégorie de situations et d'objets » qui détermine, quels qu'en puissent être les avatars au cours de son développement, « l'identité et l'unité ». Le sujet se fixe tel objectif particulier mais ce « processus de formation de but » dépend très largement d'exigences sociales ou professionnelles. Par ailleurs, la préférence par un individu d'un modèle conceptuel a naturellement des racines affectives mais elle suppose aussi un mode particulier de perception lié à l'histoire personnelle du sujet, à sa position sociale et à l'idée qu'il se fait de son insertion dans le monde. Cette croyance tient, pour partie, à l'expérience qu'en a eue celui-ci et qu'il se proposera de répéter. De sorte qu'il existe une relation dialectique entre le modèle conceptuel qui influence — par son intensité, son poids social — la nature de l'organisation cognitive et la croyance qui conditionne, sous forme d'une représentation, la structuration de sa perception.

---

[3] Lewin (K.), 1949, « Status anxiety and occupational choice », in *Education, psychology and measures*, New York, Columbia University Press.

Dans son essai de trancher la querelle entre « motivation » et « ambition », Lévy Leboyer écrit : « Il est évident que le concept de motivation se trouve au coeur même de la psychologie moderne. Dans ces conditions, on ne peut négliger l'ambition, et, dans le même temps, privilégier la motivation qui en est le cas général. »[4] Il considère avec Murray que « la véritable ambition, c'est en effet le besoin de surmonter les obstacles, de peser sur les choses, de se contraindre à faire vite et aussi bien que possible ce qui présente une difficulté. C'est aussi le besoin d'être approuvé et cité en exemple, de commander le respect, de rechercher les distinctions, le prestige social, les honneurs ou des emplois supérieurs »[5].

N'ayant pas pu sortir des considérations générales des ressorts de l'action, Lévy Leboyer adopte, comme critère de sélection des ambitieux, celui de la réussite professionnelle pour délimiter sa recherche : « Pour nous, l'ambition professionnelle, écrit-il, se confond avec l'exercice du métier, à la condition que les individus cherchent à dépasser les normes qui leur sont naturellement offertes. À côté de ceux que leur sort satisfait, qui se contentent des éventuelles promotions dues à l'âge et à l'ancienneté, certains, plus exigeants pour eux-mêmes, souhaitent des responsabilités toujours plus élevées et se proposent de nouveaux buts dès lors qu'une étape est franchie (...) sans se laisser rebuter par les sacrifices quotidiens. Il y a place dans la vie du métier pour la routine. Mais aussi pour tout ce qu'on a l'habitude de classer sous la rubrique de "la motivation au succès". Au risque de schématiser à l'extrême, l'ambition, c'est dans notre étude, le besoin de réussir, mais dépouillé de ce que ce besoin peut avoir de vague et d'aléatoire parce qu'il se trouve restreint et concrétisé dans le cadre étroit de la vie professionnelle » (id. p. 9).

---

[4] Lévy Leboyer (Claude), 1971, *L'ambition professionnelle et la mobilité sociale*, Paris, PUF, p. 8.

[5] Murray (H.A.), 1938, *Explorations in personality*, Oxford University Press, p. 80

Par ailleurs, dans un ouvrage plus récent, Pierre Bourdieu traite ce qu'il appelle « la promotion culturelle » : « Le goût classe, et classe celui qui classe : les sujets sociaux se distinguent par les distinctions qu'ils opèrent, entre le beau et le laid, le distingué et le vulgaire où se traduit leur position dans les classements objectifs. »[6] C'est cette étrange façon de faire subir aux objets et aux situations que touchent certains sujets sociaux une sorte de promotion culturelle, produit de cette division sociale. Plus loin, ajoute-t-il : « L'art et la consommation artistique sont prédisposés à remplir, qu'on le veuille ou non, qu'on le sache ou non, une fonction sociale de légitimation des différences sociales » (id. p. 8).

Il est indispensable, avant toute nouvelle recherche, de dresser un bilan, le plus précis possible, des progrès et des résultats acquis en ce qui concerne la définition de la réussite, parce que c'est le meilleur moyen de se donner des hypothèses de travail précises. Disons, toutefois, que ces différentes approches ne nous paraissent pas suffisantes, si même elles peuvent se révéler utiles. Préoccupées de déterminer les attitudes qui sous-tendent nos activités, ces études en sont venues à ne point voir que l'attitude est d'abord mouvement. Si l'attitude révélée par l'orientation de l'action et liée à la croyance, constitue bien une « disposition préparatoire », c'est-à-dire une des conditions de nos interventions, le modèle conceptuel, parce qu'il est déclenchant et propulsif, est seul en mesure de rendre compte des transformations par lesquelles l'énergie de l'agent est mobilisée et dirigée de façon sélective vers des buts déterminés. Pas plus que le modèle conceptuel ne saurait exercer son influence sans le support des attitudes et des croyances, l'attitude ne saurait se substituer au modèle conceptuel.

Par ailleurs, il est d'autres facteurs, que ces études négligent, et qui, longtemps méconnus, commencent à susciter des inquiétudes : la transformation

---

[6] Bourdieu (Pierre), 1979, *La distinction*, Paris, Minuit, p. 6.

du monde extérieur et de l'organisation de la société. Une première lecture des films que nous étudions ici nous conduit à observer que le concept de la réussite n'est pas figé, il est souple et se transforme. Dans le cadre d'une telle organisation de la société égyptienne, au cours des années soixante-dix, il couvre les significations de : quête du succès, des honneurs, du pouvoir, du statut ou bien le patriotisme, le triomphe d'un conflit qui menace la souveraineté et l'intégrité de la nation. En revanche, dans le cadre de telle autre organisation il renvoie à des exigences différentes : quête de richesse, d'avantages particuliers, etc..Donc à une diversité d'organisations correspond une diversité de modèles de réussite et par là de dispositions et de modalités d'action.

Aussi, assiste-t-on à la représentation objective dans le cinéma égyptien des années soixante-dix de la relation dialectique entre le concept de réussite et le système de croyances qui conditionne, sous forme d'une représentation significative, la structuration de sa perception. Serge Moscovici parle de trois composantes de la représentation sociale : l'information, l'attitude et le « champ de représentation »[7]. Dans le cinéma, la représentation de la réussite sociale intervient sous deux aspects cognitif et symbolique. L'aspect cognitif correspond à la manière dont est représentée la réussite : qui la recherche ? Quels sont sa perception du monde et sa position sociale, la finalité qui commande son action, les modalités et stratégies qu'emprunte celle-ci pour y aboutir. D'autre part, l'aspect symbolique correspond aux significations symboliques que revêt la réussite pour chaque groupe, individu ou communauté.

Notre sélection des films qui constituent notre matériau d'analyse est déterminée par deux critères : d'une part, la transcription la plus claire voire la plus caractéristique de la problématique de la réussite. D'autre part, le succès des films sélectionnés. Nous pensons qu'à un certain stade de son succès, un film

---

[7] Moscovici (Serge), 1984, *Psychologie sociale*, Paris, PUF.

cesse de représenter un film ordinaire pour représenter un film dont on parle et qui va permettre, si on l'a vu, de communiquer avec les autres. Le film devient autre chose qu'un spectacle, il devient source d'information. Le succès des films que nous étudions ici, confirmé par les études empiriques de consommation, de durée et de recettes d'exploitation en salles de cinéma, prouve qu'ils ont rencontré une préoccupation de l'opinion publique et s'en sont faits l'expression.

Nous répartissons notre recherche en deux parties qui portent les intitulés respectifs : **Échec et défi, Initiative individuelle ou réussite collective.** Ces intitulés traduisent la relation dialectique qu'entretiennent entre eux les films qu'incorpore chaque partie, leur enjeu central ainsi que la dynamique sociale dont ils permettent l'appréhension et qui est spécifique de la société à un moment donné de son histoire. Cette disposition est d'autant plus pertinente, espère-t-on, qu'elle recoupe l'évolution historique caractéristique de la société égyptienne au cours des années soixante-dix.

Le postulat posé par M. Marc Ferro est indicatif à cet egard : « Chaque film a une valeur comme document, écrit-il, (...). Par la façon dont il exerce une action sur l'imaginaire, par l'imaginaire qu'il transpose, tout film pose une relation entre son auteur, sa matière, le spectateur. Au reste, s'il est vrai que le non-dit, l'imaginaire, sont autant l'histoire que l'Histoire, le cinéma surtout la fiction, ouvrent une voie royale vers des zones psycho-socio-historiques jamais atteintes par l'analyse des « documents ». (...) Il n'y a pas moins d'imaginaire, d'idéologie dans le regard d'Antonioni filmant *La Chine*, ce reportage, qu'il n'y a de réalité sociale et d'analyse dans *Le Cri* ou *Le désert rouge*, œuvres d'imagination du même Antonioni »[8].

---

[8] Ferro (Marc), 1975, *Analyse de film , analyse de sociétés* , Paris, Classiques Hachette, p 13.

Ce constat nous conduit à faire intervenir le rapport du cinéaste avec le public et les préférences culturelles de celui-ci. Avant les années soixante, l'exploitation était dépendante des grandes compagnies. Au lendemain de l'indépendance, l'Etat a modifié cette situation. La notion de cinéma d'auteur n'a commencé à émerger que lors des premières réformes nassériennes, et la création en 1957 de l'Office de « consolidation du cinéma » et en 1959 de l'Institut (actuellement faculté) des hautes études cinématographiques du Caire. Le premier est chargé de produire et le second d'enseigner. Cependant, bien avant, une tradition réaliste instaurée par le cinéaste Kamal Sélim, précédant l'école réaliste italienne, et bien enracinée dans le cinéma égyptien a permis aux cinéastes de briser les conventions dramaturgiques imposées par les producteurs.

Avec son film *La volonté* (1939), Kamal Sélim a abandonné le cinéma des palais et des notables, fidèle au modèle occidental des années 30, pour ouvrir la voie à une reconstitution plus exacte de la réalité en donnant droit de cité au petit peuple du Caire et en traitant le problème grave du chômage. S'adressant aux cinéastes égyptiens, il exprime ainsi son point de vue sur le réalisme . « Je voudrais que vous accordiez votre attention à l'éveil de la conscience sociale par l'intermédiaire de vos films. Que certains du moins, traitent des fléaux, qui minent notre société, en présentant aux gens des sujets originaux et intéressants. »[9]

Une telle approche d'un cinéma conscient de son rôle et de ses responsabilités critiques et analytiques exige une maturité politique et sociale de la part des cinéastes. Ils sont conduits à considérer dans leurs œuvres les problèmes urgents . l'alphabétisation, l'information, mais aussi une critique permanente et constructive des méthodes leur semble devoir prendre le pas sur l'esthétique.

---

[9] Amina Hassan, *Le réalisme dans le cinéma égyptien des années 70*, mémoire de maîtrise, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 1984-1985.

D'autre part, les besoins et les préférences, en matière de culture, du public égyptien sont liés à des invariants qui coexistent avec d'autres. Dans le cas du théâtre et du cinéma, le public égyptien, en majorité populaire et analphabète, refuse la recherche formelle et tous les effets qui, en introduisant une distance par rapport au spectacle, tendent à le mettre à distance, l'empêchant d'entrer dans le jeu, de s'identifier aux personnages. Il attend, surtout, de toute image qu'elle remplisse une fonction afin qu'il puisse s'approprier le message de l'œuvre qu'on lui présente et satisfaire : . besoin de critique et d'analyse en même temps que ludique.

Première partie

ÉCHEC ET DÉFI

CHAPITRE I

LA TERRE
EXPLOITATION COLONIALE ET USURPATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ DE LA TERRE

> « Si la terre a soif un jour, nous l'abreuverons au prix même de notre sang ; tel est notre serment à nos ancêtres et notre Nation, que nous devons honorer à travers les générations. Car cette terre est la terre de nos ancêtres ; elle est le fondement et la raison de notre être. »

Tel est l'hymne à la terre scandé par un chœur qui accompagne les plans du générique du film *La terre* (1970) de Youssef Chahine où figurent quelques extraits des séquences importantes associés aux titres. Cet hymne revient tel un leitmotiv, un rappel surgi du fond de la mémoire collective, du poids des sacrifices endurés et consentis pour ne pas perdre la terre, accentuer l'intensité et la force de la lutte pour la préserver de la sécheresse et de la mort dans les séquences les plus tragiques du film. Et ce, pour empêcher l'extinction des espérances et revigorer chez les paysans l'idéal et la dynamique révolutionnaires, conditions de la récupération de la terre usurpée.

L'argument du film traite une réalité historique : la tragédie de l'expropriation des paysans par les féodaux, agents du pouvoir colonial à l'époque pré-révolutionnaire de l'Egypte. L'ordre féodal était institué, dans ce contexte historique défini, en une organisation politique et sociale par le gouvernement colonial composé de : la monarchie étrangère, l'occupant britannique qui fut son

tuteur et la classe minoritaire des grands propriétaires terriens et fonciers. L'objectif de cet ordre était d'assurer la prééminence et l'extension du pouvoir politique du gouvernement colonial sur l'ensemble de son empire en s'appuyant sur un processus d'usurpation des droits légitimes des citoyens, dont notamment le droit des paysans à la propriété absolue de la terre, et un système d'injustice et de privilèges inégalement répartis. Le succès de cette stratégie d'administration coloniale résidait dans la construction d'un centre monopolisateur de la coercition, de l'appropriation et de l'exploitation des richesses de la nation et de son fondement : la terre.

Cependant, Youssef Chahine, l'auteur, dépasse ce cadre historique pour révéler des sentiments produits d'un mélange d'amour et d'hostilité, décrire des enjeux et des luttes entre communautés et groupes d'intérêts qui ont pour effet de déterminer des dispositions à la trahison ou à la loyauté et qui sont irréductibles à un peuple ou à une époque. Et ce dans l'objectif d'approfondir la réflexion sur les processus et les structures obéissant à des rationalités stratégiques qui régissent la sélection par des acteurs sont de la lutte pour la transformation sociale des structures et des systèmes d'ordre contestés, soit, a contrario, de la résignation et la soumission à ceux-ci. C'est la complexité de ces mécanismes qui conditionne le choix entre la vie et la mort. Une distinction de sens s'impose ici, quant à l'utilisation épistémologique des concepts de vie et de mort. Ceux-ci ne recouvrent pas la signification de cessation ou de continuité de la vie proprement dite, dans la disposition d'ensemble du film, mais nous renvoient, en revanche, à deux niveaux de sens d'ordre différent mais complémentaires d'un point de vue scientifique. Le premier sens concerne la vie et la mort civiles : conservation et défense des droits des citoyens, ou inversement, privation de ces derniers de ceux-là. Quant au deuxième sens, il se rapporte à la vie et la mort idéologiques : l'espoir de triompher de l'échec qui a produit la perte des droits légitimes et l'idée d'entreprendre et

d'organiser la lutte pour les récupérer, ou au contraire, l'extinction de ces espérances et de cet idéal. Cela étant explique, le choix entre ces deux instances joint le particulier à l'universel dans la mesure où la destinée d'une nation, comme celle de l'humanité doit toujours s'affronter et opter pour la vie, in extremis, quels que soient le temps ou les sacrifices que ce choix implique.

Jean Habermas, le philosophe allemand, et Emmanuel Kant, avant lui, avaient précisé qu'on n'atteint l'universel que par le particulier (Habermas, 1990), (Kant, 1980).

Sur le plan international, *La terre* a été accueilli favorablement par la presse et les critiques. Selon le quotidien national *Al-Gounhoureya* « les critiques parisiens ont beaucoup apprécié le film qui a été projeté dans le cadre de la conférence de la table ronde tenue à l'UNESCO à Beyrouth sur le thème des problèmes de la culture arabo-asiatique, qui a réuni, entre autres, Marcel Martin, un des responsables de la rédaction à la revue *Cinéma 69*, Jean-Louis Bory, critique au magazine *Le Nouvel Observateur* et Guy Hennebelle, critique au magazine *Jeune Afrique*. Après la projection, Henrico Fulchignoni, président de la section artistique à l'UNESCO à Paris, a déclaré à l'assistance que *La terre* est le plus important film égyptien qu'il a vu jusqu'à présent et a invité son réalisateur à le projeter dans une séance spéciale, qu'organisera l'UNESCO en sa faveur, à Paris. De plus, il a demandé si le film a été présenté dans des festivals internationaux, et son producteur, le représentant de la section de production à l'Organisme général du cinéma égyptien, Abdel Salam Moussa, a répondu qu'il a été présenté hors compétition au Festival de Moscou » (*Al-Gounhoureya*, 1969). De plus, Henri Langlois, le président de la Cinémathèque française, a adressé à Youssef Chahine la proposition d'organiser une semaine à la Cinémathèque consacrée à ses films. Ainsi, *La terre* y a été projeté, en février 1970, et a remporté l'adhésion du public parisien et de la presse. Le journal *Le Monde* lui a consacré une colonne entière,

mettant l'accent sur son esthétique très développée, digne des grands chefs-d'œuvre contemporains, et sur la thèse sociale et humaine du droit du paysan à la propriété de la terre que traite son argument et qui le distingue des films de nombreux auteurs européens. Le journal a invoqué, surtout, l'esthétique épique et tragique de la dernière scène du film où la main ensanglantée du paysan assassiné dans la terre qu'on lui arrache tient précieusement une poignée de celle-ci. Aussi est-il utile d'évoquer un fait marquant. Après que la direction du Festival de Cannes ait sélectionné *La terre*, parmi cinq cents films, pour faire partie des films de la compétition officielle, elle a adressé une annulation de cette sélection à la direction des Festivals de cinéma au Caire, prétextant la longueur du film. Et au bout d'un laps de temps, elle a adressé un nouveau message à la direction des Festivals au Caire lui demandant de changer le titre du film. Cependant, ces arguments non conformes aux règles de sélection des films adoptées par le Festival de Cannes ont révélé l'existence d'une conspiration médiatique menée par des agents au service d'Israël visant à entraver la projection du film à Cannes en raison de son contenu social en rapport avec le contexte égyptien contemporain et l'occupation de la terre du Sinaï par les troupes de l'ennemi. Pour contrecarrer cette conspiration, des diplomates et des intellectuels de grande notoriété ont intervenu auprès de la direction du Festival du film de Cannes pour que le film y soit projeté au nom de la défense de la liberté de la pensée et de l'expression (*Al-Akhbar*, 1970). Le critique Henri Chapier de la revue *Le Compas* a écrit, en contrepoint, « nous attendions, avec impatience, la projection du film égyptien au Festival du film à Cannes en raison du nombre colossal de films produits annuellement en Egypte. Nous pensions qu'il s'agira d'un film politique qui prêchera le socialisme ou le régime nassérien, mais notre surprise était grande lorsque nous avions découvert que l'Egypte nous avait envoyé, par l'intermédiaire de *La terre* de Youssef Chahine, un drame égyptien se déroulant à l'époque de l'occupation britannique, qui rassemble

des interprètes professionnels et se caractérise par une esthétique raffinée, digne des films néo-réalistes de l'Union Soviétique.»

Par ailleurs, le quotidien national *Al-Ahram* a souligné le caractère événementiel du film qui constitue une première dans l'histoire du cinéma arabe en raison de sa projection simultanée au Caire et à Paris. D'après le critique Jean-Louis Bory du *Nouvel Observateur* : « *La terre* constitue un événement non seulement pour le cinéma arabe mais pour le cinéma mondial également.» Il a ajouté que « *La terre* suscitait l'intérêt de tous pour le sort de nombreuses catégories sociales différentes et variées qui sont familières. Un caractère, deux plans et trois phrases de dialogue suffisaient pour définir la personnalité d'un paysan en particulier dans toute sa dimension et sa singularité. Les situations cocasses se conjuguaient en liberté et harmonie avec le tragique qu'elles provoquaient, n'émanant pas de leur description des coutumes et des traditions locales mais de leur universalité qui s'acheminait vers la conscience humaine. Ces situations pourraient avoir lieu aussi bien dans la province de Bretagne que dans celle de la Beauce. Et la main ensanglantée du paysan, qui s'accrochait dans la séquence finale du film à la terre qu'on lui arrachait, pourrait bien être celle de tout paysan dans le monde pour qui la terre signifie la vie et l'amour » (*Al-Ahram*, 1970).

Résumé de l'action

L'action se passe au milieu des années trente dans un village égyptien, à l'époque où l'Egypte était sous l'occupation britannique. Cette période revêt une importance historique remarquable d'autant plus qu'elle a déterminé, à plusieurs titres, l'avènement de la révolution de juillet 1952 et la forme dans laquelle celle-ci s'est investie. Le gouvernement colonial décide de réduire la durée autorisée d'irrigation des terres de 10 à 5 jours. Les paysans contestent cette instruction

restrictive qui risque de provoquer la mort lente de leurs terres et la ruine de leur culture principale ; le coton qui nécessite une irrigation très importante. Un réseau de résistance composé de petits propriétaires, d'ouvriers agricoles et de notables se forme autour d'un petit propriétaire, Mohamad Abou Soulam, à qui il attribue un leadership qui puise sa légitimité aussi bien dans un passé révolutionnaire que dans sa révolte spontanée contre toute injustice touchant aux droits légitimes de la communauté. La lutte pour préserver la terre et sa production de la mort et de la sécheresse s'organise conjointement avec la négociation. Le gouvernement colonial refuse de consentir la prolongation de la durée d'irrigation aux paysans, alors qu'il ménage les terres de son allié féodal, Mahmoud Bey, appartenant à la classe des grands propriétaires terriens. La répression devient la forme de communication privilégiée entre le gouvernement et les paysans. Plus la lutte persiste, la répression se durcit, et les paysans prennent conscience de la nature du commandement colonial opposé à leurs intérêts et usurpateur de leurs droits, plus leur action prend une dimension révolutionnaire, d'autant que les échos des manifestations de la population, à la capitale, contre l'occupation britannique et de la revendication de l'indépendance de la Nation parviennent à la communauté du village. Comme coercition ultime, le gouvernement colonial ordonne l'expropriation des paysans et la construction à la place de leurs terres d'un réseau routier joignant la capitale au domaine du féodal sous prétexte de vouloir moderniser le village. Sous les apparences d'un projet innocent de modernisation l'administration coloniale dissimule soigneusement des enjeux plus importants et plus sérieux qui commandent sa lutte contre les paysans.

Analyse

Le film s'ouvre sur l'arrivée d'une carosse en provenance de la capitale. Un enfant en descend. Il regarde aussitôt quelqu'un à l'horizon ; Wassifa, la fille

d'Abou Souilam qui s'approche, portant une cruche sur la tête. Elle salue l'enfant qui sourit timidement. L'identification de Wassifa commandée par le regard de cet enfant, suscite notre intérêt pour ce personnage et son statut.

Des amis de l'enfant se précipitent vers lui et l'accueillent chaleureusement. Ils s'assoient à terre. Sur un tableau d'ardoise, l'enfant montre à ses amis comment écrire le nom de l'Egypte en anglais et les informe de la situation à la capitale. « Les étudiants manifestent beaucoup dans les rues, dit-il, et les soldats britanniques répriment violemment leur révolte. » Cette introduction définit le cadre historique du film : la période du milieu des années trente où l'Egypte sous l'occupation britannique entrait dans une phase décisive de lutte pour la libération et l'indépendance nationale. Cet enfant symbolise la conscience révolutionnaire que la capitale communique au village.

Le soir, la communauté villageoise se réunit pour célébrer le mariage de Abdel Attî, le gendarme du maire. Cette fête est unique dans tout le film où chaque image tient en réserve une partie de la tragédie. Mohamad Abou Souilam est cadré au centre de la communauté, sa physionomie altérée dénote la sérosité de l'enjeu qui le préoccupe. Une danse folklorique, *Al Tahtib*, d'une extrême violence, initiant à l'art du combat, se déroule devant Mohamad Abou Souilam. Abdel Hadi et Diab, deux jeunes paysans, en sont les acteurs. Un panoramique nous permet d'identifier les protagonistes dont l'attention est polarisée sur ce simulacre de lutte : Cheikh* Youssef, le propriétaire d'un commerce et d'une parcelle de terre, dont la propreté et la qualité de la tenue le distinguent de la foule, l'adjoint du maire au comportement rationnel et modéré, Cheikh Chenaoui, le représentant du pouvoir sacré, qui agite sa tête en signe d'ardeur de la croyance, et Elouani assis aux pieds du maire-adjoint dont il garde la terre. Abou Souilam se lève subitement et retient

---

* Dénomination attribuée aux notables ayant fait leurs études en théologie à l'Université Al-Azhar ou aux religieux

Abdel Hadi dont la force déchaînée allait transformer la danse en véritable duel contre Diab. Quelqu'un de l'assistance propose d'interrompre la fête et de consulter le maire sur l'enjeu de l'eau. Abou Soulam réplique : « Chaque chose en son temps. Que la fête continue.» Ensuite, il se retire. Son attitude affirme l'autorité que lui reconnaît le groupe et qui puise sa légitimité dans sa compétence à maîtriser et harmoniser la conduite de la communauté, son charisme et son pouvoir de décider du choix du moment opportun pour débattre un enjeu d'une telle importance collective. L'intérêt de cette fête réside dans sa contribution à la description de l'atmosphère générale ; les hommes sont préoccupés par l'enjeu de l'eau, ils attendent des réponses, une action.

Dans la séquence suivante, Wassifa traverse les champs à l'aube et pénètre dans la maison d'Abdel Hadi. Elle emprunte à sa mère un peu de pain et repart dans le sens inverse de la direction menant à sa maison. Les plans qui décrivent la rapidité de ses gestes et le choix de cette direction nous intriguent. Abdel Hadi la poursuit pour percer son mystère, mais elle lui échappe. Il rejoint Elouani au bord de la rivière et lui tient compagnie. Des hommes les abordent. Elouani les identifie par leur tenue et leur moyen de transport. « Des ingénieurs à bord "d'ânes de fer" (bicyclettes au sens figuré), mandatés de la ville », ironise-t-il. Un des ingénieurs leur annonce solennellement qu'il a repéré une fille en train de remettre le ruisseau en marche pour irriguer les terres et que les paysans sont tenus de se conformer aux ordres du gouvernement concernant la durée d'irrigation. Abdel Hadi se dresse subitement en colère, se moque du gouvernement et jure de défier l'autorité. Il s'interroge en même temps sur le véritable enjeu que dissimule le gouvernement derrière l'enjeu de l'eau. « Pourquoi prive-t-il les terres des paysans de l'eau, les condamnant ainsi à la mort lente, dit-il, alors qu'il détourne la totalité de l'eau de la rivière au profit des champs de Mahmoud Bey*, l'aristocrate féodal,

---

* Dénomination attribuée aux hauts fonctionnaires de l'Etat ou aux grands propriétaires terriens ou fonciers.

situés à l'opposé du village, dont les cultures sont florissantes et la propriété foncière ne cesse d'augmenter ! »

Cette question soulevée par Abdel Hadi constitue un leitmotiv qui, désormais, ne cessera de déterminer la structure et l'évolution de l'action.

Cependant, l'intervention des agents mandatés du gouvernement, à ce moment précis, a pour effet de nous révéler le mystère de la conduite de Wassafa : elle a remis clandestinement en fonction le ruisseau pour irriguer les terres asséchées des paysans. Son action symbolise la révolte spontanée de tout paysan contre l'injustice. Elle est la réponse qu'attendent les paysans à leur problème commun, l'action qu'ils souhaitent. À côté de sa beauté exquise et de son amour de la terre, Wassafa possède une qualité d'une extrême importance : une force révolutionnaire nécessaire pour l'évolution de l'action.

La séquence suivante illustre, en contrepoint, l'effet déstabilisateur de son action. On y découvre le maure cadré derrière les barreaux de sa fenêtre, un combiné téléphonique à la main, s'agitant en parlant à son interlocuteur, le préfet. Il explique à ce dernier qu'il a bien transmis les instructions du gouvernement concernant l'eau aux paysans et qu'il s'acquitte minutieusement de ses tâches. Il lui désigne Mohamad Abou Soulam comme "meneur de troubles" et promet de lui envoyer une liste des paysans qui grèvent les instructions, au premier rang de laquelle il inscrira le nom de Mohamad Abou Soulam. Le cadrage du maure derrière les barreaux, en état de colère et de peur de la foudre de ses jugeants, nous définit son statut d'agent du gouvernement colonial emprisonné dans sa fonction politique qui le réduit au rôle d'exécutant des ordres. En cas de besoin, il conspire avec les autorités coloniales la ruine des paysans pour conserver son poste.

L'action de Wassifa est l'événement révolutionnaire qui déclenche l'hostilité du gouvernement et confrontera les paysans à une alternative décisive : abdiquer ou prendre la défense de leurs terres. Choisir la mort ou la vie.

La séquence suivante se déroule au commerce de Cheikh Youssef. Celui-ci occupe une place privilégiée et centrale au village. Il assure le double : le d'espace de communication économique et politique. Étant le seul commerce existant au village, les paysans s'y rendent pour échanger des produits vitaux, alimentaires contre des desserts confectionnés, des cigarettes, des produits de lessive, etc... Cet échange illustre un rapport économique fondé sur une économie de nécessité, non monétaire. De par cette fonction économique, le commerce de Cheikh Youssef constitue un lieu privilégié de rencontre où les paysans échangent des informations, diffusent des connaissances sur des sujets qui rencontrent, en particulier, des résistances culturelles et politiques s'opposant à leur diffusion avant de devenir des enjeux politiques. Le cas de Abdel Atti, le gendarme du maire, illustre ce fait. Celui-ci, s'approvisionnant en dessert chez Cheikh Youssef, lui apprend que le maire a inscrit le nom de Mohamad Abou Souilam à la tête d'une liste qu'il dépêchera au préfet du département, impatient d'identifier les paysans qui défient les instructions de limiter la durée d'irrigation des terres de dix à cinq jours. Abdel Atti ajoute qu'il n'a pas eu le courage de communiquer cette information aux paysans et, en particulier, à Mohamad Abou Souilam, tant est-il conscient de l'injustice que recèle une telle conspiration. En fait, il résiste à sa diffusion pour exacerber la révolte des paysans. Cette déduction est tirée de ses propos : « De toute façon, dit-il, Abou Souilam se fiche de l'autorité.» Cheikh Youssef le réprimande vivement et lui ordonne de prévenir Abou Souilam des mesures prévues par le maire afin qu'il prenne ses dispositions à temps.

Les séquences suivantes marquent un temps de latence avant le déclenchement de l'orage révolutionnaire. Elles décrivent, dans un style

documentaire, la vie au village. Pendant que les hommes sont préoccupés par l'enjeu de l'eau, les femmes vaquent aux tâches qui leur incombent par la division du travail social : la préparation de la nourriture, l'élevage du bétail, la préparation d'engrais pour la terre et l'approvisionnement en eau de la rivière.

Cependant, un incident pathétique survient et interrompt cette tranquilité apparente. Khadra, une jeune ouvrière agricole, sans famille et sans ressources, poursuit lentement une vache. Un travelling avant décrit sa concentration totale. Elle se penche brusquement et ramasse la déjection de la vache qui sert à fabriquer des engrais pour la terre. La propriétaire de la vache dispute à Khadra ce bien précieux et l'assomme de coups. Cette dernière s'évanouit et tombe à proximité d'une flaque d'eau se trouvant en face de la maison d'Abou Soulam. Wassila et d'autres villageoises se précipitent pour la secourir ; signe de la solidarité communautaire aux plus défavorisés. Cet incident pathétique a pour effet de souligner que la répression individuelle, dont Khadra a été l'objet, présage une coercition qui s'abattera sur toute la collectivité dont Abou Soulam est le représentant. Abdel Aziz, témoin de ce drame survenu sur son trajet vers la maison de Abou Soulam, prodigue du secours à Khadra et prévient celui-ci de la sanction qu'il risque.

Au compteur de Cheikh Youssef, source d'émission du message, Abou Soulam s'interroge sur les véritables enjeux que dissimule l'enjeu de l'eau. Cette interrogation, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, resurgit dans le récit tel un leitmotiv, exigeant la percée de l'énigme de cet enjeu et faisant avancer corrélativement l'action et la réflexion. « Les autorités m'ont destitué de mes fonctions de maire. Que veulent-ils encore ? Se demande Abou Soulam, détruire ma dignité ? Ma volonté ? » Il jure, avec fougue, de défier les autorités et d'irriguer sa terre quel qu'en soit le prix. Cheikh Youssef le raisonne et lui conseille de réunir les paysans à son domicile, après la prière du soir, afin de débattre du meilleur moyen de contrer la menace de répression des autorités. De par son statut de

commerçant, Cheikh Youssef est enclin à la négociation. Cette disposition est d'autant plus nécessaire pour apaiser la colère révolutionnaire et modérer l'action. Par ailleurs, il est important de noter le rôle culturel et religieux de la prière qui rythme les activités des individus dans un univers paysan quasi primitif où l'utilisation des montres et des horloges fait défaut.

Dans la séquence suivante, un plan large montre Abou Souilam, assis, la nuit, sur un banc à l'extérieur de sa demeure. L'intérieur de celle-ci étant l'espace de l'intime réservé à la famille. En outre, sa superficie très réduite, indice de la carence de ressources de son propriétaire, ne permet pas l'aménagement d'une salle de réception pour ses hôtes. Abdel Hadi arrive avant les autres paysans et discute avec Abou Souilam. « Il n'y a pas de solidarité véritable que dans l'action, dit ce dernier, il n'y a pas de morale individuelle ou collective que dans l'action. Si les hommes s'unissent et se liguent dans l'action, ni le gouvernement colonial ni personne ne pourra vaincre leur volonté.» Abdel Hadi souscrit à cette éthique morale et révolutionnaire. Il pénètre dans la demeure pour chercher de l'eau à Abou Souilam. C'est l'occasion pour lui d'affronter Wassifa qui a déclenché les hostilités par la remise en fonction du ruisseau. Cadré dans un plan, en face d'un réservoir d'eau, Abdel Hadi exprime son amour à Wassifa par un regard bref mais chargé de significations. Il lui révèle sa connaissance de son action discrète au ruisseau et la rappelle à son statut en soulignant qu'elle n'a guère le droit de décider du moment ou de l'opportunité d'entamer une telle action de révolte. Wassifa rétorque, le rappelant à son tour à son statut, qu'il n'a pas le droit de juger ses actes ou ses devoirs, vu qu'il n'a vis-à-vis d'elle ni le statut du père ni celui de l'époux qui peut lui conférer, selon la tradition, un pouvoir d'injonction. Cette confrontation a pour effet de démontrer leurs forces de caractère, indices d'une maturité qui puise son essence dans leur sens du devoir envers la communauté, leur amour de la terre et leur force révolutionnaire, moteur de toute action contre l'injustice sociale. De

surcroît, elle accrédite la nécessité de sceller l'alliance de ces deux forces, de l'instituer par le mariage pour assurer la progression et la survivance de la dynamique révolutionnaire.

À cette confrontation à l'intérieur se juxtapose un lent panoramique révélant l'extérieur de la demeure aménagé en « chambrée » ; espace politique « privé » où les ayants intérêts à l'enjeu de l'eau se sont disposés, selon leurs statuts, pour débattre de cet enjeu et des menaces qui pèsent sur la communauté. Abdel Hadi rejoint le groupe sous l'interpellation d'Abou Soulam. Cette chambrée ou plutôt cet espace politique revêt la fonction d'un observatoire unique des propositions immanantes à des dispositions obéissant à des rationalités stratégiques, caractéristiques des intérêts de chacun des participants et qui structureront, par la suite, leurs actions. Cheikh Chenaoui, le religieux, propose à l'assemblée de faire une prière collective pour implorer la sanction par le Tout-Puissant de ceux qui ont décrété l'ordre restrictif du droit à l'eau et de consulter le maire. Son comportement recèle un paradoxe caractériel : il reconnaît l'injustice que comporte l'ordre de priver les paysans de l'eau, mais refuse de reconnaître publiquement les auteurs d'une telle injustice : le gouvernement et son agent, le maire, pour ne pas discréditer leur légitimité. Ce qui l'intéresse, plutôt, c'est de se rapprocher du pouvoir par la contribution à la socialisation de son autorité. Par ailleurs, sa proposition procède d'une neutralité, d'un manque de motivation personnelle vis-à-vis de la problématique de l'eau qui concerne les paysans dû à sa non possession de terre. En revanche, Cheikh Youssef affirme que le maire collabore à toutes les conspirations ourdies contre les paysans et que la justice de Dieu ne s'applique que lorsque les hommes décident d'agir et de prendre en charge leur destin. Abou Soulam conteste aussitôt les procédés que suggère Cheikh Chenaoui d'autant que les paysans n'ont pas de représentants légitimes, le pouvoir politique du maire étant réduit à l'exécution des ordres des autorités coloniales. Il

décide d'engager la lutte par la force ; l'unique moyen de restituer aux paysans le droit à l'eau usurpé. Sa prise de position dénote sa conscience désabusée des structures gouvernantes et ses qualités personnelles : la clarté et le courage indispensables au cheminement vers la révolution. Abdel Hadi appuie sa décision. L'alternance des plans passe du ralenti à l'accéléré, transcrivant la montée de la tension dans le groupe. Cheikh Chenaoui quitte promptement cette assemblée : « Où, dit-il, l'autorité du maire n'est pas reconnue.» Quelques paysans le suivent. Mohamad Effendi*, l'instituteur, distingué par son *tarbouch* (un chapeau à forme pyramidale) et sa veste propre couvrant son djellabah, propose, d'une façon presque scolaire de s'exprimer avec des formules adroites, à Abou Soulam d'organiser la lutte conjointement avec la négociation : « Continuer à irriguer les terres, dit-il, et porter le problème sur la scène politique en adressant une plainte au ministre des Travaux publics et en chargeant Mahmoud Bey, qui a des relations au gouvernement, de la lui transmettre.» L'assistance se disperse en consentant à cette proposition. Mohamad Effendi convie les paysans et Abou Soulam à assister à la rédaction de la plainte dont il se charge à son domicile.

La séquence suivante s'ouvre sur un plan large montrant l'intérieur de la maison de Mohamad Effendi. Une salle de réception y est aménagée en espace politique « privé », prolongeant celui de l'assemblée précédente. Son décor illustre l'aisance de son propriétaire, des *moucharabieh** couvrent les fenêtres, des canapés en bois sont disposés dans les coins, une table et une chaise occupent le centre. Mohamad Effendi, assis à cette table, termine la rédaction de la plainte dont il lit quelques extraits étayés de formules savantes que les paysans apprécient. Ceux-ci y apposent leurs sceaux substitués à leurs signatures, du fait de leur analphabétisme. Ils font ensuite une prière collective et des vœux pour que la plainte aboutisse.

---

* Dénomination attribuée aux personnes cultivées, en général, et aux enseignants, en particulier.

* Stores en bois ou ferronnerie caractéristiques de l'art artisanal décoratif

À cet enthousiasme collectif, se superpose le cadrage de l'aristocrate Mahmoud Bey, assis dans la cour de son domaine féodal, occupé à lire à haute voix la plainte des paysans. Il tourne son contenu en dérision. Un gros plan montre la physionomie altérée de Mohamad Effendi. Mahmoud Bey ordonne au maire, debout derrière lui, la tête baissée et les mains croisées en signe de servilité, de prendre un papier vierge posé sur une table à proximité, d'y collecter les sceaux des paysans et de le ramener afin qu'il y rédige une plainte mieux formulée. Le maire exécute l'ordre aussitôt. Mahmoud Bey se lève, le plan s'élargit, et on découvre des domestiques transportant un mobilier moderne et neuf et des œuvres d'art qu'ils posent à l'intérieur de la demeure féodale. On découvre également la grandeur de celle-ci, sa couleur blanche contrastant avec la couleur sombre des demeures villageoises et l'immensité des champs qui l'entourent. L'ensemble de ces aspects symbolise la prééminence de la seigneurie du féodal Mahmoud Bey et de son empire fondé sur des ressources économiques : la propriété terrienne. Cependant, un plan d'une extrême importance s'impose dans ces images et nous livre une première piste qui nous orientera dans notre quête des éléments susceptibles de percer l'énigme de l'enjeu de l'eau et de révéler les véritables enjeux qu'elle dissimule. Dans ce plan, un homme en tenue citadine avance vers Mahmoud Bey et lui remet un papier d'une grande dimension, ce dernier y jette un coup d'oeil et le repousse avec dédain : « Vous mettez un an pour concevoir la maquette d'un projet de construction d'une route agricole... Dépêchez-vous », dit-il dans un ton de reproche. Ces propos nous révèlent l'identité et la tâche de cet inconnu. Il s'agit d'un architecte chargé, depuis un an, de la conception d'un projet de route. Cette durée accentuée par l'aristocrate et l'impatience qui marque ses paroles dénotent l'existence d'une stratégie implicite qu'il a mise au point depuis longtemps et qu'il a hâte de voir se matérialiser. Cependant, nous ne savons pas encore à qui profitera la finalité de cette stratégie ? Et quels sont les intérêts que le féodal y investit ? Dans le plan suivant, le maire s'en va, emportant le papier vierge, et Mahmoud Bey

demande à Mohamad Effendi, qui s'apprêtait à rejoindre le maire, de demeurer quelques instants.

Dans sa mairie, qui lui sert en même temps de lieu d'habitation, le maire collecte les sceaux des paysans illétrés sur le papier vierge de Mahmoud Bey, avec l'appui de Cheikh Chenaoui. Abdel Hadi se révolte contre l'attitude passive des paysans qui accordent leur consentement, par leurs sceaux, à une plainte dont ils ignorent le contenu et qui n'est pas encore rédigée. Il met ainsi l'accent sur l'abus de pouvoir et de confiance dont fait usage le maire. Une querelle s'engage entre celui-ci et Abdel Hadi. Wassifa, qui observe la scène à travers une fenêtre latérale de la mairie, court rejoindre son père dans les champs pour l'en avertir.

Se superpose à l'image de Wassifa un plan moyen montrant Mohamad Effendi au cœur de la place du village, qui est un espace public d'échange et de communication. Il discrédite le rôle du maire pour mettre en valeur le nouveau statut d'interlocuteur privilégié des paysans que lui a attribué Mahmoud Bey, par transfert de la légitimité représentative du maire en sa faveur. Le mécanisme de Mahmoud Bey consiste, en fait, à flatter l'ambition secrète de Mohamad Effendi de se rapprocher du pouvoir, caractéristique des intellectuels qu'il représente, en lui demandant de l'accompagner dans la mission de porter la plainte concernant l'eau, dont les paysans l'ont chargé, aux hauts lieux du gouvernement. Mohamad Abou Soulam approuve non sans scepticisme "cette mission", intrigué par le changement soudain dans les rapports entre le féodal et les paysans qui dissimule une stratégie commandant sa conduite. Cheikh Youssef flatte l'orgueil de Mohamad Effendi. Elouani se moque, en revanche, de sa mission : « Il va rencontrer le Premier ministre en personne, dit-il, c'est lui qui va nous apporter l'eau.» Son sarcasme illustre la déception traditionnelle des paysans des processus décisionnels de l'administration coloniale, immanente à leur expérience de l'indifférence de celle-ci

vis-à-vis de l'intérêt national. Cheikh Youssef, enclin toujours aux méthodes pondérées et à la négociation, réprimande vivement Elouani pour son scepticisme.

La renaissance de l'espoir est symbolisée par le chant euphorique d'un chœur qui accompagne la séquence du trajet de Mohamad Effendi vers la gare où il doit prendre le train avec Mahmoud Bey pour la capitale. Diab suit l'âne transportant son frère Mohamad Effendi. Dans cette séquence, on observe le domaine féodal de Mahmoud Bey entouré d'immenses champs où abonde l'eau. Resurgit alors l'interrogation-leitmotiv sur l'enjeu de l'eau : « Pourquoi l'eau abonde-t-elle dans les champs de Mahmoud Bey ? Demande Diab à son frère, alors que nos terres sont condamnées à la soif.» Cette interrogation invite à réfléchir sur la situation des paysans et le monopole de l'eau dont bénéficie le féodal. Elle fait avancer en même temps le récit, dont l'évolution est désormais structurée par la problématique de l'eau et l'action censée lui apporter une solution. Mohamad Effendi s'insurge contre la convoitise du privilège de Mahmoud Bey : « Il veut rendre service au village », dit-il, mettant en valeur le rôle de celui qui est devenu son allié.

À la gare, encadré par ses propres agents et ses vassaux, le maire et ses gendarmes, Mahmoud Bey communique à Mohamad Effendi un numéro de téléphone où il pourra le joindre à la capitale : « En cas d'égarement à l'arrivée, dit-il.» Mahmoud Bey monte en première classe et Mohamad Effendi se dirige vers un wagon lointain. Il convient de noter ici que l'allusion à l'égarement par Mahmoud Bey suggère le tragique que tiennent en réserve jusqu'ici les images et les situations.

Dans la séquence suivante, on découvre Mohamad Effendi, dans le hall d'un hôtel modeste de la capitale, occupé à joindre Mahmoud Bey par téléphone, sans succès. Des plans d'ensemble montrent les rues de la capitale agitées par la

colère révolutionnaire des étudiants qui manifestent contre l'occupation britannique. Ils subissent les représailles sanglantes des gendarmes mobilisés par l'occupant. Un gendarme s'empare du téléphone qu'utilise Mohamad Effendi pour demander des renforts à son commandement afin de saboter les manifestations estudiantines. Simultanément, au village des travellings verticaux vers le bas révèlent la détérioration des cultures et la sécheresse de la terre, auxquels se superposent des plans d'ensemble qui indiquent le désœuvrement des paysans provoqué par la carence de l'eau. Quelques paysans interpellent Diab pour savoir s'il a des nouvelles de la capitale où se trouve son frère.

Il importe de noter que la superposition de l'écoulement du temps, qu'illustre l'égarement de Mohamad Effendi à la capitale agitée par les manifestations contre l'occupation britannique, au long désœuvrement des paysans dû à la sécheresse de la terre et à la carence d'eau a pour effet d'indiquer l'incapacité des hommes à faire la synthèse entre les signes d'une tragédie qui bouleverse toute la scène nationale et ses causes pour radicaliser et unifier leurs actions révolutionnaires.

Un plan d'ensemble montre Mohamad Effendi entraîné dans le sillage des manifestations qui animent les rues. Une pancarte hissée au-dessus de sa tête porte l'inscription « à bas l'occupation anglaise ». Des gendarmes essayent de disperser les manifestants par la force, on entend le bruit de tir, et Mohamad Effendi fait l'objet d'une inspection. Il rejoint finalement Mahmoud Bey dans un café ordinaire de la capitale et non au siège du gouvernement. Au café, Mahmoud Bey est cadré de profil en trois quart en face d'un miroir latéral à triple perspective qui reproduit son image multipliée. Ce cadrage transcrit la duplicité de ce personnage, son ambiguïté, et présage sa trahison. Mohamad Effendi lui remet de l'argent, en soulignant qu'il l'a puisé dans sa propre poche et lui promet de faire une collecte de fonds digne de ses services auprès des paysans, lorsqu'il parviendra

à obtenir une solution favorable du gouvernement au problème de l'eau. Mahmoud Bey empoche l'argent sans scrupules. La conduite de Mohamad Effendi dénote son sens développé des transactions et du marchandage des services, qu'il dissimule sous des apparences innocentes. Elle a pour conséquences dramatiques de priver la lutte révolutionnaire de ses valeurs juridiques et légitimes de défense des droits nationaux et de conférer à ses auteurs, chargés d'une mission collective, désintéressée conformément à l'éthique révolutionnaire, le statut de commerçants dont l'action est déterminée par les rationalités du marchandage et du profit. Mahmoud Bey apprend à Mohamad Effendi qu'il a rencontré effectivement le Premier ministre et qu'il lui a remis une demande d'autorisation de la construction d'une route rurale et non pas une plainte concernant le problème de l'eau. Il lui dessine sur un papier le plan du village, la route qui le traversera et les structures que doit relier son circuit. Deux points représentent sur ce plan deux zones de pouvoir politique à relier : l'administration régionale du village soumise au commandement du gouvernement colonial et le nouveau domaine féodal de Mahmoud Bey. Mohamad Effendi l'interroge : « Que vont devenir les terres qui se trouvent sur le circuit de la route ? - Elles seront détruites pour sa construction », répond-il. Mohamad Effendi se lève brusquement en signe d'indignation. Cependant, son profil devient cadré d'une façon identique au cadrage de Mahmoud Bey en face d'un miroir latéral à triple fond. Cet angle de vue rapproche les identités de ces deux personnages qui possèdent en commun l'ambiguité et la confusion du pouvoir et du profit qui les disposent à entreprendre des actions où l'éthique morale et sociale fait défaut et à fonder une alliance au détriment des revendications légitimes des paysans. « Ce projet de route signifie la perte de ma terre et de celle des paysans, s'indigne Mohamad Effendi, je vous en prie Mahmoud Bey, les paysans attendent l'eau. » Ses paroles dénotent le réveil de sa conscience paysanne et son sens de la propriété terrienne. Mahmoud Bey le rassure : « La route, explique-t-il, va apporter la modernisation à notre village ;

l'électricité, le progrès technique...Reste mon allié, poursuit-il, et tout peut s'arranger. Tu sais que tout est question de transactions. Je peux obtenir l'autorisation de ménager ta terre du passage de la route. Tu es cultivé et tu sauras comment convaincre les paysans des avantages qu'ils tireront de ce projet.»

Il convient d'expliquer ici la supercherie de cet aristocrate féodal. Par la stratégie de la construction de la route rurale, Mahmoud Bey a réussi à réaliser l'objectif du gouvernement colonial visant à consolider le maintien de son empire sous son administration et son autorité par la centralisation du pouvoir. Cet objectif constitue le véritable enjeu de sa lutte contre les formes de résistance nationale. En échange, Mahmoud Bey a renforcé son alliance avec le gouvernement colonial et a obtenu l'institutionnalisation de son pouvoir politique sur le village en tant qu'organe d'Etat mandaté de pouvoir par le gouvernement.

Il a pu ainsi ajouter à ses ressources économiques des ressources politiques et structurer sa domination du village par le monopole qui revêt une valeur juridique ; celle de dire le légitime de l'illégitime, de décider de la conservation et de l'annulation d'un droit de propriété terrienne. Par voie de conséquence, il s'est adjugé le droit de décider de la vie et de la mort des paysans, de toute une communauté. Il quitte le café, laissant Mohamad Effendi, le héros du village, en face du plan de construction de la route qui représente une tragédie parvenue à maturité, condamnant les terres des paysans à la ruine. Cet intellectuel, qui a pris part, sans le vouloir délibérément, à la supercherie de l'aristocrate, contribue par sa conduite à discréditer la légitimité représentative des intellectuels nationaux et à l'intériorisation de ce discrédit par l'éthos collectif.

Pour ne pas endosser la responsabilité de cette supercherie où il s'est impliqué par égarement, Mohamad Effendi demande secours à son oncle, Cheikh Hassouna, le proviseur d'une école à la capitale. Il le rencontre à la Mosquée du

Sultan Hassan où il fait sa prière du soir. Cadré dans ce milieu saint où le nom de Dieu est évoqué, Cheikh Hassouna reproche à son neveu sa conduite irrationnelle et sa complaisance avec le maire dont l'acte de collecter les sceaux des paysans sur un papier vierge a attribué à l'imposteur Mahmoud Bey le droit officiel d'y substituer la demande de construction d'une route rurale à la revendication de l'eau ; l'enjeu de la mobilisation des paysans. « Je ne pourrai rien faire tout seul, précise Cheikh Hassouna, si les paysans ne décident pas de se dresser tel un seul homme et de se solidariser dans l'action pour contrer cette tragédie et sauver leurs terres de l'usurpation.» Il indique ainsi l'éthique et l'action révolutionnaires à adopter, définies précédemment par Abou Soulam. La lumière diminue brusquement au terme de ces propos, figurant la dimension de la tragédie et de l'adversité qui pèsent sur la destinée des paysans.

En contrepoint, les paysans rassemblés, le jour, dans leur espace vital, la terre, décident de passer à l'action, comme si métaphoriquement l'esprit révolutionnaire a cheminé de la nuit au jour pour galvaniser les énergies nécessaires à la lutte. Abou Soulam, cadré au milieu des paysans, leur propose d'irriguer la terre pendant une durée de dix jours au lieu de cinq, conformément à l'autorisation initiale du gouvernement. Les paysans considèrent que cette durée n'est plus suffisante et que seule l'abondance de l'eau peut remédier à la sécheresse accrue de la terre. Un plan moyen montre Diab détruisant un amas de terre qui grève la déviation de l'eau qui irrigue la terre de Abdel Hadi vers la sienne. Une querelle s'engage entre les deux, et d'autres paysans y participent sous le regard désolé d'Abou Soulam. Un accident pathétique survient et interrompt les hostilités. La vache d'Abou Soulam tombe dans un puits sous le ruisseau, et sa femme appelle au secours. Abdel Hadi se précipite aussitôt vers le puits suivi par Diab. Grâce à leurs efforts conjugués et à la collaboration d'autres paysans, la vache remonte en surface. Le groupe félicite Abou Soulam, et Abdel Hadi décide de supplanter

l'autorité coloniale en remettant en fonction le ruisseau pour irriguer l'ensemble des terres. L'eau abonde partout, et les paysans se mettent aussitôt au travail pour sauver leurs cultures. L'hymne à la terre chanté par le chœur du générique accompagne les plans où les paysans déploient leurs efforts pour sauver leurs terres, mettant l'accent sur l'intensité de leur lutte contre les calamités naturelles et l'exploitation coloniale. Tel un leitmotiv, il rappelle leur attachement viscéral à la terre qui signifie la vie pour eux.

Par ailleurs, l'accident naturel de la chute de la vache dans le puits a pour effet de souligner qu'aussi bien dans les conflits que dans la solidarité, les paysans sont mus par leur amour de la terre et leur volonté de la conserver et de protéger les éléments qui en font partie, dont le bétail, quels que soient les fléaux et les adversités qui pèsent sur eux. Il indique, de surcroît, la propension des paysans à l'autodiscipline et à la gestion collective de leurs intérêts. Leur organisation sociale, qui emprunte la forme d'une autonomie embryonnaire par rapport à l'administration coloniale, permet de croire qu'elle peut acquérir un pouvoir redoutable lorsque la Révolution en gestation atteindra sa maturité.

Un champ contre-champ souligne l'accord entre Wassifa et Abdel Hadi concernant la radicalisation de l'action révolutionnaire, et un travelling avant montre une femme diffusant le message de l'arrivée prochaine de Cheikh Hassouna de la capitale, qui symbolise la solidarité de la ville avec le village. En revanche, la déclaration par Mohamad Effendi de la supercherie de Mahmoud Bey à Abou Soulam présage l'éclatement de la tragédie. « La terre est donc perdue », en conclut Abou Soulam. Mohamad Effendi se retire aussitôt, laissant ce dernier réaliser la dureté d'un tel fait dramatique. Abou Soulam définit l'évolution de l'action jusqu'à ce stade tragique en faisant la distinction entre les revendications des paysans et les enjeux du gouvernement obéissant à des rationalités stratégiques différentes : « Les paysans veulent la terre, dit-il, et la terre a besoin d'eau. L'obtention de l'eau

implique une médiation. Le médiateur veut fonder une alliance avec le trône et en tirer un pouvoir, et le trône veut davantage d'usurpation et d'exploitation pour l'extension de son empire au détriment des paysans et de tous les misérables qui partagent leur condition.» Il indique également l'enracinement de tels mécanismes et de telles structures dans l'histoire pour rendre intelligible la périodicité de la résurgence de la problématique de la terre et le processus d'expropriation auquel les paysans sont confrontés en permanence : « Telle est notre histoire avec Mahmoud Bey, explique-t-il à Abdel Hadi, et l'histoire de nos ancêtres avec les siens.»

Jusqu'ici deux structures ont déterminé l'organisation du récit : l'interrogation - leitmotiv simulant l'enquête sur l'énigme que recèle l'enjeu de l'eau et la lutte pour sauvegarder la terre de la sécheresse. L'énigme de l'enjeu de l'eau étant à présent découverte, l'action contre l'usurpation de la terre va hâter le dénouement du film.

Les représailles se déclenchent. Mohamed Abou Soulam, Diab, Abdel Hadi et les paysans qui ont supplanté les injonctions des autorités coloniales en irriguant leurs terres, sont dénoncés par le maire au préfet qui ordonne, comme mesure de coercition, leur incarcération à la capitale. Une plongée les montre assis sur les genoux, les mains attachées au dos et liées à une corde, devant la maison du maire, qui les observe d'un air moqueur du haut d'un escalier. Ils sont conduits ensuite à la ville. Un travelling latéral les montre avançant en file indienne sur le chemin proche du domaine de Mahmoud Bey dont la position de monopole et la supercherie ont provoqué la tragédie qui les éprouve.

Dans leur cellule de prison, des géôliers exercent sur eux toute forme de répression et d'humiliation. Des bruits et une agitation, à l'extérieur de la cellule, interrompent un plan où un gendarme rase la moustache d'Abou Soulam, le chef du groupe, pour l'humilier et discréditer son image de leader vis-à-vis de celui-ci.

Les échos des cris des manifestants, scandant « à bas l'occupation britannique », parviennent à la cellule. Abdel Hadi se lève et observe, à travers les barreaux de la porte de la cellule, l'afflux massif des manifestants que les gendarmes répartissent tantôt dans des cellules qui en débordent, tantôt dans le couloir et même sur les marches d'un escalier. La superficie de la prison devient brusquement limitée en contraste avec l'éminence de la colère révolutionnaire qu'elle ne peut contenir ni réduire.

Abdel Hadi s'enquiert de la situation, un gendarme lui explique que les autorités ont ordonné l'évacuation des manifestants des rues pour libérer le passage au cortège du Premier ministre. Abdel Hadi réplique : « Mais il ne passera que dans deux jours, pourquoi les incarcerez-vous dès à présent ? » Cette action-événement met l'accent sur l'impuissance du gouvernement colonial à maintenir la capitale sous son ordre et sur la radicalisation de la lutte révolutionnaire. Les manifestations et les grèves rythment ou paralysent les activités dans la capitale, ainsi que l'illustre la difficulté de circuler dans les rues à laquelle est confrontée le chef du gouvernement.

Ce premier contact d'Abdel Hadi avec la capitale, à travers l'univers d'incarcération, permet la diffusion au village, qui lui est périphérique, de l'enjeu de la lutte qui l'anime : la libération de l'Egypte de l'occupation britannique. La communication entre la ville et le village qui emprunte la forme rudimentaire de bouche à oreille convient mieux à une périphérie où la population est en majorité analphabète, ainsi que l'illustre le film.

Cette analyse nous permet de saisir à travers la temporalité du récit et la disposition des péripéties l'organisation verticale de deux mouvements antagonistes commandés par deux stratégies différentes que nous transcrivons dans le schéma qui suit :

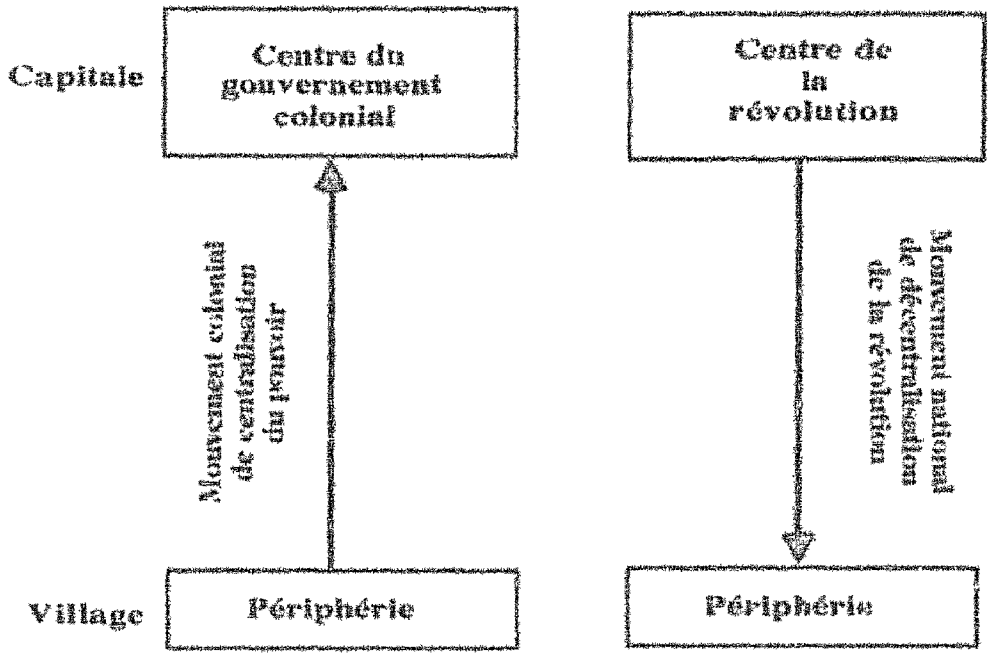

Schéma n°1 : les rapports centre-périphérie

Ce schéma indique que, parallèlement à la stratégie de centralisation du pouvoir déterminant la liaison de la périphérie à un centre colonial monopilisateur de la coercition et du contrôle de l'autorité, s'organise la stratégie de décentralisation de l'idéal révolutionnaire par la diffusion de la capitale à la périphérie de l'esprit d'autonomie et de la capacité de supplanter le commandement colonial par l'action révolutionnaire.

En d'autres termes, parallèlement à une forme d'organisation coloniale de la dépendance de l'Etat d'un gouvernement étranger s'organise une forme

d'organisation nationale préparant la construction et l'avènement d'un Etat souverain et indépendant.

Par ailleurs, Abdel Hadi retient de son contact avec la capitale un enseignement pratique : si l'action révolutionnaire des étudiants contre l'occupation britannique, qu'incarnent leurs manifestations, a réussi à déstabiliser le gouvernement colonial, grever la circulation de son chef et imposer à la scène politique les revendications de la libération et de l'indépendance nationale, les paysans pourraient logiquement supplanter le commandement du gouvernement colonial par l'anarchie et l'action organisée contre la construction d'une route visant à consolider son autorité.

Dans la séquence suivante, Wassifa, en face de son domicile, demande à Mohamad Effendi s'il a pris des dispositions pour la libération de son père Abou Souilam, d'Abdel Hadi et de Diab, son propre frère. Il lui apprend qu'il se rend chez Mahmoud Bey pour solliciter son intervention à ce sujet auprès des autorités, en échange d'une certaine somme d'argent. Un gros plan montre la main de Mohamad Effendi exhibant son portefeuille. Ce geste signifie que son interaction avec Mahmoud Bey est codifiée par le monopole : le détenteur d'un pouvoir politique le vend au demandeur d'un service qui a les moyens financiers de le payer. Cette séquence a pour effet de stigmatiser ce monopole et de présager ses conséquences préjudiciables à l'action révolutionnaire.

À cette séquence se superpose celle où Cheikh Hassouna, l'oncle de Mohamad Effendi, arrivé de la ville, fait le tour du village pour rassurer les femmes dont les maris sont incarcérés. Il console Wassifa et sa mère en soulignant que la justice sera rendue, et que le maire paiera, un jour, le prix de sa conspiration contre les paysans.

La demeure d'Abou Soulam étant à la fois le réceptacle où déversent les drames et le point de départ de l'action révolutionnaire, sa fille, Wassifa, sous l'effet des paroles de Cheikh Hassouna, décide d'infliger une sanction au maire. Un travelling latéral la montre s'engageant, d'un pas déterminé, vers une direction conduisant à la demeure du maire. D'autres femmes, habillées en noir en signe de révolte et de chagrin, la suivent. Wassifa interpelle le maire et lui demande d'expliquer les motifs de son acharnement contre son père et les autres prisonniers. « Wassifa ! Tu es aussi belle et aussi militante que ta mère », répond-il dans un ton désinvolte. Wassifa, en colère, saisit un sac de fumiers et le déverse sur sa tête. Son geste déclenche l'attaque organisée des paysannes contre lui. Cet incident discrédite davantage l'autorité du maire. Les gendarmes interviennent et dispersent les femmes.

À l'aube, Abou Soulam et les autres prisonniers rentrent au village. Elouani diffuse la nouvelle de leur retour. C'est l'aube d'un nouvel espoir. Cheikh Hassouna, Cheikh Youssef et d'autres paysans se précipitent pour les accueillir. Les prisonniers encore traumatisés par la répression et notamment Abou Soulam, qui se trouve au premier rang desquels et cache de honte sa moustache rasée avec son foulard, regagnent aussitôt leurs demeures. Seul Diab court vers les champs pour s'assurer du bon état de ses cultures. Un plan rapproché le montre en train de caresser avec amour les tiges de ses plantes, serrant une poignée de terre contre sa poitrine. Ce plan accrédite davantage l'attachement viscéral du paysan à sa terre.

Abou Soulam, réfugié dans son champ, dessine un cercle dans la terre qu'il efface aussitôt, indice de la détérioration de sa morale à la suite de l'incarcération. Cheikh Hassouna le rejoint pour le consoler, suivi par Diab et Mohamad Effendi. Il évoque les souvenirs de leur participation à la révolution de 1919 qui a été dirigée par Saad Zaghloul, leader national du mouvement révolutionnaire contre l'occupation britannique, et de leur incarcération due à leur

militantisme. Il convient de noter ici que c'est dans ce passé militant que Cheikh Hassouna, Abou Soulam et Cheikh Youssef puisent la légitimité de leur leadership. Un champ contre-champ illustre les positions simultanées de Cheikh Hassouna et d'Abou Soulam vis-à-vis de cet événement. « Les éminents leaders nationaux, argumente Cheikh Hassouna, Orabi, Mustapha Kamel, et Saad Pacha ont été incarcérés eux aussi. - Mais c'était une révolution, rétorque Abou Soulam, une grande cause pour laquelle nous avons été battus et incarcérés. - Hier, c'était la révolution, poursuit Cheikh Hassouna, aujourd'hui c'est la terre. »

L'argumentation de Cheikh Hassouna dénote l'ambiguité conceptuelle et idéologique, caractéristique de la plupart des intellectuels qu'il représente, qui l'empêche de faire la synthèse entre deux enjeux allant dans le sens d'un même idéal révolutionnaire : la révolution pour la libération de la nation de l'occupation britannique et pour l'indépendance et l'attachement à la terre qui est le fondement de l'existence de la nation et de sa survie. Cette carence de vision idéologique globalisante des problèmes de la nation, caractéristique des intellectuels, sera préjudiciable à l'action révolutionnaire comme nous le constaterons plus loin.

Aussi est-il courant que dans toute situation des parasites profitent des malheurs des autres. Un prêtre du vaudou nommé Chaaban, disparu depuis longtemps, retourne au village et s'enquiert, à l'instigation du maire, auprès de Khadra, dont il exploite l'ignorance, du statut de chacun des protagonistes du village et de leurs attitudes vis-à-vis du problème de la terre. Il apprend leur détermination à poursuivre la lutte pour la conserver.

Les représailles se durcissent. On découvre, dans la séquence suivante, Khadra assassinée, le visage mutilé, au bord de la rivière qui fend le village. Les hommes se rassemblent tous dans ce lieu et le maire accuse Elouani de ce meurtre. Comme Khadra, sans terre ni ressources, Elouani constitue une cible à accuser de

tous les torts pour ceux qui complotent la ruine des paysans. « Pourquoi Elouani ? S'insurge Abdel Hadi. Quiconque pourrait être coupable. » Cette séquence signifie que le meurtre de Khadra dont l'auteur n'est pas identifié, préfigure la lutte des paysans à armes inégales contre des forces qui détiennent des moyens coercitifs susceptibles de faire aboutir leurs finalités stratégiques. Ce qui augure le dénouement tragique du film.

Une plongée montre Mahmoud Bey observant de la terrasse de son domaine la punition d'Elouani. Celui-ci, ligoté à terre, subit les coups d'un gendarme ou maire, sous le regard et les rires ironiques de ce dernier. À l'arrière-plan, on découvre le va-et-vient d'ouvriers transportant des barres de fer. Un gros plan montre une main plantant une barre à coups de marteau dans la terre. L'architecte, identifié dans une séquence antérieure, rejoint Mahmoud Bey sur la terrasse et lui annonce que les barres de fer servant à la construction de la route rurale ont été installées sur le pont de la rivière du village. Mahmoud Bey lui ordonne d'entamer et d'accélérer les travaux de construction de la route : « Qui doit conduire les visiteurs arrivant de la capitale, dit-il, directement à la porte de ma propriété. »

À la suite de ces représailles et de l'arrivée du matériel de construction de la route, les paysans prennent pleine conscience du sort définitif réservé à leurs terres. Rassemblés autour de Cheikh Hassouna et d'Abou Soulam, leurs leaders traditionnels, dans la demeure de Mohamad Effendi, ils consolent la douleur d'Elouani et essayent d'envisager une issue à leur impasse. « L'assassinat de Khadra et les représailles ont été provoqués par la conspiration du maire avec le prêtre du vaudou Chaaban, affirme Abdel Hadi, dans le but d'intimider les paysans et de préparer la voie à l'installation du matériel de construction de la route. - La terre est perdue, les hommes », ajoute Abou Soulam, le dos tourné à « l'assemblée ». Cheikh Hassouna lui reproche sa résignation. Abou Soulam

saisit alors l'occasion pour définir les statuts des leaders nationaux du village et les rôles que les paysans attendent qu'ils remplissent. « Cheikh Hassouna a abandonné le village, dit-il, pour occuper le poste de proviseur à la ville susceptible de lui garantir distinction sociale et rémunération satisfaisante. Cheikh Youssef a ouvert un commerce pour tirer profit de la misère des paysans qui échangeant leurs victuailles contre des produits de seconde nécessité. Et moi ! Ajoute-t-il, en appuyant la tête contre les barreaux d'une fenêtre. Moi, je me suis muré dans le silence et la résignation. » Il se retourne d'un geste vif vers Cheikh Hassouna. Un gros plan montre l'expression altérée de ce dernier par l'évocation de ces faits et notamment de la résignation qui a étouffé en eux la dynamique et l'âme révolutionnaires. « Nous attendions que tu ressuscites en nous l'espoir de lutter et de vaincre comme par le passé, Cheikh Hassouna, lui dit Abou Soulam. Nous nous sommes battus à tes côtés au *Cham** comme un même homme. Nous avons suivi tes recommandations aux dernières élections, bien que leur aboutissement ait été scandaleux. Nous voulions que tu ressuscites en nous l'âme révolutionnaire, et que proposes-tu ? Consulter le maire. - L'âge a pris ses droits sur nous », réplique Cheikh Hassouna. Abou Soulam, soucieux d'assurer la relève révolutionnaire, la transmission de la dynamique révolutionnaire à la jeune génération, se retourne d'un geste vif vers Diab, Abdel Hadi et Abdel Rahman et les désigne à Cheikh Hassouna. « Voilà la nouvelle génération, dit-il, quelle tâche devons-nous lui assigner, nous les aînés ? » Cheikh Hassouna avance vers Abou Soulam, un gros plan montre son visage ému. Il se réconcilie avec ce dernier et le remercie d'avoir revigoré en lui l'âme révolutionnaire de sa jeunesse. Il promet de demeurer au village en signe de solidarité avec les paysans et d'aider ceux-ci dans leur lutte pour conserver leur droit légitime de propriété de la terre. La réconciliation de ces deux leaders nationaux, sous le regard d'Abdel Hadi, a pour effet de renforcer son sens de la responsabilité vis-à-vis de la collectivité. Il propose à l'assemblée de jeter les

* Toute la région englobant La Palestine, Le Liban, La Syrie et la Jordanie.

barres de fer destinées à la construction de la route rura par-dessus le pont de la rivière. Son attitude traduit sa détermination à prendre la re ève révolutionnaire.

La révolte se radicalise contrairement aux attentes de l'administration coloniale. Un plan large montre les paysans réunis sur le pont de la rivière, occupés à jeter, avec zèle et rapidité, les barres de fer par-dessus bord. Cheikh Youssef les rejoint et leur annonce la mort du maire qui a expiré dès qu'il a appris leur action sur le pont. Dans cette action, Abdel Hadi met en pratique la leçon révolutionnaire qu'il a retenue à son contact avec la capitale : il réussit à déstabiliser l'autorité du maire, agent local du gouvernement colonial, en grevant les activités de construction de la route, et à supplanter ainsi le commandement de ce gouvernement. Par ailleurs, cet acte collectif de résistance accrédite l'esprit d'autonomie et la capacité de triompher du pouvoir colonial par la solidarité dans l'action auprès des paysans.

Néanmoins, ce pouvoir, qui détient des moyens de coercition encore plus durs, leur réserve une nouvelle surprise. Le jour suivant, des méharistes* arrivent au milieu de l'après-midi, portés par des dromadaires. Ils interrompent les activités dans les champs et en chassent les paysans à coups de fouet. Leur arrivée concrétise le durcissement des représailles. Les paysans se rassemblent devant la demeure de leur leader, Abou Soulam. Un plan moyen montre les méharistes quittant le dos de leurs dromadaires. Leur chef leur ordonne d'assigner les paysans à résidence. Ces soldats munis d'armes ont pour mission de rétablir l'ordre par la force au village afin de permettre aux travaux de construction de la route de commencer.

---

* Des soldats nommés *Haggana* en dialecte égyptien que l'armée britannique recrute dans les provinces du Sud proches de l'Etat du Soudan. Ils se distinguent de leurs concitoyens par leur peau sombre et leur dialecte proche du soudanais et sont réputés pour leur discipline et leur fermeté dans l'application des ordres

Un plan rapproché montre Wassifa au seuil de sa demeure s'apprêtant à la quitter. Un méhariste l'interpelle avec sévérité. Elle lui explique qu'elle veut emprunter un peu de farine à la mère d'Abdel Hadi parce que sa maison en manque. Abou Soulam surgit et lui demande de réintégrer rapidement la maison. Le chef des méharistes autorise Wassifa, en revanche, à chercher la farine dont elle a besoin et ordonne à un de ses subordonnés de l'accompagner. En signe de reconnaissance, Abou Soulam l'invite à boire du thé. Il apprend qu'il a le grade de sous-officier et que son nom est Abdallah. « Vous êtes là pour nous battre et collaborer à l'usurpation de nos terres, lui reproche Abou Soulam. - Ce sont les ordres, argumente le sous-officier. Nous aussi, nous avons perdu nos terres à cause du projet du Barrage d'Assouan et avons dû abandonner nos demeures.» Son argument fait référence à un projet de modernisation appartenant à l'Egypte contemporaine et non au contexte historique du film.

L'irruption du présent dans le passé permet de faire la distinction entre deux projets de modernisation obéissant à des finalités stratégiques différentes. Le premier projet date de l'époque de l'occupation britannique. Sous des apparences civilisationnelles : l'extension de la communication de la capitale au village par la construction d'un réseau routier visant à la liaison de celui-ci à la modernité et au progrès technique, il dissimule l'enjeu du gouvernement colonial de lier la périphérie au centre pour consolider le maintien de son empire sous son emprise, au détriment des intérêts de la nation et des droits légitimes de ses citoyens. Le second projet appartient, en revanche, à la République d'Egypte présidée par Nasser : le Haut-barrage d'Assouan dont la construction a été bénéfique à l'économie nationale, dont les fondements sont essentiellement agricoles. La domestication de l'eau du Nil a permis le lancement des projets de modernisation et d'industrialisation : l'électrification des villages, la construction d'usines, l'équipement des demeures paysannes d'installations sanitaires, l'extension de la

superficie arable et la bonification du désert, conformément au sens et au contenu du développement national définis par la Charte révolutionnaire de 1961. Abou Souilam s'y réfère dans son argumentation : « Le barrage d'Assouan a permis l'extension de la superficie de la terre arable, dit-il au sous-officier Abdallah, et l'expansion démographique et géographique, assurant ainsi l'emploi aux paysans pour les préserver du besoin et de l'exploitation.» Le sous-officier Abdallah souscrit à cette argumentation sans l'avouer à Abou Souilam. Son changement d'attitude vis-à-vis des paysans atteste ce fait par la suite. En réalité, la condition de ces deux personnages les rapproche, en dépit de leur différence ethnique. Ils sont aussi bien victimes qu'instruments de l'exploitation de leur nation par des puissances étrangères.

Par ailleurs, l'échéance de l'usurpation de la terre hâte le dénouement tragique. Abdel Hadi reconduit Wassifa à son domicile. Cadré avec celle-ci, il propose à Abou Souilam de se procurer des armes pour organiser une lutte armée contre l'usurpation de la terre. Abou Souilam y consent en bénissant implicitement l'alliance des deux forces révolutionnaires que représentent Abdel Hadi et Wassifa : « Vous vous êtes mis d'accord pour suggérer cette lutte...' Vous avez tout planifié à mon insu... Hein ! » Leur dit-il en souriant avec complaisance.

La séquence suivante s'ouvre sur l'éclatement de la tragédie. Cheikh Hassouna croise Cheikh Youssef au seuil du domaine de Mahmoud Bey. Un échange bref de regards entre les deux présage leur trahison. Cheikh Youssef s'esquive. Cheikh Hassouna affronte Mahmoud Bey, qui est assis sur un siège de style monarchique, avec l'orgueil et le courage que lui inspire la légitimité des droits qu'il défend : « Vous devez arrêter la construction de cette route qui va ruiner les paysans et les priver de leurs terres, lui dit-il dans un ton impératif. - C'est l'ordre du gouvernement, réplique Mahmoud Bey. - C'est l'ordre du trône, des occupants anglais, du gouvernement colonial, rétorque Cheikh Hassouna, et de leurs alliés,

dont vous faites partie, qui conspirent la ruine des paysans misérables. » Un plan rapproché montre Mahmoud Bey debout, le dos tourné à Cheikh Hassouna, se lavant les mains dans une cuvette que tient un serviteur, comme pour se laver d'une trahison. Il s'adresse à Cheikh Hassouna, en lui tournant toujours le dos, en signe de mépris : « Vous êtes un grand révolutionnaire, Cheikh Hassouna, dit-il. Vos paroles peuvent vous attirer des ennuis. De toute façon, le projet du gouvernement sera réalisé que vous le veuillez ou non, et rien ne l'entravera. Quant à votre ami, Cheikh Youssef, je vais recommander sa nomination au poste de maire. En outre, je vais intervenir auprès des autorités pour ménager votre terre.» Un gros plan des yeux de Cheikh Hassouna souligne sa résignation au compromis proposé par Mahmoud Bey.

Dans la séquence suivante, on découvre Cheikh Hassouna au siège de l'administration coloniale régionale. Il négocie l'autorisation de préserver sa terre de la destruction avec l'architecte qui la lui consent. Il demande, de plus, à celui-ci s'il peut ménager également la terre de son ami Abou Soulam. L'architecte lui désigne le plan de la route rurale fixé sur un tableau et lui explique qu'il a été maintes fois modifié pour ménager les terres des paysans qui ont sollicité l'intervention des détenteurs d'un pouvoir d'influence sur les décisions. « Hormis vous, nul ne peut obtenir cette autorisation », dit l'architecte. Cette séquence a pour effet de révéler que le système de monopoles institutionnalisé par l'administration coloniale et fondé sur les normes de la transaction, de la vénalité et du profit codifie désormais les règles de jeu commandant les rapports entre les paysans et le commandement colonial. Les actions de Cheikh Youssef et de Cheikh Hassouna sont préjudiciables à la lutte des paysans. Elles dénotent la prédisposition des leaders nationaux à se désolidariser de l'action révolutionnaire dès qu'on touche à leurs biens symboliques et matériels, qui assurent le maintien et l'expansion de leurs profits. Le film stigmatise, par l'entremise de ces actions, l'attitude des dirigeants nationaux de

l'Egypte contemporaine, qui ont détourné la fonction politique de sa mission collective et ont transformé le système politique en leur propre bien. Cette attitude a contribué avec d'autres facteurs à provoquer la défaite de 67.

Les ouvriers installent, par la suite, les barres de fer au bord du champ d'Abou Soulam. Wassifa demande secours à Abdel Hadi. Celui-ci la rassure en l'informant qu'il attend Cheikh Hassouna qui va leur apporter une solution. Mais leur espoir fut court. Ils apprennent au commerce de Cheikh Youssef, l'espace de communication privilégié du village, la nouvelle de la trahison de Cheikh Hassouna. Des plans moyens alternent, montrant l'épanouissement de ce commerce : un mouton égorgé pend au plafond, des ouvriers, employés dans le chantier de construction de la route, se bousculent pour y acheter des produits en échange de la monnaie. Cheikh Youssef repousse la demande d'une paysanne qui veut acheter un produit contre des victuailles. Il instaure ainsi une nouvelle économie d'échange à base monétaire. Abdel Attî démissionne de son poste de gendarme, en signe de protestation contre la concupiscence de Cheikh Youssef, devenu le nouveau maire. Le sous-officier Abdallah propose de l'argent à celui-ci pour satisfaire la demande de la pauvre paysanne. Mais Abdel Hadi intervient pour préserver la dignité de celle-ci. Exaspéré par le dénigrement des paysans, Cheikh Youssef jette le contenu de sa caisse par terre. Ému par ce geste, Abou Soulam ramasse ce contenu modeste et le remet à Cheikh Youssef, faisant preuve ainsi d'humanité et de compréhension de la faiblesse des autres.

Pour ne pas endosser seul la culpabilité de s'être désolidarisé des paysans, Cheikh Youssef diffuse la nouvelle de la trahison de Cheikh Hassouna : « Il s'est rendu au siège de l'administration coloniale régionale, dit-il, pour obtenir l'autorisation de préserver sa terre de la ruine et a regagné discrètement la capitale. » Elouani demande à Abdel Hadi pourquoi Cheikh Hassouna a osé se conduire de la

sorte. « Tu ne peux pas comprendre, lui explique Abdel Hadi. Tu n'as pas de terre.

Le sous-officier Abdallah apprend qu'un renfort de gendarmes arrive de la capitale pour accélérer l'arrachement de la terre aux paysans. Il décide de se retirer avec ses soldats avant son arrivée pour permettre aux paysans de faire rapidement la moisson du coton avant l'éradication.

La séquence finale du film est sublime. Elle illustre la radicalisation du thème principal du film : la lutte pour conserver la terre, fondement de la nation et de sa survie. Un plan moyen montre Abou Soulam adossé au mur de la mosquée du saint du village. Un gros plan révèle l'expression de douleur et d'impuissance que dégage son regard, suscitant notre compassion. À ce plan se superpose, en contrepoint, un plan large montrant Wassifa, Abdel Hadi, Elouani, Diab et d'autres paysans occupés à accomplir la moisson du coton dans le champ d'Abou Soulam. Cependant, les gendarmes de la capitale arrivent et l'arrachement des terres se déclenche. Un long travelling latéral montre des barres de fer tirées par des chevaux qui abattent les tiges du coton. Pour résister à l'arrachement de sa terre, Abou Soulam avance vers son champ et y demeure. Un plan rapproché montre les gendarmes le rouant de coups. Abou Soulam tombe ensanglanté dans sa terre. Le chef des gendarmes leur ordonne d'attacher ses pieds avec une corde liée au harnais d'un cheval. Un travelling latéral, commandé par les regards de Wassifa et d'Abdel Hadi, montre l'évacuation d'Abou Soulam de sa terre par le cheval qui l'entraîne dans son mouvement. Les deux mains ensanglantées d'Abou Soulam enfoncent leurs ongles dans la terre qu'on lui arrache en signe d'attachement à celle-ci et à la vie dont elle est significative. Ce comportement, à la fois pathétique et courageux, est une leçon d'éducation de la volonté pour Wassifa et Abdel Hadi qui prennent désormais la relève révolutionnaire. L'attachement à la terre et la lutte pour la

conserver, selon cette leçon, doivent triompher de toutes les adversités, quelles que soient leurs formes et leurs forces, pour assurer la survie de la nation.

Un gros plan de la main ensanglantée d'Abou Soulam, enfermant une poignée de terre qu'il a pris soin de ramasser avant d'expirer, clôture cette séquence finale. Le sang d'Abou Soulam est entré dans la terre et s'y est mêlé, ainsi que le signifie ce plan. Ce symbole donne un sens nouveau au mot « propriété ». Une sorte de consanguinité unit l'homme avec la terre.

L'analyse de ce chef d'œuvre étant achevée, il convient, à présent, d'apprécier son importance en soumettant les observations que nous avons retenues de l'analyse de son contenu implicite à l'examen de l'histoire, d'une part, et d'autre part, en révélant la richesse des leçons, des mises en garde, voire des prédictions qu'il recèle.

1. ENJEUX ET LUTTES POLITIQUES

Tel que nous avons pu le constater, l'enjeu de l'eau servant de façade pour dissimuler deux enjeux véritables du gouvernement colonial.

A / LA MARGINALISATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le milieu des années trente était marqué par une récession économique mondiale qui a entraîné la baisse du prix du coton.

Pour faire face à ce fléau, la stratégie du gouvernement colonial de l'Egypte, a été de marginaliser l'économie nationale, dont la culture du coton constituait une source fondamentale de richesse et de croissance. En ce sens, ce gouvernement a concentré le monopole de cette culture dans les mains de

l'aristocratie féodale minoritaire, qui possédait la majorité des terres et bénéficiait de sa protection contre toute contestation communautaire et nationale de ses privilèges, pour s'attribuer le monopole de négocier et de fixer le prix du coton. D'autant que les occupants anglais ont pris soin, à cette époque, de mettre à la tête du gouvernement un premier ministre, Esmail Sedki, expert en finances. Par ce procédé, le gouvernement colonial a pris possession de la plus value résultant des négociations du prix du coton. Il a privé ainsi le PNB d'une des sources primordiales de sa richesse et a grevé le développement économique de la nation pour maintenir la gestion de son économie sous sa tutelle.

B / LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE

Toujours à cette même époque, pour enrayer la lutte révolutionnaire contre l'occupation britannique et étouffer la revendication de l'indépendance nationale, le gouvernement colonial a mis au point une stratégie de construction d'un centre monopolisateur de la coercition légitime. La construction de ce centre supposait l'accumulation de ressources politiques suffisantes pour mettre en échec les résistances des systèmes décisionnels des provinces et des régions jusqu'ici autonomes et qualifiés par rapport au gouvernement colonial de « périphériques ». Ainsi que l'illustre le film, la mise en œuvre d'une telle stratégie impliquait la construction d'une route liant la périphérie à un centre de commandement colonial.

Notre effort de vérifier l'existence dans l'histoire d'une référence attestant l'authenticité de cette stratégie de centralisation du pouvoir nous a conduits à découvrir un document historique d'une extrême importance : *Le traité de 1936* conclu entre Al-Nahas Pacha, leader du parti Wafd représentant principalement les couches moyennes de la bourgeoisie, et les Britanniques, et signé le 26 août 1936. Le premier article de ce traité stipulait - nous reproduisons ici l'intégralité du texte

de cet article et ses clauses - à la fin de l'occupation militaire de l'Egypte par les forces de sa Majesté le Roi et l'Empereur ». La Grande Bretagne reconnaissait officiellement la souveraineté de l'Egypte, acceptait l'abrogation des privilèges étrangers et des traités mixtes. L'Egypte pouvait donc accéder en tant que membre à part entière à la Société des Nations (...).

Mais le traité a préservé pour la Grande Bretagne des bases navales en Egypte, ainsi que le stationnement de dix mille soldats de forces de terre. De plus, l'armée britannique avait le droit de se réinstaller en Egypte en cas de guerre. l'Egypte n'avait pas le droit, dans le domaine des relations internationales, de conclure des accords opposés aux clauses du traité (...). Le traité fixait à vingt ans la présence des troupes britanniques en Egypte, durée au bout de laquelle le traité pouvait être réexaminé.

Il est utile d'évoquer, à ce propos, les réactions en Grande Bretagne suivant la conclusion de ce traité qui révèlent les enjeux véritables qu'elle visait par le nouveau « compromis » avec l'Egypte. M. Anthony Eden a déclaré à la Chambre des Communes, le 24 novembre 1936 : « La raison qui a conduit le gouvernement à concéder l'occupation du Caire et d'Alexandrie et à ne maintenir que la zone du Canal est que les forces britanniques sont entièrement mécanisées, elles peuvent se faire porter facilement sur les routes pavées.» Ajoutons que les annexes du traité remettaient à la charge du gouvernement égyptien la construction des casernes pour les troupes d'occupation précisées par celle-ci, ainsi que l'aménagement d'un réseau routier, aux caractéristiques particulières, qui relierait le Caire, Alexandrie, Port Saïd, Ismaïlia, Suez et d'autres villes (A. Hamrouch, 1969). Cependant, le docteur Muhammad Hussein Haykal s'est opposé aux charges militaires subies par l'Egypte. La même opposition a été formulée par Muhammad Mahmud Pacha dans une déclaration célèbre : « Ces engagements militaires sont contre l'indépendance de l'Egypte.» Soulignons que non seulement l'Egypte devait accepter, selon ce

traité, la présence militaire des Britanniques, qui était la nouvelle forme que revêtait leur occupation, mais encore elle devait prendre en charge l'intendance de leurs troupes militaires et l'aménagement d'un réseau routier liant les grandes villes et leurs périphéries pour faciliter la mobilisation et le déploiement rapide sur tout le territoire, en cas de besoin, de ces « troupes mécanisées ».

2. RÉACTION NATIONALE ET REPRÉSENTATION POLITIQUE

À présent, il importe de définir l'évolution de la conjoncture économique et politique et des rapports sociaux qui a abouti à un tel traité et la forme de compromis dans laquelle il s'est investi.

Le traité de 1936 n'était que le couronnement tardif de la révolution de 1919 tant évoquée dans les discours des leaders dans le film ; car la double lutte contre le colonialisme et pour la démocratie était la principale action politique égyptienne depuis la défaite d'Orabi. (...) L'alliance complexe en degrés et en formes entre l'occupation britannique, le Palais et l'aristocratie rurale était parmi les facteurs importants qui contribuaient à la formation de l'opposition égyptienne populaire. La résistance contre l'occupation britannique couvrait aussi une résistance contre la dictature du trône et les minorités constitutionnelles.

La révolution de 1919, qui a eu lieu à l'issue de la Première Guerre mondiale et la victoire des alliés, était une des prémisses du mouvement de libération arabe. De nouvelles forces sociales émergeaient dans toute la nation arabe, s'imposaient sur la scène politique et y portaient la revendication de leurs peuples colonisés : la fin de l'empire colonial, du fascisme et l'instauration de la démocratie.

Mais la bourgeoisie égyptienne, telle ses semblables dans les régions colonisées, était encore inconsciente de la dimension de la fonction politique qu'elle devait remplir vis-à-vis de ses concitoyens. Arriérée et impliquée socialement avec les couches des propriétaires terriens, elle n'a pu, après sa révolution de 1919, réaliser ni les buts définis par ses couches moyennes ni, à plus forte raison, ceux qui ont été fixés par les masses populaires, tels la perspective de l'indépendance et de la démocratie à même de combler les attentes du peuple unanimement écrasé. Elle n'a pu obtenir que *La déclaration de février 1922* et la Constitution de 1923 qui n'offraient à l'Egypte qu'une indépendance fragile et une démocratie formelle trop restreinte

Cependant, entre 1923 et 1936, l'Egypte a été constamment soumise au terrorisme, à la violence et à la dictature : suspension de la Constitution, dissolution du Parlement, réforme constitutionnelle de 1930 qui favorisait l'émergence de nouveaux privilèges tyranniques, la conquête du pouvoir direct par les minorités aristocratiques et le contrôle britannique sur toutes les entrées et sorties du pays tant économiques que politiques ou militaires.

De toute évidence, le peuple égyptien et le parti Wafd ont continué la lutte durant toutes ces années pour l'indépendance et la démocratie. Mais les forces économiques des couches moyennes que représentait le Wafd s'associaient de plus en plus avec l'aristocratie terrienne, d'une part, et les monopoles étrangers, d'autre part. Cela a été préjudiciable à l'action du Wafd, qui s'est rapproché petit à petit des moyens et des buts qui déterminaient la mobilisation des partis minoritaires. Dans ce contexte, les négociations ne pouvaient aller que dans le sens de ce rapprochement que *Le traité de 1936* finit par institutionnaliser. *Le traité de 1936* n'est en fin de compte qu'une pâle réalisation des buts de la révolution de 1919 ou plus précisément des buts recherchés par la direction petite bourgeoise et non pas de ceux de la base populaire. En réalité, ce recul de la bourgeoisie égyptienne n'était

que le début de la décroissance de sa capacité historique à représenter les aspirations nationales du peuple égyptien, ainsi que le présagent dans le film les attitudes de Cheikh Youssef, Cheikh Hassouna et Mohamad Effendi qui privilégient la suprématie de leurs pouvoirs économiques, de leurs intérêts privés sur la mission collective et la fonction politique dont la base populaire les a investis. La légitimité représentative des classes moyennes a été mise en cause en conséquence.

« Traité de la trahison », selon la qualification du parti national ou « traité d'honneur et d'indépendance », comme l'a qualifié Mustapha Al-Nahas, il n'était tout simplement qu'un « traité compromis » représentant l'évolution économique et sociale des couches moyennes de la bourgeoisie nationale, passée de l'étape révolutionnaire de 1919 à l'étape de la recherche de compromis qui caractérise la période de 1936. *Le traité de 1936* a contribué ainsi à ramener en arrière dix-sept ans de lutte populaire (Shoukri, 1975).

Le film stigmatise l'attitude des forces économiques des couches moyennes et leur alliance avec les monopoles étrangers au profit de leurs intérêts privés, économiques et symboliques et de leur expansion, par l'entremise de Cheikh Youssef, Cheikh Hassouna et Mohamad Effendi, pour souligner la survivance de l'esprit de compromis et de forces économiques similaires dans les couches moyennes de la bourgeoisie égyptienne moderne. Ainsi, le film prévient l'évolution et le développement de telles forces sociales préjudiciables à l'action révolutionnaire, aux intérêts de la nation et à son avenir. La mise en garde que comporte son message s'avére être une prédiction du changement historique de la société égyptienne au cours de la décennie soixante-dix.

D'autre part, l'exemple du Barrage d'Assouan évoqué dans le film sert à accréditer l'idée que le sens et le contenu du développement économique doivent

être définis par une constitution et non par des puissances étrangères aux intérêts nationaux.

Une autre grande leçon à retenir. Abou Soulam, dans le film, conscient de l'acharnement des puissances coloniales contre lui visant à la destruction de la lutte pour défendre les droits légitimes menée par la communauté qu'il représente, s'identifie au raïs Nasser qui définit ainsi son statut dans sa déclaration historique à la Nation au lendemain de la défaite de juin 1967 : « Nous ne pouvons nous cacher à nous-mêmes que nous avons subi un grave revers durant ces derniers jours. Mais je suis sûr que tous ensemble nous pourrons rapidement sortir de cette situation difficile... (avec) beaucoup de patience, de sagesse, de courage et une immense capacité de travail (...). J'ai décidé de me désister entièrement et définitivement de toute fonction officielle et de tout rôle politique et de rejoindre les rangs des masses populaires pour accomplir avec elles mon devoir comme n'importe quel citoyen.

Les forces de l'impérialisme s'imaginèrent que Gamal Abdel Nasser est leur ennemi. Je voudrais qu'il soit clair pour eux que leur ennemi est la nation arabe tout entière, et non Gamal Abdel Nasser.» (Le Caire , 9 juin 1967). Cela contribue à accréditer l'idée que si les dirigeants nationaux meurent ou constituent la cible des puissances impérialistes, l'âme et l'idéal révolutionnaires ne meurent pas. La relève révolutionnaire est assurée par la jeunesse paysanne et estudiantine et par la base populaire de la nation.

Le message final du film revêt, en contrepoint, une dimension à la fois universelle, humanitaire et particulière : la terre est le fondement de la nation et de sa survie. L'attachement à la terre est l'attachement à la vie. La libération du territoire égyptien occupé par les troupes de l'armée israélienne à la suite de la défaite de 1967 et le rétablissement de la souveraineté nationale exigent une

réorganisation de la vie politique et économique et de la solidarité entre les forces nationales pour réussir ce défi.

Nous montrerons, dans les chapitres suivants, comment les films réunis sous le thème « **Échec et défi** » reprennent et développent dans leur dynamique interne les thèmes d'organisation de la vie sociale et de la solidarité.

Bibliographie

Al-Malakh (K.), 1970, « *La terre* ouvre les portes du cinéma mondial », quotidien *Al-Ahram*, 25 janvier.

Balta (P.) et Rulleau (C.), 1982, *La vision nassérienne*, Paris, Sindbad.

Chafik (S.), 1970, « *La terre* a triomphé de la conspiration israélienne », quotidien *Al-Akhbar*, 4 mai.

Durkheim (E.), 1967, *La division du travail social*, Paris, PUF.

Farid (S.), 1969, « Les critiques parisiens ont applaudi pour *La terre* », quotidien *Al-Goumhoureya*, 17 novembre.

Habermas (J.), 1989, *La souveraineté populaire comme procédure. Un concept normatif d'espace public*, traduit en franç. par Hunyadi in *Lignes*, Paris, 1990.

Hamrouch (A.), 1969, *L'histoire de la révolution du 23 juillet*, Tome 1, p. 92.

Kant (E.), 1781, *Critique de la raison pure*, traduit en franç. par Tremesaygues et Pacaud, Paris, 1980, PUF.

Leca (J.), Jobert (B.), 1980, « Le dépérissement de l'Etat », *Revue Française de Science Politique*, 30, p. 1125.

Lemieux (V.), 1979, *Les cheminements de l'influence. Systèmes, stratégies et structures du politique*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Shils (E.), 1975, *Center and periphery*, Chicago, University of Chicago Press.

Shoukri (G.), 1979, *Egypte, la contre-révolution*, Paris, Le Sycomore.

Weber (M.), 1971, *Économie et société*, Paris, Plon, t. 1.

CHAPITRE II

LE CHOIX
POUVOIR ET REPRÉSENTATION

Ce film reprend la problématique traitée, entre autres, dans *La terre* sur l'incapacité des couches intellectuelles supérieures de la bourgeoisie égyptienne de représenter les aspirations de la base populaire et leur confusion entre « pouvoir et profit ». L'enrôlement de ces couches dans les appareils politico-administratifs, chargés de la gestion des projets socialistes de développement définis par la Charte révolutionnaire dans l'Egypte nassérienne, a marqué la fonction politique de son régime d'une empreinte indélébile.

Il convient de souligner ici que *Le choix* (1971) aussi bien que *La terre* (1970) ont été réalisés par un même auteur, Youssef Chahine, et produits par l'Organisme général du cinéma. « Ces deux films se caractérisent par un langage cinématographique contemporain auquel le cinéma égy[illegible]a pas encore accédé et qui entrave sa diffusion à l'échelle internationale » (Al-Nahas, 1971). *Al-Ahram*, quotidien national, précise « *Le choix* illustre le choix difficile auquel est confronté tout être humain au cours de son existence entre, d'une part, la volonté d'être honnête avec lui-même, de respecter et de développer son sens du devoir et de la responsabilité envers autrui qui dénote sa maturité et son aptitude à définir le sens de son existence et de son action. Et d'autre part l'hésitation à opter définitivement pour cette volonté dont dépendent l'orientation de son existence et l'équilibre de sa personnalité. Cette hésitation ne peut avoir pour perspective que la fuite en avant » (*Al-Ahram*, 1971). Par ailleurs, lauréat du premier prix au Festival international

du cinéma de Carthage, *Le choix* bénéficie d'un accueil favorable de la critique aussi bien nationale arabe qu'internationale. « *Le choix* est une analyse précise des attitudes contradictoires, caractéristiques des intellectuels de l'Egypte actuelle. Cette problématique spécifique des intellectuels telle que la présente Youssef Chahine s'applique aux intellectuels où qu'ils soient à Rome, à Paris ou au Caire. Dans dix ans ce film constituera un document historique pour son courage et marquera le cinéma égyptien de son empreinte. Il mérite le premier prix que lui a attribué le Festival de Carthage. Les Egyptiens doivent prendre conscience de l'importance de ce film qui ouvrira les portes des marchés internationaux de distribution au cinéma égyptien » (*La Nouvelle Revue française*, 1971). De surcroît, le texte de délibération du jury du Festival de Carthage précise « Youssef Chahine s'est prévalu du premier prix pour la sérosité et l'esthétique avec lesquelles il a révélé dans son film audacieux *Le choix* les valeurs et les conduites qui caractérisent les intellectuels du Tiers-monde ».

Résumé de l'action

La police découvre le cadavre d'un homme assassiné dans un chantier de construction et déclenche une enquête pour identifier la victime et l'auteur du crime. Un portrait reconstitué par la police à partir des traits de la victime révèle qu'il s'agit de Mahmoud, un matelot, frère jumeau d'un grand écrivain et homme politique. Cependant, l'apparition simultanée des deux frères dans leurs milieux sociaux respectifs intrigue l'inspecteur de police chargé de l'enquête et fait planer le doute sur l'identité de l'assassin. Un des deux frères a été tué, puisque son cadavre est à la morgue, mais lequel, et par qui ? Telle est l'énigme que l'enquête se charge de résoudre en révélant, au cours de son déroulement, la personnalité de chacun des deux frères, leurs comportements et les enjeux qui déterminent ceux-ci.

Analyse

Au générique sanglant du début du film où défilent les protagonistes se superposent des taches de sang et les titres accompagnés du sifflement d'un air inquiétant, rappelant les génériques des films policiers américains. La première séquence s'ouvre sur l'inspection par la police d'un chantier de construction où elle découvre, grâce au renseignement du gardien de ce chantier, le cadavre d'un homme assassiné. Dokdok, le gardien, est emmené au poste de police pour fournir d'autres informations.

À cette brève séquence s'enchaîne le plan moyen d'un personnage, un livre sur ses genoux, en train de discuter avec une femme vêtue d'une robe du soir qui dévoile ses charmes. On apprend par leur discussion l'identité et le statut de chacun. Sayed, fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères et grand écrivain demande à son épouse Chérifa, fille d'un important député, si elle a sollicité son père pour recommander sa délégation à une conférence organisée à l'UNESCO à Paris. Elle lui explique, d'une voix triste et saoule, qu'ils seront à nouveau amenés à faire le tour du monde, qu'il prononcera des discours dans des conférences internationales, qu'ils rencontreront des gens hypocrites, qu'elle s'ennuiera dans ces mondanités et se sentira seule. « Et pendant ce temps-là, précise-t-elle, tu continueras à gravir l'échelle sociale jusqu'à prétendre au poste de ministre.» Elle jette ainsi un éclairage sur les ambitions de Sayed : accéder au pouvoir politique, sommet, à ses yeux, de la réussite sociale. Sayed s'inquiète, et Chérifa le rassure en lui disant que son père qui "chérit son gendre" est intervenu en sa faveur auprès du ministre. Chérifa s'étend sur le lit d'une manière érotique. Un gros plan de son visage révèle la montée de son désir sexuel. Sayed s'esquive sous prétexte de chercher son chien. Le sifflement d'un air inquiétant achève cette séquence. Il convient de souligner ici que la réflexion de Chérifa sur la mission diplomatique de

son mari et le souci de ce dernier de représenter le pays à une conférence à l'UNESCO dénote la prééminence de la fonction diplomatique dans l' régime en place. C'est de la diplomatie, en effet, que le régime attendait une solution politique au conflit israélo-arabe. Des faits corroborent cette observation. À la conférence de Khartoum, en septembre 1967, la position défensive des chefs d'Etat arabes se résume à ceci : refus de la reconnaissance d'Israël, de la négociation directe avec cet Etat et de la paix avec lui avant un retrait de tous les territoires occupés. Les Nations Unies avaient décrété comme solution la célèbre résolution n° 242 du 22 novembre 1967 condamnant « l'acquisition de territoires par la guerre », et demandant à Israël de se retirer des territoires dont il s'est emparé et proclamant le droit de chaque Etat de la région à vivre en paix « à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de forces.» Cependant, cette résolution ne fait du drame palestinien qu'un « problème de réfugiés ». La voie de la négociation méritait d'être tentée. Le Suédois Gunnar Jarring, envoyé spécial des Nations Unies, a été chargé d'amorcer le dialogue entre les belligérants afin d'appliquer la résolution. Sa « mission » a été un échec patent, du fait du refus d'Israël d'évacuer les territoires occupés en juin 1967, la partie arabe refusant, quant à elle, d'ouvrir les discussions alors que l'armée ennemie campe toujours sur les terres arabes. Face à cet échec, Nasser a entrepris en 1969 la reconstruction de l'armée et a tracé la voie à suivre : recherche d'une solution politique et, parallèlement, poursuite des préparatifs militaires. Succédant à Nasser, emporté par une crise cardiaque le 28 septembre 1970, Sadate manifeste le double souci de donner confiance et de marcher sur les pas de Nasser. Le programme qu'il présente, le 7 octobre 1970, au Conseil du peuple n'est autre que celui du raïs : libération des territoires par une solution politique, unité arabe, non-alignement, préservation des acquis de la révolution et attachement au socialisme. Et si le choix de M. Mahmoud Fawzi comme Premier ministre, le 20 octobre, marque l'influence prépondérante des éléments pro-occidentaux, il s'insert tout à fait dans l'évolution

dessinée après juin 1967. Car ce « géant de la diplomatie égyptienne », ancien ministre de Nasser, en était le conseiller pour la politique étrangère depuis la défaite (Mirel, 1982).

Dans la séquence suivante, Sayed se rend au siège du ministère des Affaires Etrangères pour rencontrer le ministre. Un panoramique nous montre des gens en attente dans le couloir qui donne accès au cabinet du ministre. Sayed pénètre dans le bureau de son secrétaire Adel qui le salue chaleureusement et le félicite pour la réussite de son dernier roman. Sayed s'inquiète : « Explique-moi ce rassemblement de gens dans le couloir : est-ce que c'est le jour des doléances où le ministre éconduit les gens avec des promesses qui n'aboutiront *jamais*.» Adel le rassure en lui confirmant que le ministre l'admire pour son génie littéraire. Il lui demande de patienter et s'absente un peu. On découvre le décor luxueux, le mobilier de style et l'immensité du bureau du secrétaire du ministre à partir du regard de Sayed. Adel le prévient que le ministre l'attend dans son cabinet. Sayed parcourt la pièce, se dirige vers le siège vide réservé au ministre qui préside à la table de réunion et le touche de sa main. Ce geste traduit son ambition ministérielle. Soudain, son regard tombe sur un article en première page d'un quotidien sur la découverte du cadavre de son frère assassiné dont il identifie le portrait. Il convient de noter ici que la remarque de Sayed à Adel, au sujet des doléances présentées au ministre et les promesses sans issue concrète qu'il prodigue, nous donne une idée sur le rapport qu'entretient le pouvoir politique avec le peuple, qui investit ici un de ses appareils, le ministère des Affaires étrangères. Ce pouvoir a l'aptitude à satisfaire les demandes de son personnel politique, à lui prodiguer des privilèges distinctifs et non à décider des choix sociaux susceptibles de combler les attentes du peuple. Cette perspective permet de comprendre comment le pouvoir politique a été transformé en « monopole privé d'une classe » ; la classe dirigeante politique qui bénéficie de privilèges et de ressources politiques, détournée de sa mission

collective. Nous essaierons d'expliquer, plus loin, les raisons de cette transformation et les processus qui y ont contribué.

Au poste de police, l'inspecteur et ses adjoints réunis, dans la séquence suivante, dans une salle de projection, observent le défilement sur un écran des schémas - portraits de la victime et recherchent les indices de nature à identifier la victime en présence de Dokdok, le gardien du chantier.

Un cri interrompt cette séquence et on passe à la suivante qui se déroule dans l'appartement de Sayed. Chérifa, alertée par le crime, dévale l'escalier de leur duplex, et Sayed repousse avec politesse les journalistes et photographes, rassemblés au seuil de son appartement, qui l'assaillent d'interrogations. Le téléphone sonne dans une autre pièce de l'appartement, le bureau de Sayed, dont l'accès lui est seul réservé. Chérifa lui demande l'autorisation d'y pénétrer pour prendre l'appel, et en sort avec l'appareil. Sayed, debout devant une table sur laquelle sont disposés des quotidiens, suit la discussion entre Chérifa et son père et refuse de parler avec ce dernier. Chérifa raccroche. Elle se dirige vers le fond de la salle de séjour. Un travelling latéral l'accompagne et nous montre le mobilier moderne et le décor intérieur de l'espace privé de Sayed qui dénotent son aisance matérielle. Chérifa dit à Sayed : « Je savais que c'était Mahmoud.» Sayed, assis au milieu de la salle, déplie avec nervosité les quotidiens qui tous évoquent l'assassinat de son frère. « Même dans sa mort il me salit. Tu verras que mon nom sera associé au sien dans tous les journaux et son passé compromettant rejaillira. J'avais présagé sa fin, il a vécu en marginal et est mort en conséquence.» Ces paroles indiquent l'égoïsme de Sayed qui ne souffre guère de la mort de son frère et se soucie uniquement de sa réputation et de sa position sociale. Néanmoins, son comportement anormal suscite en nous la curiosité de savoir la raison de cet acharnement contre son frère . « Il était aimé par tout le monde », réplique Chérifa. Sayed se lève brusquement, révolté contre cette remarque. « Aimé par les voyous,

les drogués et tous les marginaux qui constituaient son entourage..., dit-il. Peut-être s'est-il compromis pour avoir de la morphine et l'un d'eux l'a assassiné.» Le téléphone sonne, à nouveau. Sayed répond. L'interlocuteur est Adel, le secrétaire du ministre. Il lui demande si la nouvelle diffusée par la presse est exacte. Sayed confirme : « Oui, il s'agit bien de Mahmoud, mon frère jumeau.» Adel lui présente ses condoléances et lui apprend que le ministre a approuvé sa délégation à la Conférence de l'UNESCO. Sayed décide de se rendre au poste de police, et Chérifa propose de l'accompagner.

Arrivés au poste de police, Sayed demande à Chérifa de ne pas l'accompagner à l'intérieur et de rentrer à la maison avec sa voiture privée. Chérifa découvre sur le siège arrière de la voiture le manuscrit du roman que Sayed écrit en ce moment, qui a pour titre *Le matelot*. Elle saisit le manuscrit et y découvre une scène clé que la séquence suivante nous décrit.

La voix *off* de Sayed ouvre cette séquence où l'action se passe sur le quai du port d'Alexandrie. Il explique comment son frère Mahmoud, le matelot, essaye de faire la cour à sa femme, Chérifa, « en profitant de sa solitude et de son ennui du départ de son mari, Sayed, pour une conférence à l'étranger. Celui-ci la néglige même à ce moment pathétique du départ et creuse ainsi davantage la distance qui les sépare.» Mahmoud, le matelot, est en harmonie parfaite avec ce milieu marin symbolisant la liberté. Sayed précise, en voix *off*, que Mahmoud a servi cinq ans dans la marine pendant la Deuxième Guerre mondiale, mettant ainsi l'accent sur son passé militaire. Mahmoud saute par-dessus des tonneaux comme un enfant. Il monte sur une moto qui le conduit à Chérifa. Il offre à celle-ci une bouteille de Coca. Cette action est montrée à partir du regard de Sayed. Mahmoud avance vers Chérifa, l'embrasse et salue son frère, Sayed. Il essaye, ensuite, de distraire Chérifa. Ils se dirigent vers un chevalet portant un tableau qu'il est occupé à peindre. Outre son statut de matelot, il est artiste peintre. Mahmoud, le dos à la

mer, raconte à Chérifa une histoire qui ironise sur le système politique en place. Un poisson, surgi de l'eau, s'est plaint à lui de la chaleur torride. Aussi, le poisson a-t-il déposé une plainte à l'administration du port, afin que l'eau comme l'air soit conditionnée. À défaut, tous les poissons abandonneront la mer et iront participer à la conférence d'Alger. Est en cause, bien évidemment, la distinction de statuts entre Sayed et Mahmoud, le matelot, auquel renvoie la condition des poissons. Ceux-ci, appartenant à l'espace marin, ne peuvent prétendre aux privilèges réservés par le pouvoir politique à la classe dirigeante, au monde politique dont fait partie Sayed. La plainte des poissons, d'après la fin de l'histoire, obtient une fin de non-recevoir de la part de l'administration du port. Par ailleurs, cette histoire fictive impose dans la fiction qu'est le film l'interrogation sur la fonction du pouvoir politique et invite à réfléchir sur son statut de « monopole privé » de la classe dirigeante.

Le choix de ce récit fictif par Mahmoud dénote en outre sa conscience du fonctionnement du système et son sens critique. « Tu es un grand révolutionnaire, lui dit Chérifa, et tes idéaux ne sont pas valables dans le contexte actuel. » Mahmoud la reconduit chez elle à moto.

Sayed, au poste de police, s'enquiert de l'évolution des investigations et reproche à Hussein, le deuxième assistant de l'inspecteur Farag, la lenteur des procédures policières et leur incapacité d'identifier l'assassin de son frère. L'inspecteur Farag suit dans une pièce voisine, à travers un écran invisible, la discussion et l'enregistre en même temps. Raouf pénètre dans cette pièce. Farag interrompt l'enregistrement du son et observe avec Raouf, son adjoint, la gesticulation et l'emportement de Sayed. Raouf, un rapport dans la main, lit à haute voix respectivement les biographies des deux frères : « Mahmoud Abdel Méguid, né en janvier 1928 à Alexandrie, est le fils d'un clerc d'avocat et d'une mère au foyer. Il a servi dans la marine pendant la Deuxième Guerre mondiale. Outre sa profession de matelot, il est artiste peintre, poète et compositeur, etc. Arrêté à deux

reprises par la police pour une affaire de drogue, il a été libéré sous caution payée par Bahia Amar, sa maîtresse.» Raouf interrompt la lecture et pose le rapport sur l'écran invisible, occultant par ce geste Sayed, assis de l'autre côté. Il marque ainsi la distinction entre les biographies et les trajectoires des deux frères. Il poursuit : « Sayed, maîtrise en philosophie et psychologie, membre de l'Académie, prix d'Etat de littérature, auteur de plus de quarante cinq romans et pièces de théâtre et candidat à un poste à l'UNESCO, à Paris.» Farag commente : « Cet homme m'intrigue, dit-il au sujet de Sayed. Il gesticule trop, il exagère...» Raouf proteste, qualifiant ce dernier de génie, de grand écrivain. Farag conteste cette remarque : « C'est lui qui est en vie pour toi et pour les autres, dit-il à Raouf. Il n'y a que les misérables comme Mahmoud qui meurent sans même un certificat de décès.» Cette dichotomie dans la connotation des deux frères a pour effet d'opposer désormais les hypothèses de Farag et de son adjoint Raouf sur l'identité de l'assassin et contribue à faire évoluer l'enquête. L'inspecteur Farag et Raouf pénètrent dans la salle voisine où se trouve Sayed. Ce dernier menace de faire intervenir des instances supérieures pour accélérer l'identification et la sanction de l'assassin. L'inspecteur Farag proteste, en contrepoint, contre le discrédit qu'il porte à leur procédure d'enquête et l'assaille de questions. « Pourquoi n'es-tu pas allé chez ton frère avant de venir ici et qui te dit que c'est bien lui la victime ? » Un gros plan nous montre la physionomie de Sayed altérée brusquement. Il marque une pause en avalant un comprimé avec un verre d'eau pour retrouver son équilibre. « La photo figurant dans le journal est bien la sienne », dit-il dans un ton modéré. Farag poursuit : « Quelles étaient tes relations avec ton frère ? - Normales, répond Sayed. T'intéresses-tu à son entourage ? Ajoute Farag. - Il m'inspire dans la création des personnages de mes œuvres. Il est un sujet d'étude pour moi, ni plus ni moins.» Ces propos contribuent à définir l'ambiguïté du rôle de Sayed. Appartenant à la haute société, il est distancié du peuple par les contraintes du pouvoir politique en place, dont il est un des agents. Pouvoir caractérisé par l'isolement dans ses

décisions de la base populaire jamais représentée. Mais en tant qu'écrivain, intellectuel, il a besoin de réactiver un lien social avec le peuple par l'entremise de son frère Mahmoud qui vit au milieu de celui-ci. L'attitude de Sayed illustre celle des couches intellectuelles supérieures de la bourgeoisie égyptienne partagées entre l'appétit du pouvoir, qui signifie opportunisme et promotion sociale, à leurs yeux, et leur sens des responsabilités et du devoir vis-à-vis du peuple. L'inspecteur Farag conclut cette séquence en invitant Sayed à l'accompagner avec ses assistants chez Bahia.

Un plan d'ensemble nous fait découvrir le lieu d'habitation de Bahia, qui est aussi son lieu de travail. On apprend, au cours d'une semi querelle entre elle et l'inspecteur Farag, qu'elle détenait naguère un cabaret que ce dernier a fermé. Sa maison est l'espace de l'Egypte ancienne, celle qui n'a pas suivi le progrès de l'Egypte moderne, ainsi que l'illustre son décor : des *moucharabieh* couvrent les fenêtres, un mobilier archaïque, des balcons et des galeries donnent sur l'enceinte de la demeure et des escaliers en gradins évoquent un amphithéâtre. Bahia se moque de Farag avec une effronterie qui dénote l'existence d'une liaison entre eux dans le passé. Avide de promotion sociale, il s'est prévalu de son titre d'inspecteur pour avoir fermé son cabaret. Bahia invite ses visiteurs à s'asseoir et saisit l'occasion pour demander à Sayed s'il veut en faire une protagoniste de ses romans. La propriétaire de la demeure de Bahia, une ancienne comédienne de théâtre, s'approche de Sayed et lui dit : « Tu ne connais pas l'amour comme ton frère Mahmoud pour en parler dans tes romans. Tu devras te renseigner et en faire l'expérience.» Ces paroles mettent l'accent sur un défaut caractériel de Sayed et le discréditent davantage. Un cri interrompt la discussion. Une femme apporte un journal dans lequel figure un article sur le meurtre de Mahmoud. Bahia éclate en sanglots et les lamentations de l'assistance se déclenchent. La propriétaire saisit le journal et remarque que l'article date de deux mois. Bahia est rassurée :

« Mahmoud n'est pas mort, dit-elle. Il était là, hier. - Es-tu certaine ? Insiste Farag. - Évidemment, nous sommes la famille, pour lui », réplique-t-elle. Raouf déclare que l'enquête est close : « Sayed est ici et Mahmoud était là, hier », argumente-t-il en partant. Un gros plan montre le visage de Farag à la fois surpris et révolté par la conclusion rapide de Raouf qui dénote son manque de professionnalisme. « Et le cadavre qui se trouve à la morgue est celui de qui, alors ? » S'insurge-t-il.

Sayed se rend aussitôt à un théâtre. Une grande affiche à l'entrée porte le titre de la pièce qui s'y joue : *La chaise de la confession* et le portrait de la vedette principale, le grand comédien Youssef Wahbi qui joue dans le film son propre rôle dans la réalité. Le titre de la pièce présage le dénouement tragique du film. D'autre part, le théâtre où elle se joue, à la fois espace de spectacle et de communication à l'instar du cinéma, servira de lieu de révélation de l'auteur du crime et de ses mobiles grâce à un lapsus dans la mise en scène d'un acte, comme nous le constaterons plus loin.

Sayed derrière les coulisses, observe Youssef Wahbi, en habit de cardinal, qui salue les spectateurs l'ovationnant à la fin du spectacle. Youssef Wahbi demande à Sayed si la victime est bien son frère jumeau. Sayed lui confirme que ce dernier est bien vivant et déborde d'énergie. Ils se dirigent vers la loge privée du comédien. Un cadrage montre Sayed assis derrière Y. Wahbi, en costume de scène, qui se démaquille en face d'un miroir. Le manuscrit du *Matelot* dans les mains, Sayed propose la suppression du meurtre du matelot qui achève la pièce sous prétexte que les mobiles du meurtre comportent des lacunes. Youssef Wahbi proteste contre la tendance de Sayed à intégrer à tout prix dans la pièce les faits que lui inspire la vie de son frère Mahmoud et de son entourage. « Va donc convaincre, dit-il, la censure de la logique et de la moralité de cette modification. Vivez dans la marginalité avec les épouses des autres, l'entrée au paradis vous sera tout de

même garantie.» Sayed rétorque : « Où se termine la fiction et où commence la réalité ? À présent, en face de ce miroir, es-tu le cardinal ou Youssef Wahbi ? Et moi, qui suis-je ? » Il saisit un béret de matelot et le met sur sa tête. « La réalité est que nous n'existons que dans la pensée des gens », précise-t-il. Ces paroles résument la philosophie de Sayed : puisqu'on n'existe que dans la pensée des autres, il n'y a pas de ligne de démarcation entre la fiction et la réalité. Ce qui autorise, par voie de conséquence, chacun à troquer son identité contre celle d'un autre et vice-versa, ou, en d'autres termes, la permutabilité des rôles. La présence du miroir en contrepoint à ces paroles a pour effet de souligner que Sayed est incapable de réaliser qu'il est totalement sous l'emprise de la fiction. Néanmoins, il manifeste une volonté de combler les lacunes qui occultent l'enjeu véritable du crime clôturant la pièce. Cette entreprise l'acheminera vers la connaissance d'une réalité qui lui échappe faisant ainsi avancer l'action. Y. Wahbi lui demande d'achever la pièce avant son départ pour Paris afin qu'elle soit portée aussitôt sur scène et de supprimer le décor de la péniche, espace intime du matelot où il entraîne l'épouse de son ami pour en abuser.

Dokdok, l'homme du peuple qui incarne la misère des opprimés de la société, sous l'effet de l'alcool dans lequel il noie sa tristesse, subit au poste de police le harcèlement de l'inspecteur Farag, qui le somme de désigner parmi les portraits-robots de l'auteur du crime celui qui correspond au coupable. À cet instant arrive Mahmoud, visiblement drogué, qui se précipite vers un banc. Dokdok le désigne aussitôt comme le meurtrier. Une contre-plongée montre Mahmoud interpellant l'inspecteur Farag dont il connaît l'historique : « Le fils de Gamaleyah*, le seul qui a réussi à grimper sur l'échelle sociale en s'enrôlant dans l'appareil policier et à atteindre un poste clé dans la hiérarchie administrative », précise Mahmoud, jetant par là un éclairage sur un des moyens de réussite sociale

* Fameux quartier populaire au Caire.

dans le régime en place : l'appareil policier. Mahmoud demande à voir le cadavre qui se trouve à la morgue pour vérifier son appartenance à son frère. L'inspecteur Farag lui demande pourquoi il n'a pas opéré cette investigation au domicile même de son frère. « Il habite un fort réservé à la haute société dont l'accès n'est pas facile, explique Mahmoud. Il a réussi comme toi, mais pas par les mêmes moyens. De plus, poursuit-il, nos relations se sont altérées dernièrement, en dépit de nos sentiments de fraternité et d'amour réciproques.» Ces paroles laissent percevoir une lacune dans les relations entre les deux frères dont il faut connaître la raison. Lacune qui a pour effet de nous mettre sur une piste pour résoudre l'énigme de l'apparition séparée des deux frères au poste de police et leur présence simultanée, mais jamais coïncidante, dans leurs espaces privés respectifs. Par ailleurs, cette lacune révélée par Mahmoud a été occultée par Sayed lors de son interrogatoire. Cela dénote chez Mahmoud le goût de la vérité. Une qualité nécessaire pour faire avancer l'enquête.

Mahmoud et l'inspecteur Farag pénètrent dans la morgue. Mahmoud hésite quelque peu. Farag l'y pousse avec mépris et le devance. Un gros plan nous montre la tête du cadavre en état de décomposition avancée. Mahmoud fléchit sous l'effet du choc et tombe à genoux. Une plongée montre Farag qui se moque de son courage qui se volatilise aussi rapidement que l'effet de la morphine. Une querelle s'engage entre eux et Farag le chasse, menaçant de l'arrêter pour usage de drogue. Il l'accuse par la même occasion, ainsi que ses semblables, d'avoir ruiné le pays par la toxicomanie, déplaçant l'accent des causes de ce fléau sur ses effets. Un travelling arrière suit Mahmoud rampant vers la sortie. Ce qui contribue à le discréditer davantage aux yeux de Farag. Ce dernier pénètre dans une pièce voisine à la morgue et interpelle Raouf, son adjoint, sur le point de partir. « J'ai découvert de nouveaux indices qui vont faire avancer l'enquête », lui dit-il. Cadrés dans un plan où figure en arrière-fond le portrait de l'assassin présumé, Farag explique son

hypothèse à Raouf : « J'ai découvert la présence d'un bouton au même endroit du nez aussi bien chez Mahmoud que chez Sayed. Est-ce que, parce qu'on est deux frères jumeaux, on peut être atteint d'une même infection au même endroit ? Ce n'est pas possible. Donc, un des deux frères a tué l'autre, depuis deux mois, et incarne à présent les deux identités pour dissimuler son crime. N'oublions pas que Dokdok a repéré un des deux frères en train de tourner discrètement autour du cadavre. - C'est la fameuse histoire du Dr Jeykell et Mister Hyde, ironise Raouf. Mais alors qui a tué qui ? Et quel est le mobile du crime ? » Farag poursuit son hypothèse : « Sayed est un homme intègre, sérieux, qui travaille, comme tu l'as décrit précédemment. Il occupe une position sociale importante et possède en conséquence une fortune. En revanche, Mahmoud est un matelot, un bohémien. Il aime les femmes et a besoin de morphine. Pour satisfaire les deux besoins, il doit disposer d'argent. Donc c'est lui qui a tué son frère. - Et le mobile ? Demande Raouf. Extorsion de fonds », précise Farag. Il appuie son hypothèse en invoquant la carence de moralité caractéristique des drogués tels que Mahmoud : « Il dispose des fonds de son frère, dit-il, utilise sa position sociale et couche dans son lit.» Dans cette analyse de la personnalité des deux frères et cette interprétation des mobiles du crime, Farag traduit la codification officielle des relations de pouvoir entre le système et le peuple : la classe au pouvoir, dont fait partie Sayed, est la classe laborieuse et sérieuse, à même, par conséquent, d'assurer la direction politique du pays et d'accréditer la légitimité du régime par l'efficacité et l'évidence sociale. En revanche, le peuple, la base populaire, que représente Mahmoud, est incapable de choisir la voie appropriée pour satisfaire ses besoins - dévoyés de leur sens initial par la toxicomanie, symbolisant sa désorientation et son désespoir - et résoudre ses problèmes.

Cette codification obéit à la stratégie officielle visant à concentrer les processus décisionnels, et par là le pouvoir politique, dans les mains de la classe

dirigeante et à empêcher l'interaction entre le sommet et la base populaire susceptible d'entraîner la prise en compte de ses revendications. D'où un vide politique flagrant et une carence de représentation de la base.

Un plan rapproché de Chérifa, étendue sur le lit et vêtue d'une chemise de nuit, ouvre la séquence suivante. Sayed à l'opposé, en face de la fenêtre, s'interroge sur le sens de sa vie. Au cours de ses tournées diplomatiques à Rome, Paris, Moscou, New York, il est en proie à une interrogation qui resurgit tel un leitmotiv au milieu de la nuit : « Je veux grandir, gravir davantage l'échelle sociale pour atteindre le sommet du pouvoir mais pourquoi ? Pour me retrouver en fin de compte en face de moi-même.» Cela dénote que sa course au pouvoir et son ascension sociale lui sont dictées par son égoïsme et son appétit du pouvoir et non par l'éthique du devoir et de la responsabilité envers autrui. La fenêtre, reflétant son image, le met en face de la réalité de son statut et de son rôle social. Il incrimine l'artifice et l'hypocrisie qui gouvernent les relations des gens de la haute société en invoquant l'affranchissement des contraintes, la fraîcheur d'esprit et l'authenticité dont jouissent son frère et l'univers social qui l'entoure. Il manifeste ainsi, pour la première fois, sa conscience de l'inefficacité sociale de son rôle et déplore sa soumission aux règles de jeu du régime par rapport auquel il commence peut-être consciemment et objectivement à marquer ses distances. Chérifa le rassure en lui affirmant qu'ils sont bien. Il s'agenouille devant elle en cachant son visage et lui dit qu'il est « surmené ». Elle l'entraîne alors par terre pour un rapport conjugal.

La voix *off* de Mahmoud interrompt cette séquence conjugale qu'il commente en gros plan dans la demeure de Bahia : « C'est faux, l'amour de cette façon est faux, dit-il. Il ressemble à la pitié ou au comprimé qu'on avale pour pouvoir dormir et oublier ses ennuis.» Un plan d'ensemble montre Mahmoud au-dessus d'un meuble au milieu de l'enceinte de la demeure. Derrière lui apparaît la barre d'un bateau, symbole du matelot et de la liberté. Il organise un jeu où chacun

définit, à son tour, les notions de liberté, d'amour et enfin de vérité. « La mer libère des contraintes d'une société corrompue, affirme Mahmoud. - La liberté, c'est être authentique avec soi-même, ajoute un membre de l'assistance. - L'amour c'est le sacrifice pour le bien-aimé, poursuit Bahia. - L'amour, c'est moi qui t'aime, donc c'est moi qui te dois tout », dit Mahmoud. Raouf, l'adjoint de Farag, participant à ce jeu, lui fait observer qu'il cite Voltaire. Des travellings verticaux succèdent à l'alternance de plans courts et accélérés, et l'ensemble transmet l'énergie et la chaleur qui gouvernent ce milieu, en contraste avec la froideur et l'inertie prédominantes dans l'espace privé de Sayed, ainsi que l'illustre la séquence précédente. Mahmoud change de position, saisit Raouf par l'épaule et l'invite à s'asseoir sur les marches d'un escalier. Il lui dit : « Tiens, toi qui travailles et qui es sérieux, je t'apprendrai une chose : si tu veux être bien, tu dois connaître les gens et pour les connaître il faut les aimer et pour les aimer il faut comprendre leurs faiblesses et accepter de les aimer malgré leurs faiblesses et leur pardonner. » Mahmoud pénètre dans la chambre de Bahia et se saoule. Bahia le suit et essaye de l'en empêcher. « Dieu a créé la femme pour concrétiser l'abnégation », dit-il. Bahia est plus solide que Mahmoud, elle ne recule pas devant la réalité, si triste soit-elle, par l'ivresse. Tout au contraire, elle compose avec et la transcende même par son action. C'est une qualité essentielle qui assure son influence sur le groupe et fait d'elle le moteur de son action. Elle se dirige vers l'enceinte de la demeure et invite le groupe à faire la fête, entamant elle-même la danse, sous les regards admiratifs de Mahmoud et de Raouf.

S'enchaîne un gros plan de Farag qui communique, par téléphone, des instructions à Hussein, son deuxième assistant : « J'ai confié à Raouf la surveillance de Mahmoud chez Bahia, et toi, reste devant le domicile de Sayed pour surveiller ses entrées et ses sorties. » Un plan rapproché montre Hussein assis dans une voiture stationnée à proximité de l'immeuble de Sayed. Il apprend à Farag qu'il

a téléphoné chez Sayed et la domestique lui a affirmé qu'il était absent. Farag lui demande alors de rejoindre Raouf chez Bahia et de se garer à distance de sa demeure. Farag raccroche et compose un nouveau numéro de téléphone.

Le téléphone sonne chez Bahia, dans une chambre où se réfugient deux amants. La femme prend l'appel et annonce que c'est pour Mahmoud. L'appareil passe de couple en couple, illustrant l'autre face des activités de la demeure de Bahia qui sert, entre autres, de bordel. Le téléphone parvient finalement à Mahmoud. Farag, à l'autre bout du fil, l'accuse du meurtre de son frère Sayed. Mahmoud riposte : « Comment ai-je pu transporter son cadavre au chantier... Sur mon dos peut-être ? » Il souligne par là qu'il ne dispose pas d'une voiture, contrairement à son frère Sayed. Il demande à Bahia de lui apporter ses chaussures, et explique à Raouf, assis sur une marche d'escalier - reproduisant ainsi la position d'un spectateur -, que Farag, un détective influencé par les romans policiers, l'accuse du meurtre de son frère. « C'est Sayed qui doit me tuer, pas moi », rétorque Mahmoud, invoquant son statut de véritable marginal. C'est l'occasion également pour lui de décrire la trajectoire sociale de son frère Sayed et de révéler ses véritables enjeux. « Il a toujours été sérieux et bûcheur, poursuit-il. Il n'a jamais fait la cour à une fille et ne s'est allié par mariage avec la fille d'un homme politique important que pour gravir l'échelle sociale et se rapprocher du sommet du pouvoir. Il a fait un fils à son épouse et s'en est détourné pour se livrer à la course au pouvoir.» Les règles de jeu de la haute société ainsi que l'illustre l'argumentation de Mahmoud sont codifiées par la norme d'alliance. « Les couples s'y forment en se mariant par intérêt, l'amour n'étant qu'une couverture. Mais ce n'est pas de l'amour. Une fois le désir assouvi, chacun des partenaires tourne le dos à l'autre et ne veille qu'à ses propres intérêts, explique Mahmoud. Nos règles de jeu sont les mêmes, avec cette seule différence que nous réglons le problème du désir avant de former un couple. S'il y a entente dans le désir, il y a amour et, par conséquent,

compréhension et affection. Sayed est un mort-né », achève Mahmoud. Bahia, à ses pieds, l'aide à mettre ses chaussures, en signe d'amour. L'ancienne comédienne, propriétaire de la demeure, interroge Mahmoud du fond de l'enceinte sur Chérifa. Cadré de profil, il lui répond : « Elle, aussi, est mort-née. » Ce cadrage a pour effet d'indiquer qu'il cache une vérité. La comédienne conteste cette description, lui rappelant le portrait qu'il a peint de Chérifa dont elle demande la signification. « Tu mens, Mahmoud, lui dit-elle. Vous êtes tous des menteurs, vous ne dites pas la vérité.» Cette séquence s'achève sur ces paroles qui révèlent une lacune, dans l'exposé de Mahmoud sur la trajectoire de son frère, concernant sa relation avec Chérifa, l'épouse de ce dernier à laquelle font référence son portrait en peinture et son refus de définir cette relation. Cette lacune sert à établir un lien stratégique entre les différentes investigations qui ont structuré jusqu'à présent l'organisation du film et à resserrer l'enquête pour hâter le dénouement.

L'enquête concentrée jusqu'ici sur Mahmoud, s'oriente vers Chérifa et Sayed pour élucider leurs comportements, leurs problèmes et le sens de leur action.

Sayed, cadré de profil à partir de l'extérieur de son appartement, isolé dans son bureau, poursuit la rédaction de sa pièce. Une contre-plongée, toujours de l'extérieur, montre Chérifa en train d'observer ce dernier par la fenêtre de l'étage supérieur de leur duplex. Un *flash-back* interrompt ce plan et reproduit une séquence où l'on découvre Chérifa dans la péniche qu'habite Mahmoud, en train de discuter avec ce dernier. Mahmoud est au fond de la péniche, le dos au Nil, et Chérifa se dirige vers un banc. Un gros plan montre l'expression triste de son visage. « Sayed est un homme remarquable, dit Mahmoud. - Je ne me plains pas, répond Chérifa. Il représente même l'époux idéal tel que le décrit la revue *Hawa* *. - Alors essaye de te rappeler les bonnes choses qu'il a faites pour toi, vos bons souvenirs, lui conseille Mahmoud. - Il ne s'agit pas de Sayed, rétorque Chérifa.

* Une des revues féminines les plus appréciées par les lectrices en Egypte.

J'ai pitié de lui, il a besoin de moi pour asseoir son nom, sa réputation, son avenir.» Elle met ainsi l'accent sur la dépendance « statutaire » de son époux et sa connaissance des raisons de leur alliance : servir ses propres ambitions. « Mais moi, poursuit-elle, j'ai besoin d'un mari. Il ignore tout de moi, de mes sentiments. Tu en sais sur moi plus que lui », dit-elle à Mahmoud, précisant ainsi la nature de leur union conjugale. Elle fait un aveu implicite d'amour à Mahmoud en lui apprenant qu'il est devenu pour elle plus qu'un ami. Elle éclate en sanglots, et Mahmoud la rejoint sur le banc. Il essaye de la consoler en lui disant que les larmes sont une bonne thérapie pour se débarrasser du chagrin. Dans cette séquence, Mahmoud fait preuve d'humanité, d'intégrité et d'amour pour son frère Sayed, au contraire du portrait avilissant qu'en dresse ce dernier, ce qui contribue à éclaircir un peu plus la personnalité de Mahmoud. Ce *flash-back* est coupé par le retour au plan initial de Chérifa observant Sayed du haut de leur duplex, qui illustre, en contrepoint, la nature de leur relation définie dans ce *flash-back*.

Dans la séquence suivante, Sayed, tenant le combiné d'un téléphone en face de sa chambre, demande à un interlocuteur anonyme de le mettre en contact avec son frère Mahmoud qu'il veut joindre de toute urgence. Chérifa sort de la chambre, s'insurge contre Sayed et interrompt sa discussion : « Tu mets tant de zèle pour achever ta pièce, et tu oublies que nous devons partir pour Paris.» Sayed lui répond qu'il craint de s'être trompé dans le tracé du caractère d'un des personnages de sa pièce et que c'est plus important que son voyage à Paris. Cet affrontement marque la distance qui sépare le couple et le nouvel intérêt que manifeste Sayed pour sa pièce au détriment du voyage diplomatique à Paris qu'il ambitionnait tant au début du film. Ces deux aspects – la détérioration des rapports du couple et les intérêts de Sayed polarisés sur sa pièce - recèlent un mystère que dévoilera l'évolution du récit.

Succède à cette séquence intrigante celle où Raouf, l'adjoint de l'inspecteur, cherche dans le rayon de psychologie d'une libraire des romans de Sayed. Il caresse les cheveux de la libraire, qui s'avère être sa fiancée, et lui demande de lui trouver une œuvre de Sayed sur un homme qui souffre d'impuissance ou de stérilité.

Dans la salle de réception du duplex de Sayed, Chérifa sert le thé à Raouf et à l'inspecteur Farag. Elle est habillée en noir, signe de vertu et de retenue. Un plan moyen la cadre de dos. Cet angle de vue et cette tenue indiquent la duplicité de ce personnage. Raouf, assis en face d'elle, lui apprend que Mahmoud est susceptible d'être accusé du meurtre de son frère et que la police a besoin de son aide pour étayer l'inculpation. Chérifa lui explique que cette hypothèse n'est pas logique puisque Sayed est vivant. Raouf accrédite l'idée que Mahmoud incarne à présent l'identité de Sayed. Chérifa, cadrée de face cette fois, rétorque : « Et d'après vous, c'est Mahmoud qui va pouvoir prononcer à la place de Sayed un discours devant cinq mille diplomates dans une conférence à Paris et qui poursuit, ici chaque soir, la rédaction de sa pièce ! … Non, ce n'est pas possible.» Raouf lui rappelle que Sayed s'inspire de l'entourage de Mahmoud pour créer les personnages de ses œuvres. Chérifa rejette son argumentation dans ces termes : « Mahmoud peut avancer une idée, mais la rédaction des œuvres exige un génie littéraire et une compétence particulière que seul possède Sayed.» L'inspecteur Farag se lève et se dirige vers le fauteuil de Chérifa qu'il ne cesse de contourner pour resserrer son interrogatoire. Il l'interroge sur la nature de sa relation avec Mahmoud et lui demande si Sayed était au courant. « C'est le frère de mon mari, et je le vois quand il peint des portraits. Je ne cache rien à mon mari. Il n'y a rien d'ailleurs à cacher », répond Chérifa avec maîtrise. Elle n'omet pas de l'intimider, en retour, en lui précisant que toute atteinte à la réputation de son mari entraînerait une sévère sanction grâce à son influence politique. « Personne n'a le droit de

détruire tout ce qu'on a construit ensemble », affirme-t-elle, faisant allusion à leur réussite et à leur alliance avec un pouvoir politique à même de les protéger. Farag lui demande s'ils ont des enfants. « Un seul », répond-elle. Un travelling vertical vers le haut nous montre, pour la première fois, un petit enfant qui descend les marches du duplex en tenant un ballon. « Sayed ne va pas tarder à rentrer, car nous invitons un député à l'opéra ce soir », dit Chérifa pour conclure son entreprise de dissuasion.

Dans sa voiture, Farag commente cette scène à Raouf en se moquant de la diplomatie de Chérifa et par là de celle de la haute société à laquelle elle appartient. Raouf se révolte contre le manque d'humanité de Farag et lui demande d'arrêter la voiture pour descendre. Farag, seul dans la voiture, lance : « Et Chérifa et Mahmoud, et leur conspiration ? »

Le cadrage de Farag et Raouf dans la voiture et le sens de leur discussion ont pour effet de radicaliser leur opposition sur l'interprétation du crime. Farag maintient sa thèse du crime reproduisant la codification officielle des relations entre le sommet et la base populaire. En revanche, Raouf privilégie les considérations humaines, l'éthique et les valeurs morales.

Chérifa, dans sa voiture en face de la vieille Citadelle du Caire, voisine de la demeure de Bahia, interpelle cette dernière qu'elle aperçoit dans la rue. « Monte, lui dit-elle, j'ai besoin de te parler. » Elle lui apprend que la police l'a interrogée au sujet de Mahmoud qu'elle accuse du meurtre de Sayed et qu'elle veut rencontrer d'urgence Mahmoud. Bahia, révoltée par l'accusation de la police, explique que celle ci dénient sûrement un cadavre dont elle ignore l'assassin, et qu'elle veut s'en décharger sur le dos de Mahmoud. Elle met l'accent ainsi sur l'injustice de la police et le processus d'exploitat. on que ne subissent que les opprimés et les innocents comme Mahmoud. « Depuis qu'on a fait la connaissance

de ton mari et toi, les ennuis ne cessent de déferler sur nous », reproche-t-elle à Chérifa. Cette dernière lui affirme qu'elle a changé, laissant percevoir par cet aveu qu'elle endosse implicitement une part de responsabilité dans les ennuis qui accablent Mahmoud. Elle se rend avec Bahia au cirque où Mahmoud attend celle-ci.

Un plan d'ensemble nous décrit l'atmosphère euphorique et l'ambiance ludique qui animent le cirque, alternant avec un plan moyen de Mahmoud au voisinage d'un enfant, à qui il commente les jeux. Ils éclatent de rire tous les deux. Bahia prend place à côté de Mahmoud et lui annonce que Chérifa l'attend à l'extérieur.

Mahmoud, en haut des marches de l'escalier de sortie de la tente, observe Chérifa. On entend le sifflement de l'air inquiétant qui accompagne dans le récit les images qui recèlent un mystère. Mahmoud descend les marches, rejoint Chérifa et le sifflement se change en un air de Godspel. Un travelling arrière les montre marchant à proximité des cages aux lions. Ils s'arrêtent devant une cage vide. Le décor des cages, symboles de la sauvagerie et de l'enfermement, contraste avec celui du cirque, symbole du jeu et du bonheur enfantin innocent. Chérifa remercie Mahmoud pour son courage qui a sauvé son mariage et lui affirme qu'il mérite bien d'être armé. Elle ajoute : « De toute façon, Sayed et moi, nous formons un couple assorti. Au début de notre mariage, je voulais beaucoup de choses, j'étais impatiente et enfermée dans mon rêve idéaliste. Et puis toi, tu es venu avec ton franc-parler, ta liberté et ta folie et tu m'as aidée à sortir de mon rêve. » Bahia s'approche d'eux, offre à chacun un ballon et en garde un pour elle. L'enfant, qui était au voisinage de Mahmoud à l'intérieur du cirque, en sort avec d'autres enfants qui dévalent avec bonheur l'escalier. L'émergence de cette atmosphère euphorique transforme la lourdeur qui pèse sur la rencontre entre Chérifa et Mahmoud. Le ballon de l'enfant s'envole et il pleure. Pour le consoler, Mahmoud laisse échapper son ballon, à son tour, et tous les autres enfants en font de même. L'euphorie

gagne tout le monde, et la lumière dans cette séquence devient de plus en plus claire, signe de naissance d'un espoir présageant un changement dans les événements du film.

On assiste, dans la séquence suivante, à un rite d'exorcisme, à partir du regard de Sayed, commenté par Bahia. Raouf, en arrière-plan, surveille les réactions de Sayed. Un vaudou fait couler le sang d'un coq égorgé sur le corps d'une femme en transe. Sayed se détourne de ce plan fixe, horrifié par l'image du sang. Il invite Bahia à regagner sa demeure. « L'ambiance des artistes peintres qui y prédomine est préférable à celle de ce rite », dit-il à Bahia. Nous apprenons par ces paroles que la demeure de Bahia est à la fois un bordel où les passions sont assouvies, un espace-refuge pour les drogués, les opprimés et les exclus de la société et enfin un espace de jeu, de spectacle théâtral et d'art également, vu que les peintres qui y exercent leurs activités en assurent l'intendance par la vente de leurs œuvres. Sayed s'assoit dans l'enceinte, il est cadré de profil. Bahia, séparée de lui par une voûte, prépare à manger. Raouf négocie, dans une pièce qui donne sur l'enceinte, le prix d'un tableau avec un peintre. Il désigne à ce dernier un portrait qu'il place à proximité d'un *moucharabieh* qui donne sur l'enceinte, pour intéresser Sayed à leur discussion. « Celui-là n'a pas beaucoup de valeur, c'est de l'esthétique portraitiste pure, sans expressionnisme », explique le peintre à Raouf. La tactique de ce dernier réussit. Sayed, intrigué par ce marchandage, pénètre dans la pièce et découvre le portrait de Chérifa qui confirme l'hypothèse d'une liaison entre son frère Mahmoud et elle. Il se précipite en colère vers la sortie. Bahia, consciente du poids de cette découverte sur Sayed, le retient pour lui expliquer la nature de cette liaison. Elle le pousse vers une chambre dont elle chasse les occupants, un drogué recherché par la police et sa maîtresse dont le père le poursuit. « C'est une société contaminée qui empeste », dit Sayed, commentant cette scène. Il qualifie ainsi la demeure de Bahia d'espace de la marginalité et de la transgression des lois

contrastant avec la haute société et ses normes auxquelles il s'identifie. Bahia entame l'explication de la nature de la relation de Mahmoud avec Chérifa. Un *flash-back* interrompt ce plan. On y découvre Chérifa et Mahmoud dans sa péniche. La voix *off* de Bahia commente cette séquence. « Mahmoud a aimé Chérifa et a beaucoup souffert pour l'éloigner de lui », dit-elle. Chérifa caresse Mahmoud, sur un banc, et lui avoue qu'elle l'aime et le désire. Ils s'enlacent. Mahmoud se redresse soudain et lui rappelle l'existence de Bahia qui l'aime et qui a fait tant de sacrifices pour lui. Chérifa, consciente de son emprise sur Mahmoud, poursuit sa tentative de le séduire. Ce dernier, cadré en face d'un miroir, lui demande de divorcer d'avec Sayed. Ce cadrage, avec le miroir en contrepoint, a pour effet de montrer que Mahmoud est conscient des intentions de Chérifa qui prend l'amour pour couverture. Chérifa sort de l'espace intime qui les réunit et annonce à Bahia et aux autres personnes, constituant l'univers personnel de Mahmoud, rassemblés dans la salle de séjour, qu'elle demandera le divorce à Sayed parce qu'elle aime Mahmoud. Ce dernier, cadré de dos, demande à Chérifa : « Es-tu prête à vivre comme nous et dans les mêmes conditions ? » Elle répond par l'affirmative. « Alors tu n'as pas besoin de divorcer, réplique-t-il. La fille de la haute société s'incline devant le modeste matelot et défie les règles de sa classe d'appartenance. Quel bonheur ! Ironise Mahmoud, assis par terre à côté de Bahia. « Vas-y, danse », ordonne-t-il à Chérifa. Cette dernière lui fait observer que cet ordre ne relève pas de l'amour mais de l'esclavage. Il met alors à nu une partie de son épaule. Vexée par l'attitude en public de Mahmoud, Chérifa se précipite vers la sortie de la péniche. « Vous vous servez de nous, insiste Mahmoud, désignant la classe de Chérifa, pour arriver à vos desseins, et puis vous nous abandonnez. » Il illustre par ces paroles le processus d'exploitation de la base populaire, désignée par le pronom "nous", exploitation par le sommet, désigné par le "vous". Ce sommet, mandaté par la base populaire en tant que système politique, abandonne lâchement celle-ci et ses revendications, une fois ses desseins réalisés. De plus, l'attitude de Mahmoud

dénote son repli vis-à-vis de la réalité d'une société dont il incrimine les règles de jeu, et sur laquelle il n'a aucune prise, en tant qu'artiste et homme du peuple. S'il s'en démarque par l'alcool et la gargotte, qui lui sert d'habitat symbolisant son nomadisme, il ne tombe pas, en revanche, dans les pièges de l'illusion. Il est conscient de la conduite de Chérifa dont le but est la satisfaction de désirs sexuels et de sentiments frustrés par son mari, polarisé uniquement sur son ascension sociale. Mahmoud agit, en conséquence, en s'avilissant devant elle pour sauver le mariage de son frère Sayed mis en péril par les attentes frustrées de son épouse. Face au fleuve, Mahmoud se saoule davantage pour oublier. Bahia le console en lui confirmant que sa conduite décevante vis-à-vis de Chérifa était l'unique moyen de l'écarter définitivement de lui.

Le *flash-back* s'achève par le retour à la séquence initiale où Bahia a entrepris l'explication de la relation Mahmoud-Chérifa. On entend le sifflement de l'air inquiétant qui accompagne dans le film les séquences énigmatiques ou au contraire celles qui contribuent à percer le mystère. Elle s'adresse en colère à Sayed : « Mahmoud a payé le prix pour sauver ton mariage. Chérifa a couru après lui à cause de ton amour aveugle et de vos rapports conjugaux trop distants. Es-tu capable de faire autant de sacrifices pour lui en acceptant de t'avilir devant l'être que tu aimes ? Tu voulais que Mahmoud soit vil et traître. Eh bien ! Il ne t'a pas trompé, il n'a aucun défaut.» Elle poursuit d'une voix grave : « Tu te permets en plus de juger ma demeure et ses occupants et d'invoquer les règles et les normes de ta société. Mais que nous a-t-elle apporté, cette société, à part la crainte et l'humiliation ? » Elle met ainsi l'accent sur les véritables rapports politiques et économiques entre le système politique de cette époque et la base populaire, dont Mahmoud, Bahia et leur entourage constituent un microcosme.

En fait, l'alternance de la séquence du *flash-back* avec cette séquence illustre la stratégie implicite qui gouverne l'organisation interne du film : plus le

sommet est confronté à la base populaire, plus cette dernière le met en face de ses faiblesses, de la non validité des normes qui codifient ses règles de jeu ; l'alliance par intérêt et le monopole de la décision au service des intérêts de la classe dirigeante qui engendrent l'opportunisme et l'égoïsme. Ce processus a pour effet de mettre en cause la fonction du système politique détournée de sa mission collective et par là sa légitimité représentative. La base est investie de cette manière du statut de fond qui recueille et dénonce les faiblesses du régime occultées et réfutées par l'espace politique réservé à l'élite au pouvoir. Néanmoins, face à une situation de plus en plus critique, la base populaire, telle une force révolutionnaire, rétroagira vers les relations de pouvoir dominantes. Et s'il doit y avoir une alternative au vide politique régissant la vie sociale, elle ne viendra que de la base. Tel est le message du film qui anticipe sur l'évolution ultérieure des événements dans la réalité. Bahia achève cette confrontation en congédiant vivement Sayed sous prétexte qu'il « salit » sa maison. Ce dernier, en colère, se retire rapidement. Raouf pénètre aussitôt dans la chambre, demande à Bahia la raison de la colère de Sayed et l'implore de lui relater en détail le contenu de cette confrontation en lui expliquant que c'est « une question de vie et de mort ».

Dans la séquence suivante, Chérifa, Sayed et le député assistent, dans une loge, à un concert donné à l'opéra. Un plan large montre le public et l'orchestre sur la scène auquel succède un gros plan du visage de Chérifa. Un *flash-back* reproduit la séquence de sa rencontre avec Mahmoud en face du cirque. Le gros plan initial de Chérifa apparaît, à nouveau. Le concert prend fin, le public ovationne. Sur les marches de l'escalier de sortie, le député s'exclame : « Quand on pense que Bartok est mort à New York dans la misère alors que nous profitons ici du produit de son génie et que le monde entier loue ses œuvres ! » Chérifa souligne que l'Etat doit protéger les génies. Le député invoque les lourdes charges que porte l'Etat et recommande le mariage des génies avec des femmes susceptibles

de veiller à leur bien-être. Il félicite, en même temps, Chérifa et Sayed pour leur prochain voyage à Paris. La philosophie de ce discours tient en ceci : la « compétence » et le génie ne suffisent pas pour promouvoir celui qui les détient. Ils doivent s'appuyer sur une alliance avec l'Etat, en d'autres termes, avec le système, telle que la représente l'alliance Sayed-Chérifa. Sayed, au bas des marches, observe Chérifa et le député, en contre-plongée, et commente : « Sayed Darwich est mort dans la misère, et l'Etat a confisqué ses biens et ses œuvres.» Cette réflexion illustre, en contrepoint, la thèse du député sur le génie et l'alliance avec le système. Il convient de rappeler ici que Sayed Darwich était un grand poète, auteur compositeur de chansons populaires, du temps du gouvernement colonial de l'Egypte. Il bénéficiait d'une grande popularité et était persécuté par le système à cause de ses critiques de celui-ci et sa résistance au colonialisme.

Un nouveau *flash-back* reproduit le plan de Chérifa, Sayed et le député à la loge de l'opéra. Sayed se penche vers Chérifa, lui murmure quelques mots et s'absente. Il dévale les marches de sortie de l'opéra. On le découvre, dans la séquence suivante, cadré de profil dans sa voiture. La voix *off* de Bahia le harcèle en reproduisant le contenu de leur dernière confrontation : « Es-tu capable de faire pour lui la moitié des sacrifices qu'il a faits pour toi.» Sayed transpire, indice de sa nervosité. À ce ce cadrage se juxtapose un *flash-back* reproduisant la séquence où Chérifa sort en courant de la péniche de Mahmoud, l'épaule dévoilée, observée de loin par Sayed. La voix *off* de Bahia commente cette séquence : « Tu voulais que Mahmoud soit traître et vil. Eh bien, il ne t'a pas trompé ! Il n'a aucun défaut.» Le plan de Sayed dans la voiture, cadré cette fois de face, réapparaît. On découvre son visage bouleversé par la vérité de cette révélation. Bahia, dont la force de caractère procède de son réalisme et de son goût de la vérité, comme nous l'avons souligné, réussit, en communiquant à Sayed sa révolte contre son doute non fondé, à

provoquer sa propre révolte contre lui-même qui se traduira en actions, comme nous le constaterons plus loin.

Dans la séquence suivante, Raouf accueille Farag, alerté par son message indiquant la découverte de nouveaux faits de nature à percer l'énigme du crime. Ils s'installent au salon en face d'un tableau sur lequel figurent un schéma récapitulatif de l'identité probable de l'assassin : Sayed ou Mahmoud, et corrélativement, les mobiles différents du crime. Raouf écarte l'hypothèse que Mahmoud soit le criminel, arguant que Chérifa a voulu avoir une liaison avec lui et qu'il l'a repoussée. Les témoins qui ont assisté à leur scène de séparation, Bahia et son entourage, ont confirmé ce fait. « Reste Sayed, poursuit Raouf en essayant d'expliquer les mobiles de celui-ci, qui est au courant du rapport Chérifa-Mahmoud, mais en ignore la nature. Mû par la peur de la perte de sa situation, de sa femme et les ressources de celle-ci, tue son frère. - Ce ne sont pas des mobiles suffisants pour qu'il tue son frère », rétorque Farag. Raouf intègre dans son analyse les considérations humaines qu'il privilégie dans sa procédure d'enquête. Cadré avec Farag, Raouf invoque la thèse de la pathologie pour expliquer les mobiles du crime : « Peut-être Sayed souffre-t-il d'un complexe, ou bien est possédé ? » S'enchaîne à ce cadrage un *flash-back* reproduisant la séquence du rite d'exorcisme auquel a assisté Sayed en face de la demeure de Bahia. Raouf demande à Sayed : « Est-ce que tu t'intéresses à ces choses-là ? » Faisant allusion au rite. « Je m'intéresse à tout », répond Sayed. Raouf lui désigne une femme en transe et lui demande s'il croit qu'elle est possédée vraiment par des démons. Sayed réplique que c'est possible, sinon pourquoi elle endure toutes ses souffrances « Il y a des choses entre le ciel et la terre qui dépassent l'intelligence de l'homme », argumente Sayed, citant Horatus dans une pièce de Shakespeare. Le *flash-back* s'interrompt. Raouf, cadré de dos, explique à Farag que la maladie, voire la pathologie peut pousser la personne vers la déviance. « Sayed travaille beaucoup pour compenser

un complexe d'infériorité, mais ce n'est pas assez, précise Raouf, il veut devenir important, avoir une réputation, de l'influence et des ressources économiques importantes. D'où son appétit pour le pouvoir et la montée dans la hiérarchie sociale, etc., de nature à matérialiser sa réussite sociale.» Raouf définit dans cette réflexion les normes de la réussite : opportunisme, profit, rationalisées par le système politique de cette époque, soulignant son caractère pathologique, dangereux pour la démocratie et l'équilibre de la société. Cela par l'entremise du cas maladif de Sayed. Farag proteste contre le discrédit d'un homme tel que Sayed qualifié de malade. « Tu veux donc, dit-il à Raouf, que tout le monde soit comme Mahmoud. Non, il faut se conformer aux règles du système, être sérieux.» Raouf se réfère aux lois de la nature pour expliquer les besoins sexuels frustrés de Chérifa : « Selon ces lois, dit-il, toute femme a besoin de sentir sa féminité.» Raouf affirme que les gens sont différents au fond d'eux-mêmes. Il s'assoit entre les deux angles d'une échelle. Cadré entre deux marches, Farag demande à Raouf s'il peut deviner ses sentiments. Raouf répond qu'il essaye : « Tu es seul, tu n'as pas d'amis, observe Raouf. - Je n'ai pas le temps... Le travail », répond Farag. L'acharnement de celui-ci au travail et sa solitude indiquent également l'existence d'un complexe chez lui qu'il comble par le travail. Le plan de Raouf entre les deux angles de l'échelle et l'aveu implicite de Farag de son complexe ont pour effet de confirmer la thèse du premier sur la liaison entre la pathologie et l'escalade de l'échelle sociale, voire l'ascension vers le sommet du pouvoir. Farag affirme qu'il a passé une belle soirée chez Raouf. Sa détente soudaine indique son soulagement : l'énigme du crime est dévoilée.

Un plan moyen de Sayed parlant au téléphone, dans son bureau, alterne avec celui de son interlocuteur Youssef Wahbi, au théâtre, qui lui confirme la perfection de la peinture du caractère du matelot et l'invite à se rendre le lendemain au théâtre pour assister aux répétitions s'il désire appliquer une modification.

Un plan moyen de la scène du théâtre ouvre la séquence suivante. Des comédiens se préparent à jouer, sous les regards de Sayed, de Youssef Wahbi et du metteur en scène, assis dans la salle. Abou Zahra, un comédien également dans la réalité qui joue son propre rôle dans le film, répète avec une comédienne la scène du matelot et de l'épouse de son ami, dans un décor semblable à celui du quai d'un port. Le matelot prend une chaise, s'y assoit à cheval à proximité de l'épouse de son ami, assise sur un banc. Une moto se trouve en face d'eux. « Ne rentre pas seule, dit Abou Zahra dans un ton érotique, je te raccompagne, il se fait tard. - Non, je vais rentrer seule, je crains de m'exposer à des ennuis dans l'obscurité de la nuit », répond-elle. Un gros plan montre Sayed qui cache son visage entre ses bras croisés, appuyés contre le dos d'un siège. Il se redresse, proteste contre le jeu d'Abou Zahra à significations érotiques et lui demande de se conformer au texte de la pièce. Youssef Wahbi y souscrit et demande à Abou Zahra de s'y conformer le plus possible. Sayed monte sur scène pour modifier le jeu et décrire la personnalité du matelot. « Il ne s'agit pas seulement du texte, dit-il, il s'agit de la position du matelot, de son énoncé. Quand il propose à cette femme de la ramener, il n'a aucune arrière-pensée, il est le seul qui comprend sa tristesse et veut l'aider. Il a une moto en face de lui, ce qui signifie qu'il va la ramener chez elle et rentrer ensuite chez lui. C'est cette idée qu'il faut communiquer aux spectateurs par le jeu. Sinon le personnage du matelot tel que tu l'incarnes mérite d'être tué. Au contraire, le matelot est simple.» S'enchaîne à cette scène une séquence qui se déroule sur le quai du port où on découvre Mahmoud en train de jouer au ballon avec des enfants. La voix *off* de Sayed y poursuit la description du matelot. « Il est naturel, solide, comme la mer. Il est aussi philosophe. Il comprend la faiblesse des gens et sait les critiquer.» Mahmoud saisit le ballon et le renvoie vers le hors champ. Se juxtapose une séquence où on voit le ballon circuler sur la table de réunion du ministre des Affaires étrangères qu'on a observée tout au début du film lors de l'introduction de Sayed. Le ballon parcourt la table, sous les regards des personnes qui y sont

réunies, et atterrit dans les mains de Sayed, assis au bout de la table dans le fauteuil réservé au ministre, simulant le rôle de ce dernier dont il ambitionne le poste. Sayed dissimule le ballon, aussitôt et un homme le recueille discrètement et l'enferme dans un coffre-fort. Cette séquence illustre, par le jeu de ballon, la conscience de Mahmoud et sa critique de la faiblesse de Sayed et du système politique qu'il représente. Faiblesse qui procède de l'appétit du pouvoir et du refus de Sayed de la reconnaître et de prendre en compte cette critique qu'il réfute et occulte en l'enfermant dans un coffre-fort afin d'empêcher sa diffusion dans la masse. La voix *off* de Sayed nous transpose, à nouveau, dans la séquence du port où se trouve Mahmoud et enchaîne : « Ce matelot c'est la liberté. Il comprend la faiblesse des autres, leurs besoins et leurs craintes.» Le sifflement de l'air inquiétant accompagne le retour à la scène initiale du théâtre. Sayed, encadré par des comédiens représentant les différentes catégories du peuple, distinguées par leur habillement, les interroge : « Faut-il condamner un être libre et simple comme le matelot pour la seule raison qu'il ne se conforme pas aux règles du système ? » Il se dirige vers Abou Zahra et lui explique que le matelot veut aider cette femme sans arrière-pensée. « C'est la femme de son ami qu'il considère comme son frère. Comment peut-il le trahir ? » L'interroge-t-il. Il saisit brusquement Abou Zahra par sa chemise et le secoue en disant avec véhémence : « Le matelot est la meilleure chose en nous. Regarde en toi, Abou Zahra, tu trouveras le matelot, la meilleure partie de toi-même. Pourquoi alors l'étouffer ? » Le plan s'élargit et nous fait découvrir la surprise de l'assistance. Sayed s'excuse de ne pas avoir réussi à communiquer cette impression par son écriture. Il endosse par là son erreur dans la peinture du caractère du matelot en la reconnaissant volontairement en public. C'est l'aveu implicite, inconscient, de sa culpabilité dans le meurtre de son frère jumeau Mahmoud, le matelot. Il quitte la scène. Abou Zahra court rejoindre Youssef Wahbi pour obtenir des éclaircissements sur cette modification dans le jeu du personnage du matelot et affirme suivre scrupuleusement le texte initial de cette scène clé. « Ce

n'est plus la même pièce, dit-il, ou peut-être je me suis trompé.» Youssef Wahbi le rassure en lui expliquant que c'est la même pièce, mais c'est une tragédie et que ce n'est pas lui qui s'est trompé. Il fait ainsi allusion implicitement à Sayed, dont il a compris la culpabilité. Il est intéressant de souligner ici que c'est sur cette même scène où se jouait *La chaise de la confession* que Sayed confesse son crime, en présence de sa vedette, Youssef Wahbi, qui jouait le personnage du cardinal recueillant à sa fin la confession d'un crime.

L'interaction entre le jeu de scène du théâtre et l'organisation interne du film contribue, parallèlement à la structure d'enquête, à dévoiler l'énigme du crime. Cela a pour effet d'appuyer l'idée du pouvoir culturel du cinéma. Outre son statut de spectacle de divertissement, le cinéma est à même de médiatiser les problèmes de la société devenant l'enjeu de luttes entre les pouvoirs en place et de contribuer à la compréhension des stratégies de ceux-ci et de leurs finalités.

Dans la séquence suivante, l'inspecteur Farag, en compagnie de Raouf dans la péniche de Mahmoud, essaye de rechercher les indices de la culpabilité de Sayed. Il remarque la présence d'une boule de métal et l'absence d'une autre au bas des abouts des marches d'un escalier et suppose que Sayed s'en est servie pour assassiner son frère et l'a jetée ensuite à l'eau. Par contre, il présume que Sayed a pris soin de ne pas faire de même avec le cadavre, de peur qu'il ne resurgisse à la surface, et l'a enseveli dans le chantier de construction où il a été découvert ultérieurement. Raouf proteste contre les motifs d'inculpation de Sayed par Farag qui tiennent au simple repérage des indices du crime, écartant le fait que l'auteur du crime est un malade ainsi que l'a confirmé le médecin psychiatre. En conséquence, Sayed ne peut être tenu pour responsable de son acte et être condamné. Farag riposte en soulignant la subjectivité de cette interprétation du crime. Un plongeur interpelle Farag et lui indique qu'il a repêché la boule de métal du fond de l'eau. Farag se retourne vers Raouf. Un gros plan montre son visage altéré par la colère.

Raouf lui explique qu'il a assisté au théâtre à une scène où Sayed décrit son frère comme un ange : « Sayed a tué son frère et il l'a regretté. Il y a une partie en lui qui refuse de reconnaître ce crime et il essaye de l'oublier. D'où son apparition chez Bahia sous l'identité de Mahmoud. - Donc, il fait de la comédie, rétorque Farag. - Non, il ne fait pas de la comédie, poursuit Raouf. Il s'identifie à son frère Mahmoud pour le faire revivre, le ressusciter chez Bahia avec ses idées, ses rêves et sa réalité. Sayed souffre d'un schisme. C'est la réalité et tu dois la reconnaître.» Farag, assis par terre, observe Raouf en contre-plongée et lui demande : « Quelle réalité dois-je reconnaître ? Penses-tu que la société et la loi reconnaîtront autre chose que ce qu'elles ont l'habitude de reconnaître.» Farag met l'accent ainsi sur l'aveuglement de la justice d'une société qui sélectionne parmi les réalités celle qui lui convient. Raouf s'en va et Farag le met en garde contre Sayed qui a tué son frère et qui va peut-être tuer Chérifa à son tour.

Un plan moyen montre Sayed dans sa voiture, alternant avec un plan rapproché de Raouf au théâtre pénétrant dans la loge de Youssef Wahbi.

Le téléphone sonne dans l'appartement de Sayed. Chérifa se précipite en robe du soir vers la salle de séjour pour répondre. « Oui, Monsieur Youssef Wahbi, Sayed poursuit chaque soir la rédaction de sa pièce, dit-elle. J'ai l'impression qu'il va la réécrire. On part après demain pour Paris. D'accord, je vais lui demander d'ajourner le voyage. Il est très fatigué et je pense qu'il a besoin de repos.» Elle raccroche et se dirige vers le bureau de Sayed, intriguée par cet appel. Elle s'assoit à son bureau. Un gros plan révèle la pièce *Le matelot* de Sayed et la présence à côté d'une page froissée. Chérifa la déplie. La voix *off* de Sayed en assure la lecture : « Le matelot trompe son frère, son frère unique. Comment a réagi Othello ? Comment peut réagir un homme qui sacrifie son existence, sa réputation, son avenir ? Je dois affronter mon frère.» Un plan moyen de Sayed conduisant sa voiture interrompt cette séquence. De multiples visages couvrent le pare-brise de la

voiture et accusent Sayed d'avoir tué son frère. Ils représentent les personnages du peuple qui entouraient Mahmoud, dont il s'inspirait dans l'écriture de ses œuvres. Sayed essaye de les occulter en couvrant la vitre avec les pages de son manuscrit. Il prend une seringue dans la boîte à gants et en injecte le contenu dans son bras. Ce geste indique qu'il s'intoxique par la morphine.

Réapparaît la séquence de Chérifa dans le bureau. Elle écoute un enregistrement de la voix de Sayed. « C'est moi l'écrivain aveuglé par la jalousie, dit-il. Je ne me rappelle pas de ce qui s'est passé entre mon frère et moi cette nuit-là. » Sayed pénètre soudain dans le bureau par la fenêtre, habillé en Mahmoud. Il tombe par terre et ne maîtrise guère ses gestes, indice de l'effet de la morphine. Chérifa coupe le son du magnétophone et se cache dans un coin. Sayed se redresse, prend une chemise dans une armoire et s'assoit à son bureau. Il saisit le micro du magnétophone et parle. Il essaye de se remémorer sans succès de la discussion qu'il a eue avec son frère Mahmoud à la péniche. « Un frère s'adresse à son frère et lui dit : "Matelot, excuse moi d'avoir douté de toi", dit-il. Il se lève et, brusquement, l'éclairage du bureau s'assombrit. On entend une voix *off* qui dit : « C'est faux. Tu ne dis pas la vérité. » Sayed découvre la présence du fantôme de son frère Mahmoud habillé en matelot. Une querelle s'engage entre eux, reproduisant celle qui s'est passée dans la péniche, dont la cause était l'accusation de Mahmoud par Sayed de l'avoir trahi avec son épouse. Sayed saisit une boule en cristal posée sur une chaise et, au moment où il s'apprêtait à assommer le fantôme de son frère, la lumière s'allume brusquement dans le bureau. Youssef Wahbi, Raouf, Abou Zahra et Chérifa retiennent Sayed. Ils ont, en fait, mis au point ce jeu pour confronter Sayed à la réalité et au crime qu'il récuse. Youssef Wahbi lui explique qu'il a eu une querelle avec son frère Mahmoud au sujet de sa relation avec son épouse. Ce dernier n'a pas eu le temps de se justifier après avoir été assommé. Réalisant la mort, qu'il n'a pas préméditée de son frère, due au choc de la boule,

Sayed se débarrasse de l'instrument du crime et du cadavre pour écarter sa culpabilité. Dans l'égarement qui l'a conduit à sa perte, Sayed accuse Chérifa et les autres de vouloir tuer Mahmoud. Cela dénote l'emprise de la maladie, du schisme sur lui. Il prend un revolver, menace le groupe, décide de faire revivre Mahmoud et passe par la fenêtre. Il dévale l'escalier de service de l'immeuble, monte dans sa voiture et conduit à toute vitesse, pourchassé par les voitures de la police. Il se rend chez Bahia et l'interpelle de la terrasse de sa demeure. La police arrive et bloque toutes les issues. La foule se rassemble dans la rue. Bahia avance vers Raouf et lui demande pourquoi ils veulent tuer Mahmoud : « Farag a besoin d'une nouvelle promotion », ironise-t-elle. Raouf lui explique qu'ils ont besoin de son aide pour arrêter Mahmoud qui est malade et détient un revolver. Bahia lui demande de disperser la police. Elle rejoint Mahmoud dans un couloir. Un travelling arrière montre qu'elle est en train de l'emmener progressivement vers le lieu où se cache la police en le persuadant de partir en voyage comme il en rêvait pour faire le tour du monde à bord d'un bateau véritable. Elle l'invite au voyage vers la liberté, la mer, son seul salut.

L'éthique du peuple que représentent Bahia, Mahmoud et leur entourage, illustrée en son *off* par des extraits de leur jeu favori de vérité, qui renvoie à leurs valeurs de sacrifice et d'amour ainsi qu'à leur conception de la vérité et de l'authenticité, accompagne la marche de Bahia et Sayed vers le lieu où se trouve la police. « Sayed, l'interpelle Chérifa, les larmes aux yeux. Pourquoi as-tu fait ça ? Je t'ai toujours aimé, je t'attendrai.» Sayed se dirige vers le fourgon de police qui l'attend et annonce à la foule qu'au bout du voyage il ne se retrouvera qu'en face de lui-même. La porte du fourgon se referme. Bahia et Chérifa, cadrées en face de la vitre, l'interpellent : « Mahmoud », « Sayed ». Cela dénote qu'il incarne le dualisme entre ces deux identités et leurs valeurs qu'il doit résoudre en faisant primer l'une sur l'autre. De cette résolution dépend le choix de l'honnêteté,

du sens du devoir envers autrui ou, inversement, de l'égoïsme, ainsi que l'illustre l'ultime confrontation des deux identités à l'intérieur du fourgon. « Quand je me retrouve en face de toi, j'ai envie de me saouler, dit Mahmoud, habillé en matelot. - Je suis la loi et l'ordre, réplique Sayed, habillé en complet et cravate. - Non, tu es le leurre et le mensonge », riposte vivement Mahmoud. Un gros plan montre deux mains, présumées être celles de Mahmoud, serrées autour de la gorge de Sayed, essayant de l'étrangler. Ce dernier appelle un policier à son secours. On en déduit que c'est le choix de l'authenticité, de l'honnêteté et du sens de la responsabilité envers autrui qui triomphe in extremis. Le film s'achève sur un gros plan du signal d'alarme fixé sur le toit du fourgon de police, accompagné de l'habituel sifflement de l'air inquiétant. Le message final est, par conséquent, la mise en garde de la société contre la présence en son sein de dangers potentiels et redoutables pour son équilibre et sa survie.

À présent, il est d'un grand intérêt d'apprécier à leur juste valeur les révélations par le film des traits de la société et du caractère de son système politique que nous avons tirées de son analyse.

1. CODIFICATION DE L'ACTION POLITIQUE PAR UN SYSTÈME POLITIQUE NÉO-PATRIMONIAL

Nasser avait promis deux choses à son peuple, en 1956, à la suite de l'agression tripartite, et en 1962 : un développement économique rapide, gage de prospérité, et la puissance militaire qui empêcherait que le pays ne connaisse, à nouveau, la honte de la défaite de 1948 dans la Première Guerre de Palestine et la montée de la corruption interne.

La chute de l'ancien régime avait été déterminée par trois événements : grèves et émeutes de 1946 à 1948 qui dressent l'université contre le régime, défaite

de 1948 dans la Première Guerre de Palestine et guérilla populaire contre les troupes étrangères en 1951. Le mouvement nationaliste de 1919 vient de renaître, radical et révolutionnaire ; il menace tant d'intérêts qu'il est brisé par le grand incendie du Caire, le 26 janvier 1952, par lequel on tentait de discréditer l'opposition. La police laisse faire. Mais le trône fragile et sans prestige ne peut redresser la situation. La scène politique est vide et le roi seul. Une unique force restait en lice : l'armée. Le Comité des Officiers libres prend le pouvoir sans aucune résistance, le 23 juillet 1952. Trois jours plus tard, le roi abdique, et quitte l'Egypte. En quelques années cette poignée de colonels va transformer le destin de l'Egypte et du Proche-Orient.

Les deux premières années de pouvoir, les Officiers libres hésitent entre un système constitutionnel et un système rationnel qui a naturellement les faveurs de ces militaires, férus d'ordre et de discipline. D'autant que l'importance des déséquilibres économiques appelle des solutions urgentes. Dissolution des partis politiques le 16 janvier 1953, instauration de la république le 18 juin, Nasser à la présidence le 14 novembre 1954 : c'est le triomphe de la république des colonels dont le soutien est constitué par 250 Officiers libres qui s'adjugent les postes clés. Le régime restera à jamais marqué par le sens de la hiérarchie et l'esprit de commandement, le paternalisme et la distance vis-à-vis du peuple.

Néanmoins, les pressions extérieures et les contraintes du sous-développement vont transformer la volonté de changement du régime en une formidable force révolutionnaire. Le nassérisme, identifié à l'indépendance et au socialisme, s'engage dans la voie du développement économique. Le 9 septembre 1952, la première loi de réforme agraire limitant la propriété agricole à 300 feddans* supprimait la classe des grands propriétaires et renforçait l'adhésion de la paysannerie à la Révolution. Pour préserver les eaux du Nil de la dilapidation,

* 1 feddan = 42 ares.

Nasser va s'en donner les moyens : « Le canal paiera pour le barrage », lance-t-il, le 26 juillet 1952, en nationalisant la Compagnie Universelle du canal de Suez (Baïta, Rulleau, 1982). Le lancement du Haut-barrage d'Assouan annonçait une voie de développement fondée sur la technique. Et le secteur privé ayant failli dans la mission d'industrialisation que lui avait confiée le gouvernement en 1955, le pouvoir va directement mettre en œuvre des hautes technologies par l'intermédiaire d'une bureaucratie modernisante à partir des grandes nationalisations de 1961-1962. Mystique de l'acier, croyance aux vertus de la science et de la planification, l'Egypte construit, inaugure et bâtit.

Néanmoins, dans un contexte de sous-développement, l'activité des hommes ne se planifie pas aisément. Si juin 1967 porte la marque de l'impérialisme, les causes externes de la défaite ne sauraient masquer les carences de l'expérience. Le régime nassérien n'a pas pu échapper à une direction autoritaire des hommes et de l'économie par un Etat tout-puissant et un parti relais, l'Union socialiste arabe, entre le chef et la nation. La Constitution de 1964 a, en effet, accentué la concentration du pouvoir et la pratique politique sa personnalisation. Or l'Union socialiste arabe, fer de lance de la nouvelle société créée, le 7 décembre 1962, n'a jamais mobilisé les masses. Il a manqué un dynamisme collectif. D'autant que, derrière ce qui fut une expérience étatique et non pas vraiment socialiste, se constitua ce que l'on nomma bientôt la nouvelle classe. En 1967, 80 % des ruraux se partageaient 15 % du revenu agricole et 5 % en recevaient 65 %. Capitalisme agraire florissant, élite administrative au faîte du pouvoir, ancienne et nouvelle bourgeoisie dont les activités de construction et de négoce sont prospères, telle fut la nouvelle classe (Mirel, 1982). Il convient ici de faire la distinction entre l'action politique et l'action administrative. L'action politique est opposée à l'action administrative malgré leur étroite liaison. La première opère au niveau de la décision et des « programmes » plus ou moins explicitement formulés,

la seconde au niveau de l'organisation et de l'exécution. L'une se définit par le pouvoir, l'autre par l'autorité. Ce centrage sur la décision et l'exécution se trouve dans les textes anciens de D. Easton, théoricien des systèmes politiques d'abord considérés comme l'ensemble des « activités qui impliquent la prise de décisions intéressant la société globale et ses subdivisions majeures » (Easton, 1959)

En ce sens, c'est la puissance corruptrice de cette nouvelle classe qui rejeta le socialisme par l'extension du clientélisme au système politique. En renversant le rapport parti unique/administration au profit de cette dernière, elle a brisé le monopole d'un pouvoir en voie de radicalisation idéologique en 1964-1965.

L'extension du clientélisme aux systèmes politiques modernes nous replace dans le contexte du néo-patrimonialisme où on ne peut le tenir pour un simple adjuvant mais où il constitue la base essentielle des rapports entre le centre et la périphérie. Il tend alors à pallier les insuffisances tant du marché politique - si tant est qu'il existe - que la distance qui sépare le centre du « pays réel », l'élite politique de l'ensemble des masses : il devient alors la condition nécessaire d'accès aux institutions centrales des individus et des groupes qui composent la périphérie, l'enjeu des stratégies d'ascension sociale.

Le néo-patrimonialisme et le clientélisme tendent à unifier quelque peu les modalités des systèmes politiques du Tiers-Monde. D'abord en donnant naissance à des pratiques politiques autoritaires qu'on ne peut pas envisager seulement comme des variantes, parmi d'autres des processus de modernisation (Waterbury, 1975, Gellner, 1977). Au lieu de ramener l'autoritarisme à la seule pratique de l'exclusion et de la dépolitisation, il convient de partir de la conception plus vague mais plus exacte d'un « pluralisme limité » telle qu'elle est développée par J. Linz (1975), qui a notamment pour avantage d'intégrer dans cette catégorie

les systèmes de mobilisation d'inspiration charismatique ou idéologique. L'autoritarisme apparaît le lot des sociétés du Tiers-Monde en ce que celles-ci reposent sur une construction du politique qui vient nécessairement restreindre les choix opérés par les acteurs.

Cette restriction des choix et des demandes apparaît au travers du corporatisme qui permet à l'Etat d'organiser, entre autres, la mobilisation populaire par le biais d'organisations contrôlées par lui et dotées de moyens d'action limités et surveillés comme c'est le cas de l'Union socialiste arabe en Egypte. Les rapports entre l'Etat et le peuple obéissent, en toute hypothèse, à une logique de cooptation et non de représentation. La fonction de réforme s'accomplissant du haut vers le bas, l'Etat égyptien, en butte au problème du sous développement, exposé aux dangers de surcharge de demandes, n'a d'autre alternative que de choisir entre un endettement de plus en plus dramatique et un contrôle de plus en plus serré des mécanismes conducteurs des demandes.

Compte tenu de l'inexistance d'un véritable marché politique, les systèmes politiques néo-patrimoniaux tendent à s'organiser essentiellement sur la base d'interactions entre bureaucraties, les conflits politiques tendant à se limiter à des tensions entre rôles bureaucratiques. Contrairement à ce qu'on observe en Occident, ceux-ci ne sont pas équilibrés par le contrepoids d'un pouvoir local qui ne dispose pas d'une capacité suffisante d'autofinancement. Ils ne sont pas davantage contenus par des groupes d'intérêts, tels la nouvelle classe dont l'existence fut révélée en Egypte en 1967, qui n'en sont souvent que le simple produit, ni par le Parlement doté de pouvoir formel et constitué de représentants qui ne disposent pas de la ressource essentielle de décider des finances de l'Etat.

D'où l'étroite fusion qui s'instaure dans la logique même du néo-patrimonialisme entre l'administration chargée de l'exécution, des décisions et des

programmes et la bureaucratie, la première se fixant comme finalité à son action administrative leur commune protection.

Dans l'optique de cette stratégie, la plupart des élites se trouvent captées par les bureaucraties, de manière, d'une part, à éviter la constitution d'une élite concurrente, et d'autre part, à instaurer tout un réseau clientélaire confortant la domination du personnel détenteur du pouvoir politique. L'exemple de l'Egypte nassérienne est de ce point de vue éloquent, puisque chaque diplômé de l'enseignement supérieur devait intégrer les administrations d'Etat. Cette pléthore bureaucratique a plusieurs effets : la difficulté de mettre en place une société civile structurée dotée de son propre personnel, une surcharge de l'administration grevant son fonctionnement, une soumission du rôle bureaucratique à son titulaire ce qui aboutit à un desserrement du contrôle institutionnel sur les pratiques individuelles du pouvoir.

De même, le caractère essentiellement politique des élites s'impose comme autre caractéristique des systèmes politiques du Tiers-Monde, qu'il s'agisse d'une élite intellectuelle dont la promotion s'est trouvée assurée dans le contexte de mobilisation qui a marqué le processus de décolonisation (*Le choix*, 1971), ou qu'il s'agisse d'une élite directement issue des appareils bureaucratiques en construction ayant transité par l'administration coloniale (*La terre*, 1970). Dans un cas comme dans l'autre, domine une compétence strictement politique, marquée par la capacité de manipulation de symboles et bien souvent par une prétention à l'exercice d'une domination personnelle, voire charismatique. À la limite, on assiste à une inversion du modèle occidental de développement : les ressources politiques l'emportent sur les ressources économiques, les premières se révélant même capables par leur accumulation de favoriser l'obtention des secondes.

2. DÉVIATION DES IDÉAUX RÉVOLUTIONNAIRES

Cette transformation des rapports au sein de la direction politique explique le développement politique de l'Egypte nassérienne évoluant d'un système politique « incorporant », de type populiste, à un système politique « excluant », de type bureaucratique autoritaire.

Le premier correspond à des moments de nationalisme révolutionnaire, de coalition entre les forces sociales pour la promotion d'une politique d'industrialisation, pour le développement économique, gage de prospérité et de protection contre l'extérieur dictées par la Charte révolutionnaire.

Le second correspond à une politique d'austérité, de répression et d'alliance par intérêt entre bureaucrates et groupes d'intérêts parasites. L'élite politique étant confinée dans une position de client, le centre du système politique confisqué dès lors et monopolisé par l'administration bureaucratique, qui transforme le pouvoir en prérogative personnelle et organise à elle seule par sa domination l'action politique et sociale, produisent le discrédit des systèmes représentatifs du régime et la mise en cause de sa légitimité.

La légitimité permet de distinguer les catégories de commandement ou d'influence admissibles eu égard aux idéaux révolutionnaires et aux valeurs communément intériorisées. En matière politique, la légitimité démocratique, qui nous intéresse ici, permet d'introduire un principe de sélection entre les institutions qui méritent déférence (pouvoir d'influence) ou obéissance (pouvoir d'injonction).

3. MENACE EXTÉRIEURE ET NÉCESSITÉ DE RÉFORMES

La défaite de 67 a donc joué également un rôle de révélateur des contradictions inhérentes à l'expérience tentée par l'Etat. Pour le peuple, c'est à Nasser que les conquêtes sociales et les succès sont associés, les aspects négatifs et l'échec militaire étant imputés au « système », à l'entourage incompétent et corrompu qui abuse le rais. Ce qui lui est accordé en juin 1967, c'est une sorte de confiance retenue : oui à Nasser mais que le nassérisme se réforme.

Lorsque l'environnement se révèle hostile, du fait de l'agression de sociétés étrangères, menaçant sa sécurité et sa souveraineté, la société, pour reprendre la problématique de l'historien britannique Toynbee (*L'histoire. Essai d'interprétation*, 1951), se trouve confrontée à un défi ; il lui faut mettre en place une « riposte » qui suppose une mobilisation accrue de ressources sociales. Une spécialisation minimale de la fonction « militaire » s'opère qui, de proche en proche, exige une division sociale plus poussée des tâches de production et de protection.

Le 27 juillet 1967, le rais déclarait : « Il faut traduire dans les institutions l'élan populaire des 8 et 9 juin. » Et en annonçant la liquidation de la « position de force » que constituaient les *Moukhabarat*, le service de renseignements, véritable Etat dans l'Etat, Nasser levait le masque de crainte et de suspicion qui avait lentement couvert l'Egypte. Il reste pourtant prisonnier de son groupe et du système, incapable de combattre cette « classe politico-militaire » dont il dit, le 3 mars 1968, à Helouan, qu'elle « était allée jusqu'à confondre la révolution et le pouvoir, et celui-ci signifiait à ses yeux apparat et profit », soulignant par là les normes corruptrices du système. Le peuple demandait des

idées forces, il lui promet une constitution pour « codifier la révolution ». Il appelait de ses vœux un autre mode de gouvernement. Nasser décide d'asservir le Secrétariat général du parti.

Pour actualiser les idées et les promesses du nassérisme en 1967, écrivait Mme Mahfouz Al-Kosheri dans sa thèse, il faudrait à la fois « permettre l'accès des socialistes authentiques aux postes clés » afin de « remplacer les opportunistes et les bureaucrates » et instaurer une « démocratie fonctionnelle qui se libère des vieilles tentatives pharaoniques qui vont du paternalisme à l'autoritarisme » (Al-Kosheri, 1971). Rien de semblable ne sera mis en œuvre et le système se perpétuait. Le combat pour libérer le Sinaï occupé va occulter les problèmes en tenant seul toute la scène politique. Nasser réagit par un nouveau discours-programme le 30 mars 1968. Une troisième réforme agraire sera lancée peu après ainsi que la nationalisation du commerce de gros. Mais la libération des territoires occupés primera sur le socialisme et la regénération du régime. Les contraintes de la guerre et l'allocation d'une grande partie de l'économie nationale à son profit autorisaient-elles un autre choix ?

En qualité de Vice-président, Sadate succède à Nasser, emporté par une crise cardiaque en septembre 1970, conformément au choix du Conseil du peuple et à l'approbation populaire par référendum, le 15 octobre. Président, sans « panache ni presuge », il couronne un fragile équilibre économique. Il propose avec son Premier ministre, le 20 octobre 1970, son programme devant les députés. La population y découvre une baisse de prix de certains produits de consommation, bien des fonctionnaires recevront des promotions et des milliers de séquestres seront levés, le 28 décembre. Sadate, observant une prudence et une modération au début de son mandat, veut à présent faire figure de successeur sérieux. Il reste malgré tout prisonnier de la direction politique sous laquelle son autorité ne peut s'affirmer. Il n'avait déjà pas obtenu sans peine cette levée de séquestres face au

Président du Conseil du peuple, Labib Chouker, qui y voyait une remise en question des mesures socialistes.

4. LA DRAMATISATION DE L'ISOLEMENT ET DE LA CORRUPTION DU SYSTÈME PAR LA PATHOLOGIE

La fonction de la pathologie, telle que la développe le film à travers le personnage de Sayed qui représente le système, révèle davantage. En premier lieu, les pièges qui menacent tout pouvoir : ceux des besoins, des calculs et des manipulations impliquées dans la dynamique politique, ceux de l'enfermement du système sur lui-même qui peuvent le conduire à l'exercice d'un pouvoir autoritaire et arbitraire ou à la fuite en avant qu'illustre le schisme dans le film, voire la folie dont le répertoire shakespearien, maintes fois invoqué par Sayed, en a fait un mouvement essentiellement dramatique.

En second lieu, les limites que le pouvoir et son ordre imposent à la vérité : le malade ou le fou brise les apparences, mais seulement par le jeu de la vérité, qui autorise l'ironie sur le système, et de la transgression, prévenant la colère du système et sa foudre ; il rappelle ainsi que chaque société définit sa logique de maintien en l'état, les vérités qu'elle tolère (Balandier, 1980).

5. L'ÉCLATEMENT DU POLITIQUE ET LA QUESTION DE LA RELÈVE

L'éclatement du scandale du changement d'orientation, de la déviation du système et de la faiblesse de ses représentants (Sayed) a lieu, dans le film, dans la rue, en présence de la masse, du peuple. Cela a l'avantage de soulever la question de la relève politique : quelles forces sociales pourraient-elles régénérer la

mobilisation sociale, radicaliser le mouvement de réformes et le développement économique à même de préparer la guerre de libération, de garantir la survie de la nation et la protection de son intégrité contre une nouvelle tentative d'expansion territoriale de la part des troupes de l'ennemi occupant le Sinaï ? La réponse à cette question ne pourrait venir que de la base populaire, face au vide politique régnant, ainsi que l'atteste le film *Fais attention à Zouzou* (1972) que nous analysons dans le chapitre suivant.

Bibliographie

Al-Kosheri (M), 1971, *Socialisme et pouvoir en Egypte*, P [illegible], LGDJ.

Al-Nahas (Hachem), 1971, *Revue du Club du cinéma*, n° 12

Balandier (G.), 1980, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland.

Balandier (G.), 1982, « L'anthropologue et les inégalités », in Kellerhals (Jean), Lalive d'Epinay (Christian), *Inégalités - différences*, Berne, Peter Lang.

Balta (P.), Rulleau (C.), 1982, *La vision nassérienne*, Paris, Sindbad.

Easton (D.), 1959, « Political anthropology », in Siegel (B.), *Biennal Review of Anthropology*.

Francis (Youssef), 1971, « Entre l'approbation et le refus », quotidien *Al-Ahram*, 19 mars.

Gellner (E.), 1977, « Patrons and clients », in Gellner (E.), Waterbury (J.), *Patrons and clients in Mediterranean Societies*, Londres, Duckworth.

La Nouvelle Revue Française, 1971, Paris, article de Claude Michel Cluny.

Lapierre (J.W.), 1977, *Vivre sans Etat ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale*, Paris, Seuil.

Lemarchand (R.), Legg (K.), 1972, « Political clientelism and development . a preliminary analysis », *Comparative politics*, janvier.

Linz (J.), 1975, « Totalitarian and authoritarian regimes », in Greenstein (F.), Polsby (N.), *Handbook of Political Science*, vol. 3, p. 174-411.

Murel (Pierre), 1983, *L'Egypte des ruptures*, Paris, Sindbad.

Nalloy (J.), 1977, *Authoritarism and corporatism in Latin America*, University of Pitsburg Press

Sfez (L.), 1978, *L'enfer et le paradis. Critique de la théorie politique*, Paris, PUF.

Waterbury (J.), 1975, *Le commandeur des croyants*, Paris, PUF.

CHAPITRE III

FAIS ATTENTION À ZOUZOU
INQUIÉTUDE POUR L'AVENIR ET RÉACTION DE LA JEUNESSE ESTUDIANTINE

Les enjeux centraux que nous avons étudiés dans les deux chapitres précédents, *La terre* (1970) et *Le choix* (1971) : la crise de la légitimité du système politique produite de son échec et la nécessité d'assurer la relève politique pour préparer la guerre de la libération, sont traités dans le film *Fais attention à Zouzou* (1972) d'une manière démagogique et mystificatrice qui ne sélectionne de leur contenu social qu'un enjeu secondaire allant dans le sens de la logique rationaliste du nouveau régime.

La presse nationale reconnaissait unanimement que ce film constituait un phénomène du fait de son succès incontestable, confirmé par son entrée dans sa cinquantième semaine de projection et les résultats du guichet (*box office*) (*Al-Ism*, 1973). Néanmoins, son succès phénoménal a suscité des controverses quant à son style de comédie musicale à caractère commercial et son traitement des problèmes de la jeunesse de cette époque. Ce qui a pour avantage d'indiquer son rapport implicite avec le contexte politique et social caractéristique de la société égyptienne à ce moment précis de son histoire. Le succès de la comédie musicale, des chansons populaires conçues par l'écrivain, caricaturiste, poète, Salah Jahine et l'interprétation remarquable du rôle de Zouzou par la comédienne Souad Hosni priment sur la définition réaliste des véritables enjeux qui marquent l'ambiance universitaire et radicalisent le mouvement des étudiants à cette époque, comme le

précisent certains critiques (*Sabah El-Kheir* et *Rose Al-Youssef*, 1972). D'autres soulignent, d'une part la consécration par le réalisateur du film, Hassan Al-Imam, de son épopée favorite de la danseuse du ventre qui lutte contre la société réactionnaire et oppressive des aristocrates par un apport quelque peu original au personnage de la danseuse ; l'association du statut d'étudiante à l'université à celui de danseuse, et d'autre part, le retour à l'écran du vieux mythe de l'aristocrate qui transgresse les barrières de sa classe par amour d'une jeune fille issue des couches inférieures et défavorisées de la société (*Al-Isaa* et *Rose Al-Youssef*, 1972). Qu'elles soient divergentes, ces critiques éclairent le caractère démagogique que revêt ce film.

Résumé de l'action

Zouzou, une jeune fille, originaire d'un quartier pauvre et antique du Caire mène de front deux luttes : elle travaille avec sa mère, une « Almaa* », pour l'aider financièrement et étudie en faculté de lettres pour obtenir un diplôme à même de lui garantir un emploi dans la bureaucratie et de l'aider à transcender la condition de sa classe défavorisée. Elle rencontre un professeur d'art, metteur en scène de théâtre, appartenant à l'aristocratie minoritaire et riche. Ils s'entichent l'un de l'autre et leur amour bouleverse réciproquement leurs vies. Des obstacles et des péripéties se mettent en travers de leur alliance.

Analyse

Le film s'ouvre sur un championnat de course entre dames organisé à l'université. Une jeune fille nommée Zouzou, acclamée par ses camarades, devance

---

* Danseuse de noces, de cérémonies, en général, qu'elle anime par la danse du ventre accompagnée de chansons populaires.

ses concurrentes et remporte la coupe du championnat qu'elle exhibe avec fierté. Des camarades la félicitent. Dans un coin latéral, des étudiants membres d'un comité intitulé « l'Action positive » dépêchent une camarade, Salwa, pour réaliser un reportage exclusif sur Zouzou afin de le publier dans leur journal mural. Ils s'assoient sur la pelouse et entament la rédaction de l'introduction du reportage sur un grand papier. « Grâce au Comité de l'Action positive, dit l'un d'eux, a été révélé le talent sportif de Zouzou qui a remporté la coupe du championnat honorant notre faculté. Et ce en favorisant sa participation aux cours qu'elle suivait rarement, aux conférences et aux compétitions de l'université. » C'est vrai, je ne la voyais qu'au moment de l'examen de la fin de l'année », argumente un autre.

Derrière le rideau d'une cabine de douche, Zouzou répond aux questions de Salwa sur les causes de sa réussite au championnat. « Parce que j'aime les chansons de Abdel Wahab* », dit-elle, caricaturant le style habituel des reportages. « Sois sérieuse, lui dit Salwa. C'est de la presse. - Tu veux la sérosité ou la presse », ironise Zouzou en ouvrant légèrement le rideau. « La presse peut parfois être sérieuse », réplique Salwa, saisissant le sens de la remarque de Zouzou sur la presse. Celle-ci révèle, au fur et à mesure de la progression des interrogations, ses objectifs : obtenir avec haute mention son diplôme de licence, se prévaloir d'un poste dans l'administration pour n'exercer aucune activité et se marier par amour. Elle met l'accent ainsi sur l'inertie de l'administration publique. Salwa l'interroge sur les valeurs où elle puise son assurance en elle-même et sur l'exercice sportif produisant sa réussite au championnat. « Le travail, l'obstination et l'ambition. Je m'exerçais aussi à la course en essayant de prendre, quotidiennement, les transports en commun », répond Zouzou en riant. Cette séquence a pour effet de définir le caractère et les qualités que possède Zouzou : atouts nécessaires pour réussir.

---

*Acteur, chanteur, compositeur, réputé en Egypte et dans le monde arabe.

Dans la séquence suivante, le Comité de l'Action positive commente en riant l'article de Salwa sur Zouzou. Il souligne l'humour sarcastique de celle-ci, en face de son journal mural et en sa compagnie. Habillée en robe rouge, Zouzou souscrit au commentaire en riant. Un membre du comité la met en garde contre un comité d'opposition, situé en face d'eux. Zouzou décide de l'affronter.

Dans le journal mural, à caractère religieux, du comité d'opposition, intitulé « le Chemin droit », figure un poème discréditant la réussite de Zouzou au championnat. Un gros plan révèle son titre : *La coupe du déshonneur*. On découvre la posture rigide de l'auteur du poème, leader de ce comité, nommé Omran. Zouzou reconnaît son droit de contester sa réussite, faisant preuve, à son opposé, de maturité mentale et sociale. Omran scande, dans un style théâtral, sous les regards de Zouzou et ses camarades, les valeurs d'épuration et de réforme d'inspiration religieuse et résume le contenu de son poème en ces te[illegible] « Le public universitaire s'est délecté à la vue des charmes de la championne qui dévoile son *short*. Quant à nous, nous avons obtenu la coupe du déshonneur.»

S'enchaîne à cette séquence, en voix *off*, le cri « non » qui ouvre la suivante. Cri repris et répété par la masse d'étudiants qui dévale l'escalier de l'enceinte de la faculté pour rejoindre Zouzou. Celle-ci est cadrée en face du journal de l'opposition où figure en gros caractères le titre *La coupe du déshonneur*. « Non, non, non, répètent les étudiants. Cette coupe nous l'avons remportée grâce à nos efforts et nos mérites.» Un travelling vertical vers le haut montre Zouzou portée sur les épaules des étudiants, qui montent les marches pour la déposer à leur sommet. Le spectacle spécifique de la comédie musicale commence. Ils répètent tous dans un style musical : « Nous, les étudiants, filles et garçons, nous partageons les valeurs nobles du travail, de l'effort et la volonté d'apprendre. Nous avons appris à dire oui, mais la meilleure leçon que nous avons retenue de l'enseignement universitaire est de dire non, non, non.» Un gros plan du visage de

Omran reproduit sa désapprobation. Un plan moyen montre les journaux muraux des divers comités d'étudiants alternant tels les pages d'un journal, en affichant leurs intitulés respectifs et leurs différentes formes esthétiques ; l'Action positive, la Liberté, l'Art. Les louanges de leurs rédacteurs valorisant la réussite de Zouzou les accompagnent, en voix *off*. Un membre de l'Action positive remet solennellement à Zouzou la couronne de la reine de la beauté attribuée par les étudiants. Celle-ci la refuse et descend modestement les marches. Des travellings horizontaux et verticaux se succèdent montrant des étudiants qui défilent au bas de l'escalier et sur les marches. Leurs postures droites et l'harmonie de leurs gestes reproduisent les défilés militaires. Zouzou monte à nouveau les marches. Au sommet, un étudiant lui pose sur la tête une couronne en papier intitulée « couronne de la fille exemplaire ». Elle l'accepte avec fierté. Il convient de noter ici que l'enceinte de la faculté, la fameuse coupole et la cour de l'université, lieux de l'action des étudiants, définissent les caractères de l'Université du Caire où s'est constitué le mouvement estudiantin qui a provoqué le bouleversement de la vie nationale. Derrière les apparences de l'entreprise de valorisation de Zouzou, objet de l'alternance de ces deux dernières séquences, se dissimulent des traits marquants, en relation avec des événements se déroulant, simultanément, dans la réalité. Le 29 avril 1971, le nouveau chef d'Etat, Sadate, est désavoué par le parti de l'Union socialiste sur son projet de confédération. Il réagit, le 2 mai, destituant Ali Sabri, Vice-président et membre du Comité Exécutif du parti, ancien Premier ministre et Secrétaire général de l'Union. Le 13 mai, il destitue Charaoui Gomaa, ministre de l'Intérieur depuis 1966, l'homme fort du régime, qui contrôle la sécurité nationale. Protestant contre ces mesures, cinq ministres, membres influents de l'Union socialiste arabe, démissionnent. Sadate déclare, aussitôt, sur les ondes ces démissions et, dans la nuit même, remplace les ministres. Cette opération, qui lui permet de placer des hommes de confiance à tous les postes clés, lui confère le leadership. Anouar El Sadate devient véritablement le Président et annonce, le 15

mai, « des élections libres, de nouvelles institutions et un nouvel Etat ». La destitution de MM. Sabri et Daoud, un homme de confiance de celui-ci, entre autres, marque l'arrêt du socialisme nassérien et la prééminence de l'Etat sur le parti. Mais, la dénassérisation alors engagée et la chute des personnalités importantes par la « révolution du 15 mai », dont Sadate qualifie son mouvement de mai 1971, n'apportent rien de nouveau d'autant que le pays traverse une crise profonde. Les réformes s'essoufflent et l'espoir fait place au désenchantement. En décembre, le doute s'installe. Déclarée décisive par Sadate, l'année 1971 s'achève sans que la guerre de libération ait été livrée. Hésitant et paralysé, le gouvernement ne parvient ni à « mobiliser toutes les potentialités au service de la bataille ni à créer une économie de guerre par une politique d'austérité. La nation perd confiance et le front intérieur se fissure de toutes parts provoquant une véritable crise de régime » (Mirel, 1982).

Pour que cette crise éclate, il manquait une étincelle. Ce sera le discours du chef de l'Etat, le 13 janvier 1972, au cours duquel il tentera de justifier l'inaction de son gouvernement pendant l'année écoulée par le « brouillard politique » que la guerre indo-pakistanaise avait provoqué. Selon certains historiens, « il était impensable que l'allié soviétique s'occupât à la fois des événements d'Extrême-Orient et de ceux du Moyen-Orient » (Shoukri, 1979, p. 132). L'image va faire fortune à l'université où règne déjà une certaine agitation en raison du remplacement du gouvernement libéral de Mahmoud Faouzi par le cabinet un peu répressif d'Aziz Sedki. Affiches, *nokat* (histoires populaires sarcastiques) et caricatures raillent ce pouvoir « nébuleux », pris dans les « brumes » d'un régime faible et indécis. Les journaux muraux abondants dans le film, les racontars sarcastiques, l'agitation universitaire, qu'illustrent les défilés des étudiants et les parades simulant les parades militaires, la tenue rouge de Zouzou : couleur de la révolution, et enfin l'explosion verbale, que transcrit le terme « non » maintes fois répété par les

étudiants, indiquent implicitement la montée dans la réalité de la grondeur révolutionnaire contre le régime.

Le journal mural à côté des journaux vendus ou distribués est une forme spéciale et gratuite d'information des masses et d'appel propagandiste à la mobilisation et à la participation : le journal mural qui est fabriqué par les membres mêmes de la collectivité à laquelle il s'adresse, ici les étudiants, est affiché dans les lieux d'action habituelle de ceux-ci, la cour et l'enceinte de l'université. Il utilise souvent la caricature, la satire, mais aussi l'expression poétique. Cette forme de mobilisation démocratique par parole écrite est un moyen d'accéder plus efficacement à la sensibilité des masses étudiantes qui intègrent dans leur composante des couches issues de la base populaire, vu qu'elles prêtent plus volontiers et avec plus de confiance leur attention à la parole de ceux qui leur sont proches par des contacts quotidiens. Ainsi se répandent par ces canaux de communication les mots d'ordre correspondant aux besoins aigus d'une population et d'une époque (Tchakhotine, 1952). Tel était le mode de mobilisation caractéristique de l'époque précédant la révolution de juillet 1952.

Le 18 janvier 1971, des milliers d'étudiants dénoncent « l'incohérence d'un pouvoir incapable de se définir et qui devient prisonnier de ses contradictions ». Le 23 janvier 1972, une assemblée générale des étudiants du Caire refuse « une solution politique au conflit ». Des tracts circulent et la population s'informe. Le 24 janvier 1972, la police investit l'université et procède à 1 500 arrestations. Cela déclenche des heurts violents avec les forces de l'ordre pendant deux jours dans les rues de la capitale. Le gouvernement démobilise le mouvement à la fois par le dialogue et les arrestations. Il n'est pas brisé pour autant : le 23 mars, 141 ouvriers seront arrêtés et 200 blessés par la police. De plus, le mécontentement atteint l'armée. En juillet 1972, des officiers sont arrêtés pour avoir demandé une action contre Israël et, en octobre, 1 300 officiers et

soldats subiront le même sort pour « tentative de complot », au moment même où le limogeage du général Mohamed Sadek, ministre de la Guerre, accroît la grogne des militaires. Les étudiants avaient ouvert une brèche dans le régime, le Président ne pouvait plus reculer devant l'option militaire (Mursi, 1983).

Comme nous pouvons le constater, « le film est débordé par son contenu », les premières séquences étant marquées par un rappel implicite ; la montée de la tension sociale due au mouvement estudiantin et national, bouleversant la société et définissant clairement ses revendications.

Les membres du Comité de l'Action positive et Zouzou se séparent au seuil de la faculté sur la promesse de célébrer sa victoire au championnat chez Salwa. Un travelling avant montre le quartier populaire où habite Zouzou ; cafés, petits commerces artisanaux, musiciens, et la popularité dont elle y bénéficie. Zouzou pénètre dans son appartement, portant sur la tête la couronne de la fille exemplaire. Elle demande aux danseuses Bissa et Bataa ainsi qu'à sa mère, Naima Almazeya, et l'époux de celle-ci, Chalabi, de la féliciter pour son succès. Sa mère se moque de sa couronne en carton, sans valeur monétaire, soulignant la précarité économique de leur situation. Zouzou affirme qu'elle revêt pour elle une valeur symbolique lui valant l'estime de ses camarades. Sa mère lui demande de se reposer pour se préparer à la célébration d'un mariage, le soir. Zouzou l'implore de la dispenser d'y participer, arguant qu'elle doit assister à une cérémonie organisée en son honneur par ses camarades. Sa mère conteste ses tentatives fréquentes d'échapper à la danse de noces de crainte que ses camarades ne la voient. Elle met l'accent en outre sur l'opposition croissante entre le travail : nécessité vitale pour le groupe, et les études de Zouzou. Qu'elles puissent être une assurance pour l'avenir de celle-ci, ces études demeurent secondaires par rapport aux besoins économiques du groupe. « Quelque chose a changé en moi, argumente Zouzou. J'ai besoin de vivre comme les jeunes filles de mon âge.» Celle-ci étant la vedette de la danse de

noces, sa mère lui ordonne avec fermeté d'y participer. Elle annonce alors à ses camarades, par téléphone, qu'elle ne peut pas participer à leur cérémonie, arguant que sa mère est malade.

Dans la séquence suivante, Chalabi anime la cérémonie du mariage, chantant la chanson vedette d'où le film tire son titre : « Fais attention à Zouzou, dit-il. Écoute sa chanson, comprends sa signification, ses paroles te seront utiles.» On décèle dans cette chanson un appel significatif à suivre l'exemple de Zouzou. Celle-ci fait son apparition sur la scène, vêtue d'une robe excentrique. Encadrée par Bissa, Bataa et l'orchestre traditionnel, Zouzou répète la chanson et anime la cérémonie, sous le regard complice de sa mère. Elle exécute, ensuite, la danse du ventre, habillée en costume de danse érotique. Un plan large montre l'engouement de la gente masculine pour cette danse. Un homme en état d'ivresse avancée se précipite vers Zouzou et tente de l'embrasser. Les musiciens interviennent pour l'écarter. Une querelle se déclenche où participe la foule. La cérémonie du mariage tourne à une catastrophe, illustrant ainsi les désavantages et l'humiliation inhérents au métier de danseuse.

Dans l'appartement, le conflit entre Zouzou et sa mère s'exacerbe. Celle-là conteste ce métier et la diffamation qui en constitue le risque. Almazeya réprimande vivement Zouzou, lui rappelant, à nouveau, que ce métier est leur unique moyen de subsistance. « Pour qui te prends-tu ? L'interroge Almazeya. - Pour la fille exemplaire », ironise Chalabi, tenant sa couronne en main. Devant l'obstination de sa mère et l'ironie de son époux, Zouzou décide de rompre avec ce métier quel que soit l'aboutissement. Le drame survenu dans la cérémonie de mariage a pour avantage de radicaliser sa volonté de changer de statut et de condition.

À un plan moyen de Zouzou, étendue sur son lit, s'apprêtant à dormir s'enchaîne une séquence transcrivant l'atmosphère d'un rêve. Zouzou se réveille, comme dans un conte de fées, portant une couronne de fleurs sur la tête et vêtue d'une robe splendide. Elle traverse une pergola. Une musique lyrique l'accompagne et une main se tend vers elle. Le prince charmant apparaît. Zouzou saisit sa main. La musique devient de plus en plus romantique. Ils s'embrassent longuement. Un travelling vertical montre ce prince charmant au sommet d'un escalier. Zouzou monte les marches pour l'atteindre. Ils s'enlacent en descendant les marches et s'embrassent, appuyant le dos contre une colonne qui préfigure celle d'un palais. Cette séquence revêt une dimension à la fois prémonitoire et stratégique, présageant l'évolution des péripéties et le dénouement du film. Elle réunit les éléments nécessaires à la réussite de Zouzou : la transcendance du statut et de la carence économique liés à sa classe défavorisée d'origine et l'alliance par amour avec un homme de rang élevé.

Dans la séquence [illegible]ante, Zouzou se réveille heureuse, sous l'effet du rêve, dans sa chambre. La musique romantique qui régnait dans le rêve l'accompagne. Elle se réconcilie avec sa mère. Dans la rue, Zouzou se heurte à une voiture. Une altercation s'engage entre le conducteur et celle-ci. « Tu t'exerces à conduire, n'est-ce pas ? Qui es-tu ? Dit-elle en colère. Tu devais d'abord apprendre à piloter une voiture avant d'obtenir... » Elle interrompt son discours. Un gros plan montre son visage surpris. Elle découvre que le conducteur de la voiture ressemble au prince charmant qu'elle a rencontré dans son rêve. Le conducteur réplique avec arrogance : « C'est vous qui deviez apprendre à marcher dans la rue avant d'obtenir la licence de circulation.» Il reprend son chemin. Cependant, Zouzou demeure sous l'effet de la surprise au cours du trajet vers l'université. Il convient de souligner ici que l'atmosphère de la comédie musicale autorise le merveilleux, le

miracle, l'irruption du rêve relevant d'un conte de fées dans la réalité. Le souci de vraisemblance en est écarté (Truchaud, 1966).

Les membres de l'Action positive accueillent chaleureusement Zouzou au seuil de la faculté. Elle apprend qu'ils sont conviés à une conférence sur le théâtre que tiendra un professeur, metteur en scène de théâtre, nommé Said Kamel. Un plan large montre les étudiants réunis dans la salle de conférence. Le metteur en scène apparaît, encadré par deux professeurs. Ils s'asseoient. Said Kamel occupe le centre. Les étudiants chahutent et les professeurs leur recommandent de respecter l'ordre. Les questions des étudiants convergent sur l'absence de l'amour dans les pièces de théâtre modernes. Omran, le leader du Comité de l'opposition religieuse, cadré au fond de la salle de conférence, proteste contre le divertissement par le théâtre ou tout autre moyen tel les activités artistiques et les compétitions sportives à l'université. Un gros plan montre le regard de Saïd Kamel désapprouvant cette contestation. Les deux autres professeurs demandent, à nouveau, aux étudiants de respecter l'ordre. Saïd souscrit à cette demande. « Notre nation pourra devenir une des plus grandes nations, si nous respectons l'ordre, observe-t-il. - Notre nation est une des plus grandes nations, s'insurge Omran. Elle est même la plus grande. » Le manque de discipline apparent des étudiants, qu'accentue, en contrepoint, la contestation de Omran, les remarques des professeurs et la liaison que fait Saïd entre le concept de grandeur d'une nation et celui de l'ordre interfèrent, faisant allusion implicitement à l'anarchie révolutionnaire, organisée dans la réalité par les étudiants. Anarchie qui bouleverse la vie nationale dans le but d'imposer à la scène politique la solution militaire pour la libération des territoires occupés. Cependant, il convient de noter que la remarque de Saïd va dans le sens des injonctions du régime. Le 27 février 1972, au cours d'un congrès national du parti de l'Union socialiste, le Président a surpris le pays par deux décisions : il ressuscitait « l'Organisation de la jeunesse » (une institution de l'Union socialiste arabe du

temps de Nasser) et libérait tous les étudiants détenus. Il a retiré ainsi à l'enthousiasme sa chaleur. Il appelait, en effet, les notables du pays « à considérer la patience et le silence ».

Pour mettre un peu d'ordre dans la salle, les professeurs demandent aux étudiants de présenter leurs questions par écrit à Said. Celui-ci remarque une question que lit Zouzou, en voix *off* : « Qui es-tu ? » Elle est intriguée par ce nouvel affrontement avec le prince issu de son rêve. Un échange de regards entre eux indique que Said connaît l'auteur de la question. Il plie le papier sur lequel celle-ci est écrite et le met dans sa poche. L'assistance féminine met l'accent sur la beauté de Said et favorise sa candidature au rôle de jeune premier au cinéma. La conférence s'achève dans une ambiance de détente.

Au seuil de la faculté, Said cherche sa voiture. Zouzou le rejoint et lui indique l'endroit où elle est stationnée. Mue par le besoin d'identifier le prince de son rêve, Zouzou l'interroge : « Qui es-tu ? » Said s'abstient de répondre, soulignant que c'est une question très difficile. Il interroge, cependant, Zouzou sur la raison de son insistance sur cette question et de sa négligence du sujet de la conférence ; le théâtre. Zouzou résume sa philosophie dans ces termes : « Quand quelqu'un me parle, je cherche à connaître sa réalité pour saisir ses intentions. Veut-il faire primer ses idées sur les miennes, ou bien me renvoyer à mon manque de culture ? Ou, au contraire, veut-il sérieusement m'aider ? » Cette philosophie dénote qu'elle possède le sens de la distinction entre la manipulation et l'aide désintéressée. Cela est immanent à l'expérience de l'exploitation intériorisée par sa classe d'appartenance défavorisée. Said admire la cohérence de ses interrogations et s'esquive. « Quel drôle type ! » Prononce Zouzou à son départ, indice de son admiration.

Said rentre à son domicile. Il rencontre sa sœur unique, Poussy, qui lui annonce l'approche de son mariage et de son départ pour l'étranger. La façade de la maison où habite Said est somptueuse. C'est une grande villa, moderne. En revanche, un mobilier de style monarchique, des lustres géants et de grands espaces ouverts où se déploie le luxe confèrent à l'intérieur de la villa un caractère rappelant les palais des aristocrates de l'époque précédant la révolution. Said rejoint son père à son bureau et lui demande de l'argent. Ce dernier y consent en lui reprochant son absence fréquente de la maison. Said la justifie par la surcharge de travail. Son père le met en garde contre sa belle-mère et sa fille Nazek, sa fiancée. Said échappe à sa belle-mère qui l'invite à un déjeuner succulent et monte à sa chambre. Il croise Nazek, sa fiancée à caractère très entreprenant. « Je te vois rarement, dit-elle. Abandonne ce travail engageant, trouve-toi un poste important dans l'administration et vis comme tout le monde.» Le travail dans l'administration, ainsi défini, signifie l'inertie et le manque d'entreprise sociale. Said s'esquive et pénètre dans sa chambre. On note, dans cette séquence, d'une part, le rapport affectif qui lie Said à son père et sa dépendance économique de celui-ci, due à sa profession peu rémunératrice de professeur, et d'autre part, ses rapports distants avec sa belle-mère et sa fiancée. Said, assis dans sa chambre, sort de sa poche la question écrite de Zouzou et l'observe avec satisfaction. Il éprouve, à son tour, de l'admiration pour Zouzou. Il convient de souligner que cette séquence élucide en quelque sorte l'identité du groupe d'appartenance de Said : l'aristocratie minoritaire de l'Egypte moderne, située géographiquement grâce à son lieu d'habitation semblable à un palais. Quant au fondement économique de sa fortune et la nature de ses activités, ils demeurent encore inconnus.

Au théâtre, Said s'applique à améliorer une pièce d'opéra musical tirée du patrimoine culturel arabe. Un plan large montre des danseurs sur la scène essayant d'harmoniser leur chorégraphie avec un rythme musical, inspirés tous les

deux des opéras occidentaux. Sleiman, l'assistant de Saïd, surveille les répétitions sur la scène. Zouzou pénètre dans la salle du théâtre et se dissimule parmi les sièges du fond. Saïd interrompt les répétitions en raison du manque de dynamisme des danseurs. « Les gens me demandent pourquoi le taux de fréquentation du théâtre public baisse, dit-il. Ce n'est pas parce que le théâtre privé porte à la scène des pièces à caractère commercial qui lui assurent une grande rentabilité. Cela est dû au jeu enthousiaste des comédiens-danseurs qui leur vaut l'engouement du public. Ici, nous ressuscitons une pièce du patrimoine culturel dont nous devons révéler les valeurs. Notre handicap est le manque de dynamisme.» Cela dénote que Saïd, de par son statut de professeur d'art et de metteur en scène, se donne pour mission sociale à la fois la révélation des richesses du patrimoine culturel national et l'innovation. Sa logique pédagogique s'appuie sur son caractère dynamique, moteur de l'innovation et du progrès. Par conséquent, ses rapports avec la société vont dans le sens des intérêts collectifs d'autant qu'il entreprend la revigorisation du théâtre public, une institution du secteur public auquel l'Etat a confié la mission de modernisation nationale. Saïd quitte le théâtre en colère. Sleiman tente de le retenir, sans succès. Saïd surprend Zouzou dans sa voiture. « J'ai aperçu ta voiture en passant, dit-elle, et déduit ta présence. Alors j'ai pensé que c'est l'occasion de poursuivre notre discussion inachevée sur la réalité d'un personnage et sa vérité.» Au cours du trajet, Zouzou reproduit le discours qui a eu lieu au théâtre sur le dynamisme indispensable à la réussite de toute entreprise, empruntant les propos de Saïd. Ce dernier, ne l'ayant pas aperçue au théâtre, est surpris par la concordance de leurs idées. Assurée de la réussite de son entreprise de séduction, Zouzou abandonne Saïd pour le maintenir sous l'effet de ce rapprochement de pensées. Elle achève cette séquence en disant : « Quel chic type ! »; mots prononcés à leur première rencontre, qui viennent comme un rappel souligner son admiration grandissante de lui, due à l'identification partielle de sa vérité et de son caractère sur le lieu de son action : le théâtre.

Ces propos deviennent, par ailleurs, le titre d'une chanson que chante Zouzou à son domicile, exaltant la beauté, le raffinement et la maîtrise de son bien-aimé Saïd dont elle mime les postures, les réactions et les expressions du visage. Les danseuses, les musiciens, la mère de Zouzou et son époux récitent en chœur la chanson. La maison devient ainsi le lieu d'une opérette musicale. La tension qui y règne se transforme en détente euphorique. Néanmoins, cette séquence révèle le mode d'organisation du lieu d'habitation de Zouzou caractéristique de sa classe d'appartenance proche plutôt de la classe ouvrière que de la petite bourgeoisie. Au contraire de la maison de Saïd séparée du lieu où il exerce ses activités artistiques, l'appartement de Zouzou sert à la fois de lieu d'habitation pour les danseuses et de répétition pour l'orchestre traditionnel de musiciens dirigé par sa mère. Cela indique la pauvreté matérielle de cette collectivité dont la division des tâches, la distribution des ressources sont réglées par un métier peu rémunérateur et aléatoire. D'où l'ambition de Zouzou de s'attribuer l'intérêt de Saïd pour entrevoir une issue à la précarité de sa condition.

Dans la séquence suivante, Saïd attend Zouzou en face du bus fluvial qu'elle emprunte pour se rendre à l'université. Surprise, Zouzou apprend qu'il connaît cet endroit où il s'est rendu après l'accident de voiture pour s'enquérir de son état physique. Ils montent dans le bus. Un plan moyen montre Zouzou et Saïd qui discutent, accrochés à une barre à l'avant du bus. Saïd lui raconte des épisodes de sa vie de boursier de l'enseignement supérieur à l'Académie des Arts de Varsovie ; les différentes besognes qu'il a assurées : plongeur, conducteur de gondole, etc., pour gagner de l'argent de poche. Zouzou lui demande s'il est fiancé. Il le nie. Elle ajoute qu'elle ne l'est pas non plus. Ils se rendent à un cafétena en bordure du fleuve. Zouzou saisit un verre de sirop servi à Saïd. « *Je bois de ton verre pour courir après toi*, dit-elle. - Si la championne de la course de l'université me court après, je serai vaincu d'avance », réplique Saïd. Ils passent la journée dans ce

cafétaria. À la tombée de la nuit, Zouzou apprend à Said qu'elle l'a vu dans un rêve prémonitoire. « Je sais, dit-il. De même, je connais le contenu du rêve.» Il l'embrasse longuement pour confirmer ses propos. Ces deux séquences sont marquées par une dilatation du temps qu'autorise l'amour naissant de ces deux personnages. Néanmoins, il convient de mettre l'accent ici sur un renversement dans l'organisation du film dû à la substitution de l'idylle des deux personnages vedettes à l'agitation universitaire des premières séquences.

Un drame pathétique survient, suspend l'euphorie et invite Zouzou à méditer sur l'aboutissement de sa relation avec Said. De retour à la maison, accompagnée du rythme de la chanson intitulée *Quel chic type*, Zouzou découvre une tentative de suicide manquée par Bataa, la danseuse. Liée d'amour au fils d'un menuisier du quartier, Bataa a été abandonnée par ce dernier, après ses fiançailles avec une fille de sa classe. Zouzou console Bataa : « Il fallait s'attendre à cette fin, dit-elle, parce qu'eux sont des gens de rang élevé alors que nous sommes les exclus de la société. Quoiqu'on fasse, elle ne nous accepte pas.» Elle définit ainsi la problématique de la distinction de classes et l'oppression réservée par la société à la classe la plus défavorisée. La société refuse de reconnaître le caractère intègre du combat de celle-ci. Bataa décide de rompre avec la condition économiquement et socialement défavorable des danseuses de noces et de travailler aux cabarets de la rue Al-Haram* pour s'enrichir. Ce drame a pour effet de provoquer sa déviation.

Un bouleversement survient simultanément dans la vie privée de Said. Il annonce à Nazek la rupture de leurs fiançailles, arguant qu'il n'est pas un partenaire idéal pour elle. « Notre expérience de fiançailles a été un échec », argumente-t-il. Nazek se soucie du qu'en dira-t-on, et Said décide d'abandonner la maison. La mère de Nazek la met en garde contre les conséquences de sa

* Rue située au plateau des pyramides, qui tire sa renommée des cabarets et discothèques y abondant et du relâchement des mœurs sociales qui la caractérise.

résignation à la décision de Saïd ; la perte des ressources économiques qu'elle peut acquérir par leur alliance. « Trois immeubles, sans compter la fortune matérielle colossale », précise la mère.

Cette remarque a pour avantage d'élucider le fondement de la fortune de la classe aristocrate d'appartenance de Saïd : des affaires prospères et des investissements dans le domaine de la construction du bâtiment et de l'immobilier. On en déduit que son mode de production économique est de type capitaliste.

Saïd révèle à Sleiman, son assistant et ami chez qui il a élu domicile provisoirement, qu'il cherche une fille qu'il aime, sans succès, depuis deux jours. Un plan moyen montre Saïd en face de la passerelle du bus fluvial. Zouzou le repère et lui échappe. Au domicile, elle annonce à Bissa, la danseuse, qu'elle est amoureuse d'un homme de rang social élevé et qu'elle a peur de voir se répéter le scénario de séparation de Bataa et du fils du menuisier. Elle se réfugie dans les bras de sa mère. Almazeya pense que sa fille souffre de leur métier et décide de la dispenser de la danse. Zouzou lui cache la raison de son chagrin.

De retour chez Sleiman, Saïd interrompt une cérémonie organisée par l'équipe de danseurs du théâtre pour célébrer son anniversaire. Sleiman est conscient de sa colère due à son incapacité de retrouver la fille dont il est amoureux. « C'est la fille que j'ai aperçue dans ta voiture devant le théâtre ? » Interroge-t-il Saïd. Celui-ci répond par l'affirmative. Sleiman lui promet, alors, de la retrouver. Suit une séquence où Sleiman pénètre dans l'appartement de Zouzou. Il transforme par sa cocasserie et sa bonne humeur l'ambiance tendue qui y règne. On apprend par son discours avec Almazeya qu'il était un ancien joueur de clarinette dans son orchestre. Ils évoquent les souvenirs du passé et la précarité de leur métier. Sleiman précise qu'il a pu transcender sa condition par l'obtention d'une bourse d'études à l'Académie des Arts, à Venise. Ainsi, il a pu occuper le poste de professeur à son

retour. Almazeya l'interroge sur la raison de sa visite après une longue disparition. Il lui annonce qu'il a un rôle à proposer à Zouzou dans un spectacle musical organisé par la télévision. Almazeya l'introduit dans la chambre de Zouzou. Sleiman apprend à cette dernière qu'il s'est servi de l'offre d'emploi pour l'emmener voir Saïd qui la cherche désespérammment. Au seuil du domicile, Zouzou retrouve Saïd qui a suivi Sleiman. Il lui reproche de l'avoir abandonné et lui annonce que cela a provoqué un bouleversement à la fois dans son univers familial et dans son lieu professionnel, le théâtre. On entend la musique de la chanson *Quel chic type* qui revient tel un rappel accentuer la nécessité de rapprocher ces deux personnages. Ceux-ci se rendent au cafétéria situé sur le bord du fleuve et se livrent à une longue étreinte. Saïd apprend à Zouzou que pendant leur étreinte il a conçu la composition intégrale d'un opéra musical ; les chants, les danses, le décor et même les costumes. « Tu sais, Saïd, réplique Zouzou, tu es un véritable artiste. L'art est un amour qui s'incarne.» Ces deux dernières séquences ont pour effet d'accréditer l'importance du rapprochement des deux amants, condition de leur interaction sociale et de leur réussite.

Cependant, Nazek, l'ancienne fiancée de Saïd, met au point une stratégie pour saboter ce rapprochement et récupérer Saïd. Grâce à une enquête menée par quelques amies, Nazek accède au domicile de Zouzou. Elle propose à sa mère, Almazeya, de célébrer le mariage de la sœur de Saïd à condition d'exécuter elle-même la danse de noces. Elle lui fournit une somme considérable d'argent pour la tenter, arguant que c'est le vœu de ses proches qu'elle doit satisfaire. Au seuil de l'appartement de Zouzou, Nazek s'enquiert auprès de ses amies détectives du programme de Saïd et Zouzou et apprend qu'ils sont au théâtre. « Je peux, à présent, dit-elle, les inviter au mariage pour révéler au descendant de la haute société l'identité de sa bien-aimée.»

Se juxtapose une séquence où Said suit les répétitions de sa pièce, au théâtre, en compagnie de Zouzou. Nazek y pénètre. Said lui présente Zouzou en qualité d'étudiante en faculté de lettres. Un gros plan montre l'expression altérée de Nazek. Elle dissimule son ennui et apprend à Said que la famille a avancé la date du mariage de sa sœur, Poussy, pour le voir réapparaître au domicile après une longue absence, et pour célébrer le mariage avant le départ prochain de Poussy avec son mari pour l'étranger. « J'ai deux mots à dire en privé à Said », dit Nazek à Zouzou pour extraire Said à sa compagnie quelques instants, susciter sa jalousie et appliquer son entreprise de sabotage. Elle se réconcilie avec Said et lui demande d'inviter Zouzou au mariage. Zouzou interroge Said, à son retour, sur le sujet de leur discussion. « Tout le monde sait à la maison que tu es ma fiancée et t'invite au mariage de ma sœur », lui annonce-t-il. Outre leur entente et son pouvoir de séduction sur Zouzou, Said s'attribue à présent un pouvoir d'influence ; celui de façonner d'autres attentes chez celle-ci : des fiançailles et par là l'alliance et la promotion sociale ; le rêve qui pourrait enfin devenir réalité.

« Ta fiancée, es-tu certain ? Demande Zouzou. - Crois-tu que je m'amuse avec toi, sinon ? Je veux que tu sois la plus belle des invitées », répond Said. Peter Blau considère le statut aussi bien que le pouvoir comme un capital. Si Said réussit à persuader Zouzou qu'il existe encore d'autres promesses gratifiantes qu'il peut également lui garantir ou procurer : fiançailles, alliance... il accumule du capital/ pouvoir sur Zouzou, à la fois grâce à sa capacité économique (de produire ou fournir) et grâce à sa capacité idéologique de façonner les attentes de Zouzou (Blau, 1964). Par ailleurs, la dépendance affective, gratifiante sur le plan narcissique de l'idéal du moi, se fonde sur une relation tendancielle fusionnelle à l'objet aimé grâce à laquelle ses qualités de tous ordres rejaillissent sur l'amant(e).

Habillée en robe splendide et coiffée d'une manière rehaussant sa beauté, Zouzou fait son entrée dans la haute société en compagnie de Said. Des

panoramiques alternent avec des travellings verticaux pour traduire la fascination de Zouzou face au luxe, au faste et à l'immensité de la demeure de Said qui tient plus d'un palais que d'une grande villa. « Tu appartiens à la haute société ! » S'exclame Zouzou, révélant son éblouissement à Said et faisant allusion à l'aristocratie à laquelle il appartient. Said présente Zouzou à son père : « C'est la seule fille que j'ai vraiment voulu te présenter, papa », dit-il. - Ce sont des paroles significatives, professeur », répond son père, identifiant l'enjeu de cette présentation. Il interroge Zouzou sur son statut et la profession de son père pour s'enquérir de sa position sociale, vu qu'elle est la présumée future de son fils. Le son d'un tambour annonce l'arrivée du cortège de la mariée et sauve Zouzou des interrogations. Les invités se précipitent vers le salon pour assister au spectacle. À la fascination de Zouzou due au luxe de la demeure succède une surprise marquante. Elle découvre sa mère, Almazeya, au premier rang du cortège de la mariée. La mère descend les marches d'un escalier et se dirige vers le centre du salon où elle exécute avec difficulté la danse de noces, accompagnée de son mari qui chante. Un gros plan montre le visage bouleversé de Zouzou. Nazek et son groupe encadrent Almazeya, ridiculisent sa danse et se moquent de sa corpulence. Une musique occidentale les accompagne. Le père de Said se moque, à son tour, d'Almazeya. Nazek lui annonce, en présence de Said et Zouzou, qu'elle est la mère de celle-ci. La stratégie de sabotage de Nazek ayant abouti, elle réussit à la fois à humilier Zouzou, à discréditer son groupe vis-à-vis des membres de l'aristocratie et à mettre l'accent sur la distinction des classes. Zouzou pense qu'elle a été dupe d'une conspiration de Said avec Nazek. « Tu le savais, n'est-ce pas ? Dit-elle à Said. Tu voulais nous offrir du travail pour nous aider financièrement ! - Je ne vis pas ici, comment veux-tu que je le sache ? » Se défend-il. Zouzou remplace sa mère à la danse. Said essaye de la dissuader, mais elle le repousse brutalement. Elle commence par saluer avec ironie les invités : « Les gens bien élevés, dit-elle, raffinés, qui ne blessent personne.» L'ambiance devient tragique, la danse de noces tourne au défi et les

paroles de la chanson qui l'accompagne changent en : « Mon cœur souffre d'un amour cruel ».

Il convient de souligner ici que l'organisation interne du film est gouvernée par trois problématiques qui se suivent sans cohérence et sont déterminées par des logiques, des intérêts idéologiques et dramatiques différents : l'agitation estudiantine en rapport avec des revendications fondamentales et réelles, l'idylle et la perspective d'alliance, et enfin la lutte des classes. Cela a pour effet d'enlever à la structure du film sa capacité de rendre intelligible l'enjeu central qui établit un lien rationnel, logique entre ces problématiques.

Les événements tragiques, survenus au domicile de Saïd, renvoient Zouzou à l'incertitude inhérente à la condition de sa classe d'origine et à l'inquiétude vis-à-vis de l'avenir. Le scénario de Bataa et du fils du menuisier s'incarne dans la relation de Saïd avec Zouzou, condamnée par la distinction des classes. « Telle est mon histoire avec lui », résume Zouzou à sa mère, après leur retour au domicile, définissant les facteurs qui ont produit l'échec de leur idylle. Almazeya y discerne la reproduction de son scénario avec le père de Zouzou. Ce dernier, petit fonctionnaire de la petite bourgeoisie, a dû l'abandonner, à l'instigation de ses parents, un an après leur mariage et la naissance de Zouzou. Ainsi, se répète en permanence le scénario de l'oppression d'une classe par une autre. Oppression fondée sur des critères hiérarchiques et des êthos de classes qui semblent être immuables. Le téléphone sonne, Bissa répond et annonce à Zouzou que c'est Saïd. Celle-ci refuse de lui parler.

Au domicile de Sleiman, Saïd essaye d'entrevoir un moyen pour retrouver Zouzou et lui affirmer sa non implication dans les actes diffamants, survenus à la cérémonie de mariage. Sleiman lui reproche d'avoir occulté l'identité de sa classe d'appartenance à Zouzou. « J'avais peur de l'intimider », argumente

Saïd. Son image et, par conséquent, celle de la classe qu'il représente sont à présent détériorées par cet incident dramatique. Pour y remédier, il faudrait qu'il réajuste son image et son action en fonction des attentes virtuelles de Zouzou, déçue et humiliée, et de son groupe.

Saïd attend désespérâmment Zouzou en face du bus de transport fluvial. Zouzou lui échappe. Elle demeure marquée par les événements survenus à son domicile. À l'université, elle découvre son image en costume de danse dans le journal mural du Comité de l'opposition religieuse dirigé par Omran. La stratégie de ce dernier vise à discréditer les activités et les mœurs de Zouzou ainsi que sa qualification de fille exemplaire par ses camarades pour provoquer son exclusion de l'université. « Le *short* aboutit au costume de danse », ironise Omran. Zouzou se défend, précisant qu'elle travaille pour aider financièrement sa mère, une *abna*, et obtenir des ressources lui permettant de poursuivre ses études. « Si vous étiez les enfants d'une boulangère ou vendeuse de journaux, vous lui accorderiez l'aide et la solidarité que j'assure à ma mère. La différence est que la profession de celle-ci est *abna* », argumente Zouzou. Elle invoque ainsi l'exemple de catégories sociales issues aussi bien qu'elle de la classe ouvrière, dont les actions sont déterminées en fonction des besoins de leurs groupes d'origine. Les camarades du Comité de l'Action positive appuient l'argumentation de Zouzou, invoquant l'exemple des étudiants qui accomplissent de maintes petites besognes aux Etats-Unis où ils font leurs études pour acquérir les moyens de les poursuivre. « De même, ajoutent-ils, des danseurs du groupe de folklore national sont devenus des professeurs aux instituts d'art, tels Farida Fahmi, première danseuse de ce groupe et professeur d'art. » La discussion s'exacerbe, les camarades de Zouzou se précipitent vers Omran et lui assènent des coups. Zouzou interrompt la querelle et disperse les étudiants en colère contre Omran, faisant ainsi preuve de maturité et d'autorité sur le groupe. Un plan moyen montre les étudiants, au poste de police, soumis à un

interrogatoire sur les causes de la querelle. Un officier de police demande à Zouzou son nom et sa profession. Elle prononce son nom et ajoute : « Je n'ai pas de profession. - Vous êtes étudiante, n'est-ce pas ? Demande l'officier. - Je l'étais, à partir d'aujourd'hui, j'abandonne les études », réplique-t-elle en colère. À nouveau, l'université devient la scène politique où le problème de Zouzou ; la précarité économique et l'incertitude inhérentes à sa position sociale, est porté.

À la maison, Zouzou se débarrasse de ses livres. Les camarades de l'Action positive, accompagnés du président de l'Union des étudiants, une ramification de l'Organisation de la jeunesse, s'introduisent dans l'appartement et tentent de convaincre Zouzou de ne pas abandonner définitivement l'université. Le président de l'Union des étudiants recommande aux membres de l'Action positive de réagir pour réhabiliter la réputation de Zouzou, les menaçant de retirer leurs titres de membres de l'Union. « L'humiliation en public de Zouzou constitue un acte de régression opposé à la réalité et au mouvement de l'histoire », précise-t-il. Les étudiants se retirent. Zouzou annonce à sa mère qu'elle va emprunter la même voie que Batua pour acquérir une Mercedès et construire des immeubles. Elle s'identifie au modèle de réussite caractéristique de l'aristocratie à laquelle appartient Said, sélectionnant pour l'objectiver la déviation comme modalité d'action. La situation devient si incontournable et dramatique que Zouzou n'a d'alternative que la déviation.

Les péripéties chevauchent pour hâter le dénouement. Un agent de recrutement de danseuses se présente au domicile de Zouzou et propose à Almazeya l'emploi de Zouzou dans un cabaret à condition qu'elle s'y rende seule et s'affranchisse de la tutelle familiale. Ces injonctions concernant la conduite, définies par le milieu professionnel des cabarets, dénotent sa codification par le relâchement de la discipline et des mœurs. Almazeya, satisfaite de cette offre d'emploi susceptible d'améliorer leur situation économique, s'allonge sur un

canapé en attendant que Zouzou s'apprête pour accompagner l'agent. Dans son sommeil, elle voit Zouzou danser sur une scène peu éclairée. Une gente masculine en état d'ivresse avancée l'acclame avec convoitise ; signe de l'ambiance caractéristique des cabarets. À la fin de la danse, des hommes exhibent leur argent pour tenter Zouzou. Celle-ci sélectionne le plus riche d'entre eux et s'offre à lui.

Le son habituel du tambour qui clôt la danse de noces achève cette séquence de rêve. Cela a pour effet d'augurer la transformation de cette danse en danse du déshonneur, du fait de la déviation supposée de Zouzou. Almazeya se réveille en colère, sous l'effet de ce rêve, implore la clémence et le pardon de Dieu, et rejette l'emploi de Zouzou au cabaret. Chalabi, son époux, intervient pour la raisonner. Elle le réprimande, soulignant que la danse de noces est plus honorable que la danse au cabaret. Elle favorise la suprématie de l'éthique sur les valeurs de la fortune facile et de la corruption. Zouzou insiste sur la nécessité d'accepter cet emploi : « C'est le seul moyen qui nous permettra de dépasser la position des gens de la haute société par l'acquisition de ressources importantes.» Sa nouvelle disposition est commandée par le traumatisme dû à l'échec de son idylle produit de la distinction des classes. Saïd intervient au moment précis où cette problématique est évoquée pour entreprendre une action qui corrige son image. Il empêche Zouzou d'emprunter la voie de la déviation et lui ordonne de regagner sa chambre pour reprendre ses études. Celle-ci refuse de s'y plier. Saïd l'y contraint en la giflant. Par cette action, Saïd s'attribue un rôle de régulation sociale reconnu par la mère de Zouzou ; l'institution familiale.

Leur interaction contribue à écarter le péril de perdition morale menaçant le domicile dont la mère assure l'intendance.

À l'université, les étudiants assistent à une conférence organisée pour débattre la question de l'intégration de Zouzou dans sa faculté et dans l'espace

universitaire, en général. Saïd pénètre dans la salle de conférence, et les professeurs, supervisant le débat, l'accueillent avec respect. Un des membres du Comité de l'Action positive annonce que le professeur Saïd est un des amis de Zouzou et de la faculté. « Je suis là pour parler de Zouzou », affirme Saïd. Omran, assis au fond de la salle de conférence, s'oppose à l'intervention de Saïd. Un des professeurs propose aux étudiants d'exprimer l'acceptation ou la désapprobation de l'intervention de Saïd par voie de vote à main levée. Ils votent unanimement en faveur de son intervention. Par ce référendum démocratique, Saïd s'adjuge la légitimité d'intervenir au nom des étudiants dans cet espace universitaire. Il devient investi d'un rôle politique qui a pour effet d'augmenter son « capital symbolique » (Bourdieu, 1982) et de personnaliser son pouvoir. « J'ai entendu des rumeurs sur Zouzou. Je voudrais que vous définissiez les raisons de sa culpabilité », précise Saïd. Le président de l'Union des étudiants, cadré au fond de la salle en face du drapeau vert, symbole de l'Organisation de la jeunesse, souscrit à la demande de Saïd. « J'ai organisé cette conférence pour définir cette culpabilité », dit-il. À la surprise de l'assistance, Zouzou intervient à ce moment. Elle pénètre dans la salle, des livres en main. « Je vais vous expliquer les raisons de la culpabilité de Zouzou, dit-elle. Oui, Zouzou est coupable Zouzou, l'étudiante, opprime Zouzou, la danseuse, qui porte le stigmate du métier de sa mère Almazeya, *l'alma*. Celle-ci porte, à son tour, le stigmate de la réputation de son vieux quartier qui n'a pas pu rattraper le progrès de la société. Notre devoir à tous, poursuit-elle, est de ne pas revenir sur le passé et de penser à l'avenir. C'est pour cela que je suis ici, aujourd'hui. Je reprends ma place parmi vous pour préparer mon avenir.» Elle avance et s'assoit sur un banc. Saïd approuve son intervention. Omran, l'adversaire potentiel, reconnaît les mérites et le mode de pensée de Zouzou et son intégration dans l'université. Il convient de noter que les paroles de Zouzou reproduisent la philosophie idéologique du système politique en place, qui consiste à situer l'action des étudiants dans une bataille menée essentiellement pour la civilisation et le

progrès dans le but de vider, par cette voie mystificatrice, le mouvement estudiantin de son contenu social : la terre et la lutte. Les étudiants se dispersent, et Said, cadré en face d'un tableau sur lequel est écrit le nom de Zouzou avec un point d'interrogation, s'apprête à partir. Ce cadrage a pour effet de présager le dénouement. Les étudiants, dans la cour de l'université, interpellent Said en chœur : « Attends, des gens t'appellent. - Zouzou », réplique-t-il. Celle-ci apparaît et le rejoint. Des travellings horizontaux et des plans d'ensemble montrent les étudiants défilant et récitant la chanson vedette du film : *Fais attention à Zouzou*. Ils approuvent l'alliance de Zouzou avec Said. Cadrée avec Said, Zouzou répète l'appel démagogique que diffuse le film : « Fais attention à Zouzou », invitant à suivre son exemple de réussite. Cette séquence de clôture suggère, cependant, la continuité des manifestations de contestation des étudiants dans la réalité, que traduisent leurs défilés. Elle accentue, d'autre part, la consécration par le film du mythe de l'aristocrate qui transgresse les barrières de sa classe pour porter au sommet de la hiérarchie sociale sa bien-aimée, originaire de la classe ouvrière, et de leur alliance qui confère un caractère exceptionnel à la réussite de Zouzou à laquelle ne peuvent pas s'identifier les étudiants issus de la même couche sociale défavorisée qu'elle.

Il convient, à présent, d'étudier en profondeur les faits que nous avons retenus de l'analyse, en dépit, voire grâce à l'oscillation de l'organisation du film entre des problématiques sans apparente liaison, que nous avons constatée précédemment.

1. LA GÉNÉRATION ESTUDIANTINE DU NON

Le « non », maintes fois répété dans le film par les étudiants, faisait écho à la contestation estudiantine bouleversant la vie nationale, qu'il importe de

situer dans le contexte politique et social qui l'a engendrée et sur lequel elle a rétroagi.

L'université égyptienne, depuis sa création le 7 février 1928, fut le bastion de la conscience populaire de par son identité et sa contemporanéité. Pendant l'été 1945, fut créée la première organisation de front national composée d'étudiants appartenant à tous les partis politiques de l'extrême droite des Frères Musulmans et « Jeune Egypte » jusqu'à l'extrême gauche des organisations communistes et trotskistes en passant par le grand parti de la bourgeoisie nationale, le Wafd. Le 20 décembre 1945, les partis minoritaires manifestèrent le désir de réviser avec Londres *Le traité de 1936* sur l'indépendance nationale. Un mois plus tard, le gouvernement britannique s'y prêta en posant comme condition que les mêmes rapports se prolongeassent entre la Grande Bretagne et l'Egypte, que celle-ci signât un pacte d'alliance défensive et que fussent maintenues les bases militaires en Egypte et au Soudan. Les étudiants répondirent : « Pas de négociation avant l'évacuation » et « l'évacuation par la force ». Une grande manifestation se mit alors en chemin pour présenter ces revendications aux responsables. Arrivée au milieu du pont Abbas (pont de l'indépendance), la manifestation fut surprise par la levée du pont et par les balles de la police. Des dizaines d'étudiants trouvèrent la mort, atteints d'une balle ou noyés. La résistance populaire explosa partout. Egyptiens et Soudanais tombèrent à Alexandrie, à Zaqaziq et à Mansourah. Le gouvernement ferma l'université. Les 18 et 19 février 1946, fut constitué le « Comité national des étudiants et des ouvriers », instance historique de la lutte nationale. À la fin de sa première réunion, les syndicats ouvriers de la région d'Egypte, les étudiants des universités égyptiennes, d'Al-Azhar, des instituts supérieurs et des écoles privées et secondaires avaient décidé que le jeudi 21 février 1946 serait une journée de grève générale pour toute la population et de reprise du

mouvement national de caractère sacré où tout le peuple égyptien se rassemblerait autour de son droit à l'indépendance et à la liberté totale.

En Egypte, les négociations Sidqi-Bevin ne purent aboutir au pacte d'alliance défensive. La violence révolutionnaire se répandit, prenant diverses formes, assassinats contre les occupants et leurs agents locaux et contre les agents du Palais. Le 21 février fut consacré par l'Union internationale des étudiants comme journée internationale de lutte contre le colonialisme. Et le 21 février 1947, cette même Union déterminait l'identité de la nouvelle orientation de la révolution égyptienne ainsi que celle de ses forces sociales. L'indépendance nationale signifiait non seulement l'évacuation des forces militaires de l'occupant mais aussi l'indépendance économique et politique et la démocratie. Le public de la petite bourgeoisie, à côté des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des soldats de l'armée régulière, occupait de nouvelles positions sur la scène sociale et politique longtemps monopolisée par la moyenne et la grande bourgeoisie et les pseudo-féodaux, sans que fussent pour autant réalisées les tâches de la révolution nationale et démocratique déclenchée par le soulèvement d'Orabi et abandonnée par *Le traité de 1936*.

Vingt cinq ans plus tard, naquit le mouvement estudiantin des années 70, ne reproduisant pas les événements de 1946 mais profondément lié à l'histoire de l'université égyptienne, à sa tradition de lutte nationale. Dans ce contexte, il constitue un mouvement pionnier sur le plan international. Il est aussi, et sur un autre plan, un produit de la tradition révolutionnaire du peuple égyptien. Par ailleurs, le mouvement estudiantin fut une réponse éclatante à la défaite éprouvée au cours d'un exceptionnel leadership, celui de Nasser. Il est enfin le produit de son temps ; il incarne la flamme du *wijdan* (la conscience) du peuple arabe en Egypte.

Qu'a-t-il retenu de la leçon du passé et qu'a-t-il ajouté ? Et avant tout quel en est le contexte historique ? « Il faut d'abord souligner que la jeunesse universitaire de l'Egypte des années 70 appartient à la génération qui n'était pas encore née lorsque les terres furent distribuées aux paysans. Elle était très jeune lorsque fut prise la décision nassérienne de rendre l'enseignement gratuit à tous les niveaux. Elle était adolescente lorsque les ouvriers commençaient à participer à la gestion de leurs entreprises et aux bénéfices. Et elle était sur les premiers pas de la jeunesse lors de la défaite et de la disparition de Nasser. Mais elle est consciente, peut-être vaguement, qu'elle est "l'héritière des victoires" nationales et populaires après chaque réédition dans le passé comme dans le présent. Dans ce sens, elle avait sa spécificité, car la terre et la démocratie constituaient l'axe de sa lutte. Elle rentra dans le silence en 1969 lors de la Guerre d'usure, mais elle défila massivement derrière le cercueil de Nasser en septembre 1970 » (Shoukri, 1979, p. 129).

Cependant, ce mouvement estudiantin est aussi le produit d'une absence d'organisation dans la vie politique à cause de ce vide laissé après la disparition de la légitimité de toutes les tendances depuis l'interdiction des partis politiques en 1953. Ce vide dont fut responsable aussi l'absence d'efficacité du parti officiel de l'Union socialiste qui a fini par devenir un simple décor. Dans ce sens, la véritable « mère » du mouvement des étudiants en Egypte est non pas l'université mais « la rue » à laquelle ils appartiennent socialement et culturellement.

La contradiction interne, dont souffraient les étudiants, résidait dans le fait qu'appartenant à la rue populaire avec ses ouvriers, ses paysans et sa petite bourgeoisie, ils ont néanmoins connu le chemin de l'université à travers la victoire de la révolution de juillet 1952 sur le colonialisme, le féodalisme et le grand capitalisme, grâce à la gratuité de l'enseignement, l'industrialisation, la réforme

agraire et beaucoup d'autres choses dont ils ont entendu parler ; mais lorsqu'ils entrèrent à l'université, ils ne virent que la défaite, l'arriération et la dictature.

Toutes ces raisons font que le mouvement des étudiants égyptiens des années 70 ne représentait pas des organisations, il voulait les créer pour lui-même au niveau universitaire et pour les autres au niveau social, par le « retour aux traditions démocratiques » et en créant des tribunes politiques indépendantes. Les étudiants n'ont pas d'appartenance à une classe sociale précise, comme c'est le cas des intellectuels, mais ils ne sont pas non plus un simple mouvement estudiantin. Ils sont les représentants légitimes de la société dans son ensemble.

Certains font commencer l'histoire du mouvement estudiantin des années 70 à partir du discours du Président Sadate prononcé le 13 janvier 1972 où il présentait l'ajournement de l'année décisive pour la libération des territoires occupés comme une conséquence des nuages de la guerre indo-pakistanaise. Deux jours après ce discours, les étudiants fixèrent une date pour discuter de toute la situation. Les journaux muraux, les posters, les tracts, etc... n'étaient guère plus suffisants. Un comité national fut créé, les étudiants revendiquant l'organisation d'une milice étudiante militairement entraînée pour servir comme arrière-garde des forces régulières en cas de guerre. L'arrêt de toutes les initiatives pacifiques, et notamment des propositions faites par le Président pour la réouverture du canal et le retrait graduel des forces israéliennes. Et ne plus rien espérer surtout du plan Rogers et des interventions de Gunnar Yarring (*Warhaïq*, 1972).

Les déclarations estudiantines demandaient aussi l'annulation des privilèges des hauts fonctionnaires, l'imposition des gros revenus pour acquérir les ressources de la mobilisation, l'apport à la résistance palestinienne du maximum de soutien, la permission à la jeunesse égyptienne d'y adhérer et de lui ouvrir un accès libre et indépendant auprès de la population égyptienne. Elles demandaient

l'entreprise d'actions de résistance dans le Sinaï, la séparation des régimes arabes réactionnaires de la participation au front pour éviter ainsi toute déviation vers le marchandage et le compromis, et la consolidation des rapports avec les régimes nationaux capables de soutenir la lutte.

Le mouvement estudiantin de janvier 1972 « a surtout prouvé la haute qualification, l'efficacité des directions nationales démocratiquement issues d'un mouvement populaire et respectant un programme clair et réaliste. Il fit acquérir aux masses populaires le droit à l'opposition, à la manifestation de leur opposition aux politiques du régime. Il déjoua le complot du silence des mass média et fit parvenir la parole du peuple égyptien au reste du peuple arabe ainsi qu'aux peuples du monde entier. Il fut un pont rétablissant les liaisons de la lutte et du destin communs de la population arabe aussi bien en Egypte que dans toutes les parties de la nation arabe* ».

De son côté, le gouvernement ne cessa pas d'utiliser la double arme traditionnelle, l'intimidation et la séduction. Pendant ce temps, le syndicat des avocats diffusa un communiqué où il mettait l'accent sur le problème de la libération : « La nation arabe, dit-il, n'a qu'une voie, celle de la lutte armée et du refus de tout contact direct ou indirect avec le gouvernement américain. » Quant à la déclaration du syndicat des enseignants, elle était directement adressée aux étudiants : « Nous bénissons votre cri, disait-elle, et nous répondons à l'appel, votre révolte nous avertit tous (...). Elle émane des cœurs purs et attentifs au destin de la nation. » Ces déclarations affirmaient au Président Sadate que les couches les plus larges des intellectuels se rangeaient sans hésitation du côté des étudiants. Elles affirmaient également que le mouvement des étudiants remplissait un vide d'organisation politique dont le pays souffrait gravement.

---

* Voir *Al-Harakah al-watanyyat al-dimegratiyah al-gadidah fi m.s. Tahlil wa watha'iq la magmuah min al-munadilin al-masriyin* (Le nouveau mouvement national et démocratique en Egypte. Analyse et documents établis par un groupe de militants égyptiens), Beyrouth, Dar Ibn Khaldoun, p. 71-72, 1972.

Ces données étaient présentes à l'esprit de Sadate lorsqu'il prononça son discours du 25 janvier 1972 où il précisa « la décision de livrer bataille est déjà prise et nous ne reviendrons point dessus. »

La revue *Al-Chabab* synthétisait les revendications du mouvement estudiantin de 1972 en ces termes : « La libération de la terre, la pratique démocratique et le maintien de la transformation vers le socialisme » (*Al-Chabab*, 1973). En janvier 1973, une fois encore la rue va servir de théâtre à l'opposition. Et, comme en 1972, déjà les groupes religieux et les mots d'ordre islamiques tiennent une place de plus en plus grande. Le Président ne pouvait plus reculer devant l'option militaire : les étudiants avaient tracé dans la rue les limites du pouvable et de l'inacceptable, la guerre devenait inévitable.

2. TENTATIVE DE RÉCUPÉRATION DE L'ARISTOCRATIE MINORITAIRE

Le mouvement estudiantin des années 70 diffère de ses origines des années 40. Les étudiants universitaires à cette époque n'étaient que des représentants ou des ailes des partis existants. Quant aux nouveaux étudiants, ils sont, avec une petite minorité appartenant à d'autres couches sociales, les pionniers qui ont fait resurgir les formations politiques dans la vie politique égyptienne. Certaines de ces formations, portées par leur « vague », ont tenté de se forger une légitimité telles l'aristocratie minoritaire représentant la classe des grands capitalistes égyptiens et en général les forces économiques de l'arrière-droite, comme l'illustre le cas de Said dans le film.

Le climat d'opposition au régime et l'état d'apesanteur dans lequel se trouvait la jeunesse estudiantine inquiète pour le destin de la nation favorisaient l'apparition d'une telle tendance réactionnaire et sa tentative de « récupérer » le

mouvement estudiantin. La question à présent est de savoir comment ? Où ? Et pourquoi ceci put-il arriver ?

Les fils de l'aristocratie égyptienne bénéficiaient, tels leurs concitoyens, de la gratuité de l'enseignement décidée par le régime nassérien et des bourses d'étude de l'enseignement supérieur dans les universités européennes. En rentrant ils devenaient des professeurs. Par ailleurs en 1954, le Conseil de la direction de la révolution émit un décret par lequel il licencia environ soixante professeurs d'université parmi les grandes figures connues pour leur pensée démocratique ou de gauche. La plupart d'entre eux furent obligés de travailler dans la presse ou d'émigrer provisoirement. En 1959, lorsque le régime nassérien attaqua la gauche égyptienne dans sa totalité, le restant de ces professeurs ainsi que les nouvelles figures de la pensée nationale et marxiste dans le corps enseignant universitaire furent totalement liquidés par une période de détention allant de deux à cinq ans. Les « licenciés » ou les démis n'avaient pas le droit de réintégrer leurs postes. Ainsi, l'université fut vidée de ses grands maîtres en économie, en philosophie, en mathématique moderne, en littérature, etc... En conséquence, leur place libre fut occupée par les professeurs représentant la pensée de la droite, reconnue pour son penchant pour les valeurs pro-occidentales et le rapprochement de Washington. Par ailleurs, les réformes à partir de 1968 verront émerger un nouveau personnel politique au Caire, beaucoup plus pro-occidental que le précédent. « Harvard est au gouvernement », crièrent les étudiants en janvier 1972, mettant le doigt sur une évolution plus grande encore depuis le 15 mai 1971, date à laquelle le Président Sadate évinça les plus grands représentants de la gauche nassérienne.

Néanmoins, est utile de souligner que le mouvement estudiantin aussi bien de 1946 que de 1972, les intellectuels nationaux et les préceptes de la Charte révolutionnaire de 1962 insistèrent sur la nécessité d'empêcher et de lutter contre le retour sur la scène sociale et politique de l'aristocratie minoritaire qui a longtemps

monopolisée avant la révolution de juillet 1952. Cette aristocratie constituée de grands capitalistes et de féodaux est reconnue pour son penchant pour la liaison du capitalisme national avec le capitalisme international et l'alliance avec les monopoles étrangers. Nasser avait tenté jusqu'en 1961 de confier à cette classe détentrice du grand capital la mission de la modernisation et de l'industrialisation du pays en promulguant des lois d'allégement et de dégrèvement fiscaux importants en sa faveur. Or, les représentants de cette classe ont manqué à participer aux projets socialistes d'industrialisation de Nasser et ont orienté l'investissement de leurs capitaux vers le domaine des affaires telles la construction du bâtiment, l'immobilier et le négoce de nature à garantir l'accumulation de leur capital et l'agrandissement de leurs patrimoines personnels. Nasser confia, par la suite, la mission de modernisation et de développement au secteur public de l'Etat en 1962. Les représentants de cette classe minoritaire avaient eu pour stratégie d'entretenir des rapports intéressés avec ce secteur sous la forme d'octroi de crédits à l'Etat afin de peser par leur prééminence économique sur les processus décisionnels de ce secteur (Al-Issaoui, 1983).

Nul ne fut dupe des manipulations et des intentions de cette classe opposées aux intérêts nationaux. Mais, comme nous l'avons expliqué précédemment, profitant du climat d'apesanteur et d'inquiétude pour le destin de la nation prédominant, qu'expriment la contestation estudiantine des années 70 et, par la suite, le mouvement des intellectuels nationaux, cette classe tenta d'améliorer sa représentation dans le conscient et notamment l'inconscient collectif.

La manipulation des symboles voire la modification des représentations collectives par l'image est un des mécanismes les plus efficaces, susceptibles de garantir un succès à cette entreprise.

Pour illustrer ces propos, nous invoquons l'exemple de Said et le recours dans le film au mythe de l'aristocrate dont les actions sont bénéfiques à la société. Le vieux mythe de l'aristocrate est réactivé et remodelé en fonction des revendications collectives contemporaines et des besoins d'un groupe défavorisé, en particulier. Said apporte, de par son statut de professeur, un souffle de dynamisme et d'innovation dans son milieu d'action, le théâtre public. Il s'applique à révéler les valeurs des opéras tirés du patrimoine culturel national et arabe, établissant ainsi un lien avec les revendications de Saad Zaghloul, leader de la révolution de 1919, qui fut à l'origine de la création de l'Université égyptienne : « La nation finit par bien comprendre que l'enseignement dont elle dispose est incomplet, disait Zaghloul (...). Au delà de cet enseignement existent des connaissances sublimes, des vérités immuables, des inventions nouvelles, des expériences créatrices qui ont occupé et occupent la pensée des grands savants en Europe et dont ne nous parvient qu'un faible écho. Parmi ces pensées, il y en a qui concernent l'existence, d'autres le corps social, d'autres orientent les recherches sur les langues, sur la littérature, la philosophie, (...) l'éducation et tout ce qui concerne le passé de l'homme ainsi que son présent et son avenir. Plus grave encore, nous n'avons pas d'enseignants qui puissent nous apprendre la valeur des œuvres arabes en littérature, en philosophie et en sciences, ainsi que la valeur des auteurs arabes connus, étudiés et vénérés par les Européens. (...) Notre nation ne peut se compter parmi les pays avancés du simple fait que la plupart savent lire et écrire ou parce que certains ont accès à la connaissance des arts et des techniques comme la médecine, le génie ou le droit (...). Il faut que nos jeunes, ayant le temps et les aptitudes, puissent élever leur intellect et leurs connaissances au niveau des savants des grandes nations.» D'autre part, Said rappelle aux étudiants, dans l'espace de leur interaction collective, l'université, que la révolte introduit le désordre et que « le respect de l'ordre est la condition de la grandeur de la nation ». À partir d'une base émotive ; l'amour, Said se penche sur les incertitudes et les besoins de la

classe ouvrière, représentée par Zouzou. Outre son pouvoir économique, sa position sociale lui permet d'apporter à cette classe une solution satisfaisante mais unique, sous la forme d'une alliance avec Zouzou. Par ailleurs, son intervention en faveur de l'intégration de Zouzou dans l'espace universitaire investi du rôle de scène politique, instituée par le vote démocratique des étudiants, fait de lui leur interlocuteur privilégié et attribue à la classe qu'il représente la légitimité d'assumer un rôle de leadership social et politique. En conclusion, Said se sert des revendications légitimes, des sentiments collectifs et des besoins d'un groupe désigné pour justifier et soutenir l'action de son groupe d'appartenance.

« Le mythe appartient par définition au collectif, justifie, soutient et inspire l'existence et l'action d'une communauté, d'un peuple, d'un corps de métier » (Caillois, 1954). Les mythes sont des images-forces, des imaginaires collectifs capables de fasciner les consciences d'un groupe ou d'une masse parce qu'elles y trouvent des satisfactions ou des valorisations profondes. Des sous-groupes, des partis peuvent manipuler à leur profit ces mythes, s'en servir pour intégrer et mobiliser des adhérants bien mieux que par la simple expression de leurs intérêts.

Mais, l'autorité du mythe n'est que partielle et la légitimité qu'il confère peut être contestée par le recours à d'autres modes de pensée, à d'autres systèmes de représentation de la société et du pouvoir politique.

3. L'ESTHÉTIQUE À LA PLACE DE L'ÉTHIQUE

Le film, sans taire la réalité, emploie des images à faire taire ce qu'elle a de criant. La tragique décision des étudiants révolutionnaires de dire non à la solution politique du régime et d'axer leur lutte sur la « terre et la démocratie » s'y transforme en spectacles de comédie musicale où gestuelle, récitatifs, chansons,

paroles disent tout sauf la cause de la révolte estudiantine. Le spectacle situe la foule des étudiants hors de la réalité concrète : la révolte, l'avenir indécis et l'inquiétude pour le destin de la nation. Il réduit les étudiants à un rôle de figurants sur la scène de l'Histoire. La comédie musicale détourne du frisson de la contestation révolutionnaire et fait appel à l'esthétique à la place de l'éthique. Ceci est signe d'une volonté d'écraser, si l'on peut dire, les faits qui s'imposent en revanche à l'opinion publique. Le problème de l'incertitude vis-à-vis de l'avenir est traité, par ailleurs, sous un angle économique par le film étudié dans le chapitre suivant.

Bibliographie

Al-Issaoui (I.), 1983, *Moustakbal Misr* (L'avenir de l'Egypte), Le Caire, Dar Al-Thaquafah Al-Jadida.

Al-Salamoni (S.), 1972, « *Fais attention à Zouzou* », magazine *Al-Isaa*, 2 décembre, et Tawfik (I.), « Ôte Zouzou de ton attention », magazine *Rose Al-Youssef*, 13 septembre.

Blau (P-M.), 1964, *Exchange and power in social life*, New York, Wiley.

Bourdieu (P.), 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.

Caillois (R.), 1954, *L'homme et le sacré*, Paris, Gallimard, p. 151.

Ferro (M.), 1975, *Analyse de film, analyse de sociétés*, Paris, Classiques Hachette.

Hassan, 1972, « La réussite et l'échec », magazine *Sabah El-Kheir*, 13 décembre et magazine *Rose Al-Youssef*, 25 décembre.

Mirel (P.), 1982, *L'Egypte des ruptures*, Paris, Sindbad.

Murs: (F.), 1984, *Huza al-infitah al-iqutissadi* (Cette ouverture économique), Le Caire, Dar Al-Thaquafah Al-Jadida.

Revue *Al-Chabab*, n° 4, 23 janvier 1973.

Revue *Watha'iq*, 1972, « Al-Intifadah al-tulabiyah fi Misr, yanayer 1972 » (Le mouvement estudiantin en Egypte, janvier 1972), Beyrouth, Dar Ibn Khaldoun, p. 27.

Shoukri (G.), 1979, *Egypte , la contre-révolution*, Paris, Le Sycomore.

Sobhi (A-M.), 1973, « Le phénomène Zouzou », magazine *Al-Isaa*, 8 septembre.

Tchakhotine (S.), 1952, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard 1939, nouvelle édition 1952.

Truchaud (F.), 1966, *Mienelli*, Paris, Éditions Universitaires.

CHAPITRE IV

IDENTITÉ D'UNE FEMME
INCERTITUDE DU FUTUR ET IDENTITÉ ÉCONOMIQUE

L'inquiétude de la jeunesse estudiantine pour le destin de la nation qui a bouleversé toute la scène nationale et a déstabilisé le régime pendant les années 1972-1973 et qui a été traitée sous forme d'une idylle romantique ayant réussi, à l'insu des professionnels et de l'auteur, à révéler des phénomènes de « récupération » et des stratégies réactionnaires d'acteurs de la droite dans *Fais attention à Zouzou* (1972), est réapparue sous une nouvelle forme dans le film *Identité d'une femme* (1973), inspirée d'orientations économiques de type capitaliste opportuniste. Des critiques ont établi, par ailleurs, un lien entre ces deux films sur deux registres. Le premier concerne le caractère des protagonistes féminines : « De la plus honorable des danseuses à la plus noble des débauchées » l'intégrité qui est au principe des attitudes est la même, seuls changent les déterminismes sociaux et économiques et les parcours stratégiques. Le second registre relève de la tendance de leurs auteurs respectifs, Hassan Al-Imam et Hussein Kamal, à privilégier les formes du folklore et le mélodrame qui vont dans le sens des calculs commerciaux de rentabilisation des films (*Messa'a* et *Al-Issa*, 1973). D'autres critiques ont mis l'accent sur « le style réaliste » du film (*Al-Kawakeb*, 1973) et sa critique aigue du « monde des hommes d'affaires, de leur mode de production économique et de leurs règles de jeu à incriminer » (*Al-Gounhouriya*, 1973).

Résumé de l'action

Nahed, une jeune étudiante de l'université, est amoureuse d'un camarade. Sous la pression de ses parents dont la condition économique est déstabilisée, elle épouse par intérêt le neveu d'un riche homme d'affaires. Constatant que cette alliance est un subterfuge par lequel ce riche personnage veut abuser de ses charmes, Nahed divorce et épouse un autre homme d'affaires, dont elle ne tarde pas à découvrir les ambitions d'ascension sociale qui ne souffrent point de scrupules moraux. De péripéties en péripéties, elle s'engage dans la voie de l'affairisme et du profit, ce qui transforme, par conséquent, son identité. Elle rencontre enfin son premier amant, qui a acquis une position sociale lui permettant de lui proposer le manage. Elle repousse, cependant, cette proposition pour ne pas le duper. L'écart infini entre sa nouvelle identité et celle de son passé ne l'autorise pas moralement à renouer avec cet amour pur.

Analyse

Le générique du film nous introduit au cœur de la situation économique des parents de Nahed. La mise sous hypothèque de la villa où ils sont logés se déroule sous le regard subjectif de Nahed, qui commande le découpage du décor en détails significatifs d'une richesse à laquelle les membres de la famille sont obligés de faire leurs adieux. Le générique s'achève sur l'abandon de la villa par la famille.

Dans le nouvel appartement, aménagé en partie, où la famille a élu domicile, Nahed cherche dans des cartons non encore déballés ses affaires personnelles et emprunte de l'argent à son frère Mohamed pour se rendre en taxi à l'université. Après son départ, ses parents discutent de leur situation économique, et le père met l'accent sur la carence de ressources économiques prédominante dans

la société en général. On apprend que celui-ci travaille dans le domaine des affaires et du négoce. Après l'échec d'une affaire sur le marché, il s'est trouvé contraint à un endettement important et a dû liquider ses biens.

Dans la séquence suivante, le chauffeur du taxi transportant Nahed s'arrête subitement sous l'effet des gestes impératifs et pressants d'un inconnu qui se met en travers de son chemin. Celui-ci monte rapidement dans le taxi et ordonne au chauffeur de se diriger au plus vite vers une pharmacie. Nahed, offusquée, demande à cet inconnu de justifier son comportement. Il lui explique qu'il doit apporter d'urgence des médicaments à sa mère qui souffre d'une crise d'asthme. Nahed compatit. Le taxi s'arrête devant une pharmacie. L'inconnu s'y précipite, achète les médicaments, regagne le taxi et demande au chauffeur de reprendre son trajet en sens inverse pour le reconduire à son domicile.

Cadrée de dos sur un banc dans une salle de cours à l'université, Nahed demande à sa voisine si une personne souffrant d'une crise d'asthme peut en mourir si le secours nécessaire ne lui parvient pas à temps. Cette interrogation indique qu'elle est toujours intriguée par la conduite de l'inconnu.

Dans la séquence suivante, on la découvre sur le seuil de l'immeuble où habite l'inconnu, en train de s'enquérir auprès de lui de la santé de sa mère. Celui-ci, ému par la sympathie qu'elle lui manifeste, lui témoigne de l'intérêt en retour. Ils se présentent et on apprend l'identité de chacun. Il s'appelle Essam, étudie en faculté de sciences politiques et emprunte quotidiennement le trajet où il a croisé Nahed en taxi pour se rendre à l'université. Nahed est étudiante à la même université, en faculté de lettres. Elle habite dans le voisinage d'Essam, où elle vient d'emménager récemment avec ses parents. Des enfants arrivent. Essam les accueille chaleureusement et annonce à Nahed qu'ils sont les enfants de sa sœur. Cette séquence, après celle du taxi, nous donne une double indication sur le caractère

affectueux d'Essam et son sens de la responsabilité et du dévouement envers sa famille, qui ont pour effet d'accroître l'intérêt que lui porte Nahed. Le comportement humain dont il témoigne lui fait oublier un peu l'ambiance mélancolique qui règne à son domicile en raison de la détérioration de la situation économique de son père.

Le lendemain, Essam et Nahed se rencontrent dans un jardin et s'entretiennent de la situation familiale du jeune homme. Il joue le rôle du père vis-à-vis des enfants de sa sœur qui ont perdu le leur et s'occupe de la gestion de la demeure familiale depuis le décès de son propre père. Nahed admire sa maturité et son sens de la vocation sociale. Leurs mains se croisent en signe de sympathie. Un silence harmonieux s'installe, présageant la naissance de leur amour. Cette séquence s'achève sur leur arrivée à l'université. Il s'agit bien de l'Université du Caire, identifiée par sa fameuse coupole, le son habituel de sa grande horloge, sa cour et son entrée, d'où était partie la contestation estudiantine qui a déstabilisé le régime, mais qui se réduit dans ce film à un rôle de symbole.

Nahed s'absente de sa maison un jour de congé universitaire sous prétexte de se rendre chez une camarade pour copier des cours qui lui manquent. Elle rejoint Essam qui l'attend dans la rue. Après son départ, ses parents reprennent leur discours habituel sur leur impasse, et la mère demande au père s'il a écrit à un certain Sélim Bey* pour trouver une issue. Cela a pour effet de susciter notre curiosité pour connaître ce personnage anonyme, investi, selon ce discours, d'une capacité à résoudre les problèmes de la famille.

Nahed et Essam, dans le jardin où ils se sont rencontrés la première fois, s'embrassent et s'avouent leur amour. De retour à la maison, Nahed fait part de celui-ci à sa mère. Celle-ci l'interroge sur l'issue à laquelle il peut aboutir. Cette

---

* Dénomination attribuée d'habitude à une personne qui occupe une position importante ou détient une fortune

question réaliste n'embarrasse pas Nahed pour qui les sentiments se suffisent à eux-mêmes. Ce qui dénote son romantisme et sa conception de l'amour comme valeur pure de tout intérêt.

Un ami de Mohamed, le frère de Nahed, la conduit en voiture à l'université. À l'entrée, elle rencontre Essam, dont l'expression s'altère de jalousie. Nahed, contente de sa réaction, indice de son amour, lui annonce que le lendemain est son jour d'anniversaire et qu'ils doivent le célébrer ensemble. Cette séquence s'achève sur leur réconciliation.

On découvre, dans la séquence suivante, Abdel Hamid, le père de Nahed, assis dans un café. Le fameux inconnu, Sélim Bey, y fait son apparition, entouré d'hommes d'affaires, qu'il quitte pour rejoindre Abdel Hamid. « Je t'avais mis en garde contre cette affaire qui t'a ruiné, dit- il à celui-ci. Tu n'as pas suivi mon conseil. » Il se montre ensuite rassurant, promet de venir en aide à Abdel Hamid pour redresser sa situation et demande des nouvelles de sa famille. Ce dernier se détend un peu et l'invite à l'anniversaire de Nahed.

Les deux amants se rencontrent dans le jardin désormais habituel. Essam remet à Nahed son cadeau d'anniversaire, qu'elle apprécie très vivement. Leur portrait, projeté sur la surface de l'eau d'une petite rivière, illustre, en contrepoint, la pureté de leur amour.

Il convient de souligner que les séquences de rencontre de ces deux amants et le développement de leur idylle apportent une note d'harmonie et de répit, en contraste avec les séquences dominées par l'ambiance de mélancolie produite de la situation déstabilisée de la famille d'Abdel Hamid, qui nous montrent celui-ci réagissant pour la sauver de la ruine totale, ses ressources économiques commençant à faire défaut.

Dans la séquence suivante, Sélim Bey, encadré par les membres de la famille d'Abdel Hamid, fait un étalage publicitaire de ses cadeaux de grande valeur, offerts à chacun d'eux. « Chaque cadeau provient d'un pays différent ; le Koweit, le Liban, la Syrie : *Je ne me fixe jamais dans un endroit*, ajoute-t-il, *mes affaires m'en empêchent.*» Il souligne, par ce geste ostentatoire et ces propos, l'importance de ses ressources économiques et sa « non-sédentarisation », du fait de l'étendue de ses activités réparties dans plusieurs pays. Cela a pour avantage de le mettre en position économiquement supérieure par rapport à la situation de la famille d'Abdel Hamid. Sélim lui reproche l'absence de Nahed. Celle-ci arrive, à ce moment précis, et s'excuse pour son retard. Sélim lui offre en cadeau d'anniversaire une robe splendide qu'elle s'empresse d'aller passer dans sa chambre. Pendant ce temps, après l'étalage de sa richesse, Sélim se trouve en position de prodiguer des tentations prometteuses aux membres de la famille, tentations qu'il peut satisfaire, vu ses ressources matérielles et son statut d'homme d'affaires, dans un but précis qu'il ne dévoile pas immédiatement. « J'ai décidé de te charger de la gestion de mes affaires ici, en Egypte, dit-il à Abdel Hamid. Dans un an, tu récupèreras ta situation économique initiale et tu pourras compenser la perte de tes biens.» Sa décision permet de toute évidence de sauver la famille de l'impasse où elle se trouve. Cependant, son interaction avec celle-ci couvre une finalité : la proposition de l'alliance de Nahed à son neveu Said qui l'assiste dans la gestion de ses affaires et qui est de fait aussi riche que lui. De par sa position supérieure, Sélim s'adjuge ainsi le pouvoir d'imposer à la famille un jeu d'échange conditionné par cette alliance. Nahed repousse ce mariage sous prétexte de vouloir achever ses études et demande à son père d'intervenir en sa faveur. « Tu pourras poursuivre tes études à l'université de ton choix, à Beyrouth, Damas ou Londres..., Said est toujours en déplacement en raison de nos affaires », argumente Sélim pour déjouer le prétexte de Nahed et imposer l'enjeu de son interaction. Le père de Nahed, se trouvant en situation d'allégeance individuelle vis-à-vis de Sélim, qui détient un moyen de

production salvateur pour sa famille, ne peut que se soumettre à la règle stratégique d'échange, fixée d'avance par celui-ci. Nahed regagne sa chambre. Sélim propose d'embaucher Mohamed, le frère de cette dernière, dans une de ses entreprises à la fin de ses études, pour assurer son avenir, et tend à Abdel Hamid un cadeau de valeur destiné à Nahed, cadeau qui fait office de présent de fiançailles. Il s'en va, laissant la famille sous l'effet de ses propositions alléchantes. Nahed subit la pression de ses parents pour consentir à la condition de Sélim. Son rôle, non encore défini, revêt à présent le caractère d'un produit d'échange dans une relation dont la famille peut tirer une nécessité vitale : sa survie même.

La séquence suivante se déroule dans le jardin des rencontres d'Essam et de Nahed. Un brouillard qui couvre de plus en plus largement cet environnement et un faible éclairage y présagent le renversement dramatique de l'idylle des deux amants. Nahed demande à Essam de lui venir en aide en proposant leurs fiançailles à ses parents. Ce dernier lui fait part de l'incertitude de son avenir : il souhaite finir ses études, émigrer à l'étranger, et se faire une position et une fortune. Néanmoins, les conditions propices et le temps sont les éléments essentiels qui déterminent, d'après lui, la réalisation de ses ambitions. Essam insiste surtout sur le facteur temps : « Peux-tu m'attendre tout ce temps ? Demande-t-il à Nahed. C'est à toi de décider, je ne peux rien te promettre pour l'immédiat.» Face à cette description réaliste des faits par son amant, Nahed n'a d'autre alternative que l'acceptation du choix fait pour elle par ses parents : le mariage avec le neveu de Sélim. Aussi convient-il de noter que l'alternance de ces deux séquences clés détermine définitivement l'orientation du destin de Nahed comme nous le distinguerons plus loin.

Les séquences suivantes décrivent brièvement la signature du contrat de mariage à l'administration d'état civil par Nahed et Sélim, qui détient une procuration de son neveu l'y habilitant. Les parents de Nahed reçoivent en dot de

Sélim un chèque d'un montant important et celle-ci se voit offrir une bague en diamant de grande valeur. En robe de mariée, accompagnée de Sélim, Nahed fait ses adieux à ses parents au pied de l'avion qu'elle emprunte pour rejoindre son époux, Saïd, à Beyrouth.

À l'arrivée, Nahed découvre l'absence de Saïd. Le personnel de Sélim, qui l'accueille à l'aéroport de Beyrouth, lui annonce que Saïd a dû partir pour une affaire urgente au Koweït et qu'il sera de retour à Damas le lendemain. Sélim propose à Nahed de passer la journée à Beyrouth et de prendre la route le jour suivant pour Damas. Ils déposent leurs bagages dans un hôtel et se promènent ensuite dans la ville. Impressionnée par les monuments historiques et les divers aspects de la ville, Nahed ressent une certaine joie. De gros plans se succèdent pour montrer la transformation de l'expression mélancolique de son regard en douceur. Au cours de leur promenade, Sélim la comble de cadeaux. Ils regagnent la suite de l'hôtel où ils sont logés, après une soirée passée dans une discothèque.

Un événement dramatique intervient et transforme la joie relative de Nahed en chagrin. Sélim, en état d'ivresse avancée, s'introduit brutalement dans la chambre séparée de Nahed et tente de la violer. Celle-ci se débat, lui échappe et s'enferme dans la salle de bains. Il essaye de forcer la porte. « Je me suiciderai en me jetant par la fenêtre, si jamais tu recommences », lui dit Nahed pour le dissuader. Ce drame provoque chez elle un sentiment d'insécurité.

Dans la séquence suivante, le matin, Nahed, à l'accueil de l'hôtel, demande à un employé de lui faire une réservation urgente sur le premier vol à destination du Caire. Sélim la surprend. Elle prend ses distances vis-à-vis de lui. Celui-ci s'excuse pour son comportement indécent de la veille et lui annonce qu'ils prendront la route aussitôt pour rejoindre Saïd à Damas.

Ils arrivent en voiture à Damas. Dans cette séquence, on découvre l'immense propriété de Sélim, qu'il partage avec son neveu, composée d'un grand jardin donnant accès à un bois et à une grande demeure, significative de leur richesse. Sélim présente à Nahed la gouvernante de la maison et lui indique sa chambre privée, située à l'étage supérieur. Nahed se dirige vers la terrasse de sa chambre. Un gros plan du visage de Sélim indique qu'il la convoite intensément. Ce qui a pour effet de le discréditer davantage à nos yeux. Il s'installe dans la salle de réception. Le téléphone sonne. Il prend l'appel. Il s'agit de Saïd, dont il communique l'appel à Nahed. Ce dernier justifie son absence, arguant d'affaires pressantes. Il importe de noter dans ces dernières séquences la présence permanente de Sélim auprès de Nahed, contrastant avec l'absence constante de son époux qui fait planer un doute sur l'enjeu de leur alliance.

Sélim invite Nahed à dîner dans un restaurant pour la distraire. Dans la séquence suivante, Nahed fait la connaissance de deux hommes d'affaires et de l'épouse de l'un d'eux : « Mamdouh, Akil et Aleya », les lui présente Sélim. Ceux-ci se joignent à eux quelques instants en attendant qu'une table se libère. « Nahed est la femme de Saïd », dit Sélim en la désignant à ses invités. « Saïd est en lune de miel actuellement, mais il est très pris par les affaires, poursuit-il. · Tu t'habitueras à Damas, dit Aleya à Nahed. Tu pourras aussi nous rendre visite, nous sommes voisins. Je t'invite à faire un tour en ville demain avec moi », conclut-elle en signe de sympathie. Sélim demande à Mamdouh des nouvelles d'une affaire qui le concerne. Celui-ci lui apprend qu'il en a entretenue le siège principal de son entreprise dont il attend une réponse. Une table se libère, les invités de Sélim s'y installent. Nahed se sent brusquement seule et demande à Sélim de rentrer à la maison.

À la maison, Sélim essaye de tenter Nahed qui le repousse. « J'attends, dit-il à Nahed, avec patience, et j'attendrai encore, je ne désespère pas.» Il met ainsi

clairement l'accent sur sa convoitise grandissante. Le choc de sa première tentative de viol estompé, il utilise tantôt la violence tantôt les manières douces pour plier Nahed à son désir. Cette dernière ferme la porte de sa chambre à double clé en signe d'insécurité.

La dilatation du temps, observée dans ces dernières séquences marquées par la longue absence de Saïd et l'accroissement du désir de Sélim, augure l'approche de l'éclatement du tragique, que recèlent leurs images, et de la révolte de Nahed jusqu'ici latente qui déterminera le développement dramatique des événements ultérieurs.

Aleya emmène Nahed faire un tour en ville dans sa voiture. Dans cette séquence, de grands panoramiques nous font découvrir les sites historiques de Damas et le cadre montagneux qui la caractérisent. Nahed interroge Aleya sur Saïd, au cours de cette promenade touristique. « Est-il brillant ? Lui demande-t-elle, travaille-t-il uniquement pour le compte de son oncle ou a-t-il ses propres affaires ? - Tu te renseignes sur Saïd après l'avoir épousé ? Réplique Aleya. - Je me suis mariée par procuration, je ne le connaissais pas avant, répond Nahed. - Saïd a un avenir brillant devant lui, la rassure Aleya, il travaille beaucoup et c'est un homme d'affaires remarquable. Tu as fait un bon choix.» Nahed observe longuement une rivière. Elle fait un petit rêve où elle voit Essam, son amant, l'y conduisant dans une barque. Ce rêve illustre sa volonté de se détacher de cet environnement où règne l'insécurité et où l'amour fait défaut. Aleya l'emmène à sa propriété personnelle, aussi splendide que celle de Sélim. Akil, le mari d'Aleya leur réserve une surprise dans son jardin. Nahed y découvre un groupe de jeunes exécutant une danse caractéristique du folklore syrien, la *Dabka*, et des domestiques qui préparent un barbecue. Mamdouh arrive. L'ambiance tient plus d'une fête que d'un simple déjeuner. Un gros plan du visage de Nahed indique la dissipation relative de son chagrin.

La nuit tombée, elle regagne la propriété de Sélim. Saïd y est toujours absent. Nahed monte dans sa chambre. Sélim y fait brusquement incursion, déchire partiellement la robe de Nahed et tente de la violer. Elle se soustrait à lui, dévale l'escalier, et dans sa fuite, croise Saïd. « Heureusement que tu es venu maintenant même Saïd, lui dit-elle, pour assister à ce à quoi je suis exposée régulièrement. Nous devons partir immédiatement d'ici. - Qu'est-ce qui s'est passé ? Demande Saïd. - Tu n'a pas compris ? Je suis ton épouse, non ? », répond Nahed. Saïd lui fait observer qu'ils ne se connaissaient pas avant le mariage, et qu'elle a accepté de l'épouser pour la fortune de son oncle. « Tu as plu à mon oncle et il a conclu un contrat de mariage à mon nom pour t'avoir. Il se sert de ma signature et je me sers de la sienne pour la conclusion de nos affaires.» Sélim arrive à ce moment. Confrontée à ce processus de duperie dont elle a été victime, surprise par la réaction passive de Saïd, Nahed demande le divorce et le retour en Egypte. « Tu ne peux pas quitter la Syrie sans l'autorisation de ton époux. Et si tu tentes de partir, le personnel de mon bureau à l'aéroport te repèrera et te ramènera ici. De toute façon, tu n'obtiendras pas le divorce », réplique Sélim, faisant ainsi étalage de l'organisation de son pouvoir sur le territoire où il gère ses affaires, pour intimider Nahed et empêcher toute tentative de se soustraire à son désir. Cette dernière s'enfuit dans les bois en pleurant et se rend à la propriété d'Aleya et Akil, qui lui offrent l'hospitalité, devant sa détresse. Nahed leur fait part de son souhait de rentrer en Egypte.

Dans la séquence qui suit, Akil discute avec Mamdouh de la situation de Nahed en présence de celle-ci et d'Aleya. Ils essayent de trouver un moyen pour infléchir la décision de Sélim d'empêcher le divorce de Nahed. Mamdouh apprend à Akil qu'il est en train de négocier une affaire très importante concernant Sélim auprès de son entreprise, sur laquelle il peut s'appuyer pour obtenir de lui, en

échange, des concessions. « Pour ses affaires, il est prêt à tout vendre », explique Mamdouh en soulignant le manque de moralité de Sélim.

La stratégie de Mamdouh réussit, ce qui dénote son savoir-faire en matière de négociation. Il obtient de Sélim le divorce de Nahed en échange de sa coopération à l'aboutissement de l'affaire qui le concerne et du consentement de Nahed à renoncer aux droits et indemnités qui lui reviennent du divorce.

À travers le personnage de Sélim qui ne recule devant aucun obstacle, fût-il moral, et son action pour préserver ses intérêts et obtenir une affaire importante à ses yeux, on discerne un aspect des activités commerciales et de négoce opportunistes, et un type d'organisation économique à caractère familial et périphérique qu'illustre le cas d'espèce de Sélim et de son neveu Saïd avec leur entreprise à multiples filiales.

Nahed rentre en Egypte. Ses parents, surpris par son retour rapide, apprennent son divorce. Sa mère lui demande les raisons de celui-ci. Nahed la renvoie aux raisons du mariage qui en fournissent une explication. « Tu aurais dû patienter un peu pour bien négocier tes indemnités de divorce, lui reproche sa mère, celle qui épouse un milliardaire doit en tirer le plus d'intérêts, aussi bien en divorçant qu'en se mariant. » Les valeurs économiques gouvernent ainsi le mode de pensée de la mère, du fait de la longue intériorisation par « l'habitus de classe » de la famille de l'expérience de l'instabilité économique et de la carence matérielle.

Nahed retrouve Essam dans leur jardin familier. Il y règne une atmosphère brumeuse identique à celle qui prédominait à leur dernière rencontre. Dans cette séquence, Essam reconnaît sa part de responsabilité dans les drames que Nahed a dû endurer. Celle-ci lui avoue qu'elle est contente que ces événements se soient passés de telle sorte qu'ils la ramènent à nouveau auprès de lui. Essam

évoque à nouveau les déterminations économiques dans lesquelles s'insert l'incertitude de son avenir.

Au renouvellement de cette situation d'empêchement de l'idylle s'ajoute pour Nahed celui du blocage de la situation de sa famille. De retour à la maison, sa mère la confronte à la catastrophe que la famille redoutait à la suite de son divorce : la perte d'emploi du père à l'entreprise de Sélim et le retour à la condition d'insécurité économique initiale. Nahed est tenue pour seule responsable de cette calamité par ses parents. Elle décide de travailler pour les aider financièrement. Sa mère se moque d'une telle décision : « Avec ton diplôme de baccalauréat, dit-elle, tu ne peux prétendre qu'à un emploi administratif peu rémunérateur.» Elle fait ainsi référence à la situation économique de la société égyptienne où l'emploi dans l'administration, à rémunérations limitées, supplée à la carence des finances de l'Etat due au manque d'industrialisation (Mursi, 1984). Le téléphone sonne et Nahed prend l'appel. Mamdouh, à l'autre bout du fil, lui apprend son arrivée au Caire et lui fait part de son désir de rencontrer son père pour demander sa main. Il lui fixe un rendez-vous pour en discuter préalablement.

Au cours d'une brève rencontre dans un jardin, Mamdouh explique à Nahed qu'il s'intéresse à elle et souhaite l'épouser. Il n'exige pas qu'elle l'aime parce qu'à son avis elle ne peut manifester un sentiment qui lui fait défaut à la suite des tribulations qu'elle a dû subir. « Tu as besoin à présent, lui dit-il, d'un grand soutien affectif et d'un sentiment de sécurité.» Ces propos dénotent sa maturité psychologique et le bien-fondé de ses intentions. Nahed réfléchit. On entend en voix-*off* la phrase par laquelle Essam avait conclu leur discussion sur l'issue de leur idylle. « C'est à toi de décider.» Cette rencontre dans un espace ouvert présage la naissance d'une nouvelle perspective d'avenir pour Nahed.

L'apparition de Mamdouh, au moment précis où l'existence de Nahed et de sa famille allait basculer à nouveau dans l'impasse, revêt aux yeux de celle-ci une forme salutaire. Dans la séquence suivante, elle convainc son père de la nécessité de recevoir Mamdouh, qu'il tient pour responsable de la ruine de ses relations avec Sélim, en valorisant sa position sociale : son statut d'homme d'affaires et le « capital » de relations et d'influences qu'il possède de par son poste dans une entreprise commerciale importante, supérieur à celui de Sélim.

La proposition de mariage se déroule selon les traditions, cette fois. Le prétendant, Mamdouh, accompagné de ses parents, s'entretient avec ceux de Nahed des modalités et des conditions du mariage. Dans cette séquence, on apprend que Mamdouh est muté à Beyrouth et qu'il souhaite célébrer son mariage avec Nahed en Egypte avant son départ pour ses nouvelles fonctions. Le père de Nahed accepte la demande de Mamdouh en posant comme condition l'obtention d'un contrat d'emploi pour Mohamed, son fils, dans son entreprise à la fin de ses études. La célébration du mariage s'effectue et les nouveaux mariés partent pour Beyrouth.

Un plan moyen nous montre Nahed à la terrasse de la chambre d'hôtel où elle est logée. Elle admire le paysage. Mamdouh rentre du travail. Les affaires l'obligent à travailler pendant sa lune de miel. Il enlace tendrement Nahed et lui apprend qu'il organise une réception en l'honneur d'un homme d'affaires nommé Gobran, qui a soutenu sa candidature à son nouveau poste. « La réception est en son honneur, dit-il, mais nous devons faire comprendre aux hommes d'affaires qui y seront invités qu'elle est aussi organisée pour eux.» Nahed est intriguée par le mode de pensée de Mamdouh. Celui-ci argumente : « Ce sont les affaires. C'est comme ça qu'on raisonne. - J'apprendrai à être la femme d'un homme d'affaires », réplique Nahed. L'extension du réseau relationnel est importante, selon la philosophie de Mamdouh, pour la réussite dans le domaine du négoce.

La réception a lieu. Mamdouh se montre prévenant vis-à-vis des ses invités. Un plan rapproché montre Nahed qui l'observe. Elle veille sur le bon déroulement de la réception. Mamdouh lui désigne un invité qui vient d'arriver avec son épouse : « C'est Monsieur Adah, dit-il, il est plus important pour moi que Monsieur Gobran, allons l'accueillir.» Après les présentations mutuelles, Mamdouh danse avec l'épouse d'Adah et Nahed avec ce dernier.

La séquence suivante a lieu dans la chambre d'hôtel. Nahed demande à Mamdouh si elle a fait bonne impression et l'interroge sur le coût de la fête. « Elle m'a coûté beaucoup d'argent, dit-il, mais son rendement sur le plan des relations sera supérieur à ses frais.» Nahed est de plus en plus surprise par la mentalité de Mamdouh. « Tu penses d'une façon étrange, lui dit-elle. - Raisonnable », réplique-t-il. Ils s'enlacent.

S'enchaîne à cette séquence un plan moyen qui montre Mamdouh au bureau d'Adah. Le décor du bureau montre que ce dernier occupe une haute fonction publique. La présence d'un petit drapeau national libanais dans un coin et une grande photo d'Adah portant une décoration nationale - une sorte de médaille d'honneur qu'on attribue aux hauts fonctionnaires ayant servi les intérêts de l'Etat - accrochée au mur, illustrent la nature de son statut. Il signe un contrat que lui a remis Mamdouh. « De nombreux hommes d'affaires ont désiré se voir attribuer une telle opération, dit-il à Mamdouh. Tu dois t'estimer heureux d'obtenir la signature de ce contrat.» Ce dernier l'en remercie. Adah l'invite à une réception qu'il organise et insiste sur le désir qu'il a de la présence de Nahed à celle-ci. Cette séquence a pour effet de démontrer l'efficacité du principe de l'intérêt privé, qui gouverne la gestion des relations et leur extension, dicté par la règle technique d'échange que met en pratique Mamdouh et qui lui a permis de se prévaloir du contrat d'Adah.

Se superpose une séquence où on découvre la sœur de Essam, l'ancien amant de Nahed, qui le félicite pour sa réussite à l'examen de fin d'études avec la mention très honorable. On assiste ainsi à une réussite de type estudiantin.

Un plan large nous montre la maison où vient d'emménager le couple Mamdouh-Nahed. Celle-ci s'y occupe de l'aménagement des pièces. Mamdouh arrive. Nahed l'installe dans un fauteuil confortable : « C'est le fauteuil que je te réserve pour t'y reposer à ton retour du travail », lui dit-elle. Ensuite, ils font le tour des pièces. Nahed s'arrête devant une petite pièce à décor enfantin. « C'est la chambre des enfants », dit-elle. - C'est trop tôt pour en avoir, réplique Mamdouh, nous n'avons pas encore construit notre avenir.» Nahed s'assoit sur une chaise. « Tu penses toujours d'une façon rationnelle », dit-elle à Mamdouh d'un air un peu déçu. Le téléphone sonne et Mamdouh prend l'appel. Un employé à son bureau lui apprend l'arrivée du président-directeur général de l'entreprise où il travaille. Il demande aussitôt à Nahed de s'apprêter pour l'accompagner à l'aéroport. « Nous devons accueillir Abbas Shaker, le P-D.G. de l'entreprise qui arrive du Maroc, lui dit-il. Tu sais, je peux obtenir de lui la gestion du bureau de l'entreprise au Maroc.» Ces propos indiquent l'ambition démesurée qui est au principe des dispositions et de l'action de Mamdouh.

À l'aéroport, des hommes d'affaires se bousculent pour accueillir Abbas Shaker. Mamdouh se presse pour le saluer, suivi de Nahed. « Je connaissais ta bonne réputation de bûcheur, Mamdouh, dit Abbas, et ta bonne gestion des affaires, mais je viens de découvrir que tu as en plus du goût », ajoute-t-il en regardant Nahed. Réflexion qui indique l'effet du charme de celle-ci sur lui. Il demande à Mamdouh de le conduire à l'hôtel. Pendant le trajet, il propose au couple de déjeuner avec lui le lendemain dans un restaurant de son choix.

Un plan large nous montre le restaurant où déjeunent le couple Nahed-Mamdouh et Abbas, situé sur un site montagneux en bordure de mer. Un plan rapproché montre Nahed qui admire le paysage, debout en face d'un rempart. « C'est un endroit splendide, dit-elle. Je ne le connaissais pas », ajoute-t-elle en regagnant sa chaise. Abbas reproche à Mamdouh de ne pas divertir assez son épouse. « Les affaires, argumente Mamdouh. À propos d'affaires, poursuit-il, je souhaiterais que vous recommandiez ma nomination à la direction du bureau du Maroc. - J'ai promis à d'autres personnes aussi qualifiées que toi la nomination à ce poste, réplique Abbas. Je dois te connaître davantage, estimer tes mérites, dit-il en regardant Nahed, pour prendre une décision appropriée.» Il propose au couple de dîner avec lui le soir. Ensuite, ils font la visite des parages en téléphérique, Abbas et Nahed dans une cabine et Mamdouh seul dans la cabine suivante. Abbas profite de son isolement avec Nahed et tente de la caresser. Elle le rappelle à l'ordre.

À la maison, Mamdouh demande à Nahed de s'apprêter pour le dîner avec Abbas. « Il me déplaît, dit-elle. - Fais un effort, ma chérie, lui dit Mamdouh, pour notre avenir. Il détient la décision de ma nomination au bureau du Maroc, nous devons honorer son invitation »

Le dîner, objet de la séquence suivante, a lieu dans un restaurant luxueux. Abbas s'assoit à côté de Nahed et Mamdouh en face. « Mamdouh, je m'intéresse à toi, dit Abbas, mais hélas ! Je dois retourner au Maroc. - Tu nous quittes déjà, réplique Mamdouh. - Tu peux me joindre partout, je commence à t'apprécier », dit Abbas. Un gros plan nous dévoile sa main essayant de caresser la jambe de Nahed. Celle-ci la repousse. Mamdouh, enthousiasmé par la remarque d'Abbas, lui demande d'appuyer sa nomination au poste du Maroc. Nahed devient de plus en plus gênée par les gestes discrets mais pressants d'Abbas et décide de partir sous prétexte d'un malaise soudain. Pour sauver la face, Abbas achève la soirée.

Dans la séquence suivante, Nahed subit, dans sa chambre, les reproches de Mamdouh dont le visage est bouleversé de colère. « Il emprisonnait ma main dans la sienne, dit-elle, je n'en pouvais plus. - Tu ne pouvais pas faire un effort ? C'est un vieil homme envoûté par ton charme. Tu voulais que je le gronde, que je le chasse, c'est lui qui peut me chasser de l'entreprise ! » Ces paroles montrent que Mamdouh est en position de dépendance vis-à-vis d'Abbas de par son statut de subordonné. Ce dernier abuse de cette relation de pouvoir pour s'approprier les charmes de son épouse, ce qui illustre son manque de moralité. En d'autres termes, Mamdouh, mû par son ambition d'occuper un poste de direction, est dans la position d'un client par rapport à Abbas, qui se trouve, lui, en position de monopole du fait de son contrôle des processus décisionnels de l'entreprise dont il est le P-D.G. J.F.Médard définit le clientélisme comme « un rapport de dépendance qui repose sur un échange réciproque entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales » (Médard, 1976, p 103). Insistant sur le caractère asymétrique de la relation, Médard met fort à propos l'accent sur la fausse réciprocité de la pratique clientéliste : le patron retire de cette relation un apport qui reste marginal et le client en retire un avantage vital. Ce déséquilibre crée les conditions d'une véritable dépendance qui reflète l'inégalité des ressources.

Au bureau, Mamdouh essaye, sans succès, de joindre Abbas à l'hôtel. À la maison, il téléphone à son bureau pour savoir si ce dernier a appelé pendant son absence. « Il nous fuit, dit-il à Nahed. Il est fâché.» Nahed est surprise par la réflexion de Mamdouh : « Fâché ! S'exclame-t-elle, pourquoi ? L'avons-nous offusqué ? » Mamdouh entreprend un discours où il définit leurs attentes mutuelles : l'avenir, le poste au Maroc garant d'une promotion sociale, la possibilité de trouver un emploi pour le père de Nahed et d'assurer un contrat d'embauche à son frère Mohamed à la fin de ses études, pour concentrer les

ressources de satisfaction de ces attentes dans les mains d'Abbas et personnaliser puis instituer son pouvoir, auquel ils doivent se plier. « Nous devons aller à l'hôtel ensemble pour lui faire nos adieux avant son départ pour Marrakech, insinue Mamdouh, et nous réconcilier en même temps avec lui. »

Dans la séquence suivante, à l'entrée de l'hôtel, Mamdouh demande à Nahed de monter avant lui dans la suite d'Abbas pour essayer de le convaincre de recommander sa nomination au bureau du Maroc. « Tu veux que je monte seule dans la chambre d'un homme dont tu connais les intentions vis-à-vis de *moi* ? L'interroge Nahed, surprise. « C'est un vieil homme, qui a l'âge de ton père, et puis j'ai confiance en toi. Je te rejoindrai un peu plus tard », répond-il. Nahed est gagnée par la résignation. Elle n'est pas dupe des visées ambitieuses de Mamdouh, qui ne souffre de scrupules moraux, ni des intentions d'Abbas qui manque non moins d'éthique, mais elle prend ce parti à défaut de mieux, sous l'instigation de son mari et la pression des déterminismes sociaux, qu'il a définis dans la séquence précédente, et qui la concernent aussi bien que lui. « Rassure-toi, dit-elle à Mamdouh, tu auras ton poste à Marrakech. » Elle indique par ces propos qu'elle en connaît le prix, qu'elle doit payer de son propre corps. Elle monte dans l'ascenseur, un gros plan montre ses yeux en larmes. Elle s'arrête à un étage et se dirige vers un miroir. Cadrée en face de ce miroir, elle observe longuement son visage comme pour y discerner la nouvelle identité que vient de lui attribuer son époux avec le concours d'un jeu complexe d'événements : une identité économique. Une plongée la montre montant l'escalier menant à la suite d'Abbas, accompagnée d'un air musical mélodramatique. Cette plongée, combinée à cette musique, est le signe annonciateur d'un désordre et d'une déchéance morale. Nahed frappe à la porte. Abbas ouvre, surpris. « Nahed, venue jusqu'ici modestement », dit-il, faisant allusion à son orgueil évanoui. « Mamdouh est pris par une affaire, il ne va pas tarder à venir, dit-elle. Nous nous sommes donnés rendez-vous ici. Il est

inconcevable que tu partes sans qu'on te fasse nos adieux.» Abbas comprend la raison implicite de cette visite. Il installe Nahed dans un canapé et s'assoit à côté d'elle. Il l'embrasse sur la joue et tente de l'enlacer. Elle freine son désir. « Attends, il faut qu'on parle d'abord, dit-elle. Tu sais que Mamdouh est employé ici à Beyrouth, sans indemnités ni garanties, c'est pour cette raison qu'il souhaite prendre la direction du bureau du Maroc. - Parlons-en, des garanties, réplique Abbas en essayant à nouveau d'enlacer Nahed. Pas ici, dit-elle, au Maroc.» Il est évident que l'attitude d'Abbas vis-à-vis de Nahed traduit sa conscience du penchant de celle-ci ainsi que de son époux pour la rationalité du profit et les avantages particuliers, dictés par la règle d'échange commercial dans une relation de pouvoir où il dispose du monopole du choix du mode d'échange : Nahed contre le bureau du Maroc. Il est non moins évident que Nahed, consciente de cette règle d'échange, choisit le lieu où elle peut s'appliquer : le Maroc. On frappe à la porte, Abbas ouvre. C'est Mamdouh. Il prend place dans un siège et Abbas s'assoit à côté de Nahed. « Nahed m'a distrait un peu en me racontant les nouvelles de la société, dit Abbas. - Elle est comme ta sœur, ajoute Mamdouh. - Ta réussite dans la gestion du bureau ici et l'accroissement des bénéfices de l'entreprise grâce à la coopération m'ont convaincu de ta compétence à prendre la direction du bureau du Maroc », lui annonce Abbas.

Dans la séquence suivante, Nahed repousse Mamdouh qui veut faire l'amour avec elle, dans leur chambre. « Pas ici, dit-elle, au Maroc.» Elle le renvoie ainsi à sa situation d'allégeance individuelle vis-à-vis d'Abbas et affirme sa nouvelle identité de produit d'échange dans une relation de clientèle.

Au Maroc, les séquences où Abbas fait visiter à Nahed les sites historiques et les endroits caractéristiques de la ville de Marrakech alternent avec des plans de Mamdouh à son bureau. Il s'occupe de la gestion de celui-ci. L'évolution du temps est indiquée par le changement du mode vestimentaire de

Nahed et par les aspects des divers espaces visités ; le souk, les plateaux montagneux en bordure de mer, les monuments... Dans un restaurant, Nahed révèle à Abbas son ambition de monter un projet économique susceptible de lui assurer une certaine indépendance économique vis-à-vis de Mamdouh : l'ouverture d'une boutique. « J'ai fait la connaissance de presque toutes les grandes familles ici, et elles peuvent devenir mes clientes », dit-elle.

Suit une séquence se déroulant dans l'appartement d'Abbas. On y découvre Nahed et Abbas assis dans un salon. Ce dernier rédige un chèque qu'il tend à Nahed. « C'est pour l'ouverture de la boutique, dit-Abbas. - Je voudrais également un contrat d'emploi à un poste de directeur général dans l'entreprise pour Mohamed, mon frère, identique à celui de Mamdouh, et l'affectation de mon père à la direction du bureau de l'entreprise au Caire », dit Nahed. Abbas acquiesce. Il lui offre également une cape, qu'il prend soin lui-même de la mettre sur ses épaules. Ce geste illustre ce qu'Alexis de Tocqueville appelle « la politique capétienne », qui consiste à rationaliser puis unifier. En effet, Abbas, après avoir initié Nahed aux dispositions psychologiques d'intériorisation de la rationalité du profit dictée par la règle d'échange capitaliste, la met sous sa cape. En d'autres termes, il lui permet de réaliser sa stratégie d'autonomie économique par rapport à son mari dans le dessein de la contraindre à la satisfaction de son désir sexuel, condition de leur « d'échange. Nahed se plie à son désir. Un gros plan révèle l'expression altérée de son visage, indice d'une souffrance due à son abandon conscient à la corruption physique et morale. Par la démonstration de son aptitude à réaliser les finalités de Nahed, Abbas délimite le champ d'action de celle-ci, si illicite soit-il.

Nahed rentre à la maison. Dans cette séquence, Mamdouh remarque la cape qu'elle porte et l'interroge sur son origine. Elle ne répond pas. Il lui tend une lettre en provenance d'Egypte. « Mes parents désirent savoir si on a pu obtenir un contrat d'emploi pour Mohamed », dit-elle après avoir lu la lettre. « Pourrais-tu

solliciter Abbas à ce propos ? Interroge-t-elle Mamdouh. - Je viens d'être muté à ce poste, je ne vais pas commencer à submerger Abbas de demandes », répond-il. Ces paroles dénotent son égoïsme. Nahed lui apprend qu'Abbas les invite à dîner avant son départ pour Paris. Il rejette cette invitation.

Se juxtapose un plan moyen où on voit Mamdouh occupé à boire au bar d'un casino. Abbas, accompagné d'un ami nommé Ezzat, joue à proximité à la roulette. Il y gagne beaucoup d'argent et reconnaît qu'il doit sa chance à la présence de Nahed. Ezzat demande à celle-ci de l'assister au jeu pour lui apporter un peu de chance. Abbas pose comme condition à cet échange de partenaire : les pertes pour Ezzat et l'intégralité des bénéfices pour Nahed. Mamdouh assiste à distance à ce divertissement dans lequel celle-ci s'implique.

Nahed, dans la séquence suivante, s'occupe de la gestion de sa nouvelle boutique de prêt-à-porter. Des plans moyens nous montrent des vendeuses s'occupant de la clientèle, des propositions et de l'essayage de modèles. Des mannequins disposés dans les coins, vêtus de robes de haute couture, et la dimension spacieuse de la boutique dénotent son luxe et sa modernité. Nahed veille sur sa clientèle de grande classe. S'enchaîne une séquence où on voit sa mère tenant une lettre. On entend la voix-*off* de Nahed lire son contenu. Elle y fait part à sa mère de l'amélioration de sa situation, de l'obtention d'un contrat d'embauche pour Mohamed et d'un virement d'argent effectué de sa part à l'ordre de ses parents. Le plan s'élargit, on découvre le nouvel appartement où les parents se sont installés, plus spacieux et au mobilier relativement luxueux par rapport à l'ancien où ils avaient emménagé après la faillite des affaires du père. Un plan rapproché montre la mère en train de déballer des colis de vêtements envoyés par Nahed. Toute la famille rayonne de joie. Les ressources financières que Nahed s'est procurées par l'acquisition d'un commerce personnel : la boutique obtenue par son interaction avec Abbas, codée par la norme du profit, lui confèrent l'autonomie économique

dont elle a besoin et la possibilité de mettre aussi bien ses parents que son frère à l'abri de la précarité matérielle et de l'incertitude de l'avenir.

Il importe de noter que dans ces dernières séquences, on ne voit plus Mamdouh exerçant ses activités au bureau. En revanche, Nahed occupe le devant de la scène du fait de ses relations calculées avec Abbas et de son intégration au monde des affaires. Ce qui a pour effet d'inverser les rapports du couple. Nahed, d'abord soumise aux ambitions de son époux et au modèle de comportement qu'il lui a assigné en conséquence, entreprend à présent et agit indépendamment de lui.

Nahed rentre à la maison. Le téléphone sonne. Mamdouh prend l'appel et lui passe l'appareil. Un plan moyen nous montre Nahed étendue à son aise sur un canapé et Mamdouh confiné dans un fauteuil latéral. Elle discute au téléphone avec Ezzat dont elle accepte une invitation à sa ferme personnelle. Elle en fait part à Mamdouh. « Je saisirai l'occasion pour discuter avec Ezzat d'un projet d'affaires » dit-elle. Mamdouh réplique en colère : « De quel projet, je suis au courant de rien, tu ignores que tu as un époux que tu es censée respecter.» Ces propos indiquent qu'elle échappe à l'autorité traditionnelle du mari. « J'ai toujours agi conformément à ta demande », rétorque Nahed, le rappelant à l'ordre, ou plutôt au désordre dont il a été l'instigateur. « Tu t'engages dans une voie qui va te perdre, lui dit Mamdouh. - J'agis dans mon intérêt, répond-elle, dans nos intérêts. Je pense comme toi : il s'agit de travail.» Mamdouh refuse de se rendre à la ferme sous prétexte qu'il a une réunion au travail. « Tu peux me rejoindre après à la ferme, dit Nahed, Abbas y sera, lui aussi. - Et quel rapport a-t-il avec tout cela ? L'interroge Mamdouh. - Ezzat est une relation d'Abbas et le projet dont je discuterai avec Ezzat sera financé par Abbas », précise-t-elle.

La séquence suivante se déroule à la ferme d'Ezzat. Comme on a pu le constater dans les séquences antérieures, la représentation de la classe de l'élite

économique à laquelle appartiennent Abbas et Ezzat est associée à l'ambiance du ludisme, de la fête, de la détente qu'autorise l'aisance matérielle, significative de la richesse et de la prospérité des affaires. Nahed et Ezzat sont cadrés au centre de la cour de la propriété féodale de ce dernier. Un groupe de danseurs de folklore accompagné de musiciens traditionnels animent l'ambiance festive. « Ce projet commercial est très prometteur, dit Nahed à Ezzat, le problème est que je ne possède pas de capital suffisant. Je pense qu'il faudrait que je mette ma boutique sous hypothèques pour disposer d'un supplément de ressources. - Non, il ne faut pas, réplique Ezzat, je t'avancerai le crédit qui couvrira la différence. - Dans ce cas tu deviens mon associé, poursuit-elle. - Très volontiers », répond-il. Un gros plan révèle son regard plein de convoitise pour Nahed. Mamdouh arrive. Il est cadré en face du groupe de danseurs qui forme un cercle. Nahed s'introduit au milieu du groupe et danse d'une façon provoquante. Le son des tambours devient plus accentué, illustrant, en contrepoint, la conduite dévergondée de Nahed. Le cadrage de Mamdouh à distance du cercle des danseurs et de Nahed et Ezzat a pour avantage d'indiquer la distance réelle qui sépare Mamdouh de la classe des élites économiques que représentent Abbas et Ezzat. Cette classe d'élites maintient les agents tels que Mamdouh dans une position clientéliste et dans sa périphérie, du fait qu'elle contrôle des bases de pouvoir de beaucoup supérieures. Contrairement à Mamdouh, Nahed est intégrée dans le circuit de ces élites, du fait qu'elle est mobilisée par leurs règles de jeu et leur jeu complexe d'échange.

Dans l'appartement du couple, le téléphone sonne. Nahed répond. Il s'agit d'Abbas. Il lui apprend qu'il vient de rentrer de Paris et qu'il lui réserve une surprise. Dans cette séquence, Nahed occupe sa place privilégiée : le canapé. Mamdouh, cadré de profil, confiné dans son fauteuil, consomme beaucoup d'alcool. Ce qui a pour effet d'illustrer sa conscience de la désagrégation croissante des valeurs du couple, du mariage et son sentiment de perte, d'égarement.

« Mamdouh, tu voulais le bureau du Maroc et je t'ai aidé, lui dit Nahed, maintenant, tu auras le bureau de l'entreprise à Paris.» Cette décision illustre l'inversion des rôles dans le couple et notamment la mutation de celui de Nahed. À présent, c'est elle qui prend l'initiative de gérer l'ambition et l'avenir du couple. À travers l'intégration dans le monde des affaires et l'assimilation des règles du jeu le conditionnant, Nahed a pu discerner l'enjeu des entreprises multinationales, telles que celle que gère Abbas, et des élites économiques auxquelles il appartient aussi bien qu'Ezzat : la liaison du capitalisme national avec le marché international et l'alliance aux monopoles occidentaux. Cet enjeu correspond à celui qui structure concrètement dans la réalité les stratégies d'action des instances périphériques, dans la société égyptienne, détentrices du grand capital et rebelles à l'intégration aux projets nationaux d'industrialisation du pouvoir (Mursi, 1984).

Le jour suivant, le téléphone sonne dans l'appartement du couple. Nahed répond, présumant qu'il s'agit d'Abbas. Elle découvre, a contrario, une surprise : son interlocuteur est Essam, son ancien amant. On découvre ce dernier, dans une séquence brève, qui s'enchaîne à celle-ci, dans une cabine téléphonique de rue. Il apprend à Nahed qu'il est à Marrakech et qu'il souhaite la rencontrer.

Dans la séquence suivante, Nahed le rejoint dans un endroit antique situé en altitude et en bordure de mer. Cet espace illustre la résurgence du passé dans un présent, une réalité qui en diffère profondément. Essam et Nahed s'abandonnent à une longue étreinte. « J'ai fini mes études et obtenu une bourse d'études supérieures à Paris, dit Essam. J'ai voulu te voir ici avant de partir pour t'annoncer que je suis à présent en mesure de te proposer le mariage. - J'ai beaucoup changé, Essam, répond Nahed, j'ai connu beaucoup de choses. Quelquefois je crois que je suis heureuse, mais je suis égarée.» Elle résume ainsi l'état de sa situation. Essam la prend dans ses bras et l'embrasse. « C'est la première fois que je sens que tu es à moi, tu m'appartiens, lui dit-il. j'ai commis

une erreur en te laissant te marier dans le passé. Aujourd'hui, je suis dans une position sociale qui me permet de t'épouser, poursuit-il. « Aide-moi, Essam, comprends-moi, j'ai beaucoup changé, dit Nahed. La seule chose qui n'a pas changé en moi, c'est mon amour pour toi. Il faut que notre amour reste en nous pour qu'il demeure pur. S'il s'incarne dans un rapport ordinaire d'homme à femme, il mourra. Je vais te quitter, Essam, en t'aimant. Aujourd'hui, c'est moi qui t'abandonne.» Nahed tranche par cette décision « noble » avec un passé et un amour digne avec lequel elle ne peut renouer en raison de sa nouvelle identité économique, qui l'écarte définitivement de sa pureté et sa fraîcheur d'esprit originelles. De cette nouvelle identité témoignent les événements, qu'elle se remémore en quelques séquences brèves extraites de son passé, et qui ont contribué à en façonner et en déterminer le trajet stratégique : la déstabilisation de la situation économique des parents, la confrontation avec Essam dont elle déduit l'incertitude de l'issue de leur idylle, l'alliance avec le neveu de Sélim, et la tentative de viol de celui-ci, l'alliance avec Mamdouh et le plan de plongée, à l'hôtel, illustrant son acheminement vers la déchéance : la chambre privée d'Abbas, condition d'un échange dont Mamdouh tire son ascension sociale. Et pour finir, le plan où elle s'abandonne au désir d'Abbas pour remplir les conditions d'une règle d'échange dont elle tire à son tour sa propre promotion économique et sociale. Le film s'achève sur le montage en accéléré de ces séquences raccourcies, qui reproduisent brièvement les faits et les actions qui structurent simultanément l'évolution de son organisation dramatique et le développement du caractère de Nahed jusqu'à cette discussion de l'autonomie décisionnelle.

Il importe, à l'issue de cette analyse, d'étudier en profondeur les rapports liés à un type d'organisation économique à caractère commercial en se rapportant au contexte socio-économique égyptien caractéristique de ces années-là.

1. PRATIQUES ÉCONOMIQUES ET HÉGÉMONIE CAPITALISTE

Nous avons noté dans le film des pratiques clientélistes dont la fonction est de placer une périphérie cliente : Abdel Hamid, Mamdouh et Nahed en position de dépendance par rapport à un ensemble d'élites économiques : Sélim, Abbas, Ezzat, qui lui ouvre l'accès aux biens matériels et symboliques, s'organisant par là en structure de domination économique.

Il reste à montrer comment et en faveur de qui se réalise dans la société ce mécanisme de distinction et de structuration de la domination par un groupe d'élite [illegible] de des bases de pouvoir et des ressources économiques inégale[illegible], de nature à satisfaire un groupe restreint, et tient à l'écart les masses tant qu'elles ne sont pas mobilisées par l'un de ses segments.

L'effet de synergie, jusqu'à un certain seuil, confère à celui qui contrôle beaucoup de bases de pouvoir la capacité d'accroître encore sa prééminence. C'est, en matière économique, la loi bien connue de concentration croissante du capital en situation de marché ouvert. Il convient, à cet effet, de se rapporter à l'année 1965 qui a constitué un point marquant dans l'histoire du régime nassérien. C'est l'année qui clôturait le premier plan quinquennal et mettait un point final à l'expérience de planification nationale globale, après les mesures de nationalisation. C'est aussi l'année du commencement de la dégradation des taux de développement, le deuxième plan n'ayant jamais vu le jour. Ali Sabri évoque dans son livre *Cinq années de transformation* les victoires économiques du peuple égyptien, obtenues par une lutte jamais vue dans l'histoire, par un généreux sacrifice, par les mesures de nationalisation et les fruits du développement. Cependant, la lecture de ce livre nous conduit à découvrir le ver corrupteur qui, par la suite, devenu légion « a rongé la charpente économique du pays entre 1965 et 1970. En ce sens, la défaite

militaire de 1967 n'était que l'arbre qui cachait la forêt.» Ce ver corrupteur résidait dans les fondements capitalistes du secteur nationalisé, dans le fait d'avoir englobé ces fondements sous des qualifications non scientifiques, le fait d'avoir dit par exemple qu'il s'agissait d'un développement non capitaliste, d'une voie non capitaliste de développement, le fait aussi d'avoir désigné une couche sociale comme relevant d'un capitalisme non exploiteur. Ali Sabri souligne, par ailleurs, dans son livre que les opérations confiées par le secteur nationalisé aux sous-traitants du secteur privé « atteignaient la somme de 144 millions de livres égyptiennes pour chaque année du plan, réalisant un bénéfice net de 29 millions de livres égyptiennes. Le secteur privé a mis à profit cette situation pour augmenter le prix des opérations accordées, même sous le régime de l'adjudication, ce qui a abouti à l'augmentation du coût des opérations de construction qui représentaient 47 % des investissements formels du plan. » La conséquence inéluctable a été, selon Taha Chaker, un déséquilibre structurel du fait de l'accroissement de l'importance relative du secteur des services au détriment du secteur des produits de consommation. C'est là une des raisons principales à l'origine de l'augmentation de la demande sur le marché de la consommation et des pressions inflationnistes accompagnant la mise à exécution du plan (Chaker, 1972, p.116-117). Durant les cinq années du plan, la part de l'industrie a baissé de 42,7 % à 42,3 %, alors que les services ont augmenté de 29,8 % à 31,8 %. Ainsi le secteur privé a réussi à faire dévier le secteur nationalisé de la voie de l'industrialisation.

La récession qui s'ensuivait était due au fait que le plan de développement étant un plan capitaliste, d'un capitalisme d'Etat national. Les grandes nationalisations, dans leur essence, constituaient des actions nationales pour la modernisation, l'indépendance et la souveraineté. Quant aux couches supérieures de la bourgeoisie égyptienne, elles avaient refusé de participer librement au développement. Mais si les actions de nationalisation ont eu un impact sur les

plus larges secteurs de la population, elles ont constitué aussi une transformation capitaliste sur le plan de la législation et de l'exécution, et du point de vue de la pensée économique dans le cadre politique existant. En effet, la Charte nationale a été la constitution du capitalisme d'Etat national ; le parti unique de l'Union socialiste en était l'organisation politique.

Si la planification, le développement et les nationalisations ont mis une limite à l'accumulation du capital individuel, le capitalisme national a pu tirer profit des formes invisibles du développement capitaliste. Il convient de souligner, d'autre part, que les couches de la grande bourgeoisie, les élites économiques, qui ont échappé aux mesures prises par l'Etat capitaliste, ont réussi à canaliser leurs capitaux dans des orientations légales comme la construction, l'exportation et le traitement direct avec le secteur nationalisé et les appareils de l'Etat. Ce sont ces couches qui ont été à l'origine de la construction de structures périphériques, qui ont pu maintenir leur autonomie par rapport aux tentatives de mobilisation et d'intégration du centre, du pouvoir, en d'autres termes. Pour illustrer le développement de la classe du grand capital en structures économiques périphériques et autogestionnaires, il suffit d'invoquer à titre indicatif, comme le dit Fuad Mursi, le fait « que le commerce en gros se trouvait entre les mains de 219 commerçants ayant pour chiffre d'affaires 600 millions de livres égyptiennes » (Mursi, 1975). C'est dans ce cadre historique et politique qu'il faut comprendre l'hégémonie des entreprises de commerce, leur liaison avec les marchés extérieurs et leur alliance avec les monopoles occidentaux dont l'efficacité explique la formation d'idéologies, c'est-à-dire dans leur noyau dur, des illusions des sujets sur eux-mêmes et sur leur environnement.

Comme l'explique Stewart Clegg, les structures de domination se situent au coeur des modes de production économique, symbolique et coercitif dans les dispositifs où s'agence une inégale distribution des ressources : les biens

matériels, les biens symboliques et les contraintes. Le niveau fondamental est celui de la domination hégémonique (au sens gramscien), associée chez lui, très étroitement, au mode de production économique. Par exemple, la possession par un groupe d'élites de ce qui manque le plus à une société, un pouvoir : la puissance matérielle, lui assure la capacité à jouer un rôle déterminant dans la définition, la reproduction et la diffusion des valeurs fondatrices de légitimité. Quant au niveau intermédiaire, c'est celui des modes de rationalités - par exemple dans le cas de l'entreprise capitaliste, la rationalité fondamentale est celle du profit - qui jouent le rôle des règles de sélection des attitudes et comportements possibles des acteurs ; bref, elles déterminent leurs parcours stratégiques (Clegg, 1979, p. 100).

2. LE MANQUE D'ÉTHIQUE ET LE DÉSORDRE SEXUEL

Le manque d'éthique et de loyauté envers la nation et la carence de mobilisation pour les intérêts collectifs, pour les projets nationaux d'industrialisation et de développement économique, conçus pour en faire bénéficier la majeure partie de la population, caractéristiques de l'attitude des couches économiques supérieures de la grande bourgeoisie, sont stigmatisés dans le film par le désordre sexuel et les rapports sans règle impersonnelle qui gèrent l'interaction d'individus et de groupes dans les relations d'affaires commerciales. Ce sont des principes de rationalité - qui s'écartent des concepts traditionnels du rationnel - obéissant à des règles d'échange sélectionnées par des élites économiques corruptrices et qui ont pour effet de produire des sentiments de perte et de chaos.

3. L'ÉMIGRATION

Le phénomène de l'émigration à l'étranger, qui marque les années soixante-dix, est présenté dans le film comme l'unique alternative pour la jeunesse, eu égard à l'insécurité économique et l'incertitude de l'avenir prédominantes. Les facteurs explicatifs de ce phénomène sont : la récession du pouvoir d'achat due à l'inflation provoquée par le déséquilibre structurel résultant de l'accroissement de l'importance du secteur des services au détriment du secteur des produits de consommation, l'absence de planification, la baisse des rémunérations dans l'administration publique, la redistribution inégale des richesses. Et pour finir, le manque d'industrialisation et l'accroissement de la dépendance économique de l'étranger. Ramzi Zaki précise dans un ouvrage collectif que « de nombreux Égyptiens, de catégories professionnelles différentes : ouvriers, employés du gouvernement et du secteur public, diplômés d'études universitaires supérieures et moyennes ou diplômés d'écoles techniques, émigrent à l'étranger ou dans les pays arabes pétroliers du Golfe où les niveaux de salaires sont nettement supérieurs à ceux qui sont courants en Egypte. Par ailleurs, le gouvernement égyptien encourageait ces émigrations depuis le début des années soixante-dix, dans l'espoir de tirer profit des virements d'argent qu'accomplissent ces émigrés, constituant pour lui une source supplémentaire de procuration de devises étrangères » (Zaki, 1982, p 386).

Bibliographie

Al-Bishlaoui (K.), 1973, « *Dami wa doumou'i wa ibtissamati* » (Identité d'une femme), journal *Al-Messa*, 23 juillet

Auteur anonyme, 1973, « Un scandale au sommet de la société », magazine *Al-Kawakeb*, 17 juillet.

Chaker (T.), 1972, *Problèmes de libération nationale et révolution socialiste*, Beyrouth, Dar Al-Farabi.

Clegg (S.), 1979, *The Theory of power and organization*, London, Routledge & Kegan.

Farid (S.), 1973, « *Identité d'une femme* », quotidien *Al-Goumhoureya*, 19 juillet.

Médard (J.F.), 1976, « Le rapport de clientèle », *Revue Française de Science Politique*, n° 1, vol. 26.

Mursi (F), 1975, « L'hégémonie des rapports de production capitaliste », revue *Al-Tali'ah*, n° 12.

Mursi (F.), 1984, *Haza al-infitah al-iqutissadi* (Cette ouverture économique), Le Caire, Dar Al-Thaquafah Al-Jadidah.

Sobhi (A.M.), 1973, « *Identité d'une femme* », magazine *Al-Isna*, 4 août.

Zaki (P.), 1982, « L'inflation et la situation des salariés », in ouvrage collectif *Al-Infitah, Al-Gézour, Al-Hassad Wal Mustakbal* (L'ouverture, les racines, le résultat et l'avenir), Le Caire, Al-Markaz Al-Arabi Lal Bahth Wal Nachr.

CHAPITRE V

LA BALLE EST TOUJOURS DANS MA POCHE
TERRE, DÉMOCRATIE ET DÉFI

La balle est toujours dans ma poche (1974) consacre les enjeux politiques et sociaux des films à préoccupation sociale, étudiés dans cette première partie de notre recherche, axés, explicitement ou implicitement, sur des faits historiquement et socialement situés : la terre, la critique du système politique et de sa démocratie, l'incertitude de l'avenir et le désordre, qui ont contribué à accréditer la nécessité de livrer la guerre de libération, unique solution à l'inquiétude pour le destin de la nation et du peuple.

Des quatre films de long métrage de fiction réalisés pour commémorer le premier anniversaire de la victoire militaire d'octobre 1973 : *La loyauté grandiose*, *Redour*, *Les enfants du silence*, *La balle est toujours dans ma poche*, ce dernier a été qualifié unanimement par la presse nationale de meilleur film de guerre consacré à la Guerre d'octobre. Son argument procède de la radicalisation de la guerre et des réformes à accomplir des structures du système. Traitant ainsi deux problèmes critiques et très délicats, le film a eu pour effet de partager les critiques en deux camps : d'une part, ceux qui accusaient le régime nassérien de la défaite militaire de 1967, de la carence de democratie qui brimait la critique et la liberté d'expression du peuple, et reconnaissaient l'effet déterminant de la Guerre de l'usure organisée par Nasser en 1969 sur l'action du peuple et sur le développement de sa conscience politique et de sa critique qui ont conduit à la Guerre d'octobre 73 (*Revue du Club de cinéma*, *Al-Kawakeb*, *Al-Messaa*, 1974). Et d'autre part, les

critiques qui reprochaient au film d'insister sur les aspects négatifs de l'expérience nassérienne et la déviation de certaines structures bureaucratiques de la voie de radicalisation des réformes et du développement socialistes dans le but de réfuter les exploits et la richesse des réformes et des projets scientifiques d'industrialisation et de développement collectif réalisés pendant dix huit ans, sous le leadership exceptionnel de Nasser, depuis l'aube de la révolution du 23 juillet 1952 jusqu'en 1967. Réformes et projets dont on peut citer : la nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez, la construction du Haut-barrage, le triomphe de l'agression tripartite de 1956, l'électrification des villes et des campagnes, la bonification du désert et l'augmentation de la superficie de la terre arable. De surcroît, la distribution de la terre aux paysans selon la loi de réforme agraire et l'assistance technique accordée à ceux-ci par l'intermédiaire des systèmes coopératifs, ainsi que l'édification des usines d'acier et de fonte, le lancement de projets industriels, la gratuité de l'enseignement, etc.. Et d'autres réalisations significatives du nationalisme et du développement à caractère collectif et populiste caractéristiques de la voie révolutionnaire nassérienne. Selon ces mêmes critiques, il est évident que la défaite militaire de 67 contribue à révéler au peuple ses ennemis de l'intérieur : les structures bureaucratiques usurpatrices de la bourgeoisie qui ont transformé le système en un système autoritaire, l'ont isolé du peuple et bridé la parole de ce dernier et se sont alliées aux structures capitalistes, rebelles à la voie socialiste et favorables à l'accumulation du capital et à la spéculation. Néanmoins, ce peuple ayant refusé la défaite de 67, commençait à critiquer ces « positions de force » et la Guerre de l'usure matérialisait la nécessité de changer ses relations structurelles et de libérer la terre. Ainsi, s'associaient dans le mode de pensée et l'action du peuple deux finalités qui ont commandé la Guerre de la libération d'octobre 1973 (*La Revue du Club de cinéma, Octobre, Al-Goumhoureya, Al-Cinéma*, 1974).

Aussi est utile de noter qu'en dépit de leurs divergences, ces critiques mettaient l'accent sur les différentes représentations de leurs auteurs de la défaite, de l'ordre social, de l'organisation politique et chargeaient le film de leurs attentes interférant avec les aspirations collectives : la démocratie, les réformes et une meilleure qualité de vie qu'autorisait la renaissance de l'espoir par la Guerre d'octobre. Par ailleurs, ainsi que le soulignait Abdel Moneim Saad « le *film* unifie. Les héros, qui ont franchi le canal de Suez et planté les drapeaux égyptiens sur la rive-est, étaient eux-mêmes soudés, quelles qu'aient pu être leurs tendances politiques, leurs catégories professionnelles et leurs classes d'origine » (*Al-Cinéma*, 1974). De plus après la vue du film, le chef d'état major de l'armée égyptienne, le général Al-Gamassi, et quelques généraux et colonels de brigade « ont félicité le réalisateur Hussam El Din Mustapha et l'équipe du tournage pour le succès de la reproduction, dans un style réaliste, des étapes de la bataille, de la reconstitution de la victoire glorieuse des premiers jours de la Guerre d'octobre 1973, qu'incarnent notamment le franchissement du canal et la reconquête de la ville de Kantara » (*Al-Ahram*, 27 septembre 1974). Par ailleurs, selon le quotidien *Al Akhbar* du 28 septembre 1974 « le réalisateur a eu recours, dans le tournage des scènes de bataille, à l'aide de deux réalisateurs italiens : Mario Mafi, spécialiste des films de guerre et Claudio Cottevi, spécialiste des effets sonores ».

Résumé de l'action

Mohamed El Magnaouri, soldat égyptien rescapé du massacre de ses camarades par l'armée ennemie lors de l'agression de 1967, rentre au pays après un exil provisoire dans la bande de Gaza à la suite de la défaite. Il subit un interrogatoire militaire de routine et réintègre son village natal, où il découvre l'hégémonie du directeur d'une agence dépendant d'une institution publique de coopérative sur l'action et l'avenir des villageois et la souffrance de sa bien-aimée,

Fatma, violée par celui-ci. Il retourne au front et la Guerre d'usure commence pour faire payer par l'ennemi le prix des raids aériens massifs, accompagnés de lancement de tonnes d'explosifs et de missiles, qu'il opère quotidiennement sur le front égyptien. De retour à nouveau au village, Mohamed note un changement dans les attitudes et dans l'action de la communauté villageoise dû au regain de confiance et à la mobilisation pour les réformes structurelles provoqués par la Guerre d'usure. L'affrontement à distance de l'ennemi autorise ainsi l'affrontement de la réalité sociale et politique intérieure. Il retourne au front, après un certain temps, et la Guerre d'octobre commence. Il franchit le canal de Suez avec ses camarades de division et l'armée, plante le drapeau égyptien sur la terre reconquise et retourne au village où il retrouve sa fiancée et toute la communauté transformées par cette victoire.

Analyse

Le générique s'ouvre sur une pancarte de couleur jaune, figurant le sable du désert, où sont inscrits en caractères rouges les mots : Sinaï 67. Ces mots se transforment en un liquide qui couvre ce plan tel un saignement. Cela donne l'atmosphère de conflit qui gouverne le film et représente le drame historique et national qui a frappé l'Egypte après la défaite militaire de 1967.

Un plan-séquence suit où défilent les titres, associés à l'image d'un homme qui quitte une barque conduite par deux autres. Un voilier apparaît en arrière-plan. La barque se dirige vers le voilier. L'homme avance, une musique militaire enthousiasmante l'accompagne. Un travelling latéral le montre marchant sur une plage. Il s'arrête soudain et cherche un objet dans la poche de son pantalon. Il en sort une balle de fusil qu'il tient précieusement dans sa main. Le titre du film apparaît aussitôt : *La balle est toujours dans ma poche*. L'homme reprend sa

marche. Il accélère et observe quelque chose au loin. Une contre-plongée nous montre l'entrée d'un camp militaire et le drapeau égyptien hissé au dessus de celui-ci. Un gros plan montre la joie et le patriotisme qu'exprime le regard de l'homme. La proximité du camp et du drapeau national, alternant avec le plan de la barque accostant à la plage, signifie la réintégration de la patrie après un voyage. Le générique s'achève sur ce gros plan.

S'enchaîne une séquence où un officier expose à deux subordonnés la biographie de l'homme du générique, dont la photo figure dans un dossier qu'il tient dans la main. « Mohamed El-Maghaouri, soldat égyptien volontaire de la division 232 située au Nord du Kanteia. Âgé de 25 ans, diplômé du baccalauréat, il était étudiant en faculté de lettres, section de philosophie, avant d'entrer dans l'armée. Originaire de la campagne, il a disparu après la bataille de 67 », dit l'officier. Un des subordonnés l'interroge sur la photo d'une jeune fille retrouvée dans les affaires du soldat. « Il s'agit de Fatma, sa cousine, répond l'officier, montrant la photo de celle-ci. Elle est âgée de 25 ans, et diplômée d'un baccalauréat établi par la province de Tanta. Il en est amoureux. » L'officier apprend à ses subordonnés que l'agent susceptible d'être manipulé est celui qui a le goût de l'argent ou des femmes. « Il est possible, dit-il, que les services secrets de l'ennemi aient trouvé que Mohamed peut être manipulé par sa liaison d'amour à sa cousine. » Ces paroles indiquent que Mohamed est suspect d'intelligence avec l'ennemi.

Dans la séquence suivante, Mohamed, dans une chambre d'hôpital, demande à une infirmière qui lui apporte son petit déjeuner la raison pour laquelle il y est retenu. Elle répond qu'elle l'ignore et se hâte de partir. Mohamed lui demande des journaux pour s'informer des nouvelles du pays d'où il était longtemps absent. « Je dois consulter le commandant avant de vous les fournir », dit l'infirmière en s'esquivant. Mohamed, impatient, se dirige vers la porte de la chambre. Un soldat

lui interdit la sortie. Il interpelle un médecin passant dans le couloir. « Docteur, lui dit-il, pourquoi un soldat monte-t-il la garde devant ma chambre ? - Es-tu le soldat qui vient d'arriver de la bande de Gaza ? L'interroge le médecin. - Oui, répond-il. - Ce sont des mesures de sécurité de routine », lui explique le médecin. Mohamed regagne sa chambre. Il entend le bruit d'un hélicoptère et des rafales de mitrailleuses. Un plan rapproché le montre assis par terre, les bras croisés en face du visage, signes de manque de sécurité et de besoin d'autodéfense significatifs d'un état de traumatisme dû à un choc ou une expérience difficile. Cette séquence a pour effet d'évoquer les raids aériens accompagnés de tir de missiles et de balles de mitrailleuses qu'opérait l'aviation ennemie constamment sur le front égyptien depuis la défaite militaire de 67.

L'officier-commandant de l'hôpital militaire, vu dans la séquence d'ouverture, s'introduit dans la chambre de Mohamed accompagné d'un de ses subordonnés. Il rassure Mohamed et le soumet à un interrogatoire minutieux. « La division 232 à laquelle tu appartenais était située où exactement ? Lui demande-t-il - Au Kantela, répond Mohamed. - Ta division siégeait au nord du Kantela, ajoute le commandant . - Oui, au nord du Kantela. - Pourquoi ne l'as-tu pas précisé au début de ta réponse ? Il faut que tu fasses très attention à ce que tu dis. Nous sommes dans des situations difficiles et la moindre erreur pourrait-être préjudiciable, rétorque le commandant dans un ton impératif. - Vous voulez m'accuser, moi, Mohamed El-Maghaouri, soldat égyptien perdu, égaré après la défaite ! S'exclame Mohamed. - Raconte-nous ce qui s'est passé en 67, lui demande le commandant. - Ce qui s'est passé vous le savez. Moi, je ne connais que ce que j'ai vu, réplique Mohamed. - Raconte-nous ce que tu as vu, poursuit le commandant. - C'est terrible, terrible », répond-il. Un gros plan nous montre son visage altéré par la colère et ses yeux remplis de larmes.

S'enchaîne une séquence de bataille où on voit les soldats en situation difficile, dispersés sous les tirs massifs de mitrailleuses opérés par l'aviation ennemie. Une plongée montre un avion qui tire de près sur les soldats. Un plan large montre ceux-ci qui tombent morts par centaines. Les rafales de mitrailleuses et les manœuvres aériennes s'arrêtent. Dans cette séquence, on note qu'aucune offensive n'est entreprise par les soldats, aucun char ou avion n'est mobilisé pour une contre-attaque. Mohamed, couché sur le sol, lève sa tête. Le plan s'élargit, et on découvre des centaines de cadavres gisant autour de lui. Il essaye de repérer un vivant parmi ceux-ci et découvre ses amis tous morts. Il ferme les yeux ouverts de l'un d'eux, et lève les mains vers le ciel en signe de révolte et de souffrance profonde.

La séquence de l'interrogatoire réapparaît. Un plan rapproché montre Mohamed appuyant le dos contre le mur. « Ce n'était pas une guerre, c'était une colère de Dieu, Mamdouh, Ali, mes camarades avec qui j'ai vécu, partagé une même tente ont tous péri, sans avoir pu se défendre », dit-il dans un ton de révolte.

A ces paroles s'enchaîne une séquence où on voit Mohamed seul dans le désert. Sa voix *off* décrit la situation : « La mort vous poursuit partout et vous ne pouvez pas vous échapper.» Un avion ennemi surgit et pourchasse Mohamed. Une plongée montre celui-ci petit, réduit. Cette réduction signifie sa faiblesse, son impuissance et son combat à armes inégales avec un aviateur militairement mieux équipé. Une contre-plongée nous montre l'effronterie et la sûreté de ce dernier contrastant avec la faiblesse de Mohamed. Cette séquence symbolise la bataille inégale menée en 1967 par l'armée égyptienne, notamment par l'infanterie, contre l'aviation supérieure de l'agresseur, équipée d'armes électroniques de pointe qui lui faisaient défaut. La voix *off* de Mohamed poursuit : « L'aviateur ne m'a pas tué. Il savait que je mourrai de toute façon seul dans le désert.» Un plan moyen montre Mohamed épuisé, qui tombe du haut d'une dune. Un bédouin se précipite vers lui

et tente de le redresser. Mohamed se redresse légèrement, saisit son fusil pour se défendre. « Rassure-toi, je suis Égyptien comme toi », lui dit le bédouin. Mohamed tombe de fatigue dans ses bras. « C'est Cheikh Elouan, un bédouin de Sinaï, explique la voix *off* de Mohamed. Il m'a sauvé la vie, m'a habillé en bédouin et m'a conduit à Gaza. Le voyage a duré trois jours. Trois jours gouvernés par la souffrance et la peur. »

À ces paroles s'enchaîne une séquence où on voit Mohamed, au seuil d'une porte, demandant à un individu de le conduire chez un nommé « maître Zrei'a ». L'individu l'oriente vers un canapé en bois où ce dernier est allongé. Mohamed avance vers lui. Le plan s'élargit, et on découvre l'enceinte de la demeure investie en atelier de ferrage où des ouvriers s'affairent autour de quelques chevaux. Des charrettes servant au transport de marchandises s'y trouvent également. « Je viens de la part de Cheikh Elouan », dit Mohamed à Zrei'a. Ce dernier qui s'exprime en dialecte de Gaza, nie la connaissance d'Elouan et demande à Mohamed de s'asseoir dans un coin, lui promettant un emploi à venir. Zrei'a replonge dans son sommeil. Un plan moyen nous montre un homme occupé à brosser un cheval. Mohamed se dirige vers lui. Zrei'a interrompt son élan, l'informe que l'inconnu s'appelle Marwan, qu'il est muet et ne peut donc entretenir une discussion avec lui. Un plan rapproché montre le visage intrigué de Mohamed. Le commandant l'interroge, en voix *off*, sur les traits de Marwan. Un plan moyen montre Mohamed assis sur une charrette, occupé à observer celui-ci. « Il était gaucher. Il brossait le cheval avec sa main gauche, dit-il. Il ressemblait plutôt à un Israélien qu'à un citoyen de Gaza. » À ce plan se juxtapose un plan d'ensemble où on voit Marwan conduisant une charrette à un camp militaire israélien, identifié par un drapeau hissé à l'entrée. Mohamed accompagne Marwan, et la charrette est chargée de provisions. « Nous livrions des produits de consommation, Marwan et moi, aux militaires israéliens », explique Mohamed. Un plan rapproché montre

Marwan encadré par deux militaires israéliennes qui tentent de le séduire et lui offrent des cigarettes. Marwan leur manifeste son admiration. Sa conduite le rend suspect aux yeux de Mohamed qui l'attend à l'extérieur du camp. « La façon dont les Israéliens se conduisaient avec Marwan, précise Mohamed, en voix o. confirmé qu'il était un des leurs. Je pensais qu'il allait me dénoncer, mai heureusement il a disparu.»

La séquence de l'interrogatoire réapparaît. Le commandant demande à Mohamed de l'informer sur la destination où Marwan s'est rendu. Celui-ci affirme qu'il l'ignore. Le subordonné du commandant lui demande s'il a vu le massacre des soldats égyptiens prisonniers à Gaza. Un gros plan montre le visage bouleversé de Mohamed. « Ne m'en rappelez pas, je vous en prie, dit Mohamed terrifié. C'était horrible, effroyable.»

Un plan rapproché montre Mohamed, à l'intérieur du camp militaire israélien, transportant un sac de provisions, son regard exprime sa frayeur. Un panoramique révèle des soldats égyptiens alignés en face d'un mur et ligotés. Un blindé pénètre dans le camp, un militaire israélien en descend. Une contre-plongée montre ce dernier faisant signe à ses subordonnés de mettre à terre les soldats égyptiens. Le militaire israélien tient une mitraillette, et le drapeau israélien le surplombe. Il exécute les soldats égyptiens dont les cris bouleversent Mohamed, qui essaye d'intervenir, mais Zreiq le retient. L'angle de vue du militaire israélien et la présence du drapeau israélien au-dessus de sa tête en font le symbole d'un Etat agresseur et déshumanisé. Cette séquence, conjuguée aux séquences de dissémination et d'extermination des soldats égyptiens par l'aviation ennemie au Sinaï, stigmatise l'agression de l'armée israélienne de 1967 et met l'accent sur ses visées expansionnistes, qu'illustre l'occupation du territoire égyptien du Sinaï et du territoire palestinien de la bande de Gaza.

Par ailleurs, il convient de noter que les images du lieu d'habitation de Zrei'a, le Gazéin, transformé en entreprise de ferrage et de livraison de nourriture, ainsi que le temps rythmé par les livraisons accomplies par ses employés au camp militaire ennemi soulignent la mise de l'existence et de l'économie de la bande de Gaza sous la tutelle de l'occupant israélite.

L'impact de la séquence du massacre des soldats égyptiens détériore le moral de Mohamed. Un plan moyen le montre sur sa couchette, dans la demeure de Zrei'a, réveillé et bouleversé tandis que d'autres dorment à proximité. Zrei'a l'interpelle : « Yasser ». C'est un pseudonyme qu'il lui a attribué. « Prends le matériel de livraison et rejoins moi, ordonne Zrei'a, nous avons une livraison de poissons à fournir au siège du commandement militaire.» Un plan large montre Zrei'a et Mohamed sur une passerelle en face d'une petite barque. En arrière-plan on observe un voilier. « Donne-moi le matériel de livraison, Mohamed, dit Zrei'a. Tu prends ce soir ce voilier pour l'Égypte. Adieu et transmets mes vœux à l'Egypte et son peuple.» Mohamed, ému, tente de prendre Zrei'a dans ses bras en signe d'adieu et de reconnaissance. Zrei'a interrompt son geste. « Pas de temps pour les sentiments, dit-il. Sur le voilier, les hommes t'expliqueront ce qu'il faut dire, en cas d'inspection au cours du voyage.» L'action de Zrei'a symbolise l'organisation de la résistance arabe clandestine contre l'occupation israélienne. De surcroît, l'interaction d'Elouan, le bédouin du Sinaï, avec Zrei'a visant à protéger et héberger Mohamed, le soldat égyptien survivant à l'extermination de sa division par l'ennemi en juin 1967, incarne la solidarité entre les peuples arabes des territoires occupés.

La séquence de l'interrogatoire réapparaît. « C'est ainsi que je suis rentré au pays », conclut Mohamed. Le commandant se lève et le félicite avec chaleur pour son retour en bon état. Ce geste signifie le changement de son attitude de suspicion vis-à-vis de Mohamed au cours de l'évolution du récit des

événements. « On t'autorise à prendre deux semaines de vacances », lui dit le commandant.

Un plan rapproché montre Mohamed en costume militaire, dans le wagon d'un train le conduisant à son village. À ce plan se superpose une séquence de souvenir où on le voit avec sa cousine Fatma. Cadré dans un champ en bordure d'un fleuve, assis sur un tronc d'arbre coupé, Mohamed est occupé à lire. Fatma apparaît, interrompt sa lecture et le convie à rejoindre des jeunes qui jouent à se battre dans la cour de sa demeure. Le comportement de Fatma ainsi que sa tenue verte en harmonie avec la nature qui l'entoure indiquent sa fraîcheur d'esprit et son dynamisme contrastant avec l'attitude de repli par la lecture vis-à-vis des loisirs du village caractéristique de Mohamed.

La séquence du train resurgit. Un passager saisit des affaires disposées sur une galerie au-dessus de Mohamed. Un sac tombe sur les genoux de ce dernier. Le passager s'excuse. Un autre passager, assis en face de Mohamed, commente cette scène. « Ce n'est pas un train, dit-il, c'est une balançoire. - Tout se balance dans ce pays, ironise un autre passager. Nous devons tous nous y accommoder.» Les passagers éclatent de rire. Mohamed quitte sa place. Un paysan l'interpelle : « Pourquoi te retires-tu, soldat ? » Un autre paysan intervient. « Laisse-le, dit-il. Les soldats se sont entraînés à se retirer.» Il fait ainsi allusion au retrait de l'armée égyptienne après la défaite militaire de 67. Un gros plan montre le visage de Mohamed bouleversé par cette remarque. Il se retourne vers le paysan et le prend vivement par les épaules. « Que veux-tu dire par là ? » Lui dit-il. Le paysan s'excuse. Un intellectuel parmi les passagers, identifié par sa tenue citadine et un journal en main, rassure Mohamed. « Ce n'était pas de votre faute, dit-il. C'est nous qui nous étions retirés bien avant l'armée.» Il fait ainsi référence à l'attitude générale des intellectuels dans la société, caractérisée par la démission politique et le manque du sens du devoir et de la responsabilité envers les intérêts collectifs.

Attitude qui a été un des facteurs déterminant la déviation du système politique et la défaite militaire de 67. Dans cette séquence, le wagon du train joue le rôle de microcosme social rassemblant différentes catégories du peuple, qui reproduit les représentations collectives de faits importants : le drame de la défaite et son impact sur l'opinion publique et sur la vie nationale, l'échec militaire et la question de la représentation politique, transcrivant ainsi l'atmosphère générale de désolation et de bouleversement.

Mohamed se dirige vers la porte du wagon pour s'isoler. Il se remémore une soirée passée avec un ami dans une fête foraine. Un plan moyen montre son ami s'exerçant au lancement de poids qui produisent en se heurtant à un obstacle un bruit simulant le tir d'explosifs. Mohamed refuse l'invitation de son ami à y participer. À ce plan se superpose un plan d'ensemble montrant l'ambiance détendue de cette fête et la foule joyeuse et nombreuse, en contraste avec l'ambiance du train. L'ami de Mohamed l'invite à exécuter un jeu de tir. « Je n'aime pas les armes, dit Mohamed. Celui qui tient une arme en devient dépendant. Le maire du village parle d'une manière différente lorsqu'il n'est pas entouré de ses gendarmes que lorsqu'il l'est. Il utilise à ce moment le langage de la raison. - Peux-tu t'arrêter de philosopher un peu ? » Lui demande son ami.

Un plan d'ensemble montre des champs. En arrière-plan une carrosse circule sur une route lointaine. Suit un plan rapproché où on découvre Mohamed en compagnie de son ami dans la carrosse qu'il conduit. « Bienvenue, Mohamed. Grâce à Dieu tu es sain et sauf, lui dit son ami. - Merci, Azouz, répond Mohamed en tapotant sur son épaule. - Raconte-moi ce qui s'est passé, demande Azouz. - Nous avons été vaincus et battus », répond Mohamed dans un plan fixe. Azouz le console. « Celui qui accepte d'être battu dans sa maison sans réagir, accepte, par conséquent, sa défaite à l'extérieur », dit Azouz. Cette maxime fait référence à l'organisation politique : la structure autoritaire du système et la carence de

démocratie et de participation du peuple aux processus décisionnels concernant la gestion de ses intérêts. « Tu commences à philosopher, Azouz, dit Mohamed, alors que j'ai arrêté. Raconte-moi ce qui s'est passé au village, poursuit-il, après la défaite - Les paysans ont manifesté et Abbas les a conduits à la capitale. Puis ils sont rentrés, explique Azouz. - Abbas est toujours pareil, demande Mohamed. - Pire qu'avant, précise Azouz. Il maintient le village sous son hégémonie et en abuse, sans contrôle. - Mon oncle Abdallah a-t-il changé ? L'interroge Mohamed. - Non, et il est de plus en plus allié à Abbas. Par cette alliance, explique Azouz, ton oncle a tiré une grosse somme d'argent de la vente de ses céréales cette année. - J'ai remarqué que personne n'est venue m'accueillir, dit Mohamed. - Je pense que cela est dû aux instigations d'Abbas, argumente Azouz, il a dû convaincre ton oncle du fait que ton accueil massif par les paysans pourrait provoquer des manifestations ou des troubles au village. Avant hier, Hassanein est rentré du front avec une jambe amputée et personne n'est allée l'accueillir.» Dans cette séquence, Azouz symbolise la conscience du village que Mohamed cherche à son contact. Ses paroles transcrivent la situation du village : l'action des paysans est commandée par Abbas, l'agent d'une structure d'autorité ; et les structures de profit, qu'incarne Abdallah, sont liées d'intérêt à celle-ci.

Il convient de noter que jusqu'à présent deux enjeux structurent l'organisation du film : l'impact de la défaite sur la vie nationale et la remise en cause du système qui ont pour effet de définir l'atmosphère de conflit général.

Mohamed pénètre dans sa maison. Sa sœur l'accueille chaleureusement. « Tu as si grandi et embelli, Zeinab », lui dit-il. Cette remarque indique la longue absence de Mohamed depuis la défaite de 67 et l'exil provisoire dans la bande de Gaza. La mère de Mohamed se précipite vers lui et l'enlace tendrement dans ses bras. Azouz, ému, observe cette scène pathétique de retrouvailles. « Prépare le thé pour ton frère, Zeinab, demande la mère. - Je vais

d'abord rendre visite à mon oncle Abdallah, ensuite je reviendrai, dit Mohamed. - Ton oncle ou Fatma ? Lui demande Zeinab, faisant allusion à leur idylle dans un ton complice. « Les deux », répond-il.

La façade de la demeure d'Abdallah est prééminente. Cela illustre son aisance par rapport aux autres villageois. Mohamed y découvre l'absence de Fatma. Son oncle le félicite pour son retour et le blâme pour s'être enrôlé dans l'armée, sans prendre son avis. Il l'invite, en signe de réconciliation, à l'assister dans la vente de céréales, désignant un cahier de comptes que tient un paysan. Mohamed se retire, arguant que son ami Azouz l'attend.

L'absence de Fatma intrigue Mohamed. Mais, il se souvient de l'endroit habituel de leurs rencontres, situé dans les champs. Il y trouve Fatma assise sur le tronc d'arbre gisant à terre. Un gros plan montre le visage de Fatma exprimant une joie qui se transforme brusquement en chagrin. « Je m'attendais à ce que tu sois à ma maison ou à la tienne pour m'accueillir et puis je me suis rappelé qu'ici est notre maison à nous.» Des larmes coulent sur le visage de Fatma. « Es-tu toujours triste ? Lui demande Mohamed. - Je t'attendais tous les jours ici, dit-elle. Même en sachant que tu ne viendras pas. Mon inquiétude pour toi m'a fait oublier ma souffrance. - Il est courant qu'une personne oublie son chagrin lorsqu'une catastrophe plus importante survient », réplique Mohamed. Ils se lèvent et font quelques pas. Cadrés en face d'une branche d'arbre fourchue, ils analysent leur passé. Ce cadrage figure le blocage de leur présent par le passé. « Moi aussi, je pensais beaucoup à notre histoire, dit Mohamed. Je me suis engagé dans l'armée pour apprendre à combattre les éléments négatifs dans le village. Mais maintenant, après ce qui s'est passé au Sinaï, c'est le Sinaï qui compte. Je ne sais pas ce qu'on va faire ? - Tu le sauras, je suis certaine, lui dit Fatma. Je pensais à me suicider, mais je ne l'ai pas fait. Je sais que je trouverai un jour le moyen de réagir. - Je suis entré dans l'armée, poursuit Mohamed, pour apprendre à tuer Abbas.» S'enchaîne un plan moyen montrant

l'image d'Abbas superposée au corps d'un mannequin en carton servant de cible au tir de Mohamed. « Mais après la défaite, reprend Mohamed, j'ai découvert que je dois tuer beaucoup de gens avant Abbas. Je dois d'abord venger mes camarades de division tous morts et enterrés au Sinaï.» Ces paroles contribuent à définir l'action de Mohamed : son enrôlement dans l'armée a été commandé par le principe du devoir envers sa communauté et par la nécessité d'en éliminer un élément négatif : Abbas. Sa conduite a été donc déterminée par un conflit de l'intérieur. Mais à présent, dans un contexte de conflit général et de menace à la survie et l'intégrité de la nation, le combat pour libérer le Sinaï de l'occupation israélienne : conflit de l'extérieur, détermine toute action à venir.

Néanmoins, l'analyse du passé par les deux amants, dans cette séquence, délimite la distinction des souvenirs de l'harmonie et des valeurs d'amour et de bonheur lui appartenant de la critique des aspects négatifs qui en relèvent et qui s'étendent au présent, y empêchant le retour de l'harmonie. Des plans d'ensemble de souvenir montrent l'évolution des deux amants dans la nature ainsi que leur course et leurs jeux innocents. « Jusqu'au jour, enchaîne la voix *off* de Mohamed, où Abbas est arrivé au village.» Un plan moyen montre Mohamed occupé à lire sur la terrasse de sa maison. Azouz interrompt sa lecture et le conduit voir Abbas, le nouveau directeur de l'agence coopérative du village. Encadré par les paysans et Abdallah dans un jardin, Abbas prononce un discours solennel où il définit son programme d'action. « Les gens les plus importants pour moi, dit Abbas en regardant Mohamed, sont les étudiants. Ils sont l'avenir et voient dans le village ce que les autres ignorent. Et moi, j'agis dans l'intérêt du village. Pour cette raison, nous devons tous nous unir et allier nos forces.» L'assistance applaudit et se disperse. Un plan rapproché montre deux paysans qui discutent. « Il paraît qu'Abdallah, dit l'un d'eux, est très relié à Abbas. Et le tracteur de la coopérative travaille tous les jours dans ses champs. - Non, c'est Abbas qui a mis Abdallah

dans sa poche et acquis de plus l'alliance du maire et du préfet », dit l'autre paysan. Les remarques de ces deux paysans ont pour effet de souligner l'artifice du discours et des intentions d'Abbas, et de révéler les rationalités qui structurent sa stratégie de domination : le monopole de la distribution de l'assistance et des services de la coopérative et l'alliance, d'une part, avec les structures d'autorité, et d'autre part, avec les structures parastatales du capitalisme agricole.

Se juxtapose, en contrepoint, à ce discours une séquence où on découvre Abbas et Abdallah, dans la demeure de celui-ci, en train de négocier le prix de vente d'une récolte de blé lui appartenant. Un gros plan montre des bouteilles d'alcool et des verres sur une table à proximité, indices de leur habitude de consommation en contraste avec les traditions paysannes. « On doit parler de Fatma avant, dit Abbas - On en parlera après la négociation, répond Abdallah. La vente du blé nous rapportera beaucoup d'argent. » Cette séquence illustre les normes du profit et de la spéculation qui codifient l'interaction de ces deux personnages, symboles de deux structures différentes : la bourgeoisie en position de pouvoir et de monopole dans les appareils administratifs de l'Etat, que représente Abbas, et les capitalistes agraires, qu'incarne Abdallah. L'alliance de ces deux structures dans la réalité a ruiné les projets socialistes de développement économique du système en place. Il convient de préciser, à cet effet, que les agences de coopérative sont des institutions publiques créées par le système, dans la lignée des réformes agraires, dans le but de fournir l'assistance technique nécessaire aux paysans, de les aider à commercialiser leurs récoltes et de les protéger de l'exploitation du marché par la tarification arbitraire. Or, l'alliance des deux structures que nous venons d'évoquer a contribué à détourner ces institutions de leur mission collective et à instaurer le système de monopoles.

Un plan d'ensemble ouvre la séquence suivante où on voit Mohamed et Fatma se diriger vers l'endroit habituel de leurs rencontres dans les champs. Ils

discutent de la réputation d'Abbas dans le village. Un différend les oppose quant à la qualification de ce dernier. « La conduite d'Abbas ou de tout autre ayant la même position que lui n'est pas à blâmer. C'est le système qui les laisse agir d'une façon illicite, transgressent les règles, qui doit être remis en cause, précise Mohamed. - Abbas n'est pas comme les autres, rétorque Fatma. Il est victime des préjugés, comme le sont les hommes qui symbolisent la réussite. Depuis qu'il est au village, celui-ci est animé par l'action et le dynamisme. Et plus le dynamisme s'accroît, plus les rumeurs se multiplient. Il paraît qu'il a des relations très importantes à la capitale et qu'il est candidat au poste de ministre.» Dans un plan fixe, Mohamed, intrigué, lui demande la raison de son ardent plaidoyer en faveur d'Abbas. Elle lui apprend qu'il a demandé sa main à son père et que celui-ci y consent en raison de leur étroite collaboration. Mais elle n'a pas exprimé son accord. « Je ne peux pas le refuser, dit-elle. De toute façon, mon père n'acceptera pas mon alliance avec toi parce que, selon lui, tu ne produis pas, tu n'as pas d'autres activités en dehors de la lecture.» Mohamed laisse Fatma prendre librement sa décision. « Ce qui nous lie, dit-il, dépasse une simple alliance. L'amour qu'a un homme de sa patrie pourrait dépasser de loin, celui dont fait montre un autre, promu à un poste de ministre.» Cette séquence met l'accent sur la distinction sociale entre Mohamed et Abbas. Celui-ci, de par son statut, devient le moteur de l'action dans le village. Cela a pour effet de le valoriser et de déstabiliser la place qu'occupe Mohamed dans le village et ses relations avec son oncle Abdallah au point de provoquer son élimination. « Je regagne la capitale, dit Mohamed à Fatma, en attendant que tu prennes une décision.» Par ailleurs, l'alliance avec Abbas devient l'enjeu d'une promotion sociale délimitant les décisions intimes, ainsi que l'illustre l'ambition implicite de Fatma.

Un déjeuner en famille figure les fiançailles officielles de Fatma et Abbas, et les propos de ce dernier traduisent ses projets gratifiants. « Je

souhaiterais que tu saisisses l'occasion de mon absence, un jour, pour mettre un peu d'ordre dans ma maison, dit Abbas à Fatma. Tout mon temps est consacré au service des intérêts du peuple et pour moi tu es ce peuple.»

S'enchaîne à ces paroles une séquence où on voit Abbas arriver en voiture à sa villa. Un plan rapproché montre Fatma sur une échelle, à l'entrée de la villa, occupée à nettoyer les stores avec une servante. Elle descend de l'échelle après l'irruption de Abbas. La descente de l'échelle, conjuguée à l'arrivée inattendue d'Abbas, préfigure le déclin de la situation. « Je ne pouvais pas imaginer ta présence dans ma maison sans ma compagne», dit Abbas. Un gros plan montre l'effet de ces paroles significatives sur le visage de Fatma. Ils passent sur la terrasse où Fatma poursuit le nettoyage. Abbas lui exprime son admiration de ses qualités de bonté et de bienveillance qui la disposent à être une partenaire idéale. Aussi lui révèle-t-il ses projets d'ascension sociale qui consistent à abandonner ses activités au village pour des fonctions plus importantes à la capitale. Il demande à Fatma si elle a des projets de mariage avec Mohamed. Elle répond par la négative. Ils réintègrent l'intérieur de la maison. La servante part et Abbas profite de sa solitude avec Fatma pour la violer. Une plongée montre celle-ci impuissante, se débattant sans succès pour lui échapper. Une complainte musicale significative du declin de la situation et de son sort accompagne ses gestes. L'acte de viol à l'intérieur, contrastant avec la révélation de perspectives gratifiantes à l'extérieur, illustre le paradoxe entre le discours flatteur d'Abbas dans les espaces publics du village et ses ambitions secrètes de profit, d'exploitation et d'abus de pouvoir.

Il convient de noter, dans ces dernières séquences, la double identification de Fatma à la patrie par Mohamed et au peuple par Abbas dont ce dernier usurpe les intérêts en détournant sa mission à la coopérative de son sens collectif et en confondant pouvoir et profit. L'acte de viol de Fatma symbolise le désordre produit des rapports sans règle qu'entretient Abbas avec la communauté

villageoise, de par sa position monopolisatrice du pouvoir d'une institution publique, et dramatise, par voie de conséquence, ces rapports.

Le processus d'action d'Abbas devient problématique pour le village. Azouz, symbole de la conscience de celui-ci, porte cette problématique à la scène de la capitale. Mohamed entend frapper brutalement à la porte de son appartement et découvre Azouz. Ce dernier lui manifeste sa volonté de forcer toutes les portes en Egypte en signe de révolte contre le blocage de la communication d'informations sur les pratiques non réglementées d'hommes au pouvoir tels Abbas. Un plan large montre Azouz et Mohamed sur la terrasse de l'appartement qui offre une vue des sommets des monuments du vieux quartier du Caire : les minarets et les coupoles des mosquées antiques. Cet angle de vue signifie la volonté de diffuser ce scandale au sommet du pouvoir politique et de faire de l'histoire, que matérialisent ces monuments, le témoin de l'évolution déviée de la conjoncture socio-politique.

« Et les gens du village, demande Mohamed, qu'ont-ils fait ? - Ils se sont tus, répond Azouz. - Donc, ils ont arrêté de penser », réplique Mohamed, mettant l'accent sur la réduction de l'expression des villageois, signe de leur résignation et de la carence de démocratie. « Et Fatma, demande Mohamed, comment va-t-elle ? - Abbas est entré dans la maison de ton oncle, dit Azouz. - Que veux-tu dire par là ? L'interroge Mohamed dans un ton inquiet. - Abbas diffuse dans le village la rumeur de son intention d'épouser Fatma », précise Azouz. Mohamed saisit le sens implicite des paroles d'Azouz et l'ampleur de la catastrophe qui n'a pas épargné sa bien aimée Fatma. Celle-ci arrive brusquement à la capitale après le départ de Azouz, arguant la volonté de rendre visite à une parente. Un gros plan montre Mohamed la dévisageant. Il cherche à voir l'expression de sa blessure sur son visage. « Je sais, maintenant, que je ne veux pas épouser Abbas, dit-elle. - Comment as-tu pu le savoir ? L'interroge-t-il. - Ne me le demande pas, sinon je mentirai et je n'aime pas te cacher la vérité », dit-elle en se hâtant à partir. Cette

confrontation parachève le développement tragique et conflictuel de la situation aussi bien individuelle que collective qui a pour avantage de radicaliser l'opposition aux structures déviantes du système et d'accréditer la nécessité des réformes et l'idée de la revanche.

L'analyse du passé, enjeu de ces séquences de retour en arrière, s'achève par le retour à la séquence du présent où les deux amants, Fatma et Mohamed, l'accomplissent après le retour du Sinaï. « J'ai tout compris et j'ai changé, dit Mohamed. Je n'avais d'alternative que de te venger, tuer Abbas. Je me suis intéressé aux crimes d'honneur, dont font état les faits divers, qui me rebutaient auparavant. Celui qui tue pour venger son honneur est devenu semblable, à mes yeux, à celui qui tue pour défendre sa patrie. J'ai abandonné mes études de philosophie pour devenir soldat et m'entraîner à tuer. Toutes les cibles que je visais étaient Abbas. À chaque fois que je changeais d'armes, j'en conservais une balle.» Un plan rapproché le montre sortant une balle de sa poche. « Cette balle était destinée à Abbas et j'avais fixé un jour pour le tuer, dit-il. Mais le drame de la défaite est survenu au Sinaï et tous mes camarades de division ont péri. Et le nombre de gens que je dois tuer a augmenté ainsi. Cette balle tuera un jour Abbas, mais elle doit avant traverser les corps de ceux qui ont tué mes camarades sans qu'ils aient pu se défendre. » Ce long discours a pour effet de souligner que Mohamed veut se battre non pour la simple volonté de tuer et de faire la guerre mais pour des sentiments et des principes. « Abbas a la chance de vivre encore quelques années, dit-il. Combien d'années encore ? » Ajoute-t-il dans un ton pensif. Il fait allusion ainsi à l'écoulement de nombre d'années depuis la défaite, à l'impasse de la société et à la difficulté d'envisager une alternative militaire, l'armée n'étant pas tout à fait reconstituée.

« Je ne reproche pas à Abbas sa conduite, explique Fatma. C'est moi qui étais dupe des apparences. - Nous étions tous dupes, argumente Mohamed pour

donner une structure globalisante à l'enjeu du conflit au village. Il nous faudrait plusieurs centaines d'années pour apprendre à être clairvoyants, reprend Mohamed. Notre devoir est de protéger les paysans qui sont moins intelligents que nous des usurpateurs. - Tu as changé, observe Fatma. - Non seulement moi, mais chaque citoyen a aussi changé dans le pays, explique-t-il, et doit changer. » Ainsi, la faiblesse de Fatma et l'atmosphère d'inertie générale sont équilibrées par la force révolutionnaire de Mohamed et l'idéal de restructuration de la société.

Ainsi, s'achève cette longue séquence d'analyse et de critique du passé où l'enjeu de revanche qui commandera la lutte à venir puise ses déterminations.

Se juxtapose un plan large, montrant Abbas assis avec Abdallah, Mohamed et d'autres paysans dans la cour de l'agence coopérative. « Je peux t'obtenir l'autorisation d'abandonner le front, dit Abbas à Mohamed. Tu peux demeurer ainsi au village, t'occuper de la terre avec ton oncle et épouser Fatma. - Depuis quand l'agence coopérative s'occupe des affaires de la famille ? » Réplique Mohamed avec ironie. Un gros plan montre le visage d'Abdallah surpris par la remarque de Mohamed. « Qu'est-ce qui t'arrive ? Lui dit-il. Abbas est un membre de la famille. - La famille a beaucoup changé ces derniers temps. Mais elle changera davantage à mon retour du front, s'insurge Mohamed. » Un panoramique montre les visages des paysans surpris par la réaction de Mohamed. « Bravo, c'est un véritable homme, commente Azouz, dans un plan fixe. Mohamed est le seul homme du village qui a osé défier Abbas » Mohamed se retire et annonce qu'il retourne le lendemain au Sinaï.

Il convient de noter que dans les séquences se déroulant dans la coopérative on ne voit ni son intérieur ni les activités qui s'y accomplissent. Cela signifie la réduction de la coopérative à une structure symbole, qu'incarne Abbas.

Un travelling arrière ouvre la séquence suivante montrant un convoi de blindés sur une route du désert qui indique l'acheminement vers le front de Sinaï. Un plan rapproché montre Mohamed dans un blindé. Son voisin s'adresse à lui en plaisantant : « Je m'appelle Khalil. Tu vas rester tendu comme ça tout le temps, dit-il. Je t'appellerai "fer à repasser" à cause de ton visage sérieux.» Khalil incarne l'esprit de l'humour caractéristique des Égyptiens qui s'en servent pour se moquer d'eux-mêmes et pour transcender la gravité des situations par la critique.

Un plan rapproché montre un soldat, à l'entrée d'une tente, accompagné d'une recrue portant un sac à dos. « Avez-vous une place libre pour ce soldat ? Demande le soldat aux occupants de la tente assis sur leurs couchettes. Parmi ceux-ci, on voit Khalil. « J'ai une place à vendre en devises, dit ce dernier. - Tiens, tu vas t'installer auprès d'un guignol », dit le soldat à la recrue. Les soldats et Mohamed qui partagent la même tente éclatent de rire. Khalil regarde le nouveau soldat qui nettoie scrupuleusement sa couchette et l'interroge : « D'où viens-tu ? - De Zamalek*. J'ai une licence d'art dramatique, et je m'appelle Raouf Hassanein, répond le soldat avec fierté - Ah ! C'est pour cela que tu te donnes en spectacle, ironise Khalil. - L'inconvénient dans l'armée, réplique Raouf, est que les hommes de bonne souche y rencontrent des voyous » Une querelle vive s'engage entre eux, et Mohamed intervient pour la dissiper. Cela a pour effet de les rapprocher.

S'enchaîne à cet incident une menace extérieure. Un plan moyen montre un soldat dans le camp ennemi tirant à partir d'une distance relativement grande un missile qui atterrit dans le camp opposé et produit une grande déflagration. Un drapeau rouge, hissé à proximité du soldat, indique qu'il appartient au camp ennemi. Dans le camp opposé, une rangée de soldats couchés sur le sol entreprend un tir défensif. Une deuxième rangée la relaie et opère aussitôt un tir. Le signal

* Quartier riche et résidentiel du Caire.

d'alerte se déclenche. Un plan d'ensemble montre les soldats quittant leurs positions et se précipitant vers les tranchées. Les raids de l'aviation ennemie harcèlent le front, le bruit de l'explosion des missiles et la fumée qu'elle provoque envahissent celui-ci. Un plan moyen montre un militaire se jetant dans une tranchée où se trouve Mohamed. Ce dernier le reconnaît. « Vous êtes Marwan, dit-il. Nous avons travaillé ensemble chez maître Zrei'a à Gaza. - Yasser de Gaza ! L'identifie le militaire. Ils s'enlacent. L'explosion d'un missile à proximité interrompt leur geste. Ils baissent la tête pour se protéger de la violence des tirs. « Vous étiez muet et gaucher, dit Mohamed. - C'était un comportement provisoire, réplique Marwan en lui serrant la main. - Je suis content que vous soyez ici avec moi, dit Mohamed. - C'est toi qui es avec moi », précise Marwan, indiquant qu'il tient le commandement de la division militaire siégeant à cet endroit du front. Marwan se dirige vers le fond de la tranchée. Dans une autre opposée, Khalil interpelle Mohamed pour connaître son état. - Tout va bien, répond Mohamed. Et toi, Khalil ? Demande-t-il. - Ça va, mais je ne trouve pas Raouf dans la tranchée. Un gros plan montre son pied sur le cou de celui-ci. « Enlève ton pied, dit Raouf. Devrais-je te supporter en plus du harcèlement des Israéliens ? » Il se redresse, mais un missile explose à proximité de la tranchée, l'obligeant à s'y réfugier à nouveau avec Khalil. Le tir s'arrête. Raouf interpelle Mohamed. « Les Israéliens vont-ils continuer à nous accabler de bombardements ? L'interroge-t-il. - Ils doivent payer le prix de tout ça », répond Mohamed. Ces deux dernières séquences ont pour effet d'indiquer la situation défavorisée des soldats et de mettre l'accent sur la révolte de l'armée en position de défensive.

Suit, en contrepoint, un plan rapproche de Khalil replié sur lui-même, assis sur sa couchette. « Penses-tu que les Israéliens vont lancer une nouvelle attaque aussi violente que cette dernière ? L'interroge Raouf. - Comment pourrai-je le savoir ? Crois-tu que je suis un agent des services secrets, s'insurge Khalil, ou

peut-être un membre du Knesset israélien ? » Il se lève brusquement et quitte la tente. Raouf interroge Mohamed sur la raison de la colère de Khalil. Un plan moyen montre Mohamed sur sa couchette vaincu aussi que Khalil par la tristesse. Raouf rejoint Khalil à l'extérieur de la tente et s'enquiert des raisons de son chagrin. - J'ai obtenu mon diplôme d'ingénieur agricole en 1966, dit Khalil, et depuis je traîne ici dans les camps. J'ai complètement oublié l'enseignement universitaire. Si demain je quitte l'armée pour travailler dans le domaine de l'agriculture, je ne saurai pas faire la distinction entre les catégories de cultures. Raouf le rassure en lui affirmant qu'ils partagent tous la même impasse. En arrière-plan on observe les rangées de tentes parmi lesquelles circule une patrouille de reconnaissance.

Se superpose un plan moyen, montrant Mohamed en compagnie de Marwan à l'intérieur de la tente de commandement, identifiée par sa grandeur relative et la présence d'un bureau et deux sièges. Mohamed expose sa situation à Marwan, en contrepoint à la discussion de Raouf et Khalil. Un gros plan montre une balle qu'il tient dans la main. « Je garde cette balle dans ma poche, dit-il, pour tuer quelqu'un qui a détruit ma vie. Aujourd'hui, je ne sais pas contre qui je dois l'utiliser. Une balle n'est pas suffisante, j'aurais dû conserver dix, cent, mille balles. - Ne te démoralise pas, lui dit Marwan. J'ai souffert et vécu la même chose que toi et faillí me perdre. C'est la situation de tout pays qui essuie une défaite militaire. Après la guerre, des séquelles montent à la surface et des choses que nous aimions meurent en nous. Mais le métal authentique ne défaille pas et l'Egypte est solide », conclut Marwan dans un ton ferme et solennel. Un gros plan montre l'expression de reconnaissance que dégage le regard de Mohamed. « Garde cette balle pour l'utiliser contre l'aviateur qui t'a pourchassé dans le désert, et contre ceux qui occupent la terre où nos camarades ont été tués, reprend Marwan. Si ces occupants meurent, les souffrances et l'inertie disparaîtront de notre vie.» Ce

discours fait référence au défi lancé par la nation, dans la réalité, à l'échec militaire et aux processus de guerre psychologique et de dissuasion politique et militaire auxquels elle est confrontée, qu'illustrent les raids opérés en permanence par l'aviation ennemie.

Par ailleurs, l'exposition de la situation de l'armée au front, dans ces dernières séquences, et de l'incertitude de l'avenir de la jeunesse nationale qui la compose marque une pause dans l'organisation du récit qui présage l'évolution ultérieure des événements et accrédite la nécessité d'entreprendre une action offensive susceptible de mettre fin à cette impasse.

La séquence suivante s'ouvre sur un gros plan du drapeau national auquel se superpose un plan d'ensemble montrant les soldats munis de leurs armes, qui forment un rectangle autour du drapeau hissé. Un blindé arrive. Un soldat en descend, Marwan, le capitaine, l'accueille. Le soldat lui transmet un ordre écrit. Marwan se retourne vers les soldats. « Au cours d'un raid, j'ai entendu un soldat dire que l'ennemi doit payer le prix de sa répression, dit-il. Qui l'a dit ? - C'est moi, capitaine, répond Mohamed. - Il paraît que ce n'est pas seulement moi qui ai entendu ce message, explique Marwan, mais aussi le commandement général.» Un travelling latéral le suit pendant qu'il diffuse le message du commandement aux soldats. « Des instructions ont été données, dit Marwan, pour que nous accomplissons des opérations militaires d'usure derrière les lignes de l'ennemi dans tout le Sinaï. J'ai décidé de les appeler "opérations de revanche". » Ce discours signifie le déclenchement de la Guerre d'usure qui a eu lieu, en 1969, après la reconstitution partielle de l'armée égyptienne.

À ces paroles se superpose le plan moyen d'un avion militaire volant dans l'obscurité. À l'intérieur de sa cabine, se trouvent deux rangées de soldats armés. L'avion atterrit, la cabine s'ouvre et les soldats se précipitent vers

l'extérieur. Ils rampent sur le sable et évitent les projecteurs d'un radar qui balisent le sol du désert. Ils avancent vers un point où se trouve un bâtiment. Un plan rapproché montre des soldats occupés à jouer aux cartes, à l'intérieur du bâtiment. On y entend la radio israélienne diffusant des nouvelles et de la musique. Deux gardes avancent dans l'obscurité. Les soldats du commando égyptien les tuent. Un plan rapproché, peu éclairé, montre le capitaine Marwan. Il ordonne aux soldats de tirer. Les contours du bâtiment explosent. Les soldats en sortent et subissent le tir des membres du commando. Le bâtiment explose totalement. Le commando regagne l'avion qui quitte les lieux après le succès de l'opération.

Un plan d'ensemble d'un train circulant parmi les champs indique le retour de Mohamed au village après cette opération. Des paysans l'accueillent chaleureusement à son arrivée, et Azouz le conduit au village dans sa carrosse. Surpris par le dynamisme des paysans, Mohamed interroge Azouz sur sa cause. Celui-ci lui apprend que le village a changé après la disparition d'Abbas. « Il a disparu brusquement un jour, explique Azouz. Certains disent qu'il a été assassiné, d'autres qu'il a été emprisonné. Ton oncle s'est rendu à son domicile à la capitale et n'a pas pu connaître la raison de sa disparition. »

Il convient de souligner ici que la disparition soudaine d'Abbas signifie qu'il n'a joué qu'un rôle de relais entre une impasse où prédominait l'hégémonie des structures du profit des appareils administratifs du système et une nouvelle situation où l'ébauche d'une action sur l'extérieur menaçant, qu'illustre la Guerre d'usure, rationalise le dynamisme collectif et le déclenchement d'une action de réforme à l'intérieur.

« Abdel Hamid, le nouveau directeur de la coopérative, explique Azouz, est intègre. Il a pu mettre en échec la coalition des agents d'Abbas contre lui et a changé le personnel de la coopérative. Abdel Maksoud, le représentant du parti

de l'Union socialiste, a tenté de porter préjudice à Abdel Hamid. Mais celui-ci a déposé une plainte contre lui au tribunal qui a entraîné sa destitution de ses fonctions. Le village a changé, et les gens commencent à parler, beaucoup même.» Mohamed affirme qu'il est rassuré par ces signes annonciateurs du retour à la démocratie et à l'instauration de l'autorité de la loi. Cependant, Azouz souligne la persistance du marché noir et de la transgression des lois au village. Mohamed réplique qu'il ne suffit pas d'appliquer les réformes structurelles et de changer les lois, les gens doivent aussi changer d'attitudes et de dispositions. Ainsi, la conscience du village, qu'incarne Azouz, est contrebalancée par l'idéal révolutionnaire de changement et de reconstruction sociale et par la force de révolte dont Mohamed est le moteur.

La sœur et la mère de Mohamed l'accueillent avec tendresse. Sa mère exprime son inquiétude pour sa situation déstabilisée. « Depuis quatre ans, dit-elle, j'ignore si tu étudies, tu te bats ou tu reprends tes études. - Cette fois, annonce Mohamed, j'ai l'intention de rester un peu plus longtemps au village.» Ces propos suggèrent la trêve militaire. En effet, une période de cessez-le-feu a été décrétée, dans la réalité, par le système pour permettre à l'armée de se reposer après la Guerre d'usure et la poursuite de sa reconstitution totale afin de livrer la guerre de libération de la terre.

Une plongée montre Mohamed et Fatma se promenant dans l'allée d'une pergola. Fatma est triste. Mohamed l'interroge sur la cause de sa tristesse, soulignant la disparition d'Abbas. « C'est moi qui suis blessée, répond-elle, et non pas lui. - Tu dois l'oublier, lui conseille Mohamed. - Tu m'avais appris, dit-elle, qu'une personne ne peut oublier son malheur que lorsque survient un autre plus accablant. J'attends que cela m'arrive.» Mohamed affirme qu'une personne peut transcender le malheur en essayant de reconstruire sa vie. Ils s'approchent d'un petit canal. Fatma hésite à le traverser. Mohamed la devance et lui tend la main pour

l'aider. Elle repousse sa main d'un geste brutal. On entend la complainte musicale rappelant la scène de viol qui a provoqué son traumatisme psychique. Lors de sa tentative de traverser le canal, Fatma tombe dans l'eau. Cette chute est montrée à partir du regard désolé de Mohamed. Elle lui tend sa main couverte de boue qu'il saisit, l'aidant à se relever. « Je sais que tu es marquée par ce drame, lui dit-il, mais je t'aiderai à t'en sortir. »

Suit une séquence où Abdallah expose, dans sa maison, en présence de Mohamed et du gérant de ses comptes, la détérioration de sa situation financière due à l'arrivée d'Abdel Hamid, le nouveau directeur de la coopérative. « Lorsqu'Abbas était là, il y avait un moyen d'acquérir de l'argent », dit le gérant. Cela a pour effet d'indiquer son implication dans les opérations de spéculation et d'enrichissement illicite commandant naguère l'interaction d'Abdallah avec Abbas.

Un travelling arrière montre Mohamed et Azouz dans l'allée du pergola. Ce dernier explique, en contrepoint, l'attitude hostile d'Abdallah vis-à-vis d'Abdel Hamid. « Ton oncle reproche à Abdel Hamid, dit-il, d'avoir refusé de collaborer avec lui en raison de son implication antécédente dans les manœuvres illicites d'Abbas. Cependant, ton oncle poursuit toujours son entreprise de spéculation avec Noman Madbouli, le gérant de ses comptes. Ils transgressent la tarification des céréales fixée par le marché officiel. Mais ton oncle faut signer ces transactions par Noman pour éviter toute éventuelle accusation.»

Mohamed sort de sa maison. Un gros plan montre sa main qui cherche un objet dans sa poche. Il réintègre la maison et reprend la balle de fusil qu'il a abandonnée sur son bureau. « J'ai commencé à oublier, dit-il en voix *off*, que je suis soldat et qu'il y a encore une guerre à livrer.» Ces propos indiquent l'écoulement du temps depuis le retour du front et la concentration de l'action de Mohamed sur l'intérieur.

Abdallah conduit Noman et son père à la porte de sa demeure et lui confirme une promesse. Il interpelle Fatma et lui apprend que Noman a demandé sa main. « C'est le plus talentueux des jeunes du village.» dit-il, faisant référence à leur étroite collaboration que Noman veut institutionnaliser par le mariage. L'expression de Fatma s'altère, et on entend la complainte musicale qui rappelle le drame de son viol et met en garde contre les visées de profit et d'exploitation au principe de l'interaction d'Abdallah avec Noman. Fatma refuse cette alliance.

Elle invoque l'échec de son projet d'alliance avec Abbas dû aux enjeux de profit qui ont commandé, dans le passé, sa stratégie d'interaction avec son père. Abdallah la gifle avec violence. Mohamed arrive à ce moment et intervient pour apaiser le conflit. Abdallah désapprouve le refus de Fatma d'épouser Noman, affirmant que c'est son unique chance de trouver un prétendant après le drame qui l'a déshonorée. Mohamed console Fatma et rassure son oncle. Il lui demande, par la même occasion, la main de celle-ci. « J'ai donné ma parole » Noman, réplique Abdallah. - Noman est peut-être arrêté à sa sortie de chez toi, lance Mohamed. - Pourquoi ? Demande Abdallah. - Le marché noir. Tu le sais bien, répond Mohamed. - C'est encore un acte dû aux instigations d'Abdel Hamid, s'insurge Abdallah, soulignant l'acharnement du directeur de la coopérative contre ses pratiques illégitimes et celles de ses alliés. « Mais toi, mon fils, dit Abdallah, tu n'as pas encore terminé tes études et tu n'as pas d'emploi. - Je m'occuperai dès demain du travail dans la terre, réplique Mohamed. »

À ces paroles s'enchaîne une séquence où on voit Mohamed conduisant un tracteur dans un champ. Des paysans en arrière-plan labourent la terre avec des bêches, indice du mode de production agricole archaïque persistant en Egypte que l'Etat essaye de moderniser par l'utilisation d'appareils tels le tracteur.

Mohamed, cadré en face d'une source d'où coule l'eau en abondance, signe de l'écoulement du temps, est interpellé par un policier qui lui apprend sa convocation au front. « Ils me convoquent pour que je traîne à nouveau au front », dit Mohamed, faisant référence à l'absence marquante de conception d'une alternative militaire au problème de la terre occupée. Il demande au policier d'informer l'administration préfectorale de son absence.

Se superpose un plan moyen du policier accompagné d'un gendarme qui frappe à la porte de Mohamed. Ce dernier, surpris par cette insistance, apprend par le policier que la préfecture lui envoie un gendarme pour s'assurer de la transmission de l'ordre de convocation au front. « Le préfet s'occupe personnellement de l'exécution des ordres, explique le policier. L'Egypte rappelle chacun de ses soldats au devoir. - Ça a l'air sérieux cette fois », réplique Mohamed.

Mohamed, vêtu d'un costume militaire, ajuste sa casquette sur la tête, au seuil de sa maison, signe de sa disposition à prendre ses responsabilités militaires. Il fait ses adieux à sa mère et sa sœur. Ensuite, il rejoint Fatma à l'endroit de leurs rencontres aux champs, lui annonce son départ et lui demande de sourire pour lui donner de l'espoir. Ces adieux solennels présagent l'échéance de l'action-événement : la Guerre de libération d'octobre 1973 ; enjeu de l'attente et de la lutte d'un peuple et d'une nation.

Se juxtapose un plan d'ensemble montrant la ligne Barlev identifiée par le mur de sable dont elle se compose, portant le drapeau israélien. Cela indique l'imminence d'une attaque militaire. La radio israélienne diffuse, à partir de cet endroit, une musique et un discours en hébreu à destination du camp égyptien situé sur la rive ouest du canal, signes de la guerre psychologique de dissuasion menée par l'armée ennemie contre le front égyptien. Suit un panoramique, montrant les soldats égyptiens armés et répartis dans le désert.

Un blindé arrive. Le capitaine Marwan sort d'une tranchée. Un soldat descend du blindé et lui remet un ordre écrit. Un gros plan montre l'enthousiasme qu'exprime le regard de Marwan à la lecture de l'ordre. Il rassemble les soldats et leur communique l'ordre du commandement général de franchir le canal de Suez et d'attaquer l'ennemi. « Vive l'Egypte », lance-t-il. Un plan d'ensemble montre les soldats et Mohamed au premier rang desquels scandant en chœur, en levant leurs armes : « Vive l'Egypte. Dieu est Tout Puissant.» Un plan rapproché montre Khalil et Raouf s'enlaçant de joie.

Au plan fixe d'une horloge indiquant l'heure du déclenchement des attaques : deux heures du matin, se superposent des plans accélérés qui montrent des avions bombardiers disposés sur une piste, s'apprêtant au décollage. Le signal du départ est donné. Des plans rapprochés alternent, montrant des pilotes ajustant leurs casques. Les touts des cockpits se referment sur eux. Les bombardiers avancent sur la piste. Des plans rapprochés montrent les missiles dont ils sont équipés, auxquels succèdent des plans d'ensemble de face montrant leur décollage en série de deux et de quatre. D'autres plans d'ensemble en donnent une vue arrière.

Un plan rapproché montre un militaire israélien, identifié par son costume vert et le drapeau israélien hissé au-dessus de sa tête, occupé à observer avec des jumelles le mouvement des bombardiers dans le ciel.

Se superpose un plan moyen, montrant un soldat de l'artillerie égyptienne qui donne le signal du lancement de missiles. Des soldats se relaient pour porter les missiles et en charger les canons. D'autres assurent le tir. Des plans larges montrent l'explosion de cibles militaires dans le camp ennemi. Les fumées des bombardements apparaissent sur la ligne Barlev. Des plans d'ensemble

montrent les militaires israéliens se retirant vers des positions situées derrière cette ligne. Le tir de missiles se poursuit.

Les bâtiments militaires succombent et les soldats ennemis regagnent leurs tranchées. Cela traduit l'impact de la surprise de l'attaque égyptienne sur eux.

Les avions bombardiers d'assaut soutiennent l'artillerie. Des travellings verticaux vers le haut montrent leurs lancements de missiles sur les positions ennemies. Des bâtiments y explosent. Un plan rapproché montre le drapeau israélien déchiré sur un blindé mis en feu et des cadavres de soldats gisant à terre.

S'enchaîne un plan moyen où un tir de missiles par un canon, dans le camp égyptien, vise une tour d'observation située sur la ligne Barlev portant le drapeau de l'ennemi. Un plan rapproché montre la tour explosant, auquel succède un plan d'ensemble où les soldats israéliens se retirent vers de nouvelles positions.

Les avions bombardiers poursuivent leur lancement de missiles. Un plan rapproché du cockpit de l'un d'eux montre un pilote qui surveille le tir qu'il accomplit et repère les cibles atteintes confirmant le succès de son opération. Suit un plan d'ensemble, montrant le décollage en série de chasseurs bombardiers à partir d'une piste. Un plan rapproché du poste de pilotage de l'un d'eux montre le commandant donnant ordre à deux pilotes de lancer des missiles. Un plan moyen de l'extérieur montre les missiles qui tombent massivement. D'autres chasseurs bombardiers opèrent des lancements de projectiles. Les fumées des bombardements montent au ciel. Un plan rapproché du poste de pilotage d'un chasseur bombardier le montre traversant la fumée. Les lancements de missiles se poursuivent sans réaction de la part de l'ennemi. Cela accentue l'effet de surprise qui le submerge et assure le succès des attaques de l'armée égyptienne.

Le franchissement du canal de Suez survient. Un plan large montre des soldats transportant des canots en caoutchouc. Un plan rapproché montre le capitaine Marwan au premier rang. Les soldats avancent vers le bord de la rive du canal. Les canots sont mis à la mer, et la traversée commence. Un plan large montre le tir d'obus par les canons de l'ennemi visant les canots. Des soldats et des canots succombent. Des plans rapprochés montrent des cadavres sur la surface de l'eau et des canots détruits. Les soldats repêchent quelques noyés. Des plans moyens montrent Mohamed, Khalil et Raouf en position offensive dans deux canots qui se suivent, évitant le tir de l'ennemi. Les chasseurs bombardiers soutiennent l'infanterie.

Un plan d'ensemble montre l'arrivée des canots à la rive est du canal. Une musique patriotique accentue le succès du franchissement du canal. Les soldats scandent massivement : « Dieu est Tout Puissant.» Des travellings verticaux vers le haut montrent les soldats escaladant la ligne Barlev sur des échelles de corde, auxquels succèdent des plans larges montrant le retrait des soldats ennemis vers de nouvelles positions derrière la ligne. Les soldats égyptiens franchissent les barbelés en rampant, dévalent la ligne et se répartissent. Ils donnent l'assaut aux tranchées. Un plan rapproché montre le capitaine Marwan qui tire sur des soldats ennemis prenant la fuite. Quelques uns succombent. Il avance vers une tranchée où un soldat ennemi tire avec une mitrailleuse sur les soldats égyptiens et essaye de le tuer. Un plan moyen montre Khalil lançant une bombe sur cette tranchée. Elle finit par exploser. Marwan félicite Khalil, faisant le signe de la victoire. Les soldats continuent à avancer au sommet de la ligne Barlev.

Un plan moyen montre Raouf qui déplie un drapeau égyptien et le hisse sur la tour couchée de la ligne Barlev, signe de la victoire. Un soldat ennemi surgit d'une tranchée à proximité et tire sur lui avec une mitrailleuse. Raouf succombe. Cependant avant d'expirer, il avance en rampant vers cette tranchée et couvre la

mitrailleuse de l'ennemi avec sa poitrine. Il se sacrifie ainsi pour préserver la vie de ses camarades. Marwan lance une bombe sur cette tranchée. Un plan rapproché le montre se penchant avec désolation sur le cadavre de Raouf.

Un char ennemi arrive. Mohamed avance parmi les barbelés et lance une bombe sur celui-ci. Des militaires armés en sortent. Un plan moyen montre des soldats égyptiens tirant avec leurs fusils sur ces derniers. Mohamed participe au tir et les militaires succombent. Un plan rapproché le montre sortant de sa poche une balle qu'il embrasse. Il franchit les barbelés. Un gros plan montre son pied foulant un drapeau de l'ennemi déchiré. S'enchaîne un plan rapproché d'Azouz tenant un transistor qui diffuse les nouvelles des victoires accomplies sur le champ de bataille. Le plan s'élargit, et on découvre des paysans qui écoutent le transistor, dans un centre de don du sang. Un journaliste annonce : « Chers citoyens, nos forces armées ont réussi victorieusement à franchir le canal de Suez et ont conquis plusieurs positions occupées par l'ennemi sur la rive est. D'autres troupes poursuivent la traversée du canal et les opérations militaires continuent avec succès sur le champ de bataille.» Azouz tend le transistor à Abdallah qui écoute attentivement les nouvelles. Il s'allonge sur un lit, tendant son bras à un infirmier pour un don de sang. Abdallah intervient et remplace Azouz. À un gros plan de l'écoulement du sang dans le tube d'un flacon s'enchaîne un plan moyen de l'écoulement de l'eau de tuyaux en caoutchouc installés par les soldats sur la ligne Barlev. Ils poursuivent la destruction du mur de sable dont elle se compose par la force des jets d'eau.

Un plan d'ensemble montre la mise à la mer de ponts amovibles et flottants par des soldats à partir de la rive ouest du canal. Des plans larges montrent la traversée du canal sur ces ponts par des chars égyptiens auxquels sont annexés des obusiers, des chars transportant des militaires et des blindés transportant l'infanterie. Un plan d'ensemble montre les chars avançant sur la rive est du canal.

Des soldats en descendent. Les troupes de l'infanterie avancent vers de nouvelles lignes de l'ennemi. Des plans d'ensemble montrent le retrait des troupes de ce dernier qui se réfugient dans des bâtiments civils. Un plan moyen montre Marwan donnant ordre à Khalil et Mohamed qui l'accompagnent de se répartir. Un plan large montre des soldats ennemis s'abritant dans une mosquée. Ce plan a pour effet d'indiquer que cette nouvelle bataille se déroule dans une ville occupée du Sinaï. L'affrontement militaire des soldats ennemis réfugiés dans des bâtiments par les soldats égyptiens se déclenche.

Un plan moyen montre Mohamed donnant l'assaut à une maison. Des plans larges montrent les soldats circulant parmi les maisons et les cadavres des soldats égyptiens et des soldats ennemis jonchant le sol. Un plan rapproché montre Khalil lançant une bombe sur l'enceinte d'une maison. Deux soldats égyptiens tuent deux soldats ennemis postés sur la terrasse d'une maison et s'emparent de leurs mitrailleuses. Un plan moyen montre Mohamed chargeant son fusil en appuyant le dos contre un mur. Marwan le rejoint et ordonne à un soldat de s'approcher. Ce dernier transporte un téléphone portable. Marwan s'en sert pour contacter le commandement général. « Les combats se poursuivent avec violence, dit-il. Nous attendons les instructions du commandement.» Son interlocuteur, un commandant assis dans une salle d'opérations militaires en face de la carte du Sinaï posée sur une table, lui ordonne de poursuivre les combats et l'informe qu'un renfort de troupes arrive.

Cela signifie que le combat à l'intérieur de la ville est difficile, du fait de la présence des militaires ennemis dans des refuges plus consolidés et mieux équipés que les tranchées.

Les chars de l'ennemi circulent parmi les maisons. Des plans d'ensemble montrent les soldats égyptiens postés sur les terrasses qui les attaquent.

Un plan rapproché montre Mohamed lançant une bombe sur un char. Des soldats avancent, transportant des obusiers pour affronter les chars. Un plan moyen montre Marwan sautant de la terrasse d'une maison sur un char. Il lance une bombe à l'intérieur de la cabine de pilotage. Des soldats égyptiens succombent massivement au tir des chars. Des plans rapprochés montrent des soldats transportant sur le dos leurs camarades blessés, signe de solidarité.

Mohamed et Khalil, accompagnés d'autres soldats, donnent l'assaut à une église. Un plan moyen montre Mohamed tuant un soldat ennemi dans une salle vide de celle-ci.

Les chars égyptiens répondent au tir des chars ennemis. Un plan moyen montre un char ennemi avançant parmi deux maisons. Des chars égyptiens se dirigent vers lui et l'encerclent. Un plan moyen de sa cabine de pilotage montre le pilote furieux, essayant de chercher une voie pour s'échapper. On découvre que c'est le militaire israélien qui a massacré les soldats égyptiens prisonniers dans la bande de Gaza. Il soulève la porte du char. Une voix *off* lui demande de capituler. Un plan rapproché le montre sortant du char et agitant un mouchoir blanc, signe de capitulation. Il observe les soldats égyptiens postés sur les chars qui l'encerclent. La capitulation symbolise dans cette séquence la défaite d'un Etat agresseur. Un soldat avance et remet au militaire israélien son arme. Les soldats ennemis pilotant d'autres chars capitulent également.

Des plans d'ensemble alternent pour montrer les rangs de chars égyptiens circulant dans les rues de la ville, salués par les soldats de l'infanterie répartis sur les terrasses de la mosquée et des maisons, symbolisant la conquête de la ville. Un travelling arrière montre les rangs de soldats ennemis prisonniers marchant dans les rues. À la place centrale de la ville où se rassemblent les prisonniers et se croisent les chars et les blindés transportant des soldats, un

militaire remet un drapeau égyptien à Marwan qui le déplie. Il ouvre une plaie dans son bras et écrit avec son sang « Dieu est Tout Puissant » sur le drapeau. Mohamed et Khalil l'imitent. Ainsi leurs sangs se mêlent, conférant un sens sacré et une dimension nationale à la victoire d'octobre 1973, qui consacre la réussite de la lutte d'un peuple et d'une nation pour la survie et la souveraineté.

Un plan d'ensemble d'un train circulant parmi les champs s'enchaîne à cette séquence glorieuse, signifiant le retour de Mohamed au village. Un plan moyen le montre en habit militaire marchant parmi les passagers qui se bousculent pour lui libérer une place, l'appelant « héros ». Cette attitude donne l'atmosphère d'euphorie générale produite de la victoire militaire à la Guerre de libération d'octobre 1973.

Suit l'arrivée du train au village. Les paysans réservent un accueil digne d'un héros à Mohamed qui en descend, lui manifestant leur bonheur et leur reconnaissance. Deux paysans portent Mohamed sur les épaules, tandis qu'Azouz les devance en dansant. Fatma observe le spectacle à partir de la terrasse de sa maison où elle donne de la nourriture aux pigeons. Elle se précipite vers les champs pour accueillir Mohamed. Ce dernier l'aperçoit et la rejoint. Un plan rapproché les montre s'enlaçant. « Tu as changé, Fatma, lui dit Mohamed. Grâce à Dieu tu as changé. » Fatma est vêtue d'une robe blanche, signe de pureté, son regard exprime son bonheur. « Tu m'avais dit un jour que je suis une partie de toi, dit-elle. Cette partie a repris espoir. J'ai renoué avec mes activités habituelles. As-tu toujours la balle dans ta poche ? Interroge-t-elle Mohamed. - Oui, répond-il, pour te protéger contre toute adversité. - Garde-la toujours, dit-elle en appuyant sa tête contre la poitrine de Mohamed, pour que le passé ne se reproduit plus.» Les deux amants avancent vers l'horizon dans l'harmonie retrouvée de la nature. Le titre du film *La balle est toujours dans ma poche* réapparaît, clôturant cette séquence finale.

L'appel à la prudence et à la vigilance combiné à l'optimisme, qu'illustre le dialogue des deux amants dans la scène finale, a pour avantage de souligner que la terre n'est pas encore totalement libérée, la guerre se poursuit et la réforme des structures du système reste à accomplir.

Comme nous pouvons le constater, le film transcrit l'atmosphère générale qui a suivi la défaite, l'opposition aux structures prévaricatrices de l'administration publique et aux structures parasitaires du capitalisme agraire, qui se sont alliées pour détériorer le système et la vie des citoyens, ainsi que la situation dans la bande de Gaza occupée après 1967. Par ailleurs, ce film constitue l'apogée des films étudiés dans cette partie de notre recherche, qui montrent la manière dont la société égyptienne joue, à travers son art, ses échecs pour retrouver la vigueur originelle d'avant la désagrégation et l'espoir d'entreprendre, de se reconstruire et de réussir.

Pour vérifier l'authenticité de l'appréhension de ces différents niveaux de la réalité à laquelle nous permet d'accéder l'analyse du film, il convient de se référer au cadre historique et social.

1. DÉFI ET GUERRE

La guerre dite des « six jours » de juin 1967 avait pour objectif de ruiner l'Etat égyptien et son chef. Cependant les 9 et 10 juin, le peuple égyptien a manifesté, d'un bout à l'autre du pays, pour appuyer Gamal Abdel Nasser. Celui-ci a entrepris la réorganisation de l'armée et la reconstitution du front aussi bien intérieur qu'arabe. La Guerre d'usure déclenchée, en janvier 1969, a entamé les forces et le moral de l'Etat israélien, néanmoins l'Egypte a subi de lourdes pertes en raison de la supériorité stratégique aérienne et électronique de l'ennemi. Une trêve a eu lieu, à nouveau, en vue de renforcer le potentiel militaire égyptien.

Le 23 juillet 1970, Gamal Abdel Nasser a donné un discours au IVe congrès national de l'Union socialiste arabe au Caire. Ce sera le dernier en date des textes politiques officiels car il est mort en septembre 1970. C'était une grande perte pour la nation parce que comme l'explique Ali Sabri, vice-premier ministre « Gamal Abdel Nasser possédait des qualités qui ne se trouveront guère réunies en une seule personne avant des siècles ; il devançait par la pensée les individus et les institutions. » Dans le dernier discours de Nasser on peut lire son testament politique et la voie de l'Egypte à venir. « En ce jour mémorable de notre lutte, en cette journée anniversaire de la révolution du 23 juillet, après dix-huit années de révolution, nous devons arrêter nos regards sur deux lignes distinctes en R.A.U. pour nous rendre compte de l'essence de cette lutte, de ses objectifs et des forces qui dictent son action, explique Nasser. La première ligne se trouve au sud sur le Nil, je veux parler du Haut-barrage dont la construction vient d'être terminée aujourd'hui. L'autre ligne se trouve au nord, en bordure du canal de Suez. C'est la ligne de feu où le peuple égyptien et l'armée égyptienne livrent les plus nobles et les plus violentes batailles.

Au sud sur le Nil, s'élèvent le Haut-barrage et la Centrale électrique (...) une des plus grandes stations électriques du monde. Jusqu'à présent, 836 000 feddans de terres de bassins ont été transformés en irrigation prérenne. En outre 850 000 feddans de terre agricole ont été bonifiés et ajoutés à notre terre arable (...). Sur la ligne verte, au nord, le long du canal de Suez, l'armée égyptienne combat (...). L'armée égyptienne - ses officiers et son commandement - a déployé un effort extraordinaire pour se reconstituer après des circonstances qui sont parmi les plus difficiles que notre lutte nationale ait connues. (...) La coopération sincère de l'URSS qui a été un facteur principal dans l'édification du Haut-barrage, a permis à cette armée de recevoir l'équipement et les experts nécessaires à sa reconstitution. L'armée égyptienne est engagée aujourd'hui dans une bataille d'une

importance spéciale, la bataille contre la supériorité aérienne israélienne, que l'aide des Etats-Unis après l'agression de 1967 a permis à l'ennemi d'atteindre ; l'ennemi voulant que le front égyptien reste ouvert afin que sa supériorité aérienne lui permette d'y agir en toute liberté.

(...) Entre la ligne qui barre le Nil, à Assouan, et la ligne verte au nord, le long du canal de Suez, la patrie égyptienne toute entière résiste, confiante, sincère, convaincue de l'objectif.

(...) Si nous nous rappelons les événements qui se sont succédés depuis 1967 jusqu'à ce jour, il nous sera aisé de connaître qui sont nos amis et ceux d'Israël.

En nous rappelant les amis qui nous ont soutenus dans l'épreuve des jours sombres de 1967, nous disons que le premier, le plus important et celui qui a le plus droit à nos remerciements permanents et à notre reconnaissance illimitée, c'est l'Union Soviétique.

Tout le monde en Occident, aux Etats-Unis et en Israël, affirmait que nous étions finis et qu'on ne pouvait rien espérer de nos forces armées et de nous après la défaite de juin (...).

Le peuple égyptien, tous les peuples de la nation arabe ont décidé de refuser la défaite (...). L'Union Soviétique nous a livré, peu de jours après la défaite, des avions, des chars, des canons et des armes (...). L'URSS a également apporté son appui politique aussi bien aux Nations Unies que sur le plan international alors que les Etats-Unis soutenaient et aidaient Israël à demeurer dans les territoires occupés (...).

(...) Nous devons nous poser la question " Que veut notre ennemi ? " Il a refusé d'appliquer la résolution du Conseil de Sécurité. (...) De 1967 jusqu'à

présent, notre ennemi n'a pas prononcé le mot de retrait. Et quand les dirigeants israéliens répondaient vaguement aux interrogations, au lieu de parler de retrait, ils parlaient de redéploiement des forces israéliennes (...). Tout cela prouve qu'Israël veut s'étendre aux dépens du peuple palestinien et de l'ensemble du peuple arabe.

(...) On dit qu'Israël jouit d'une supériorité technologique et que c'est grâce à cela qu'il a pu remporter la victoire en 1967. (...) Avant 1967, Israël avait pu obtenir des Etats-Unis tout l'équipement de la guerre électronique utilisé pour paralyser les appareils de radar, entraver les fusées, déterminer l'emplacement des radars et des bases de fusées, brouiller les télécommunications, etc.. (...) Israël avait obtenu cet équipement en 1967, et les journaux ont prétendu qu'il est le produit de l'habileté israélienne et de (sa) technologie. Il devait s'avérer plus tard qu'Israël avait obtenu cet équipement au complet dans des caisses expédiées des Etats-Unis d'Amérique (...).

Quand Israël reçoit les équipements modernes de la guerre électronique, nous ne pouvons pas naturellement les fabriquer nous-mêmes, mais nous devons les obtenir afin d'y faire face d'une manière égale.

(...) En dépit de l'assistance américaine à Israël et de la déclaration de cet Etat de s'efforcer par tous les moyens de briser les concentrations des forces armées égyptiennes et de les empêcher de se préparer au franchissement du canal de Suez, le programme d'entraînement de nos forces se poursuit. Les concentrations de troupes égyptiennes demeurent à leur place Le moral de nos troupes sur le front est très élevé.

Au cours de ma dernière visite au front, j'ai vu les soldats, hors des tranchées, s'entretenant avec moi alors que certains appareils ennemis bombardaient quelques-unes de nos positions. Les officiers me demandaient : " Quand franchirons-nous le territoire occupé par Israël ? "

Nous avons réussi à résister, reconstituer nos forces armées et mobilisé toutes les potentialités au service de la bataille car celle-ci est notre grand espoir de vaincre l'ennemi qui ne comprend que le langage de la force (...).

Nos territoires sont occupés et notre pays est exposé aux raids aériens. Nous devons obtenir tout ce qui nous permet de défendre notre droit (...). La presse américaine affirme chaque jour que l'Egypte se prépare à envahir Israël en franchissant le canal de Suez. En employant le terme d'invasion, nos ennemis veulent duper les peuples qui ignorent que le Sinaï fait partie de l'Egypte. Ils affirment vouloir donner des armes à Israël parce qu'il est menacé d'invasion. Nous ne sommes pas une force d'agression (...). Nous œuvrons en vue de la libération des territoires occupés et nous ne sommes disposés à abandonner aucune parcelle de terre. Toutes les parties, tous les peuples doivent le réaliser.

(...) Notre nation n'entreprend ni l'agression, ni l'invasion ; elle ne fait que réclamer ses territoires occupés et les droits du peuple de Palestine, les droits de ces peuples qu'Israel a usurpés.

(...) En parlant de nos amis, du monde, nous devons rappeler que certains pays occidentaux ont commencé à avoir une exacte vision de la situation et à se dégager des propagandes, des allégations et des tentatives d'Israël qui tient à passer pour un pays martyr exposé à l'agression des Arabes. Nous rappelons l'attitude de la France et des forces progressistes dans le monde occidental qui ont commencé à prendre connaissance du problème palestinien et du droit du peuple palestinien sur sa terre, de son droit de combattre et de lutter pour sa liberté et pour le retour dans son pays d'où il a été chassé en 1948.

Dayan a dit que les frontières de 1948 avaient été tracées par les hommes de sa génération, que celles de 1967 ont été l'œuvre de la nouvelle génération à qui il reviendrait d'œuvrer afin qu'Israël puisse recouvrer toute la

"Terre de la Bible". Par "Terre de la Bible" il entend toute la Palestine, les parties de la nation arabe allant du Nil à l'Euphrate (...).

Afin que notre position soit claire devant tout le monde, devant le Président Nixon et d[illegible]nt le peuple américain, nous disons que nous acceptons les propositions américaines que le secrétaire d'Etat nous a transmises (...). Nous nous acheminerons à la fois dans la voie de l'action politique et dans celle de l'action militaire. Si l'action politique réussit, tant mieux, si elle ne réussit pas, le peuple égyptien n'aura qu'à combattre pour sa liberté et pour la libération de ses territoires ainsi que tous les territoires des autres pays arabes. Pour accomplir cette tâche, nous comptons sur la nation arabe et sur nos amis. Nous comptons surtout sur Dieu, durant toutes ces années, il nous a permis de résister*. »

A la stupéfaction générale, Nasser a accepté ainsi, le 23 juillet 1970, le nouveau plan proposé par William Rogers le 19 juin. C'est un plan en six points qui prévoyait notamment, avec un cessez-le-feu pour 90 jours, l'ouverture de pourparlers ainsi que l'ouverture du canal de Suez, le retrait des troupes israéliennes et la réimplantation de l'Egypte sur la rive est, sur la base de la résolution 242 avec reprise de la mission Jarring. Nasser avait compris, comme l'explique Hassanein Heykal, qu'il fallait utiliser les Soviétiques pour plier les Américains (Heykal, 1978). Cela dénotait sa connaissance du rapport de forces entre les deux puissances, sa représentation de l'ordre international et des zones d'intérêt stratégiques, enjeux de rivalité entre les deux puissances.

Pour que se réalise la stratégie de Nasser, il avait fallu passer par la Guerre d'octobre 1973 après une sombre période vécue par l'Egypte. « Atteindre la table de négociation en passant par le champ de bataille, toucher Washington par le

---

* Extraits du dernier discours prononcé par Nasser au congrès de l'Union socialiste arabe, le 23 juillet 1970, cité in Balta (P.), Rulleau (C.), 1982, *La vision soviétique*, Paris, Sirey.

biais de Moscou, c'était la vieille idée de Nasser » que Sadate avait mis en application, comme l'explique Mahmoud Hussein (1974).

Le peuple égyptien n'a pas été surpris par la guerre. La défaite de juin 1967 n'a pas brisé la volonté de se battre chez le soldat égyptien ni la volonté de lutte chez le citoyen. Les soulèvements successifs entre 1968 et 1973 avaient pour axe principal « la récupération de la terre ».

Dans sa guerre psychologique contre l'Egypte, selon Hamid Rabi, Israël était allé jusqu'à dire que le Sinaï ne faisait pas partie des territoires égyptiens, ni régionalement ni géographiquement. L'Egypte, disait Israël, est africaine et n'a aucun rapport avec l'Asie. La rive ouest du canal de Suez constitue une frontière naturelle de l'Egypte (Rabi, 1974).

Mais le peuple a soutenu Nasser lorsqu'il a procédé à la reconstitution des forces armées entre 1967 et 1970. L'espoir renaissait en lui avec la Guerre d'usure qui a duré sans interruption de mars 1969 au 23 juillet 1970, date à laquelle le plan Rogers a été accepté par l'Egypte.

« La Guerre d'usure, dit le colonel T.N. Dupuy, a donné aux artilleurs égyptiens l'occasion de s'entraîner. Elle leur a fait découvrir la capacité des missiles soviétiques SAM sol-air, en réduisant l'hégémonie israélienne sur l'espace ; celle même qui, à l'époque, n'admettait aucun défi. De plus, elle a fourni au moral égyptien une poussée dont l'Egypte avait besoin , ce fut grâce aux échanges de feu avec l'ennemi, et à l'exécution des raids par des commandos traversant le canal.» D'après le Britannique Edgar O. Balance, auteur du livre *La Guerre de 67*, le style soviétique fondé sur un contrôle centralisé des milliers de canons est un des meilleurs styles du monde. Il ne fait aucun doute qu'il a aidé les Egyptiens à pratiquer des brèches dans la ligne Barlev (Document militaire, 1976). Tous ceux qui connaissaient l'importance stratégique de la ligne Barlev se sont rendus compte

de l'importance de la Guerre d'usure qui a ouvert de véritables brèches dans ce mur imprenable et a obligé Israël à ramener ses forces 15 kilomètres en arrière, loin du polygone de tir de l'artillerie égyptienne, ce qui a constitué le premier signe avant-coureur de la Guerre d'octobre.

Pour le peuple égyptien, ce n'était pas un secret que la reconstitution des forces armées égyptiennes, à laquelle Nasser avait consacré tous ses efforts durant trois ans, était presque terminée avant sa mort par un plan, connu plus tard sous le nom de code *granit Z*, dont le but était de progresser jusqu'aux cols (Heykal, 1987). On peut croire que le jour « J » de la bataille n'était pas loin de la période où Nasser avait succombé. Car on sait maintenant qu'un des problèmes qui ont opposé le Président Sadate à son suppléant et à ses ministres démissionnaires en mai 1971 consistait dans le fait qu'il héritait à la fois du plan de la bataille à venir et du plan Rogers. Si ce dernier n'était qu'une manœuvre américaine pour laisser à Israël le temps de reprendre son souffle (Israël en fait n'avait jamais accepté ce projet), il était aussi pour l'Egypte une manœuvre nassérienne permettant de pousser le barrage des missiles vers des positions avancées sur tout le long du front, chose qui a reçu confirmation grâce aux satellites américains d'espionnage et qui a servi de prétexte à Israël pour ne pas appliquer les autres clauses du plan.

La direction égyptienne était divisée par les deux parts de l'héritage, toutes deux nassériennes. Une tendance voulait déclencher la bataille, l'autre voulait essayer une solution politique sous l'égide des Etats-Unis. Cependant, toutes les tentatives visant à une solution politique avaient échoué et le déchirement au sein du peuple menaçait d'exploser tant que la blessure de 1967 ne serait pas cicatrisée. D'autant que la gangrène de l'occupation commençait à se répandre dans les artères économiques, sociales et morales d'une manière annonciatrice d'une véritable catastrophe. Le peuple appelait à la guerre et en avait pris la décision ainsi que l'illustraient ses manifestations organisées de longue date ou spontanées.

Cependant, la Guerre d'octobre 1973 a été une surprise dans un autre sens et sous un autre angle. En automne 1967, le général Abdel Moneim Riyad avait dit à Nasser : « Ce sera inéluctablement notre surprise car le fait que ce soit nous qui déclenchions une attaque est en soi un des éléments de la surprise .. L'ennemi ne s'attendra pas à l'attaque de notre part » (Heykal, 1987). Six ans après, les Israéliens ne se sont rendus à la vérité que vers cinq heures de Yom Kippour, car un de leurs éminents penseurs pensait et agissait sur la base de deux données :

- Tsahal est puissant et capable d'écraser tout mouvement arabe.

- La perpétuation d'un statu quo durant vingt ou trente ans permettrait la création de nouvelles vérités et approfondirait l'écart technologique entre les Arabes et Israël. Ainsi se fondaient la pensée et la conduite de Moshe Dayan (*Haaretz*, 1973).

De plus, l'enquête stratégique de l'Institut international des études stratégiques à Londres avait étudié le Moyen-Orient à deux reprises, en 1972, en éliminant malgré la fièvre d'armement, toute intervention militaire pouvant changer la situation stagnante (Alluch, 1976) De même, le sommet américano-soviétique à Moscou en 1973 avait corroboré cette tendance.

Cependant en quelques heures, les forces armées égyptiennes ont franchi la voie d'eau, se sont emparées de la redoutable ligne de Barlev et ont bousculé partout l'armée israélienne. Les succès étaient impressionnants et Israël vacillait.

Le film, ainsi que nous l'avons souligné, comporte un appel à la prudence et à la vigilance parce qu'en fait il ne reproduisait que les premières heures et jours de victoire : le franchissement du canal de Suez et la récupération de la ville

occupée de Kantara Sharq. Dans la réalité, la guerre a été suspendue le 25 octobre 1973 avant la libération totale de la terre. Quant à la contre-attaque de l'armée israélienne, elle a commencé le 20 octobre grâce à l'arrivée de renforts d'armes des Etats-Unis. De surcroît, certains avis soutenaient que Sadate appuyait la thèse d'une guerre limitée.

Le général Al-Chazli, chef de l'état major de l'armée égyptienne, prônait la stratégie de percée jusqu'aux cols contrôlant l'accès au Sinaï qu'avait mise au point Nasser dans son plan de guerre. Mais Sadate privilégiait la stratégie de réimplantation juste sur quelques kilomètres de la rive est du canal pour améliorer sa position à la table des négociations. Selon Heykal « au soir du 24 octobre 1972, le Président Sadate a convoqué chez lui, à Guizeh, le Conseil national de Sécurité. Quinze généraux de brigade et de division ainsi que le vice-amiral Abdel Rahman Fahmi étaient présents. Les discussions, dont certaines parties étaient tendues, avaient duré au-delà de minuit. Le Président soutenait ardemment la thèse de la guerre limitée. Il insistait sur son idée favorite selon laquelle dix millimètres de territoires conquis sur la rive est du canal consolideraient mieux sa situation dans les négociations politiques et diplomatiques ultérieures. Nombre d'officiers ont marqué leurs réserves. Deux jours plus tard, le Président avait pris sa décision. Il convoqué à seize heures Saad El-Din Al-Chazli, chef d'état major et l'a nommé chef de l'armée. À seize heures quarante cinq minutes, il a depêché son secrétaire chez le général Sadek pour lui annoncer que le président a accepté sa démission. Celui-ci n'avait jamais songé à démissionner. Le lendemain, le ministre de la Guerre, son adjoint, le chef des forces navales, le chef de la région militaire centrale ainsi que le directeur des renseignements généraux ont été démis de leurs fonctions » (Heykal, 1985). De même, Ali Sabri, vice-premier ministre et secrétaire général du parti de l'Union socialiste arabe, avait été destitué pour s'être opposé, en février 1971, à la tentative de réouverture du canal comme alternative à

la guerre, et le général Al-Chazli avait été exilé comme ambassadeur à Londres, puis au Portugal pour avoir contesté l'attitude officielle quant à la percée israélienne du Déversoir. D'après le sociologue Ghali Shoukri, les agissements du Président, les tentatives précoces de solution de rechange ainsi que la thèse de la guerre limitée ont mené à un seul aboutissement : l'élimination de la Guerre de libération et la prospection politique et militaire d'un substitut de guerre. « En fait, le Président Sadate, explique-t-il, préparait le terrain pour la consécration de ses rapports avec les Etats-Unis. Henry Kissinger avait commenté le renvoi des conseillers militaires soviétiques par Sadate en disant que s'il avait posé cette mesure sur la table de négociations, il en aurait eu la contrepartie. Mais il la concéda gratuitement (...). Le renvoi des Soviétiques n'était ni une condition ni une complicité. C'était une invitation de retour sur la scène du Moyen-Orient adressée aux Etats-Unis. Le substitut de guerre fut une dernière invitation acceptée par ceux-ci sur le champ » (Shoukri, 1979).

Dans son livre *La nécessité du choix*, dans l'introduction du chapitre IV intitulé « Évaluer une guerre limitée », Henry Kissinger écrit : « *La guerre limitée* est fondée sur un malicieux marchandage ne dépassant pas certaines limites.» Saad El-Din Ibrahim, dans son ouvrage *Kissinger et les étapes du conflit au Moyen-Orient*, décrit les phases de l'application de la théorie du secrétaire d'Etat américain sur la Guerre d'octobre de la manière suivante :

A - L'appel au cessez-le feu et le retour aux lignes antérieures, le 6 octobre 1973, furent le premier pas.

B - Au troisième jour de la guerre, entre le 8 et 10 octobre, les Etats-Unis établirent leur pont aérien avec Israël pour une aide militaire massive.

C - Au quatrième jour de la guerre, Kissinger présenta une autre proposition pour un cessez-le feu, mais cette fois elle était faite sur la base du

maintien de leurs positions par les deux parties, cela signifia une victoire partielle des Arabes.

D - Le 20 octobre, la percée israélienne sur les deux fronts égyptien et syrien avait déjà réduit l'avantage arabe de la première semaine. Kissinger y trouva une occasion en or pour imposer un nouveau cessez-le-feu acceptable par toutes les parties. Il s'envola pour Moscou à l'invitation du secrétaire général du parti communiste soviétique, Léonid Brejnev. Dans la capitale soviétique, les deux super-puissants parvinrent à un projet pour un accord sur l'arrêt des combats. Tous les deux le présentèrent au Conseil de Sécurité où il fut accepté.

E - Alors que l'aventure du Déversoir (la tête de pont qu'établissa le général Sharon sur la rive ouest du canal pour encercler la troisième armée égyptienne) devenait plus une manifestation politique qu'une brèche stratégique, Israël se rendit compte que la victoire tactique pourrait se transformer en souricière stratégique où pourraient être exterminées les forces israéliennes assiégées de trois côtés par les forces armées égyptiennes. Kissinger se rendit au Moyen-Orient ; il fit la navette entre le Caire et Tel Aviv. Le 11 novembre, il était parvenu à un accord de principe entre l'Egypte et Israël. Le 21 décembre, Egyptiens et Israéliens se rencontraient pour la première fois à Genève. Ce fut indiscutablement un exploit réalisé par Kissinger » (Ibrahim, 1975).

Mais exploit réalisé au profit de qui ? Des Etats-Unis d'abord. Car le Moyen-Orient est, comme l'avait décrit D. Eisenhower un jour, le meilleur bien foncier dans le monde. « Le Moyen-Orient, expliquait-il, est le pont qui relie l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Il fut parcouru par des armées de conquérants de tous temps, et trois religions internationales y trouvent leurs racines. Sous sa surface gît le plus grand stock de pétrole connu dans le monde, l'or noir dont nous dépendons en ce temps de la machine » (Eisenhower, 1958). Ce n'est pas par hasard si

Eisenhower a été l'auteur du projet qui porte son nom et qui visait à remplir le vi[illegible] au Moyen-Orient après le départ des forces françaises, britanniques et israéliennes de l'Egypte à la suite de l'agression de 1956.

C'est ce même projet qui est ressuscité grâce à Kissinger, en 1973, quinze ans après sa mise au point. Les Etats-Unis ont répondu à l'invitation adressée par le Président Sadate sous forme de substitution de guerre pour les intérêts américains que Kissinger a déterminés en toute franchise : la sécurité stratégique américaine dans une des régions les plus sen[illegible]. Garantir l'énergie à l'Occident sous un contrôle américain, chassant les [illegible]tiques de l'Egypte. Son exploit a été bénéfique ensuite à Israël, à quelques régimes arabes conservateurs et à quelques couches sociales égyptiennes appuyant le régime de Sadate et souscrivant à sa nouvelle identité.

Un fait remarquable, indice de l'hégémonie politique et culturelle américaine en Egypte à la suite des dispositions du régime de Sadate, mérite d'être souligné : la participation de l'Ambassadeur des Etats-Unis en Egypte, Hermann Eilts, avec le ministre de la Culture égyptien, Youssef Al-Seba'i, à l'avant-première du film au Centre d'enregistrement du son à Al-Haram (*Al-Akhbar*, [illegible]974)*.

2. IDÉAL DE RESTRUCTURATION DE LA SOCIÉTÉ ET RÉFORMES

La nécessité de la restructuration sociale était le deuxième enjeu de la lutte de la société dans le film. « À partir du moment où il y a une révolution, disait Nasser, il y a une contre révolution. Tous les peuples ont connu deux révolutions : la première, politique, leur a fait recouvrer le droit de l'autonomie, la seconde, sociale, provoquée par la lutte des classes, visait à établir un régime d'équité. Les

* *Al-Akhbar*, quotidien national, 29/9/1974.

peuples qui nous ont précédés dans la voie de la civilisation ont vécu ces deux révolutions mais à plusieurs siècles d'intervalle. Nous, en revanche, nous les vivons simultanément. La revolution politique exige, pour réussir, l'union de tous les éléments de la nation, l'abnégation de chacun au profit de l'ensemble. À son premier stade, la révolution sociale se traduit par un renversement des valeurs reconnues, des idées reçues dans le but de mettre un terme à la corruption et à l'égoïsme (...). Seule force matérielle disciplinée, capable d'agir avec rapidité, l'armée s'est vue de ce fait confier la mission de poursuivre la lutte (...). Il fallait réformer à la fois la structure politique et la structure sociale de notre pays, nous avons donc chassé Farouk et limité la propriété. C'est simultanément dans ces deux domaines politique et social et avec cette même rapidité caractérisant ses débuts que notre révolution, j'en demeure convaincu, doit continuer son action (...)* ».

Nasser avait considérablement œuvré pour tirer l'Egypte du sous-développement. Dans un pays voué à la monoculture du coton et où un demi pour cent de la société possédait pratiquement 100 % de la terre, il a réduit les inégalités sociales les plus criantes grâce à une série de réformes agraires, à la création d'un vaste secteur public [illegible] législation d'inspiration socialiste. Il a en outre engagé l'Egypte dans la [illegible] industrialisation, amorçant l'apparition d'un véritable prolétariat industriel [illegible] transformation des mentalités.

Cependant, il a cassé les rouages politiques traditionnels en établissant une société militaire où les officiers, favoris du régime, ont remplacé l'ancienne bourgeoisie, sans posséder le sens de la mission collective et du devoir désintéressé. Le soir du 10 juin 1967, Nasser qui reprochait vingt ans plus tôt à Farouk la corruption du régime monarchique a dû réaliser, non sans une grave déception, que la défaite résultait de la corruption de la nouvelle Egypte.

---

* Extrait de *La Philosophie de la Révolution*, 1953.

« Nasser, écrit Mohamed Sid Ahmed, n'a pas cru nécessaire ou opportun de faire participer de manière indépendante les diverses forces politiques qui représentaient les courants d'idées dans le pays. Il a réussi en fin de compte à les encadrer, à les rallier à sa ligne d'action - quelle qu'ait pu être la disparité de leurs positions idéologiques, du marxisme à l'Islam - et à assigner aux représentants de chacun de ces courants un rôle dans l'exécution de sa politique d'ensemble (...). Il pouvait à la rigueur provoquer une accélération de l'histoire dépendant de sa compétence extraordinaire à détecter et à prévoir l'urgent et le nécessaire de la conjoncture et de l'habileté. Mais dans ce système où les prérogatives n'émanent que d'en haut, comment garantir que l'appareil n'outrepassera pas ses droits, ne se détachera pas des masses et ne se constituera pas en castes distinctes ? (...) Après la défaite, il a fallu limoger les chefs militaires et les responsables des services de renseignements, assainir les institutions et authentifier la représentation populaire* ».

Dans le film, l'accent est mis sur la déviation d'une structure représentative d'une institution publique : l'agence coopérative du village. Nasser attachait une importance capitale à la réforme agraire, promulguée par décret le 9 septembre 1952, parce qu'elle représentait la première étape de la lutte contre le féodalisme et ce qu'il appelait la « classe du demi pour cent ». Malgré ses limites elle a été fondamentale pour un pays essentiellement agricole qui entendait s'industrialiser et diversifier son économie. Elle a abouti, en 1954, à liquider l'aristocratie terrienne, « ce demi pour cent » qui possédait près de cent pour cent des richesses et gouvernait jusqu'alors la vie politique du pays. Mais le capitalisme agraire a livré une guerre de rechange au système révolutionnaire en s'alliant avec des structures prévaricatrices des institutions publiques, telles les agences coopératives, pour instaurer les valeurs du profit et de l'exploitation au détriment de

* Cité in Balta (P.), Rulleau (C.), 1982, *La vision nassérienne*, Paris, Sindbad, p. 39-40.

la mission collective de ces institutions et des intérêts nationaux, ainsi que le montre le film.

Selon la Charte de 1962, « la coopération agricole ne se limite pas au simple crédit qui, jusqu'à un passé récent, constituait sa seule activité (...). Cette action commence par le groupement de l'exploitation agricole dont l'expérience a été un succès ; elle accompagne l'opération de financement qui protège le fellah (le paysan) et le libère des usuriers et des intermédiaires qui s'emparent des revenus de son travail, elle l'aide à utiliser le matériel agricole le plus moderne et à avoir recours aux procédés scientifiques pour augmenter le rendement, elle l'assiste enfin dans l'opération d'écoulement des produits qui lui permet de tirer un profit équitable de son travail, de ses efforts et de sa peine ».

S'il est évident que la réforme des structures, l'application des lois et l'instauration du respect de leur autorité sont la condition de l'établissement de la démocratie et de l'équité sociale, il est non moins évident, ainsi que l'accentue le personnage de Mohamed dans le film, que les gens du peuple doivent changer foncièrement d'attitudes et de dispositions conformément à l'idéal révolutionnaire de changement. « Les peuples manquent à la révolution, disait Nasser, si leurs fêtes se transforment en souvenirs. » « L'action révolutionnaire a besoin de révolutionnaires. La participation à cette action est un droit pour tous ceux qui sont susceptibles de l'accomplir, où qu'ils soient. (...) Le loyalisme révolutionnaire consiste dans l'accomplissement du devoir et non dans la démonstration de l'autorité. Le révolutionnaire est en fait son propre censeur dans les limites des valeurs reconnues par la société (...). Son grand succès consiste à mettre librement ses facultés créatrices au service de son œuvre. (...) L'action

révolutionnaire ne doit pas craindre l'erreur. L'erreur et la vérité constituent les deux ailes de l'expérience*. »

Il est possible que Nasser ait commis des erreurs. « Aujourd'hui encore, son expérience continue à soulever des problèmes et à susciter des controverses, expliquent Paul Balta et Claudine Rulleau. Pourtant malgré ses lacunes, ses erreurs, ses défaillances, la révolution nassérienne a été le premier mouvement national de la région qui ait secoué aussi énergiquement les vieilles structures du monde arabe et posé les bases de sa renaissance. Elle a servi, dans une certaine mesure, de point d'appui aux luttes d'indépendance au Maghreb, a frayé la voie au renversement de la monarchie en Irak (1958) et en Libye (1969), contribué à la rénovation du parti Baas, favorisé la modernisation politique et économique de la Syrie et du Soudan, soutenu les mouvements révolutionnaires du Yémen et de la péninsule arabe et à, partir de 1967, la résistance palestinienne » (Balta, Rulleau, 1982).

« Nasser a commis des erreurs et je le lui ai dit, explique le Président Boumediène en 1974, quelques mois après la Guerre d'octobre. Mais il ne faut pas oublier qu'il a mené un combat difficile. Tout l'Occident s'est ligué contre lui parce qu'il avait ébranlé l'ordre ancien, secoué la tutelle étrangère. Dans les mêmes circonstances, aurait-on fait mieux que lui ? Si aujourd'hui les choses nous paraissent à tous plus faciles ou moins difficiles, c'est parce que pendant des années, il a fallu face aux coups qui tombaient de tous les côtés sur l'Egypte*. » « Avec le recul du temps, ajoutent P. Balta et C. Rulleau, on sait maintenant combien l'épopée napoléonienne a réussi, au-delà de ses derniers échecs militaires, à établir de nouvelles structures en France et en Europe. On peut se demander si à l'égard de son pays et du monde arabe Nasser n'aura pas joué un rôle analogue.

---

* Discours de Nasser à Port Said, le 23 décembre 1964, et au Conseil du peuple, le 20 janvier 1965.

* Cité in Balta (P.) et Rulleau (C.), 1978, *La stratégie de Boumediène*, Paris, Sindbad, p. 28.

L'histoire tranchera en tout cas entre ceux qui ne lui ont pardonné ni les *moukhabarat* (services secrets) ni son autoritarisme populiste et ceux qui estiment qu'il ne s'est agi là que d'accidents de parcours par rapport à l'œuvre accomplie : la renaissance de l'Egypte et le réveil du monde arabe ».

3. LA REPRÉSENTATION DE LA SITUATION DANS LA BANDE DE GAZA APRÈS 67

Le film révèle la situation de la bande de Gaza occupée par l'armée israélienne après 1967 et la mise de l'existence de ses habitants et de son économie sous la tutelle du commandement militaire. « Toute occupation militaire corrompt, détruit la confiance qui peut exister entre deux nations, explique Fayez Abou Rahmeh, avocat, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Gaza. La permanence de cette occupation détruit de fond en comble les valeurs, toutes les valeurs à commencer par celles des occupants eux-mêmes. (...) A Gaza nous avons des problèmes qui nous sont très spécifiques. Entre 1967 et 1973, je plaidais devant la Cour de justice militaire. Pendant toute cette période, je n'ai rencontré que deux cas où il n'y a pas eu d'aveux. Dans le premier cas, il s'agissait de l'ancien maire de Gaza : il avait du diabète, de la tension, des troubles cardiaques, ils l'ont laissé tranquille (...). Les aveux sont rédigés en hébreu et les prisonniers doivent les signer. Sur le procès verbal, il est simplement écrit en arabe que son contenu leur a été traduit (...). Nous n'avons pas le droit d'avoir des partis politiques depuis 1945, nous n'avons pas la possibilité de nous déterminer par des élections libres (...). Nous n'avons pas de représentants élus, nous n'avons pas la possibilité de nous occuper de nos affaires les plus modestes*. »

---

* Cité in Ed. L'Harmattan, 1987. *Israël-Palestine, soixante ans de paix ?*, actes du colloque sur les territoires occupés et les perspectives de paix dans le conflit israélo-palestinien organisé à Paris les 29 et 30 mai 1986, Paris, p. 62-63.

D'après lui, pour que les avocats donnent des cours, ils doivent déposer leur demande au Comité international de la Croix-Rouge délégué à Gaza qui met plus d'un an avant de leur en accorder l'autorisation. Vu la lenteur des procédures, les avocats finissent par renoncer à leurs demandes ou ne les réitèrent plus. Les pêcheurs qui œuvrent au large sont obligés d'y rester pendant au moins un mois. Or ils ne sont autorisés à quitter le territoire que pendant vingt quatre heures au maximum ce qui signifie qu'ils doivent « donner rendez-vous aux poissons, leur demandant d'y être à une heure et un endroit précis ». Par conséquent, les industries de la pêche ont été ruinées. La superficie de la bande de Gaza est de 360 km^2. 50% de celle-ci sont utilisés pour établir des colons. Près de 50 % des terres dans l'Oasis de Raffah ont été confisqués par ordonnance militaire. L'administration militaire de l'occupant clôture les champs et déclare cette mesure dans les journaux. Leurs propriétaires ne peuvent pas, par conséquent, s'y rendre. Ces confiscations sont opérées quotidiennement. Un exemple illustre ce fait : sur la côte de Gaza qui est longue de 45 km, cinq kilomètres seulement sont réservés aux habitants et le reste est investi par toutes sortes de constructions balnéaires pour les touristes. Lorsque les colons désirent s'approprier un bout de terre, ils le font et sont appuyés dans cette action par le gouvernement militaire. Pour une population dont le tiers est scolarisé, très peu d'instituteurs sont formés. Les universités égyptiennes étaient ouvertes aux diplômés d'études secondaires de la bande de Gaza, conformément aux accords de Camp David, mais le nombre de ceux qui y sont admis est tombé, en 1985, à 39.

« Nous sommes donc dans une impasse, poursuit Abou Rahmeh. Des voix en Israël s'élèvent pour dénoncer la situation et faire connaître la réalité des choses, mais les faits persistent. Les cercles gouvernementaux en Israël ne cherchent pas à trouver un compromis ; ils pensent que le compromis sera réalisable lorsque les Arabes seront si faibles qu'ils accepteront n'importe quelle solution.»

Par ailleurs, le commerce et l'industrie sont inexistants. Les travailleurs de Gaza n'ont d'alternative que de travailler en Israël. Ils doivent s'y rendre tôt le matin et rentrer chez eux obligatoirement le jour même. Certains y demeurent clandestinement pendant une semaine ou un mois pour économiser les heures perdues dans les transports quotidiens. S'ils s'y font arrêter, ils devront payer une amende de 500 dollars infligée par une cour de justice militaire. « Il n'y a pas de projets, précise Abou Rahmeh, il n'y a pas d'autres moyens de gagner sa vie que de travailler dans des établissements israéliens. Nous ne sommes pas reconnus, nous les territoires occupés, au niveau international par des organismes d'aide, dont notamment le FMI. Nous ne pouvons pas obtenir des crédits qui nous permettent de construire une économie indépendante (...). La majorité de notre peuple n'est pas terroriste. Ce peuple désire vivre, cultiver ses terres, vivre de la même façon que tout autre peuple existant sur la terre. Il souhaite ardemment pouvoir subvenir à ses besoins. Certains pays membres des Nations Unies n'ont que 300 000 habitants. Avec notre million et demi nous avons droit à une patrie ; pourquoi les autres et pas nous ? »

Jonathan Kuttab, membre de l'organisation palestinienne *Law in the service of man* (le droit au service de l'homme), explique le processus par lequel le commandement militaire a établi sa mainmise sur les territoires occupés : « Peu de temps après 1967, dit-il, une ordonnance militaire a été publiée par le gouvernement militaire en Cisjordanie en vertu de laquelle le gouverneur militaire déclarait que "toutes les lois en vigueur continueront à être appliquées, à moins qu'elles ne soient amendées par moi par des ordonnances militaires selon la nécessité". Il s'adjugeait ainsi tous les pouvoirs législatif, judiciaire, et administratif. Cependant, contrairement aux exigences du droit international qui restreignent très étroitement les modifications que l'occupant militaire a accomplies, il s'est mis à se conduire, à partir de ce moment, en souverain à part entière dans les

territoires occupés, ayant tous les droits et prérogatives de promulguer de nouvelles lois pour réquisitionner des biens privés et décider de la destination qui devait leur être réservée et pour modifier la structure et la substance des lois existantes, sans en assumer les responsabilités et les devoirs. Il s'est créé ainsi une situation idéale où il peut réaliser ce que nous appelons quelquefois « l'annexion sans annexion » qui consiste à prendre possession des territoires et y faire exactement ce qu'il veut comme s'ils étaient complètement annexés sans l'obligation d'y étendre le droit israélien. (...) À ce jour, il y a 1 150 ordonnances militaires en Cisjordanie, touchant tous les aspects possibles de la vie, depuis la composition des tribunaux, en passant par le droit criminel, la structure des communes et jusqu'à l'installation de structures juives (non israéliennes, mais juives) dans les territoires occupés pour les besoins des colons avec leur propre organisation administrative. Ces ordonnances portent aussi sur les modifications du droit de la propriété de la terre et d'autres dispositions relatives à l'exploitation du sol* ».

4. LE RETOUR A LA *RENOVATIO*

La société n'est pas seulement vécue (relations) et exprimée (symbolisations, représentations explicitées et idéologies), elle est aussi exposée. La mise en scène du pouvoir, des pratiques collectives, des échecs, des comportements déviants est un moyen de « remise à neuf » des rapports sociaux.

La société est ainsi dramatisée en son entier, les éléments négatifs sont identifiés et le triomphe des adversités clôt ce processus. Les films étudiés dans cette première partie de notre recherche, de *La terre* (1970) jusqu'à *La balle est toujours dans ma poche* (1974), traduisent le procédé de dramatisation de la menace extérieure, de la vie sociale, de la déperdition et de la fin de l'avenir qui permet

---

* *Israël-Palestine, imaginer la paix*, op. cit., p. 136-138.

d'apporter une énergie nouvelle, de recharger la société. La victoire d'octobre 1973 représentée dans *La balle est toujours dans ma poche* vient auréoler ce processus de revitalisation en générant l'espoir dans l'avenir, l'espoir d'entreprendre et de réussir et le retour à la *renovatio* (la renaissance du monde). « La *renovatio*, explique Georges Balandier, c'est pour une société la possibilité de se raviver en jouant sa propre genèse et de recapter la vigueur première qui lui a permis d'échapper au chaos primitif » (Balandier, 1980).

Bibliographie

Abou Shadi (A.), Rezkalla (Y-C.), 1974, « *La balle est toujours dans ma poche* », *La Revue du Club de cinéma*, n° 19, p. 24-38.

Al-Bishlaoui (K.), 1974, « La balle et les polémiques », journal *Al-Messaa*, 25 novembre.

Alluch (N.), 1976, *La ligne de lutte et d'affrontement militaire, la solution et le choix*, Beyrouth, Dar Al-Tahah, p. 27.

Al-Salamoni (S.), 1974, « La balle ... demeure », magazine *Al-Kawakeb*, novembre.

Balandier (G.), 1980, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, p. 113.

Balta (P.), Rulleau (C.), 1982, *La vision nassérienne*, Paris, Sindbad, p. 39-40.

Document militaire, 1976, *Le noyau international dans la Guerre d'octobre*, Le Caire, Idarat Al-Matbouat Wal Nachr Lil Quouat Al-Mussalahah, vol. 1, p. 37-38.

Eisenhower (D.), 1958, *The white house years : waging peace 1956-1961*, New York, Doubleday, p. 20.

Extrait d'un article publié in *Haaretz*, 30 novembre et 7 décembre 1973, cité in *Le conflit pour la terre et la solution israélienne*, 1978, Beyrouth, Dar Al-Taliah, p. 36.

Farid (S.), 1974, « La balle est dans la poche de qui ? », quotidien *Al-Gounhoureya*, 7 novembre.

Heykal (H.), 1978, *Le sphinx et le commissaire*, Paris, Jeune Afrique.

Heykal (H.), 1985, *Al-Tariq ila Ramadan* (Le chemin vers Ramadan), Beyrouth, Charikat Al-Matbouat Lil Tawzih Wal Nachr.

Heykal (H.), 1987, *Ahadith fil assefah* (Discours dans la tempête), Le Caire, Dar Al-Sherouk, p. 48.

Hussein (M.), 1974, *Les Arabes au présent*, Paris, Seuil.

Ibrahim (S.), 1975, *Kissinger et les étapes du conflit au Moyen-Orient*, Beyrouth, Dar Al-Taliah, p. 99-104.

Rabi (H.), 1974, *La guerre psychologique dans la région arabe*, Beyrouth, Al-Muassassah Al-Arabiyah Lil Drassah Wal Nachr.

Saad (A-M.), 1974, « La balle d'Ihssan attend toujours », magazine *Al-Cinema*, novembre.

Shoukri (G.), 1979, *L'Egypte, la contre-révolution*, Paris, Le Sycomore.

Sobhi (A-M.), 1974, « L'amour et la guerre », magazine *Octobre*, novembre.

CHAPITRE VI

RÉUSSITE ET DÉFI

Bien souvent des grandes parties de la réalité d'une société et de ses problèmes font l'objet d'une information, d'une désinformation ou même d'occultation tantôt sur la scène politique, tantôt dans les médias. Le cinéma égyptien a pour effet avantageux, dans cette première moitié critique de la décennie soixante-dix, d'ouvrir une brèche dans le silence des médias rangés dans leur unanimité du côté de la logique de dépolitisation progressive de l'opinion publique adoptée par le système en place en médiatisant deux problèmes : la démocratie et la terre.

En effet, les films, que nous avons étudiés dans cette partie de notre recherche et que nous avons disposés sous le thème central : *Échec et défi*, prouvent par leur succès qualifié pour certains d'entre eux - notamment *La terre* (1970) et *Fais attention à Zouzou* (1972) - de phénoménal qu'ils faisaient écho aux préoccupations de l'opinion publique. Le succès d'un film reflète une assez bonne perception de la part des auteurs et des professionnels du cinéma de ce que peut être la réaction du public, de ce qui le préoccupe.

De par leur dynamique interne, ces films entretiennent un discours sur une problématique principale : la réussite. Cette notion fournit une explication d'une dynamique politique et sociale caractéristique de la société égyptienne à un moment précis de son histoire, où confrontée à l'échec produit de la défaite militaire

de 67, elle devait réussir le défi de survivre et de recouvrer son honneur par le rétablissement de la souveraineté de la nation sur l'intégrité de sa terre. L'étude de la représentation de la réussite, par l'analyse des films de la première moitié de la décennie soixante-dix, nous amène à découvrir que l'originalité de ce schème réside dans ses effets révélateurs de problèmes et de finalités différents qui, outre leur coordination avec l'orientation de la dynamique du défi propre à la société, couvrent des stratégies d'action et d'interaction individuelles et/ ou de groupes commandées par des enjeux particuliers : la défense de la propriété de la terre, la quête du pouvoir ou de sécurité économique ou enfin le patriotisme, le triomphe d'un conflit menaçant la souveraineté nationale et la revendication de la démocratie.

Par ailleurs, la notion de réussite permet d'appréhender le mode d'organisation politique et sociale spécifique de la société à ce moment défini : la survivance dans l'administration de structures de monopole et de pratiques politiques néo-patrimoniales reproduisant celles de l'administration coloniale antérieure, la problématisation de la représentation politique, de la légitimité du régime et de son modèle démocratique défaillant, l'essor d'instances périphériques et enfin l'urgence d'une solution militaire au problème de la libération de la terre, ultime moyen d'empêcher la déliquescence de la société. C'est en cela que la réussite se distingue de la notion courante de promotion sociale à signification univoque. Certes, elle recouvre ce concept mais lui confère une dimension culturelle, politique et sociale spécifique des attitudes et des enjeux identifiés des sujets par référence à la réalité en mouvement de la société égyptienne historiquement située.

Bien entendu, les films analysés ici ne reproduisaient pas la réalité, ils la reconstituaient à travers leur dialectique avec tout ce que ceci implique comme souci d'authenticité ou à l'inverse de manipulation et de distorsion. Néanmoins, il convient de souligner leur caractère rebelle à toute organisation idéologique

intentionnée de la part de leurs auteurs, à tout effet rationalisant. Leur dynamique interne leur permet de déjouer les pièges de codification s'imposant proprement dit à tout média et de rendre possible au public l'accès à une certaine visibilité des règles de jeu du système politique difficilement observables dans tout autre média à part le cinéma. Celui-ci est porteur de la double dimension de spectacle de divertissement et de média s'adressant à un public, à une population. Notre conviction est qu'au-delà d'un certain seuil de diffusion, les films deviennent source d'information pour le public favorisant à long terme l'éveil de sa conscience et la formation de son opinion. Le public égyptien a prouvé, par ailleurs, qu'il est plus politisé et désabusé qu'on ne le croyait à travers les manifestations et les mouvements de rue qui ont déstabilisé le régime, expressions de son opinion politisée par une longue tradition de lutte révolutionnaire.

Cela étant dit, il importe d'invoquer à l'appui de cette idée de visibilité l'ensemble des thèses explicatives du système politique et de son fonctionnement, auxquelles nous avons pu accéder grâce au cadre d'analyse offert par les films.

I. MODERNISATION ET MODE D'ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE

Tous les auteurs s'accordent pour considérer que toutes les sociétés en modernisation tendent à se doter d'un centre conformément à un processus dont certaines caractéristiques leur sont exclusives. La construction d'un centre renvoie à l'établissement d'un ensemble d'institutions, de valeurs ou de procédures visant à assurer l'organisation globale d'une société indépendante, délimitée par un cadre territorial précis, et jusque là caractérisée par une faible coordination de ses composantes et par une atomisation du pouvoir politique.

La propriété de construction d'un centre est d'autant plus pertinente qu'elle renvoie, dans sa forme moderne, à un processus qui la distingue clairement des formes traditionnelles de centralité telles qu'on les trouve en particulier dans les empires ou dans les monarchies patrimoniales. Le centre moderne, par sa fonction de coordination systématique des rôles sociaux, est différent du centre impérial dont les fonctions étaient essentiellement d'ordre militaire ou culturel, telles que nous les avons constatées dans *La terre* (1970) : il se trouve par sa logique conduit à contrôler systématiquement l'ensemble des individus composant la société et à ne tolérer ainsi, sur le territoire qu'il contrôle, aucune parcelle d'activité politique prétendant à l'autonomie. Liant entre eux les éléments qui concourent à la division du travail social, il est, en même temps, point de convergence des demandes et élément générateur de revendications qu'il doit, de par son rôle, connaître et traiter. La logique moderne de la division du travail social érige ainsi la construction de ce type de centre en dénominateur commun à l'ensemble des processus de développement politique (Badie, 1978).

Ce faisant, la première question qui s'impose est de savoir à l'initiative de quel groupe ce centre s'est constitué en Egypte moderne : le Comité des Officiers libres qui a pris le pouvoir, le 23 juillet 1952, date de la révolution, et a conduit le roi à abdiquer et à quitter le pays. Cette poignée de colonels, hésitant, les premières années du pouvoir, entre un système constitutionnel et un système rationnel qui a naturellement la faveur de ces militaires férus d'ordre et de discipline, d'autant que l'importance des déséquilibres économiques appelle des solutions urgentes, s'adjuge les postes clés et Nasser prend la tête de la présidence de l'Etat, le 14 novembre 1954. Le régime sera à jamais marqué par le sens de la hiérarchie et l'esprit de commandement, le paternalisme et la distance vis-à-vis du peuple. Ainsi, peut s'apprécier la formation d'une classe politique au « centre » du système politique égyptien pesant sur sa structure d'autorité. D'où le caractère

essentiellement militaire d'un processus qui obéit pourtant à une rationalité socio-économique mais qu'on tente de promouvoir « par le haut » avec le surcroît d'autoritarisme qui ne peut qu'en découler.

Pour fonctionner, le centre implique la mise en place d'une technique politique. Il suppose, d'abord, la création d'appareils bureaucratiques favorisant sa pénétration au sein de la périphérie, l'édiction d'un système de lois générales et impersonnelles assurant de manière uniforme la coordination des rôles sociaux, mais aussi l'instauration des conditions permettant d'assurer la participation politique des différents secteurs de la périphérie ainsi sollicitée.

En limitant la propriété agricole à 300 feddans - 1 feddan = 42 ares - selon la première loi de réforme agraire promulguée le 9 septembre 1952, la révolution supprimait la classe de grands propriétaires et se conciliait la paysannerie. Pour domestiquer les eaux du Nil, Nasser s'en est donné les moyens par la construction du Haut-barrage d'Assouan avec les rendements de la Compagnie Universelle du canal de Suez qu'il a nationalisée le 26 juillet 1952. Le lancement de ce barrage annonçait une voie de développement fondée sur la technique. Pour intégrer au centre le secteur privé détenteur du grand capital et qui constitue la périphérie, le régime nassérien lui a confié la mission d'industrialisation par un décret gouvernemental en 1955. Cependant, le secteur privé a privilégié l'investissement de ses capitaux dans les domaines de construction, de négoce et d'affaires à grande rentabilité immédiate et sûre pour conserver son autonomie par rapport au pouvoir et agrandir ses patrimoines, refusant ainsi de remplir la mission d'industrialisation à caractère socialiste. Le pouvoir va directement mettre en œuvre des hautes technologies par l'intermédiaire d'une bureaucratie modernisante à partir des grandes nationalisations de 1961-1962. Mystique de l'acier, croyance aux vertus de la science et de la planification, l'Egypte construit.

Néanmoins, dans un contexte de sous-développement, l'activité des hommes ne se planifie pas aisément. Le régime nassérien n'a pas pu échapper à une direction autoritaire des hommes et de l'économie par un Etat tout puissant et un parti, l'Union socialiste arabe, relais entre le chef et la nation. Car la Constitution de 1964 a accentué la concentration du pouvoir et la pratique politique sa personnalisation. Or, ce parti, fer de lance de la nouvelle société, créé le 7 décembre 1962, n'a jamais mobilisé les masses. Et derrière ce qui fut une expérience étatique et non pas vraiment socialiste, s'est constitué ce que l'on nomma bientôt la nouvelle classe. L'éviction d'une classe de grands propriétaires pour la reconstruction sociale par la révolution n'a pas empêché l'émergence d'une classe nouvelle du « **capitalisme d'Etat** » qui s'est substituée au capitalisme privé et a organisé le pillage du secteur public (Hussein, 1971). Comme la définit Anouar Abdel Malek, « elle devient à la fois classe dirigeante et possédante, non un appareil de gestion et de représentation, à pouvoirs indirects obtenus par délégation ou mandat » (1972, p. 225). En 1967, 80 % des ruraux se partageaient 15 % du revenu agricole et 5 % en obtenaient 65 %. Capitalisme agraire florissant, élite administrative au faîte du pouvoir qu'illustrent dans leur genèse *Le chaos* (1971) et *La balle est toujours dans ma poche* (1974), ancienne et nouvelle bourgeoisie dont les activités de construction et de négoce sont prospères, telles que nous les avons constatées dans *Fais attention à Zouzou* (1972) et *Identité d'une femme* (1973), elle est la nouvelle structure économique et politique. C'est la puissance corruptrice de cette nouvelle classe, assez hétérogène, constituée sous la voie militaro-bureaucratique qui a rejeté le rapport parti/ administration au profit de cette dernière, elle a brisé le monopole d'un pouvoir en voie de radicalisation idéologique en 1964-1968.

2. ESSOR DE LA PÉRIPHÉRIE

La sociologie actuelle de la modernisation se limite à faire de la construction d'un centre un moment de l'histoire, lié à un certain état de la division du travail social, et laissant entièrement ouverte la question de son éventuelle remise en cause, soit sous forme de poussées régionalistes ou autogestionnaires, soit sous forme de vastes ensembles confédérés. Présenté ainsi comme solidaire d'une modernité qui n'est plus l'aboutissement de l'histoire, ce processus est très souvent conçu comme explicatif du développement politique.

Nous avons, cependant, noté que face à la construction de ce centre moderne par le régime nassérien, la périphérie - autogestionnaire - n'avait pas un rôle passif. En réagissant conformément à la tradition du capitalisme dont elle est dépositaire, elle tendait à moduler les modalités de construction du centre - en inversant le rapport parti/ administration au profit de celle-ci - et à donner à ce centre une identité originale caractérisant la société égyptienne.

Le cinéma nous permet, par ailleurs, de saisir un jeu d'échanges complexes entre les structures sociales qui amène les instances traditionnelles, jusque-là latentes, et les instances modernes, résultant pour l'essentiel de l'articulation de divers intérêts devenus manifestes avec l'essor de la division du travail social, rebelles à l'intégration nationale et à l'obéissance au centre à établir avec lui un réseau de communication fondé sur des demandes tantôt de redistribution des rôles sociaux (*Fais attention à Zouzou*), tantôt de protection de leur autonomie (*Identité d'une femme*), instaurant de fait un rapport centre-périphérie marqué d'une profonde originalité. Dans cette perspective d'imposer une nouvelle identité au centre par la périphérie, le cinéma confère à ce jeu d'échanges un caractère singulier en construisant une légitimité de type populiste aux structures de l'aristocratie traditionnelle et en stigmatisant, en revanche, le mode de production

de type spéculatif de la bourgeoisie d'affaires sous forme de dramatisation du manque d'intérêt de celle-ci pour les valeurs de l'éthique par la dépravation corruptrice, la prostitution.

Tout le problème sera alors de savoir dans quelle mesure instances traditionnelles et instances modernes se superposeront ou se juxtaposeront. Nous tenterons d'examiner ce problème par l'étude de l'évolution de la dynamique sociale et politique à travers le cadre d'analyse offert par les films réunis dans la deuxième partie de notre recherche sous le thème : ***Initiative individuelle ou réussite collective***.

3. BOURGEOISIE NATIONALE

Cependant, outre l'essor des instances périphériques confiné à celui d'une élite politico-militaire qui se trouve en position de monopole dans les appareils politico-administratifs de l'Etat, la carence d'une bourgeoisie nationale à mission collective désintéressée vient s'ajouter au fléau de l'insuffisance de la structuration de l'Etat et de son autonomie qui se trouve limitée par l'élite économique autogestionnaire, attachée au marché international conformément à la tradition capitaliste dont elle est dépositaire. La carence de cette bourgeoisie intègre, sauf dans le corps de l'armée nationale, et la nécessité de procéder à la restructuration de la société pour assurer la relève politique sont soulevées par les films. Nasser avait déjà réagi contre l'essor de ce qui était convenu d'appeler la nouvelle classe, en 1965, en faisant appel aux marxistes pour tenter de dynamiser le parti de l'Union socialiste arabe par la création en son sein d'une Avant-garde socialiste.

Cette idée du développement politique de l'Etat et de la bourgeoisie nationale, condition de son autonomie a été reprise par O'Donnell* pour expliquer les méandres du développement politique des sociétés évoluant de systèmes politiques « incorporants » de type populiste à des systèmes politiques « exclusifs » qu'il qualifie des « Etats bureaucratiques autoritaires »

Les premiers systèmes correspondraient à des moments de nationalisme économique, classes industrielles et urbaines se coalisent pour promouvoir une politique d'industrialisation, relancer la consommation et se protéger contre l'extérieur comme telle l'était l'orientation socialiste sous le régime nassérien dans ses premières années de pouvoir.

Les seconds conserveraient un retour de balancier lié au caractère coûteux de ce nationalisme industriel, à l'inflation qu'il engendre et à l'éclatement de la coalition qu'il ne manque pas de provoquer. la pratique de l'Etat bureaucratique autoritaire se traduit alors par une politique d'austérité et de répression ainsi que par une alliance des technocrates et des structures réactionnaires de la bourgeoisie traditionnelle.

Pour compléter cette analyse, il faut inclure l'hypothèse que le développement économique suppose l'exercice conjugué d'une fonction d'entreprise procédant à l'accumulation et favorisant l'innovation et d'une fonction de réforme procédant à la redistribution et assurant ainsi la stabilisation du système social. Or, les réformes sous le régime nassérien n'ont pas pu franchir, bien souvent, le stade des institutions. Et la situation économique, déjà très déséquilibrée, à la fin du premier plan quinquennal 1960-1965, s'était détériorée en 1966 : absence de planification réelle, faiblesse des entreprises publiques, inflation et déficit croissant. La dette extérieure atteignait alors 12 milliards de francs et le

---

* O'Donnell (G.), 1980, « Formation historique comparée de l'appareil étatique dans le Tiers-monde et changement socio-économique », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 4

revenu individuel baissait cette année même de 2,2 %. Cette vision englobante du contexte égyptien permet de comprendre la gradation de la forme d'organisation politique du système où la fonction de réforme a d'autant moins la possibilité de s'accomplir que la capacité d'autofinancement de l'Etat y fait défaut en raison de la carence d'industrialisation, la bourgeoisie nationale y est peu développée et les institutions politico-administratives chargées de l'exécution des projets d'action nationaux y sont affaiblies par la représentation d'une élite politique qui, dans le contexte de modernisation, se trouve en position de monopole, faisant du système son propre bien.

Tous ces éléments réunis contribuent à souligner l'importance de prendre en considération dans l'étude du développement politique de la société égyptienne, telle que sa configuration est présentée par les films que nous avons étudiés dans cette partie de notre recherche, qu'au-delà du manque de pluralisme politique lié à sa structure d'autorité et de l'insuffisance de ses ressources économiques, elle répond aussi à des dynamiques internes à son système politique et à la stratégie d'acteurs.

Il faut tenir compte en outre du poids de l'événement de la défaite affaiblissant les capacités de mobilisation et de réforme, dont Nasser en fut la victime en 1967, qui a amené le système politique égyptien à glisser fatalement vers un modèle de modernisation plus proche du type bureaucratique. Nasser avait annoncé de nouvelles réformes, en mars 1968, pour combattre la classe politico-militaire dont il disait qu'elle « était allée jusqu'à confondre la révolution et le pouvoir. Celui-ci signifiait à ses yeux apparat et profit » et limiter l'autonomie croissante des instances périphériques. Cependant, il est demeuré prisonnier de son groupe et du système et le combat pour libérer le Sinaï occupé va occulter les problèmes en tenant seul toute la scène politique. Depuis la mort de Nasser et la succession constitutionnelle, l'Egypte attendait la mise en œuvre des réformes

promises en 1968. Fatiguée des décisions arbitraires et autoritaires, la population espérait une direction précise, une information ouverte, une démocratie pluraliste et un pouvoir déterminé et fidèle aux règles posées. Le Président Sadate, sans « panache ni prestige », succédant le rais Nasser à la tête de la République, a pu s'affranchir de la tutelle de la direction politique qui l'avait pourtant couronné en évinçant les grandes personnalités du régime nassérien par son putsch de 1971 qu'il appelait « la révolution de redressement », mais il a déçu la population par l'ajournement de la décision de déclencher la guerre de libération, d'autant que les réformes promises ne se sont accomplies guère. Les étudiants universitaires avaient réagi en imposant au « régime en crise » de Sadate la solution militaire, et le cheminement vers la guerre devenait inéluctable pour empêcher la délitescence de la société et accomplir les réformes structurelles et économiques virtuelles, ainsi que l'illustrait le film *La balle est toujours dans ma poche* (1974).

Les films ici étudiés ont ainsi contribué à tracer les limites de l'indicible et à faire émerger l'inéluctable , condition nécessaire pour empêcher une nation de périchter. Dans cette perspective, on peut oser dire sans exagération que le cinéma égyptien a joué, particulièrement, dans cette première moitié de la décennie soixante-dix, le rôle d'outil de critique radicale du modèle démocratique du système politique et de l'attitude indécise quant au règlement du problème crucial de l'occupation de la terre.

Bibliographie

Abdel Malek (Anouar), 1972, *La dialectique sociale*, Paris, Seuil.

Badie (B.), 1978, *Le développement politique*, Paris, Économica.

Hussein (Mahmoud), 1971, *La lutte des classes en Egypte*, Paris, Maspero.

Deuxième partie

INITIATIVE INDIVIDUELLE OU RÉUSSITE COLLECTIVE

CHAPITRE VII

SUR QUI TIRE-T-ON *
RESTRUCTURATION ET RECONSTRUCTION SOCIALES

Après la libération partielle de la terre, le problème de la restructuration sociale, occulté par la priorité donnée au combat, investit l'espace social. La corruption, dont notamment celle d'une couche de la bourgeoisie au faîte des entreprises du secteur public de l'Etat, devient un fléau incontournable. Les attentes de la jeunesse et sa vision de l'avenir sont empreintes de l'ambivalence créée par les modèles de réussite fondés sur les normes de l'escroquerie et de la spéculation. Ce sont ces différents niveaux de la réalité imbriqués, fusionnés par la problématique de la réussite, qui sont traités dans le film *Sur qui tire-t-on* (1975), réalisé par Kamal Al-Cheikh.

« L'histoire du film, explique le scénariste Raafat Al-Méhi, est tirée d'un fait divers publié dans les journaux : le gardien d'une entreprise publique a tiré, en plein jour, sur son P-D.G., il y a quelques années. Personne, à ce moment là, n'a eu l'idée de réfléchir sur la portée de cet incident. Celui-ci signifie que le gardien a accompli son acte solennellement, en public, pour souligner la désillusion que lui inspirent l'autorité des règles et la capacité du système à mettre fin à la corruption, tout en étant conscient des conséquences qui l'attendent. Par ailleurs, son acte traduit le désordre ambiant qui peut conduire n'importe quel autre citoyen à agir de même et déstabiliser l'équilibre social. Le but du film, poursuit son auteur,

*Le titre arabe du film ne comporte pas de point d'interrogation

Kamal Al-Cheikh, est de démontrer que les voleurs et les escrocs sont partout dans l'espace social et politique et agissent en toute impunité » (*Al-Goumhoureya*, 1975). L'auteur et le scénariste ont produit le film avec leurs propres moyens pour lui éviter la censure commerciale. Par ailleurs, il a été un des rares films ayant échappé à la censure politique « qui a interdi l'autorisation de sortie à de nombreux films à thèse pour des raisons spéciales » (Al-Bishlaoui, 1976).

Selon les avis des critiques, le film puise sa substance dans « la réalité quotidienne de 1975 » (Farid, 1975). Il s'adresse à l'homme du peuple, éveille sa prise de conscience. « Il lui montre comment la corruption s'infiltre dans l'espace social et détruit les rêves de la jeunesse. Comment des voleurs, sous l'emprise de la rage d'escalader l'échelle sociale et d'occuper les postes les plus hauts placés, outrepassent les normes et les principes au mépris des individus que tantôt ils tuent sous les ruines de constructions défaillantes, produites de leurs transactions illicites, et tantôt les emprisonnent ou submergent de frustration et de désespoir » (Tawfik, 1976).

Résumé de l'action

Un homme pénètre, en plein jour, brusquement, dans le bureau du président- directeur général d'une grande entreprise publique de construction et tire sur lui avec un revolver. Ensuite, il s'enfuit et, dans sa course, une voiture le renverse. L'enquête policière sur les mobiles du crime s'oriente dans deux directions : la première, politique, repose sur le passé militant de l'accusé. Et la seconde procède de mobiles personnels : l'existence d'une relation entre lui et l'épouse du P-D.G., fiancée auparavant à un des ses amis, un ingénieur, employé à l'entreprise dirigée par celui-là, emprisonné et mort en incarcération après avoir été

accusé d'être responsable de la chute d'immeubles défaillants, destinés au logement de personnes à revenus modestes, construits par l'entreprise.

Analyse

Une séquence pré-générique ouvre le film où est présentée l'action clé. Un individu circule dans la rue et pénètre dans un immeuble. Un travelling vertical vers le haut nous montre la façade de l'immeuble, identique à celle des grandes entreprises ou des ministères. L'individu s'engage dans un couloir et demande à une personne qu'il croise de lui indiquer le bureau du P-D.G. Il s'introduit dans le bureau. Une dactylo frappe à la machine et une secrétaire parle au téléphone. Il dit à la secrétaire qu'il souhaite voir le P-D.G. « Roshdi Abdel Baqui ». « Pour quelle raison ? Lui demande la secrétaire. - Affaire personnelle », répond-il. Elle lui demande son nom et le note sur un agenda : « Mustapha Hussein ». Un interphone de bureau diffuse à la secrétaire la voix du P-D.G. lui demandant le dossier d'un ingénieur. Ce qui indique qu'il s'agit d'une entreprise de construction. Mustapha s'assoit, plusieurs personnes sont en attente. La secrétaire pénètre dans le bureau du P-D.G. en portant un dossier. Un gros plan montre la physionomie altérée par la colère de Mustapha. La secrétaire sort du bureau et pénètre dans un bureau opposé. Un plan en vue arrière montre Mustapha se levant brusquement. Il s'introduit brutalement dans le bureau du P-D.G. Un plan fixe montre le visage d'un homme en attente, assis à proximité du bureau, qui désapprouve par son regard la conduite de Mustapha. Soudain, le bruit d'un coup de feu, en provenance du bureau du P-D.G., s'associe à ce plan fixe. La dactylo pousse un cri et les gens en attente se précipitent vers le bureau de ce dernier. Un plan moyen montre le P-D.G. Roshdi gisant à terre et Mustapha tenant un revolver en main. Celui-ci, effrayé par l'arrivée des gens, se précipite vers une porte opposée et s'engage à toute allure dans un couloir où on voit des employés sortant de leurs bureaux, bouleversés par le bruit

du coup de feu. Mustapha dévale l'escalier de l'immeuble à toute vitesse et se dirige vers la sortie. Il bouscule les gens sur son passage. Il court sur le trottoir, contourne l'immeuble et, en traversant la rue, une voiture le renverse. Un plan moyen montre un gendarme qui le repère. Un panoramique montre la main ensanglantée de Mustapha, le revolver gisant à proximité, son corps étendu sur le sol et sa tête couverte de sang qui bouge légèrement en signe de douleur. Des gens se précipitent pour le soulever. Une ambulance de secours arrive.

Au bureau de Roshdi, un photographe prend une photo de lui gisant à terre. Et des policiers l'évacuent sur une civière. L'enquête de police commence. Un commissaire interroge la secrétaire sanglotant, bouleversée par le drame. « Vous avait-il dit qu'il connaissait Mustapha Husserin ? » Demande-t-il. La secrétaire répond par la négative. Elle déplore, en même temps, la conduite criminelle de Mustapha, portant atteinte à la vie de Roshdi, dont elle souligne le charisme et la bienveillance vis-à-vis de ses employés.

Les deux policiers qui ont évacué Roshdi sur une civière l'installent à l'intérieur de l'ambulance et placent à côté de lui une autre civière où gît Mustapha, dont la tête, touchée grièvement par l'accident, porte un bandeau. Les policiers ferment la porte de l'ambulance. Cette séquence suggère un effet pathétique qui amoindrit la dimension proprement tragique d'une action dont les suites associent la victime et l'accusé, devenu lui-même victime, dans une même destinée.

L'ambulance démarre et son signal d'alarme se déclenche. Un gros plan fixe celui-ci. Le cadrage du signal se réduit et prend une place latérale sur une pancarte sombre où apparaît le titre du film, *Sur qui tire-t-on*, en caractères rouges. Des lignes rouges, indices d'un saignement de sang, submergent la pancarte latéralement au cadrage du signal, et les titres du générique défilent.

La séquence d'ouverture du film et l'acte public d'attentat qu'elle donne à voir, ainsi que le titre lui-même signifient qu'il procède plutôt d'un questionnement sur l'identité de la personne, objet d'une exécution à caractère solennel, que de la volonté d'appréhender les mobiles de celui qui l'a commis.

Une contre-plongée montre les visages de deux chirurgiens penchés sur une table d'opération éclairée par un grand projecteur. À cet angle de vue s'enchaîne le plan moyen d'une voiture conduite par une femme qui se gare à l'entrée d'un bâtiment. La femme descend et pénètre à l'intérieur de celui-ci. Elle demande un renseignement à un infirmier au comptoir d'accueil et se dirige ensuite vers un escalier qu'elle monte très rapidement. Elle s'engage dans un couloir. Un officier de police, encadré par deux policiers, la repère. Elle se dirige vers la salle d'opération. Une infirmière l'interrompt dans son élan et la conduit à une salle d'attente. L'officier de police se dirige vers elle et la rassure. « C'est un simple accident, lui dit-il. - Je ne comprends pas ce qui s'est passé, répond-elle. - Ne vous inquiétez pas, réplique l'officier. La justice s'accomplira. » Une femme et deux hommes arrivent. Elle les aperçoit par la vitre de la salle d'attente et se dirige vers le couloir pour les accueillir. La femme accompagnée de deux hommes se réfugie dans les bras de celle-ci en lui disant : « Ils ont tué mon frère, Tahani. » Un des deux hommes demande à un policier ce qui s'est passé. On comprend qu'il s'agit de la famille de Roshdi, et que Tahani est l'épouse de celui-ci.

Un gros plan succède à cette séquence et montre le visage d'un des directeurs de l'entreprise dirigée par Roshdi soumis à l'interrogatoire du commissaire. « Hus am El-Din Khalil, directeur financier et administratif de l'entreprise, se présente-t-il. C'est un crime, ajoute-t-il. - C'est un accident déplorable, réplique le commissaire dans un ton objectif. - Non, ce n'est pas un accident, c'est une manœuvre de destruction, argumente le directeur financier. Un homme pénètre impunément dans le bureau du P-D.G. d'une grande entreprise et

tire sur lui en plein jour : ceci porte préjudice au travail dans les entreprises. Comment pouvons-nous y travailler ? Nous devons nous équiper de revolvers pour y faire face. - À votre avis, quelle est la raison de l'attentat ? Lui demande le commissaire. La haine, répond-il, la haine que les journaux ont cultivée dans la conscience du peuple pendant ces dernières années. - Mais pourquoi l'attentat visait-il, en particulier, Roshdi Abdel Baqui alors que l'Etat abonde en P-D.G. et en grandes entreprises ? » L'interroge le commissaire. Il explique que la compétence et l'intégrité de ce dernier ont fait de lui une cible potentielle pour les malfaiteurs. Il évoque, à titre indicatif, une catastrophe d'immeubles défaillants dans laquelle l'entreprise a été impliquée et où Roshdi a fait preuve de conscience et d'honnêteté Le commissaire lui demande de lui expliquer les détails de cette catastrophe « Il y a quelques années, explique le directeur, un projet de construction d'une série d'immeubles, destinés au logement de citoyens aux revenus modestes, dans cinq départements de l'Etat, a été confié à l'entreprise. Malheureusement, certains de ces immeubles se sont effondrés, poursuit-il, et des ordres ont été donnés à M. Roshdi d'épargner à l'entreprise l'implication dans ce scandale. » Des travellings latéraux alternant avec des plans d'ensemble des décombres et des ruines d'immeubles effondrés, tournés en documentaire, s'associent aux paroles du directeur financier pour suggérer la réalité d'une telle catastrophe. « Roshdi a refusé d'incriminer les entrepreneurs privés qui collaborent avec l'entreprise pour se décharger de l'implication dans cette catastrophe, précise le directeur financier, il a demandé qu'on effectue une enquête, qui a révélé la responsabilité de l'ingénieur de l'entreprise dans cette affaire. Il a décidé alors de le suspendre de ses fonctions et l'a remis à la justice qui l'a emprisonné.» Il conclut en soulignant la nécessité d'infliger une dure sanction à l'auteur de l'attentat contre Roshdi. « Une main de fer doit s'abattre sur lui », précise-t-il. À ces paroles s'associe le gros plan d'une colonne de mur couchée parmi les ruines des immeubles où transparaissent des trous accusant l'absence d'armature de fer la consolidant. Cet indice illustre la

carence de structure métallique dans les fondements des immeubles, qui explique leur défaillance. Le document et la fiction s'associent dans cette séquence pour suggérer la cause authentique de la catastrophe en référence à des opérations de construction effectuées dans la réalité, où la responsabilité du personnel d'entreprises du secteur public de l'Etat, interagissant avec des entreprises du secteur é dans le trafic et le vol du matériel de construction, a été prouvée (Mursi, 1984).

L'interrogatoire se déroule dans une salle voisine au bureau de Roshdi. Le directeur des achats y succède au directeur financier pour répondre aux questions du commissaire. « Quassem Al-Ganzouri », se présente-t-il. Le commissaire l'interroge sur la réputation de Roshdi. « Il est très digne de louanges, précise Quassem, il suffit d'évoquer le fait qu'il était le président de l'association de construction de mosquées. Il a construit une mosquée à l'entrée de chaque quartier au vieux Caire. Je le connais bien, poursuit-il, parce que je l'ai suivi dans toutes ses affectations. J'ai travaillé avec lui lorsqu'il a pris la direction de l'entreprise de volailles, ensuite celle de l'industrie électronique et finalement de celle-ci.» Quassem jette ainsi un éclairage sur un type d'activités des entreprises du secteur public que recoupe la trajectoire de Roshdi commandée par sa stratégie d'ascension sociale. Quassem souligne la nature de leur rapprochement en signalant que son propre frère était le garde personnel de ce dernier avant qu'il quittât l'armée. Cette référence illustre, en contrepoint, la stratégie adoptée par des militaires qui ont abandonné l'armée à l'époque du régime nassérien pour occuper des postes haut placés dans les entreprises du secteur public de l'Etat, dans le but d'accumuler des ressources économiques par le contrôle des processus décisionnels et de médiation concernant les opérations d'intérêt public gérées par ces entreprises, pouvoir qui leur était imparti de par leur position et qu'ils mettaient au service de leurs propres intérêts. Ils appartenaient à cette « classe militaro-politique » que dénonçait Nasser

en soulignant « qu'elle était allée jusqu'à confondre révolution et pouvoir. Celui-ci signifiait à ses yeux apparat et profit.» Ceci a pour effet de faire planer un doute sur l'échelon occupé par Roshdi dans la hiérarchie des entreprises qu'il a dirigées et sur ses activités. Cependant, l'enquête s'oriente vers le déchiffrement des mobiles de l'auteur de la tentative de meurtre.

Un inspecteur pénètre dans la salle où se tient l'interrogatoire. Il salue le commissaire. Quassem se retire. Le commissaire présente l'officier de police qui collabore à l'enquête à l'inspecteur. « L'officier Hassan Farid, dit-il, t'assistera dans cette enquête, Adel. Je voudrais que tu te libères totalement pour t'en occuper. C'est une affaire très importante : il s'agit du P-D.G. d'une grande entreprise publique de construction, précise-t-il, l'Etat y investit près de 250 milles livres égyptiennes, plus de cinquante mille ouvriers et ingénieurs y sont employés et quarante sociétés d'entrepreneurs en dépendent. Les gens veulent savoir les raisons de la tentative du meurtre, et rapidement. J'espère qu'il n'y a pas de mobiles politiques dernière cette affaire. - Je ne pense pas qu'il y ait des mobiles politiques, réplique Hassan, parce que l'auteur de l'attentat a tenté de fuir.» L'inspecteur Adel souscrit à cette réflexion : « Le criminel politique demeure d'habitude à côté de sa victime pour assumer la responsabilité de son acte et le justifier, dit-il, parce que ceci fait partie de sa mission politique. - Tu ne peux pas prédéterminer la réaction d'un criminel politique, réplique le commissaire, peut-être un sentiment de peur s'est emparé de lui après l'attentat et l'a poussé à fuir. Cette affaire est un procès d'opinion publique qui nécessite un enquêteur compétent, poursuit-il, c'est pourquoi je t'ai désigné.» L'inspecteur Adel le remercie. « Je préfère que tu mènes cette enquête au siège du commissariat général, ajoute le commissaire, pour qu'on puisse rester en contact.» Il se retire ensuite. L'officier Hassan montre à l'inspecteur Adel les affaires de Mustapha posées sur une table. Un plan rapproché donne à voir un revolver, une pièce d'identité, un mouchoir et une petite somme

d'argent. L'inspecteur Adel saisit la pièce d'identité et lit les renseignements qui y sont inscrits. « Mustapha Hussein Mustapha, dit-il, employé au ministère des Affaires sociales, né en 1939. » Il suggère à Hassan de demander à la Direction de la Sécurité d'Etat si elle détient un dossier politique concernant l'auteur de l'attentat. Ce dernier l'informe que le commissaire a déjà fait cette demande et que la réponse leur parviendra dans quelques heures. L'inspecteur Adel décide alors de se rendre à l'hôpital avec Hassan pour s'enquérir de l'état du blessé et de l'attentat lui-même. Cette séquence souligne l'éventualité de la thèse du crime politique.

Dans le couloir de l'hôpital attenant à la salle d'opération, Adel et Hassan rencontrent l'officier qui y monte la garde avec deux subordonnés. Ce dernier leur indique l'identité des personnes qui y sont rassemblées : la famille de Roshdi et des employés de l'entreprise encadrant Tahani, l'épouse de Roshdi. « Elle était sa secrétaire avant qu'il l'épousât », précise l'officier. Quassem, présent parmi ces personnes, met l'accent sur les qualités d'honnêteté et de bienveillance de Tahani, en contrepoint à la précision de l'officier de police. Des journalistes accompagnés de photographes arrivent pour collecter des informations sur l'attentat, ce qui illustre l'importance de l'affaire. Adel leur en communique brièvement les détails. Un journaliste l'interroge sur l'état de santé du blessé. « Le blessé et l'accusé sont tous les deux en salle d'opération », répond Adel. Un téléphone sonne et un policier interpelle Adel. L'interlocuteur lui transmet des instructions. Adel s'adresse aux journalistes à la fin de la conversation téléphonique et leur demande de ne pas publier les nouvelles de l'attentat dans la presse sur ordre du procureur général pour préserver à l'enquête le caractère secret qui garantit son instruction. L'affaire prend ainsi une dimension nationale.

Un chirurgien sort de la salle d'opération. Il désapprouve la présence de nombreuses personnes dans le couloir et demande à deux infirmiers de les disperser. Tahani s'approche de lui et lui demande des nouvelles de l'état de son

mari. « Je ne sais pas de qui il s'agit. J'ai deux blessés en salle d'opération, que Dieu les guérisse », répond le chirurgien dans un ton objectif. Les infirmiers dispersent la foule et autorisent Tahani seule à rester en compagnie des policiers. Une femme apparaît brusquement et se précipite vers la porte de la salle d'opération. Un infirmier la retient. « Mon mari est à l'intérieur, dit-elle. - L'opération est terminée, installez-vous dans la salle d'attente, lui dit l'infirmier, les blessés sortiront de la salle dans quelques minutes.» Tahani est cedrée à proximité de la vitre de la salle d'attente qui laisse apercevoir l'épouse de Mustapha. L'inspecteur Adel observe les réactions des deux femmes. Elles sont bouleversées par le drame et pleurent silencieusement. Des infirmiers évacuent les blessés de la salle d'opération sur des lits mobiles. Un travelling latéral montre chacune des deux femmes accompagnant le lit transportant son mari. Les infirmiers installent les deux opérés dans deux chambres opposées. L'inspecteur Adel se dirige vers la salle d'opération. L'officier chargé de la garde ordonne à un de ses subordonnés de surveiller la chambre de Mustapha et d'en interdire l'accès.

Dans la salle d'opération, l'inspecteur Adel observe les balles extraites du corps de Roshdi qui se trouvent dans une petite cuvette, que tient un chirurgien. « Une balle a brisé un os du tronc thyro-bicervico-scapulaire. Et la seconde s'est logée à proximité du cœur », explique le chirurgien. Adel lui demande dans combien de temps il pourra interroger Roshdi. « S'il parvient à franchir le seuil de gravité, précise le chirurgien, vous pourrez l'interroger dans deux, trois jours. - Et l'autre blessé ? Demande Adel. - Son état est beaucoup plus grave », répond le chirurgien. La première question d'Adel indique qu'il manifeste plus d'intérêt à identifier et interroger le blessé que l'accusé. Cela accrédite l'idée de suspicion planant sur le blessé et la thèse du crime politique.

Tahani prend un appel qui lui est destiné dans le couloir. Son interlocuteur est Quassem, qui lui demande des papiers concernant le dossier de la

catastrophe de la chute d'immeubles destinés au logement de citoyens à revenus modestes. Cela signifie que la police mène une enquête sur les activités de Roshdi et appuie la thèse que nous avons soulignée, à savoir que l'intérêt de la police se porte sur l'identification des activités de Roshdi. Intérêt qui suggère la signification profonde du film, lequel accrédite la nécessité d'identifier les activités de structures importantes, qu'incarne Roshdi, à la direction de grandes entreprises, chargées de la gestion de projets socialistes et financées par l'Etat.

Le policier qui monte la garde devant la chambre de Mustapha demande à l'épouse de celui-ci de partir. Tahani observe la scène à partir du couloir. L'épouse de Mustapha refuse de se plier à cette requête. Le policier lui dit qu'il demandera à l'inspecteur Adel d'intervenir. Tahani achève sa conversation au téléphone avec Quassem en lui confirmant qu'il peut passer à la maison chercher les papiers dont la police souhaite en disposer. Un plan moyen montre Mustapha allongé sur son lit, un bandeau couvre sa tête. Cet angle de vue est commandé par le regard quelque peu curieux de Tahani. L'inspecteur Adel la croise dans le couloir et la rassure sur l'état de son époux. Il lui montre la photo de Mustapha figurant sur sa carte d'identité et lui demande si elle le connaît. Elle répond par la négative. Adel lui demande, ensuite, si Roshdi avait des ennemis. Un gros plan montre le visage perturbé de Tahani. « Je ne sais pas, dit-elle. Je ne le crois pas.» Adel l'informe qu'elle sera convoquée par la police, dans quelques jours, pour répondre à un interrogatoire concernant l'enquête sur le crime. Elle se retire, et Adel pénètre dans la chambre de l'accusé. Son épouse se plaint de l'attitude discriminante du policier vis-à-vis d'elle. « Pourquoi dois-je partir, moi, dit-elle à Adel, et pas l'autre ? » Ce dernier lui rappelle que c'est la femme de la victime, mais l'autorise toutefois à demeurer auprès de son mari. Ce qui indique son attitude objective et non partisane.

Le téléphone sonne dans le couloir et Adel prend l'appel. Il s'agit du commissaire qui le convoque au siège du commissariat général. Il convient de noter

que le téléphone sert de relais entre les différentes situations qui traduisent l'évolution de l'enquête.

Un panoramique montre Adel avançant dans un couloir du commissariat général vers un bureau où il pénètre. Un plan moyen montre le commissaire assis à une table avec ses collaborateurs réunis. « Ce point mérite d'être éclairé, dit-il à ceux-ci. Il paraît qu'une organisation secrète a monté cette opération.» Cela désigne l'énigme que recèle l'attentat à la vie de Roshdi et les différentes hypothèses d'interprétation qui tournent autour d'elle. Le commissaire quitte la table de réunion et s'adresse à Adel. Il lui tend un dossier transmis par la Direction de la Sécurité d'État concernant Mustapha et lui demande de s'asseoir pour le lire. Ce dernier s'exécute. Il lit les détails du dossier « Mustapha Hussein Mustapha, né en province, dit-il. Il a été arrêté une première fois, le 2 février 1964, et emprisonné pour sa participation aux manifestations estudiantines au sein de l'université revendiquant plus de lois socialistes.» Cette donnée indique l'appartenance politique de Mustapha à la gauche. Un plan d'archives s'associe à la lecture d'Adel, montrant une foule d'étudiants manifestant dans la cour de l'université et hissant des pancartes portant des inscriptions et des réclamations politiques. Un plan rapproché montre Mustapha en train de discuter avec un camarade en gesticulant sur le seuil de l'université. Sa gestuelle indique sa contestation. « Il a été relâché en 1967, poursuit la voix *off* d'Adel, et arrêté une seconde fois après la défaite pour son implication dans la rédaction de tracts revendiquant le jugement des responsables de la défaite et le rétablissement de la démocratie politique et des partis politiques y compris le parti communiste.» Un plan d'archives montre une foule massive rassemblée devant le siège présidentiel. Les documents d'archives s'associent à la fiction pour signifier que Mustapha incarne la conscience critique du peuple. En effet, sa trajectoire politique et son militantisme recoupent des événements historiques de grand impact sur l'opinion

publique et la vie nationale. Il représente la masse subsistant dans l'individu, à la manière d'un organisme entraînant ses organes dans son mouvement, elle l'habite et creuse en lui le sens de la responsabilité et du dévouement envers autrui.

« Il a été relâché quatre mois plus tard, poursuit la voix *off* d'Adel. Pendant son incarcération, il a essayé d'expliquer dans sa correspondance qu'il subissait des sévices qui auraient détérioré son état physique et mental.» Un plan moyen le montre se débattant par terre, puis debout, dans la cour de la prison contre deux gendarmes qui l'entraînent de force vers l'intérieur de celle-ci. « Les rapports de la commission de la prison, poursuit la voix *off* d'Adel, contredisent l'affirmation selon laquelle il aurait été persécuté.» Ces références accréditent davantage l'hypothèse du crime politique.

La séquence suivante illustre l'orientation de l'enquête vers le déchiffrement des mobiles politiques sous-tendant l'acte de Mustapha. L'épouse de celui-ci conduit l'inspecteur Adel et des policiers qui l'accompagnent vers un appartement. Elle s'y introduit, suivie par les policiers qui commencent aussitôt l'inspection des lieux. Certains fouillent dans les tiroirs et renversent le contenu des étagères d'une bibliothèque, d'autres inspectent la chambre privée. L'épouse de Mustapha les observe avec un regard ahuri et effrayé. L'inspecteur Adel l'interroge sur les fréquentations de Mustapha et lui demande si un ami lui avait rendu visite la veille de son acte criminel. « Il ne fréquente personne, répond-elle, et ne reçoit personne depuis qu'on s'est marié.» Adel lui demande si Mustapha parlait de Roshdi et s'il avait l'intention de monter une opération de construction. Elle répond par la négative en soulignant que leurs revenus modestes ne pouvaient permettre à Mustapha d'envisager une telle perspective. « À votre avis, quelles sont les raisons de l'acte attentant à la vie de Roshdi, commis par Mustapha ? Lui demande Adel. - Vous n'avez qu'à le lui demander. Vous le détenez sous votre surveillance,

répond-elle. - Quand il parlait de politique, l'interroge Adel, que disait-il ? » Elle s'abstient de repondre.

L'officier Hassan tend à Adel un indice qu'il a repéré au cours de l'inspection d'un tiroir. « Il semble que l'affaire n'est pas politique comme on le pensait », commente Hassan. Adel montre l'indice à l'épouse de Mustapha. Un gros plan nous permet de l'identifier, il s'agit d'une photo où figurent Mustapha et Taham, l'épouse de Roshdi. « Je comprends tout, maintenant. C'est elle qui a tenté Mustapha pour qu'il tue son mari », dit l'épouse de Mustapha. Adel lui demande de justifier cette déduction.

Suit une séquence de retour en arrière où on voit Mustapha rentrer chez lui tard dans la nuit. Il allume un lampadaire, à l'entrée, et s'appuie contre un bureau. Un gros plan montre son visage triste et fatigué. Son épouse apparait à l'entrée en robe du soir. Inquiète de son retour tardif, elle apprend qu'il était à la prison de « Kanater ». « Tu es fatigué Mustapha, dit-elle. Tu dois prendre tes médicaments et manger.» Ce dernier explose de colère à l'évocation de sa maladie nerveuse, séquelle de la persécution subie pendant sa détention. Il s'excuse pour son emportement et s'explique : « Badreya, dit-il, j'ai rendu visite, ce matin, à un prisonnier à la prison de Kanater et depuis j'ai erré dans les rues jusqu'à maintenant. Je me hais au point de souhaiter être une autre créature qu'un être humain.» Cette déclaration signifie qu'il a appris par ce prisonnier une information qui le bouleverse si profondément qu'il en veut à tous les êtres humains, mais qu'il refuse de révéler. L'enfermement de l'univers carcéral s'étend à son existence libre sous forme d'un repli sur soi-même qui est une réduction de celle-ci.

« Cette femme t'aime-t-elle plus que moi ? L'interroge Badreya. - Quelle femme ? Demande-t-il. - Celle qui t'envoyait des lettres lorsqu'on vivait dans les Oasis. À chaque fois que tu recevais une lettre d'elle, tu restais bouleversé

pendant une semaine et tu me rejetais même dans notre intimité, précise-t-elle. - Tu n'as jamais pu me comprendre, conclut Mustapha en s'affalant sur une chaise, on doit se séparer.»

À ces paroles s'enchaîne un gros plan de Badreya sanglotant, dans la séquence initiale où elle justifiait l'accusation de Tahani. Elle prend un paquet de lettres dans un tiroir et le tend à Adel comme preuve tangible d'une relation de celle-ci avec son mari, qui renforce l'indice repéré par la police et détermine l'orientation de l'enquête vers des hypothèses d'interprétation plus intimistes que politiques. Il convient, toutefois, de noter que la visite de Mustapha au prisonnier invoquée, dans la séquence de retour en arrière, et l'ambiguïté que suggère sa disposition à occulter une vérité qu'il détient, de même qu'une éventuelle liaison avec une femme qui s'avère être l'épouse de l'homme qu'il a tenté de tuer signifient que les mobiles individuels ne structurent pas uniquement l'enjeu complexe de l'acte criminel, dont il endosse la responsabilité par son accomplissement dans un lieu public et en présence de témoins potentiels.

Un panoramique ouvre la séquence suivante où on voit l'officier Hassan conduisant Tahani, dans un couloir du siège du commissariat général, à un bureau où il l'introduit. Le commissaire y est présent en compagnie de l'inspecteur Adel et d'un collaborateur. Adel tend aussitôt à Tahani l'indice relevé dans l'appartement de Mustapha. Un gros plan la montre baissant le regard. Le commissaire se retire et demande à Adel de le rejoindre à son bureau à la fin de l'interrogatoire. Tahani s'assoit. « Qu'en dites-vous ? Lui demande Adel. - Je connais Mustapha, dit-elle, mais je ne sais pas pourquoi il a agi de cette façon avec Roshdi.» Adel lui fait remarquer qu'elle avait nié précédemment le connaître. Elle se justifie en expliquant qu'elle voulait éviter son implication dans une situation délicate. Elle relate des faits préexistant à l'acte de Mustapha. « Avant de me marier avec Roshdi, j'étais sa secrétaire et j'étais fiancée avec un ingénieur nommé Sami

Abdel Raouf, employé de l'entreprise que dirige Poshdi. Mustapha était l'ami de Sami, c'est comme ça que je l'ai connu », précise-t-elle.

Une séquence de retour en arrière se superpose à ses paroles où on voit Sami, Tahani et Mustapha se promenant dans une rue commerciale. « Nous sortions tous les trois ensemble, explique la voix *off* de Tahani. Nous devenions, Sami et moi, très attachés à Mustapha au point de ne pouvoir aller nulle part sans lui.» *Un plan moyen montre les trois personnages circulant ensemble avec joie et* détente. Tahani s'arrête devant la vitrine d'un magasin de mobilier. Elle semble intéressée par les articles exposés. Des gros plans les détaillent et montrent leurs prix très élevés. Elle s'arrête plus loin devant une voiture de luxe exposée dans une agence que tient un étranger identifié par son dialecte. Après une prise de photos de Sami et Tahani à côté de la voiture faite par Mustapha, tous les trois se livrent au calcul des prix des articles très disproportionnés par rapport à leurs revenus. Mustapha reproche à Tahani d'être sous l'emprise d'ambitions de promotion sociale incompatibles avec sa situation sociale modeste. « Je rêve, dit-elle. - J'ai peur que ce rêve se transforme en cauchemar », répond-il. Ils traversent la rue, passent au trottoir opposé et s'appuyent contre un rempart en bordure du Nil. C'est là que Sami les prend en photo : celle qui sert d'indice pour la police dans le présent. « Tu dois changer ta façon de penser Mustapha, lui dit Sami. Tout jeune homme a le droit de rêver d'une situation sociale, d'un bel appartement, d'une voiture et d'une belle jeune fille. - Il y a une différence entre rêver et se faire des illusions, rétorque Mustapha. - Tu veux dire que tous ces gens qui pilotent des voitures et vivent dans des appartements de luxe sont...», dit Tahani en désignant les voitures circulant dans la rue et les immeubles en bordure du Nil. Mustapha l'interrompt, « Tu veux piloter une voiture de dix mètres de long et habiter dans un de ces immeubles ? L'interroge-t-il. Tu dois savoir, Tahani, que nous vivons dans un pays où seuls les voleurs et les fraudeurs vivent dans le luxe ou la simple aisance, où le citoyen

ordinaire peut à peine subvenir aux besoins de sa famille et où une personne honnête ne peut prétendre à aucune promotion sociale. - À t'entendre parler ainsi, on a envie de prendre une mitraillette et tuer tous les gens qui habitent dans ce coin, réplique Tahani. Et les citoyens honnêtes, où sont-ils, demande-t-elle, ils sont morts ? - Non, réplique Sami, ils sont devenus rares comme les devises. - Si tu veux t'enrichir, Tahani, dit Mustapha, tu dois te trouver un poste au gouvernement ou dans un entrepôt du secteur public que tu incendies avant l'inventaire ou trafiquer de la drogue Ou, alors, ouvrir un magasin d'articles importés par fraude.»

Il convient de noter la transcription réaliste de l'actualité de l'Egypte contemporaine dans cette séquence. La jeunesse, que représentent Tahani, Sami et Mustapha, est confrontée dans un espace public, la rue, au phénomène d'invasion du marché égyptien par des produits de consommation importés, bien souvent frauduleusement, de l'étranger, dont l'étalage ostentatoire dans les magasins est frustrant pour la population. L'inflation, qu'il provoque, et la disproportion des revenus des salariés, qui en découle, par rapport au coût de la vie sont les conséquences de la nouvelle politique de libéralisme économique du système. Les modalités de promotion sociale sont, par ailleurs, codifiées dans ce contexte par le commerce frauduleux, le trafic ou l'abus de pouvoir et de biens publics.

D'ailleurs, on peut constater que Mustapha, au contraire de Sami et Tahani, que caractérisent le romantisme et la souplesse, incarne la conscience critique du peuple et la lucidité. Sa maturité les oblige à abandonner leurs rêves et leurs illusions pour percevoir l'incertitude de leurs valeurs dans un contexte où la corruption et le gain illicite dominent les rapports socio-économiques.

À l'issue de cette séquence, Mustapha se retire. Tahani et Sami prennent les transports en commun pour rentrer. Tahani est sous l'emprise des

paroles de Mustapha. « Ne te fâches pas à propos de Mustapha, lui dit Sami. - Il m'indiffère, dit-elle. - Donc, tu es bien fâchée, réplique Sami. Parfois, Mustapha semble violent et donne l'impression de vouloir liquider tout le monde. Mais au fond de lui-même, il est très généreux, fou d'amour et de bienveillance pour les gens. » Sami met ainsi en valeur les qualités de générosité, de solidarité avec le peuple et de vigilance politique que possède Mustapha.

À ces paroles s'enchaîne un plan moyen de Tahani à son domicile occupée à repasser des vêtements. On entend, en voix *off*, Sami répétant les mêmes réflexions sur Mustapha. Tahani réfléchit sur leur signification. On découvre l'intérieur modeste de son appartement. Sa mère est en train de coudre et son père lit un journal. Sa mère lui rappelle que son fiancé n'a pas pris les dispositions préalables à leur mariage : la location d'un appartement et l'achat de meubles. « La caution à payer pour la location d'un appartement est devenue très élevée, explique Tahani. - Les hommes qui vivent dans des appartements luxueux et comblent leurs épouses d'or et d'aisance, que font-ils donc ? L'interroge sa mère. - Ils ont hérité une fortune ou ce sont des voleurs, répond Tahani. - Écoute, ma fille, lui dit sa mère. Suis mon conseil : un homme pauvre est condamné à la pauvreté du fait de ses valeurs. Tout honnête qu'il soit, il n'est jamais reconnu par la société. » Elle prononce ces paroles en les accentuant par un regard significatif en direction du père de Tahani pour inculquer à celle-ci la volonté de ne pas reproduire le même scénario familial. La situation économique prédominante et la carence de ressources étendent ainsi leurs effets, engendrant des prédispositions comportementales que l'institution familiale contribue à socialiser.

Un plan moyen montre Tahani vaquant à son travail au bureau. Elle tape une lettre à la machine. Sami pénètre dans le bureau. Le bruit de la machine à écrire présage le renversement de la situation. « Mustapha a été arrêté », déclare Sami. Tahani s'arrête de taper et le regarde, sans commenter l'événement. « Je lui

avais beaucoup conseillé de ne se mêler de rien, poursuit Sami. Il ne peut pas réformer le monde à lui seul. Qui défends-tu ? Rétorque Tahani. - Je ne défends personne. Il y a d'autres façons de servir son pays que de se faire emprisonner, réplique Sami. De toute façon la voie que suivait Mustapha ne pourrait mener nulle part ailleurs. C'est la deuxième fois qu'il se retrouve en prison » L'allusion faite, dans cette séquence, à l'activité politique de Mustapha produisant sa détention correspond, dans la chronologie de ses arrestations évoquée par Adel lors de la lecture de son dossier, à son implication, après la défaite militaire, dans la diffusion de tracts revendiquant le jugement des responsables qui l'ont provoquée. Son action est donc commandée par le principe du devoir et de la responsabilité envers le peuple.

Par ailleurs, sa disparition augure une série de tribulations traduisant la mécanique de l'oppression et du travestissement de la vérité. « Deux jours après, dit Tahani en voix *off*, la catastrophe de l'effondrement des immeubles s'est produite.» Un plan d'ensemble tourné en documentaire s'associe à sa voix *off* et montre les ruines des immeubles. Un panoramique alterne avec ce plan et montre une foule de gens se précipitant vers le lieu du drame, terrifiée par l'ampleur de ses conséquences.

Un plan moyen de Tahani parlant au téléphone ouvre la séquence suivant le drame. Des employés de l'entreprise pénètrent dans le bureau de Roshdi. L'interlocuteur de Tahani est le maire de la capitale dont elle communique l'appel à Roshdi. Ce dernier décide d'ouvrir une enquête pour déterminer la responsabilité de l'entreprise dans cette catastrophe. Il demande à un employé le nom de l'ingénieur chargé de l'opération de construction et apprend qu'il s'agit de Sami Abdel Raouf. Il charge Tahani de lui procurer les rapports établis par Sami sur l'opération que détient le département exécutif. Un plan rapproché montre Tahani bouleversée par cet ordre.

Roshdi se rend en voiture au lieu du drame en compagnie de ses subordonnés Quassem et Hussam. Un plan d'ensemble montre des pompiers évacuant plusieurs morts des décombres. Sami bouscule une foule rassemblée. Une contre-plongée le montre sur un amas de ruines en train d'inspecter l'état d'une colonne. Il saisit une barre de fer qui en pend, et la tire à lui : elle cède facilement à son geste et se détache de la colonne. Ce geste incarne le constat de la défaillance du matériel de construction et traduit la surprise de Sami, surprise qui l'innocente en quelque sorte.

Il convient de souligner que les plans des décombres des immeubles effondrés et des morts constituent un document d'actualité, ayant été réalisés lors d'une chute réelle, survenue pendant le tournage du film, d'après le journal *Al-Gournhoureya* (Farid, 1975). Cela confère une authenticité au tragique de ce drame qui traduit les effets de la corruption. Par ailleurs, le fait que nous venons de souligner situe bien l'action du film dans le milieu des années soixante-dix, en contraste avec le décalage temporel correspondant à la datation par Tahani de la catastrophe en 1968, laquelle coïncide avec l'arrestation de Mustapha. Ce qui est un moyen habile de déjouer une censure politique qui craint la précision des dates et la critique directe du présent qui en découle.

La séquence suivante s'ouvre sur l'accusation de Sami. Tahani le rejoint dans le bureau de Hussam, le directeur financier, pour le soutenir. « Ils m'accusent d'être impliqué dans la catastrophe et d'avoir volé le fer et le ciment destinés à la construction », dit-il à Tahani pendant que le directeur financier parle au téléphone. « As-tu conservé des copies de tes rapports sur l'opération ? » Lui demande Tahani. - Oui, répond-il, mais ma signature a été falsifiée sur certains rapports.» Tahani prend sa défense. « Le rapport du Comité d'ingénieurs de l'entreprise a prouvé ta responsabilité dans la catastrophe », affirme Hussam à Sami. « L'opération m'a été confiée, dit ce dernier, après la mise en place des

soubassements, de la charpente et le tapissement des murs. Il ne manquait plus que l'équipement des appartements en portes et fenêtres. Donc, l'opération était déjà achevée. - Pourquoi alors as-tu signé les rapports de l'ingénieur qui était chargé de l'opération avant toi ? Rétorque Hussam. - Ma signature indique la réception des rapports, et non la ratification de l'authenticité de leur contenu, et vous savez bien que c'est une formalité de routine qu'accomplissent tous les ingénieurs, se défend Sami. - Tu pourras citer ces arguments lorsque notre enquête commencera », achève Hussam.

Dans la séquence initiale de l'interrogatoire, l'inspecteur Adel demande à Tahani ce qu'elle pense de cette accusation. Elle affirme que Sami est innocent et que les conspirateurs ont réussi à lui faire porter la responsabilité de la catastrophe. Adel lui demande si elle a pu les identifier. Elle répond par la négative et ajoute que Sami a été emprisonné par la suite et est mort en prison. Un contrechamp montre le visage d'Adel surpris par ce décès. « Et Mustapha, qu'a-t-il fait ? L'interroge-t-il. - Il était en prison », répond Tahani. Elle explique qu'il a été relâché quatre mois après la détention de Sami. « Il est venu me voir à sa sortie avant d'aller voir Sami et d'apprendre la vérité de sa bouche », dit-elle. Un plan moyen s'associe à sa voix *off*, présentant sa rencontre avec Mustapha à la sortie de l'entreprise. « Il était différent », précise Tahani. Ce qui indique la détérioration de son moral par les sévices subis en détention. Un travelling latéral les montre marchant au bord du Nil. Mustapha procède à un transfert de culpabilité en accusant Tahani d'avoir poussé Sami dans la voie de la corruption par son ambition démesurée et sa prétention à la promotion sociale. Tahani s'en défend en lui rappelant qu'il est légitime que deux jeunes fiancés puissent rêver et prétendre à une meilleure qualité de vie et un meilleur avenir pour leurs enfants. Une contre-plongée cadre la terrasse d'un appartement pour suggérer que l'évocation des besoins légitimes de tout individu a pour contrepoint le réalisme de la configuration d'un espace de logement

transformé en rêve inaccessible par la conjoncture économique. À la logique de l'enfermement répond ici un resserrement de l'existence dans l'espace libre par les contraintes économiques.

Par ailleurs, une série de resserrements et d'emboîtements, structurant l'organisation des lieux, renvoie à cette logique d'enfermement : l'espace de l'hôpital, l'espace de l'interrogatoire au commissariat et l'univers carcéral.

Dans la séquence suivante, Tahani prévient sa mère qu'elle se rend chez l'avocat qu'elle a chargé de suivre le procès de Sami. Sa mère lui reproche la prise en charge des honoraires de l'avocat. Tahani lui explique que les parents de Sami ne peuvent pas les assumer en raison de la pauvreté de leurs ressources et qu'elle ne peut pas le laisser sans appui en prison. Son attitude infirme les préjugés de Mustapha.

L'inspecteur Adel l'interroge dans la séquence se déroulant, au présent, au commissariat sur les conditions de son mariage avec Roshdi. Elle précise que deux ans après le décès de Sami, celui-ci l'a demandée en mariage, elle a hésité, puis finit par accepter. Adel lui demande pourquoi elle a poursuivi sa correspondance avec Mustapha après le décès de Sami et même au début de son mariage avec Roshdi. « Je le considérais comme un ami à Sami et à moi, explique-t-elle. - Il vous aime ? L'interroge Adel. - Vous oubliez que j'étais la fiancée de son ami, répond-elle. - Et vous, vous l'aimiez ? Insiste Adel. - Je suis une femme mariée, rétorque-t-elle. - Quelle est donc la nature de votre relation ? Reprend Adel. - Chacun de nous a un être vis-à-vis de qui il veut être parfait, ne pas commettre d'erreurs, réajuster ses attitudes, explique Tahani. Mustapha était pour moi cet être. » Non seulement les incarcérations de Mustapha et ses réapparitions dans la société recoupent des événements historiques et politiques déterminants dans la vie du peuple et sa destinée, mais elles tissent de surcroît un réseau relationnel où il est

amené à jouer le rôle d'une conscience qui aide l'entourage à atteindre un certain degré d'authenticité et à se métamorphoser.

Adel demande à Tahani quand elle a repris contact avec Mustapha. « Un an après mon mariage avec Roshdi, il m'a appelé et m'a demandé de le rencontrer pour me communiquer une information importante », dit-elle. Un plan moyen illustre ces paroles, où on voit Mustapha montant dans une Mercédès conduite par Tahani. « Tu as réalisé tes rêves, Tahani ? » Lui demande-t-il, faisant référence à la voiture, indice de son aisance. Elle s'abstient de répondre et gare la voiture dans un endroit moins peuplé. « Quand est-ce que tu es revenu des Oasis ? Lui demande-t-elle. - Il y a trois mois, répond-il. - Je t'ai écrit et tu n'as pas répondu. Je t'ai même écrit pour avoir ton avis sur la demande en mariage que m'avait faite Roshdi, tu n'as pas répondu non plus. Sami est mort et toi tu t'es marié et es parti pour les Oasis. Et moi, je devais me marier. - Tu veux dire te vendre », réplique Mustapha, s'efforçant de discréditer le caractère ambitieux de Tahani. Elle lui reproche d'être parti pour les Oasis, d'avoir abandonné son ami en prison. Il avoue que la géographie moins peuplée des Oasis satisfaisait son besoin de fuir la capitale et ses habitants. L'élan migratoire de Mustapha a pour contrepoint l'affranchissement de Tahani des contraintes économiques par le mariage avec un homme riche. « Il m'a offert un foyer, sans contrepartie, précise-t-elle. C'est un homme âgé. Il n'exige pas de moi des sentiments que je ne peux plus manifester à qui que ce soit. - Arrête de jouer la comédie, Tahani », lui dit Mustapha en descendant de voiture.

L'inspecteur Adel est surpris par le récit de cette rencontre qui ne recèle rien d'important. « C'est tout ce qu'il avait à vous dire ? » Demande-t-il dans un ton intrigué. Tahani répond par l'affirmative. La question d'Adel suggère l'énigme encore dissimulée dans cette rencontre. Le téléphone sonne et le commissaire convoque ce dernier à son bureau. « Je vous donne un quart d'heure pour réfléchir à la raison pour laquelle Mustapha vous a demandé de le rencontrer », dit-il à

Tahani en se retirant. Un gros plan du visage de celle-ci souligne l'ambivalence qu'elle ressent vis-à-vis d'une vérité qu'elle réfute, du fait d'une situation où la vision est troublée.

Elle se remémore la suite de la rencontre qu'elle a occultée. Un plan moyen montre Mustapha lui parlant avec véhémence à l'extérieur de la voiture. Il lui apprend qu'il a rendu visite à un prisonnier nommé Rizk qui partageait la même cellule que Sami et qui lui a révélé que celui-ci n'est pas mort d'une crise cardiaque ainsi que la presse l'a publié, mais qu'il a été assassiné en prison à la suite d'une conspiration dirigée par Roshdi. Il accuse Tahani, par la même occasion, d'être complice de cette conspiration dont l'enjeu était, d'après lui, d'éviter à Roshdi d'être incriminé dans le procès de l'effondrement des immeubles et de permettre à Tahani de réaliser ses rêves de promotion sociale par l'alliance avec celui-ci. La discussion s'achève sur une menace par Mustapha. « Je saurai comment me venger de Roshdi et de toi », lance-t-il à Tahani. Cette séquence élucide l'énigme de la rencontre et révèle la vérité qu'elle dissimulait, et qui justifie la réaction de Mustapha en lui enlevant sa part d'arbitraire. Sa violence, en effet, frappe brutalement mais son efficacité réside dans sa capacité de catalyser la déstabilisation, le renversement des situations où l'on s'accommode d'une corruption.

Un gros plan cadre le phare allumé de la voiture de Tahani, signe de mise en alerte. Elle réfléchit pendant son trajet de retour à la maison à la portée de la vérité qu'elle vient d'apprendre. « Est-il vrai que Sami a été assassiné à la prison ? » Interroge-t-elle Roshdi dans un ton inquiet, et que c'est toi qui l'a assassiné ? » Roshdi, surpris, l'interroge sur la personne qui lui a communiqué de telles informations. « Ce n'est pas important, rétorque Tahani, l'essentiel est que je sache si cela est vrai. » Roshdi insiste sur la nécessité de connaître la source de ces informations en précisant qu'il est la cible d'une campagne de rumeurs opérant sur

deux registres préeminents de l'ordre social : la présidence de la République et le gouvernement. Tahani l'implore de lui dire la vérité : « La vérité est celle que tout le monde connaît, répond Roshdi. Sami est mort d'une crise cardiaque et les rapports de la prison transitaient chez toi avant de me parvenir. » Un gros plan montre le visage confus de Tahani. « *Je ne comprends plus rien* », dit-elle en s'asseyant sur un canapé. Roshdi la rejoint. « Je vais t'expliquer, dit-il. Actuellement, les autorités réévaluent les activités des entreprises du secteur public et modifient leurs directions. Tous ceux qui ambitionnent des postes haut placés dans la hiérarchie de ces entreprises luttent pour s'en revaloir en discréditant leurs dirigeants. » Il affirme à Tahani qu'il est prêt à renoncer à son poste et à sa position sociale s'il le faut pour préserver une image intacte vis-à-vis d'elle.

Il est intéressant de noter que les arguments dont se sert Roshdi pour se déculpabiliser font référence à un processus réel de réévaluation des activités des entreprises du secteur public et de leur productivité, entrepris par le régime de Sadate à partir de l'année 1974, et qui visait à discréditer le secteur public, en général, en tirant argument de la faillite de certaines de ces entreprises, et non à le redresser ou réformer ses structures, ainsi que l'invoque Roshdi, dans le but de contrecarrer les projets socialistes et de hâter l'engagement du pays dans la voie du libéralisme économique (Al-Issaoui, 1994).

Il est aisé de constater que la révélation d'une telle vérité permet l'appréhension d'une autre vérité socialement profonde. La structure de l'enquête qui gouverne l'organisation interne du film joue le rôle d'un observateur social, qui permet de connaître un éventail d'attitudes, des motivations, des stratégies individuelles et / ou de groupes et de saisir à un niveau supérieur les processus d'organisation politico-économique et de gestion de la vie collective. Elle confère, par ailleurs, au film un caractère objectif et non didactique.

Adel, de retour à son bureau par la suite, demande à Tahani d'élucider le but de sa rencontre avec Mustapha qu'elle continue à dissimuler. Il l'autorise à partir en lui précisant qu'elle endossera la culpabilité totale dans cette affaire si Mustapha meurt avant de faire des aveux à la police. Il conclut l'interrogatoire en demandant à son secrétaire de lui procurer des informations sur l'évolution de l'enquête menée par l'officier Hassan sur la catastrophe de l'effondrement des immeubles.

La mise en garde proférée par l'inspecteur Adel à Tahani contre la probabilité d'une inculpation en cas de décès de Mustapha est suivie par une accusation de celle-ci par la famille de Roshdi de complicité avec son agresseur fondée sur la découverte par la police, au cours d'une inspection effectuée à son domicile pendant son absence, d'une photo d'elle avec ce dernier. « Je savais que ce mariage était fondé sur la cupidité et le profit, dit la sœur de Roshdi à Tahani. C'est pour ça, ajoute-t-elle, que Roshdi avait pris précaution en nous léguant toute sa fortune et son héritage par testament.» Cette accusation, renvoyant à la mise en garde par la police, produit un effet de renversement qui conduit Tahani à se départir de sa passivité et de sa crédulité et à réagir.

Elle se rend à l'hôpital. Un plan moyen montre Mustapha sur un lit mobile à l'extérieur de sa chambre. Tahani interroge un infirmier sur son état. « Il a une très forte hémorragie », répond-il. Un gros plan montre le visage de Tahani affecté par la souffrance de Mustapha. Elle saisit sa main qui pend du lit et la remet à côté de lui, signe de sa compassion. L'infirmier le reconduit à sa chambre. Le pathétique de ces images accrédite l'idée que c'est à Tahani que sera imparti le rôle de relayer Mustapha dans la réaction contre la corruption et ses effets destructeurs de la vie de nombre de citoyens morts sous les ruines des immeubles et de celle de Sami mort en prison.

L'épouse de Mustapha apparaît brusquement et accable Tahani de reproches. « Que veux-tu de lui ? » Dit-elle, faisant allusion à Mustapha. « Tu as un mari qui a une position sociale importante, poursuit-elle, ça ne te suffit pas ? Tu essayes encore de tenter ce pauvre homme à revenus modestes. - Je comprends tes griefs », réplique Tahani. L'épouse de Mustapha se retire en psalmodiant des jurons.

Tahani rejoint Roshdi dans sa chambre. Elle s'assoit auprès de lui. Un plan rapproché montre le visage fatigué de ce dernier. Il émerge de son sommeil et son premier souci est de savoir si Mustapha a parlé. Tahani lui apprend qu'il est gravement blessé et gardé dans la chambre opposée. « Tu le connais, Tahani, n'est-ce pas ? Dit Roshdi. Avant de tirer sur moi, poursuit-il, il m'a dit qu'il venait de la part de Sami Abdel Raouf.» Il implore Tahani de le soutenir pour sauvegarder sa réputation. « Ta réputation ? Demande Tahani dans un ton intrigué. - S'il parle, explique Roshdi, ils vont peut-être rouvrir les dossiers concernant la catastrophe de l'effondrement des immeubles et trouver un motif pour m'inculper. Ces temps-ci ne ressemblent pas au passé. S'ils te demandent des renseignements sur cette affaire, tu ne devras rien leur dire.» Une infirmière interrompt la discussion pour prendre sa température et annonce que l'accusé a une forte hémorragie. Cette nouvelle, combinée à l'avertissement de Roshdi, met l'accent sur la gravité de l'affaire et la logique de la violence qu'elle a pour contrepoint.

Tahani décide de réagir. Elle se rend à la prison. Un plan moyen montre un gendarme la conduisant au département administratif. Un plan large montre deux employés assis à des bureaux latéraux et un fonctionnaire occupant le centre d'une pièce. Tahani s'adresse à ce dernier dont la place indique qu'il est le chef. Elle lui demande l'adresse de Rizk qui a été libéré quelques mois plus tôt. Le fonctionnaire lui demande le nom complet de ce dernier pour pouvoir le situer dans les registres de la prison. « Je ne le connais pas, dit-elle. Je sais seulement qu'il avait partagé, il

y a quelques années, une même cellule avec l'ingénieur Sami Abdel Raouf.» Il demande à un de ses subordonnés un registre où il repère l'adresse de Rizk et la raison de sa condamnation : commerce de drogue. Rizk habite à présent au vieux quartier du Caire.

Un plan rapproché montre Tahani dans sa voiture devant un arrêt pour charrettes. Elle demande à un charretier de lui indiquer la rue où habite Rizk. Il lui apprend qu'elle ne peut pas s'y rendre en voiture. Il demande à un petit garçon de l'y conduire à pied. Le garçon la devance, marchant vite et faisant des acrobaties. . . Les-ci présagent le rebondissement de l'action. Le garçon abandonne Tahani à l'entrée d'une ruelle qui ressemble à une impasse. Elle s'y engage et demande à une femme de lui désigner l'appartement de Rizk. La femme appelle ce dernier. « Il vous a volé quelque chose, Madame ? Demande-t-elle à Tahani. Rizk apparaît en haut de l'escalier conduisant à son appartement. Tahani le rejoint. « C'est pour la bonne humeur * », précise une autre femme, à proximité de la première, faisant ainsi allusion à l'activité de trafic de drogue de Rizk. Tahani apprend à ce dernier qu'elle était la fiancée de Sami Abdel Raouf. Il se souvient du nom immédiatement et l'accueille chaleureusement. Ils s'asseoient à une table à l'intérieur de son appartement. Tahani entame la discussion. Elle demande à Rizk de lui préciser les conditions de la mort de Sami : assassinat ou mort naturelle ? Il affirme confusément que c'est une mort naturelle. « Et ce que vous avez dit à Mustapha n'était pas vrai ? L'interroge-t-elle. - Mustapha qui ? Demande Rizk. Mustapha Hassein, réplique Tahani, l'ami de Sami qui vous a rendu visite en prison.» Un gros plan montre la physionomie altérée de Rizk. - Je viens de sortir de prison au bout de quinze ans d'incarcération, rétorque Rizk, voulez-vous m'y reconduire à nouveau ? » Ces propos signifient la perpétuation des mécanismes de l'oppression et de la corruption. Tahani le rassure en lui affirmant qu'elle ne communiquera ses

* Expression tirée du dialecte égyptien désignant la consommation de drogue à effet euphorisant.

révélations à personne. « On envoyait à Sami des messagers en prison pour le persuader de ne rien révéler lors de sa comparution au tribunal. On essayait de le corrompre avec de l'argent, explique Rizk. - Pouvez-vous me préciser qui lui envoyait des messagers ? Demande Tahani. - Un type qui s'appelle Rashad », dit-il en essayant de trouver le nom exact. - Roshdi ? Dit Tahani. - Oui, Roshdi Abdel Baqui », répond Rizk. Un gros plan montre l'expression altérée de Tahani. « Et qui était son messager ? L'interroge-t-elle. - Un type petit de taille, qui a un air vil. - Quassem ? Demande-t-elle. - Oui, affirme Rizk, après chacune de ses visites, Sami devenait très colérique. Il me disait : "Ils essayent de me menacer, Rizk, ils croient que j'aurais peur" Il a refusé de se plier à leur tentative de corruption, poursuit Rizk, et n'a pas pris leurs menaces au sérieux. Il aurait dû avoir peur. »

Un cri dans l'obscurité s'enchaîne à ces paroles. Un plan rapproché peu éclairé montre Sami dans un coin de sa cellule se tordant de douleur. Une douleur déchire son ventre. « Ils l'ont fait, Rizk, dit-il, ils m'ont empoisonné. » Rizk essaye de le rassurer et de le soutenir de ses bras. « J'aurais dû combattre ces gens-là avant qu'ils ne me tuent, dit Sami. Je constate, maintenant, Rizk, qu'il ne suffit pas d'être intègre, il faut aussi lutter. - Occupe-toi de ton mal », lui recommande Rizk. Sami tombe par terre en se tordant de douleur. Rizk appelle au secours. Il interpelle le chef des geôliers, le sous- officier Abdel Méguid. Derrière les barreaux de la cellule opposée, un prisonnier demande à Rizk la raison de son appel au secours. « L'ingénieur est dans un état grave, réplique Rizk. - C'est lui qui doit comparaître demain au tribunal ? L'interroge le prisonnier. - Oui, répond-il.» Cette réflexion confirme la mécanique de l'oppression. Le chef des geôliers refuse de faire appeler un médecin en urgence pour secourir Sami, prétextant que ce dernier simule la souffrance pour être dispensé de la comparution au tribunal, et recommande sévèrement aux prisonniers de se plier à la discipline. Rizk rejoint Sami couché sur le sol. « Si j'avais tiré sur un seul de ces conspirateurs, dit désespérâmment Sami,

les têtes de la corruption seraient toutes tombées » Il expire dans les bras de Rizk. Ce dernier appelle le chef des geôliers. Un plan d'ensemble montre l'enceinte de la prison, où est superposée verticalement une série de portes, qui configure la double dimension de l'enfermement et du blocage de l'infiltration du cri de la vérité. L'écho de la voix de Rizk, chargée de colère et de supplication, s'impose à notre conscience et répond au silence complice de la corruption. Des prisonniers, derrière les barreaux de leurs cellules, assistent au spectacle désolant de l'évacuation du cadavre de Sami par deux infirmiers. Une alternance de plans rapprochés du chef des geôliers et de Rizk, sanglotant derrière les barreaux, suggère le tragique d'un cercle de servitude et d'oppression. Cette séquence illustre la situation intermédiaire qui précède le passage à la condition criminelle, traduite par la violence de la réaction de Mustapha. Celle-ci revêt la forme d'une effraction qui force les verrous et les barrières pour révéler l'envers d'un monde libre où la corruption inverse toutes les valeurs, corrompt les rapports sociaux. Le monde extérieur tout entier semble s'être transformé ainsi en prison.

L'horreur de cette séquence combinée au tragique de celle où les pompiers évacuent les cadavres des morts des ruines des immeubles effondrés et le ressentiment qui court à travers le film contribuent à rendre positif l'acte de Mustapha, essentiellement négatif en lui-même.

Sous l'effet de la description pathétique de cette scène par Rizk, Tahani se rend à l'hôpital. Elle s'introduit brusquement dans la chambre de Roshdi. Un gros plan montre le visage surpris de ce dernier. « Des rumeurs te harcelaient, n'est-ce pas ? - Que veux-tu dire ? Demande Roshdi. - Je parle de Sami Abdel Raouf, dit-elle. - Je vais t'expliquer, réplique-t-il. - M'expliquer comment tu l'as empoisonné et assassiné ? » Dit-elle avec ironie. Roshdi l'implore de lui épargner le scandale. « Je suis ton mari, dit-il d'une voix cassée. - Tu as détruit ma vie », répond Tahani. Elle ferme la porte à double clé et s'approche d'un dispositif de

perfusion connecté au bras de Roshdi par une seringue. « Si je mettais du poison dans cette séringue, lui dit-elle, tu pourrais mourir. Je pourrais ainsi venger Mustapha et Sami et beaucoup de gens morts sous les décombres des immeubles et d'autres gens que tu as opprimés et ruinés pour réaliser tes projets d'ascension sociale.» Effrayé, Roshdi appuie sur la sonnette d'alarme. Tahani le rassure en lui affirmant qu'elle veut qu'il vive pour souffrir du scandale qui l'accablera lorsque l'examen de ses dossiers révèlera ses compromissions et sa corruption.

Un travelling latéral montre l'officier Hassan en compagnie d'un policier conduisant Rizk au bureau de l'inspecteur Adel, au commissariat. Cela signifie que l'enquête menée par Tahani parallèlement à celle de la police aboutit. Rizk attend devant le bureau en compagnie du policier. « Je suis prêt à retirer tout ce que j'ai dit, dit-il au policier. Roshdi est un homme honorable et son messager Quassem n'est jamais venu à la prison.» Ses paroles traduisent sa peur de la gravité de ses révélations et des suites qu'elles peuvent entraîner.

A ces paroles s'enchaîne la séquence de l'inspection du domicile de Quassem par l'inspecteur Adel, son collaborateur Hassan et deux policiers. Adel observe l'appartement. Des plans rapprochés alternent pour détailler le décor et le mobilier qui dénotent une aisance. « Tout ça, dit Adel, tu as pu l'avoir avec ton modeste salaire ? - Je ne possède rien, réplique Quassem, tout appartient à ma femme et ma fille. - Tes acquisitions sont modestes en comparaison de celles des autres, lui dit Adel. Eux ont acquis des terres, des immeubles et une grande fortune.» Il souligne par là les domaines privilégiés où les agents de la corruption investissent le capital qui en découle. Adel propose à Quassem de collaborer avec la police en échange de la non-confiscation de ses biens par l'Etat. - De quoi parlez-vous ? Lui demande Quassem. Un plan rapproché montre Adel le brutalisant. « De Roshdi, de la catastrophe de la chute d'immeubles, de Sami, du geôlier Abdel

Méguid et de beaucoup de choses qui vont te conduire en prison », réplique Adel. Un contrechamp montre Quassem résigné.

À cet angle de vue s'enchaîne un plan large qui présente le commissaire réuni avec Adel et d'autres collaborateurs. « Ce procès implique beaucoup de noms, précise le commissaire, le procureur général s'entretiendra avec le ministre qui prendra connaissance de tous les éléments du procès avant qu'une décision soit prise. - Mais le ministre n'a rien à voir avec l'enquête, argumente Adel. - Dans certains cas, l'arbitrage politique passe avant l'application des lois, explique le commissaire. Tu recevras un coup de fil de ma part à ton bureau », dit-il à Adel en achevant la réunion. Il se retire avec ses collaborateurs. Un plan rapproché montre l'expression de surprise et de déception qui se dégage du regard d'Adel. Il se rend à son bureau. Un panoramique montre le geôlier Abdel Méguid, Rizk, Tahani, Hussam, le directeur financier, et Quassem qui y sont rassemblés. L'officier Hassan, assis en face du bureau d'Adel, rédige un rapport. Adel demande à Hassan de libérer Tahani et Rizk. Le téléphone sonne, Hassan répond et annonce à Adel que Mustapha est mort. Un plan rapproché montre le visage désolé d'Adel avec lequel alterne un gros plan du visage de Tahani bouleversé par la nouvelle.

La mort de Mustapha suggère que son entrée brutale en scène comme sa disparition ponctue et rythme le cheminement vers la vérité et donne la clef de l'œuvre : l'urgence d'identifier les agents de la corruption et de redresser la situation économique de la société. Par ailleurs, la passation de responsabilité de lui à Tahani accrédite l'importance de ces urgences, la survie et la continuité de la conscience critique et de la vigilance sociale.

Tahani se rend rapidement à l'hôpital pour faire ses derniers adieux à Mustapha. Un plan rapproché montre son lit vide. Cette absence renforce la

symbolisation et confère à la dialectique de l'oppression et de la révolte une dimension émouvante.

Tahani s'adresse en sanglotant à Zeinat, la sœur de Roshdi, qu'elle entend proférer des jurons à l'encontre de Mustapha : « Que dis-tu ? - Je prie pour que Dieu protège mon frère, répond Zeinat. - Pour qu'il vive et augmente votre patrimoine de terres et d'immeubles, rétorque Tahani. - Ce n'est pas une question d'intérêt, notre souci pour Roshdi est sincère, se défend le mari de Zeinat. - Si ce n'est pas une question de terre et de biens immeubles, réplique Tahani, pourquoi tous ces gens qui meurent et continuent à mourir ? »

Ce questionnement a pour contrepoint l'arrivée de l'inspecteur Adel avec ses collaborateurs. Il assigne un policier à la garde de la chambre de Roshdi qu'il désigne par « l'accusé ». L'inculpation de ce dernier devient ainsi évidente. L'enquête aboutit au renversement de la situation.

Tahani s'en va. Elle croise, dans l'allée de la cour de l'hôpital, une ambulance arrivant. Un gros plan cadre le signal d'alarme allumé de celle-ci. Le film s'achève sur ce plan qui renvoie à celui de l'issue de la séquence pré-générique. Cette fin suggère une mise en garde : la corruption engendre la violence et celle-ci se répand par contagion.

L'œuvre atteint ainsi un degré d'authenticité et nous pénètre de la problématique tragique de la corruption. L'urgence de la réforme des structures économiques ébranle la société et l'installe dans un souci renouvelé de dépassement. Par ailleurs, l'analyse de cette œuvre nous permet une lecture politique indirecte

1. PROJETS SOCIALISTES ET NOUVELLE LIGNE POLITICO-ÉCONOMIQUE

Le film dénonce la corruption en général et notamment les structures prévaricatrices des entreprises économiques du secteur public de l'Etat, mais ne condamne pas ce secteur. S'il est évident que la réforme de ces structures s'avère nécessaire, il n'empêche que ce secteur intègre une main d'œuvre importante ; des ingénieurs, des techniciens, des ouvriers, etc., et contribue ainsi à résoudre le problème de l'emploi dans un pays sous-développé. Il gère également des projets socialistes au service des intérêts nationaux, qui constituent les fondements d'un processus d'industrialisation, et s'inscrit dans la ligne d'une stratégie de planification de l'économie nationale.

Depuis juillet 1952 et jusqu'en juillet 1961, la révolution a pu éliminer le mode d'organisation économique féodal, la domination et l'hégémonie de type colonial. Elle a accordé toutes les facilités aux capitalistes pour les encourager à contribuer au redressement de l'économie. Mais ceux-ci ont failli à cette mission et ont concentré leurs capitaux dans les domaines à rentabilité sûre et immédiate tels que la construction du bâtiment et la propriété foncière, le commerce d'import-export et la spéculation boursière.

La révolution a dû affronter cette situation. Elle a promulgué les lois de nationalisation de juillet 1961, qui ont abouti à la création d'un secteur public composé d'entreprises nationalisées et de nouvelles entreprises ayant pour mission de jeter les bases d'une économie nationale planifiée, à même de garantir à l'Etat, sur le long terme, l'indépendance économique indispensable à l'indépendance politique et nationale, qui a été menacée par l'agression tripartite en 1956.

1. PROJETS SOCIALISTES ET NOUVELLE LIGNE POLITICO-ÉCONOMIQUE

Le film dénonce la corruption en général et notamment les structures prévaricatrices des entreprises économiques du secteur public de l'Etat, mais ne condamne pas ce secteur. S'il est évident que la réforme de ces structures s'avère nécessaire, il n'empêche que ce secteur intègre une main d'œuvre importante ; des ingénieurs, des techniciens, des ouvriers, etc., et contribue ainsi à résoudre le problème de l'emploi dans un pays sous-développé. Il gère également des projets socialistes au service des intérêts nationaux, qui constituent les fondements d'un processus d'industrialisation, et s'insert dans la ligne d'une stratégie de planification de l'économie nationale.

Depuis juillet 1952 et jusqu'en juillet 1961, la révolution a pu éliminer le mode d'organisation économique féodal, la domination et l'hégémonie de type colonial. Elle a accordé toutes les facilités aux capitalistes pour les encourager à contribuer au redressement de l'économie. Mais ceux-ci ont failli à cette mission et ont concentré leurs capitaux dans les domaines à rentabilité sûre et immédiate tels que la construction du bâtiment et la propriété foncière, le commerce d'import-export et la spéculation boursière.

La révolution a dû affronter cette situation. Elle a promulgué les lois de nationalisation de juillet 1961, qui ont abouti à la création d'un secteur public composé d'entreprises nationalisées et de nouvelles entreprises ayant pour mission de jeter les bases d'une économie nationale planifiée, à même de garantir à l'Etat, sur le long terme, l'indépendance économique indispensable à l'indépendance politique et nationale, qui a été menacée par l'agression tripartite en 1956.

Le secteur public rend possible la radicalisation de l'orientation de l'économie vers une voie socialiste, selon l'économiste Fuad Mursi qui précise « la production de ce secteur représente 90 % du total de la production nationale et fournit à l'Etat 90 % du total de l'épargne investie » (Mursi, 1984, p. 33-34).

Cependant, des voix capitalistes se sont élevées, notamment après la défaite de 1967, pour rejeter l'expérience socialiste, la charger de tous les problèmes auxquels l'économie est confrontée, et par là discréditer l'efficacité du secteur public et promouvoir le recours et l'appui sur le capital privé, étranger ou local. En 1973, sont apparus les signes annonciateurs de l'engagement du régime de Sadate dans la voie de l'ouverture économique sur l'étranger et du libéralisme économique. Dans sa déclaration au Conseil du peuple le 21 avril 1973, le nouveau gouvernement a expliqué que « le but de la politique de l'ouverture économique est de développer l'économie nationale et de faire évoluer la construction sociale, de nature à réaliser les objectifs et les intérêts nationaux.» De plus, il a précisé que « la politique du gouvernement est fondée sur la nécessité de s'ouvrir sur le monde extérieur et de libérer l'économie nationale des obstacles entravant l'accélération de son développement.» Dans cette perspective, le gouvernement a déclaré son intention « d'encourager l'investissement du capital arabe et étranger dans les projets de construction d'immeubles de logement de niveau moyen ou de luxe et d'importation du matériel de construction et des équipements nécessaires à la construction.» Le Conseil du peuple n'a pas manqué, néanmoins, de mettre l'accent, dans son commentaire sur la déclaration du gouvernement, sur l'enjeu véritable de la politique de l'ouverture économique. « Il semble, explique-t-il, que la politique d'ouverture économique porte sur deux domaines fondamentaux : le commerce extérieur et les investissements étrangers ».

Quelques mois plus tard, un comité constitué au sein du Conseil du peuple a mis au point un programme économique ayant pour intitulé « Le

changement des fondements de l'économie égyptienne », visant à l'instauration de l'ouverture économique. Le Comité de la planification et du budget du Conseil du peuple a mené parallèlement une enquête sur les entreprises déficitaires du secteur public, dont la réévaluation s'est accomplie sur la base du budget estimatif des années 1971-1972 et 1972-1973. Un autre comité a été constitué également pour examiner les facteurs provoquant la hausse du prix du fer et les modes du commerce des chutes métalliques. L'intention qui présidait à ces opérations était manifestement de mettre sur la sellette le secteur public et de présenter les preuves de son échec financier.

Après la Guerre d'octobre, les intentions de contrecarrer le secteur public se sont transformées en de réelles attaques à son encontre. Dans son rapport sur le projet budgétaire de l'année 1974, le Comité de la planification et du budget du Conseil du peuple a proposé l'ouverture économique sous forme d'une interrogation générale : « Pourquoi ne procédons-nous pas à l'ouverture des portes à l'investissement arabe dans la production égyptienne en encourageant l'acquisition d'actions dans les entreprises du secteur public ? » Par là, il a suggéré qu' « il est possible d'autoriser l'investissement du capital arabe et égyptien dans les entreprises du secteur public par l'acquisition de 49 % de leurs actions. Cela encouragera les investissements des capitaux privés arabes et égyptiens dans les différents secteurs de l'activité économique dans la République arabe d'Egypte. » Ce rapport définissait ainsi la voie à suivre : la transformation de la propriété publique du secteur public en propriété mixte et l'autorisation de l'investissement du capital local dans les deux secteurs public et privé.

Les conditions ont été favorables, par la suite, à la promulgation de la loi sur les investissements étrangers, en juin 1974, par le Conseil du peuple. Cette loi répondait aux vœux des couches supérieures de la classe du grand capital.

Ce processus définit l'idée de départ qui présidait à cette nouvelle ligne politico-économique : démontrer l'inefficacité du secteur public et ses échecs financiers pour discréditer une économie socialiste en voie de se radicaliser et lui substituer une nouvelle, fondée sur l'ouverture vers l'étranger et le libéralisme présupposés susceptibles d'encourager les investissements des capitaux étrangers et locaux dans les divers secteurs de l'activité économique. Cependant, dans sa réévaluation de la productivité du secteur public, le Comité de la planification et du budget du Conseil du peuple s'est basé sur les déficits qu'ont subis dix entreprises seulement sur un total de 400 entreprises qu'intègre ce secteur, calculés en fonction du budget estimatif des années 1971-1972, 1972-1973. Mais l'échec financier de quelques entreprises ne justifie pas la stigmatisation de tout le secteur public.

« Si le secteur public assumait seul la gestion de l'économie nationale, estime l'économiste Fuad Mursi, il serait facile de déterminer et d'éliminer ses éléments négatifs. Mais le secteur public est talonné par un secteur privé qui monopolise la quasi totalité du secteur de l'agriculture, 25 % du secteur industriel et domine plus de 75 % du secteur du commerce intérieur. Le secteur privé n'est nullement réglementé par comparaison au secteur public, d'où la détérioration des rapports économiques au sein de ce dernier. Les rapports du Comité d'enquête du Conseil du peuple ont révélé l'existence de rapports d'une extrême gravité entre le secteur public et le secteur privé, commandés par un mécanisme favorisant "la création de conditions permettant l'établissement d'un marché noir qui rapporte de considérables bénéfices, dont profite une catégorie de détenteurs de monopoles et de commissionnaires". Par exemple, dans les domaines de la production et de la distribution sur le marché des produits de première nécessité tels que le fer, l'acier, le bois, le papier et le textile, des groupes de médiateurs interviennent pour gérer les rapports entre le secteur public et le secteur privé, entre le secteur public et l'Etat ou au sein même des entreprises du secteur public. Leur médiation revêt la forme

d'opérations de fourniture de matériel, de distribution de produits ou d'entreprise de travaux de construction. Leur stratégie consiste à profiter de la carence de rapports directs entre le producteur et le consommateur, ou entre le producteur et le distributeur, ou encore entre l'importateur, le distributeur et le consommateur pour imposer leur domination sur le processus de la distribution dans le marché. Il s'ensuit que la distribution devient l'enjeu principal des différentes interactions et que le nombre de médiateurs se multiplie, provoquant la hausse des prix des produits. Ces prix sont modifiés au cours des phases de la distribution au prorata de la commission de chacun des médiateurs. Selon les rapports du Comité d'enquête, cette stratégie de médiation a favorisé la création d'une couche de commissionnaires et d'intermédiaires qui ne s'intéresse qu'à ses propres profits et bénéfices. Cette couche parasitaire vit aux dépens des producteurs aussi bien du secteur public que du secteur privé » (Mursi, 1984, p. 42-43).

Outre ces relations parasitaires, le marché noir est fondé sur le manque de certains produits. Si l'on prend l'exemple du fer d'armature utilisé dans la construction, lié au problème de constructions défaillantes dans le film, sa carence dans le marché provient de multiples de facteurs : nombre de bâtiments sont édifiés sans licence de construction. Les entreprises qui fabriquent le fer ne réalisent pas assez de bénéfices susceptibles de couvrir les frais de production en raison de la fixation des tarifs. En revanche, la profusion du fer dans le marché noir est déterminée par certains facteurs : les entreprises qui le fabriquent privilégient la production de quantités de fer d'un finissage relatif ou non valable pour l'utilisation, et dont la non-conformité leur permet de les tarifer hors normes. Elles les vendent ensuite aux entreprises industrielles du secteur privé, qui les revendent, à leur tour, comme matériel de construction à des prix très élevés au marché noir. De surcroît, les licences de fourniture de fer d'armature autorisent les entreprises de travaux de construction à s'en approvisionner en quantités qui dépassent leurs réels

besoins, d'où l'infiltration du surplus dans le marché noir. Il est étonnant de constater que, bien que le fer utilisable dans la construction se trouve en abondance et peut satisfaire les besoins du pays, sa concentration dans le marché noir provient du « suréquipement » des entreprises de travaux de construction. De plus, par une structure circulaire, il finit par être revendu aux tarifs du marché noir au gouvernement et au secteur public par les entreprises du secteur privé.

S'il est clair que le marché noir s'appuie sur la carence réelle ou artificielle de matériaux et de produits fondamentaux, il n'est pas sans intérêt de préciser que « des structures de monopoles, à la tête de la direction de certaines administrations du gouvernement et des entreprises du secteur public, collaborent avec la couche parasitaire de commissionnaires et les agents du marché noir en pesant ou en exerçant un pouvoir d'influence sur les processus décisionnels des appareils financiers et administratifs » (Mursi, 1984, p. 46).

Le film permet, par ailleurs, la visibilité de tels rapports économiques à travers la représentation d'une entreprise de construction de bâtiments du secteur public, où une structure monopolise le pouvoir de décision par la subordination des directeurs de la finance et de l'achat et d'ingénieurs ayant des dispositions à la corruption et aux gains illicites et par la collaboration avec des entreprises privées de travaux de construction qui trafiquent ou utilisent du matériel de construction défaillant. Cependant, loin d'illustrer la condamnation en général du secteur public, et par là des projets socialistes nationalisés, par le système en place visant à préparer la voie à l'instauration de la politique d'ouverture et de libéralisme économiques, le film jette un éclairage sur les structures prévaricatrices et les rapports commandés par les principes du profit et de la corruption qui infectent non seulement les entreprises du secteur public, mais aussi l'ensemble des structures économiques. D'où sa portée significative qui procède d'un questionnement nuancé : s'agit-il de

« tirer » sur une économie de planification socialiste, ou d'éliminer les structures de la corruption ?

2. PROMOTION SOCIALE ET MODES D'ACTION

Au cours d'un dialogue, le personnage de Mustapha dans le film définit la promotion sociale en l'associant aux modes d'action illicites : abus de pouvoir ou de biens publics, ou commerce frauduleux. Ce dialogue renvoie d'autant plus au spectacle réaliste de la rue, où sont transposés les signes d'une économie sous l'hégémonie d'un capitalisme commercial essentiellement importateur.

Si les structures déviantes de la bureaucratie limitent les capacités économiques du secteur public, l'ouverture économique sur le marché international et sur l'extérieur produit des distorsions : depuis 1974, des circuits de production et d'échange sont en voie de destruction. L'inflation, les difficultés de transport et de logement transforment les attitudes, heurtent les valeurs de l'éthos, introduisent la notion de rentabilité et celle d'un individualisme perturbateur. Les jeunes qui commencent leur vie professionnelle sont très sensibles à ces distorsions.

La loi du 9 juin 1974 de l'investissement arabe et étranger et des zones franches autorisait le capital privé étranger et local à investir dans tous les secteurs sans restriction. Il était donc aisé, après les grandes facilités accordées aux investissements, de promulguer aussi la loi sur les mandats commerciaux. Cette loi restituait aux agents, individus et sociétés privées les mandats commerciaux, faisant ainsi d'une pierre deux coups : encourager le secteur parasitaire du commerce, liquider le monopole du commerce extérieur du secteur public et enfin soumettre l'importation aux plans communs de l'agent égyptien et de l'exportateur étranger, abstraction faite des besoins objectifs du pays en matière de produits de première nécessité. « Les facilités accordées à l'importation, dont la plus importante est la

fuite des capitaux sans transfert de devises, ont été adroitement exploitées par les voleurs professionnels pour importer des produits de luxe et pour exporter les produits de première nécessité pour le peuple. La porte de l'importation fut largement ouverte aux aventuriers sans contrôle aucun, sans condition, et sans que l'Etat ne précise le produit à importer, l'exportateur ou la devise des transactions », explique le sociologue Ghali Shoukri. Il ajoute que « le commerce extérieur était un article de fond dans le tableau du plan de développement ; il constitue pour le secteur public la meilleure façon d'obtenir de la devise rare, ce qui lui fait éviter le financement par déficit, les emprunts aux taux élevés ou les conditions menaçant la souveraineté nationale. Aujourd'hui, le commerce extérieur est un élément principal dans les plans du capitalisme qui, lui, est le caractère dominant de la bourgeoisie égyptienne et particulièrement du secteur des agioteurs » (Shoukri, 1979, p. 251).

Les commerçants inondent le marché avec tous les produits et gadgets fabriqués en Occident et au Japon. Dans les quartiers résidentiels, s'ouvrent des petits supermarchés, où abondent les surgelés et les conserves d'importation. Dans les ports, 5 000 voitures neuves entrent chaque mois. On cherche en vain les produits de l'industrie égyptienne. On ne les trouve que dans les boutiques des quartiers populaires ou sur les étagères des coopératives. Faute de moderniser cette industrie, pourtant active dans les domaines alimentaires et électriques, on la contraint à s'épuiser et à périr dans une concurrence inégale et ruineuse pour l'économie nationale. Mais les bénéfices sont abondants pour ces milliers d'intermédiaires de tout crin, qui édifient des fortunes colossales en des temps records.

Le plan de reconstruction pour 1974-1975 est un échec : la consommation publique dépasse les prévisions de 13,4 %, mais celles de l'emploi et des exportations sont loin d'être atteintes. Le système de distribution publique s'effondre alors que le commerce privé, basé sur l'importation, est en pleine

expansion. La pénurie est grave. Le gouvernement n'évite la révolte qu'en haussant le salaire minimum de 30 % et en abaissant le prix de quelques produits de base. Palliatif fort coûteux : la dette civile de l'Egypte atteint 7 milliards de dollars. Le ministre des Finances a reconnu que « l'année 1975 a été la plus mauvaise année économique dans l'histoire de l'Egypte.» Le ministre du Plan, Ibrahim Hilmi Abdel Rahman, a déclaré que la méthode du plan ainsi que le mode du développement et les voies vers l'ouverture mènent l'Egypte au désastre.

Bibliographie

Al-Bishlaoui (K.), 1976, « Qui tire sur qui ? », journal *Al-Messa'a*, 12 janvier.

Al-Issaoui (I.), 1984, *Fi Isslah ma afssadah al-infitah* (Une alternauve pour l'ouverture), Le Caire, Ketab Al-Ahali

Farid (S.), 1975, « Ces éminents voleurs dans leurs bureaux luxueux », quotidien *Al-Gournhoureya*, 18 décembre.

Mursi (F.), 1984, *Haza al-infitah* (Cette ouverture économique), Le Caire, Dar Al-Thaquafah Al-Jadidah.

Quotidien *Al-Gournhoureya*, 11 décembre 1975, interview réalisée par Samir Farid.

Shoukri (G.), 1984, *Egypte, la contre-révolutuen*, Paris, Le Sycomore.

Tawfik (R.), 1976, « Un coup de feu tiré sur les voleurs et les contrebandiers », magazine *Sabah El-Kheir*, 29 janvier.

CHAPITRE VIII

LAPINISME GALOPANT

UNIVERS PAYSAN ET RÉSURGENCE DU FÉODALISME

Après vingt ans de Révolution, on assiste dans le film *Lapinisme galopant* (1977), réalisé par Henri Barakat, au retour du mythe du féodal, actualisé, qui se penche sur le sort d'une pauvre paysanne et lui apporte miracle et solution à ses problèmes inhérents à la condition paysanne en lui proposant l'alliance par le mariage. Avant d'être portée à l'écran, l'intrigue de ce film a fait l'objet d'une diffusion par la radio, ce média chaud, sous forme d'une série qui a eu beaucoup de succès. Ce qui confirme qu'elle exprime une demande, voire une préoccupation spécifique de l'opinion publique de cette époque. Nous avons pu appréhender par l'analyse du film *Sur qui tire-t-on* (1975) un processus de démantèlement à long terme du secteur public, chargé de la gestion d'une économie nationale à tendance socialiste, dont certaines entreprises déficitaires étouffent sous une bureaucratie corrompue et un esprit d'irresponsabilité, visant à l'instauration par le régime d'une ouverture sur les capitaux étrangers et sur l'extérieur, appuyée sur une idéologie libérale qui se veut projet de développement économique et social. Or, cette ouverture non planifiée aboutit à un énorme déséquilibre économique, politique et social. La pénurie alimentaire, l'inflation et la décision par le gouvernement, en janvier 1977, de l'augmentation des prix par la suppression de la subvention de l'Etat aux denrées de première nécessité pour la population ont engendré les fameuses émeutes du peuple qui ont couvert tout le pays pour les mêmes revendications : la nourriture, l'équité sociale et la démocratie. Dans ce climat de

tension sociale et cette circonstance de « crise du régime », l'apparition du film *Lapinisme galopant*, qui permet d'appréhender une forme de relation de pouvoir de caractère féodal, n'est pas sans signification.

De plus, ce film transpose le double problème de pénurie et de carence de planification de l'économie nationale dans un monde paysan marqué par des problèmes caractéristiques : la carence de production agricole, l'accroissement démographique, le chômage et l'analphabétisme. Plusieurs critiques ont, cependant, marqué leurs réserves quant au traitement par le film du problème de l'accroissement démographique et de la solution qu'il lui apporte par le mariage du féodal avec la pauvre paysanne employée dans sa ferme. « Certes, l'auteur du scénario ne voulait pas ajouter une nouvelle idée aux approches concernant les problèmes des familles aux nombreux enfants et proposer le mariage du féodal avec la paysanne comme remède à la misère des enfants de la sœur de cette dernière, écrit Sami Al-Salamouni. Mais si telle est son intention, je conjure les responsables de la télévision de ne pas diffuser cette trame, à l'issue de sa diffusion par le cinéma, de crainte de voir se répandre dans le discours d'un couple, où une femme met en garde son mari contre les inconvénients d'une reproduction multiple, cette réponse type : "Les enfants sont un bienfait. À l'avenir un féodal épousera ta sœur et prendra en charge tous nos enfants" » (*Al-Kawakeb*, 1977). D'autre part, Baher Al-Tohami apprécie le style de Barakat tout en soulignant que « sans les facteurs et les éléments esthétiques qui assurent son succès à la construction dramatique du film, celui-ci n'aurait pas remporté l'adhésion du public. Il n'échappe pas au piège où glissent certains films égyptiens qui, désirant aborder des problèmes propres à la réalité égyptienne, les traite et de manière secondaire, ce qui rend ambigu son message » (*Octobre*, 1977). Sous le titre « Le Bey Mahmoud a choisi Cendrillon parmi les paysans », Ahmad Saleh exprime sa déception après avoir vu le film : « L'admiration du public pour l'actrice Faten Hamama le conduit à apprécier une

œuvre quelque peu banale, où son jeu contribue à sa réussite (...). Contrairement à ce que suggère son titre significatif, *Lapinisme galopant* abandonne le problème crucial et grave de l'explosion démographique auquel notre société est confrontée pour s'orienter, avec une étrange naïveté, vers le traitement du conte fascinant de Cendrillon ou de l'amitié entre "le prince et le pauvre" qui rend optimiste le public submergé par les problèmes, dépassé par la dureté de la vie, à la vision de la pauvre et misérable servante trônant sur le royaume du riche propriétaire de domaines et d'immeubles » (*Al-Akhbar*, 1977). En outre, Ahmad Abdel Al met en lumière un aspect particulier de la relation du féodal avec sa domestique paysanne : « Le mariage de Neemat, originaire de la campagne, avec le pacha contemporain, considéré à partir de son rapport avec une réalité où s'accroît l'activité d'un capitalisme parasite visant à la consolidation et à l'accentuation de sa force dans le but de dominer les ressources politiques et économiques de l'Etat, sans omettre la mise en place de barrières à la lutte des catégories populaires, signifie la dissuasion voire la destruction de toute possibilité d'action de la part des couches défavorisées visant à s'opposer à l'exploitation à laquelle elles sont sujettes » (*Al-Cinéma Al-Arabiyah*, 1978). Ces critiques, si diverses soient-elles, se rencontrent dans la mise en lumière de la mystification que recouvre le discours du film.

Résumé de l'action

Neemat, une jeune ouvrière agricole, vit avec sa sœur qui a de nombreux enfants et le mari de cette dernière, employé aux chemins de fer, qui se réfugie dans l'alcoolisme pour échapper à ses lourdes charges familiales et à sa misère. Elle travaille pour les aider. Tenté par une dot alléchante, le mari de sa sœur, encouragé par celle-ci, lui impose un mariage avec un marchand de volailles, polygame et aux multiples enfants. Elle émigre clandestinement à la ville pour en échapper et trouve un emploi dans la ferme d'un grand propriétaire terrien. Celui-ci

lui confie des responsabilités en récompense de son zèle au travail. Une idylle se tisse entre eux et il finit par lui proposer le mariage. De retour au village pour annoncer cette nouvelle à sa famille, Neemat découvre son mariage, par un acte falsifié par son beau-frère, avec le marchand de volailles. Une tension se déclenche et dégénère en une tentative du neveu de Neemat d'assassiner ce dernier. Son beau-frère endosse la culpabilité de son fils et avoue à la police la falsification de l'acte de mariage. Le féodal intervient en faveur de Neemat et prend en charge sa sœur et ses nombreux enfants.

Analyse

Un chœur ouvre le générique du film en chantant, en son *off*, une chanson qui cadre avec la campagne de limitation des naissances, lancée en 1977 par le Comité du Plan familial, mais qui critique son approche en ces termes : « Contes, contes qui ne s'achèvent pas tant qu'à chaque coin du pays se trouvent une bouche à nourrir et un lapinisme galopant... Cependant, si on investit le potentiel humain dans un programme de reconstruction économique et de production agricole, l'avenir sera meilleur, la terre florissante et les ressources s'accroîtront. » Ainsi, de prime abord, le film introduit les problèmes génériques du monde paysan : l'accroissement démographique, la carence de nourriture et de production agricole due à l'absence de planification économique et le chômage, tout en soulignant l'inadaptation du plan familial à la condition paysanne.

En même temps se succèdent des plans larges qui montrent la configuration du village. Une foule se bouscule devant un marchand de fèves cuites, nourriture essentielle pour la population égyptienne, en lui tendant des cocottes vides. Une jeune femme s'en détache en emmenant sa provision, traverse le village, sans activité apparente, et pénètre dans un foyer. Un panoramique

montre l'intérieur de celui-ci peuplé d'enfants couchés dans tous les coins. La jeune femme les réveille en les conviant à prendre leur petit déjeuner avant de se rendre à l'école. Elle invite également un couple se trouvant dans une pièce voisine à les rejoindre : Gamalat et Abdel Méguid. Une altercation s'engage entre ceux-ci, où Gamalat discrédite le manque de responsabilité de son mari en soulignant son ivresse. Abdel Méguid s'en défend, exprime son désarroi, à l'origine de son alcoolisme, produit des charges pesantes de sa famille nombreuse. Neemat, la jeune femme, intervient pour dissiper le conflit du couple. Les enfants se plaignent, en chœur, de la carence de nourriture. Face à ce constat pathétique, Abdel Méguid gronde un de ses fils, qui insiste en réclamant une alimentation suffisante, en lui disant : « Tais-toi... Tu ne vas quand même pas organiser une manifestation pour ça. » Il renvoie ainsi aux émeutes du peuple qui ont déstabilisé le régime, en janvier 1977, en raison de la pénurie et de l'augmentation des prix des denrées de première nécessité.

Un discours s'engage entre Neemat et sa sœur Gamalat et illustre son opinion sur le mariage et l'accroissement démographique. Elle stigmatise la négligence de sa sœur de la contraception, responsable de la misère de sa famille, et l'attitude démissionnaire de son beau-frère. De même, elle récuse l'idée de mariage avec un homme de condition pauvre et illettré qui aurait pour effet de condamner l'avenir de ses enfants. Elle met l'accent, également, sur la vocation qu'elle s'est donnée de travailler pour contribuer économiquement à l'éducation des enfants de sa sœur. Cela dénote sa conscience critique et désabusée de la condition paysanne et ses valeurs de devoir et de solidarité.

Au cours du trajet de Neemat vers son lieu de travail, des plans larges montrent des champs vides qui suggèrent l'absence de productivité. Elle croise des paysannes portant des cruches d'eau sur la tête et quelques troupeaux de moutons. L'élevage de bétail demeure, peut-être encore, la seule activité en vigueur. Est

omniprésente, cependant, l'image d'un marché, significative du nouveau mode de production économique.

Un jeune homme surprend Neemat, pendant son trajet, et l'extrait de l'univers opprimant de misère et de conflit où elle vit en lui apportant, un court moment, une note romantique. Il s'agit de Youssef, fonctionnaire dans une coopérative, institution liée à la réforme agraire promulguée par la révolution et chargée de fournir une assistance technique et commerciale aux paysans pour les protéger de l'exploitation des grands propriétaires. Youssef renouvelle à Neemat sa demande en mariage. Elle ajourne son consentement dans l'attente d'une promotion professionnelle susceptible d'améliorer la situation économique de celui-ci. Il discrédite alors la réforme agraire en mettant en cause l'absence de mobilité professionnelle et la fixité des rémunérations. Cette rencontre accentue la déception paysanne face aux réalisations de la révolution qui n'ont pu faire progresser que relativement la condition de l'univers paysan.

En revanche, un plan moyen montre Neemat vaquant à son travail dans une usine de produits laitiers. Celle-ci est une des créations des réformes révolutionnaires qui ont pu fournir un travail à une partie de la main-d'œuvre agricole au chômage.

Un incident rétablit, à nouveau, le climat de tension qui gouverne la structure du film. Khalil, l'aîné des enfants de Gamalat, lui apporte deux volailles et une modique somme d'argent, qu'elle apprécie, sans lui en demander la source. Des policiers arrivent aussitôt et arrêtent Khalil pour vol du commerce de maître Bataoui, le marchand de volailles. Délinquance juvénile et déviation sont ainsi l'alternative qui guette des enfants privés de nourriture et condamnés à la misère.

Neemat se rend au poste de contrôle du guidage des trains où travaille Abdel Méguid pour l'avertir de l'arrestation de son fils et lui demander d'intervenir

en sa faveur. Or, celui-ci manifeste son indifférence en disant : « Ça nous fera une bouche de moins à nourrir. » De plus, il exprime sa crainte de subir une accusation d'ivresse, pendant l'exercice du travail, par la police, en cas d'intervention. Ainsi, il fait, à nouveau, preuve de son attitude démissionnaire vis-à-vis de sa famille. Dès lors, Neemat se trouve contrainte de se substituer à lui dans la prise de responsabilité vis-à-vis de son fils en intercédant auprès de maître Bataoui pour faire lever le chef d'accusation pesant sur Khalil. Vaincu par son charme, le marchand de volailles y consent.

Un gros plan, à la fois très émouvant et dramatique, montre des mains qui nettoient deux grosses volailles et on entend, en son *off*, la voix de Gamalat qui chante. Un plan large lui succède, où on voit les enfants assis sur le sol, les yeux fixés sur les deux volailles, fascinés et simultanément apaisés par la perspective de pouvoir se nourrir, pour la première fois, bien et suffisamment. Ces deux plans d'une extrême densité dramatique donnent la dimension réelle de la misère et de la faim, qui transforment des enfants excédés par les privations en êtres silencieux attendant, comme dans une prière collective, l'exaucement de leur vœu, la satisfaction de leur faim. Cette fresque renvoie à la tragédie d'un peuple qui subit de lourds sacrifices et paye les frais d'un faux développement économique et social, auquel une ouverture sur l'extérieur non planifiée sert de cadre.

Neemat, surprise par le comportement jovial de Gamalat et l'ambiance détendue du foyer, apprend que Bataoui, le marchand, a dépêché ses volailles en introduction à sa demande de mariage. Elle repousse avec colère sa proposition. Dans une pièce voisine, Bataoui fait étalage, dans un style typiquement commercial, d'une dot importante. Sous l'effet de l'alcool que vient de lui offrir ce dernier et du spectacle de l'argent, Abdel Méguid exprime son acquiescement au mariage. Une vive querelle s'engage entre Neemat, Abdel Méguid et Gamalat dans un cadre pathétique : les enfants attablés se livrent, dans un silence quasi mystique, à la

consommation des volailles cuites dans un plan large ; en arrière-plan, les trois adultes discutent de la question du mariage. Neemat refuse l'alliance avec Bataoun qui est illettré, polygame et père de vingt-deux enfants. De même, elle fait allusion à ses pratiques commerciales non conformes aux normes. Gamalat discrédite ses arguments et lui rappelle son ambition d'épouser un homme aisé pour assurer un avenir certain et sans misère à ses enfants. La tension monte ; Neemat maintient son refus mais Gamalat décide de lui imposer ce mariage susceptible, de son point de vue, de lui assurer une promotion sociale et de drainer nourriture et bienfaits à ses propres enfants.

L'avenir de Neemat, ses décisions et ses actions deviennent ainsi définis, inéluctablement, en fonction des besoins collectifs de sa communauté d'appartenance. Youssef vole à sa rescousse pour sauver leur projet de mariage, lui apporte une grosse somme d'argent dans le but de lui prouver sa capacité à fonder un foyer. Fascinée, puis brusquement inquiète, Neemat s'enquiert de l'origine de l'argent et comprend qu'il l'a subtilisé à la coopérative où il travaille. Elle le repousse, dès lors, en exprimant sa déception face à son action illicite et à son manque d'éthique. C'est la rupture de leur idylle.

Cependant, les déceptions ne tardent pas à s'accumuler. Pendant son trajet de retour au foyer, Neemat est surprise par son neveu Refat, qui l'avertit de la présence de Bataoui et d'un religieux pour la conclusion de son mariage forcé sous les auspices de sa sœur Gamalat et son époux Abdel Méguid. Un plan d'ensemble illustre le drame qui s'abat sur Neemat, montrant la façade décorée de la maison où elle habite et la mise en place de la cérémonie du mariage. Elle renvoie alors Refat et décide de prendre la fuite. Eu égard à ce sort accablant et à la connaissance de la combativité de Neemat, on s'attend, logiquement, à ce qu'elle fasse ce choix. Nonobstant la vocation qu'elle remplit vis-à-vis des nombreux enfants de sa sœur,

elle ne peut accepter cette « vente » institutionnalisée de son corps et de son âme à un marchand corrompu, pour une poignée d'argent.

L'image du marché revient comme un rappel. Neemat traverse une rue où apparaît un grand panneau publicitaire portant l'inscription : « Mohamad Ahmad Osman ». Cet angle de vue suggère les travaux de construction entrepris par la société aux multiples filiales d'Osman Ahmad Osman, ministre de la Reconstruction dans le régime de Sadate, qui ont contribué à la réduction de la superficie cultivable de la terre en lui substituant bâtiments et routes. Ainsi, en dépit de la ligne de démagogie qui gouverne le récit, le film laisse percevoir des images qui renseignent, bien plus profondément, sur la réalité égyptienne.

En contrepoint à ces plans, on assiste, dans un plan moyen, à la signature du contrat de mariage par Batatou et Abdel Méguid, fondé sur une fausse procuration de Neemat. Le tragique prend, dès lors, la forme d'un acte concret et irrémédiable.

Neemat se rend chez un vieux voisin de ses parents, dans la ville de Mansoura, qui lui trouve un emploi dans une ferme viticole appartenant à un grand propriétaire terrien. Le récit prend alors une nouvelle orientation, marquée par l'abandon du problème de l'accroissement démographique. Lors de l'enrôlement de Neemat à la ferme, le chœur du début du film chante une chanson euphorique qui exalte la récolte des vignes et apporte une note optimiste, augurant une transformation à la situation de cette pauvre paysanne. Elle rejoint un groupe de paysannes qui s'affairent autour des cultures, sous les ordres rigoureux d'un contremaître, Fathi. Une condition commune les unit, celle d'ouvrières agricoles, sans terre ni emploi régulier, contraintes à vendre leur force de travail pour survivre. Neemat obtient l'autorisation de se loger avec les autres ouvrières dans un local aménagé à cet effet au sein de la ferme.

Le seigneur de la ferme fait son apparition. Le contremaître Fathi multiplie alors ordres et sévérités pour démontrer à ce dernier sa maîtrise de la gestion de la ferme et l'obéissance des ouvrières agricoles. Un incident dramatique survient, cependant, et conduit le seigneur à intervenir. En transportant les paniers de raisin avec les paysannes, Neemat glisse et fait tomber involontairement le contenu du sien qui se répand, tiédi, sur le sol. Fathi lui inflige, en conséquence, une sanction en réduisant sa rémunération. Elle proteste contre cette injustice, ce qui lui vaut son renvoi de la ferme.

Mahmoud Bey*, le propriétaire, intervient pour corriger cette injustice et réintègre Neemat dans son emploi. Cet acte le valorise aux yeux de cette dernière.

On assiste ici à une nouvelle image du propriétaire terrien, autre que celle du seigneur exploiteur à laquelle sont habitués les paysans. Par ailleurs, le domaine de ce dernier, forme concrète d'une seigneurie féodale, et le mode de production économique, qui y est pratiqué, quasi similaire au métayage, attestent la résurgence d'un féodalisme d'un type nouveau dans l'univers paysan. En outre, dans le discours des paysannes, est soulignée l'activité parallèle du féodal Mahmoud Bey en relation avec les affaires et les travaux de construction, et adaptée à l'économie capitaliste libérale caractéristique de la société de cette époque.

Après cet incident, Mahmoud Bey subit, à son tour, un grave choc dans un accident de voiture, qui bouleverse tous les habitants de sa ferme. Neemat s'élance aussitôt pour lui apporter les premiers secours. Elle stoppe l'hémorragie de deux plaies à la tête et au bras en utilisant des méthodes traditionnelles. Un médecin dépêché de la ville lui administre des soins d'urgence, rassure le contremaître et demande à Neemat de veiller à ce qu'il prenne régulièrement ses médicaments. De fait, cette dernière s'introduit dans l'univers privé du féodal. Après son

---

* Dénomination attribuée à un haut fonctionnaire ou un grand propriétaire foncier.

rétablissement, il emploie Neemat à son service personnel pour rémunérer son adresse et ses soins. Cette promotion soudaine suscite la jalousie des paysannes, qui font courir une rumeur sur une relation entre le féodal et Neemat. Pour préserver sa réputation, celle-ci décide d'abandonner le service seigneurial pour reprendre le travail dans les vignes, mais Mahmoud Bey la convainc de ne pas céder à la pression d'une fausse rumeur. Elle manifeste, par la suite, un dévouement et une honnêteté sans commune mesure dans l'exercice de ses activités domestiques. Le féodal apprécie ses efforts et lui attribue, en récompense, des fonctions de responsabilité dans la ferme. Elle négocie, à sa place, le prix de vente de la récolte des vignes avec un commerçant cupide et obtient un gros bénéfice*. De son entreprise d'affaires et de construction située dans la capitale, Mahmoud Bey apprend cette nouvelle et demande à Fathi, le contremaître, d'accorder une rétribution financière à Neemat. Un gros plan cadre le visage de celle-ci pour traduire sa satisfaction et on entend, en voix *off*, le chant du début du film sur l'accroissement démographique, qui tel un leitmotiv lui rappelle ses responsabilités vis-à-vis des enfants de sa sœur.

En contrepoint, un plan moyen montre Abdel Méguid à la campagne, qui ouvre une lettre en présence de son épouse et de ses nombreux enfants ; dont il extrait une somme d'argent en annonçant qu'elle est envoyée par Neemat sans mention de son adresse. Les enfants éprouvent un tendre regret de l'absence de leur tante. Celle-ci confirme dans sa lettre l'envoi régulier, à l'avenir, d'argent. Ce bref rappel par le récit de son projet initial de traitement du problème de l'accroissement démographique prépare l'insertion de celui-ci dans un programme d'action paternaliste à venir du féodal.

---

* La libéralisation de la tarification des produits agricoles, dans le cadre de l'économie capitaliste, restaure le monopole des forces du marché.

Encouragée par les promotions octroyées par Mahmoud Bey, Neemat prend l'initiative de lui proposer la création d'un poulailler dans un espace vacant de la ferme qui serait à même de lui rapporter beaucoup de bénéfices. La mise en pratique de ce projet par le féodal prouve l'opportunité d'un tel investissement, qui augmente ses ressources économiques. Dans un plan significatif qui cadre Neemat et Mahmoud Bey, à proximité du poulailler, Fathi souligne l'accumulation des demandes d'achat de volailles faites par les commerçants.

L'esprit d'initiative et de libre entreprise combiné au dévouement de Neemat la rend si indispensable à Mahmoud Bey qu'il décide de l'emmener à la capitale, où il gère ses affaires, pour s'y occuper également de son service privé.

Lors du parcours en voiture vers la capitale, des travellings latéraux gouvernés par le regard de Neemat transcrivent la situation difficile de la ville. Des rangs serrés d'enfants occupent les trottoirs à la sortie des écoles. Des individus se bousculent en essayant de rattraper les transports en commun encombrés de passagers. Un travelling vertical montre le va-et-vient intense d'une foule dense sur les marches d'un pont. Mahmoud Bey observe l'impression de Neemat : « Trop de bruit, désapprouve-t-elle, trop de population.» On entend à nouveau, en voix *off*, le chant du générique illustratif du fléau de la surpopulation, de l'explosion démographique dont le pays tout entier est accablé.

L'habitat du féodal, en ville, ne diffère pas de celui de son domaine. Constitué d'un grand duplex, il donne sur le Nil, ce qui dénote l'aisance de son propriétaire. Neemat s'y installe, fait la connaissance du vieux domestique au service de Mahmoud Bey pendant que celui-ci vaque aux activités de son entreprise. Elle observe le portrait d'une femme, posé sur une petite table à l'entrée. Un soupçon de jalousie traverse le regard de Neemat qu'accentue une musique au rythme accéléré. Elle s'enquiert de l'identité de cette femme auprès du domestique

Abdou et apprend qu'elle est la sœur du féodal, et réside à l'étranger où elle poursuit ses études supérieures.

Au bureau, Mahmoud Bey reçoit un appel d'une jeune femme, Noha, qui lui annonce son retour d'un voyage en Europe avec ses parents. Son père, Hamed Bey, comme on l'apprend par la suite, appartient à la nouvelle bourgeoisie commerciale dont les activités sont prospères dans le commerce et les travaux de construction, d'où sa coopération et la convergence de ses intérêts avec ceux du féodal Mahmoud Bey.

Au duplex, Mahmoud Bey fait à Neemat la surprise de lui annoncer ses fiançailles avec Noha, en se préparant à la cérémonie organisée à cet effet. Il souligne qu'elle appartient à une famille aisée, de bonne souche, suggérant ainsi l'idée d'un mariage de convention, conforme à ses intérêts de classe. À son départ, Neemat se livre à un monologue, en voix *off*, qui exprime son brusque chagrin, auquel elle cherche une explication. « Raisonne-toi et ne sois pas cupide, se dit-elle. Il est très généreux avec toi, qu'espères-tu de plus ? Il a le droit de se marier avec une fille de sa classe.» Cet événement la ramène sur terre en l'obligeant à méditer sur son rapport avec son maître, considéré sous l'angle de la relation homme/ femme. En la portant d'une promotion à une autre, sup[illegible]re outre sa générosité, Mahmoud Bey est arrivé à façonner, involontairement bien entendu, les attentes de cette pauvre paysanne au point de l'amener à placer ses intérêts là où elle ne pouvait ou ne pensait même pas le faire auparavant. Son ambition, développée au cours de ce processus, consiste à présent à se l'approprier. Or, ces fiançailles viennent marquer la distance de classe qui les sépare en la rappelant à l'ordre de sa condition initiale de servante.

Au cours d'un déjeuner donné dans l'appartement de Mahmoud Bey à l'occasion de ses fiançailles, des plans courts et moyens commandés par le regard

de Neemat détaillent le visage charmant de Noha, la fiancée, sa tenue et ses manières qui dénotent son éducation de niveau élevé. Ces plans montrent également le comportement convivial de ses parents vis-à-vis de Mahmoud Bey. Ce dernier note la distraction de Neemat et son peu de zèle. Elle appréhende en Noha la maîtresse de maison prochaine, à laquelle elle va devoir obéissance et soumission, elle qui régnait jusque-là sur l'univers privé de son patron aussi bien que sur ses affaires à la ferme.

Invités à la ferme, Noha et ses parents partagent, le temps d'une journée, la vie paisible et prospère de la propriété de Mahmoud Bey. Cependant, un incident renverse cette harmonie. Fathi renvoie une pauvre vieille ouvrière agricole en raison du ralentissement de ses activités dû à la détérioration de sa santé. Neemat intervient et menace de quitter son emploi si la vieille femme est renvoyée injustement pour un problème de déficience de santé. L'affaire est portée devant Mahmoud Bey qui tranche, à l'appui de l'attitude humaine de Neemat, en faveur de la vieille ouvrière agricole, autorisant son repos jusqu'à son rétablissement et le versement intégral de son salaire. Cet incident dramatique confirme le charisme et l'esprit démocratique du féodal et légitime sa domination. Il accentue, de même, la conformité des pratiques de Neemat, aussi humaines soient-elles, aux intérêts de ce dernier.

Cependant, Noha éprouve de la jalousie vis-à-vis de l'appréciation par Mahmoud Bey du comportement de Neemat et lui fait remarquer qu'elle est omniprésente dans toutes leurs discussions. Elle s'applique, dès lors, à asservir Neemat en la renvoyant à ses tâches de servante. Elle finit par exiger de Mahmoud Bey le licenciement de celle-ci, qu'elle considère comme une rivale. Il conteste cette comparaison déplacée en lui rappelant son rôle d'épouse prochaine, qui se distingue totalement du statut d'employée dévouée de Neemat, pour faire disparaître son sentiment de concurrence avec cette dernière. Elle y persiste, néanmoins, et le

confronte à un choix décisif entre elle et Neemat, choix auquel il refuse de consentir. La rupture de leurs fiançailles devient de fait inéluctable.

Par instinct féminin, Neemat prend conscience du renversement de la situation après l'éclipse de Noha et récupère sa position centrale en multipliant ses soins à Mahmoud Bey. Elle change en outre son mode vestimentaire pour ressembler aux citadines et le séduire. Il prend, cependant, une attitude de retrait vis-à-vis de ses activités quotidiennes, qui traduit son chagrin provoqué par la rupture de ses fiançailles.

Hamed Bey intervient pour réconcilier les deux fiancés. Il appuie la demande de Noha concernant le renvoi de Neemat et argumente que c'est le seul moyen de rectifier la relation ambigue entre Mahmoud Bey et celle-ci. Ce dernier récuse son ingérence dans l'organisation de sa vie et le conjure de raisonner Noha. Le clivage s'accentue. Excédé de colère, Hamed Bey quitte le duplex en proférant des menaces de représailles à l'encontre de Mahmoud Bey. Inquiète de la montée du conflit, Neemat apprend par ce dernier la rupture définitive de ses fiançailles. Elle cache, non sans peine, sa joie et le rassure en louant ses mérites.

Bien que Hamed Bey, appartenant à la nouvelle bourgeoisie commerciale, et Mahmoud Bey partagent des intérêts dans le domaine des transactions commerciales et s'associent dans des projets de construction, Mahmoud Bey, de par son appartenance à la classe néo-féodale, privilégie le patrimoine, la terre. Il ne peut donc sacrifier ses instruments de production, les ouvriers agricoles, et par conséquent Neemat, le moteur de l'épanouissement de sa propriété et de la prospérité de son projet d'élevage. De plus, la disposition de Neemat, relais entre lui et les paysans, va dans le sens de ses intérêts et facilite sa domination paternaliste. Un rapport de production évident gouverne la liaison du féodal avec la servante paysanne. L'antagonisme entre Hamed Bey et Mahmoud

Bey a pour avantage de faire prendre conscience à ce dernier de l'importance de Neemat.

Un appel de Fathi l'assurant du bon déroulement des activités à la ferme confirme ce constat. Mahmoud Bey s'y rend aussitôt avec Neemat pour se délivre un peu de ses activités dans la capitale.

Neemat poursuit toujours son entreprise de séduction en accordant davantage d'attention à son physique, sa coiffure et son mode vestimentaire. Elle tente de se rapprocher du goût culturel de son maître. Mahmoud Bey la surprend en train de se maquiller dans sa chambre privée et lui recommande de conserver sa beauté naturelle. Un court moment de tendresse et d'harmonie les unit. Il l'embrasse, mais elle le repousse avec décence pour le rappeler à son rang de maître. Il obtempère. Son introduction dans l'espace privé de Neemat est le signe d'un renversement de la situation.

Dépassé par sa propre conduite vis-à-vis de Neemat, Mahmoud Bey erre dans les champs pour y méditer. Quant à Neemat, elle se réfugie dans le poulailler, projet réalisé grâce à son initiative personnelle. De retour au domaine, Mahmoud bey lui présente ses excuses pour sa conduite involontaire et lui fait l'aveu de son amour. Heureuse et fascinée par ce retournement brusque de leurs rapports, Neemat met l'accent sur la barrière de classe qui les sépare tout en lui confirmant son attachement et son dévouement. Mahmoud Bey exprime le besoin de substituer le statut d'amant à celui de maître paternaliste. Il propose à Neemat le mariage. Consciente de son statut de servante, elle l'invoque comme ressource (position) non reconnue et dévalorisée par la classe d'appartenance du féodal dont il entend transgresser les normes par ce mariage. Lui, en revanche, maintient sa décision. « Ta faiblesse conjuguée avec ma force deviendra un pouvoir avec lequel nous pourrons défier le monde», argumente-t-il. Il convient de souligner ici que ses

propos renferment un enjeu implicite de domination, qui commande cette forme d'alliance de classes sociales en voie d'être « institutionnalisée ». En fait, l'amour sert dans le récit de creuset à un tel enjeu, aussi déterminant que profond.

L'ascension fulgurante de Neemat s'affirme, dans la capitale, par une mutation culturelle et sociale. Mahmoud Bey l'initie à la mode et à la conduite en société lors de sorties. Il doit, cependant, affronter les heurts de conception que provoque sa transgression des normes de sa classe. Sa sœur Ragia, rentrée subitement de l'étranger où elle suit des études, essaye de le dissuader en invoquant les normes et conventions de leur classe, auxquelles il doit conformité et respect. « Les normes ne sont pas figées, rétorque Mahmoud Bey, et puis nous ne sommes pas les descendants de pachas, nous nous sommes faits nous-mêmes.» Il met l'accent ainsi sur le caractère autodidacte et libéral de la nouvelle classe féodale. Ragia décide alors de rompre ses liens avec lui et de repartir. Neemat intervient pour dissiper le conflit, mais cette dernière la repousse en la renvoyant à son statut de servante.

Après cet affrontement, Neemat souligne son inaptitude à s'intégrer dans la classe d'appartenance de Mahmoud Bey. En revanche, celui-ci décide d'accélérer le processus du mariage et de se rendre à la campagne où habite la famille de la jeune femme pour lui demander sa main.

Par cet affrontement dramatique et la décision qui s'ensuit, le récit opère un retournement, qui lui permet à la fois de renouer avec son projet initial d'appréhension du fléau de l'accroissement démographique, et d'introduire le féodal dans le monde rural, plus large et extérieur à sa ferme, comme porteur d'une solution miracle à ce problème spécifique. Par ailleurs, la négligence de la mission sociale de Neemat vis-à-vis des nombreux enfants de sa sœur serait sacrilège, séparation du sujet de son projet social. Comme nous l'avons souligné

précédemment, la vocation de Neemat a été définie en fonction des besoins collectifs de son groupe social. Contrevenir à cette vocation, c'est s'exclure de l'ordre communautaire.

De surcroît, l'acte de se référer à la communauté rurale, que veut entreprendre le féodal Mahmoud Bey, favorise la reconnaissance par la base sociale la plus large de « l'alliance des classes sociales » qu'il entend institutionnaliser et promouvoir.

Neemat le précède au village pour annoncer sa proposition de mariage à sa famille et sa visite prochaine. Dans un cadre émouvant, où Neemat distribue cadeaux et vêtements aux enfants de sa sœur, heureux de son retour, Gamalat et Abdel Méguid demeurent passifs, accablés par la vérité tragique de son mariage avec Bataoui qu'ils vont devoir lui révéler. Neemat promet au groupe l'amélioration de sa situation du fait qu'elle va se marier avec un riche et généreux propriétaire terrien. Cependant, Refaï, son neveu, intervient pour l'informer de son mariage avec le marchand de volailles, par falsification de contrat. Mais, dès lors que son rêve de promotion sociale par le mariage avec son maître est en voie de devenir une réalité, Neemat s'acharne de toutes ses forces à le défendre. Elle exige d'Abdel Méguid l'aveu de la falsification de l'acte de mariage à la police afin de la délivrer de Bataoui. Gamalat essaye de la dissuader, argumentant que son époux risque la prison à perpétuité, en cas d'aveu, et que ses nombreux enfants ont besoin de lui pour leur subsistance et leur éducation. Mais Neemat la repousse brutalement. Là-dessus, Bataoui surgit brusquement et la réclame. Elle refuse d'y consentir, ce qui le conduit à monter la garde devant sa maison pour lui barrer le chemin de la fuite.

Un panoramique suggestif marque les limites de l'émancipation de Neemat et son retour à sa condition initiale misérable : Abdel Mégeid, ivre et irresponsable, se laisse aller à boire une bouteille d'alcool, Gamalat, hébétée, serre

dans ses bras un nouveau nourrisson, multipliant ainsi les difficultés de son existence. Ses neufs autres enfants encadrent Neemat, qui gémit et se plaint de son sort, et compatissent à son chagrin.

Inquiet, Mahmoud Bey part à la recherche de Neemat accompagné du vieux voisin, qui avait intercédé pour son embauche à la ferme. L'arrivée triomphale de sa voiture de luxe au village suscite la curiosité des paysans qui se rassemblent autour d'elle. Il pénètre dans la maison de Neemat et croise le regard triste et suppliant de celle-ci. Il découvre la réelle misère qui l'entoure. Surpris et fascinés, Gamalat, les enfants et Abdel Méguid considèrent en silence la présence du féodal. Ce dernier fait la connaissance de chacun avec chaleur et humanité, et finit par demander à Abdel Méguid la main de Neemat. D'un geste brusque, Bataoui surgit alors et engage une altercation avec Mahmoud Bey par l'annonce de son mariage antérieur avec Neemat. De crainte que Bataoui n'attente à la vie de Mahmoud Bey, Neemat conjure ce dernier de partir en confirmant cette nouvelle. Sous l'effet de ce choc, il se retire en colère. Son rêve le plus cher ainsi mutilé, Neemat chasse Bataoui qui veut l'entraîner de force en affirmant ses droits d'époux. Refat, le jeune neveu de Neemat, se rue sur lui et le blesse au cou avec un couteau. Le tragique de la situation embraie ainsi sur le crime. Ayant survécu à sa grave blessure, Bataoui dépose une plainte au poste de police. Convoqué, Abdel Méguid s'y présente en compagnie de Neemat et Gamalat.

Pendant ce temps, un autre jeune neveu de Neemat se rend à la ferme de Mahmoud Bey, en compagnie du vieux voisin de ses grands-parents, pour sauver le rêve de sa tante. D'une voix juvénile, coupée par les larmes et l'émotion, il révèle au féodal la vérité de la situation et innocente Neemat. Ce dernier s'attendrit.

Au poste de police, Abdel Méguid prend pour la première fois ses responsabilités vis-à-vis de sa famille et de Neemat. Il endosse la culpabilité de son

fils de tentative de meurtre et avoue la falsification du contrat de mariage de Neemat. Celle-ci manifeste sa satisfaction, mais Gamalat déplore le sort de ses nombreux enfants qui seront privés de fait de leur père, qui assure leur subsistance. Abdel Méguid tente de la rassurer en diminuant l'effet tragique de sa condamnation à la peine de prison, et Neemat lui promet de travailler dur pour prendre en charge la famille.

Dans un cadre large, suggérant le renouement de Neemat avec son projet social initial, où on la voit au-devant de la rangée d'enfants, Mahmoud Bey réapparaît et lui renouvelle sa demande d'alliance. Elle désigne d'un geste pathétique les enfants réunis derrière elle, accentuant sa mission envers eux. Mahmoud Bey décide alors de les intégrer ainsi que leur mère à sa ferme, en affirmant qu'il y aura assez d'espace et de travail pour tous.

Le film s'achève sur deux images significatives : Mahmoud Bey conduit en voiture, à la ferme, la famille nombreuse, satisfaite de cette issue, en dépit de l'emprisonnement de son tuteur, Abdel Méguid. Le chant du générique sur l'accroissement démographique intervient en voix *off* dans l'image de la capitale, dont les trottoirs sont encombrés de multiples enfants et les transports en commun débordent de passagers. Cependant, contrairement au début, le chant affirme cette fois l'achèvement « des contes interminables » par l'insertion de la population dans un projet de production et de reconstruction économique. Il renvoie ainsi à l'emploi de la famille paysanne nombreuse par le féodal. Par cette fin, le film érige l'action du féodal en modèle susceptible d'apporter la solution miracle au fléau inhérent au sous-développement de « l'explosion démographique », objet de la campagne menée par le gouvernement, en 1977, pour la limitation des naissances. Ce qui confère un caractère démagogique et mystificateur à son message.

Tout ambigüe que soit l'orientation du film, celui-ci laisse percevoir, dans une société en déroute, la tentative de reconstruire un nationalisme économique, de renouer avec les valeurs constitutives de l'éthos : entraide, solidarité, devoir et développement collectif.

Il convient, cependant, de comparer les observations auxquelles nous a conduits l'analyse avec les études de l'univers paysan réel.

1. L'EXPANSION DÉMOGRAPHIQUE

Pour résoudre le problème de l'expansion démographique, Nasser proposait deux solutions : l'édification du Haut-barrage d'Assouan pour domestiquer les eaux du Nil et s'en servir pour l'extension de la superficie cultivable et l'accélération de l'instauration de l'industrialisation. Cependant, l'accroissement démographique traçait vite les limites de son projet de développement économique et social. En recommandant à la population de suivre les conseils du Premier ministre, président du Comité du Plan familial, Nasser expliquait : « La famille qui a de nombreux enfants n'est pas en mesure d'assurer à tous une vie décente. (...) En vérité, c'est là un problème sérieux. Quand l'accroissement de la population atteint chez nous le plus haut niveau au monde après le Pakistan, il s'ensuit que nous aurons besoin de plus de blé, de plus de vivres. Car en matière de nourriture, nous ne produisons pas de quoi suffire à la consommation. Quand nous exécutons un Plan, nous développons nos ressources. Mais cet accroissement gigantesque ne produit pas les résultats escomptés, avec l'augmentation de la population*. »

---

* Nasser, Le Caire, 22 juillet 1966, in Balta (Paul) et Rulleau (Claudine), 1982, *La vision nassérienne*, Paris, Sindbad, p. 162-163.

Entre 1967 et 1977, la population a augmenté de 8 millions d'habitants. Le développement économique et la mobilisation militaire avaient réussi à faire baisser l'accroissement démographique à 2,19 %. Mais, au lendemain de la Guerre d'octobre, il est remonté à 2,7 % et a atteint même 3 % en 1979. Phénomène classique du « baby-boom » d'après-guerre, aggravé davantage par l'inertie du développement selon l'analyse du Dr Aziz Bindari, un des responsables du Plan familial. Les causes profondes sont non moins habituelles. Vient en tête la mortalité infantile due, essentiellement, au manque de soins et aux carences alimentaires. Elle n'a été réduite que de 150 à 91 % en quarante ans. Par ailleurs, la situation des femmes quant à l'éducation et au travail joue un rôle aux incidences considérables :

- En 1976, 71 % des femmes étaient analphabètes alors que 9,2 % seulement d'entre elles exerçaient une activité professionnelle.

- En 1973, dans 47,3 % des mariages conclus, l'épouse avait moins de vingt ans.

De plus, la densité de la population a presque doublé en quarante ans, avec 780 habitants au km^2. Parallèlement, l'exode rural faisait exploser les villes, dont la population d'ensemble est passée de 38 % en 1960 à 44 % en 1976. Le chômage et le sous-emploi touchant en 1974 de l'ordre de 25 % de la population active, une « bidonvillisation » et une prolétarisation accrues constituaient des menaces potentielles pour le régime.

L'approche du contrôle des naissances, utilisée en 1965, a été remplacée à partir de 1975 par une approche développementaliste, visant à agir sur l'ensemble des facteurs en relation avec l'accroissement démographique, l'éducation, l'emploi, la santé, le logement, etc. Or, s'agissant de facteurs difficiles à modifier dans le cadre d'un faux développement économique et social, on ne pouvait escompter de succès rapides et véritables.

Dépassé par ces phénomènes, le gouvernement a fait appel à l'aide américaine pour enrayer la natalité. Le programme lancé en 1977 dans la province de Ménoufeya, marque un retour à l'approche traditionnelle : diffusion de moyens de contraception et interventions sur le terrain. De plus, contrastant avec les études et approches menées depuis vingt ans par le Conseil supérieur pour la population, ce programme irrite quelque peu ses promoteurs eux-mêmes d'autant plus qu'un remède, qui s'apparenterait à une ingérence étrangère, en un domaine aussi délicat, trop souvent pratiquée sous d'autres latitudes, serait pire que le mal.

2. RÉFORME AGRAIRE ET CHÔMAGE RURAL

La presque totalité des pays en voie de développement subit un chômage rural mal déguisé qui peut, dans les zones à fort peuplement, atteindre une extension mal évaluée. Comme le définit René Dumont (1935) : « Les secteurs à meilleure maîtrise de l'eau, pratiquant deux récoltes par an, fournissent un peu moins de deux cents jours de travail et les zones à une seule récolte à peine cent jours par an ». En Egypte, où les paysans sont employés moins de cent soixante jours par an, apparaît un surplus de population rurale qui semble ne pouvoir être employé utilement que dans un secteur industriel en expansion, quand il n'est pas entièrement à créer. L'infériorité des agricultures traditionnelles tient à cette association d'un chômage rural et masqué, mais incontestable, et d'une faible productivité du travail agricole résultant de conditions qui sont à la fois techniques et sociales.*

La réforme agraire, promulguée par la révolution en 1952, est venue suppléer au problème de la baisse de la production agricole et du chômage rural. Plus de 565 000 feddans ont été distribués et 1 200 000 d'individus en ont

* Indications et bibliographie, UNO, 1953, « The Determinants and consequences of population trends », New york.

bénéficié en Egypte. Toutes ces nombreuses personnes qui ne possédaient pas de terres et travaillaient comme ouvriers agricoles à certaines époques de l'année seulement, sont devenues, à présent, petits propriétaires. La réforme admet la propriété privée de la terre, mais dans les limites qui excluent tout accaparement féodal. Selon l'esprit qui préside à son organisation, les véritables solutions au problème de l'agriculture impliquent l'existence de la propriété privée, son extension au plus grand nombre possible et sa consolidation par le système coopératif agricole, à tous les échelons de la production sans exception. La tâche de ce dernier consiste à fournir un matériel agricole moderne au fellah (paysan), à l'assister dans l'opération de financement qui le protège et le libère des usuriers et des intermédiaires, qui s'emparent des revenus de son travail, ainsi que dans l'opération de commercialisation de ses produits afin qu'il en tire un profit équitable.

En outre, selon la Charte révolutionnaire de 1962, la bataille de la production et du développement doit se livrer dans des directions définies :

1. L'extension du plan agricole, conçu pour accélérer le développement de la productivité.

2. La chimie moderne, par les engrais, les insecticides et les nouvelles mesures, révolutionne l'agriculture et ses procédés.

3. L'agro-industrie procure de nouveaux emplois.

Cependant, la Charte souligne que l'industrie n'est pas en mesure d'absorber tout l'excédent de la main-d'œuvre agricole. C'est pourquoi le problème ouvrier doit être partiellement réglé sur le plan rural. Le développement de la production agricole est à même de permettre l'investissement d'un potentiel humain organisé, capable d'apporter à son tour un changement révolutionnaire et décisif

dans le mode de vie rural. De même, les syndicats des ouvriers agricoles auront pour rôle de mobiliser les efforts de millions d'êtres dont les énergies ont été étouffées par le chômage et la passivité. « Ces forces constituent les éléments d'une nouvelle vie rurale et sont capables de devenir un facteur de civilisation qui rapprocherait le niveau de vie du village de celui de la ville ».

Néanmoins, un développement de la production rurale aurait tout juste subvenu aux besoins des nouvelles naissances, sans relever le niveau de vie de la population ou procurer du travail aux chômeurs. Il fallait donc doubler le revenu national. Pour ce faire, des investissements colossaux étaient indispensables. Vu la carence de ressources économiques, l'Etat s'est acheminé vers l'industrialisation. Des emprunts acquis aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest ont servi à la construction d'usines, pour favoriser une production locale susceptible d'accroître le revenu national et de permettre le remboursement de crédits à intérêts modérés. Dans cette perspective, ont été construites des usines de fer, d'acier et de ciment à Hélouan, de filatures et de soie à Mehalla Al-Kobra, des usines pétrolières et pétrochimiques à Alexandrie et à Suez, l'usine d'automobiles Nasr, des usines de câbles, de tuyaux et d'avions, ainsi que les usines militaires d'armes légères et enfin la Centrale électrique du Caire-Sud. De même, ont été encouragées les pratiques d'élevage pour l'approvisionnement en viande, beurre et fromage.

Or, outre l'augmentation de la population, la production agricole et le niveau de vie ont accusé une grande baisse vers le milieu des années soixante-dix. Nombre de citoyens ont dû supprimer de leur consommation quotidienne beaucoup de produits alimentaires essentiels, d'où une sous-alimentation générale et une dépendance de l'extérieur en matière de nourriture.

A / OUVERTURE ET MARCHÉ

Comme nous avons pu l'appréhender dans le film *Sur qui tire-t-on* (1975), une politique d'ouverture sur les capitaux étrangers et sur l'extérieur, décidée par le régime, s'est mise en place, en s'appuyant sur une idéologie libérale, avec l'instauration d'un processus de démantèlement à long terme du secteur public - chargé de la gestion d'une économie nationale planifiée, de tendance socialiste - dont certaines entreprises étouffaient sous la bureaucratie et l'irresponsabilité de leurs dirigeants, et accusaient un déficit budgétaire considérable. Cependant, cette stratégie a freiné la productivité, et les investissements se faisaient trop attendre ou se concentraient, inversement, sur des projets d'import-export comportant peu de risques et à rentabilité sûre et immédiate.

D'autre part, l'importance de l'industrie dans le produit intérieur n'a pas changé. « En 1975, le produit national brut par habitant n'est que de 120 livres égyptiennes par an, écrit P. Mirel. Or, le plan de reconstruction pour 1974-1975 est un échec. La consommation publique dépasse les prévisions de 13,4 %, mais celles de l'emploi et des exportations sont loin d'être atteintes. Le système de distribution publique s'effondre alors que le commerce privé, basé sur l'importation, est en pleine expansion. La pénurie est grave. Le gouvernement n'évite la révolte qu'en augmentant le salaire minimum de 30 % et en abaissant le prix de quelques produits de base. Expédient coûteux : la dette civile de l'Egypte atteint 7 milliards de dollars » (1982, p. 117).

Est prophétique de cette dégradation, qui a succédé à ses réformes, le discours de Nasser à Port Saïd, le 23 décembre 1964* : « Si aujourd'hui, je ne construis pas d'usines et que j'importe tous les articles de luxe, même du salami de la France — lequel diffère de celui du Saïd —, qu'adviendra-t-il alors ? Il y aura

* Balta (P.) et Rulleau (C.), op. cit., p. 170.

des gens qui mangeront et vivront et d'autres ne trouveront pas de travail. Cela est-il dans l'intérêt du peuple ou dans celui du système socialiste pour lequel nous avons opté ? (...) Lorsque nous édifions une usine, cela signifie l'embauche de 500 ouvriers, l'amélioration du niveau de vie de 500 familles d'ouvriers et de ceux qui vivent dans leur milieu.»

Pour pallier au gouffre du budget et acquérir des ressources, le régime de Sadate s'en remet à l'extérieur. La dépendance de l'Egypte s'en trouvera accentuée de ce fait, sans que les causes structurelles de la crise soient traitées. En janvier 1977, lorsque le gouvernement décide, sur les conseils du Fonds monétaire international, de supprimer les subventions accordées à certains produits de consommation, il provoque des émeutes qui déstabilisent le pays par les mêmes revendications : l'abrogation de l'augmentation des prix et la démocratie. La rue est un peu le pouls de l'Egypte. Que l'injustice soit trop criante et surtout que le pain vienne à manquer et le peuple peut se soulever dans des explosions de violence. Les 79 morts rappelleront longtemps au gouvernement que l'on ne saurait toucher aux subventions avant que le pouvoir d'achat n'ait été accru pour résister aux véritables hausses de prix. Comment les pauvres, et ils sont légion, se nourriraient-ils, sans ce système de subventions qui consiste pour l'Etat à financer la différence entre le prix de revient élevé d'un produit et son prix de vente sur le marché à très bas niveau ?

Inventé dans les années cinquante pour faciliter l'achat du sucre, de la farine et du pétrole domestique, le système de subventions n'était pas alors encombrant pour le budget : 9 millions de livres égyptiennes en 1960, et 20 millions en 1970. Mais, progressivement étendu à une douzaine de produits, dont beaucoup sont importés, il subit de plein fouet, à partir de 1973, la double hausse des prix alimentaires et de la consommation. Depuis trente ans, le prix du pain est

ainsi resté fixé à une piastre[*]. Véritable défi aux lois économiques, ce système profite non seulement aux plus pauvres mais à l'ensemble des consommateurs quels que soient leurs revenus. Et sans, pour autant, empêcher la hausse des prix alimentaires, qui était de 25 % en moyenne entre 1973 et 1975.

B / ÉROSION DE LA SUPERFICIE CULTIVABLE DE LA TERRE

Ce phénomène mérite attention. En 1960, la superficie cultivée était de 0,20 feddan par habitant. En 1975, elle n'était plus que de 0,12 feddan. Chaque année 25 000 feddans de terre agricole disparaissent en routes, logements et constructions diverses. Une population sans cesse plus importante doit donc vivre sur un espace étroit, et se nourrir de récoltes limitées. En 1937, la production céréalière était de 230 kg par habitant. Quarante ans plus tard, on tentant avec difficulté de la faire remonter à 200 kg. Malgré les progrès agricoles, l'Egypte est entrée ainsi dans le cycle tragique de la dépendance alimentaire caractéristique des pays en voie de développement. Entre 1975 et 1977, un quart de l'aide américaine à l'Egypte a été constitué de blé.

Outre l'accroissement de sa dépendance, le pouvoir d'achat du coton longue fibre de l'Egypte — elle assure 40 % de la production mondiale — a brusquement chuté sur les marchés internationaux. Alors que le pays pouvait importer 21 tonnes de blé en 1960 en vendant 1 tonne de coton, il n'en obtenait plus que 9,4 tonnes quinze ans plus tard. Sa balance agricole ne pouvait que s'effondrer : au lendemain de la Guerre d'octobre, le taux de couverture de ses importations agricoles n'était que de 81 % contre 177 % en 1972. En 1977, il était tombé à 53 %.

---

[*] Une livre égyptienne équivaut à 100 piastres.

Blé ou coton, nourrir ou exporter : le gouvernement a décidé de diminuer la superficie consacrée au coton — 1,5 million de feddans en 1972 contre 1,9 million au moment de la révolution de 1952. Abandon de terres et diminution des rendements agricoles : ces conséquences ont également porté atteinte aux grands programmes nassériens de conquête du désert. Des 912 000 feddans bonifiés depuis la révolution de juillet, seuls 616 000 sont encore cultivés, dont 60 % avec un seul intérieur au seuil de rentabilité.

Par ailleurs, les trois grandes réformes agraires de 1952, 1961 et 1969, en ramenant les propriétés individuelles et familiales respectivement à 50 et 100 feddans, ont supprimé la classe des grands propriétaires. Mais elles n'ont pas pour autant apporté de solution au problème des paysans sans terre : 60 % des familles paysannes étaient dans cette situation avant la révolution de juillet. Vingt ans plus tard, c'est encore la moitié d'entre elles qui doit louer sa force de travail, le plus souvent pour des emplois saisonniers. Or, il n'y a que 6 millions de feddans cultivables pour 4 millions de foyers ruraux. Aujourd'hui, encore 94,5 % des propriétaires ont moins de 5 feddans, soit 57,1 % de la superficie totale, alors que 5,5 % possèdent 42,9 % de la terre (Mirel, 1982, p. 1.3). D'où l'émergence d'une classe néo-féodale et la déception paysanne vis-à-vis des réalisations révolutionnaires.

C / POULAILLERS OU INDUSTRIE

Dans chaque grande ville, le Président Sadate coupait des rubans pour des projets d'élevage, où les intérêts d'Osman Ahmad Osman, ministre de la Reconstruction, semblaient se confondre entièrement avec l'intérêt général ! Dans le secteur des biens de consommation, les profits sont élevés, la rentabilité immédiate, et chacun reconnaît que les véritables investissements, générateurs d'emplois,

utilisateurs de technologie et aux effets considérables et multiples, se font toujours attendre.

Pourtant, que de technologie et de capitaux requiert l'industrie égyptienne ! Selon l'étude du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient consacrée à cette industrie : « Datant, pour l'essentiel, des années soixante, elle ne représente encore que 25 % du PNB et sa diversification est toujours limitée : 30 % à l'alimentation, 30 % aux textiles, 12 % à la chimie, 7 % à la métallurgie et 10 % à l'industrie mécanique. Essentiellement productrice de biens intermédiaires et de consommation, elle importe toujours la plus grande part des biens d'équipement. Structurellement faible, elle dépend étroitement de l'extérieur et subit de plein fouet la concurrence étrangère et l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée, accentuée par l'ouverture » (1979).

Est illustratif de cette concurrence irrationnelle, cet exemple : en 1978, pendant que des matières plastiques pour l'emballage étaient stockées, 1 250 000 sacs en plastique pour l'engrais ont été importés parce que leur prix était inférieur de 75 % au prix égyptien.

Par ailleurs, une série de lois promulguées dès 1971 a favorisé : la liquidation des biens sous séquestre appartenant à des féodaux du régime monarchique antécédent à la révolution de juillet — la mesure de séquestre a été prise par la réforme agraire pour supprimer la classe des grands propriétaires —, la distribution des terres de l'Etat et, enfin, la libéralisation de la tarification sur le marché des produits agricoles. Outre la réduction de la superficie consacrée au coton, ces mesures ont entraîné la conversion des producteurs agricoles aux cultures de fruits et de légumes rentables et l'émergence d'une classe néo-féodale libérale, composée d'anciens féodaux et de capitalistes agraires dont les intérêts sont liés à ceux du marché.

3. LA RÉSURGENCE DU MYTHE DU FÉODAL

Dans le contexte ici défini, il n'est pas étonnant de voir réapparaître le mythe du féodal qui se penche sur le sort de la pauvre paysanne, travaillant dans son domaine, et s'éprend d'elle. Jeanne Alexan écrit à propos du film étudié ici : « Le cinéma égyptien a renoué avec ses anciens films, évoquant la relation noble qui lie le seigneur à la paysanne, la bonté du féodal réprimandant son gérant qui opprime une paysanne malade, et ce, sans jamais poser de questions sur le domaine qu'il possède ou sur l'exploitation qu'il exerce sur tous ces paysans, lesquels ne trouvent pas de quoi nourrir leurs familles » (1982, p. 102). Qu'il soit « méchant » ou inversement « bon et paternaliste », nous dirons que le modèle du féodal, que présente le mythe actualisé par le film, répond à des enjeux spécifiques. Les valeurs, qu'elles soient marquées positivement ou négativement, communiquent entre elles relativement, dans la mesure où elles ne diffèrent que par degrés de plus ou de moins : promotion par le mariage de « l'alliance des classes sociales » et consolidation des intérêts. Le comportement reconnu comme « bon » du féodal dans le film est secrètement animé par une volonté de domination qui, avec une insoutenable évidence, s'exprime dans ses pratiques. De plus, ce mythe apparaît dans le cinéma au moment où le pouvoir du régime est déstabilisé et confronté à une crise sociale et politique importante. Ce qui traduit l'existence d'une tentative de domination de la part de la nouvelle classe féodale.

Bibliographie

Abdel Al (Ahmad), 1977, « *Lapinisme galopant* », *Al-Cinéma Al-Arabiyah*, n° de janvier.

Alexan (Jeanne), 1982, « *Lapinisme galopant* », revue *Cinéma dans le Monde Arabe*, n° 51, mars.

Al-Salamouni (Sami), 1977, « Les lapins, le porteur d'eau et l'appartement », magazine *Al-Kawakeb*, 20 décembre.

Al-Tohami (Baher), 1977, « L'espace dramatique entre la faim et *Le lapinisme galopant* », magazine *Octobre*, 25 décembre.

Balta (Paul) et Rulleau (Claudine), 1982, *La vision nassérienne*, Paris, Sindbad.

Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient, 1979, « Industrie et politiques industrielles en Egypte », Beyrouth.

Dumont (René), 1955, « Les paysans », numéro spécial de la revue *Esprit*, 6 juin.

Mirel (Pierre), 1982, *L'Egypte des ruptures*, Paris, Sindbad.

Saleh (Ahmad), 1977, « Le Bey Mahmoud a choisi Cendrillon parmi les paysans », quotidien *Al-Akhbar*, 1er novembre.

CHAPITRE IX

L'ENQUÊTE SE POURSUIT
SUBVERSION ET HÉGÉMONIE IMPÉRIALISTE

L'enquête se poursuit (1979), réalisé par Ashraf Fahmi, prolonge la vision critique de la corruption prédominante dans la société et la transpose dans un cadre familial où se croisent des dispositions, des pratiques et leurs significations symboliques. Celles-ci traduisent indirectement une stratégie politico-économique impérialiste, qui commande et détermine l'orientation de l'ouverture économique sur l'extérieur, entreprise par le système politique à partir du milieu des années soixante-dix. Ce film se distingue des précédents par le fait qu'il nous permet d'appréhender cette stratégie.

Les critiques insistent sur l'aspect général des conflits individuels et l'antagonisme que provoque l'opposition entre les modèles de réussite déterminés par les rationalités de productivité ou de richesse. « C'est l'histoire de l'innocence et de l'exemplarité, écrit le critique Rafik Al-Saban, contrastant avec notre société confrontée à l'opportunisme, au leurre et à la corruption. Le protagoniste, qui est enseignant, croit en des principes qui font défaut dans un contexte où la seule ' eur appréciée est celle de l'argent » (Al-Saban, 1980). « Deux types d'attitudes prédominants dans notre société, souligne Samir Farid, sont reproduits dans le film ; l'attitude qui considère que toute action est légitime tant que la finalité qui la détermine est l'accumulation de l'argent. Et, à l'opposé, l'attitude qui privilégie le gain légitime produit d'un travail socialement productif » (Farid, 1980). L'importance de l'œuvre réside dans le réalisme avec lequel elle transcrit « des

pratiques nouvelles, existant dans notre société, écrit Khayreya Al-Bishlaoui, qui contrastent avec les pratiques habituelles, et sont produites de la conjoncture économique et sociale qui a transformé les valeurs préexistantes » (Al-Bishlaoui, 1980).

Le film est adapté d'après un roman portant le même titre de l'écrivain Ihssan Abdel Quodous, tiré d'un fait divers publié il y a quelques années dans les journaux qui a provoqué beaucoup de controverses et a suscité l'intérêt de la presse et de l'opinion publique : un couple d'émigrés égyptiens en Italie a été impliqué dans le meurtre de l'amant de l'épouse, un riche millionnaire. Le procès a comporté beaucoup d'ambiguïté, les indices de culpabilité y faisaient défaut et la justice italienne a prononcé l'acquittement du couple au bénéfice du doute (Hosn Chah, 1979). L'interaction du cinéma et de la presse - passant par le roman - apparaît ainsi évidente et suggère la volonté de transcrire des rapports sociaux importés ou greffés dans la société par la nouvelle politique économique. Le film a été, par ailleurs, lauréat du premier prix du Festival de cinéma d'Alexandrie et ses interprètes ont été primés par l'Association égyptienne des auteurs et critiques de cinéma.

Résumé de l'action

Hussein est un enseignant qui mène une vie modeste et s'attache aux principes du devoir et de l'honnêteté. Son épouse Zeinab refuse cette situation et ambitionne une vie plus aisée. Medhat, l'ami de Hussein, rentre d'Europe après avoir amassé une fortune et travaille comme représentant d'une entreprise multinationale. La comparaison s'installe entre les deux. Le conflit s'aggrave dans le foyer de Hussein. Medhat met au point une stratégie pour ravir à ce dernier à la fois son épouse, disposée à trahir par ambition, et sa sœur Mervat, qui a les mêmes

conceptions et qualités que lui. L'évolution des affaires de Medhat le conduit à privilégier Mervat qui l'assiste dans ses activités. Par conséquent, la situation se renverse et Zeinab conçoit un plan pour se venger de Medhat et se débarrasser de son mari.

Analyse

Une séquence pré-générique ouvre le film où on voit une femme descendre d'un taxi en face d'un immeuble. Elle est vêtue en noir. Une plongée la montre montant un escalier, suggérant l'émergence du fond d'un abîme. La couleur noire de sa tenue et cet angle de vue renvoient à un déclin psychologique ou de situation. Elle ouvre un appartement et y pénètre. Un panoramique présente l'entrée de celui-ci. Un mobilier modeste y est disposé. Une table moyenne occupe le centre. Sur la nappe tachée sont disposés un cendrier rempli de mégots, des livres dispersés, des verres vides ; l'ensemble dénote un désordre. Un homme habillé en survêtement apparaît. Un gros plan montre son visage fatigué, surpris de l'arrivée de la femme. « Pourquoi es-tu venue ? Lui demande-t-il. - Je retourne à ma maison. Tu oublies que nous sommes toujours mariés ! Dit-elle. - Il t'a abandonnée, n'est-ce pas ? Tu pensais qu'il allait t'épouser, ironise-t-il. - Il l'aurait fait si tu m'avais accordé le divorce », réplique-t-elle. - Un homme n'épouse pas une femme traîtresse, même si elle a trahi pour lui », dit-il. Il met l'accent ainsi sur son défaut caractériel. Sa présence l'irrite et il lui demande de repartir. Elle le rejoint à la salle de bains où il est allé se laver et lui demande de tuer son amant. « Si j'avais l'intention de tuer quelqu'un, c'est toi que tuerais, réplique-t-il. - Si tu savais qui il est et qui il va épouser, je suis certaine que tu le tuerais. » Il refuse de connaître l'identité de son amant et repousse ses insinuations. Il tire le rideau de couleur rouge de sa baignoire, geste qui signifie qu'il marque une frontière entre eux.

Cette introduction présente une situation explosive qui donne l'atmosphère générale du film. Un couple est en conflit à cause d'une relation extra-conjugale de la femme. L'amant de celle-ci est apparemment quelqu'un de l'entourage proche du couple. Déçue par sa liaison avec son amant dont on ignore l'identité, la femme réintègre son foyer pour proposer à son mari de le tuer. L'aboutissement d'une action est ainsi présenté au début sans qu'on en connaisse les mobiles et les déterminations. Cette inversion signifie que le film procède d'une structure d'enquête non policière mais psychosociologique.

Un gros plan du signal d'alarme d'une voiture de police se superpose à cette séquence et ouvre le générique, suggérant une mise en garde contre un danger social, une menace. L'image se scinde en deux plans superposés : le gros plan du signal d'alarme et un plan rapproché du couple du début où on voit le mari essayant d'étrangler sa femme. Les titres du générique défilent sur fond de plans extraits de séquences où des personnages associés aux membres du couple ou isolés discutent et s'agitent avec véhémence. L'ambiance du conflit est ainsi évidente. Le générique s'achève sur le plan moyen d'une voiture de police circulant dans la rue. Son signal d'alarme est allumé.

À ce plan succède une plongée qui présente un bus sur une piste d'aéroport. Une femme fait un signe du haut de la terrasse d'une salle d'accueil à un couple de passagers qui descend du bus. On découvre que c'est le couple du début du film.

La femme accompagne le couple qui rentre à son domicile en taxi. Dans l'appartement, elle interroge le mari sur les raisons de ce retour soudain : « Vous deviez rester trois ans au moins dans le pays où tu devais travailler, Hussein, et vous êtes rentrés avant la fin de la première année. Que s'est-il passé ? Explique-moi, Zeinab », demande-t-elle à l'épouse de ce dernier. Celle-ci lui apprend qu'elle

était enfermée par son frère Hussein dans leur appartement. Hussein souligne que les conditions climatiques étaient difficiles à supporter et qu'il en avait averti Zeinab avant leur émigration. On comprend qu'il s'agit d'un pays arabe pétrolier du Golfe. L'émigration des Égyptiens dans cette région où les rémunérations sont nettement supérieures a été un phénomène qui a marqué les années soixante-dix et a été encouragée par le gouvernement parce qu'elle était une source de devises. C'était un des facteurs déterminants dans la hausse du taux de croissance du produit national par « l'afflux des virements effectués par les émigrés égyptiens travaillant à l'étranger, écrit Galal Amine, qui se sont élevés à un montant de 2,9 billions de dollars en 1980 » (1982, p.112).

Zeinab rejette l'argument de Hussein et l'accuse d'être responsable de leurs difficultés matérielles, ses ressources modestes les ayant obligés à émigrer. Elle se retire en colère. La sœur de Hussein essaye d'apaiser le conflit. « Ne t'en préoccupe pas, Mervat, lui dit Hussein, rien ne lui plaît. » Il offre un cadeau à sa sœur et lui demande des nouvelles de ses études à la faculté. Celle-ci le remercie avec tendresse. Elle incarne l'élément affectif qui contrebalance l'opposition du couple à dominante économique.

Un gros plan montre une cloche qui sonne. On voit la cour d'une école ; des élèves se dirigent vers la porte de sortie, la journée scolaire étant finie. Hussein, des livres dans la main, croise un homme dans un couloir qui lui annonce que quelqu'un l'attend dans son bureau. La profession de Hussein est ainsi indiquée : enseignant dans une école du système public d'enseignement, où les rémunérations correspondent aux ressources économiques modestes de l'Etat. Il pénètre dans son bureau et y découvre un ami de longue date qui avait émigré en Europe. « L'Europe, Medhat ! » S'exclame Hussein. La morphologie de Medhat est le stéréotype de l'étranger. Ses traits, une chevelure de couleur châtain, des yeux clairs, contrastent avec ceux de Hussein : brun, les yeux forcés, typiques des

citoyens du pays. Leurs morphologies se caractérisent ainsi par la symétrie étranger/ national. Hussein invite Medhat à s'asseoir. Le plan s'élargit et on voit en arrière-plan des certificats encadrés et accrochés au mur attestant le succès de Hussein dans sa carrière professionnelle d'intérêt collectif. Medhat apprend à Hussein que dès son retour d'Europe il a voulu s'enquérir de sa situation : « J'ai voulu savoir ce que le temps a fait de toi. Je me suis rendu à ton ancienne adresse et on m'a appris que tu avais changé de domicile. Alors je suis venu te voir ici. - Je me suis marié, dit Hussein, et j'ai déménagé. Et toi, Medhat, tu t'es marié ? - Non, j'évite les tribulations de ce fardeau », réplique Medhat, jetant le discrédit sur l'institution du mariage. Il demande à Hussein des nouvelles de sa sœur Mervat et apprend qu'elle est en dernière année à la faculté des Beaux-Arts et qu'elle est plus brillante dans ses études que lui. Hussein l'invite à déjeuner chez lui.

L'arrivée de Hussein et Medhat dans la voiture de ce dernier est montrée par une plongée à partir du regard de Zeinab qui les observe de la terrasse de son appartement. Son regard admiratif reste fixé sur la voiture spacieuse de Medhat, signe de sa richesse.

Hussein, devant l'appartement, demande à Medhat de se cacher pour surprendre Mervat. Il ouvre la porte et trouve Zeinab qui lui demande à qui appartient la voiture qui l'a ramené. Son intérêt pour les signes extérieurs de richesse est évident. Hussein appelle Mervat : « J'ai une surprise pour toi. » Medhat s'introduit dans l'appartement. « Hello ! » lance-t-il à Mervat, une expression qui indique qu'il a vécu dans un pays anglo-saxon. Medhat note qu'elle a changé et qu'elle a embelli. « Et toi, tu as remarquablement changé, lui dit Mervat. Tu as plus de classe, maintenant. - Tu veux dire qu'avant j'étais déclassé ! S'exclame Medhat. De toute façon, je connais ton sens de l'ironie », ajoute-t-il. Mervat rit. « Assez de plaisanteries, dit Hussein. Medhat, je te présente ma femme, Zeinab. » Celui-ci la salue avec retenue. « Votre mari et moi, dit-il à Zeinab, nous sommes des amis

d'enfance. À l'école, il était toujours premier de la classe aux concours de fin d'année. Pour se moquer de moi, il écrivait mon nom au tableau en ajoutant la désignation "élève très distrait et espiègle" pour qu'on m'inflige une correction.»

À la fin du déjeuner, Medhat adresse des compliments sur le repas à Zeinab en soulignant que la gastronomie nationale lui manquait à l'étranger. Mervat l'interroge sur les modalités d'action qui ont déterminé sa réussite apparente. « J'ai fait toutes sortes de besognes à l'étranger, explique-t-il. J'ai émigré après diverses tribulations. J'avais décidé d'amasser une fortune pour compenser mon échec dans le passé. J'étais souvent découragé et je pensais retourner au pays, mais un cauchemar me hantait. C'était toi, Hussein.» Un gros plan montre ce dernier surpris. « Pourquoi ? Demande-t-il. - J'avais peur de rentrer après avoir essuyé un nouvel échec et découvrir que toi, tu avais réussi.» L'introduction de Medhat dans le groupe familial de Hussein couvre deux besoins psychosociaux : la nostalgie du passé, du sentiment d'amitié, et la référence à un symbole de réussite qu'incarne Hussein.

Zeinab discrédite la réussite de Hussein qui ne procède pas d'une aisance économique. Mervat fait dévier la discussion pour enrayer la provocation de Zeinab. Elle demande à Medhat s'il compte retourner à nouveau à l'étranger. Hussein l'informe que ce dernier a loué un bureau dans la rue Kasr El-Nil* dont la caution s'élève à 20 000 livres égyptiennes. Un gros plan montre Zeinab répétant avec étonnement ce chiffre.

Ils passent tous sur la terrasse de l'appartement et s'y installent. Zeinab demeure sous l'effet impressionnant du montant de la caution de location versée par Medhat. « Vous allez sûrement travailler dans un domaine important, dit-elle à ce

* Une grande rue de la capitale, réputée pour sa prééminence sur les deux plans professionnel et commercial.

dernier - J'ai constitué un réseau de relations important à l'étranger et je travaille pour une grande entreprise multinationale qui possède des filiales dans presque tous les pays, explique Medhat - Dans quel secteur d'activités opère cette entreprise ? L'interroge Mervat. - La construction et l'équipement industriel d'immeubles de logement », répond Medhat.

Medhat est chargé par la multinationale dont il représente les intérêts d'ouvrir un bureau à partir duquel celle-ci développera ses activités, c'est-à-dire étendra son empire. Il importe de souligner que les rapports économiques qu'entretiennent les entreprises de ce type avec l'Etat égyptien sont fondés sur le monopole. « Dans le monde capitaliste actuel, écrit l'économiste Ibrahim Al-Issaoui, plusieurs petites entreprises essayent de se grouper afin de former de grandes multinationales, dont le pouvoir dépasse les intérêts des Etats-nations, pour constituer des oligopoles internationaux autogestionnaires. Les thèses économiques actuelles accréditent l'idée que plus le volume d'une entreprise s'agrandit, plus elle délimite, sinon étouffe, le champ de la concurrence. Plus même, l'expansion des monopoles leur confère la possibilité d'imposer leur politique aux petites entreprises. Ils s'attribuent en conséquence le droit de déterminer la tarification des produits, de peser sur les possibilités et les moyens de production et d'orienter la consommation. Ils vont même jusqu'à imposer aux consommateurs un mode de consommation qui garantit la rentabilité de leur production. Pour harmoniser leurs intérêts et déjouer la concurrence, les grandes entreprises multinationales s'entendent sur les conventions qui déterminent et délimitent leurs zones d'intérêts et de domination stratégiques. Ce mode d'organisation des relations entre grandes et petites entreprises, dans les pays capitalistes avancés, ressemble, par certains aspects, à celui qui sert de fondement aux rapports entre ces pays et les pays du Tiers-Monde. Dans les deux cas, les rapports sont commandés par une relation de

dépendance que produisent des conditions historiques et des mécanismes pratiques définis » (Al-Issaoui, 1984, p. 274-275).

Les activités de Medhat s'inscrivent, par conséquent, dans ce système de monopoles. Aussi, peut-on constater qu'à la distinction morphologique de Medhat renvoyant à une identité étrangère s'associent une expression qui situe le pays occidental où il a émigré ; un Etat anglo-saxon, et un mode de production relevant de l'organisation capitaliste des entreprises multinationales.

Il demande à Mervat dans quelle discipline elle suit ses études en faculté de Beaux-Arts. « La décoration, dit-elle. - Bravo ! Réplique Medhat, tu vas pouvoir m'aider. Pourrais-tu décorer mon nouveau bureau ? Lui demande-t-il. - Bien entendu, réplique Hussein, c'est une décoratrice de talent. Et je pense qu'elle va obtenir son diplôme de fin d'études brillamment.» Medhat tente de caresser la joue de Mervat. Elle interrompt son geste. Elle incarne une version plus jeune de Hussein, elle possède le sérieux et le succès dans les études. Medhat lui propose de l'emmener en voiture, à la sortie de la faculté le lendemain, à son bureau afin qu'elle puisse y entamer les travaux de décor. Elle accepte « Au fait, dit-il à Hussein, pourquoi ne possèdes-tu pas de voiture ? À ma connaissance, les transports en commun sont très difficiles à prendre de nos jours. - Une voiture ! S'exclame Hussein, je n'en ai pas les moyens. - Tu enseignes l'anglais, n'est-ce pas ? L'interroge Medhat. J'ai appris que les enseignants gagnent actuellement plus que les médecins. Chacun d'eux, poursuit-il, possède un "cabinet d'enseignement" à son domicile et donne des leçons particulières aux élèves qui lui rapportent beaucoup. - Les gens s'appliquent à surmonter la crise, dit Zeinab, alors que nous stagnons. - Je suis enseignant, s'insurge Hussein, et non pas trafiquant de drogues.» Un gros plan montre Medhat riant de la réflexion de Hussein « Tu es toujours le même, Hussein, tu ne changes pas », observe-t-il dans un ton pensif.

Suit un plan moyen de Hussein dans sa chambre. Il discute avec Zeinab au sujet de Medhat « Tu sais, lui dit-il, Medhat était l'élève le moins appliqué de la classe. Il a échoué au bac trois ans de suite.» Le plan s'élargit et on [illegible] Zeinab assise en face d'un miroir. Elle étale une crème sur sa main. Cet angle de [illegible]e, où le miroir lui renvoie le reflet de son visage, suggère son égoïsme. « Lorsque Medhat a passé son bac, poursuit Hussein, ses notes n'étaient pas suffisantes pour s'inscrire à l'université. - L'université n'est pas un critère de réussite, rétorque Zeinab. Ce que gagne Medhat en un seul jour, toi tu le gagnes en un mois.» Elle ouvre un tiroir. Un gros plan en montre le contenu : un revolver. L'apparition de cet objet présage le danger qu'instaure la comparaison entre le pouvoir économique de Medhat et celui de Hussein. Zeinab, surprise, demande à ce dernier pourquoi il le conserve toujours dans le tiroir et lui suggère de le vendre. Hussein proteste, soulignant que son père le lui a légué avant de mourir. Il attache ainsi une valeur sentimentale à la signification symbolique du revolver. « Ton père aurait dû te laisser quelque chose de valable », poursuit Zeinab. Hussein riposte. « Tu aurais dû suivre la même voie que ton ami, lui dit-elle, et nous aurions une meilleure situation.» Hussein invoque que sa classe compte les meilleurs élèves de l'école. Cet argument signifie que la réussite s'associe pour lui au travail d'utilité sociale et d'intérêt collectif que traduit le succès dans les études. Zeinab s'en moque, en revanche. Hussein la renvoie à ses défauts en soulignant sa passion pour l'argent.

Un plan moyen montre Medhat dans sa voiture, devant la faculté de Mervat. Avertie par un coup de klaxon, Mervat abandonne une camarade pour le rejoindre. Pendant leur trajet en voiture, un gros plan montre le visage pensif de Medhat. « Mervat, je pense que Hussein n'est pas heureux dans son ménage, lui dit-il. - Comment le sais-tu ? L'interroge-t-elle. - Sa femme et lui s'opposent sur plusieurs points de vue », répond-il. Mervat l'informe que le couple Zeinab-Hussein est marié depuis cinq ans, et qu'il n'a pas d'enfants parce qu'apparemment

il n'en veut pas. Les préoccupations de Medhat dénotent sa volonté de s'enquérir de la situation de Hussein qui constitue pour lui une référence.

Au bureau de Medhat, Mervat admire la particularité des lieux non encore aménagés. Des ouvriers y font des travaux. Cadrés de part et d'autre des deux angles d'une échelle, Medhat et Mervat discutent au sujet du bureau. « Comment l'as-tu trouvé ? L'interroge-t-elle. - Avec de l'argent, répond-il. Avec ce moyen tu peux tout trouver. C'est une idée que tu approuves ou tu suis l'opinion de ton frère ? L'interroge-t-il. - Si tout le monde pouvait être comme Hussein », réplique-t-elle. Elle manifeste ainsi son adhésion aux valeurs que privilégie ce dernier. Medhat appuie son pied contre une marche de l'échelle qui suggère son ascension sociale. Il apprend à Mervat qu'il va traiter avec des hommes d'affaires très importants et que le décor de son bureau doit leur inspirer confiance. Il attache ainsi de l'importance à l'apparence. Mervat lui propose de lui montrer les couleurs des matériaux dont elle se servira avant d'entamer les travaux. Il lui affirme qu'il a confiance en son goût. Elle repousse son compliment en faisant allusion au rôle de séducteur qu'il affecte de jouer et qu'elle connaît. Il l'assure, en revanche, de sa sincérité. Avant qu'elle se retire, il lui demande d'avertir Hussein de sa visite le lendemain dans l'après-midi.

On note dans ces dernières séquences que Medhat n'a pas de famille ou de proches, ses déplacements aussi bien que ses fréquentations depuis son retour de l'étranger se concentrent sur Hussein et son groupe familial. Parallèlement, il prépare la voie pour le lancement et l'inauguration de son projet d'entreprise.

Un plan rapproché montre Zeinab en face du miroir de sa chambre. Elle ajuste sa coiffure. Elle entend la sonnerie à la porte. Un gros plan montre son visage rayonnant de joie : Medhat arrive. Elle se précipite pour ouvrir la porte de l'appartement. Medhat, chargé de boîtes de confiserie, pénètre dans l'appartement.

Zeinab apprécie ces présents. Elle lui annonce que Hussein ne tardera pas à rentrer. Ils s'installent sur la terrasse. Un champ contre-champ montre l'intérêt qu'ils se manifestent mutuellement. Mervat apparaît et annonce à Medhat qu'elle prépare le dîner. Ce dernier se moque de son initiative en plaisantant. Elle retourne à la cuisine. Medhat apprécie la beauté de Zeinab : « Je ne savais pas que Hussein avait autant de goût », lui dit-il. Remarque qui recèle une entreprise de séduction. Zeinab, à son tour, fait l'éloge de son goût vestimentaire. « Tu devrais apprendre à ton ami Hussein à mieux s'habiller. - Hussein disait toujours que l'intérieur compte plus que l'apparence », réplique Medhat. Zeinab insiste sur l'importance de soigner l'apparence et met l'accent sur les dissensions entre elle et son mari dues à leurs divergences de pensée. Medhat saisit l'occasion pour faire part à Zeinab d'un projet d'emploi qu'il tentera de proposer à Hussein. Ce dernier arrive et les rejoint sur la terrasse. Medhat note la tenue distinguée de Hussein et lui en fait l'éloge. Celui-ci lui annonce qu'il a reçu une distinction : une promotion dans l'enseignement. Zeinab lui demande si cette promotion entraîne une augmentation de sa rémunération. Hussein l'informe que c'est une promotion de prestige et non financière. Elle se met en colère. Hussein apprend à Medhat que ses élèves ont organisé une fête pour célébrer sa promotion et lui ont offert un cadeau. Cette fête a ressuscité en lui les souvenirs de ses succès antérieurs. Il tend une boîte contenant le cadeau à Medhat. Celui-ci y découvre un stylo. Il le saisit et l'observe fixement. Un gros plan montre son visage pensif. Il se remémore des scènes de son enfance.

Dans une séquence de retour en arrière, on voit Medhat enfant en classe. Un professeur le réprimande violemment pour son échec dans un concours de rédaction et lui inflige une punition. Il appelle Hussein, assis sur le même banc que Medhat, et le félicite pour ses bonnes notes et son application. Il lui conseille également d'éviter la fréquentation d'un élève aussi médiocre que Medhat. Une autre séquence de souvenir suit, où on voit ce dernier subir les gifles de son père

qui lui reproche son échec à l'école tous les ans en invoquant la réussite de Hussein dans ses études.

Réapparaît la séquence du présent. Un plan rapproché montre Medhat qui caresse sa joue comme pour effacer l'effet douloureux des gifles, qui lui rappellent son échec dans le passé. « Un stylo, c'est tout, dit-il à Hussein, et alors ? - Ce n'est pas le stylo en tant qu'objet qui compte, objecte Hussein, c'est la valeur symbolique qu'il incarne, c'est une chose inouïe que d'être reconnu et apprécié comme un homme qui réussit sa carrière professionnelle.- La réussite, rétorque Medhat, signifie l'argent.» Il tend le stylo à Hussein. Ce dernier lui reproche de parler le même langage que Zeinab et de cultiver une passion pour l'argent. Medhat affirme que c'est un langage d'actualité et lui propose un emploi dans l'entreprise qu'il doit gérer pour le compte de la multinationale.

Le « non » proféré par Hussein dans un cri de protestation ouvre la séquence se déroulant dans la salle de séjour où a lieu le dîner. Il refuse de collaborer à un travail qui ne correspond pas à ses qualifications professionnelles. Medhat lui affirme qu'il s'agit d'un poste de confiance qui ne requiert pas de qualification. Hussein s'obstine à refuser en soulignant que sa profession est l'enseignement. Sa vocation est pédagogique et non commerciale. La discussion s'exacerbe. Zeinab intervient pour appuyer la proposition de Medhat, et Mervat prend la défense de Hussein. Celui-ci met l'accent sur les suggestions de Medhat spécifiques d'une idéologie prédominante dans la société, rationalisant la course à l'accumulation du capital, et décide d'interrompre la discussion. Medhat discrédite l'attitude de Hussein pour délimiter son autonomie et détruire sa résistance à son propre projet. Sa stratégie consiste à le démoraliser en le renvoyant à ses responsabilités et obligations financières vis-à-vis de sa famille. Il lui propose le double de son salaire comme rémunération. Mais Hussein résiste à cette tentation. Medhat poursuit sa stratégie en sélectionnant parmi les valeurs auxquelles adhère

Hussein celle qui correspond le mieux à ses intérêts : le sens du devoir et de la responsabilité. « Hussein, tu dois abandonner tes idéaux qui ne sont plus valables de nos jours, lui suggère-t-il, et penser à ta famille. Tu es adulte et tu as des responsabilités vis-à-vis de celle-ci. Ta femme et moi voulons ton bien. Il est de ton intérêt de penser à ton avenir, de construire ta vie et de saisir l'occasion que je te propose. Les occasions ne se renouvellent pas.» Ces arguments traduisent le mécanisme stratégique qu'utilise Medhat, et qui dissimule l'enjeu véritable de son offre d'emploi : la déstabilisation du mode de production d'intérêt collectif de Hussein au profit de ses projets d'entreprise d'intérêt privé. D'une part, par le rapprochement de ses idées de celles de Zeinab, qui cultive une passion pour l'argent, Medhat ravive la discorde dans le couple due à la carence de ressources. D'autre part, il se présente comme le détenteur du monopole de la solution économique en faisant une offre d'emploi à Hussein. En revanche, ce dernier maintient sa résistance : « Je ne suis pas prêt à me vendre, à faire n'importe quel métier pour gagner de l'argent », affirme-t-il.

L'hypothèse d'un conflit latent d'intérêts entre Medhat et Hussein, du fait que ce dernier incarne pour le premier une référence liée aux principes de réussite, insérés dans le tissu idéologique socialiste du travail d'utilité sociale et d'intérêt collectif, et constitue, par conséquent, une source de concurrence objective, opposée aux intérêts et à l'initiative privés de fondement capitaliste de Medhat, nous conduit à réfléchir sur la réalité de cet antagonisme en se reportant à la tradition marxiste. « On peut considérer avec la tradition marxiste, écrit Philippe Braud, qu'il existe des intérêts objectifs conditionnés par la situation occupée dans la société (position de classe) et même inhérents à cette situation. Indépendamment du niveau de prise de conscience des intéressés, le seul fait d'avoir une place différente dans le processus de division du travail fait exister cet antagonisme objectif. Cette analyse, qui se fonde sur une conception préétablie - et extérieure

aux intéressés - de ce que doivent être leurs intérêts, renvoie nécessairement à une éthique, à la fois nécessaire et nécessairement relative. À la limite, elle tend à opposer, dans une perspective idéaliste, des essences (intérêts en soi des classes) aux intérêts concrets tels qu'ils résultent des processus dynamiques d'adaptation/ résistance des sujets aux contraintes de leur environnement » (Braud, 1985, p. 341).

Par ailleurs, Zeinab, disposée à privilégier la valeur de l'argent, est amenée sous l'influence de Medhat à incorporer les instruments de réorganisation économique de son ménage. Une querelle s'engage entre Hussein et celle-ci, dans leur chambre, où elle applique le processus de discrimination entrepris par Medhat, fondé sur les responsabilités financières. Elle emprunte à Hussein sa notion du travail, dont la finalité n'est pas l'argent, pour le renvoyer à son égoïsme. « Moi, je ne vends pas mon âme, moi je ne fais pas ceci, ironise-t-elle en le paraphrasant. Medhat a-t-il commis une erreur en te proposant un emploi ? » L'interroge-t-elle. Sur le plan esthétique, sa volonté de l'accuser d'égoïsme est transcrite par un plan moyen où on la voit tenant ouvert le battant d'une armoire encadrant une glace qui reflète l'image de Hussein. « Je suis content de ma situation actuelle, réplique-t-il. - Mais, moi, je n'en suis pas satisfaite », rétorque-t-elle. Elle justifie son insatisfaction en invoquant l'exemple de ses amies qui vivent dans l'aisance, et notamment sa sœur dont le mari dispose de moyens qui leur garantissent un niveau de vie nettement supérieur. « Ils habitent une villa, argumente-t-elle, possèdent une voiture et ont deux domestiques. De plus, ils mènent une vie tellement identique à celle que mènent les notables de ce pays que tu n'oses pas leur rendre visite parce que tu as honte de toi-même. - Non, parce que je les méprise », rectifie Hussein. Zeinab referme le battant de l'armoire avec brutalité au mot « méprise ». Geste signifiant qu'une vérité brusque s'impose, mettant fin à la stigmatisation de la conduite de Hussein. « Le mari de ta sœur Gamalat est un simple petit fonctionnaire

dont le salaire est à peine modeste, précise Hussein. Peux-tu m'expliquer par quel moyen il dispose d'autant d'argent, lui permettant d'assurer à ta sœur un niveau de vie aussi élevé ? » L'interroge-t-il. Il met l'accent sur la vérité que Zeinab occulte dans son argumentation : les gains illicites par la corruption et la transgression des lois. Zeinab invoque de nouveau l'emploi proposé par Medhat que Hussein rejette pour préserver son autonomie et son amour-propre. Elle se sert du principe d'intérêt mutuel pour déjouer l'orgueil de Hussein, suggérant que Medhat a davantage besoin d'un homme de confiance comme lui qu'eux-mêmes ont besoin de son argent. Mais il maintient sa résistance à ses suggestions. Elle achève la discussion en renforçant son accusation de manquer au devoir d'accroître leurs ressources.

Parallèlement au conflit en voie de radicalisation dans le ménage de Hussein, dont l'enjeu est économique, s'organise l'évolution progressive du projet d'entreprise de Medhat. Cette disposition de conjonctures dans l'organisation du récit suggère la latence d'un antagonisme d'intérêts et d'une mécanique du tragique.

Medhat apprécie les travaux de décoration que dirige Mervat dans son bureau. Elle lui confirme l'achèvement des travaux à la date fixée et l'invite à voir la pièce lui servant de bureau privé. Un plan large nous révèle son aménagement raffiné. Medhat reconnaît le talent de Mervat. « Je suis convaincu, maintenant, de ta créativité, lui dit-il. Tu es le contraire de ton frère qui parle plus qu'il ne produit. » Mervat conteste cette remarque, lui reprochant sa tendance à se mêler des affaires de Hussein. Medhat, assis à son bureau, fait un demi-tour avec son siège. Un plan rapproché le cadre de profil. « Je considère Hussein comme mon frère », se justifie-t-il. Ce cadrage combiné à ses propos suggère l'ambiguïté de ses intentions. « Il est satisfait de sa situation, réplique Mervat - Sa femme ne l'est pas, objecte Medhat. - Peu importe, riposte Mervat. Elle ne le mérite pas. » Medhat lui demande la raison pour laquelle Hussein a épousé Zeinab et apprend qu'il l'aime et qu'il a

consenti à sacrifier la terre qu'il a héritée de son père pour pouvoir la loger dans leur appartement actuel. Il est évident ainsi qu'une polarité passion/ profit préside à l'alliance de Hussein avec Zeinab. Cependant, il convient de noter l'omniprésence de la référence à Hussein dans les discussions engagées par Medhat qui contribue à accréditer la thèse d'un antagonisme d'intérêts latent entre les deux personnages.

Zeinab reçoit dans son appartement la propriétaire d'un immeuble voisin qui lui demande d'intervenir auprès de Hussein pour qu'il donne des leçons particulières à son fils. Celui-ci envisage d'obtenir de bons résultats au baccalauréat. Zeinab informe Hussein, qui lit un journal dans sa chambre, de la présence de cette dame, sans toutefois lui révéler l'enjeu de sa visite. Elle lui recommande seulement d'être coopératif vis-à-vis d'elle. Le téléphone sonne et Zeinab prend l'appel. C'est sa mère. Hussein reconduit la dame à la porte de l'appartement. Celle-ci paraît satisfaite. Zeinab interrompt sa conversation avec sa mère et se précipite vers Hussein pour connaître le résultat de la rencontre. Ce dernier lui annonce qu'il a consenti à la demande de la dame pour lui faire plaisir. Elle manifeste sa joie en le serrant dans ses bras. C'est l'unique geste, significatif d'une entente, qui les unit depuis le début du récit. La constance du conflit qui les oppose étant sous-tendue par la carence matérielle. Zeinab encourage Hussein dans son initiative de toucher un gain légitime de ses propres efforts. À sa surprise, il lui déclare qu'il donnera ces leçons particulières à titre gratuit. Elle lui reproche d'avoir refusé un gain que lui propose la propriétaire dont le patrimoine personnel compte nombre de biens immeubles. Sous l'emprise de la colère, Zeinab décide d'abandonner le foyer. Hussein tente de la retenir, en vain. Le conflit s'aggrave dans le ménage après cette offre de ressources supplémentaires, qui succède à l'offre d'emploi proposée par Medhat, et que rejette Hussein. D'autant que les revendications économiques de Zeinab mettent en cause davantage l'autonomie de

ce dernier et le renvoient aux insuffisances liées à sa position dans la hiérarchie sociale.

Medhat et Mervat arrivent en voiture. Medhat observe Zeinab qui transporte une valise au bout de la rue. Mervat interprète cela en faisant allusion au nouveau clivage, survenu dans le ménage. Elle se rend à l'appartement en compagnie de Medhat. Un plan rapproché montre Hussein assis seul à l'entrée, le dos opposé à la porte. Son visage est triste et il fume une cigarette. Cet angle de vue renforce l'idée de sa solitude après la séparation du couple. Medhat remarque le chagrin de Hussein et Mervat lui demande la raison de sa dispute avec Zeinab. « Une raison banale, comme d'habitude, explique-t-il. - Les leçons particulières, toujours ? » L'interroge Mervat. Il répond par l'affirmative. Medhat souligne que ce n'est pas un motif suffisant de rupture. Il se montre rassurant et demande à Mervat de ramener Zeinab à la maison. Hussein intervient pour éviter à sa sœur le désagrément auquel elle s'expose. Medhat lui propose alors sa médiation pour réconcilier le couple. Hussein y consent.

Medhat se rend au domicile des parents de Zeinab. La mère l'accueille, apprend son identité et l'objet de sa visite et l'installe au salon. Un autre homme s'y trouve. Un plan rapproché montre un dispositif de chauffe-eau de table dont se sert ce dernier pour préparer un café. Ils font connaissance. « Medhat Séliman », se présente celui-ci. « Nafeh Nafeh Al-Mehaleb, contrôleur », se présente l'autre à son tour. Medhat répète son nom avec étonnement. « Al-Mehaleb ! S'exclame-t-il. - Oui, affirme Nafeh, je contrôle tout ce qui rentre et sort.» Sa profession de contrôleur aux douanes est ainsi définie. Il convient de noter ici une utilisation évidente des noms qui suggère, d'une part, la position caractéristique de chacun de ces deux personnages, située par rapport aux relations économiques et structurelles existant dans la société, et d'autre part, les stratégies qui les individualisent. « Séliman » est dérivé de « selm » qui signifie en arabe « paix ». L'attribution de

ce nom à Medhat, dont le projet d'entreprise sert les intérêts d'une multinationale, indique que l'instauration par celle-ci d'un rapport économique, déterminé par son mode de production capitaliste, avec l'économie égyptienne s'inscrit dans la politique économique de type impérialiste adoptée par les Etats-Unis d'Amérique *vis à-vis* de l'Etat égyptien à partir de juin 1974, sous l'égide du Président Nixon. Politique qui consiste à consolider et à promouvoir leurs intérêts stratégiques et économiques et ceux des pays capitalistes occidentaux au Moyen-Orient en posant comme condition à la coopération et à l'aide américaines la résolution du conflit israélo-égyptien par un processus de paix, ainsi que l'attestent les thèses des économistes Fuad Mursi (1984) et Galal Amine (1982).

Quant au nom « Al-Mehaleb » signifiant « celui qui raffle », il renvoie à la disposition à l'obtention de gains illicites par la transgression de la réglementation qui caractérise de nombreux fonctionnaires de l'administration douanière. Par ailleurs, la disposition à la vénalité et à l'acquisition de traitements non officiels est un phénomène comportemental, prédominant dans les appareils d'administration publique, qui a accusé une expansion remarquable après l'application de la politique d'ouverture économique à partir de 1974. « La politique d'ouverture, écrit l'économiste Ibrahim Al-Issaoui, qui a entraîné la dépendance du marché international, et des Etats-Unis d'Amérique en particulier, l'expansion non réglementée des activités du secteur privé à l'intérieur du pays et la baisse du niveau de vie des fonctionnaires ont provoqué l'extension de la corruption à tous les secteurs d'activité économique et la réduction de la capacité de l'Etat à contrôler l'application des lois. Par voie de conséquence, de nouveaux mécanismes de corruption, incorporant les fameux moyens de prélèvement de traitements non officiels, de médiation, d'abus de pouvoir, de concussion, de fraude, d'escroquerie, de chantage et de falsification, etc., se sont ajoutés aux mécanismes traditionnels de gestion de l'économie » (Al-Issaoui, 1984, p. 244).

Lors de la discussion engagée entre Medhat et Nafeh, ce dernier lui offre un café qu'il repousse pour son goût étrange. Par les allusions de Nafeh, Medhat comprend qu'il y a mis de la drogue. Ce travers, relevant d'une consommation prohibée, conjuguée à la pratique de la corruption, discrédite davantage l'image de Nafeh. La mère de Zeinab annonce son arrivée et suggère à Nafeh de partir en lui demandant de s'occuper du dédouanement d'appareils pour équiper un salon de coiffure, qu'elle envisage d'ouvrir, expédiés par son fils émigré en Allemagne. Zeinab arrive et Nafeh se retire. Le projet de salon de coiffure de sa mère et les pratiques illégitimes de son beau-frère Nafeh dont la finalité est l'accumulation de capitaux, indiquent les prétentions capitalistes de la petite bourgeoisie à laquelle elle appartient et dont elle emprunte son mode de pensée. Medhat lui reproche d'avoir abandonné son foyer. La mère dénigre la vie qu'offre Hussein à sa fille en invoquant l'exemple de Nafeh et l'aisance qu'il assure à sa seconde fille. Zeinab, perturbée par l'évocation de son divage avec Hussein, interrompt la discussion. Medhat lui propose de sortir pour en discuter sérieusement et sa mère approuve.

Un plan rapproché montre Zeinab et Medhat assis dans un café luxueux et spacieux. Zeinab apprécie cet espace qui contraste avec l'espace de réduction de ses ambitions et de son aspiration à un niveau de vie élevé que représente son foyer. « C'est la première fois que je viens dans un endroit pareil, dit-elle à Medhat. Depuis mon mariage, mes sorties sont rares. Et Hussein ne m'emmène visiter que les monuments historiques et les musées.» Medhat rit en se moquant de ce dernier. Zeinab lui apprend qu'après son mariage elle a découvert que Hussein n'était pas l'homme qui lui fallait et qu'elle a essayé de le changer en vain. « Quel type d'hommes te fallait-il ? » L'interroge Medhat. Elle hésite quelque peu, puis répond : « Un type totalement opposé à celui de Hussein.» Un champ contre-champ reproduit un échange de regards significatif entre les deux. Ensuite, un gros plan

montre le regard complice de Medhat. Il a compris le sens de la suggestion de Zeinab : le type d'hommes qui lui faut c'est bien lui

Suit un gros plan d'une main qui referme un cahier de devoirs qu'utilisent les étudiants auquel se juxtapose un plan rapproché de Hussein appuyant sa tête contre sa main en signe de fatigue. Mervat, vêtue d'une robe du soir, le rejoint et lui recommande de ne pas veiller pour pouvoir travailler le lendemain. Il affirme qu'il a perdu sommeil. L'absence de Zeinab le perturbe. Mervat lui conseille de lire un texte du livre sacré, le Coran, et le conduit à sa chambre. Ils expriment la nostalgie de leur passé, leur enfance, leur vie simple dans la maison modeste de leurs parents, où régnaient la sécurité et la sérénité, contrastant avec leur situation actuelle traversée par les troubles. « Parfois, je sens que je n'ai plus le courage de continuer, dit Hussein à Mervat. J'ai envie de réagir, mais je ne sais pas quoi faire.» Il remarque qu'il est tard et conclut : Medhat ne va pas pouvoir ramener Zeinab.

Il convient de noter dans ces deux dernières séquences que le bilan négatif de sa vie conjugale établi par Zeinab est contrebalancé par l'évaluation également négative qu'accomplissent Hussein et sa sœur de leur présent traversé par des conflits produits de l'insécurité économique prédominante. L'évolution des événements jusqu'à ce stade problématique préfigure à la fois un changement et un renversement de la situation.

Un plan moyen montre Zeinab et Medhat dans la voiture de celui-ci. Elle le remercie pour l'agréable soirée qu'ils ont passée et souligne que c'est cette qualité de vie qu'elle ambitionne. Medhat lui affirme qu'il se tient à sa disposition. Elle sort de la voiture et regagne le domicile de ses parents. Un plan rapproché montre Medhat qui l'observe d'un air complice avant de démarrer.

Un plan rapproché montre Zeinab dans sa chambre. Son visage est rayonnant de joie et son regard est rêveur. Sa mère arrive. « Rassure-moi, tout s'est bien passé ? Lui demande-t-elle. Oui, affirme Zeinab. - Suis mon conseil, ma fille, ajoute sa mère, c'est un homme comme Medhat qu'il te faut.» La mère encourage donc sa fille à entreprendre une liaison avec Medhat. S'il est évident, comme nous l'avons souligné précédemment, que le milieu de Zeinab est gouverné par les ambitions capitalistes caractéristiques de la petite bourgeoisie, il est non moins évident que la mère, censée incarner l'institution familiale régulatrice des comportements, manque totalement d'éthique. La socialisation du pourrissement par la corruption et de la passion pour la richesse ainsi que le manque d'éthique dans le milieu de Zeinab la rendent perméable à toute tentation susceptible de lui réaliser ses rêves d'ascension sociale.

Medhat, sensible aux dispositions de Zeinab, l'intègre dans sa stratégie visant à briser la résistance de Hussein à la coopération à son projet d'entreprise de structure économique et à l'adhésion aux valeurs de profit et d'accumulation de capital, qu'il essaye de rationaliser.

Un gros plan montre la cloche qui sonne de l'école où enseigne Hussein. Ce plan a pour contrepoint la métaphore de la mise en alerte. Hussein rejoint Medhat qui l'attend dans sa voiture, à la sortie de l'école. « Qu'as-tu fait ? Lui demande-t-il. - J'ai essayé de raisonner Zeinab, répond Medhat, mais elle est obstinée, elle ne veut pas retourner à son foyer. Il faut la comprendre, Hussein, elle veut vivre comme les autres femmes - Qu'est ce que je dois faire. Voler par exemple ? S'insurge Hussein. - Non, essaye d'agir comme les autres, réplique Medhat. Les femmes sont comme ça, il faut tâcher de satisfaire leurs attentes à tout prix. De mon côté, poursuit-il, je vais essayer encore une fois de la réconcilier avec toi. » Medhat se sert des revendications de Zeinab pour injecter en Hussein le doute de lui-même, la perte de la confiance dans les valeurs pour lesquelles il résiste et qui

structurent son action. Il l'accuse d'être responsable des récriminations et de l'insatisfaction de sa femme afin de le contraindre à l'impuissance et à l'inefficacité dans sa fonction à l'égard de la société et vis-à-vis des intérêts collectifs. D'après les sciences psychosociales, l'homme qui se sent coupable perd en même temps son efficacité et le sens de son combat.

Par ailleurs, Medhat poursuit sa stratégie de déstabilisation de la résistance de Hussein en intensifiant les revendications d'ascension sociale et les besoins de Zeinab. Un plan rapproché le montre au domicile des parents de celle-ci exhibant une robe de soirée élégante qu'il lui offre. Il offre également un bijou en or à la mère qui l'apprécie et reconnaît le style raffiné de la robe de Zeinab. Medhat propose à celle-ci de la mettre pour passer la soirée à l'extérieur. Il fait ainsi étalage de sa générosité et de son aisance pour remporter l'adhésion de la mère et s'approprier Zeinab. Son but est de dissocier le couple et de briser le rempart groupal, qui confère à Hussein la sécurité socio-affective et l'autonomie qui consolident sa résistance vis-à-vis de ses projets d'intérêt privé.

Un plan large montre des couples de danseurs dans la salle d'un club de nuit. Zeinab et Medhat sont assis à une table. Ce dernier l'invite à danser, mais elle avoue ne pas connaître les pas de danse. Il lui propose alors de les lui apprendre. Un plan rapproché les montre sur la piste de danse. « Détends-toi, lui dit Medhat, et laisse-moi diriger tes mouvements.» Il note la souplesse de ses gestes et lui demande de se rapprocher davantage. Elle y consent. La danse est un élément qui met fin à l'ordre préexistant à leurs rapports et aux normes morales qui les conditionnent.

Pendant leur trajet de retour en voiture, Zeinab appuie sa tête contre l'épaule de Medhat. « Tu sais, lui dit-elle, je regrette tout le passé - Mais Hussein t'aime. - Je t'en prie ! Ne gâche pas cette belle soirée, l'implore-t-elle. - Pourquoi

l'as-tu donc épousé ? Lui demande-t-il. - Je ne sais pas, réplique-t-elle. - Il a dû sûrement te tenter avec ses diplômes qui attestaient sa réussite brillante dans ses études naguère », observe Medhat. La discussion procède du même principe de dissociation que nous avons noté dans la séquence précédente : à l'intensification des revendications de Zeinab s'ajoute l'introduction en elle de sentiments négatifs tels que le ressentiment, le regret et la déception de son alliance avec son époux. D'autant plus, la dévalorisation de la réussite de Hussein, non objectivée selon Medhat par une aisance économique, laisse transparaître le conflit d'intérêts qui sous-tend leurs rapports.

Par ailleurs, l'action de dissociation qui s'inscrit dans la stratégie de déstabilisation de la résistance de Hussein recoupe un processus de manipulation. L'intervention de Medhat dans le conflit opposant les membres du couple conduit Zeinab, à son insu, à situer son intérêt ailleurs que là où elle le plaçait avant son intervention. Peu importe que le résultat de la manipulation soit ou non conforme aux intérêts réels de Zeinab. « Le premier élément constitutif de cette relation particulière d'influence, explique Philippe Braud, est l'ignorance du manipulé vis-à-vis de l'action du manipulateur qui l'a amené à faire ce qu'autrement il n'aurait pas fait (...). La manipulation est, en réalité, la seule forme d'influence à laquelle on ne peut explicitement résister » (Braud, 1985, p. 353). En effet, faute pour le manipulé de savoir identifier les intentions du manipulateur, il lui est impossible de rejeter son intervention.

Les effets de cette manipulation se confirment dans la séquence qui suit. Un plan moyen montre Medhat assis à son bureau, en train de discuter au téléphone. Son interlocuteur est Hussein qui lui demande des nouvelles de sa médiation auprès de Zeinab. Celle-ci pénètre dans le bureau à ce moment. Medhat lui fait un signe de ne pas parler. Il affirme à Hussein que Zeinab refuse obstinément de réintégrer son foyer et qu'il poursuit ses tentatives pour les

réconcilier. À la fin de la discussion, Medhat s'adresse à Zeinab . « Hussein va devenir fou à cause de toi, lui dit-il. Tu ne veux pas faire un effort ? - Veux-tu que je m'en aille ? Rétorque-t-elle. - Non, tu m'as beaucoup manqué », réplique-t-il. Elle pense qu'il la repousse, mais il l'assure de son affection. « J'étais bien lorsque je suis arrivée, dit-elle. Maintenant, je ne le suis plus.» Elle accentue ainsi son rejet de l'évocation de son clivage avec Hussein. Medhat lui sert un verre de whisky pour la détendre. Un ouvrier s'introduit dans le bureau pour lui annoncer son départ. Il lui recommande de reprendre les travaux tôt le lendemain pour achever l'aménagement des autres locaux. Zeinab admire le style raffiné de l'aménagement du bureau. Medhat met l'accent sur l'efficacité et le talent de Mervat et lui demande pourquoi elle n'a pas décoré leur appartement. Elle explique que la décoration requiert des moyens financiers. Par ce renvoi à l'insuffisance de ressources, Medhat renforce la divergence d'intérêts du couple. Il informe Zeinab qu'avant son arrivée il s'apprêtait à prendre du repos en s'allongeant sur un canapé latéral. « Tu te reposes ici ? L'interroge-t-elle en se dirigeant vers le canapé où il est assis. - Oui, affirme-t-il. Mervat n'a pas oublié les éléments nécessaires à mon confort.» Zeinab manifeste sa jalousie de Mervat. Medhat la rassure, affirmant sa préférence pour elle. Il l'embrasse et elle s'abandonne à ses caresses. Ensuite, ils se livrent à une relation sexuelle. Un plan rapproché montre Zeinab allongée sur le canapé, les épaules dévoilées, et Medhat assis à ses côtés, torse nu. « Je vais demander le divorce, dit-elle. - Pourquoi ? L'interroge Medhat. - Tu me demandes encore pourquoi ! S'exclame-t-elle. - Tu dois regagner ton foyer, et pas plus tard que maintenant », dit-il dans un ton ferme.

Il est possible, à présent, de définir les objectifs qui commandent la stratégie de déstabilisation, au principe de l'action de Medhat vis-à-vis de Hussein, et qui sont au nombre de trois : l'intensification des revendications d'ascension sociale de Zeinab, l'injection en Hussein du doute de lui-même et de la perte de la

confiance dans les valeurs pour lesquelles il se bat et dans l'efficacité de son action d'utilité sociale, et enfin l'accentuation et la dramatisation de la discorde par le pourrissement moral de Zeinab.

Après leur scène d'intimité, Medhat ramène Zeinab à son foyer. Mervat les accueille et annonce à Hussein le retour de Zeinab. Un plan moyen montre ce dernier donnant des leçons particulières à des étudiants. Il interrompt les leçons, et les étudiants partent. Il se précipite vers Zeinab, lui manifestant sa joie. Celle-ci regagne sa chambre. « Qu'en penses-tu ? Demande Medhat à Hussein. - Je savais que tu es un chic type répond Hussein, et que je pouvais compter sur toi.» Medhat lui recommande de rejoindre sa femme dans la chambre. Hussein s'exécute. Après son départ, Medhat, seul, répète : « Cours, Hussein, cours.» Il tourne ainsi en dérision l'élan de Hussein dont il manipule la vie personnelle en s'appropriant les faveurs de son épouse.

Dans leur chambre, Hussein reproche tendrement à Zeinab sa longue absence. « Je t'ai réservé une surprise qui va te faire plaisir », lui dit-il. Il saisit une boîte dans l'armoire dont il extrait une grosse somme d'argent qu'il donne à Zeinab. Il lui suggère de s'en servir pour satisfaire ses besoins. « J'étais idiot, dit Hussein. Je ne pensais pas que les leçons particulières pourraient me rapporter autant de rendements.» Ses propos traduisent son abandon de la réticence vis-à-vis de la valeur rationalisant la course à l'accumulation du capital, qui permet l'accès aux biens matériels et à la richesse. Il convient d'évoquer que Medhat assure la promotion pratique de cette valeur qui cadre avec ses propres intérêts. Cependant, Zeinab demeure sous l'emprise de sa liaison avec Medhat. Un gros plan montre son visage triste et l'expression du regret qui se dégage de son regard. Elle demande à Hussein si Medhat est parti. Il lui apprend qu'il est en compagnie de Mervat sur la terrasse et lui avoue qu'il souhaiterait qu'il épouse celle-ci. Ce vœu suggère que Medhat, dynamique et décidé, a pu non seulement manipuler et s'approprier

Zeinab, mais aussi devenir le représentant légitime des intérêts du groupe par son intervention dans son conflit.

Mervat et Medhat, assis sur la terrasse, discutent. « Ce que fait Hussein, à présent, dit Medhat, est ce qu'il devait faire depuis longtemps. Je suis certain qu'il commence à changer. - Tu fais allusion aux leçons particulières ? Réplique Mervat, je suis sûre qu'il agit ainsi pour satisfaire Zeinab. - Tu désapprouves son action ? L'interroge Medhat. - Je m'oppose à toute personne qui modifie son attitude par une action qu'elle désapprouve dans l'unique objectif de gagner de l'argent. L'argent est un moyen, poursuit-elle, et non une fin.» Medhat, embarrassé, se retire et lui demande de passer le lendemain à son bureau pour lui présenter les échantillons des matériaux qu'elle utilisera pour les rideaux.

Sans finalité sociale ou morale, Medhat n'a d'autre but que sa conservation. Il est sa propre fin et ne reconnaît d'autre souci que le développement de son projet d'entreprise. Par ailleurs, à la série de polarités qui caractérise son antagonisme avec Hussein : étranger/ national, action d'intérêt privé/ action d'intérêt collectif, que nous avons soulignée précédemment, s'ajoute le rapport extérieur/ intérieur. En réalité, Medhat, qui entretient un rapport de l'extérieur avec le groupe de Hussein, parvient à réorganiser à la fois économiquement et socialement la vie à l'intérieur du groupe. Par son intercession, qui revêt la forme d'une aide à la restauration de l'harmonie dans celui-ci, il obtient la neutralisation des valeurs de Hussein par l'intensification de l'anarchie et des besoins égocentriques de Zeinab. L'exercice d'un pouvoir direct par Medhat sur Hussein n'aboutit pas nécessairement à ce que celui-ci s'aligne sur le vouloir ou se conforme aux attentes de Medhat ; simplement Hussein est conduit à faire autre chose que ce qu'il aurait fait sans l'intervention de Medhat ; d'où son initiative de donner des leçons particulières. Ici s'articule la problématique des « effets pervers », c'est-à-dire des conséquences non attendues de la mise en œuvre effective d'une relation de

pouvoir. On peut considérer, dans cette perspective, que le conflit d'intérêts entre deux structures économiques entretenant des rapports socio-économiques avec la société -- la structure socialiste, soucieuse de la gestion des intérêts collectifs et nationaux, et la structure capitaliste, qui n'a d'autre finalité que l'accumulation du capital --, que reproduisent respectivement dans leur action vis-à-vis de la société Hussein et Medhat, n'accède pas à la conscience de Hussein.

Steven Lukes, cheminant à la rencontre des théories gramsciennes de l'hégémonie, a souligné fortement combien l'exercice le plus effectif et le plus insidieux du pouvoir consiste précisément à empêcher que le conflit d'intérêts non seulement puisse se concrétiser, mais, bien plus encore, puisse même accéder à la conscience des assujettis. « N'est-ce pas la forme suprême de la relation de pouvoir, s'interroge-t-il, que de réussir à modeler les attentes ou les désirs des individus de telle sorte qu'il n'y ait plus de conflit du tout mais, au contraire, un "consensus" fabriqué, dirait Bourdieu, par "violence symbolique" ? » (Lukes, 1982, p. 24). Imposé à travers le processus de socialisation, ce consensus néantise l'antagonisme d'intérêts (réels) au profit de représentations sociales qui accréditent la promotion de la notion que la société, dans un contexte déterminé, valorise le plus : l'accumulation du capital.

Par ailleurs, selon la logique du rapport extérieur/ intérieur, le pourrissement moral de Zeinab ne peut aboutir qu'à la détérioration de la vie du couple. Un plan rapproché montre Zeinab et Hussein dans le lit. Celui-ci tente de lui faire l'amour. Un plan de retour en arrière se superpose et reproduit l'acte sexuel unissant Zeinab et Medhat au bureau. Elle repousse par la suite les caresses de son mari. Sa remémoration de cette intimité avec Medhat suggère qu'elle est enfermée dans son rêve d'ascension sociale que ne peut satisfaire que ce dernier, eu égard à ses moyens économiques importants, et qu'elle est prête à sacrifier son foyer réducteur de cette aspiration.

Le lendemain, elle appelle Medhat à son bureau. « Oui, ma chérie, lui dit-il, tu m'as beaucoup manqué. - Tu ne peux pas imaginer combien j'ai souffert cette nuit, dit-elle. Et par ta faute. Je passe te voir au bureau.» La porte sonne au bureau de Medhat. Un plan moyen le montre se précipitant pour ouvrir. Il met un gilet en hâte sur sa chemise en désordre. Par l'oeilleton, il aperçoit Mervat. Il retourne rapidement à son bureau et fait signe à Zeinab, allongée dans une position érotique sur le canapé, de se cacher. Elle se réfugie dans la salle de bains. Mervat note la perturbation de Medhat. « Tu étais couché ? » Lui demande-t-elle. Il répond par l'affirmative. Elle lui présente les échantillons des tissus de rideaux. Il en sélectionne un. Mervat se dirige vers la salle de bains pour y prendre les mesures des rideaux, mais Medhat l'en empêche, arguant qu'il a une chose à lui fournir. Il la conduit à son bureau et lui remet une enveloppe d'argent, qu'il saisit dans un tiroir. Elle refuse d'être rémunérée pour ses services et lui affirme que la décoration du bureau est un cadeau d'amitié. Ensuite, elle part. Un plan rapproché montre Medhat appuyant sa tête contre la porte de sortie. Ce plan indique en contrepoint qu'il est indigné de sa conduite vis-à-vis de l'attitude noble et de l'action désintéressée de Mervat. Zeinab le rejoint et remarque son bouleversement. Elle lui recommande de prendre un local ailleurs pour qu'ils puissent s'y rencontrer. Il y consent. Il convient de noter ici que le bureau de Medhat, structure économique au service des intérêts d'une multinationale, associant un domaine commun et un local privé, constitue une sorte de reprise enchassée de l'opposition extérieur/ intérieur qui caractérise, dans la disposition d'ensemble, les rapports de Medhat avec le groupe familial de Hussein.

Un plan rapproché montre Mervat apercevant son nom inscrit en tête d'une liste d'étudiants sur un tableau. Elle rejoint Medhat qui l'attend à la sortie de la faculté. « Quelle mention as-tu eu ? Lui demande-t-il. - Excellent », répond-elle. Il la félicite pour sa brillante réussite à l'examen de fin d'études et lui propose de

travailler avec lui. « Pourquoi insistes-tu pour que je travaille avec toi ? L'interroge Mervat. - Parce que je ne veux pas travailler avec n'importe qui », répond-il. Il tourne le dos à Mervat. Un contrechamp le cadre, suggérant son isolement et sa solitude. Il parle comme s'il monologuait. « Pourquoi ne voulez-vous pas m'aider ? Demande-t-il, associant l'attitude de Mervat à celle de Hussein. Je vous aime et j'ai confiance en vous. À mon retour de l'Europe, je n'ai pas cherché à reprendre contact avec mes parents, je suis venu vous retrouver en premier lieu. - Nous ne nous éloignons pas de toi, Medhat, réplique Mervat. Seulement ta façon de penser me dérange un peu.» Elle suggère ainsi sa disposition à la quête effrénée du capital et du profit. « Je suis prêt à changer, dit-il, à devenir un autre. - Pourquoi ? Lui demande Mervat. - Parce que j'ai besoin de toi », répond-il. Elle accepte son offre d'emploi, mettant l'accent sur son talent de persuader Il importe de noter dans cette séquence le sentiment d'insécurité et d'isolement que ressent Medhat, et sa crainte pour ses projets économiques qu'il tente de protéger en essayant d'harmoniser les intérêts du groupe auquel il est lié d'amitié avec les siens. Faits qui accréditent davantage la thèse d'un antagonisme latent d'intérêts.

Cependant, ami incertain, Medhat devient un réel ennemi et sera le catalyseur du dénouement tragique. Zeinab se rend au nouveau lieu d'habitation de ce dernier : une péniche. Un plan rapproché montre Medhat vêtu d'un pyjama dans une chambre. « Tu dois comprendre qu'il n'y a rien entre Mervat et moi », dit-il. Un contrechamp montre Zeinab en tenue légère, assise sur un lit. « Pourquoi travaille-t-elle avec toi, alors ? L'interroge-t-elle. - Son travail avec moi sert de couverture à notre relation.» Zeinab récuse leur situation marginale. Le diurne et l'enfermé ont été jusqu'ici les unités de temps et d'espace qui caractérisent la relation marginale des deux amants. À cette disposition vient s'ajouter l'espace de la péniche qui suggère l'extériorité, l'étrangeté qu'incarne Medhat par rapport aux intérêts et à l'union du groupe de Hussein. Le téléphone sonne, Medhat répond.

C'est Mervat. Un plan moyen montre celle-ci au bureau de Medhat en compagnie de deux individus. Elle reproche à Medhat son absence et lui rappelle que ceux-ci l'attendent pour conclure une affaire. Il lui affirme qu'il ne tardera pas à arriver. Zeinab lui reproche son empressement de partir. « Mervat t'as manqué, dit-elle, et tu te hâtes de la rejoindre. - C'est du travail, réplique-t-il, et non pas une distraction.» Zeinab explose en colère et exprime le besoin urgent d'entrevoir une solution pour remédier au statut marginal de leur relation. « Peux-tu m'expliquer ce que tu veux ? » Lui demande Medhat.

À cette interrogation se superpose le cri de Zeinab qui profère le mot « divorce » dans un plan rapproché. Le plan s'élargit et on voit Hussein essayant d'apaiser le conflit. Il la conjure d'ajourner la conversation jusqu'au départ des étudiants à qui il donne des leçons particulières. Elle lui avoue qu'elle rejette son foyer transformé en école. Il invoque que cela est dû à sa propre instigation et à son désir d'accumuler du capital. Elle rétorque que son initiative ne l'intéresse plus et qu'elle veut obtenir le divorce pour épouser un autre homme qu'elle aime. Le conflit s'exacerbe et prend une tournure dramatique du fait de cette révélation. Un plan rapproché montre Hussein brutalisant Zeinab. « Qui est cet homme ? Lui demande-t-il en colère. - Ça ne te regarde pas, répond Zeinab. Tu dois m'accorder le divorce, et pas plus tard que maintenant.» Indigné d'avoir dû abandonner ses principes pour satisfaire les revendications de Zeinab et de la trahison de celle-ci, Hussein décide la rupture. Il assaille Zeinab de gifles et la chasse. Une plongée montre celle-ci dévalant l'escalier de l'immeuble « Je te préviens que je ne t'accorderai pas le divorce, lui dit Hussein, et que tu ne reviendras pas ici. Il congédie également les étudiants rassemblés à l'entrée de l'appartement et décide la suspension définitive des leçons particulières. La violence des faits et des événements ordonne la rupture et la restauration des principes d'action obéissant aux rationalités de responsabilité, de dévouement et de mission collective auxquels

adhère Hussein. Elle permet également de distinguer ces rationalités de celles du profit et de la richesse reposant sur l'accumulation du capital, qui commandent les initiatives et les intérêts privés.

Aussi est-il important de souligner que cette séquence traduit la visée centrale du film : préparer l'avènement de l'innomé, du renversement révolutionnaire de l'hégémonie des structures économiques capitalistes qui provoque des déséquilibres préjudiciables à l'ordre de la société et au développement de l'économie nationale. Cet avènement peut avoir lieu selon un double mouvement : déstabilisation de la représentation et de la perception des stratégies économiques capitalistes comme la solution aux problèmes économiques individuels et/ ou collectifs que rationalise la notion commune instaurée par le système politique et, sur les marges de cette vision déstabilisée, emergence du disparate, de la divergence d'intérêts, où le mal et la violence viennent se manifester dans la distorsion.

Nous avons noté antérieurement dans la disposition des péripéties que l'essor des projets d'entreprise de Medhat coincide avec la désagrégation de la situation du couple Hussein-Zeinab. Cette organisation événementuelle se confirme à nouveau. À la suite de l'altercation qui a provoqué la rupture du couple, Medhat célèbre le développement de ses affaires dans une réception réunissant plusieurs personnes. Un plan moyen montre Medhat en compagnie d'un homme d'affaires qui le félicite pour la réussite et l'épanouissement de ses projets. « J'admire ton dynamisme, tes larges perspectives et les résultats que tu as réalisés sur le marché, lui dit-il. - J'ai l'intention d'agrandir mes projets et d'ouvrir des bureaux dans tous les départements du pays, réplique Medhat. - Il faut cependant que tu sois attentif à ton image de marque, à ton apparence, ajoute l'autre. Il est vrai que le mariage n'est pas une affaire plaisante, mais il est important pour des hommes d'affaires comme nous.» Un plan rapproché se superpose à ces paroles, montrant Mervat en tenue

élégante qui circule parmi les invités et veille à leur confort. Un contrechamp isole Medhat qui regarde Mervat d'un air rêveur. Il paraît clair ainsi qu'elle représente pour lui la partenaire idéale, dont les qualités cadrent avec ses projets et ses intérêts. « Le mariage confère à l'homme d'affaires la sécurité et l'équilibre, poursuit l'invité. Avec sa partenaire, il peut être invité à des réceptions, en donner à son tour. Et c'est par ce moyen qu'il peut conclure des affaires.» Un plan rapproché de Mervat se superpose à ces paroles à nouveau, suggérant, en contrepoint, que Medhat projette de s'allier par mariage avec elle. Il la conduit à son domicile en voiture. Pendant le trajet de retour, il reconnaît qu'elle lui a porté chance et qu'il avait raison de lui demander de travailler avec lui. Sa collaboration aboutit au progrès de ses affaires. Mervat lui révèle qu'elle a hésité, au début, à travailler avec lui en raison de sa conduite reprochable dans le passé et son penchant pour la séduction. Il lui confirme qu'il a changé.

Il est évident que contrairement au rapprochement entre Zeinab et Medhat fondé sur la disposition profonde au profit et à la vénalité, le rapprochement entre Medhat et Mervat repose sur une sorte de contrat, tant les deux se définissent fondamentalement en termes d'efficacité. N'en demeure pas moins qu'il convient de mettre l'accent sur l'identité de structure ambigüe de Medhat. Pour développer ses ambitions et bâtir l'empire de bureaux auquel il fait allusion dans sa discussion, il a besoin de détruire l'union du groupe de Hussein. Il a séduit l'épouse de ce dernier et l'a poussé à agir autrement que ce qu'il voulait. Il tente à présent de s'approprier sa sœur. Son étrangeté à l'union du groupe transcrit les rapports qu'entretient la structure économique qu'il représente, l'entreprise multinationale, avec l'Etat, dont les intérêts privés s'opposent aux intérêts collectifs et au développement de l'économie nationale.

De retour à l'appartement, Mervat, accompagnée de Medhat, découvre Hussein assis dans l'obscurité. Elle allume la lumière. Un plan rapproché montre

Hussein confiné dans un fauteuil, le visage triste. « Vous vous êtes disputés encore une fois, Zeinab et toi ? L'interroge Mervat. - Oui, répond-il, mais cette fois je l'ai chassée de la maison et elle n'y retournera plus. - De quoi se plaint-elle encore, ajoute Medhat, tu lui as réalisé ce qu'elle voulait. Les femmes sont vraiment étranges - Elle demande le divorce, réplique Hussein, pour épouser un autre homme qu'elle aime.» Un gros plan montre le visage surpris de Medhat. « Elle t'a dit qui est cet homme ? » Interroge-t-il Hussein. Ce dernier répond par la négative. Mervat discrédite la conduite de Zeinab et invoque sa stérilité pour persuader Hussein de l'abandonner. Celui-ci déclare qu'il n'accordera pas le divorce à Zeinab, non pas par amour, mais pour la contraindre à réformer son comportement, entraver ses projets et ruiner sa vie comme elle a détérioré la sienne. Ces arguments justifient sa détermination à la vengeance. Le désir immodéré d'acquisition et d'accumulation de richesses qui caractérise aussi bien Zeinab que Medhat est le signe annonciateur d'une déchéance en progression dans la société, d'un fourvoiement auquel il importe de remédier avec la dernière énergie.

De retour à la péniche, Medhat y découvre Zeinab. Il lui reproche d'avoir révélé à son mari sa liaison avec un autre homme qui fait empirer la situation. Elle affirme qu'elle procèdera par tous les moyens à l'obtention du divorce.

Nafeh, le beau-frère de Zeinab, rend visite à Hussein. Ce dernier l'accueille et l'installe dans la salle de séjour. - Je me suis rendu à l'école et je l'ai trouvée fermée. Avez-vous supprimé l'enseignement ? Ironise Nafeh. - Non, ce sont les vacances de milieu d'année, répond Hussein - J'ai appris que Zeinab veut divorcer, alors je suis venu », dit Nafeh. Il offre une cigarette à Hussein qu'il repousse, étant averti de ses habitudes de drogué. Nafeh lui suggère de divorcer, arguant que Zeinab appartient à une famille pauvre, tandis que lui mérite de s'allier à une femme riche pour vivre dans l'aisance. Il invoque l'exemple d'un ami de

souche très modeste qui est parvenu à séduire et épouser une propriétaire de biens immeubles. Par cette alliance, il a pu amasser une fortune considérable. Hussein tente d'interrompre Nafeh, mais celui-ci poursuit son entreprise de persuasion. Il propose à Hussein de le marier avec une femme possédant une garderie ou une école privée, vu qu'il est attaché au métier de l'enseignement. Hussein met terme à ses insinuations, annonçant qu'il ne divorcera pas. « Zeinab aime un homme riche et veut l'épouser, lance Nafeh. Si tu ne peux pas satisfaire ses besoins, accorde lui le divorce - Elle connaissait ma situation avant de m'épouser et avait accepté de devenir ma femme, réplique-Hussein. - Les temps ont changé, rétorque Nafeh. Si je vivais uniquement de mon salaire, j'aurais été contraint de divorcer il y a longtemps Sauf que je me débrouille, et l'argent que je gagne de la contrebande et de la fraude des douanes me permet de subvenir aux besoins de mes enfants.» Hussein s'insurge contre son immoralité et l'accuse de corruption. Le désaccord s'installe. Nafeh l'accuse à son tour de faire partie des communistes qui enseignent aux jeunes des idéaux faux et leur inspirent l'esprit de l'anarchie. En dernier ressort, Nafeh propose à Hussein de lui rembourser, à titre d'indemnités, toutes les sommes qu'il a dépensées sur Zeinab pendant leur vie commune. Hussein se met alors en colère et le congédie brutalement. Nafeh l'accuse de nouveau d'adhérer aux idées de gauche. Les contrastes entre ces deux personnages sont ainsi profondément organisés Nafeh se distingue par une disposition à l'action et au gain illicites ainsi qu'à la tentation et la corruption d'autrui par l'argent. Inversement, Hussein a une attitude opposée au manque d'éthique et à la corruption préjudiciables aux intérêts de la société. Il stigmatise la valeur de l'argent qui s'immisce dans les rapports sociaux et les détériore. Son éthique est ainsi associée aux idées de gauche qui s'opposent à l'hégémonie du capital et aux inégalités sociales que provoquent les déséquilibres économiques dus à la mauvaise redistribution des richesses. Par ailleurs, l'établissement d'un obstacle par Hussein : le refus du divorce, annonce le renversement de rôles entre les assujettis

devenus actifs et les détenteurs d'un pouvoir, tant économique que d'influence, condamnés à la déperdition.

Un plan moyen montre Zeinab et Nafeh qui montent avec rapidité un escalier. « Dépêche-toi, lui dit Nafeh, nous devons rejoindre l'avocat.» Ils retrouvent ce dernier à la sortie d'une salle de tribunal. Le verdict est prononcé ? L'interroge Nafeh. - Oui, répond-il, le procès de divorce a été rejeté pour l'insuffisance de motifs.» L'avocat désigne à Nafeh le juge qui sort de la salle. Celui-ci se précipite vers lui, lui présente sa carte professionnelle et lui offre ses services. « Je suis contrôleur aux douanes, dit-il au juge. Je peux vous obtenir l'affranchissement de vos articles de consommation éventuellement retenus par les services douaniers.» Le juge comprend qu'il tente de le corrompre. Il le réprimande violemment et lui jette sa carte avec mépris. Nafeh l'accuse alors d'être communiste. Il paraît ainsi évident que dans les représentations sociales, situées dans le contexte historiquement déterminé des années soixante-dix, les individus qui défendent les principes de la responsabilité envers autrui, de la mission collective et de la probité professionnelle contre les valeurs de la corruption et de la vénalité, adhèrent aux idées de gauche, ainsi que l'illustrent les cas de Hussein et du juge.

Un plan moyen montre Zeinab dans la péniche en compagnie de Medhat qui la confronte à son échec. « Je t'avais prévenu que ton procès de divorce n'aboutira pas, dit-il. - J'en tenterai d'autres, réplique-t-elle dans un ton déterminé. - Je connais Hussein parce que j'ai été élevé avec lui, ajoute-t-il. Il est très obstiné et fait tout pour arriver à ses fins. Il veut te détruire, et il persèvera dans son entreprise.» Zeinab lui propose d'émigrer pour sortir de cette impasse. Medhat lui tourne le dos. Un contrechamp l'isole, suggérant sa réprobation. « Et mon avenir, mes projets en perspective, les affaires que je viens d'entamer dans le pays, que dois-je en faire ? Demande-t-il à Zeinab. As-tu oublié aussi que tu es mariée et que,

selon les lois, tu ne peux pas quitter le pays sans l'autorisation de ton époux ? » Il met l'accent également sur la complication de la conjoncture et sur leur relation marginale qui les contraint à s'enfermer dans la péniche et à se cacher de la société. Zeinab appuie sa tête contre son dos et lui affirme qu'elle l'aime, exprimant sa disposition à tout faire pour le garder. Medhat lui annonce qu'il se rend à Port-Saïd* pour une affaire en compagnie de Mervat et qu'il tentera, lors du voyage, de réfléchir à une solution à cette impasse. L'évocation de Mervat suscite la jalousie et la colère de Zeinab. Medhat riposte contre son emportement. L'événement de l'échec du procès de divorce et la configuration de la péniche réductrice de l'aspiration à la liberté et à la reconnaissance par la société, soulignés par Medhat, marquent une frontière entre les deux amants, présageant la rupture.

Un plan large montre une grue à flèche basculante qui débarque le chargement d'un nav.. plan moyen alterne, montrant Mervat et Medhat sur un quai en face du n.. ne. « Quelles sont les nouvelles ? Demande Medhat. - J'ai comparé le matériel qui vient d'arriver avec ma liste, répond Mervat, et vérifié qu'il est au complet.» Ils se dirigent vers un banc, s'installent et apprécient la vue de la mer. Medhat avoue à Mervat qu'il l'aime, souhaite l'épouser et l'invite à y réfléchir. Il lui affirme également qu'il a changé depuis leur collaboration. Mervat évoque sa tendance à courtiser les femmes. Il l'assure de la sincérité de sa demande en mariage et reconnaît qu'il avait une liaison avec une femme mariée mais qu'il a rompu.

On note dans cette séquence que Medhat importe le matériel industriel dont il se sert pour équiper et aménager des logements. Cela accrédite la dépendance de ses activités d'une structure économico-industrielle étrangère et leur liaison avec le marché international. Les multinationales exportent des produits

* Ville située en bordure du canal de Suez, transformée en zone franche à partir du milieu des années soixante-dix.

industriels de haute qualité et établissent dans le marché intérieur une concurrence redoutable avec l'industrie locale peu développée. Ces structures n'instaurent pas une relation d'échange d'expérience et d'assistance technologique avec cette industrie. Elles limitent, par contre, son amélioration et son évolution par la conquête des demandes en matière d'industrie avancée qui se manifestent dans le marché local.

Sur le plan esthétique, l'étendue de la mer, qui suggère l'ouverture de perspectives, favorise le projet d'alliance de Medhat avec Mervat. Celle-ci est un des éléments moteurs de l'épanouissement de son travail et de ses intérêts. Cette ouverture d'espace contraste, par ailleurs, avec la configuration de la péniche qui renvoie aux contraintes sociales et à l'enfermement.

De retour à la péniche, Medhat y trouve Zeinab. Un gros plan montre sa physionomie altérée. Zeinab s'inquiète de son trouble. Il lui annonce son intention de se marier. « Je me suis fait un nom et une réputation sur le marché et je dois avoir une situation, dit-il. Donc, je dois me marier.» Il informe Zeinab qu'il épousera Mervat et lui recommande de se réconcilier avec Hussein. Son dessein est de maintenir leur liaison même après son mariage. Un gros plan montre le visage de Zeinab surpris par ces suggestions. « Non seulement tu as abîmé mes rapports avec mon époux et détruit mon foyer, dit-elle en colère à Medhat, mais en plus tu me proposes de mener une vie de débauche.» Elle se retire. Il essaye de la retenir, mais elle le repousse en l'insultant. « Que voulais-tu que je fasse, tuer ton mari par exemple ? » Lance Medhat.

L'éthique expansionniste de Medhat commande les principes de son action. Il est prêt à sacrifier tous les rapports et à détruire tous les obstacles qui s'opposent à son propre développement et à l'aboutissement de ses finalités. Sa décision d'épouser Mervat met fin au rêve d'ascension sociale de Zeinab.

Un travelling arrière montre Zeinab qui marche seule dans la rue, la nuit, en pleurant. Cet angle de vue suggère le déclin de ses rêves. Elle se remémore la scène de son altercation avec Medhat dans la péniche qui a entraîné leur rupture. Ensuite celle où Hussein l'a congédiée de leur foyer en lui ordonnant de ne plus y revenir. Elle a épuisé toutes les possibilités pour parvenir à ses fins et essuyé un échec sur tous les plans. Elle est donc obligée de parcourir à l'envers le chemin qui l'a entraînée à sa perte. D'où son retour au foyer que présentait la séquence pré-générique.

Un plan rapproché montre Hussein ouvrant le rideau de la baignoire qu'il avait fermé dans le plan pré-générique pour interrompre la discussion avec Zeinab. Il s'essuie, s'habille, se rase et regagne la salle de séjour. Zeinab s'y trouve. Elle lui révèle qu'elle avait demandé le divorce parce qu'elle avait une liaison avec Medhat. Il conteste le discrédit qu'elle jette sur ce dernier. Elle saisit alors le téléphone et appelle Medhat. « Depuis que je t'ai quitté, je me sens égarée, lui dit-elle. Je ne sais pas quoi faire, il faut que je te voie, maintenant. » Elle invite Hussein à écouter les propos de Medhat. Ce dernier affirme le maintien de leur relation et considère toutefois qu'il est préférable de suspendre leurs rencontres pendant un certain temps pour ne pas éveiller les soupçons. Zeinab achève la conversation. Hussein l'accuse d'être responsable de ce déferlement de tribulations. Sous l'emprise de la colère, il tente de l'étrangler, puis l'abandonne. Il s'assoit pour maîtriser son emportement. Zeinab se ressaisit et lui propose un plan pour tuer Medhat qui a détruit leur vie. Selon ce plan, il doit la surprendre dans une situation d'intimité avec Medhat, lors d'une rencontre dans sa péniche, et le tuer. « Je te laisse méditer sur ce plan, lui dit-elle, et j'attendrai ta décision. » Une plongée montre le couple, suggérant sa désorientation ainsi que la décomposition de la situation. On peut noter dans cette séquence le renversement de la manipulation extérieur/ intérieur : Hussein accède à la prise de conscience de la menace réelle de

l'extérieur qu'incarne Medhat pour son groupe et de l'antagonisme concrétisé de leurs intérêts.

Des plans rapprochés serrés de dos et de face de Hussein alternent, suggérant sa consternation produite des faits révélés par Zeinab et de son plan de meurtre. Mervat arrive et montre à Hussein un bijou que lui a offert Medhat. Un gros plan montre le regard désolé de Hussein. « Est-ce que tu aimes Medhat ? L'interroge-t-il. - Oui, répond-elle, sinon je n'aurais pas accepté sa proposition de fiançailles. - Et lui, t'aime-t-il ? » Mervat saisit son allusion au goût de Medhat pour la séduction et lui assure qu'. a changé totalement. Elle invoque qu'il avait une liaison avec une femme mariée et qu'il y avait renoncé. Un plan rapproché montre Hussein reprenant dans un ton triste et rêveur : « Oui, Medhat a changé, il est devenu un être totalement différent.»

Suit une séquence où on voit Medhat en compagnie de Mervat et du couple Hussein-Zeinab sur la terrasse. Il félicite le couple pour sa réconciliation. « Nous avons découvert, Zeinab et moi, lui dit Hussein, que nous ne pouvons pas nous séparer. Tu nous as rendu service, Medhat, tu es vraiment un ami loyal. Ce genre d'amis est rare de nos jours comme les devises.» Hussein fait référence ainsi à la récession économique qui marque la société et à la course au capital et au profit qui atomise les rapports individuels et/ ou collectifs Medhat, confiant en l'adhésion du groupe, propose de hâter son mariage avec Mervat. « Ne te presse pas, lui dit Hussein. Pour célébrer votre mariage, je voudrais organiser un festin tellement somptueux que les gens en parleront. Et notamment les journaux.» Ces paroles suggèrent le rôle que doit assumer la presse dans la diffusion du scandale des rapports individuels et économiques commandés par les valeurs du capital et du profit, qui sont préjudiciables à l'équilibre de la société et aux intérêts collectifs et nationaux.

D'autre part, le drame de la déstabilisation du groupe s'accentue. Une plongée montre Zeinab et Hussein dans leur lit, renvoyant à la désagrégation du couple. Se tournant le dos, ils sont plongés dans leurs pensées. Brusquement, Hussein se lève. La présence de Zeinab l'irrite. Il envisage de dormir dans la chambre de Mervat. Zeinab l'en empêche. Elle lui rappelle l'échéance de l'exécution du plan de meurtre de Medhat, soulignant que Mervat ne doit pas s'apercevoir de leur véritable mésentente. Un plan moyen les cadre en face des barreaux situés à l'extrémité du lit. Cet angle de vue suggère que leurs destins sont devenus suspendus à l'exécution de ce plan.

Le lendemain, Zeinab téléphone à Medhat. Un plan moyen le cadre de profil au bureau. Il reproche à Zeinab de l'avoir appelé. Elle affirme vouloir le rencontrer pour un motif sérieux. « Je t'attends à la péniche jeudi, à huit heures », lui dit Medhat. Mervat, qui s'apprêtait à pénétrer dans le bureau, l'entend prononcer ces mots. Elle se retire sans qu'il l'aperçoive. Elle prend conscience ainsi de sa duplicité.

À la maison, elle révèle cet incident, en privé, à Hussein. L'identité de la femme que fréquente Medhat lui demeure cependant inconnue. Hussein lui conseille de méditer sur sa relation avec ce dernier et s'assurer de ses sentiments vis-à-vis d'elle avant de l'épouser. Dans leur chambre, Zeinab l'informe qu'elle a pris rendez-vous avec Medhat et lui remet la clé de la péniche. « Je vais le rencontrer à huit heures, jeudi, dit-elle. À huit heures trente, tu pénètres dans la péniche, tu nous surprends dans l'intimité et tu tires sur lui avec ton revolver.» La précision avec laquelle Zeinab définit les horaires et les étapes à accomplir dans l'exécution du meurtre exige un calcul préalable qui fait, cependant, planer une ambiguïté sur ses intentions.

Elle rejoint Nafeh qui l'attend dans sa voiture. Il lui tend un revolver identique à celui de Hussein, et la met en garde contre l'action qu'elle projette d'entreprendre. « Je n'ai pas d'autre solution, lui dit-elle. Je dois me venger des deux hommes qui ont contribué à détruire ma vie.» De retour à la maison, Zeinab substitue le nouveau revolver à celui de Hussein posé dans un tiroir et s'empare du stylo que les étudiants lui ont offert à l'occasion de sa promotion.

Un gros plan montre un briquet qui s'allume, suggérant l'imminence du dénouement tragique. Hussein allume une cigarette. Zeinab se dirige vers la porte de l'appartement et l'exhorte dans un ton grave à être à l'heure à la péniche.

Un travelling arrière montre Zeinab se dirigeant d'un pas déterminé vers la péniche. Elle y pénètre et retrouve Medhat. Ce dernier lui demande la raison de sa visite. Elle sort brusquement un revolver de son sac et tire sur lui trois coups de feu. Il vacille, et tombe sur le sol. Elle pose à côté de son cadavre le revolver et le stylo de Hussein pour servir d'indices du crime. Ensuite, elle appelle la police pour l'avertir d'un bruit de tir dans la péniche et lui en indiquer l'adresse. Hussein la surprend. Il lui apprend qu'il surveillait ses gestes depuis son retour au foyer, soupçonnant son intention de l'impliquer dans le meurtre de son amant pour se débarrasser de lui. Il l'informe en outre que l'arme du crime n'est pas la sienne, mais celle qu'elle s'est procurée, portant ses propres empreintes. Il saisit son stylo posé près du cadavre. « Tu voulais en plus avilir ce symbole de la réussite probe », lui dit-il. Elle tente de s'enfuir, mais il la tue avec le revolver ayant servi à abattre Medhat. Elle tombe sur le sol près de Medhat. Il met alors le revolver dans la main de ce dernier pour suggérer qu'ils se sont entre-tués. Mervat arrive et s'effondre à la vue de cette scène tragique. Hussein l'entraîne vers la sortie de la péniche et la rassure. « Deux personnes méprisables se sont entre-détruites. Ce n'est qu'un accident dans ta vie, poursuit-il. Tu dois oublier.» Ils circulent en s'appuyant l'un contre l'autre dans la rue. Une voiture de police arrive. Ils la dépassent, et un gros

plan du signal d'alarme allumé, fixé sur le toit de celle-ci, achève le film. Ce plan final renvoie à celui du générique pour renforcer la mise en garde que diffuse le film contre les distorsions qui existent dans la société.

Par ailleurs, il convient de noter que le renversement final de la situation est nourri par une logique de victimisation accumulée au fond de la conscience de Hussein qui enlève un peu d'arbitraire à l'action tragique de la fin. Ce qui disparaît avec Medhat, c'est une structure économique préjudiciable à l'autonomie et au développement de la société, qu'il importe de supprimer. Les besoins égocentriques et les rêves irrationnels d'ascension sociale disparaissent également avec Zeinab. De plus, la structure d'enquête dont procède l'organisation interne du film n'aboutit pas à une condamnation par la justice d'un individu ou d'individus présumés coupables, ainsi que l'illustre la fin. Les distorsions sont profondément enracinées dans la société et le processus de déchéance sociale et de destruction, qu'elles y produisent, serait irréversible si elle n'y prête attention et n'y remédie pas. Tel est le message du film auquel renvoie son titre : *L'enquête se poursuit*.

Aussi est-il intéressant de souligner que le film n'offre pas une vision dépourvue de complexité de la société. Il nous permet de percer, au travers du mécanisme des rapports sociaux et économiques [illegible] petits faits pour considérer l'état de la marche de la société qui semble tou[illegible] sur elle-même. Les rapports conflictuels qui y sont présentés sont les éléments d'une évolution h[illegible]rique dont le sens n'est perceptible qu'à la condition d'abandonner le point de vue superficiel de la politique pour rechercher en arrière et par-dessous les grands mouvements muets qui la soutenaient et l'expliquaient. Nous essaierons, dans cette perspective, de démontrer que l'irréversible tribulation de la société est seulement la face visible et superficielle d'un processus global dont la vérité se situe à un niveau différent, dans la profondeur du corps social et de son mouvement historique.

1. MONOPOLES ÉTRANGERS ET IMPÉRIALISME

La structure économique capitaliste : l'entreprise multinationale, dont le personnage de Medhat représente les intérêts, et dont les visées expansionnistes consistent à bâtir un empire de sociétés affiliées ainsi qu'à influencer et accroître la demande sur le marché local en matières industrielles de haute qualité fabriquées à l'étranger, suscite l'intérêt à considérer le statut et la stratégie qui déterminent les rapports économiques qu'entretient ce type de structures avec l'Etat égyptien.

Cependant, avant de procéder à l'étude du statut et des objectifs de telles structures, il convient de définir la législation et la conjoncture qui contribuèrent à favoriser l'instauration de ce type de rapports économiques.

A / LA POLITIQUE D'OUVERTURE ÉCONOMIQUE

En avril 1974, *Le document d'octobre* établi par le régime du Président Sadate annonça le commencement de l'ère d'ouverture économique. Dans cette perspective, l'Etat eut pour mission de mettre au point un plan économique de transition à appliquer pendant une période d'un an et demi allant de juillet 1974 à décembre 1975. Ce plan devait constituer un prélude à un plan quinquennal pour la période s'étendant de janvier 1976 à décembre 1980.

Les priorités définies par le plan de transition ont porté sur la reconstruction, l'accomplissement des projets non achevés, la remise en fonction des énergies immobilisées et enfin l'établissement de nouveaux projets. L'Etat devait, en pratique, réaliser un taux de croissance économique de 12,6 %. Ce taux étant très élevé, l'Etat devait, pour l'atteindre, disposer, pendant la seule année de 1975, d'investissements évalués à 1 466 millions de livres égyptiennes. D'où la priorité accordée par le plan à la question de l'investissement. Les ressources

locales disponibles ont été évaluées à 366 millions de livres et celles extérieures à escompter à 1 100 millions de livres. Les 3/4 du montant total d'investissements devaient, en conséquence, provenir de l'extérieur. Le plan a souligné donc la nécessité de recourir au financement par l'extérieur. D'autant que l'accomplissement des projets inachevés impliquait l'approvisionnement en produits intermédiaires que l'Etat importe des pays capitalistes qui les fabriquent.

Ce plan, baptisé « plan de franchissement économique », excluait le recours aux emprunts auprès des pays socialistes et établissait que 90 % du financement nécessaire à la relance de l'économie devaient provenir des pays capitalistes. Son rapport précisait que « la prise en considération, d'une p- ., des effets de la Guerre d'octobre qui ont favorisé l'amélioration de la situation de l'Egypte sur le plan international, la consolidation de la solidarité et de la coopération arabes et la modification de l'attitude des pays étrangers à l'égard de l'Egypte, et, d'autre part, des résultats auxquels aboutissait la politique menée par le gouvernement sous l'égide du président de la République visant à consolider la coopération arabe et internationale et à accroître simultanément la confiance dans l'économie égyptienne, permet d'accréditer l'idée que la planification peut reposer sur la confiance en notre capacité de combler le déficit économique par l'acquisition de ressources de financement de l'extérieur.» Pour promouvoir cette logique économique, le plan s'est appuyé sur deux faits :

1 - La carence de ressources de financement sur le plan local, qu'elles soient publiques ou privées, du fait de la faiblesse du taux d'épargne qui est tombé à un pourcentage de 8,3 % .

2 - La nécessité de recourir, pour financer le développement économique, aux capitaux des pays capitalistes et à l'importation de produits fabriqués par ceux-ci.

Dans le cadre de ces déterminations, la politique d'ouverture économique a été fondée sur le principe d'assurer les garanties et la liberté nécessaires aux capitaux étrangers afin d'encourager les investissements.

B / CONJONCTURES ET MONOPOLES ÉTRANGERS

La promotion de la politique d'ouverture économique conçue par le régime du Président Sadate en 1971 n'a bénéficié d'un renforcement particulier qu'à la suite de la Guerre d'octobre et grâce à deux conjonctures, ainsi que le définit Fuad Mursi.

La première conjoncture est internationale. L'impérialisme international est contraint d'employer les méthodes du néo-colonialisme pour contrer l'évolution des pays en voie de développement. Dans un contexte de stagnation économique marquant, les forces impérialistes sont disposées à consentir à l'investissement de capitaux dans la fabrication de produits d'intérêt secondaire dans les pays en voie de développement afin d'y maintenir les moyens et les modes de production de type capitaliste. Dans cette optique, l'octroi de capitaux obéit à une stratégie impérialiste visant à entraver le développement économique des pays en voie de développement ou à l'orienter vers une mauvaise voie pour maintenir leur économie sous la dépendance des pays capitalistes et détruire les efforts qu'ils déploient et les capitaux qu'ils dépensent pour s'assurer une autosuffisance économique.

Quant à la seconde conjoncture, elle est locale. Un mouvement impérialiste essaye de mettre à profit l'impact du succès de la Guerre d'octobre, amenant le monde arabe, à commencer par l'Egypte, à défendre et protéger les intérêts pétroliers stratégiques de l'impérialisme international. Dans cette perspective, les revendications légitimes de libération de la terre et l'espoir de reconstruire ce que la guerre a ruiné et de réaliser le développement de son

économie exprimés par l'Egypte sont investis dans la promotion par ce mouvement d'une idée illusoire accréditant que l'impérialisme international, guidé par les Etats-Unis d'Amérique, renonce à son alliance avec l'Etat d'Israël, dont le rôle de gardien de ses intérêts fondamentaux dans la région et d'allié potentiel a été réduit à celui de petit pays dépendant. L'enjeu de cette promotion est de préparer la voie à la mise en place d'une relation entre l'Egypte et les Etats-Unis reposant sur de nouveaux fondements dépourvus du doute sur les intentions coloniales de ceux-ci. En revanche, l'objectif implicite qui sous-tend la stratégie impérialiste est l'instauration d'un colonialisme à visage neuf dans la région arabe. En échange des capitaux que les Etats-Unis sont censés lui fournir en les collectant dans certains pays arabes et dans d'autres européens, et d'une technologie de qualité inférieure provenant de l'Ouest, voire même d'Israel, l'Egypte doit fournir une main-d'œuvre peu coûteuse ouvrir son marché intérieur aux produits de consommation des pays capitalistes. En d'autres termes, en échange de cette aide économique, l'Egypte doit ressusciter dans les activités économiques les facteurs, les moyens et les modes de production capitalistes de nature à soumettre son économie à la dépendance du capitalisme international (Mursi, 1984, p. 206-207).

Des promesses de financements importants ont été formulées par les monarchies arabes : le Koweit a promis d'accorder 888 millions de livres égyptiennes, l'Arabie Saoudite 636 millions de livres, les Emirats Arabes Unis 407 millions de livres, le Qatar 103 millions de livres, outre celles formulées par certains pays capitalistes, dont les Etats-Unis. Cependant, le total réel des capitaux investis dans les projets égyptiens n'a pas dépassé 70 millions de livres en 1976. De plus, le montant des capitaux investis dans les zones franches a été limité à 200 millions de livres et conditionné par un échelonnement des paiements sur une période de trois ans à raison de 90 millions de livres par an, tandis que les besoins réels de l'Egypte de ressources extérieures dépassaient le montant de 1 000 millions

de livres. Les exigences du développement économique ont été négligées, par voie de conséquence, les financements n'ont pas été assurés et l'Egypte a été exposée à la dépendance économique. L'attitude des Etats-Unis, à cet égard, mérite d'être soulignée. Au cours de l'année 1975, ils ont procédé à deux actions d'une extrême gravité :

1 - L'établissement d'une liaison inextricable entre le règlement pacifique du problème national de l'occupation de la terre et celui du problème économique. En effet, les Etats-Unis ont utilisé l'aide économique comme moyen de pression pour contraindre l'Etat égyptien à accepter la résolution par voie pacifique du problème de l'occupation du Sinaï par Israël. Le cas de l'entreprise américaine d'automobiles Ford est illustratif à cet égard. Celle-ci a demandé la suppression de son nom de la liste de boycott économique en échange de la production de 50 mille moteurs diesel dans la zone franche destinés à l'exportation aux pays arabes.

2 - La consolidation de la liaison entre le capitalisme américain et le capitalisme local. La convention économique égypto-américaine s'est concentrée sur la coopération des secteurs privés américains avec les secteurs privés égyptiens. John Caldwell, le directeur du Centre international du commerce extérieur à la Chambre de commerce américaine a déclaré que « 40 à 50 des principales entreprises industrielles des Etats-Unis seront représentées dans les comités économiques égypto-américains.» Le Comité bilatéral composé d'hommes d'affaires américains et égyptiens a tenu, effectivement, une réunion à laquelle ont participé quarante des plus importants hommes d'affaires américains, dont notamment David Rockefeller, le président de la banque Chase-Manhattan. Cette délégation d'hommes d'affaires a été présidée par Thomas Murphy, le président de General Motors, dont l'ancien-président Charles Wilson était réputé pour sa célèbre déclaration : « Tout ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-

Unis ». Cependant, General Motors n'a proposé, lors de cette réunion, qu'un unique projet de coopération entre l'Egypte et l'Irak pour la production de tracteurs, financé par ce dernier.

Les projets proposés se sont limités donc à la production de moteurs diesel dans la zone franche et la production de tracteurs financée par l'Irak. En contrepartie, l'Egypte devait en réalité s'allier avec le système capitaliste et transformer l'intégralité de son territoire en zones franches. En d'autres termes, elle devait renoncer, en pratique, à la gestion des ressources nationales et à la maîtrise des principes et des objectifs déterminant l'orientation et le développement de l'économie nationale. La libéralisation du commerce extérieur et l'instauration de zones franches ne peuvent entraîner que la destruction des industries locales produites par les deux secteurs public et privé, d'une part, et la transformation du pays en centre de distribution des produits des monopoles internationaux dans la région arabe, d'autre part. De plus, les modalités, selon lesquelles l'Etat égyptien peut acquérir la technologie dont il a besoin, le soumettent à une nouvelle forme de dépendance : la dépendance technologique des monopoles étrangers multinationaux qui ne l'autoriseront pas à rattraper le progrès technologique.

Gouda Abdel Khalek met l'accent, par ailleurs, sur le pouvoir redoutable de ces monopoles multinationaux. « Les articles de la loi n° 43 promulguée en 1974, et modifiée par la loi n° 32 promulguée en 1977, autorisent l'investissement des capitaux étrangers dans les différents secteurs économiques égyptiens. Cependant, à considérer que les capitaux étrangers sont soumis à la gestion des entreprises multinationales, nous pouvons constater que l'autorisation d'investir ces capitaux dans les secteurs d'activités égyptiens comporte le risque de soumettre l'économie nationale à la domination de ces monopoles. Ce fait mérite qu'on y prête davantage attention, d'autant que ces entreprises bénéficient d'un pouvoir d'influence et d'une domination de grande importance que leur confèrent la

dimension considérable et l'ampleur de leurs activités. Il suffit d'évoquer, à titre d'exemple, que General Motors (la plus grande entreprise américaine) a réalisé un chiffre de ventes de 63,2 milliards de dollars en 1978, tandis que le PNB égyptien n'a pas dépassé 11 milliards de dollars. Aussi est-il important de rappeler que ces entreprises financent les coups d'Etat militaires qui défendent leurs intérêts, comme ce fut le cas au Chili en 1974, lorsque l'entreprise des télécommunications américaine a financé le coup d'Etat sanglant qui a renversé et entraîné la mort du Président chilien Salvador Allende, élu à la tête de l'Etat par consensus. En ce sens, tout développement économique en Egypte qui s'appuierait sur les entreprises multinationales serait un développement dépendant qui pourrait, à long terme, porter préjudice à l'indépendance politique du pays » (Abdel Khalek, 1982, p. 39-40).

D'autre part, il convient d'invoquer au sujet de la technologie le rapport de Chakravarti Raghavan, le représentant aux Nations-Unies, à Genève, du Third World Network, sur la protection de la propriété intellectuelle de la technologie. D'après ce rapport, à l'aube de la révolution industrielle, les pays européens ont créé des droits de propriété industrielle. Des controverses se sont fait jour sur le point de savoir si le « monopole » d'exploitation accordé à l'inventeur était un droit naturel ou une exception au droit naturel des citoyens à bénéficier de l'invention. Aux termes de la loi française sur les brevets de 1791, le « monopole » d'un inventeur était un « droit naturel ».

Cependant, le rapport du Secrétaire général des Nations-Unies sur le « rôle des brevets dans le transfert de technologie aux pays en développement » définit le brevet comme un « privilège statutaire accordé par les gouvernements, pour une période déterminée, aux inventeurs et aux ayants cause de l'inventeur ». Il exclut que d'autres personnes puissent fabriquer, utiliser ou vendre un produit breveté. À l'expiration de la période de concession du privilège, l'invention

brevetée est accessible au grand public. Ainsi, au fil des siècles, il s'est créé un certain consensus pour définir la science et la technologie comme étant le patrimoine commun de l'humanité.

Mais, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les entreprises multinationales ont engrangé brevets et patentes, se créant ainsi un droit de monopole. Or, les législations relatives aux brevets avaient été établies, à l'origine, pour récompenser l'invention et promouvoir l'industrialisation autant que pour empêcher les monopoles d'importation dans le pays concerné. Aujourd'hui, la volonté de généraliser une législation en matière de brevets qui concède aux titulaires un droit d'exploitation au niveau international (et non au seul niveau national) vise, pour les pays industrialisés, à récompenser les monopoles d'exportation dans les centres industriels. Une telle politique peut avoir pour conséquence de ralentir l'industrialisation et la diffusion de la technologie dans le Tiers-Monde (Raghavan, 1990).

C / LE PÉTROLE ET LA STRATÉGIE IMPÉRIALISTE

En ce qui concerne le volet économique du pétrole, nous avons souligné précédemment que la stratégie impérialiste conçue sous l'égide des Etats-Unis visait à contraindre l'Egypte et le monde arabe, à la suite de la Guerre d'octobre, à défendre et protéger les intérêts pétroliers des forces impérialistes dans la région. À présent, il convient de situer cette stratégie dans le cadre historico-économique occidental où elle a pris naissance.

« Ayant réussi à établir l'unité nationale et à réaliser l'ordre social, écrit Alain Cotta, les Etats-Unis s'engagèrent dans une voie que devaient emprunter toutes les nations capitalistes après la Seconde Guerre mondiale. La Nation et les prolétaires s'effacèrent derrière l'omniprésence d'un nouvel objectif, jusque-là

dissimulé sous des considérations politiques ou sociales, la croissance, soit l'accumulation illimitée de tous les biens assurant directement ou non le confort de tous (...). Accumulez, accumulons : tel est devenu le projet d'une espèce persuadée que le capitalisme est la meilleure voie, voire la seule organisation qui le permette (...) Augmenter le taux de croissance permettant d'atteindre le premier et peut-être le seul préalable à l'ordre social, soit un plein-emploi élevé après la guerre, avec la sécurité sociale au stade d'impérieuse obligation. Le taux de croissance devint progressivement l'objet d'un culte. Mais avec la fin de la quasi-gratuité de l'énergie pétrolière, cette situation ironique fut troublée par les difficultés d'à peu près toutes les nations à atteindre leur "équilibre extérieur"» (Cotta, 1991, p. 136-141).

Dans tous les pays capitalistes touchés par la nécessité de « donner » aux producteurs de pétrole une certaine fraction de leur produit national, les choix relatifs aux modalités de ce don ont été assez voisins. Quant à la nature et à la répartition sociale des ralentissements ou des reculs de l'évolution du « pouvoir d'achat », les choix ont été presque identiques : difficulté énorme de réduire le rythme habituel de croissance de la consommation ; quasi-impossibilité d'obtenir une réduction d'autant plus importante de celle-ci que le niveau des revenus était élevé ; enfin évidente préférence collective en faveur du chômage dès lors qu'il s'agissait d'opérer un choix entre la réduction de la population active et celle du pouvoir d'achat des titulaires d'emploi.

Les flottements de tous les pouvoirs politiques, notamment celui qui préside aux destinées des Etats-Unis, ont eu, même jusqu'à une période récente, pour commune origine cette volonté générale des citoyens du monde développé de s'occuper d'abord d'eux-mêmes et de ne pas freiner l'accumulation.

Dans le cadre de ces déterminations historiques et économiques, on peut considérer que les Etats-Unis ont été amenés à mettre en pratique la stratégie

d'Eisenhower au Moyen-Orient. Ce dernier a écrit que « sous la surface du Moyen-Orient gît le plus grand stock de pétrole connu dans le monde, l'or noir dont nous dépendons en ce temps de la machine » (Eisenhower, 1958, p. 20). Son projet visait à remplir le vide au Moyen-Orient après le départ des forces françaises, britanniques et israéliennes de l'Egypte à la suite de l'agression de 1956. « C'est ce même projet, écrit Ghali Shoukri, que ressuscita Kissinger en 1973. Il détermina, en toute franchise, les intérêts américains dans la région : assurer la sécurité stratégique américaine dans une des régions les plus sensibles. Garantir l'énergie à l'Occident sous un contrôle américain en chassant les Soviétiques d'Egypte » (Shoukri, 1979, p. 189).

2. SUBVERSION ET COMMUNICATION

Nous n'irons pas jusqu'à prétendre que l'intrigue principale du film est l'illustration d'une stratégie impérialiste, mais la présence de l'entreprise multinationale et la course à l'accumulation du capital y constituent deux éléments liés et empreints d'une grande signification idéologique.

De plus, l'utilisation évidente de stéréotypes dans le film accrédite la thèse d'une stratégie impérialiste latente. La morphologie du personnage de Medhat renvoie à une identité étrangère. Son nom rappelle aussi la radicalisation par les Etats-Unis de la résolution du problème national de l'occupation des territoires par un processus de paix, lequel était un préalable à leur attribution d'aides à l'Etat égyptien, et un moyen pour préserver les intérêts stratégiques impérialistes d'approvisionnement en énergie pétrolière au Moyen-Orient. En outre, l'activité de Medhat est liée aux intérêts d'un monopole industriel étranger.

A / DRAMATISATION DE LA STRATÉGIE IMPÉRIALISTE PAR LA SUBVERSION

Les rapports conflictuels qu'entretient le personnage de Medhat avec le groupe de Hussein comportent des éléments et des principes d'action relevant d'une stratégie de subversion.

La stratégie de la guerre totale d'aujourd'hui exclut le recours à l'intervention étrangère armée : au lieu d'engager des troupes sur les frontières de la nation à conquérir, il suffit de susciter, à l'intérieur de cet Etat et par l'action d'agents subversifs, un processus de pourrissement de l'autorité, de dissociation des groupes et d'établissement d'un climat de colère et de révolte général. Comme le dit Megret : « La distinction classique entre la paix et la guerre sera, dès lors, mise en échec par la guerre psychologique. Celle-ci, affranchie des barrières du temps, de lieux et des conventions, force immatérielle et de ce fait, insaisissable, elle est susceptible de toutes les incarnations et de toutes les métamorphoses. » Le but de la guerre reste le même : expansion territoriale et occupation d'un autre pays ou installation dans ce pays d'un gouvernement ou de forces alliés ou soumis.

La subversion s'appuie sur la manipulation des mythes qui sont des images forces, des imaginaires collectifs capables de fasciner les consciences d'un groupe ou d'une masse parce qu'elles y trouvent des satisfactions ou des valorisations profondes. Elle opère donc dans l'opinion publique. Les objectifs de la subversion sont triples :

- Démoraliser la nation visée et désintégrer les groupes qui la composent. La démoralisation c'est la dissolution du courage, la chute du tonus mental que donnent la foi dans les valeurs du groupe national et la confiance dans son avenir.

- Discréditer l'autorité, ses défenseurs, ses fonctionnaires, ses notables.

- Neutraliser les masses pour empêcher toute intervention spontanée générale en faveur de l'ordre établi au moment choisi pour la prise non violente du pouvoir par une petite minorité.

Les techniques de la subversion reposent sur deux tactiques :

1 - Manipulation du groupe par l'introduction au sein de celui-ci d'un agent subversif.

2 - Dissociation du groupe.

La tactique qui suppose l'introduction préalable de l'agent subversif dans le groupe consiste à créer au sein de celui-ci un foyer de contestation et le soutenir idéologiquement. Dans cette perspective, il s'agit de distinguer le leader et ceux sur qui s'exerce son autorité, attaquer le leader et se montrer généreux envers les membres de son groupe. Dès l'introduction du personnage de Medhat dans le groupe de Hussein, il procède à monter en épingle la carence de ressources et de biens matériels en insinuant qu'elle est due au refus de Hussein d'essayer d'améliorer sa situation économique en s'engageant dans la course à l'accumulation du capital. Il intensifie la revendication d'aisance matérielle et les besoins égocentriques d'ascension sociale de son épouse, sélectionne parmi ses valeurs celle de la responsabilité envers autrui pour neutraliser les autres valeurs et accentuer la nécessité d'œuvrer pour l'amélioration de la situation économique du groupe. Son objectif est de structurer l'action de Hussein afin qu'il accepte de collaborer avec lui et d'œuvrer dans le sens des intérêts de son entreprise capitaliste.

*

La résistance de Hussein à cette entreprise de manipulation conduit Medhat à adopter la seconde tactique : la dissociation du groupe. L'action de

Hussein qui est d'intérêt collectif, ne s'insérant pas dans les projets capitalistes, menace ou remet en cause le système de valeurs et les modes de production capitalistes. Il est donc impératif pour Medhat et la structure économique qu'il représente, l'entreprise multinationale, de détruire cette résistance. L'appartenance à des groupes soudés sert de rempart contre la subversion (par résistance du système des opinions individuelles lorsqu'il est soutenu par la sécurité de l'appartenance, et soumis, grâce aux échanges socio-affectifs, à un renforcement permanent). Or ces mêmes groupes, étant intégrés dans la grande société (celle qui est à déstabiliser et à démoraliser), ont un rôle de soutien de cette société. La dissociation de ces groupes devient donc un impératif dans la stratégie de la subversion. Il s'agit, dans ces groupes, de créer la discorde et la dissociation, d'engendrer l'anarchie pour obtenir la dissolution du « rempart » collectif abritant les individus. L'action de Medhat, inspirée par des principes relevant de la subversion, contraint Hussein, par la dissociation de son groupe, à l'impuissance et à l'inefficacité dans sa fonction à l'égard de la société. Dès lors que la dissociation se réalise, Medhat se présente comme le champion des intérêts du groupe. Son aide à la restauration de l'harmonie dans le groupe répond au principe d'une norme impérialiste qui ne devient un code d'interprétation qu'au prix d'un tel caractère précieux. Selon la logique impérialiste, il s'agit de déstructurer le groupe, le réorganiser, ensuite orienter son action dans un sens servant les intérêts impérialistes, sinon le détruire en cas de résistance.

Cependant, le film dramatise ces pratiques subversives au service d'une stratégie impérialiste en accentuant et en aggravant les distorsions auxquelles elles aboutissent, et qui embrayent sur le tragique de l'action et la violence.

B / CINÉMA ET MÉDIAS

Roger Mucchielli souligne qu'il n'y a pas de subversion possible sans le relais des mass media. Les mass media sont seuls capables de fabriquer une opinion publique. Ils agissent sur chaque individu, et en particulier, et isolément tout en créant des phénomènes collectifs. Il divise les mass media (radio, télévision, films, journaux à grand tirage) en deux tendances : ceux qui sont les supports officiels ou secrets des actions subversives et ceux qui ne le sont pas directement (les films). Quant au matériel qui alimente les moyens de diffusion, il vient des sources suivantes :

1 - Les informations sur les rapports socio-économiques existant dans la société.

2 - Les faits et gestes des autorités, de leurs représentants, de leurs alliés.

3 - Les faits divers quotidiens et les informations dites générales, ici et ailleurs.

Parmi les medias, Roger Mucchielli distingue les journaux et revues de grande diffusion qui participent directement et intentionnellement à l'action subversive. Étant par vocation de « grande diffusion », leur rôle est capital dans la subversion car ils ont toutes les apparences de bonne foi et de l'objectivité, de façon à conserver et à étendre l'audience. Parmi des articles et reportages de culture générale ou d'information large, l'intoxication subversive est plus ou moins massive (Mucchielli, 1971).

Leurs méthodes, dans les articles et comptes rendus d'intention subversive, relèvent de ce qu'on appelle « l'information tendancieuse ». Celle-ci est

d'abord crédible soit par les caractéristiques de l'informateur, soit par l'information elle-même qui doit se couler et se mouler dans les habitudes de pensée de lecteurs visés (...), soit se situer en dehors de tout repérage a priori de la part des récepteurs, soit enfin remplir un besoin d'explication logique.

Moheya Zeitoun stigmatise l'intention subversive générale qui caractérise l'attitude des différents médias égyptiens pendant la seconde moitié de la décennie soixante-dix. Intention qui consiste à promouvoir la politique d'ouverture économique et à occulter les informations sur les pratiques problématiques, les rapports et les structures économiques producteurs de distorsions. « Pendant les quelques années passées, écrit-elle, les journaux et les revues ont publié des rapports, des déclarations et des comptes rendus établis par les responsables politiques sur les projets et le progrès économiques réalisés sous l'égide de la politique d'ouverture économique. Ces informations officielles visaient à accréditer dans l'opinion publique l'idée que l'ère de la pauvreté (de l'austérité) avait pris fin et que celle de l'abondance et de la prospérité (de la consommation) lui succédait. Or, ces médias n'ont pas réclamé des économistes l'évaluation du phénomène de l'ouverture économique et de la gravité de son impact. Ils se sont cantonnés, en revanche, dans le refus de publier ou de diffuser les avis ou les controverses portant préjudice à cet "exploit économique grandiose". La diffusion d'une prise de conscience éclairée au public sur la transformation de l'économie et de la société égyptienne pendant l'ère d'ouverture implique cependant une analyse rigoureuse et sérieuse du développement en cours et des divers résultats auxquels il a abouti » (Zeitoun, 1982, p. 125-126). Quant au phénomène de la corruption prédominant à la même époque, les journaux se sont contentés de publier uniquement « les faits divers s'y rapportant », comme le souligne Ramzi Zaki (1982, p. 398).

Pour rechercher une explication de « l'information... audacieuse » à laquelle ont procédé les médias égyptiens au cours de cette période, il convient

d'évoquer la censure politique qui a pesé sur la presse. En 1974, Sadate a levé officiellement la censure sur la presse tout en préconisant que « les organes de sécurité doivent y être attentifs ». Cependant, la nouvelle ère de liberté a commencé par l'éviction de Mohamad Hassanein Heykal de la direction du quotidien *Al-Ahram* qui prêchait la vigilance politique, la mise en garde contre la dépendance des Etats-Unis et le fait de compter sur la personnalité du Président américain Nixon et du Secrétaire d'Etat Kissinger dont la gloire a été éphémère. Les frères Ali et Moustapha Amine, fervents opposants au régime nassérien, reprenaient à cette époque leurs fonctions à la tête de la rédaction du quotidien *Al-Akhbar*. « La nouvelle démocratie signifiait ainsi attaquer Nasser, l'Union soviétique, le socialisme ainsi que toutes les réalisations de la révolution de juillet en économie et en politique étrangère, écrit Ghali Shoukri. Cependant, la gauche égyptienne continua à défendre ces sujets prohibés. Les publications *Rose Al-Youssef*, *Al-Goumhourevah*, *Al-Kateb* y prêtaient leurs colonnes. Mais, lorsque la gauche non clandestine et confiante dans le leadership du Président Sadate commença à analyser la Guerre d'octobre et à en évaluer les conséquences politiques, des publications telles le mensuel *Al-Kateb* furent liquidées » (Shoukri, 1979, p. 259).

On peut considérer, dans ce contexte, que le cinéma adoptait, parmi les procédés d' « information tendancieuse », celui qui consiste à remplir un besoin d'explication logique des rapports et des structures économiques problématiques et des entreprises séditieuses et subversives. Dans cette perspective, il appliquait deux techniques.

1 - L'adaptation de faits divers publiés dans la presse, transcrivant un cas de révolte ou de contestation politique, ainsi que le démontrent les films *Sur qui tire-t-on* (1975) et *L'enquête se poursuit* (1979).

2 - La présentation, dans le cadre de la fiction, de l'expérimentation des pratiques et des actions produites des rapports et des structures de production économiques instaurés par la politique d'ouverture économique, qui amène à constater leur nature problématique pour l'opinion publique et pour une grande partie de la communauté nationale. Cette technique caractérise en général la démarche du cinéma dans le milieu des années soixante-dix, comme l'attestent les films étudiés dans la seconde partie de notre recherche.

En ce qui concerne l'adaptation des faits divers, on peut considérer que le cinéma interagit avec la presse et la relaie dans la diffusion des informations sur les actions déviantes nées des rapports socio-économiques conflictuels. Mais au niveau de la communication, le procédé mis en œuvre par le cinéma, qui consiste à remplir un besoin d'explication logique des distorsions dont impulsent le développement des rapports économiques problématiques, permet de combler dans la prise de conscience collective les lacunes et les zones d'ombre qu'y développent les informations « tendancieuses » ou amputées pour des raisons de censure.

De concert avec les médias, le cinéma contribue ainsi à cultiver dans l'opinion publique la colère, l'indignation et le sentiment de légitime défense avec, d'une part, la culpabilisation des structures et des individus qui provoquent les tribulations dans la société, et d'autre part, si l'on ose dire, la déculpabilisation à l'avenir des actes violents que peuvent entreprendre les masses. Par une causalité circulaire, ces procédés permettent ce que Sartre appelle « le passage du collectif, pratico-inerte, au groupe en effervescence ». L'implantation dans l'inconscient collectif et l'aggravation de l'image des distorsions, qui constituent une menace collective, conduisent, à proportion de l'insistance des films, l'opinion publique à basculer un jour du côté de la révolution.

3. INFLATION ET CORRUPTION

Les rémunérations trop basses des fonctionnaires de l'administration publique et des enseignants les contraignent, ainsi que le démontre le film, à exercer des activités supplémentaires, en dehors des horaires quotidiens du travail, pour augmenter leurs ressources économiques - le cas de l'enseignant qui donne des leçons particulières à son domicile est éclairant à cet égard - ou, inversement, à obtenir, dans un cas extrême, des gains illicites par la vente de services censés être fournis gratuitement.

Or, en réalité, le phénomène de l'inflation en expansion dans la société, depuis l'application de la politique d'ouverture économique et la dépendance de l'économie nationale de l'étranger, autant que la hausse des prix disproportionnée par rapport aux revenus des citoyens moyens qui provoque la réduction de leur pouvoir d'achat ont déterminé, à plusieurs égards, ces activités et ces dispositions à la corruption et aux gains illégitimes, comme l'explique Ramzi Zaki. « Plus l'ouverture économique de l'Egypte vers l'étranger, et vers les pays capitalistes en particulier, s'accroît, plus l'économie égyptienne court en permanence le risque d'importer l'inflation prédominante actuellement dans les pays occidentaux, écrit-il. Il suffit d'évoquer, à ce propos, que le taux d'importation de produits des pays occidentaux est passé de 55 % en 1973 à près de 80 % en 1980 » (Zaki, 1982, p. 371). L'émigration vers l'Occident ou vers les monarchies arabes du pétrole ainsi que le travail dans les entreprises du secteur privé sont devenus pour les citoyens les moyens susceptibles de remédier à l'inflation et à la baisse du niveau de vie. Cependant, ces moyens ne sont pas à la portée de tous, d'où le recours des fonctionnaires du gouvernement et du secteur public à l'exercice d'activités supplémentaires pour acquérir des ressources. Dès lors, ils ont été souvent contraints à travailler plus de douze heures par jour, ce qui a entraîné la

détérioration de leur santé ainsi que la réduction de leur efficacité et de leur capacité à fournir un travail productif lors de l'exercice de leurs fonctions d'origine.

« Quant à la corruption et aux gains illicites, écrit Ramzi Zaki, ils constituent une sorte de marché noir qui supplée aux déséquilibres provoqués par la mauvaise distribution du revenu national. Les fonctionnaires y recourent soit pour remédier à la détérioration constante de leur niveau de vie et de leurs situations sociales, soit pour suivre les tendances générales à obtenir des gains et à édifier des fortunes rapides par des moyens illégitimes. Ces valeurs prédominent, habituellement, dans les périodes marquées par une inflation importante. Le fonctionnaire, dans ce contexte, investit le pouvoir ou la responsabilité qui lui est impartie dans l'acquisition de traitements non officiels et illicites, ou, inversement, fournit un service censé être gratuit contre une rémunération illégitime » (Zaki, 1982, p. 398).

4. RÉUSSITE ET TRAVAIL D'INTÉRÊT COLLECTIF

Pour la première fois, on découvre dans ce film un rapprochement entre l'idée de la réussite et celle du travail d'intérêt collectif. Nous avons constaté à travers l'analyse des films étudiés dans cette seconde partie de notre recherche que la réussite est souvent associée à l'idée d'accumulation, le capital.

Lorsqu'on examine les modes de pensée dominants dans le film, on note que l'idée de réussite relève de deux types d'association :

- Ceux qui associent la réussite au travail d'intérêt collectif.

- Ceux qui associent la réussite à l'argent.

Pour les premiers, le travail d'intérêt collectif reconnu d'utilité sociale par la société confère réussite et prestige social. Leur action est considérée dans le film comme inspirée des idées de gauche.

Pour les seconds, en revanche, l'argent donne l'accès aux biens matériels, à la promotion sociale et au capital. Celui-ci est, comme chacun le sait, un acquis du système capitaliste.

Ainsi, le concept de réussite se trouve, selon le cas, inséré dans tel ou tel tissu idéologique particulier, ainsi que le configure le schéma n° 2 :

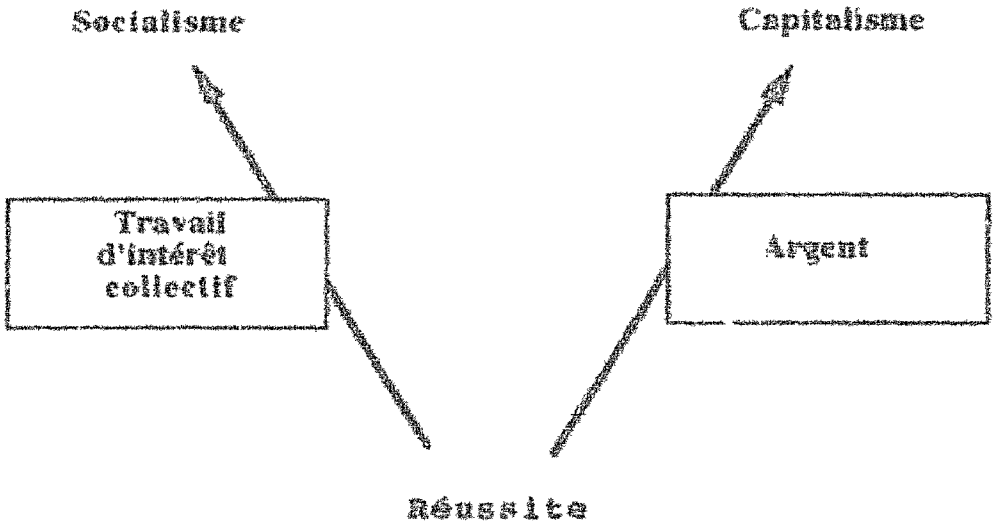

Schéma n°2:réussite et rapports sociaux

Chacun se fait une idée du concept de la réussite en fonction de l'usage qu'il souhaite en faire, usage qui exprime sa relation à la société (désir de participation ou non aux idées) et aux groupes qui la constituent (désir d'opposition ou de ralliement, etc.). En effet, ces deux attitudes vis-à-vis de la réussite traduisent une mutation psychologique. Dans les brèches, qu'ouvrait le

libéralisme restauré par la politique d'ouverture économique à la légitimité des activités guidées par et vers l'argent, se sont engouffrés des citoyens qui, naguère, se seraient appréciés à l'aune des services rendus à la collectivité, et qui le font actuellement d'après le montant de leur fortune personnelle. Ceux qui consentaient à servir l'Etat, dans les années soixante, dans des conditions d'efficacité et de rémunération compatibles avec ses ressources, se détournent, à présent, de ces fonctions pour leur préférer n'importe quelle activité sans rapport avec leur formation, avec leur compétence ou avec ce que l'on sait être leur intérêt intellectuel pour peu qu'elle soit rémunératrice. Ainsi aura fini le socialisme inspiré et mis en œuvre par la génération des années soixante, celle de l'idéal révolutionnaire s'identifiant au sacré collectif.

« L'idée de réussite qu'on essaye de cultiver dans les esprits des jeunes actuellement, écrit Ibrahim Al-Issaoui, est déformée. Elle ne s'associe guère au travail productif et à la probité. En revanche, elle est liée à la richesse et aux biens matériels auxquels celle-ci permet d'accéder, quels que puissent être les moyens de l'acquérir. Bien que l'opportunisme et la vénalité soient devenus les valeurs auxquelles adhèrent la majorité des gens, il existe des citoyens intègres qui essayent de se faire une situation par des moyens honnêtes afin de faire prévaloir les valeurs de la probité du dévouement et de la responsabilité envers autrui. Ils contribuent ainsi à garder présents ces idéaux dans la mémoire égyptienne et à prouver qu'une alternative à l'ouverture économique et à ses idéaux existe, et que le moment venu, lorsque l'ouverture disparaîtra et que la nation retrouvera sa conscience égarée, ils pourront prendre en charge la réforme de la société » (Al-Issaoui, 1984, p. 42-45).

Bibliographie

Abdel Khalek (G.), 1982, « La définition de l'ouverture économique et de son développement », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal* (L'ouverture, les racines, le résultat et l'avenir), Le Caire, Al-Markaz Al-Arabi Lil Bahth Wal Nachr.

Al-Bahlaoui (K.), 1980, « *L'enquête se poursuit* au Festival d'Alexandrie », journal *Al Messaa*, 10 novembre.

Al-Issaoui (I), 1984, *Fi Isslah ma afssadah al-infitah*, (Une alternative pour l'ouverture), Le Caire, Ketab Al-Ahali.

Al-Saban (R.), 1980, « *L'enquête se poursuit* », revue du *Club de cinéma*, n° 8.

Amine (G.), 1982, « L'orientation vers l'ouverture, les facteurs externes », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal*, op. cit.

Bourdieu (P.), 1979, *La distinction*, Paris, Minuit.

Braud (P.), 1984, « Du pouvoir en général au pouvoir politique », in *Traité de science politique : la science politique, science sociale, l'ordre politique*, Paris, PUF, t.1.

Cotta (A.), 1991, *Le capitalisme dans tous ses états*, Paris, Fayard.

Eisenhower (D.), 1958, *The White House years : waging peace, 1956-1961*, New York, Doubleday.

Farid (S.), 1980, « *L'enquête se poursuit*, deux types de gens dans l'Egypte contemporaine », revue *Al-Fenoun*, n° 13.

Hosn Chah, 1979, « *L'enquête se poursuit* au Festival d'Alexandrie », quotidien *Al-Akhbar*, 9 août.

Lukes (St.), 1982, *Power. A radical view*, London, The Mac Millan Press, (8ème éd.).

Mucchielli (R.), 1971, *La subversion*, Paris, Bordas.

Mursi (F.), 1984, *Haza al-infitah al-iqutissadi* (Cette ouverture économique), Le Caire, Dar Al-Thaqafah Al-Jadidah.

Raghavan (C.), 1990, *Recolonisation - l'avenir du Tiers-Monde et les négociations commerciales du GATT*, Paris, Artel-L'harmattan-Les magasins du monde Oxfam.

Shoukri (G.), 1979, *L'Egypte, la contre-révolution*, Paris, Le Sycomore.

Zaki (R.), 1982, « L'inflation et la situation des salariés », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal*, op. cit.

Zeitoun (M.), 1982, « Le type de développement économique », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal*, op. cit.

CHAPITRE X

LES GENS DU SOMMET
LA DOMINATION DU CAPITALISME COMMERCIAL

Dans un contexte où la nouvelle politique d'ouverture économique vise à mobiliser les industriels, les détenteurs de capitaux pour investir dans les différentes activités économiques en offrant à la fois facilités, levée de contraintes et procédures de coopération, un consensus lie la plupart des films étudiés ici, appartenant à la seconde moitié de la décennie soixante-dix, pour stigmatiser la corruption dominante due à la déréglementation des institutions et aux rapports socio-économiques commandés par les rationalités du profit, de la rentabilité et de l'accumulation du capital. Cependant, d'une orbite basse, la corruption se place sur une orbite haute dans *Les gens du sommet* (1980) réalisé par Ali Badrakhan. Les revenus de la corruption échoient aux étages élevés de la hiérarchie du pouvoir et pervertissent l'esprit et la conscience des dirigeants des pouvoirs publics, des appareils de l'Etat, et de leurs lieutenants et alliés plus qu'ils ne les convertissent à l'efficacité. D'autre part, les différents aspects de la corruption : pillages, vol, fraude et contrebande donnent le signal d'une véritable inversion des hiérarchies et de l'équilibre social ; des hommes de basse condition, des voleurs ou des escrocs parviennent par le commerce à créer des positions de force, transgressent les lois ou exercent des pressions pour faire lever les interdits. L'originalité du film réside dans le fait qu'il nous révèle la nouvelle restructuration sociale à laquelle aboutit la politique d'ouverture économique, fondée sur un modèle d'organisation politique et sociale, l'accord des pouvoirs publics et de la nouvelle bourgeoisie du capitalisme

commercial. Celle-ci tend à définir comme identité collective les valeurs du profit, de la spéculation, de l'argent érigé en substitut du pouvoir ainsi que les normes de substitution du marché au commandement qui correspondent le plus à ses finalités. Le triomphe du commerce su l'industrie est marqué et rehaussé par la gloire de fulgurantes réussites individuelles. Des individus édifient, par ce biais, des fortunes colossales en un temps record. Cependant, le film laisse percevoir autant les propositions et les pratiques déviantes de cette classe, qui ne sont pas viables pour la communauté et ne correspondent pas aux finalités collectives d'égalité, de solidarité, de sécurité et de bien-être, que la complexité et l'étendue des problèmes économiques.

Dans la presse, des critiques ont éprouvé la crainte de voir censurer dans le film les faits et les événements qui révèlent les mutations psychologiques et morales qui affectent l'éthique communautaire et marquent les attitudes vis-à-vis de la société ; la perte de l'autorité de la loi, l'affaiblissement des institutions et des pouvoirs publics et le phénomène dominant de l'accès d'une couche de voleurs et de contrebandiers au sommet de la hiérarchie sociale par des fortunes amassées d'une manière illégale qui parodie et pervertit les lois et les appareils de l'Etat. « Je n'ai pas l'habitude d'écrire sur un film avant sa projection publique, écrit Raouf Tawfik, mais le fait de pressentir que le film *Les gens du sommet* n'échappera pas à la censure qui mutilera ce qui rend son argument utile et son message critique et alarmant me pousse à venir à sa rescousse. À mon avis, il représente un des films importants que produit rarement l'industrie cinématographique égyptienne dans les circonstances actuelles. S'il peut être projeté dans son intégralité, il sera le plus important des films de l'année 1981. Adapté d'après le roman du grand écrivain Naguib Mahfouz, il en conserve la profondeur de vision et de signification sociale. Tout le monde sait que cet écrivain n'écrit pas pour maintenir sa présence dans le monde littéraire mais pour communiquer un message, transcrire et définir certaines

réalités sociales. Dans son roman *Les gens du sommet*, il traite des faits importants tels que l'invasion du marché par les contrebandiers qui renversent les traditions et les normes et imposent par leurs fortunes leur domination à la société (...). Il importe de souligner que si l'exemple du producteur Abdel Azim Al-Zoghbi, qui prend le risque d'investir son argent dans la production d'un film traitant un problème de cette extrême gravité, est suivi par d'autres détenteurs de capitaux dans le monde du cinéma égyptien, la gloire de celui-ci ainsi que le respect et l'adhésion du public lui seront restitués. (...) Il est possible que les responsables de la censure soient irrités par une scène ou deux, une phrase ou probablement par l'impact de la critique sociale que diffuse le film, mais dans l'ensemble celui-ci ne puise-t-il pas la substance de ce qu'il présente dans la réalité ? Je dirai même qu'il ne transcrit qu'une image simplifiée de ce qui se passe dans la réalité. Le monde de la contrebande et la mafia des commerçants sont mille fois plus grands et néfastes, et dépassent de loin la représentation qu'en donne le film. Conformément aux enquêtes du parquet et du procureur socialiste ainsi qu'aux procès soumis à l'arbitrage des tribunaux, la contrebande emprunte des voies et des moyens détournés plus subtils que les tentatives perceptibles dans le film de faire passer clandestinement par les douanes de Port-Saïd une marchandise transportée par un camion. Ces subterfuges sont considérés comme puérils par les maîtres du commerce et de la contrebande (...). L'échec, à la fin du film, de la lutte que mène l'officier de police contre les contrebandiers et leur danger qui finit par atteindre son propre foyer peut paraître gênant. Cependant, une question se pose : est-il plus utile de sortir la conscience tranquille du film, du fait du triomphe de l'officier qui dissipe notre inquiétude et enlève sa gravité à ce problème porté à l'écran, ou de sentir que le danger que représente celui-ci est omniprésent, qu'il convient d'y prendre garde, de le dévoiler et de l'éliminer ? » (Tawfik, 1981). Un autre article publié dans le quotidien *Al-Akhbar* souligne que : « La censure avait décidé la suppression de deux scènes du film mais son producteur Abdel Azim Al-Zoghbi a

déposé une plainte auprès du ministère de la Culture qui a été saisie par son Comité de doléances. Celui-ci a décidé l'autorisation de la projection de l'intégralité du film au sein de la République d'Egypte mais la suppression des scènes désignées par la censure des copies destinées à la distribution et à l'exploitation à l'étranger, à l'exception de celles réservées à la projection dans des festivals, vu que le film a été sélectionné par le Conseil supérieur de la culture pour représenter l'Egypte au Festival de Locarno en Suisse. *Les gens du sommet* traite la vie des escrocs qui passent du vol à la tire à la contrebande, qui les porte au sommet de la hiérarchie sociale (...). Quant aux deux scènes dont le Comité de doléances a autorisé la projection, en dépit de la décision de la censure, elles concernent, d'une part, la mutation de l'officier de police intègre à Assiout, dans le sud du pays, après sa découverte d'une opération de contrebande, et d'autre part, la manière dont on corrompt un fonctionnaire en glissant une enveloppe d'argent dans le tiroir ouvert de son bureau » (*Al-Akhbar*, 1981). Par ailleurs, le critique Atef Fathi note un mécanisme de légitimation qui rend un voleur sympathique et nuit à l'enjeu du film, qui vise à stigmatiser les pratiques de la couche de voleurs et de contrebandiers dont il se réclame. « Dans son dernier film *Les gens du sommet* tiré du roman du grand écrivain Naguib Mahfouz, écrit-il, le cinéaste Ali Badrakhan traite le grave problème du développement phénoménal d'une couche parasite d'exploiteurs, dans le cadre des lois de l'ouverture économique actuelle. Ce problème affecte la structure politique et économique de la société et se répercute dans les attitudes et les conduites des individus (...). Cependant, le défaut que comporte le film consiste en l'effet qui favorise l'adhésion du public au personnage de Zaatar, le voleur habile qui réussit à se servir de l'ouverture économique dans ses projets d'ascension sociale. En dépit du fait qu'il incarne un modèle culturellement arriéré, il triomphe de tous ses adversaires, y compris du représentant intègre de la loi qui adopte une position « Don Quichotienne » aboutissant à l'échec. Ceux qui éprouvent de la sympathie pour ce personnage d'officier de police sont la minorité

éclairée, consciente de la noblesse de sa lutte contre ces attitudes déviantes devenues la règle. Le film diffuse une mise en garde claire et évidente contre le danger inhérent aux pratiques de la couche parasite préjudiciables à la société égyptienne au moment où elle traverse une phase cruciale d'évolution » (Fathi, 1981).

Par ailleurs, les critiques mettent l'accent, dans l'ensemble, sur le problème d'actualité que soulève le film : « L'émergence, dans le contexte de l'ouverture économique instaurée en 1975, d'une nouvelle couche économique composée de contrebandiers, qui enfreint la loi, obtient des marchandises par la voie de la contrebande et ouvre des établissements de commerce » (*Akher Saa*, 1981). Ils soulignent également « le caractère parasite de cette couche qui trône au summum de la richesse, dont les fortunes sont acquises par l'exploitation des circonstances, des gens et des lois » (Hosn Chah, 1981), et évoquent que « le film traite avec conscience et connaissance la question de la contrebande, le "bas monde" l'aventuriers, de délinquants et de corrompus qui s'y rattache et l'univers des grands et petits maîtres du marché de Attaba* » (Al-Salamouni, 1981). Cependant, les critiques manquent à approcher la question de la corruption des pouvoirs publics et des appareils administratifs des douanes qui lèvent les interdits ou les charges douanières pesant sur les contrebandiers. En évoquant le rapport de forces existant dans la société entre la couche des contrebandiers et les appareils chargés de l'application des règles et des lois, que reproduit le film, le critique Rafik Al-Saban souligne modérément que « la lutte entre une couche parasite, née dans des circonstances sociales et économiques particulières qui lui garantissent la réussite et l'épanouissement tant qu'elles se maintiennent, et une catégorie représentant l'ordre, qui possède des moyens limités pour contrer ce fléau morbide et ne peut,

---

* Marché situé dans un quartier populaire où les articles de consommation ou autres sont vendus à des prix relativement bas par rapport aux marchés concurrents.

en conséquence, qu'échouer dans sa tentative de l'enrayer, est une lutte à armes inégales. *Les gens du sommet* est exactement l'histoire de cet échec et de cette réussite » (Al-Saban, 1981). Un autre article évoque succinctement que : « L'officier de police intègre, qui déploie ses efforts pour mener à bien son travail et essaye d'éliminer le vol et la contrebande, découvre à la fin, à sa surprise, que les voleurs bénéficient de protection, et ses efforts furent sanctionnés par une mutation au sud du pays » (*Akher Saa*, 1981). On note que ces deux dernières critiques s'imposent une censure en évitant d'indiquer clairement, ainsi que le suggère le film, que la lutte de l'officier de police contre les contrebandiers est condamnée à l'échec en raison non seulement des positions de force que possèdent ceux-ci, mais aussi de la corruption de supérieurs hiérarchiques qui, au sein même de l'appareil de justice dont il dépend, appuient un grand contrebandier dont il découvre les actions illicites.

Résumé de l'action

Zaatar, un voleur à la tire, collabore avec un officier de police, Mohamed, pour restituer à un homme d'affaires, Zaghloul, un portefeuille contenant des documents importants qui lui a été volé. En échange, Zaatar sollicite un emploi dans la grande entreprise d'import-export que possède ce dernier. De porteur de marchandises, il se métamorphose en homme d'affaires. Zaghloul se sert de son expérience en matière de vol et l'initie aux opérations délicates de la contrebande. Zaatar y fait montre d'habileté et d'audace et devient ainsi l'homme de main de celui-ci. Il courtise Siham, la nièce de l'officier Mohamed, qui ignore ses activités, et la tente par le prestige de sa nouvelle identité d'homme d'affaires. À son tour, il convertit le groupe de voleurs à la tire auquel il appartient à la contrebande. Leurs affaires prospèrent et ils ouvrent des magasins. L'officier Mohamed collabore avec la police de l'anti-contrebande pour les piéger, mais il lui

échappent. Zaatar subtilise une grande quantité de marchandises, introduite par la contrebande, à Zaghloul et s'en sépare pour gérer ses propres affaires commerciales. Pour sanctionner son acte, ce dernier le dénonce à Mohamed et l'avertit de son idylle avec sa nièce Siham. Pour déjouer la vigilance de la police, Zaghloul propose, par la suite, à Mohamed une alliance par le mariage avec Siham. Celle-ci repousse cette alliance et demande à Zaatar de l'aider à s'en défaire. Ce dernier lui offre un emploi dans le commerce pour l'affranchir de la tutelle de son oncle et son épouse. L'enquête de la police révèle l'implication de Zaghloul dans une contrebande, mais il obtient une dispense de pénalisation. En revanche, Mohamed, dont l'intégrité et le zèle dans la lutte contre la contrebande ne sont pas appréciés, subit une mutation à un poste dans le sud du pays.

Analyse

Une pancarte reproduisant l'image agrandie et les lignages circulaires d'une empreinte digitale, où sont inscrits respectivement le nom du producteur, le titre du film et le nom de l'auteur du roman dont il est tiré, ouvre le film. Elle indique ainsi que son enjeu puise sa substance dans une affaire qui concerne l'autorité de la loi, le respect ou la transgression de celle-ci. Ensuite, un plan rapproché d'un homme dans la cabine d'une voiture conduite par un chauffeur ouvre la séquence pré-générique. L'homme scrute longuement les rues. Cela dénote qu'il les inspecte pour y déceler quelque chose. Des plans larges et des panoramiques alternent et montrent des panneaux publicitaires qui abondent dans les rues, faisant la promotion de produits de consommation importés : des cigarettes anglaises ou françaises, des produits de conserve et des voitures. La voiture transportant l'homme s'engage vers un pont. Un plan fixe s'interpose, où on voit un panneau publicitaire portant l'inscription : « Des années de prospérité nous attendent » qui accrédite et contribue à rationaliser et à idéaliser la politique du

pouvoir en place. Un panoramique succède à ce plan et montre un panneau où figure le nom d'un agent égyptien représentant le monopole américain d'automobiles Chevrolet ainsi que des panneaux faisant la publicité de cigarettes américaines et de projets prospères de construction d'hôtels de tourisme. Suit un travelling vertical vers le bas montrant une grue dans un chantier de construction de bâtiments. Ces angles de vue, pris dans les rues, transcrivent, dans un style réaliste et authentique, le contexte général de l'ouverture économique où la profusion de produits de consommation importés signifie l'abondance et incite à la consommation, signe de prospérité. La construction d'hôtels et de bâtiments est manifestement la réelle et unique opération entreprise dans ce contexte, tandis que les projets d'industrialisation y font défaut. Le pouvoir politique, auquel se réfère le panneau portant l'inscription « des années de prospérité nous attendent », qui garantit cette prospérité définie : la consommation, les activités de l'hôtellerie et de la construction du bâtiment, est donc nécessaire d'après ce mécanisme de légitimation publicitaire. Cependant, ce mécanisme invite à s'interroger sur la capacité de ce pouvoir à satisfaire les attentes et gérer les aspirations de l'ensemble de la population ou inversement sur son aptitude à promouvoir uniquement un groupe privilégié. La suite du film apporte une réponse à cette interrogation que tient en réserve cette séquence d'introduction.

À la station d'un bus, de nombreuses personnes attendent. Un plan rapproché montre un individu tenant un journal. L'homme dans la voiture l'aperçoit et demande au chauffeur de s'arrêter à proximité de la station. On comprend qu'il est un officier de police. L'individu tenant le journal subtilise le portefeuille d'une personne. L'officier de police envoie deux policiers à sa poursuite. Le voleur à la tire parvient à leur échapper en montant dans un bus encombré de passagers, qui arrive et démarre aussitôt. L'officier de police fait signe aux policiers de le rejoindre et monte dans la voiture.

Un travelling avant montre le voleur sur la marche extérieure de l'escalier du bus, s'accrochant avec difficulté à une barre avec d'autres passagers. Ce plan suggère le manque de confort dans les transports en commun. Le voleur descend à proximité d'un pont. Il le traverse, sort l'argent du portefeuille qu'il vient de subtiliser et le compte. À l'autre bout du pont, l'officier de police, qui le guette, le surprend, l'appelle par son nom « Zaatar » et lui passe les menottes à la main. Un gros plan montre sa main tenant l'argent, emprisonnée par les menottes, et le générique commence. Les titres du film défilent sur une image où sont disposées plusieurs empreintes digitales, suivie par une série de plans fixes : une photo de profil de Zaatar en tenue de prison, un plan moyen de la cellule où il est incarcéré, des plans larges des prisonniers vaquant à des travaux et enfin un plan rapproché de Zaatar devant sa couchette dans sa cellule.

Dans la séquence d'ouverture et celle du générique, Zaatar est présenté comme un personnage délinquant, et l'itinéraire qui le conduit en prison est ainsi déterminé. En revanche, de par son action, l'officier de police représente l'ordre ; il veille sur la sécurité de la population et son attitude envers celle-ci est diamétralement opposée à celle de Zaatar.

Un plan d'ensemble montre la façade d'un central téléphonique. Trois femmes attendent en face de sa porte de sortie. L'une d'elles demande : « Où est Siham ? » Celle-ci arrive aussitôt. Elle s'excuse pour son retard dû à une tâche importante qu'elle devait accomplir avant de quitter son travail. Une de ses collègues, forte de taille, propose aux autres de partager les frais d'un taxi pour éviter les transports encombrés. Les autres rejettent cette suggestion, avouant leur manque de ressources. Elles finissent toutes par emprunter les transports en commun. Un plan moyen montre la foule de passagers qui encombre le bus transportant Siham et ses collègues. Gênée par la promiscuité d'un passager, Siham se querelle avec lui. Des passagers interviennent et protestent contre le manque de

confort et la surcharge des transports en commun. Le bus s'arrête promptement à une station. Des passagers et Siham descendent en hâte, d'autres s'engouffrent aussitôt dans le bus qui démarre en vitesse. Des passagers n'ayant pas pu l'emprunter expriment leur désarroi, et le talon de la chaussure de Siham se casse lors de la bousculade.

Contrairement à l'étalage publicitaire, dans la séquence pré-générique, des signes de l'ouverture économique accréditant l'idée que la prospérité est à la portée de tous et rationalisant par là l'efficacité et la légitimité du système, ces deux dernières séquences traduisent le manque d'encadrement de la population par les pouvoirs publics, le peu de services dont elle bénéficie, l'insuffisance des moyens de transport et la surcharge de ceux qui sont en service et enfin la pauvreté matérielle des fonctionnaires.

Siham retrouve deux petites élèves à la sortie d'une école et les conduit à la maison. Un plan rapproché montre une femme qui rajuste son maquillage, tenant une petite glace en main, dans un appartement. La porte sonne, elle appelle une dénommée « Zahira » et lui demande d'ouvrir. Un plan moyen montre celle-ci occupée à préparer la nourriture dans la cuisine contrairement à l'autre femme désœuvrée. Zahira ouvre la porte. Siham et les deux jeunes filles pénètrent dans l'appartement. Siham embrasse Zahira, sa mère, et salue Sanaa, la femme désœuvrée. Elle rejoint, ensuite, sa mère dans la cuisine pour l'aider. L'officier de police arrive et ils se mettent tous à table pour manger. On voit ainsi une famille de trois générations réunie à l'occasion d'un repas : Mohamed, l'officier de police, son épouse Sanaa et ses deux jeunes filles Amal et Manal, Zahira, la sœur de Mohamed, et Siham, sa fille. Cependant, l'harmonie de cette réunion se dissipe aussitôt en raison de la plainte de Sanaa de la qualité du repas. Elle reproche à Zahira de ne pas être économe dans les dépenses concernant l'alimentation et quitte la table en signe de riposte. Mohamed la rejoint après avoir adressé des

compliments sur le repas à sa sœur. Un échange de regards entre Siham et sa mère, accompagné d'une musique mélancolique, indique leur désarroi et leur indignation.

Un plan rapproché montre Mohamed dans sa chambre reprochant à son épouse sa conduite vis-à-vis de sa sœur. Il invoque que celle-ci assume toutes les tâches domestiques et veille sur leur confort. Un plan moyen montre Sanaa qui s'assoit devant une glace, suggérant son égoïsme. Elle se plaint d'avoir Zahira et Siham à leur charge. Mohamed lui affirme qu'il était inconcevable de les laisser habiter une tente après la démolition de leur maison. Elle lui demande alors de mobiliser les moyens dont il dispose en tant qu'officier de police pour leur trouver un appartement. Elle évoque en outre que Zahira perçoit une retraite après le décès de son mari et sa fille possède un revenu leur permettant de louer un appartement. Mohamed conteste cet argument, rappelant la disproportion des revenus par rapport à la hausse des loyers et des cautions à payer pour obtenir un appartement. Sanaa déplore son sort, et Mohamed lui confirme que tous les citoyens sont confrontés à des situations identiques en raison des problèmes économiques dominants. Il souligne aussi que son devoir est d'offrir l'hospitalité aux membres de sa famille en détresse, quel que soit le peu de ressources qu'il possède.

Il convient de noter que la définition de la situation de la famille de Mohamed dans cette séquence illustre, en contrepoint, le problème, que suggèrent les images réalistes des séquences précédentes, du manque d'encadrement de la population par les pouvoirs publics, évalué selon le critère des services accordés à celle-ci : manque de moyens de transports, baisse des revenus, hausse des prix, inflation et difficulté d'obtention de logements.

Mohamed achève sa discussion avec son épouse en s'approchant de la fenêtre. Il observe quelque chose qui l'intrigue dans la rue et se précipite vers l'extérieur brusquement. Un plan rapproché montre Zaatar appuyant son dos contre

la clôture d'un jardin, occupé à strier un barreau avec la lame d'un canif. Mohamed s'approche de lui et l'interpelle : « Quand est-ce que tu es sorti de prison, Zaatar ? » L'interroge-t-il. Zaatar en tenue débraillée, un béret couvert de tâches sur la tête, semble perturbé par la rencontre de Mohamed. « Je suis sorti depuis deux semaines », répond-il. Mohamed lui demande la raison de sa présence devant sa propre maison et s'il a l'intention de se réformer et d'apprendre un métier pour travailler. Zaatar affirme qu'il ignore qu'il habite à cet endroit et exprime le besoin de former un capital pour monter une affaire. Il adopte ainsi dans son discours les valeurs qui se réclament du « credo libéral » dominant : le capital, la libre entreprise, voire l'initiative individuelle. Mohamed le réprimande, lui confisque le canif et le menace de l'écrouer s'il le découvre sans travail. Zaatar s'éloigne en hâte, sous l'effet de cette menace.

Une voiture de luxe, spacieuse, conduite par un chauffeur s'arrête devant un commissariat de police. Un homme, assis sur la banquette arrière, descend. Sa tenue indique son aisance. Il pénètre dans le commissariat. Un plan moyen montre Mohamed qui l'accueille dans son bureau, louant sa qualité d'homme charitable. Ils s'installent. « Je viens ici malheureusement pour vous faire part d'un mauvais incident qui m'est arrivé, dit le notable. - Le préfet m'en a parlé, répliqua Mohamed. En effet, c'est un mauvais incident, Monsieur Zaghloul. - Monsieur Adly, le préfet, est un homme très honorable », ajoute Zaghloul. Il offre une cigarette de marque étrangère à Mohamed qui la refuse, argumentant qu'il consomme des cigarettes de marque nationale. Zaghloul l'informe qu'un portefeuille contenant des documents importants lui a été subtilisé, lors d'un banquet qu'il a organisé pour les pauvres à la Mosquée de la *Qoobba Al-Feddawiya*, après qu'il l'ait sorti pour distribuer des dons aux pauvres et aux serviteurs de la mosquée. Il manifeste le désir de le récupérer en raison de l'importance de ces documents. « M. Adly m'a dit que vous connaissez tous les

voleurs, dit-il. - Pas tous, réplique Mohamed, tous le jours, on assiste à l'émergence de nouveaux types de voleurs. On ne peut, toutefois, arrêter un voleur que lorsqu'il commet un délit ou se débarrasse de l'objet volé. Nous avons des instructions strictes là-dessus et nous devons respecter l'autorité de la loi. - Je dois donc renoncer à l'espoir de retrouver mon portefeuille, conclut Zaghloul. - On peut entamer une recherche selon une procédure qui peut, dans certains cas, aboutir à un résultat satisfaisant, poursuit Mohamed. Je vais l'entreprendre et vous tenir au courant de la suite.»

On note dans cette séquence une valorisation d'ordre charismatique du personnage de Zaghloul. Une tradition paternaliste : œuvres sociales, assistance aux plus démunis est magnifiée sur ce notable. Il consolide sa notoriété et son influence non seulement par le don et la générosité, mais aussi par l'appui d'hommes de loi tels que le préfet.

Un plan d'ensemble montre un café situé dans un jardin, où des tables sont disposées et occupées par des consommateurs. Un plan moyen lui succède et montre Zaatar qui discute avec un homme. « Tu dois être content de la fin de la détention et profiter de ta liberté », lui dit celui-ci. Une jeune fille apparaît en tenue traditionnelle et offre à manger à Zaatar. Un autre homme, assis à proximité, désapprouve cette complaisance. « De quoi es-tu jaloux, Tata ? » Lui demande la jeune fille. Tata déplore son désœuvrement dû à son rapprochement de Zaatar qui est inactif et lui propose de l'assister au vol à la tire dans les transports en commun. Elle repousse sa proposition en argumentant que les moyens de transport font l'objet de tant de pillages qu'il n'y a plus rien à en tirer. Zaatar commande un thé, et le propriétaire du café, maître Hanache, lui rappelle que ses consommations non réglées s'accumulent. Le serveur du café les avertit de l'arrivée de deux policiers habillés en civil. Maître Hanache se précipite pour les accueillir et apprend qu'ils viennent chercher Zaatar. Il demande à celui-ci s'il a commis un délit. Zaatar le nie

en invoquant son immobilité et son désœuvrement. La jeune fille intervient pour dissuader Zaatar de se rendre au commissariat de peur qu'il n'y soit incriminé injustement. L'homme qui discutait avec Zaatar se solidarise avec lui. « Nous voulons connaître la charge que vous retenez contre Zaatar, demande-t-il aux policiers. On dit qu'il y a des lois dans ce pays ! Non. » Les policiers rejettent son argument et emmènent de force Zaatar. À travers les attitudes de ces différents personnages vis-à-vis de Zaatar, notamment la prise en charge de ses consommations par maître Hanache, nous pouvons déduire que des principes de cohésion sociale et de solidarité unissent cette communauté de voleurs face à l'adversité générale et à la précarité dues à sa situation marginale.

Un plan moyen montre l'officier Mohamed à son bureau. Il signe des documents que lui soumet un subordonné en faisant un compte rendu de ses activités. Un policier annonce la présence de Zaatar. Mohamed lui demande de le lui amener. Zaatar se plaint du harcèlement de la police. Il s'enquiert du motif de sa convocation et affirme ne pas exercer d'activité délictueuse depuis sa sortie de prison. Il souligne aussi que la police en est consciente, du fait qu'elle le surveille. Le subordonné de Mohamed se retire. « Apparemment tu t'es reformé, dit Mohamed à Zaatar. Certains gens t'ont même vu prier à la mosquée. - Quelle mosquée ? J'ai jamais prié dans une mosquée, rétorque Zaatar. - Que faisais-tu donc à la Mosquée de la *Quoôba Al-Feddaviya* ? L'interroge Mohamed. - Je ne comprends rien, réplique Zaatar, pourquoi m'avez-vous fait venir ici ? » Mohamed lui demande de restituer le portefeuille qu'il a subtilisé à la mosquée. Zaatar riposte contre cette accusation, rappelant qu'il n'a point d'activité. Mohamed lui demande s'il connaît l'auteur du vol. « Vous m'avez fait venir pour vous informer sur l'identité du voleur ! » Ironise Zaatar. Mohamed le contraint à avoir de la retenue. « Ce n'est pas la première fois que vous sollicitez la collaboration de gens comme nous, poursuit Zaatar. - Connais-tu celui qui a volé le portefeuille ? L'interroge

Mohamed, es-tu au courant de ce vol ? » Zaatar s'abstient de répondre. « J'ai besoin de temps », suggère-t-il. Mohamed lui propose de collaborer à la restitution du portefeuille dans un délai rapide à son propriétaire qui promet une récompense gratifiante. Zaatar y acquiesce et se retire. La nuit, tombée, apparaît de la fenêtre du bureau de Mohamed. Celui-ci appuie ses bras contre sa nuque pour chasser la lassitude. Ces indications suggèrent qu'il consacre beaucoup de temps à son travail et qu'il a le sens de la responsabilité et du dévouement.

Un plan d'ensemble du jardin attenant au café montre des clients, Tata et un autre voleur qui pratiquent un jeu de dés ainsi que la jeune fille et Zaatar assis en arrière-plan. Tata raconte qu'il a suivi une femme élégante dont il a subtilisé le sac à main. Il l'exhibe à son compagnon en indiquant qu'il n'y a trouvé qu'une modique somme d'argent et déduit que sa propriétaire est une fonctionnaire. « Les fonctionnaires sont très misérables ces temps-ci, souligne son compagnon. - On dit que celui qui les vole n'entre pas au paradis », ajoute la jeune fille. Ces prédicats accentuent et dramatisent davantage la situation générale des fonctionnaires et leur misère, remettant en cause les thèses dominantes rationalisant l'aptitude du système à garantir la prospérité à l'ensemble des citoyens dans le cadre de la politique d'ouverture économique.

Un plan rapproché montre Zaatar qui semble inquiet. « Rassure-toi, lui dit la jeune fille, si c'est Dokch qui a volé le portefeuille, il te le rendra, il t'aime bien. - Il aime plus l'argent », réplique Zaatar. Maître Hanache s'assoit à leur table et leur offre des cigarettes. « Dokch est un chic type, ajoute-t-il, il apprécie le soutien que tu as accordé à sa famille lors de sa détention et il te rendra service. - Et si c'est pas lui qui a volé le portefeuille ? S'interroge Zaatar avec inquiétude. - Il n'est pas possible que ce ne soit pas lui, confirme Hanache, la mosquée se trouve dans son district et nul autre ne peut y opérer. » Ces paroles dénotent que maître Hanache possède des antécédents dans le pillage et qu'il connaît et maîtrise ses

règles. Zaatar exprime le vœu de voir cette affaire aboutir pour s'affranchir de la pression et de la vigilance de Mohamed, l'officier de police. Son destin semble ainsi suspendu à la restitution du portefeuille.

Un plan rapproché montre Mohamed qui répare un meuble disloqué à son domicile. Le plan s'élargit et on voit sa famille réunie autour d'une table à l'entrée de l'appartement. Zahira lui sert un thé qu'il apprécie et lui annonce qu'un prétendant a demandé la main de Siham. Mohamed se renseigne sur les ressources dont dispose la famille du prétendant et apprend qu'il est de souche modeste. Il interroge Siham sur sa profession. « Il est licencié en droit, répond Siham, et travaille actuellement au ministère des Subventions et des Affaires théologiques. - Comment peut-il ainsi se marier ? » Demande Mohamed. Son interrogation renvoie aux revenus et à la position modestes des employés de la fonction publique. « Je vous préviens que nous n'avons pas les moyens de financer ou d'aider aux préparatifs du mariage », souligne Sanaa. Un gros plan montre l'expression de désolation qui se dégage du regard de Siham. Mohamed lui propose de faire part de cette discussion au prétendant et d'en recueillir son avis. La porte sonne, la fille de Mohamed ouvre et lui annonce la présence de Zaatar. La famille réintègre l'intérieur de l'appartement, et Mohamed accueille ce dernier qui lui restitue le portefeuille de Zaghloul. Ils s'installent. « Peux-tu m'informer de l'identité de celui qui l'a subtilisé ? Demande Mohamed. - Je ne trahis jamais un ami, riposte Zaatar. - Tu sembles avoir des principes, ironise Mohamed. - Si les choses n'allaient pas si mal, poursuit Zaatar, je pourrais devenir quelqu'un. - Un officier de police, par exemple, réplique Mohamed. - Non, proteste Zaatar, votre métier ne me plaît pas. La mission dont vous charge le gouvernement est d'arrêter les voleurs et les délinquants pour garantir la sécurité aux citoyens. Cependant, ce même gouvernement leur impose des impôts exorbitants, leur fait subir la hausse des prix, des droits de timbre ou autres recettes. - Ces opinions peuvent te valoir la prison,

souligne Mohamed. - Votre défaut est de ne jamais vouloir reconnaître la vérité, déplore Zaatar. La fonction que j'aimerais exercer, poursuit-il, est celle de directeur d'une banque. - Pour rafler la caisse, ironise Mohamed. - Non, c'est un métier qui draine beaucoup d'avantages », rétorque Zaatar. Siham lui sert un thé et un sandwich. Un gros plan montre le visage de Zaatar surpris et enchanté par le charme de cette dernière. Mohamed appelle Zaghloul et le convie à son bureau pour lui restituer son portefeuille.

Il importe de noter dans ces deux dernières séquences que les voleurs présupposés exclus de la société sont ceux qui élucident, paradoxalement, la conjoncture économique spécifique de celle-ci : la misère des fonctionnaires, la surcharge des transports en commun et le manque de services. Par ailleurs, Zaatar définit avec clairvoyance les finalités de l'organisation sociale ; le gouvernement combat le pillage, mais au lieu de décider des choix et des programmes stratégiques utiles, de gérer les attentes et les intérêts collectifs, il se confine dans les fonctions réduites d'intendance et de prélèvement de la fiscalité. Ces indications suggèrent que la critique du contexte général de l'ouverture économique est interdite et que la communauté située en marge de la société, qui n'en subit pas les contraintes directes et n'intériorise pas nécessairement la rationalisation des propositions pragmatiques, censées s'adapter aux problèmes économiques dominants, est donc seule capable d'en donner une vision juste.

Un gros plan montre des mains qui vérifient le contenu d'un portefeuille. Le plan s'élargit, et on voit Zaghloul au bureau de Mohamed. Il remet une somme d'argent à Zaatar pour le récompenser. Ce dernier lui réclame une gratification supplémentaire, arguant que cette récompense revient de droit à celui qui a subtilisé le portefeuille. Il fait montre ainsi de solidarité vis-à-vis d'un membre de son groupe marginal d'appartenance. Zaghloul y consent, en dépit de l'indignation de Mohamed. Zaatar sollicite de Zaghloul une offre d'emploi. Il

manifeste son intention d'abandonner la voie de la délinquance et évoque la qualité de bienfaiteur attribuée à celui-ci pour le sensibiliser. Il affirme en outre que le travail légal le dispensera de la poursuite de Mohamed. L'hostilité de l'environnement, l'angoisse du dénuement et de la faim et la pression de Mohamed déterminent ainsi l'évolution claire de Zaatar que traduit son intention de se repentir.

Un plan rapproche montre Zaghloul exhibant son chapelet en signe de piété. « Puisque tu exprimes le vœu sincère de te repentir, dit-il à Zaatar, je t'aiderai volontiers. » Mohamed approuve son attitude tout en le mettant en garde contre une éventuelle déviation de Zaatar. Celui-ci accentue son désir de prendre le droit chemin et affirme sa disposition à assumer tout type de fonction susceptible de lui garantir un gain légitime. Zaghloul l'invite à se rendre à son entreprise. L'évolution de Zaatar sous la pression de la police et des contraintes de la survie ainsi que l'ouverture d'une perspective d'emploi font progresser l'action.

Il convient de souligner, par ailleurs, que l'idéalisation de l'image du patron, voire du leader social, qu'incarne Zaghloul, correspond à un ensemble de qualités politiques et sociales accordées à la situation économique spécifique de la période de 1975 - 1980 : est ainsi mise en valeur son aptitude à offrir de l'emploi, à défendre l'entreprise et à réduire le danger du libéralisme économique qui n'est pas contrebalancé par l'intervention de l'Etat. Sont aussi accentuées ses qualités à consonnance morale et l'imputation de ces qualités à l'homme plus qu'à sa stratégie de prééminence sociale et économique ; ses actes de charité, ses réalisations sociales deviennent des signes de générosité personnelle, de bonté à l'égard des plus démunis, d'attention constante aux solliciteurs au point que l'appui de l'appareil de justice : la police, dont il bénéficie, semble être lié à cette aptitude au don.

Zaatar se retire en compagnie d'un policier. Dans un couloir, il croise Siham qui se dirige vers le bureau de son oncle Mohamed. Son regard demeuré

suspendu sur elle, dénote l'admiration qu'il lui éprouve. Siham pénètre dans le bureau. Mohamed la présente à Zaghloul qui s'apprêtait à partir. Ce dernier loue sa beauté et s'en va après avoir remercié Mohamed de sa collaboration. Siham apprend à Mohamed que Refaat, son prétendant, désire le rencontrer. Elle propose que la rencontre ait lieu à l'extérieur du domicile pour éviter l'intervention de tout autre interlocuteur. Mohamed y acquiesce.

Un gros plan du visage du prétendant succède à cette séquence, permettant de l'identifier. Il développe une faconde sur l'amour qui doit présider aux liens du mariage, sur son admiration des qualités de Siham. Mohamed l'interrompt pour situer la discussion à un niveau réaliste. Un plan moyen les montre assis en compagnie de Siham à une table, dans un cafétéria entouré de verdure. Selon Mohamed, l'amour n'est pas l'unique enjeu à prendre en compte pour sceller une union par le mariage dans la conjoncture économique présente. Refaat propose la réduction des frais correspondant aux préparatifs du mariage : le cadeau de fiançailles, la dot, la cerémonie de mariage... Un gros plan montre, en contrepoint, le regard approbateur de Siham. Mohamed lui demande s'il possède un appartement, ou à défaut s'il peut se loger avec Siham dans l'appartement de ses parents. Il affirme qu'il ne dispose pas de logement et ne peut pas adopter la solution de rechange, vu que son frère aîné et son épouse habitent chez ses parents. Son ambition est de trouver un emploi plus rémunérateur dans un pays étranger à même de lui permettre d'y fonder un foyer. « N'étant pas ingénieur ou artisan, lui dit Mohamed, tes chances d'emploi à l'étranger sont limitées. - Limitées certes, réplique Refaat, mais pas nulles. » Si l'émigration n'est guère accessible, l'alternative pour Refaat sera de conclure les fiançailles et d'attendre que les circonstances s'améliorent. Mohamed, en revanche, ne s'oppose pas à l'idée de longues fiançailles à défaut d'une issue immédiate. Il met l'accent sur l'incertitude de l'amélioration des circonstances, invoquant l'impasse générale. Cependant, il

assure à Refaat de consentir à son alliance avec Siham si à l'avenir il aurait les moyens concrets de faire aboutir son dessein et le conjure de ne pas fréquenter Siham, dans l'attente. Refaat demande à Siham son avis dans un ton mélancolique. Un gros plan montre le regard résigné et affligé de cette dernière. Elle considère, toutefois, son oncle d'un air réprobateur. Un plan moyen des trois personnages donne l'ambiance d'affliction, puis se réduit pour cadrer le visage désolé de Refaat. Cette réduction de l'image, renvoyant à celle du début de la séquence, suggère que l'espérance du prétendant est battue, par anticipation, en brèche par l'incontournable situation économique. La fin de cette séquence jette un éclairage inquiétant sur la condition des couches moyennes qui préfigure une mutation fondamentale dans les attitudes et les pratiques. Le système politique en place n'a pas l'aptitude à garantir à ces couches un minimum de bien-être et de sécurité : des revenus suffisants, la possibilité de fonder une famille et d'obtenir un logement convenable. Pour transcender cette situation, l'émigration semble être l'unique alternative pour la jeunesse.

La décision de Mohamed de refuser l'alliance de Refaat avec Siham installe la tourmente dans la famille. Dans sa chambre, Siham se plaint de son sort en pleurant. Sa mère essaye de la consoler. Dans la salle de séjour contiguë, Samaa reproche à Mohamed son attitude vis-à-vis du projet de mariage de Siham. Elle ne manque pas aussi de soulever la question de leur cohabitation. Mohamed argumente que les revenus de Refaat et de Siham conjugués ne leur permettent pas de se prévaloir d'un logement convenable. Zahira rejoint son frère et déplore la situation de sa fille qui n'a pas pu poursuivre ses études et ne peut pas épouser l'homme qu'elle aime. Mohamed compatit à sa souffrance mais affirme qu'il a agi dans l'intérêt de sa nièce. Il rappelle que les difficultés économiques présentes impliquent que la raison triomphe de la passion. Il convient, par ailleurs, de noter que la

cohabitation que récuse Sanaa et la quête par Siham d'un foyer indépendant et d'un mari sont les deux leitmotive qui définissent la situation conflictuelle de la famille.

Un gros plan montre une enseigne portant l'inscription « entreprise d'import-export de Zaghloul ». Suit un plan moyen montrant un livreur qui décharge un camion transportant des marchandises. Un homme demande à Zaatar de porter les caisses et de le suivre. Ils se dirigent vers un immeuble à façade neuve et moderne où siège l'entreprise de Zaghloul, signe de l'épanouissement de ses activités commerciales. Au seuil de l'immeuble, Zaatar rencontre deux étrangers, dont l'un d'eux porte une casquette, qui l'intriguent. Son supérieur l'interpelle et lui demande de s'activer. « On dit que ces hommes sont des militaires », dit Zaatar à son supérieur en désignant les deux étrangers qui ont disparu. « Comment peuvent-ils être des militaires et s'intéresser au commerce ? Demande-t-il. - Ils font partie des casques bleus qui se trouvent au Sinaï, explique son supérieur. Ils obtiennent divers produits de consommation importés , boissons alcooliques ou gazeuses, boîtes de conserve ..., à des prix bas, étant exonérés des droits de douane. Ils viennent, par la suite, nous en vendre un maximum pour obtenir des gains avantageux. Ça relève de l'escroquerie. - Et pourquoi le gouvernement impose-t-il ces droits de douane, demande Zaatar. Manque-t-il d'argent ? - Pour profiter des gens, répond son supérieur, et soumettre leurs activités à des contraintes pesantes.» Ainsi, sont discréditées simultanément la présence étrangère, qu'incarnent les forces d'interposition dépendant de l'O.N.U., laquelle défend les intérêts des monopoles étrangers en consolidant l'importation de leurs produits et favorise ainsi la dépendance du pays du marché international, et la fraude de la douane. Par ailleurs, Zaatar accentue à nouveau les finalités du gouvernement qui se limitent au prélèvement fiscal.

Dans son bureau spacieux et aménagé luxueusement, Zaghloul négocie la valeur d'une marchandise avec un fournisseur nommé Abou Saleh dont le

dialecte indique son appartenance à un pays arabe du Moyen-Orient. Un texte religieux en grand format, encadré, est accroché au-dessus de la tête de Zaghloul. Il tient en outre son chapelet dans la main. Ces signes accréditent l'idée qu'il fait intentionnellement l'ostentation de sa piété, ainsi que nous l'avons noté précédemment. Il se sert de la piété avec le don pour asseoir la légitimité de ses activités et de son influence sociale. Il parvient à conclure un accord avec Abou Saleh, lui verse un acompte en espèces sur le montant de la marchandise et lui promet un règlement définitif à la livraison de celle-ci, le lendemain. Un plan large montre l'intérieur de l'entreprise : des bureaux séparés par des cloisons vitrés sont occupés par des employés, dont certains déchargent des caisses de marchandises, des porteurs tels Zaatar en amènent d'autres. Zaghloul conduit le fournisseur à la sortie. Il croise Zaatar qui s'acquitte avec énergie de ses tâches et lui demande s'il est satisfait de son travail. Ce dernier lui exprime sa reconnaissance. Zaghloul se dirige, ensuite, vers son bureau. Il s'arrête brusquement et convie Zaatar à l'y rejoindre. « Le commerce requiert l'audace et l'esprit d'aventure, lui dit Zaghloul, et je trouve que tu possèdes ces qualités. Si tu fais preuve d'habileté, tu pourras dépasser ta condition actuelle et atteindre le sommet de la hiérarchie sociale. » Un plan rapproché montre Zaatar impressionné par ce projet d'ascension sociale. Zaghloul avance vers un bocal de poissons et y met de la nourriture. Geste qui suggère, en contrepoint, son entreprise de tenter Zaatar. Il invoque l'exemple illustratif de Hosny, son assistant, qui était porteur avant qu'il l'initie à ce métier qui lui a permis d'accéder à une position sociale élevée. Un plan rapproché montre Zaatar de plus en plus motivé par cette perspective ambitieuse. « Je te ferai subir une métamorphose radicale, ajoute Zaghloul en s'asseyant à son bureau. Je t'initierai aux affaires et t'enverrai réaliser des opérations commerciales pour mon compte en Europe. - L'Europe ! » S'exclame Zaatar. Zaghloul lui demande, en contrepartie, de l'aider à se venger du fournisseur Abou Saleh qui vient de lui

vendre à un prix exorbitant une marchandise de peu de valeur. Zaatar, sous l'effet des propositions gratifiantes, se montre coopératif.

Le mécanisme de tentation qu'adopte ici Zaghloul révèle un aspect caché de sa personnalité ; sous les apparences de générosité et de piété se dissimule un homme d'affaires redoutable qui ne répugne pas à emprunter la voie délictueuse dans ses transactions commerciales et y engager ses collaborateurs pour aboutir à ses fins.

Un plan moyen montre la jeune fille, éprise de Zaatar, au café que fréquente le groupe de voleurs. Elle exprime son inquiétude de la disparition de Zaatar et se plaint de la police qui le pourchasse. Samsoun, un voleur, la rassure en lui affirmant qu'il n'est pas en détention et qu'un autre voleur l'a vu remettre une grosse récompense à Dokch qui l'a aidé à restituer le portefeuille à son propriétaire. Il l'exhorte, l'appelant « Ouelgueia » à abandonner son chagrin et à l'assister dans une opération de pillage pour acquérir un gain.

Un plan moyen montre Zaatar dans un taxi stationné à proximité de l'entreprise de Zaghloul. Le conducteur s'impatiente. Zaatar lui promet une compensation pour son attente. Zaghloul apparaît, au seuil de l'entreprise, en compagnie d'Abou Saleh, le fournisseur. Hosny, son assistant, qui vérifie le déchargement des produits importés, livrés par celui-ci : appareils électroménagers et téléviseurs, avertit Zaatar de leur présence. Ce dernier y prête attention. « J'ai oublié de vérifier si le chèque que je viens de vous remettre porte une date », dit Zaghloul à Abou Saleh. Celui-ci sort le chèque de son portefeuille et constate l'absence de la date qu'ajoute Zaghloul. Il monte ensuite dans la voiture de Zaghloul que conduit son chauffeur. Zaatar demande au chauffeur du taxi de suivre cette voiture dès qu'elle démarre. Un plan rapproché montre Zaghloul qui observe cette scène avec cynisme. Cela suggère qu'il a tramé une conspiration contre Abou

Saleh. Celui-ci descend devant un hôtel, y pénètre et se dirige vers la cabine d'un ascenseur. Zaatar le suit en hâte, le rejoint dans la cabine et bouscule d'autres individus pour se rapprocher de lui. Sa conduite traduit son intention de lui dérober quelque chose.

Un plan rapproché montre Zaghloul exhibant le chèque dont Abou Saleh annonce la perte au téléphone, réclamant la contre-valeur. Il refuse de la lui concéder, soulignant que l'acompte qu'il a reçu couvre la valeur réelle de la marchandise acquise, et achève promptement la discussion. Zaatar, assis en face de son bureau, paraît abattu. Zaghloul lui demande la raison de sa tourmente. « Après mon repentir, explique Zaatar, j'ai dû voler à nouveau pour vous rendre service. - Que signifient ces propos ? L'interroge Zaghloul. - Que vous m'avez fait une promesse, répond Zaatar. - Et je la tiens », réplique Zaghloul. Il saisit un briquet et brûle le chèque volé par Zaatar en échange de son introduction dans le monde du commerce.

L'alternance de ces deux dernières séquences avec celle du café fréquenté par le groupe de voleurs transcrit la trajectoire de Zaatar. Nonobstant son intention de rompre avec le monde de la délinquance, il échoit dans le milieu du commerce et de l'importation où l'adoption d'une conduite délictueuse conditionne sa promotion sociale. Est ainsi accentuée l'imbrication du commerce avec le vol.

Zaatar, vêtu d'un costume neuf et élégant, se fait des photos d'identité à l'aide d'un « photomaton ». Un gros plan montre sa main qui saisit les photos développées. Se juxtapose un autre gros plan de sa main qui remet un formulaire dissimulant une enveloppe d'argent à une autre main. Celle-ci glisse l'enveloppe dans un tiroir ouvert, vérifie son contenu subrepticement, puis pose le formulaire sur un bureau. On voit le nouveau nom de Zaatar inscrit au dos d'une photo : « Mohamed Zaghloul Al-Noun ». La main du fonctionnaire invisible lui établit une

nouvelle pièce d'identité où il appose son empreinte. La juxtaposition de ces plans réduits illustre la manière dont on corrompt un fonctionnaire pour obtenir un service illégitime. La censure a tenté de supprimer cette séquence, entre autres, en raison de sa valeur redoutable de vérité, ainsi que l'indique précédemment la presse.

Un plan moyen montre la coupole du bâtiment administratif principal du Port-Saïd, auquel succède un plan d'ensemble du port où on voit des navires amarrés. La sirène de l'un d'eux retentit. Deux hommes sortent d'un bâtiment et se dirigent vers Zaatar qui attend sur le quai en face d'une grosse caisse. L'un d'eux ordonne à un subordonné en habit de marin de vérifier le contenu de cette caisse. Son compagnon s'approche de Zaatar et l'invite à regarder le quai opposé. Un travelling vertical vers le bas montre une grue qui y dépose une grosse caisse. Le contrôleur demande à Zaatar de verser des droits de douane réduits, vu que sa caisse contient des vêtements usés. Après son départ, Zaatar donne une rémunération importante au transitaire. Celui-ci a pu jongler avec le règlement douanier, transférant la véritable caisse de marchandises importées au quai opposé. Zaatar demande à un porteur de placer celle-ci dans un camion. Ainsi, la juxtaposition du délit et de la contrebande consacre l'introduction de Zaatar dans le monde du commerce.

Zaghloul vérifie le contenu de la caisse, dans un entrepôt, et félicite Zaatar pour la réussite de son opération commerciale. Il lui demande de livrer deux petites caisses de marchandises à un client et d'encaisser leur valeur en espèces sans signer de reçus. Ainsi, Zaghloul continue à initier Zaatar aux pratiques illicites. Avant de quitter l'entrepôt, il appelle Hosny et lui ordonne de stocker la marchandise pendant deux ou trois mois, affirmant qu'il a appris par des sources bien informées que les prix vont augmenter dans un avenir proche. Cela dénote son aptitude à s'ajuster, par anticipation, aux changements du marché et son sens développé de la rentabilité.

Hosny demande à Zaatar de le conduire en voiture à un endroit. Pendant le trajet, il l'initie aux lois de la perversion et de la jungle qui régissent le milieu du commerce. Il lui raconte que, pour constituer son patrimoine personnel, Taghloul, parti du bas de l'échelle sociale, a dû ravir une importante opération commerciale à un très riche commerçant qui l'avait employé. Il a pu gérer de petites affaires pour son propre compte, au cours de sa collaboration avec ce commerçant, et lorsqu'il s'est constitué un capital considérable, il l'a abandonné. Zaatar désapprouve cette conduite mais Hosny la légitime en insinuant que les conventions du « chacun pour soi » impliquent de telles dispositions.

Un panoramique montre Siham qui quitte son domicile et circule dans la rue avec empressement. Zaatar l'observe de sa voiture et la suit. Elle se rend à son lieu de travail. Zaatar gare sa voiture à proximité de celui-ci et y pénètre. Samsoun, son ancien compagnon du vol, l'aperçoit et le suit discrètement. Un plan moyen montre des clients qui attendent devant un guichet où des opératrices leur composent des appels. Siham est perturbée par l'échec de son projet de mariage avec Refaat. Sa collègue l'exhorte à le rechercher. Zaatar avance vers le guichet en souriant à Siham. Samsoun le suit de loin. Il pose son attaché case sur le sol et demande à Siham de lui composer un appel. Samsoun lui dérobe l'attaché case et se sauve. Il se penche pour ramasser celui-ci, découvre sa disparition, bouscule les clients et se lance à la poursuite de celui qui l'a emporté. On note dans cette séquence que Zaatar s'intéresse à Siham et tente de la courtiser. Son évidente ascension sociale et sa nouvelle identité d'homme d'affaires motivent son rapprochement d'elle.

Un plan large montre le café fréquenté par les voleurs. Guelguela y déplore la dissolution des mœurs des jeunes filles de l'époque, soulignant qu'elles sont disposées à se prostituer pour obtenir un vêtement, voire un produit cosmétique importé et qu'elles ne méritent pas qu'on les épouse. Est intensifié ainsi

le discrédit de l'envahissement du marché local par les produits importés et de la tentation de la consommation qui entament l'éthique morale et sociale. On peut constater, à nouveau ici, que le processus de critique sociale qui sous-tend la structure du film est pris en charge par la caste des voleurs affranchie des contraintes normatives de la société.

Samsoun apparaît brusquement au café, exhibe l'attaché case qu'il a volé et demande à l'assistance de deviner l'identité de son propriétaire. « C'est l'attaché case de l'Ambassadeur des Etats-Unis », ironise Tata, le voleur, faisant allusion à l'hégémonie politique et économique américaine. « C'est l'attaché case de Zaatar », réplique Samsoun. Le groupe s'enquiert de ses nouvelles. Samsoun affirme que sa situation est méconnue, mais sa métamorphose est manifeste. Zaatar émerge soudain et récupere son attaché case en violentant Samsoun. Le groupe note les signes de son changement et de sa promotion sociale et lui demande de les justifier. « C'est le résultat du travail honnête », explique Zaatar dans un ton docte. Guelguela tourne en dérision cet argument. « Quel type de travail ? L'interroge Tata. - Le commerce, répond-il, l'importation de produits de l'Europe. - La vente de marchandises ? Demande Tata. - Non, réplique Zaatar, c'est un travail dont s'occupent les gens de rang social élevé.» Guelguela lui reproche de s'être désolidarisé du groupe. Il l'assure de son intention de faire travailler les membres du groupe avec lui dès que les circonstances le lui permettent. Un gros plan du visage de Zaatar l'isole pour le valoriser. « Patientez et vous verrez », dit-il au groupe dans un style épique. Il convient de souligner que les principes de solidarité communautaire et de cohésion sociale et la nécessité de les consolider ne sont invoqués que par ce groupe, dans un contexte où l'insécurité économique domine, et où le luxe et l'opulence, privilèges d'une caste minoritaire qu'incarnent Zaghloul et consorts, cachent la misère qui accable l'ensemble de la population.

Un plan moyen montre le tableau d'affichage des arrivées et des départs d'avions dans un aéroport. Siham se dirige vers une foule de passagers et y repère Refaat. « Je suis allée chez toi, lui dit-elle. Et on m'a appris que tu pars pour l'étranger. Tu pars sans me prévenir ! - Ton oncle a demandé qu'on arrête de se rencontrer, argumente-t-il. Il avait raison de dire que nos sentiments nous masquaient la réalité. - Nous sommes jeunes, réplique Siham, et nous pouvons vaincre les difficultés. - C'est de l'illusion, rétorque Refaat. Je pars construire mon avenir loin de toutes ces tribulations. » Siham lui rappelle les principes de la mission collective de la lutte à assumer pour améliorer la société auxquels il adhère. « Ce sont des élucubrations », lance-t-il en colère. Un plan d'ensemble montre le grand vestibule de l'aéroport et les passagers qui y circulent en hâte. Interrompant la discussion de Siham et Refaat, ce plan suggère l'inéluctabilité de la séparation et de l'émigration. Refaat fait ses adieux à Siham et lui conseille de se marier si un prétendant aisé se présente. Un gros plan montre l'expression altérée de celle-ci. On assiste dans cet épisode pathétique à la mutation psychologique de Refaat ; il renonce à ses principes et emprunte la voie de l'émigration pour s'affranchir des problèmes économiques. L'émigration est l'expédient à la crise que ne peut contourner la jeunesse ou l'ensemble des citoyens aux revenus bas. Par ailleurs, l'espérance battue en brèche, à nouveau, de Siham présage sa mutation.

À son bureau, Zaghloul signe un chèque de don destiné à une association de charité et demande à sa secrétaire de l'envoyer rapidement. À l'affliction de Siham dans l'épisode précédent se juxtapose la tristesse de Zaatar. Zaghloul s'en aperçoit et lui demande s'il est amoureux. Zaatar l'informe qu'il ne peut pas prétendre à l'alliance avec la fille qu'il aime, du fait de la distinction de leurs classes. « Son oncle est Mohamed Faouzi, l'officier qui nous a présenté l'un à l'autre, évoque Zaatar, tandis que moi... ! » Zaghloul le rassure, mettant en valeur son salaire supérieur à celui d'un haut fonctionnaire du gouvernement. Cette

aisance l'autorise, selon lui, à épouser celle qu'il aime quelle que soit son appartenance sociale. « De nos jours, seuls se marient ceux qui ont des ressources, affirme Zaghloul. Occupe-toi de ton travail et si tu désires épouser la fille d'un roi même, je t'aiderai à y parvenir. » Un gros plan montre le visage enthousiasmé de Zaatar.

Au central téléphonique, la collègue de Siham l'exhorte à oublier Refaat, discréditant sa position sociale modeste. Elle invoque la situation défavorisée d'une autre collègue due à l'insuffisance du revenu de son mari. Zaatar arrive et demande à Siham de lui composer un appel. Sa collègue lui témoigne de l'intérêt. « Nous devions partir, maintenant, lui dit-elle, mais nous dépasserons un peu les horaires pour vous rendre service bien que les transports en commun deviennent de plus en plus encombrés à cette heure de pointe. - Je vous raccompagnerai en voiture », lui dit Zaatar.

Un plan moyen montre nombre de passagers dans la voiture de Zaatar. Parmi ceux-ci, se trouve Siham. Suit un plan rapproché montrant Zaatar embarrassé par la surcharge de sa voiture. Un des passagers lui demande de les déposer à l'arrêt d'un bus. À l'arrêt, les collègues de Siham louent la courtoisie de Zaatar. L'une d'elles souligne qu'il s'intéresse à Siham et que s'il la demande en mariage, ce sera une chance inouïe. « Le mariage dépend du sort réservé à chacun, dit Siham dans un ton résigné. - Cette idée est dépassée, réplique sa collègue, à présent le mariage implique une planification et une stratégie. » Outre la pauvreté matérielle, la difficulté de se marier et le manque de confort dans les transports en commun marquent souvent les discours de ces fonctionnaires.

Un plan d'ensemble montre une file de voitures stationnée devant le contrôle des douanes de la zone franche de Port Said. Des contrôleurs inspectent les coffres des voitures. L'un d'eux avance vers Guelgoula, Tata et Samsoun,

rassemblés en face d'une camionnette. « Encore vous, leur dit-il. Vous venez pratiquement tous les jour ici. - Non, c'est la première fois », rétorque Guelguela. Le contrôleur vérifie le contenu de leurs sacs et recouvre les droits de douane qu'ils tentent en vain de réduire. Leur camionnette franchit le contrôle. On les entend chanter en chœur, en voix *off* : « Qu'est-ce qui t'oblige à agir ainsi ? Le capital, mon ami. » La camionnette s'arrête au bout d'une certaine distance, Zaatar monte et elle démarre. Le groupe lui montre les produits et articles introduits par la contrebande. Il félicite ses compagnons pour la réussite de leur opération. Samsoun lui remet le portefeuille du contrôleur qu'il a dérobé. Zaatar le réprimande et conjure le groupe d'abandonner la médiocre pratique du vol à la tire pour s'intégrer au monde des affaires. Le groupe acquiesce à ces injonctions, et Zaatar lui affirme en retour sa sollicitude. En revanche, Guelguela reproche à Zaatar de la négliger, soupçonnant son amour d'une autre femme.

Il importe de noter ici la mise en œuvre de la stratégie qu'a suggérée Hosny à Zaatar. Celui-ci commence à réaliser de petites affaires pour son compte avec le concours de ses compagnons du pillage. Par ailleurs, du pillage à la contrebande, les moyens se distinguent mais la finalité demeure identique ; la quête d'un gain avantageux et illégitime.

Au poste de police, un commissaire loue l'application de Mohamed à son travail et son zèle, qui ont contribué à diminuer la criminalité et le vol à la tire dans le département auquel est rattaché le commissariat, et lui attribue une augmentation. « La baisse des délits de vol à la tire m'intrigue notamment », observe Mohamed. « Elle est due à la lutte acharnée que tu mènes avec la collaboration de tes indicateurs contre les délinquants », affirme le commissaire. L'alternance de cette séquence avec la précédente suggère la conversion des voleurs à la contrebande.

Un plan moyen montre Siham, dans la salle de séjour de l'appartement, s'occupant de ses cousines. Sanaa se plaint de la consommation accrue de l'électricité et soulève le problème de la cohabitation. « Vous ne payez rien, dit-elle à Siham et sa mère. La consommation de l'électricité vous indifférе, en conséquence.» Zahra souligne la carence de leurs ressources. Sanaa propose alors à Siham de changer d'emploi. Une altercation s'engage entre les deux. « Je ne peux pas prétendre à un emploi plus rémunérateur, dit Siham, parce que je n'ai pas un diplôme. Tu oublies que tu t'appliquais à mettre terme à mes études après le bac pour m'amener à travailler. - Tu échouais tous les ans, rétorque Sanaa. - Parce que je cumulais les travaux domestiques aux études et m'occupais également de tes enfants », lance Siham. La discussion s'exacerbe. Mohamed arrive et désapprouve les conflits quotidiens qui opposent les membres de sa famille.

Dans sa chambre, Mohamed exhorte Sanaa à considérer les valeurs de solidarité et d'hospitalité dans ses rapports avec sa sœur et sa nièce. Elle refuse d'y obtempérer et met l'accent sur l'épuisement de leurs ressources produit de l'adhésion à ces valeurs. D'après Sanaa, affranchi des charges de cette solidarité, Mohamed serait en mesure d'assurer l'avenir de leurs jeunes filles et d'acheter un logement pour chacune d'elles. Mohamed interrompt la discussion, rappelant son manque de moyens financiers. On peut noter ici que la difficulté d'obtenir un logement, l'angoisse du manque, du dénuement et l'incertitude de l'avenir conjuguées avec la difficulté de se marier, la baisse des rémunérations et le manque de confort dans les transports en commun sont les éléments qui contribuent à définir la situation de crise dont souffrent les couches moyennes et à tracer les contours d'un discours de contestation de la légitimité du système.

Dans la salle de séjour, Mohamed entend Siham se plaindre à sa mère, en voix *off*, de la compromission de leur dignité due à leur cohabitation. Elle

déplore leur situation et exprime le vœu de trouver une solution rapide pour y mettre terme.

On peut considérer que ces deux dernières séquences poussent les limites du conflit auquel se mesure la solidarité de cette communauté familiale en voie de se détériorer. L'accumulation de la rupture de l'idylle de Siham et de Refaat à l'atteinte à sa dignité radicalise progressivement sa mutation psychologique.

Un plan d'ensemble montre Siham et sa collègue, quittant leur lieu de travail. Zaatar, qui attend dans sa voiture, les aperçoit et leur propose de les reconduire à leurs domiciles. Il met dans le magnétophone de la voiture la cassette d'une chanson populaire sur le problème de la surcharge des transports en commun. La collègue de Siham critique la grossièreté des paroles de la chanson, mais Siham souligne qu'elle compte parmi les rares chansons qui traitent un problème commun. Zaatar souscrit à l'opinion de Siham. De par son instinct féminin, la collègue de celle-ci pressent leur rapprochement. Elle se retire de la voiture pour les laisser seuls. Zaatar saisit cette opportunité pour déclarer sa passion à Siham.

Un panoramique aérien donne une vue d'ensemble des reliefs et des hauteurs de la capitale. Un plan moyen lui succède, montrant Zaatar et Siham au sommet de la Tour du Caire. Cet angle de vue renvoie à l'ascension sociale de Zaatar et fait de la ville le témoin de la naissance de son idylle avec Siham. Zaatar raconte à celle-ci son enfance difficile et son travail à un âge précoce pour subvenir aux besoins de sa mère de faible santé. « Maintenant, tu es mieux, lui dit Siham. - Je ne sais pas, réplique Zaatar. J'ai envie d'agrandir mes affaires et de devenir comme les gens de la haute société qui tiennent le marché en main. Et toi, de quoi rêves-tu ? Lui demande-t-il. - Je n'ai pas autant d'ambitions, répond-elle. Je n'en ai pas les moyens. Je rêve simplement d'avoir un foyer et des enfants.» Un plan

d'ensemble montre le Nil, auquel succède un plan moyen montrant Siham dans une barque que conduit Zaatar. Ce changement d'altitude suggère l'ambition réduite de Siham, contrastant avec le rêve d'escalader l'échelle sociale de Zaatar. Elle lui raconte qu'elle menait une vie paisible et rêvait de devenir médecin, mais les circonstances ont changé brusquement. Son père est mort, leur maison a été démolie et elle a dû interrompre ses études. « Et toi, as-tu fait des études ? L'interroge-t-elle. » Les études ne sont pas utiles, répond Zaatar, l'important est de savoir gérer et réussir sa vie.» Le plan de la barque dénote que Siham est disposée à s'engager dans l'aventure avec Zaatar. Par ailleurs, le concept de réussite est associé dans ces dernières séquences aux idées du commerce et de la fortune.

Zaatar offre à boire à Siham en face d'un magasin de boissons fraîches sur la rive du Nil. Une foule de gens apparaît et poursuit un homme en criant « au voleur ». Zaatar, effrayé, tente de courir puis se ressaisit. Siham note son bouleversement. « Je voulais rattraper le voleur », argumente-t-il. Cet incident accentue l'itinéraire qui l'a porté de la basse condition de voleur à la position prestigieuse d'homme d'affaires.

Un plan rapproché montre Siham et Zaatar livrés à une longue étreinte à l'ombre du feuillage d'une plante. Ils s'avouent leur amour et Zaatar manifeste une grande joie. Est consacrée ainsi leur idylle.

Au poste de police, Mohamed s'enquiert auprès de son subordonné des délits de vol à la tire. Celui-ci l'informe de leur inexistance. Intrigué, Mohamed se rend au café de maître Hanache. Un plan d'ensemble montre le café vide. Maître Hanache accueille Mohamed, et ils s'asseoient à une table. Mohamed apprend que les voleurs ont cessé de fréquenter le café. Ils ont abandonné le vol à la tire pour un travail plus lucratif avec Zaatar qui a pu monter une affaire à grande rentabilité. « Ainsi, à l'avenir, il n'y aura plus de voleurs dans le pays, souligne maître

Hanache. - Tu veux dire qu'ils y seront partout, rétorque Mohamed. - C'est pareil », ajoute maître Hanache. Mohamed lui demande avec insistance de lui indiquer leur lieu de travail. Il hésite quelque peu, puis l'informe qu'ils travaillent au marché lybien situé dans le quartier de la Citadelle.

Un plan d'ensemble montre un marché où circule une foule dense. Une plongée lui succède et montre Mohamed évoluant parmi cette foule. Un travelling latéral montre des charrettes placées les unes à côté des autres, le long d'un trottoir. Diverses marchandises ; tissus, vêtements, magnétophones..., sont disposées sur les charrettes. Les vendeurs en vantent les prix bas, indiquant qu'elles sont importées et proviennent des zones franches. Un gros plan montre le visage de Tata, le voleur, qui fait la promotion de ses articles. Mohamed regarde attentivement les enseignes des boutiques et semble rechercher l'une d'elles. Un plan moyen montre Zaatar et Guelguela dans une boutique. La coiffure de Guelguela, les bijoux qu'elle porte et sa tenue moderne illustrent son aisance et sa métamorphose totale. Elle reproche à Zaatar de vouloir l'abandonner pour épouser une fille de rang social élevé afin de se faire reconnaître par la société et de rompre définitivement avec sa classe d'appartenance. Zaatar lui préconise d'adopter la même stratégie pour prétendre à une position distinguée dans la société. Elle aperçoit Mohamed et l'avertit de sa présence. Zaatar l'accueille et lui demande s'il est muté au quartier. « Je viens juste vous rendre visite », répond Mohamed. Il observe les articles exposés dans la boutique : appareils électroménagers, téléviseurs et boissons importés de l'étranger. « D'où vient tout ça ? Interroge-t-il Zaatar, désignant la boutique et la marchandise. - Du commerce, répond Zaatar. Je suis à présent un homme d'affaires. - En l'espace d'un an, tu as accompli cette métamorphose ! S'exclame Mohamed. - Le temps ne compte pas, argumente Zaatar. Une seule opération commerciale réussie est à même d'accélérer votre promotion. Je pensais que vous apprécieriez notre repentir. - Parce que tu t'es fait

une vertu en le convertissant du vol à la tire à la contrebande, ironise Mohamed. - Non, c'est du commerce légal, rétorque Zaatar. Nous vivons dans l'ère de l'ouverture économique à présent, et nos activités sont reconnues. Les agents même du gouvernement nous protègent », ajoute-t-il, désignant un policier à l'extérieur de la boutique.

On assiste ici à une légitimation explicite de la politique économique et, par conséquent, du pouvoir qui l'a adoptée, favorisant le commerce et le marché et privilégiant la promotion du groupe des commerçants. On peut considérer avec Ansart que « le pouvoir reconnu comme légitime ne l'est pas ici au titre d'une simple délégation élective et encore moins au nom de la division du travail social : il est reconnu comme la réalisation de justes objectifs, comme le symbole vivant de la volonté commune » (Ansart, 1977, p. 144).

Zaatar montre à Mohamed sa nouvelle pièce d'identité pour lui prouver son intégrité. « J'ai associé votre prénom à celui de Zaghloul pour me faire un nouveau nom parce que je vous dois ma situation actuelle », affirme Zaatar. Ouelguela reproche à Mohamed de s'acharner contre les misérables qui tentent de gravir l'échelon social. Mohamed se retire après s'être enquis des nouvelles activités des voleurs.

Dans la disposition d'ensemble, l'enquête policière sur le vol et la contrebande fait progresser l'action.

Au poste de police, le commissaire annonce à Mohamed qu'il a exaucé son vœu en prenant des dispositions auprès du service de l'anti-contrebande pour qu'il puisse y collaborer avec un officier à la poursuite des contrebandiers.

Un plan moyen montre Siham en compagnie de Zaatar. Elle lui apprend que sa mère proteste contre leurs rencontres à l'insu de son oncle. Il propose alors

de la demander en mariage. Elle y acquiesce avec joie et l'exhorte à rencontrer son oncle. Un plan rapproché le montre hésitant. « Je pars en voyage pour accomplir une importante opération commerciale. Si j'y réussis, explique Zaatar, je pourrai m'affranchir de la dépendance de quelqu'un d'autre. Tu pourras également abandonner le central téléphonique et travailler avec ton mari. » Siham exprime l'espoir de voir aboutir son dessein.

Un plan d'ensemble montre le bâtiment de l'administration de la Sécurité publique. Mohamed pénètre dans le service de l'anti-contrebande. Son collaborateur lui annonce que des indicateurs de la zone franche de Port-Saïd l'ont averti de l'exécution prochaine d'une contrebande importante. Ils décident de s'y rendre ensemble.

Un travelling avant montre une file de voitures stationnée devant le contrôle de la zone franche de Port-Saïd. Des contrôleurs inspectent les coffres des voitures et les cargaisons des camions. Des individus protestent contre les droits excessifs de douane. Un plan moyen montre Mohamed en compagnie de son collaborateur. Ils surveillent attentivement les inspections. Zaatar sort de sa voiture, repère Mohamed et fait signe au camion qui le suit de rebrousser chemin. Mohamed manifeste sa déception de l'échec de la tentative de découvrir la contrebande. Son collaborateur lui demande de patienter.

Il importe de souligner que cette séquence combinée à celle du marché encadre l'ensemble du film dans un contexte économique où percent les pratiques illicites de la contrebande, du commerce frauduleux et du détournement de la réglementation.

Siham, dans sa chambre, apprend à sa mère que Zaatar propose de la rencontrer pour lui demander sa main en attendant qu'un différend l'opposant à Mohamed se dissipe. La mère refuse d'y consentir sans prévenir Mohamed. Siham

lui reproche alors de vouloir entraver son mariage, soulignant qu'il est l'unique moyen de les tirer de leur situation désavantageuse. Sanaa, qui les écoute à leur insu, intervient et conjure Zahira d'y consentir. Celle-ci lui demande de participer à la rencontre afin de recueillir son avis sur le prétendant.

On peut noter ici que le récit progresse en mettant à l'épreuve les deux grandes idées directrices : la quête d'un foyer par Siham et la recherche d'une considérable promotion dans le monde du commerce par Zaatar.

Un plan moyen montre Zaatar en compagnie de Siham, sa mère et Sanaa dans un cafétéria moderne. « Je suis confronté, actuellement, à des difficultés dans mon travail, dit Zaatar. Mais tout s'arrangera dans une semaine. L'important est d'envisager les dispositions préalables au mariage.» La mère de Siham conditionne son consentement au mariage par l'approbation de son frère. « Vous pouvez m'attribuer votre accord en attendant que je puisse obtenir celui de Mohamed, lorsque notre clivage disparaîtra, lui propose Zaatar. Le mariage pourra alors suivre.» Elle acquiesce à cette proposition, sous l'exhortation de Siham et Sanaa.

Un plan moyen montre Hosny en compagnie de Zaatar au bureau de Zaghloul. Il se plaint de leur inertie due à la vigilance accrue de la police de l'anti-contrebande. « À chaque fois qu'on met au point un plan de contrebande avec les contrôleurs, dit-il, la police intervient et change le personnel complice, le jour prévu de l'exécution.» Il met l'accent, de plus, sur la baisse des bénéfices de l'entreprise produite du prélèvement des droits de douane. Ses propos renvoient à l'attitude générale des contrebandiers qui considèrent l'acquittement de la fiscalité non comme un devoir envers l'Etat mais comme un déficit. Est stigmatisé ainsi le désordre qu'instaurent les pratiques illicites de la contrebande et la corruption des fonctionnaires des douanes.

Zaghloul propose de suspendre la contrebande jusqu'à la réduction du contrôle policier. Zaatar refuse d'y obtempérer et souligne que les affaires doivent se poursuivre. À l'issue de ce conciliabule, encouragé par la pulsion combative de Zaatar, Zaghloul met au point une stratégie de contrebande et confie son exécution à Zaatar. « Deux camions conduits par deux chauffeurs adroits se suivront, dit-il. L'un d'eux sera vide et l'autre chargé de marchandises.»

À sa voix *off* s'enchaîne une séquence où on assiste à la mise en œuvre de son plan. Un camion vide dépasse le poste de surveillance où se trouvent Mohamed et son collaborateur. Un autre camion chargé d'une cargaison le suit et s'arrête à quelques mètres du poste. À l'intérieur de sa cabine se trouve Zaatar. Ce dernier demande au conducteur d'émettre un klaxon pour aviser celui qui l'a devancé de démarrer. Le camion vide franchit à toute allure le contrôle douanier et fonce sur les barrières de démarcation qui cèdent sous son poids. Le camion suivant franchit les barrières rapidement pendant que les policiers subjugués par leur endommagement interrogent le chauffeur qui l'a causé. Mohamed et son collaborateur Sobhi poursuivent en voiture le camion qui a fraudé la douane. Zaatar fait signe à un compagnon d'entraver la poursuite. Ce dernier lance des tonneaux chargés d'huile qui se déversent sur la route. La voiture de police chavire et s'immobilise. Mohamed tire des coups de feu en vain pour arrêter le camion. Zaatar félicite ses compagnons pour la réussite de la contrebande. Le camion quitte la route et s'engage vers un endroit où des porteurs placent sa cargaison dans un autre camion avec l'aide de Zaatar. Mohamed et Sobhi découvrent que la plaque d'immatriculation du camion qu'ils ont pourchassé appartient en réalité à un autre hors d'usage, qui se trouve dans un chantier de réparation.

Un plan rapproché montre Zaghloul repoussant une valise remplie de billets bancaires, offerte par Zaatar. « Reprends ton argent, lui dit-il, et cours m'apporter la marchandise.» Le plan s'élargit et on voit Zaatar assis en face de lui,

tenant un chapelet en main. Il mime ainsi la piété qu'arbore Zaghloul, maquillant sa véritable personnalité. « Cette marchandise m'appartient, argumente Zaatar. J'ai couru un grand danger pour l'obtenir. Elle me revient donc de droit.» Il reproche à Zaghloul l'inégalité dans la redistribution des bénéfices. Zaghloul invoque que les bénéfices sont investis dans la gestion de la société. Ils couvrent aussi les frais de publicité, les dons de charité et les prébendes non officielles qu'il verse aux fonctionnaires qui font lever les interdits auxquels s'exposent ses activités. Zaatar insiste pour conserver la marchandise. Il propose à Zaghloul d'en encaisser la contre-valeur a lui annonce la rupture de leur collaboration en raison de son repentir définitif. Exaspéré, Zaghloul tente de le dissuader avec un pistolet. Zaatar s'en empare et écarte Hosny qui intervient dans la querelle. Après avoir vidé la charge du pistolet, Zaatar se retire. Zaghloul profère une menace de représailles.

Il importe de souligner que, dans ces trois dernières séquences, nxes, port prohibé d'armes, pillage, fraude de douane et corruption de fonctionnaires par des traitements illégitimes traduisent les finalités et l'attitude envers la société de cette nouvelle bourgeoisie commerciale. Voleurs et contrebandiers parodient l'autorité de la loi, pervertissent les fonctionnaires et inversent les hiérarchies établies. Propulsés au sommet de la société par leurs fortunes, ils la réorganisent en imposant les normes de la déloyauté et les conventions du « chacun pour soi ». Ce sont les signes d'un danger culminant.

Au poste de police, Zaghloul dénonce Zaatar à Mohamed. Il l'informe qu'il a chassé celui-ci de son entreprise après avoir découvert ses transactions illégales et son implication dans la contrebande pour préserver sa réputation. Il l'avertit également de son acquisition, par cette voie illégitime, d'une grande quantité de marchandises et de son idylle avec sa nièce, Siham. Mohamed éprouve un profond désagrément

De retour au domicile, Mohamed interpelle Siham avec colère et l'interroge sur sa relation avec un dénommé « Mohamed Zaghloul ». Exaspérée, Siham exprime son ambition légitime de se marier et de fonder un foyer, soulignant qu'elle n'est plus jeune et que ses chances de mariage s'amenuisent. Sa mère affirme leur quête d'une solution susceptible de mettre fin à leur cohabitation pesante. « La solution, pour toi, est de marier ta fille à un voleur à la tire, s'insurge Mohamed, qui a un casier judiciaire lourd.» Il évoque l'histoire qu'il leur a raconté sur Zaatar et le marché lybien, révélant que celui-ci est le dénommé « Mohamed Zaghloul » qui a troqué le vol à la tire pour la contrebande. La mère de Siham s'en indigne. « Heureusement qu'à la suite d'une altercation, Zaghloul m'a prévenu des mauvais agissements de Zaatar et de sa tentauve de te séduire, dit Mohamed à Siham. Sinon tu aurais pu commettre la plus grande erreur de ta vie en l'épousant.» En face d'un miroir vétuste reflétant une image floue qui suggère la compromission de sa dignité, Mohamed exprime son intention de prendre sa revanche.

Au service de l'anti-contrebande, Mohamed propose à son collaborateur Sobhi de se rendre au magasin de Zaatar pour lui réclamer des récépissés attestant l'acquittement des droits de douane. Selon lui, si Zaatar n'en dispose pas, il sera donc possible de l'inculper pour « motif de contrebande ». « On n'est plus autorisé à agir ainsi, dit Sobhi, parce que la loi sur le contrôle de l'acquittement des droits de douane a été abrogée. - Pourquoi ? L'interroge Mohamed. - Les contrebandiers s'en sont apparemment plaints », répond Sobhi dans un ton désolé. Mohamed proteste contre cette déréglementation. Sobhi apaise sa colère et lui promet de mettre sous surveillance Zaatar et ses confrères. Ce discours suggère la subversion des lois produite de la réorganisation des finalités de la vie sociale par le pouvoir politique en fonction des intérêts de la caste privilégiée des commerçants, qui consolide sa domination par sa fortune.

Un plan moyen montre un employé portant une caisse de marchandises qu'il dépose à l'intérieur du magasin de Zaatar. Celui-ci discute à l'entrée avec Samsoun. « J'ai acheté un appartement dans un immeuble en bordure du Nil à dix paquets*», dit Samsoun. Il utilise ainsi le jargon capitaliste caractéristique de la période d'ouverture économique. « J'y ai réservé deux appartements pour Guelguela, poursuit-il. - Pourquoi deux ? L'interroge Zaatar. - Elle peut se loger dans l'un d'eux, explique Samsoun, et louer l'autre en meublé pour en tirer un revenu avantageux. Tu connais la crise actuelle du logement, il faut en tirer profit.» Ainsi, est valorisée la quête de la rentabilité au détriment des intérêts des masses. Par ailleurs, ces propos dénotent que les revenus du commerce sont investis dans l'acquisition de biens immeubles et de propriétés et non dans des projets productifs et utiles pour le développement de l'économie nationale.

Hosny arrive et tente d'amener Zaatar à restituer la marchandise à Zaghloul. Zaatar refuse d'y acquiescer. Il lui rappelle la convention du « chacun pour soi » à laquelle il l'a initié et le congédie. À l'instigation de Hosny, des malfaiteurs attaquent le magasin et sabotent la marchandise. Zaatar et ses compagnons se rassemblent et déclenchent la défensive. La police intervient et disperse les malfaiteurs.

Zaatar se rend au central téléphonique. À son apparition, Siham se hâte à parlir. Inquiet de sa conduite, Zaatar la suit. Elle l'informe qu'elle connaît sa véritable identité. Elle discrédite en outre sa conduite qui a porté préjudice à Zaghloul, l'homme charitable. Zaatar invoque que Zaghloul est un grand voleur et qu'aucun de ses gains n'est légitime. Il affirme qu'il avait l'intention de révéler à Siham son passé mais craignait qu'elle ne l'abandonnât. Face à l'adversité, au dénuement et à la faim qu'il a dû affronter depuis sa tendre enfance, il a été

* Un paquet équivaut dix mille livres égyptiennes.

contraint à voler pour survivre. Mais lorsque sa condition a changé, il a pris la ferme décision de se repentir pour être digne de son amour. Nonobstant ces aveux, Siham décide de rompre, exprimant son profond désespoir.

Dans un bar, Hosny met au point un plan de contrebande avec un contrôleur aux douanes. Celui-ci l'interroge sur la nature de la marchandise qu'il obtiendra pour calculer la rémunération illégitime de ses services et de ceux de ses collaborateurs. Hosny parvient à un accord avec lui et lui remet une grosse enveloppe d'argent.

Au bureau, Hosny informe Zaghloul qu'il a pris des dispositions vis-à-vis des douanes pour faciliter la prochaine contrebande. Zaghloul lui demande de préparer un camion et de s'apprêter à l'accomplissement de la contrebande. Hosny émet, cependant, un doute quant à l'intervention de l'officier Mohamed. « C'est à cause de Zaatar, précise Zaghloul. Outre la police de l'anti-contrebande, nous avons à nos trousses celle du vol à la tire. Mais je vais y remédier. »

Zaghloul appelle Mohamed et l'invite à le rencontrer à l'extérieur du commissariat. Ainsi, est évident que Zaghloul et ses lieutenants manient aussi adroitement la répression que la perversion et la persuasion clandestine.

Un plan rapproché montre Mohamed pénétrant dans son appartement. « Un nouveau prétendant demande Siham en mariage », annonce-t-il dans un ton joyeux. Un plan moyen montre la famille rassemblée autour d'une table à l'entrée de l'appartement. Cet angle de vue suggère l'union communautaire nonobstant le conflit de cohabitation qui l'altère, ainsi que nous l'avons souligné précédemment. Mohamed apprend à Siham que Zaghloul, qui est un notable aisé, relativement avancé dans l'âge, la demande en mariage. Sanaa appuie cette alliance et Zahira considère que la différence d'âge n'est pas un inconvénient. En revanche, Siham repousse cette alliance, invoquant la propension de Zaghloul aux pratiques illicites.

« La différence entre Zaatar et Zaghloul, précise-t-elle, est que celui-ci est un voleur haut placé qui bénéficie de l'appui des autorités.» Mohamed conteste ses arguments et lui demande de quelle source elle les a puisés. Elle lui apprend que Zaatar lui a rendu visite au travail et l'en a informée. Il lui demande alors d'interrompre ses activités jusqu'à ce que Zaatar cesse de la fréquenter. Elle décide de chercher un emploi plus rémunérateur pour mettre terme aux contraintes de la cohabitation. L'intensification de la dramatisation de la situation de Siham par la conjugaison des échecs sentimentaux et des déceptions à l'impasse économique rationalise davantage sa mutation psychologique.

Deux travellings avant et latéral alternent montrant la configuration du marché lybien. La maîtrise du marché et l'épanouissement du commerce, enjeux de l'action de Zaatar, de Zaghloul et de la caste des importateurs et des contrebandiers à laquelle ils appartiennent, sont les leitmotive qu'illustre l'image.

Un plan moyen montre un ouvrier qui repeint la façade du magasin de Zaatar. Mohamed s'y introduit et bouscule violemment Zaatar qui tombe sur des caisses de liqueur importées. Il lui reproche son entreprise de séduire sa nièce. Zaatar se redresse, lui affirme qu'il n'abuse pas d'elle et qu'il désire la demander en mariage. Il évoque l'intention de Zaghloul de la lui ravir, mettant l'accent sur ses pratiques illicites et sur l'appui des pouvoirs publics dont il bénéficie. Appui que traduit la contribution antécédente de l'appareil de police à lui restituer son portefeuille. Mohamed récuse l'allusion à la complicité de la police et interdit à Zaatar de fréquenter sa nièce, le menaçant de représailles. Il convient de souligner ici que le discrédit des dispositions juridiques du pouvoir, favorisant le marché au détriment de la réglementation, et de la connivence de ses appareils de douane et de police avec les contrebandiers est omniprésent dans l'ensemble du récit.

L'impact du déclin des espérances de Siham et de la décision de son oncle de la marier à Zaghloul entame son moral. Elle s'abstient de se nourrir et sa mère la conjure de préserver sa santé. Elle déplore le fractionnement social et l'individualisme croissant produits des problèmes économiques dominants, faisant allusion à la solidarité équivoque de son oncle qui tente de se débarrasser de leurs charges en la contraignant à épouser Zaghloul.

Un plan d'ensemble montre, en contrepoint, les signes qui rehaussent le prestige de la position sociale de Zaghloul ; villa spacieuse, piscine, domestique. Suit un plan moyen montrant ce dernier assis à une table en compagnie de Sanaa et Mohamed. Il fait l'ostentation de ses richesses et exprime sa disposition à satisfaire les attentes de Siham. Sanaa loue son comportement et son aptitude à la générosité. Zaghloul propose alors à Mohamed d'abandonner ses fonctions à la police, lui offrant un poste de prestige dans son entreprise. Apparaît claire ainsi son intention de neutraliser Mohamed en contrepartie de l'alliance avec sa nièce susceptible d'alléger, voire de résoudre ses problèmes économiques.

Un plan moyen montre Guelguela et Zaatar dans le magasin. Celui-ci s'affaire avec son employé pour fournir une marchandise à un client aisé qu'a amené Guelguela. Zaatar apprécie sa coopération qui traduit sa reconnaissance de l'aide qu'il a accordée au groupe de voleurs pour transcender sa condition misérable et marginale. À travers l'investissement affectif dans la personne de Zaatar qu'on discerne ici se révèle un mécanisme d'idéalisation à consonance morale et politique de son leadership ; âme d'un groupe, ami fidèle, il a l'aptitude à rassembler, à écarter l'hostilité de l'environnement, le dénuement et le danger de l'insécurité économique. Outre l'acquiescement et la confiance, les marques de véritables liens affectifs qu'on note ici entre lui et le groupe permettent à celui-ci non seulement de l'aimer mais aussi de l'identifier à ses aspirations sociales et économiques et de reconnaître en lui le sens collectif. Par ailleurs, un principe de cohésion sociale et de

solidarité lie. dans la disposition d'ensemble, les membres du groupe contrairement au principe équivoque de solidarité qui unit la communauté de Siham.

Guelguela exhorte Zaatar à renoncer à l'amour dont il souffre. Un plan rapproché s'enchaîne à cette exhortation montrant Siham dans la rue. Zaatar l'aperçoit à travers la vitrine du magasin et la rejoint en hâte. Un plan rapproché cadre de profil Guelguela qui éprouve de la tristesse au départ de Zaatar avec Siham.

Un plan large montre la Citadelle avec lequel alterne un plan d'ensemble du plateau qui la domine, où on voit la voiture stationnée de Zaatar. Ensuite un plan moyen montre Zaatar et Siham à l'intérieur de la voiture.

La combinaison de ces plans des hauteurs de la ville préfigure la propulsion de ces deux personnages au sommet de la hiérarchie sociale qui consacrera leurs mutations et hâtera le dénouement.

Siham demande à Zaatar de l'épouser. Il note son désarroi et l'interroge sur son changement d'attitude. « Zaghloul veut t'épouser et apparemment tu n'y consens pas. C'est ça ton problème ? L'interroge Zaatar. - Le problème est que mon oncle y consent, répond-elle. Ils ne s'intéressent, sa femme et lui, qu'à se débarrasser de moi. » Ainsi, elle fait référence au problème de cohabitation qui détermine l'attitude de son oncle. Zaatar réprouve sa décision de renouer avec lui, non par amour, mais pour fuir la destinée qu'on lui impose. Siham lui demande alors de rebrousser chemin, mais un élan de tendresse scelle à nouveau leur union. « Je ne peux pas t'abandonner à Zaghloul, lui dit Zaatar. Tu es tombée dans les mains d'un clan de voleurs, et je dois t'aider à te tirer de cette situation.» Un plan d'ensemble montre les phares s'allumant et la voiture démarrant, illustrant l'imminence d'une nouvelle trajectoire pour les deux personnages. Il importe de souligner que la juxtaposition de leurs histoires dans la structure du film illustre une

métamorphose, une mutation psychologique et économique profonde. Sous la pression des événements ; la crise économique, la cohabitation et l'accumulation des échecs des tentatives de mariage, Siham cherche un lien et une solidarité auprès de Zaatar qui possède [illegible] édents délictueux et pratique la contrebande. Inversement, dans un contex[illegible]erture économique où les dispositions juridiques et économiques du pouvoir favorisent le marché et la corruption de fonctionnaires facilite la contrebande, Zaatar sort vainqueur de situations d'affrontements qui traduisent le pillage du pays, l'exercice de la contrebande, la disposition générale à prélever des prébendes illégitimes et les rivalités entre clans de commerçants commandées par la rationalité de la rentabilité et la convention du « chacun pour soi ». La promotion sociale de Zaatar est valorisée par l'acquisition d'un commerce et l'intégration au marché.

Un plan rapproché montre la mère de Siham qui se plaint en pleurant de sa longue absence. Le plan s'élargit et on voit Mohamed assis à l'entrée de l'appartement. Il essaye de la consoler. « Je crains que Siham n'ait eu un malheur, dit-elle. L'idée de l'alliance avec Zaghloul la rebutait.» Mohamed appelle son subordonné et lui demande d'enquêter sur la disparition de Siham auprès des commissariats et des hôpitaux. La mère de Siham sombre dans un profond chagrin. Cet épisode dramatique accentue le dénigrement de la conduite de Mohamed et son épouse vis-à-vis de Siham.

Un plan d'ensemble montre un navire amarré à un port et une grue qui le décharge. Ce plan permet d'identifier le Port-Saïd. Sur un plan moyen montrant Siham et Zaatar sur le quai. « Ton oncle est pauvre parce qu'il est honnête, argumente-t-il. Il a tort, cependant, de me considérer comme un criminel dépourvu de moralité. Les rois et les princes avant de devenir ce qu'ils sont, poursuit-il, étaient des voleurs.» Siham conteste ses arguments. « Moi, par exemple, ajoute

Zaatar, j'ai transformé une horde de voleurs en gens honnêtes et aisés. Cela ne peut se réaliser que par une révolution ou un miracle. »

Sous le voile de la référence au règne et par là au pouvoir est repérable un processus de légitimation d'un modèle d'organisation politique et sociale : l'accord des pouvoirs publics et de la nouvelle bourgeoisie commerciale composée, entre autres, de « contrebandiers et de voleurs », concordant avec la situation spécifique de la période d'ouverture économique de 1975-1979. Agent de l'intégration dans la société de couches sociales marginales, Zaatar légitime ses pratiques susceptibles d'écarter l'errance, la délinquance et l'insécurité et de briser les germes du désordre. Selon lui, « avant de devenir rois », donc garants de l'ordre et du respect de l'autorité de la loi, les dirigeants « étaient des voleurs ». Se considérant ainsi comme un pont jeté entre le bas monde et la société, il s'attribue l'identité de leader. À ce moment où est diffusée une prise de conscience de l'organisation de la société, il devient une figure centrale, autour de laquelle se constitue un faisceau de forces sociales, voire un mythe.

« Le mythe ... appartient par définition au "collectif", justifie, soutient et inspire l'existence et l'action d'une communauté, d'un peuple, d'un corps de métier ou d'une société secrète. Exemple concret de la conduite à tenir et précédent, au sens judiciaire du terme dans le domaine fort étendu alors de la culpabilité sacrée, il se trouve du fait même revêtu aux yeux du groupe d'autorité et de force coercitive » (Caillois, 1954, p. 151). Pour modifier la hiérarchie des positions sociales ; selon qu'ils cherchent à légitimer leur supériorité ou qu'ils contestent la position de leurs adversaires, des groupes manipulent les mythes, les amputent ou en déforment le sens, renouvellent et transforment les généalogies. Le mythe devient un enjeu, « un langage pour discuter ; ce n'est pas un chœur harmonieux » (Leach, 1972, p. 318). Si le mythe évolue, s'enrichit, c'est qu'il doit rendre compte des transformations de la société, des bouleversements qui menacent

l'équilibre social. Zaatar invoque, dans cette perspective, l'idéal révolutionnaire porteur du « sens collectif », des aspirations radicales à une restructuration sociale et à une politique économique susceptibles d'intégrer les masses pour légitimer l'action de redresser et de promouvoir un groupe social exclu. Dans un contexte où la fragmentation sociale, rendue possible par la course à l'enrichissement et par l'aspiration individualiste, menace la société et risque de provoquer la disparition de l'idée d'une communauté d'intérêts, cette action relève, selon lui, d'un miracle, voire d'un défi. Par ailleurs, il légitime les nouveaux privilèges et hiérarchies établis en jetant dans l'exclu ceux qui ne partagent pas les valeurs dominantes du profit et de la rentabilité. Il désigne Mohamed comme « pauvre » du fait de son honnêteté.

Un plan moyen montre le magasin de Zaatar où plusieurs téléviseurs en couleur de marque étrangère sont allumés. Son employé regarde l'un d'eux. Mohamed pénètre dans le magasin et demande à voir Zaatar. L'employé l'informe de son absence. Mohamed lui demande s'il l'a vu accompagner une jeune fille. Il le nie.

À cette interrogation se juxtapose un travelling arrière montrant Zaatar et Siham qui circulent dans une rue commerciale. Ils observent les vitrines des magasins où sont exposés les produits de l'importation : mobilier raffiné, voitures..., etc. Ils pénètrent dans un magasin en état de chantier où des ouvriers s'occupent des travaux de peinture et d'aménagement. « Par cette voie tu peux t'affranchir de toute dépendance, dit Zaatar à Siham. D'ailleurs on appelle cette région "zone franche". - Je ne connais pas le métier du commerce, réplique Siham. - Tu es instruite, argumente Zaatar. Malheureusement, moi, je ne le suis pas. Tu sauras t'en sortir. Aie un peu d'audace et réalise quelques affaires dans le marché. Tu pourras ainsi constituer un capital qui te préservera du mauvais sort et de l'adversité des agents du mal. - Pourvu que l'acquisition de ce capital passe par des voies légales », souhaite Siham. Zaatar lui confirme sa réforme définitive due à son

aide. Elle lui exprime à son tour sa reconnaissance pour la solidarité qu'il lui manifeste.

On assiste ici à l'apologie du libéralisme économique reposant sur le marché, le commerce, l'importation, et de l'instauration des zones franches qui encadrent ces trois éléments censés favoriser le dynamisme de l'économie et du développement. D'autant plus, le processus de légitimation de la domination du capitalisme commercial mis en œuvre ici passe par l'aptitude reconnue aux leaders de la couche des commerçants à gérer l'angoisse et à dépenser le bonheur. La légitimation joue donc sur le désir de sécurité et de bien-être, sur la peur du dénuement, de l'abandon et du rejet. L'attitude de Zaatar vis-à-vis de Siham est illustrative à cet égard. Il rend légitime aux yeux de celle-ci la pratique du commerce susceptible de l'affranchir des problèmes économiques et de l'adversité.

Donation de sens qui est, selon Berger et Luckmann (1961, p. 111), expression de la réalité du monde tout autant qu'édiction d'exigences morales : « La légitimation ne dit pas seulement à l'individu pourquoi il devrait agir d'une certaine manière et pas d'une autre ; elle lui dit aussi pourquoi les choses sont telles qu'elles sont. » Par ailleurs, l'action qui exprime le caractère nécessaire du leadership du groupe qu'incarne Zaatar est accordée aux conditions de vie sociale des groupes concernés ; les couches moyennes que représente Siham, reproduites dans l'ensemble du film ; bas revenus, crise de logement, manque de services et d'encadrement par l'Etat, effritement des solidarités anciennes. Il n'est pas indifférent que les sociétés où prend forme le langage légitimateur soient fortement ou faiblement hiérarchisées, unitaires ou traversées de conflits profonds, figées ou favorables à la promotion d'une partie de leurs membres.

Un leader fait l'histoire en activant, en légitimant et en définissant comme identité collective les valeurs et les modèles qui correspondent le plus

exactement à son projet. Zaatar a exprimé à maintes reprises son projet de domination qui consiste à maîtriser le marché et à accéder, par là au sommet de la pyramide sociale. Il gère, dans cette optique, les aspirations radicales au bien-être et à la sécurité économique et légitime les modèles et les valeurs fondateurs de la nouvelle identité économique : la libre entreprise, l'initiative individuelle et l'enrichissement mutuel. Ces modèles et valeurs constituent un véritable corps de représentations et de croyances sur la vie sociale et le pouvoir auquel peut acquiescer une partie des groupes concernés. Il légitime, simultanément, le modèle d'organisation sociale et politique, que nous avons évoqué précédemment, qui peut seul garantir que ces valeurs seront préservées et promues, qui peut seul mobiliser toutes les énergies pour les faire triompher. Ainsi, le processus de la légitimation de la domination de la nouvelle bourgeoisie commerciale ne se réduit pas à convaincre les groupes concernés qu'elle s'accorde à leurs conditions de vie sociale, mais tend d'abord à les persuader qu'ils désirent ardemment ce que cette classe peut leur apporter.

Un plan d'ensemble montre des files de voitures soumises au contrôle douanier, à la zone franche de Port-Saïd. Suit un travelling latéral montrant un camion chargé de marchandises qui émet un klaxon en circulant pour se distinguer des autres véhicules. Le contrôleur aux douanes qui a obtenu de Hosny, l'assistant de Zaghloul, la rémunération illicite de ses services dans la séquence du bar, aperçoit ce camion. Il avertit discrètement Sobhi, l'officier de l'anti-contrebande, de son arrivée. Celui-ci charge deux policiers d'inspecter sa cargaison. Intrigué, Hosny, qui se tient à l'écart, interroge le contrôleur sur le motif de cette inspection renforcée. Ce dernier l'informe du durcissement du contrôle. Après l'inspection, Sobhi observe attentivement le camion. Il saisit une barre et force un coffre situé sous ses ridelles. Il y découvre une marchandise de grande valeur dissimulée, dont il saisit une boîte d'argenterie qu'il montre à Hosny. Un plan rapproché montre ce

dernier baissant le regard, signe de sa reconnaissance de l'illégitimité de la contrebande.

La juxtaposition de ces deux dernières séquences a pour avantage de mettre en cause l'apologie d'un libéralisme économique non réglementé, illustrant les aspects déviants du commerce et de l'importation.

Un plan moyen montre Zahira et Mohamed à l'entrée de l'appartement. Elle met l'accent sur l'écoulement du temps et l'extension de l'absence de Siham. Mohamed la rassure en précisant que l'enquête de la police n'a pas abouti à un résultat négatif et que, vaincue par la fatigue, Siham finira par réintégrer la maison.

La porte sonne. Mohamed reçoit Sobhi qui lui annonce la découverte d'une contrebande où sont impliqués Hosny et Zaghloul et le convie à rendre immédiatement visite à celui-ci. Un gros plan du visage de Mohamed montre sa déception et suggère son indignation du projet d'allier Siham avec Zaghloul.

Un plan rapproché montre Zaghloul qui reçoit la connaissance de Hosny. Le plan s'élargit et on voit Sobhi et Mohamed assis en face de son bureau. Sobhi le confronte à l'aveu de Hosny de son implication dans la contrebande. Zaghloul rétorque que certains gens cherchent à lui porter préjudice, convoitant sa situation prestigieuse et sa bonne réputation. Sobhi décide de vérifier l'authenticité de la déclaration de Hosny. « Il cherche à profiter des appuis dont je bénéficie, argumente Zaghloul, en m'impliquant dans son accusation. Mais je ne suis pas disposé à compromettre ma réputation pour lui apporter une aide. » Un serviteur leur sert des boissons. « Hosny est venu aujourd'hui ? L'interroge brusquement Mohamed. - Non, Monsieur Hosny n'est pas venu depuis deux jours », répond le serviteur. Sobhi et Mohamed échangent un regard significatif et se retirent sans commenter cette revélation qui met en cause l'innocence de Zaghloul.

Un plan rapproché montre le bouleversement de Zaghloul. Il téléphone à une personne. « Monsieur Chawkat, dit-il. J'ai une mauvaise nouvelle à vous annoncer. Ma marchandise a été confisquée, et Hosny, mon assistant, a fait des aveux à la police. » Un instant s'écoule. « Je dois vous remettre un ordre d'importation dont vous ferez noter le dépôt à une date antérieure, reprend Zaghloul. Je réglerai l'amende, bien entendu. Mais y a-t-il un moyen de remédier au procès dressé par la police sur la préméditation du délit ? Vous l'annulerez. C'est parfait, grâce à vous nous sommes sauvés. » Ce discours suggère la perversion d'un haut fonctionnaire de la police qui monopolise son pouvoir, concédant un service illégitime à un contrebandier qui parodie et transgresse les lois.

Au bureau de Mohamed, Zaghloul r[illegible]é à un interrogatoire. « Nous souhaiterions que vous collaboriez à l'enquête, lui dit Sobhi. Hosny a avoué au parquet son étroite collaboration avec vous, et votre serviteur nous en a fourni une preuve lors de notre entretien à votre bureau. » Zaghloul conteste son incrimination, affirmant que ses activités sont honnêtes. « Quelles sont les activités honnêtes à votre avis ? L'interroge Mohamed. - Tu doutes de mon honnêteté ! S'exclame Zaghloul. Alors que nous serons bientôt membres d'une même famille. » Il fait aussi allusion au projet d'alliance avec Siham. Mohamed récuse sa tentative de faire dévier l'interrogatoire. Le téléphone sonne, il répond et transmet l'appel à Sobhi. Un plan rapproché montre celui-ci bouleversé. Il reçoit des injonctions de son supérieur de suspendre l'enquête. À la suite de la conversation, il demande dans un ton grave à un subordonné de conduire Zaghloul chez Chawkat, le préfet, et d'emporter le procès qui le concerne. Zaghloul se retire avec modestie. « Qu'est-ce qui se passe ? Demande Mohamed après le départ de ce dernier. - Il n'aura juste qu'une amende à payer sous prétexte qu'un ordre d'importation manquait aux documents concernant sa marchandise, répond Sobhi. - Comment est-il possible qu'un tel document soit en sa possession alors que son dessein était d'obtenir la

marchandise par la contrebande ? Demande Mohamed. - Il a pu se le procurer », répond Sobhi dans un ton désolé. Mohamed proteste contre la dissolution de la réglementation et l'indulgence dont bénéficie Zaghloul. Sobhi le conjure de maîtriser sa révolte. Un policier annonce à Mohamed sa convocation au bureau de Chawkat, le préfet. Ce dernier l'informe de sa décision de le muter à un poste au sud du pays : à Assiout. Il convient d'évoquer ici que nous n'avons pas pu voir la séquence où Mohamed apprend sa mutation, du fait de sa suppression des bandes de vidéo destinées à la consommation publique, conformément aux directives de la censure. Néanmoins, cette mutation traduit le désir du préfet corrompu de châtier l'acharnement de Mohamed contre les contrebandiers.

Est ainsi accentuée la consécration du modèle d'organisation sociale et politique fondé sur l'accord des pouvoirs publics et de la nouvelle bourgeoisie commerciale qui intègre des contrebandiers et des voleurs. On assiste ici à un changement fondamental de la société. Le pouvoir politique, défini par l'existence d'institutions ; le ministère de l'Intérieur et l'administration de la Sécurité publique, et d'appareils administratifs et policiers , le service de douane et le commissariat de police, s'efface au profit de la nouvelle bourgeoisie commerciale qui accroît sa domination par sa fortune. Les dispositions juridiques et administratives du pouvoir vis-à-vis de celle-ci indiquent qu'il ne veille plus à ce que les règles soient respectées et les devoirs remplis. C'est sous le contrôle de cette nouvelle classe, qui attribue récompenses et traitements, que s'opère l'échange de services. Alain Cotta souligne que la corruption est froidement considérée par certains économistes néo-conservateurs comme une méthode souvent rationnelle de gestion sociale. Mais à partir de là qu'est-ce qu'un voleur, sinon quelqu'un qui n'a pas assez de pouvoirs pour se faire corrompre, se faire acheter ? (Cotta, 1991). Il y a dans la logique de ce capitalisme commercial une élimination cynique de tous les garde-fous hérités des traditions morales. Et la nouvelle moralité de l'argent rend d'autant plus

difficiles à supporter les contradictions et les inégalités de la société égyptienne que celles-ci sont exacerbées

Mohamed, de retour à son domicile, découvre l'absence de la table autour de laquelle se réunissait toute la famille. Cette table exprime symboliquement l'idée de la communauté, du lien social. Sa disparition incarne la désagrégation, voire la perte de ce lien. Sanaa apprend à Mohamed que Siham est revenue à la maison en compagnie de Zaatar et qu'elle est repartie définitivement, emmenant sa mère et la table. Mohamed se précipite à la déclaration de ces nouvelles vers la sortie. Sanaa tente de le retenir, arguant que Siham désire obstinément s'allier avec Zaatar. Elle lui rappelle aussi qu'il a rempli déjà ses devoirs vis-à-vis de Zahira et de celle-ci, mais il la repousse violemment.

Un travelling arrière montre Siham, Zaatar et Zahira dans la rue attenant au magasin de celui-ci. Les anciens compagnons du vol de Zaatar et un groupe de commerçants célèbrent ses fiançailles avec Siham. Mohamed surgit brusquement et interpelle Zaatar dans un ton menaçant. Zahira se détache de la foule et se précipite vers lui pour apaiser sa révolte. Siham intervient également. Mohamed lui reproche d'introduire sa mère dans le milieu des suspects. Elle l'informe qu'elle a renoué de son plein gré avec Zaatar et qu'au lieu de profiter de sa détresse il lui a offert un emploi lucratif dans la zone franche de Port-Saïd. Mohamed considère qu'elle compromet sa dignité en échange de cette promotion économique. Elle invoque qu'il a assisté souvent à l'atteinte à sa dignité dans sa maison, sans pouvoir l'en préserver, et lui exprime sa ferme décision d'épouser Zaatar. Mohamed manifeste sa désolation. Zaatar le rejoint. « Pourquoi ne voulez-vous pas reconnaître mon intégrité ? Lui demande Zaatar dans un ton implorant. Je vous assure de mon repentir. Je suis, à présent, sur la bonne voie. - Mon opinion importe peu actuellement, dit Mohamed dans un ton triste. Tu pourrais vraisemblablement être mieux que beaucoup d'autres. - Vos propos me rassurent, lui dit Zaatar. Je vous

affirme que je veillerai au bien-être de Siham et de Madame Zahira.» Un compagnon de Zaatar lui recommande de hâter son départ pour Port-Saïd avant la tombée de la nuit. Il monte avec Siham et sa mère dans la Mercédès qui les attend, sous les acclamations de la foule. Un gros plan cadre le visage d'une femme, membre du groupe de Zaatar, qui pousse des cris de joie en raclant la langue. La séquence s'achève ainsi sur une note optimiste.

Nous avons noté dans les séquences précédentes qu'un processus de légitimation du leadership du groupe qu'incarne Zaatar tend à convaincre les couches moyennes qu'il s'accorde à leurs conditions de vie sociale et leurs aspirations. Il convient de souligner que les aspirations au bien-être, à la promotion sociale et à l'indépendance économique exprimées par Siham légitiment les pratiques de Zaatar susceptibles de les exaucer. D'autant plus, les discours et les pratiques de ce dernier, qui se conduit en leader vis-à-vis de son groupe, sont en un sens reprise et mobilisation de ces aspirations et de ces croyances en la validité des valeurs et des modèles de la nouvelle bourgeoisie commerciale à laquelle il appartient. Ils sont en même temps affirmation et démonstration de leur légitimité et de leur efficacité. Aussi peut-on considérer que ses pratiques accréditent l'idée que le rejet des conflits idéologiques et de la lutte des classes favorise deux projets : l'expansion du marché et l'agrandissement des patrimoines par l'enrichissement et l'aide mutuels. Par ailleurs, Zaatar offre une forme de lien social, à un moment où l'aspiration individualiste et les mécanismes de fragmentation sociale semblent l'emporter, en associant des couches sociales différentes telles la couche de Siham et celle d'où il est issu dans une nouvelle solidarité.

Il est intéressant de noter qu'il revendique en outre une reconnaissance par Mohamed qui représente une institution. Dans la constitution de nouvelles représentations, de nouvelles identités réclament, non pas un monopole de

représentation, mais au moins une reconnaissance de légitimité à discuter et à négocier avec les autorités.

Une plongée montre Mohamed se mêlant à la foule qui circule dans le grand marché. Cet angle de vue suggère qu'il plonge dans la conscience collective et lui communique une mise en garde contre un danger et un désordre culminants. Ainsi, la société est amenée à prendre pleine conscience de son évolution décadente. Un nouvel horizon et des perspectives prometteuses attendent un ancien hors la loi, converti au commerce frauduleux, alors que le citoyen dévoué, le représentant de l'ordre et de la loi, demeure empêtré dans ses problèmes économiques et subit de plus la sanction que lui inflige injustement son supérieur pour avoir rempli avec zèle sa mission de combattre la délinquance et la contrebande. Le film s'achève sur cette image à grande portée significative, son titre réapparaît, et on entend les commerçants qui appellent en voix *off* la clientèle et vantent les produits importés.

En réalité, la véritable fin alarmante du film survient dans la séquence du commissariat où on assiste à la consécration du modèle d'organisation sociale et politique fondé sur l'accord des pouvoirs publics et de la nouvelle bourgeoisie commerciale. Modèle que traduisent, d'une part, les dispositions juridiques et administratives favorables au commerce au détriment de la réglementation, et, d'autre part, la domination de cette nouvelle classe dont les fortunes lui permettent d'offrir prébendes et traitements illégitimes, de pervertir lois et dirigeants et d'accéder au sommet de la hiérarchie sociale. Est illustrative à ce propos la conduite du préfet vis-à-vis de Zaghloul, le contrebandier.

La valorisation du marché et la starification de l'importation assurent le triomphe du capitalisme commercial. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que ces secteurs attirent une grande partie des couches sociales. D'autant que rares sont ceux qui ne cèdent pas à la mégalomanie, dans un contexte où les héros ambigus du

commerce frauduleux, devenus affranchis des contraintes terrestres, manient de grosses fortunes, manipulent les actifs et les pouvoirs publics et se jouent des frontières.

Cependant, le film rend perceptibles des évolutions, des « dérives » économiques ou sociales qui tendent à mettre en cause les fondements même de ce modèle d'organisation sociale. Les nouvelles richesses tapageuses, rapidement et illégitimement acquises ne dissimulent pas les problèmes économiques dont l'étendue dépasse l'entendement de ceux qu'ils concernent ; les transports délabrés et encombrés, la crise du logement, les bas revenus, le manque de services, la difficulté de se marier, la misère des fonctionnaires et la disposition à la corruption pour ajuster ces déséquilibres.

La société telle que la présente le film n'est pas celle où on vit dans la prospérité et le bien-être que la politique d'ouverture économique du système est censée assurer contrairement à ce que le donne à penser l'inscription que porte un panneau publicitaire situé dans une grande avenue de la capitale et visible dans la séquence pré-générique. Il s'agit plutôt d'un monde en perdition qui colmate les brèches, résout les problèmes à l'aide d'expédients et fournit des solutions précaires à des problèmes incontournables.

La société est littéralement coupée en deux zones : au sommet les commerçants et consorts et à la base toutes les autres couches sociales. Celles-ci doivent se résigner à ne jamais avoir une meilleure situation ou à emprunter les mêmes voies, sinon émigrer.

Pour comparer empiriquement les « dérives » et les mutations économiques et sociales, que nous avons constatées à travers l'analyse du film, avec les réelles conditions économiques de la société et rendre compte de l'organisation politique et sociale que le film nous a permis en même temps

d'appréhender, nous procédons ici à définir les couches qui constituent la nouvelle bourgeoisie commerciale et l'attitude de celle-ci vis-à-vis de l'économie nationale et de la souveraineté de l'Etat, puis nous élucidons les déséquilibres et les inégalités sociales qu' [illegible] ulent.

1. CAPITALISME COMMERCIAL ET MODÈLE D'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Nous nous reportons ici à l'étude exhaustive du nouveau capitalisme commercial en Egypte du Dr Fuad Mursi, présentée dans son livre *Hara al-infitah al-iqtisadi* (1984, p. 227-238). Au cours de la moitié de la décennie soixante-dix, une classe capitaliste essentiellement commerciale composée de couches supérieures et moyennes a pris naissance. Elle se distingue par sa propension à la domination de la société. Une ouverture politique, selon cette classe, doit nécessairement se conjuguer avec l'ouverture économique. En ce sens, un libéralisme politique est censé s'associer au libéralisme économique.

A / LA DÉFINITION DE LA NOUVELLE CLASSE CAPITALISTE

Parmi les couches qui constituent cette nouvelle classe, se trouve une composée de groupes d'aventuriers, de hors la loi et de voleurs. Ces groupes ont accédé, par les voies de la délinquance et du crime, au monde des affaires et s'y imposent en s'appuyant sur la collaboration d'escrocs et de malfaiteurs qui mêlent les activités délictueuses aux activités capitalistes. De surcroît, ces groupes possèdent l'aptitude à s'infiltrer dans les appareils de l'Etat, dans les institutions et les entreprises du secteur public et sont mobilisés par une forte ambition de dominer le marché local par le commerce. Aussi, cette couche aux composantes et ambitions

redoutables est-elle la plus dynamique. Elle impose ses activités parasites à toutes les autres couches.

Nonobstant le fait que la nouvelle classe est composée en majorité de couches capitalistes moyennes, c'est la couche supérieure du grand capital qui, de par sa densité économique et sa prééminence sur le pouvoir politique, détient une influence et une position déterminantes.

Les couches capitalistes moyennes qualifiées par essence de nationales occupent une position intermédiaire entre la couche des petits producteurs et celle du grand capital. Au contraire des petits producteurs, ces couches s'appuient sur la possession du capital et s'occupent de la production industrielle et commerciale. Elles assument un rôle important dans la production et dans les échanges commerciaux et contribuent ainsi au développement de l'économie.

Quant à la couche supérieure de la nouvelle classe, elle comprend des élites économiques partagées en deux catégories distinctes :

1. Les catégories commerciales spéculatrices

Elles incorporent les commerçants, les fournisseurs, les entrepreneurs et les détenteurs de mandats commerciaux concernant les domaines de l'import-export, du commerce en gros et demi-gros, des transactions immobilières, de l'entreprise de travaux de construction, de l'équipement, et enfin de l'hôtellerie et de la restauration. Les activités de ces catégories dépendent donc du secteur des services qui ne produit pas des capitaux à répercuter sur le Trésor. En revanche, les bénéfices qu'obtiennent ces catégories, les rémunérations élevées qu'elles attribuent à leurs employés et leur mode ostentatoire de consommation donnent naissance à un pouvoir d'achat producteur de pressions inflationnistes.

En outre, la politique d'ouverture économique favorise les activités de ces catégories en leur accordant la liberté totale d'importer et d'exporter. Elle accorde aussi des facilités qui passent toute mesure aux opérations d'entreprise de travaux de construction et d'urbanisation. Ainsi, le ministère de la Construction et de l'Urbanisme a pu bénéficier de dispositions exceptionnelles en marge du plan économique du gouvernement. Des investissements s'élevant à 243 millions de livres, affectés à l'urbanisation, ont été attribués au ministre concerné qui prêchait « la défense de la libre entreprise dans un contexte de compétition ». La majorité de ces investissements, qui représentaient 75 % du total des finances qu'intègrait le plan économique de transition de la période de 1974-1976, est passée, par la suite, aux mains du secteur privé de l'entreprise de travaux de construction ; d'où leur dilapidation dans la construction d'hôtels et de bâtiments de luxe et la crise du logement dont souffrent les couches aux revenus bas ou moyens.

2. Les catégories bureaucratiques

Ces catégories sont composées de hauts fonctionnaires et de dirigeants d'appareils administratifs du secteur public et de l'Etat. Elles intègrent des éléments d'appartenances sociales différentes qui ont pu, par la voie de l'éducation et de l'apprentissage scientifique et technologique, accéder à la direction de ces appareils.

La position élevée et l'autorité qui lui est inhérente permettent à ces catégories de disposer de hauts revenus, de primes, d'indemnités et de récompenses ainsi que de traitements non officiels provenant des commissions, des cadeaux et des gains illicites. Par le biais de leurs relations étroites avec le monde des affaires, les revenus de ces catégories se transforment en capital bureaucratique lié directement à sa source de production : la fonction publique, et indirectement aux conditions de formation du capital. Ensuite, par un processus inverse, le capital bureaucratique devient un capital commercial au service des manœuvres

spéculatives ou industrielles. En effet, ces catégories profitent des opportunités offertes par l'ouverture économique et investissent leurs capitaux dans les domaines des mandats commerciaux, de l'import-export et de l'entreprise des travaux de construction.

Elles profitent simultanément de la libéralisation de la gestion du secteur public et de l'autorisation de la contribution du capital local et étranger à l'intendance de ce secteur en y investissant leurs gains pour les accroître.

B / LES ATTITUDES ET LES INTÉRÊTS DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE COMMERCIALE

Étant de type commercial, la nouvelle bourgeoisie capitaliste se caractérise par trois traits : la spéculation, le manque d'éthique nationale et la réaction.

1. La spéculation

La propension de cette classe à la spéculation et sa quête permanente de la rentabilité déterminent la concentration de ses activités dans le commerce, le secteur des services et les opérations de médiation, de courtage, de contrebande et du marché noir. Ses manœuvres spéculatives dans le marché noir portent sur les produits de consommation populaires. Elle monopolise également la distribution de la production du secteur public. De plus, la circulation du capital d'un commerce à un autre s'accomplit avec une grande rapidité. Les commerçants de céréales se convertissent à la vente de produits de consommation puis d'appareils électriques et électroménagers, voire d'équipements sanitaires importés. D'autre part, les poissonniers se convertissent à la vente d'automobiles. Seuls importent le calcul

des bénéfices résultant de la différence des prix et l'exercice d'une activité à grande rentabilité.

2. Le manque d'éthique nationale

Cette nouvelle bourgeoisie commerciale ne s'intéresse ni au développement de l'économie nationale ni à l'amélioration des conditions de vie sociale. En raison de son incertitude de l'avenir, elle ne participe pas aux efforts et aux projets d'industrialisation et n'offre pas des possibilités d'emploi. Un modeste bureau lui suffit, souvent, pour gérer de grandes affaires et acquérir des fortunes colossales.

3. La réaction

La libéralisation du commerce intérieur et extérieur contribue à rendre le capital local de fondement essentiellement commercial. De plus, l'harmonisation des intérêts du capitalisme commercial avec ceux des monopoles étrangers et sa collaboration avec ceux-ci aussi bien dans le domaine de l'import-export que dans les projets erigés à l'intérieur du pays, dans les zones franches, lui drainent d'avantageux bénéfices, vu que le pays est devenu à la fois un centre important de commercialisation des produits des monopoles étrangers et un lieu stratégique facilitant l'extension de l'invasion des entreprises multinationales à toute la région arabe. Ainsi, la conjugaison de ses intérêts avec ceux du capitalisme international commande l'entreprise de la nouvelle bourgeoisie commerciale de consolider le libéralisme économique et de rationaliser l'adoption de la voie capitaliste dans la gestion de l'économie. En ce sens, elle procède au renforcement de la coalition des forces capitalistes locales sous l'égide du capitalisme commercial et encourage l'alliance avec le capitalisme international.

Cette conduite est préjudiciable à l'indépendance économique de l'Etat dès lors qu'elle risque de restaurer la domination étrangère, vu la collaboration des couches locales du grand capital susceptible de permettre l'établissement du néo-colonialisme.

Nonobstant les efforts déployés par l'Etat pendant de longues années pour assurer son indépendance, la nouvelle classe capitaliste ne sera pas répugnée par le retour du colonialisme qu'elle considère indispensable à la préservation et au développement de ses intérêts. La recolonisation devient ainsi la réponse à une demande économique née de la collaboration du capitalisme international avec les forces capitalistes locales de la réaction.

Ainsi, est mis en évidence le modèle d'organisation politique et sociale révélé par le film, fondé sur l'accord des pouvoirs publics et de la nouvelle bourgeoisie commerciale dominante. Partout, la quête de la rentabilité est légitimée et pervertit dirigeants, institutions et activités. C'est le triomphe et la limite de la « Zweckrationalität » comme disait Max Weber, la rationalité par rapport aux fins, en opposition à la rationalité par rapport aux valeurs (Wertrationalität).

Autant le capitalisme est créateur de richesse à court terme, autant il risque de devenir destructeur de valeurs sociales à long terme s'il n'est pas suffisamment encadré par les pouvoirs publics et concurrencé par d'autres valeurs sociales que celles de l'argent. C'est ce qui a été exprimé par François Perroux (1962) : « Toute société capitaliste fonctionne régulièrement grâce à des secteurs sociaux qui ne sont ni imprégnés ni animés de l'esprit de gain et de la recherche du plus grand gain. Lorsque le haut fonctionnaire, le soldat, le magistrat, le prêtre, l'artiste et le savant sont dominés par cet esprit, la société croule, et toute forme d'économie est menacée. Les biens les plus précieux et les plus nobles dans la vie des hommes, l'honneur, la joie, l'affection, le respect d'autrui, ne doivent venir sur

aucun marché ; faute de quoi, un groupe social quelconque vacille sur ses bases. Un esprit antérieur et étranger au capitalisme soutient pendant une durée variable les cadres dans lesquels l'économie capitaliste fonctionne. Mais celle-ci, par son expansion et sa réussite même, dans la mesure où elle s'impose à l'estime et à la reconnaissance des masses, dans la mesure où elle y développe le goût du confort et du bien-être matériel, entame les institutions traditionnelles et les structures mentales sans lesquelles il n'est aucun ordre social. Le capitalisme use et corrompt. Il est un énorme consommateur de rêves dont il ne commande pas la montée.»

2. L'IMPORTATION

D'après ce qui précède, de toutes les activités, les élites de la nouvelle bourgeoisie commerciale privilégient celle de l'importation qui consolide leur alliance avec les monopoles étrangers et le capitalisme international. La protection des industries locales fait remarquablement défaut dans l'ère de l'ouverture économique. Malgré l'abondance de produits fabriqués par le secteur public dans les entrepôts, l'importation de produits similaires a été autorisée. Selon le rapport de la Banque mondiale sur l'Egypte, l'accumulation des produits de fabrication locale a constitué un énorme problème pendant l'année 1977-1978. De tous les pays en voie de développement de plus de 20 millions d'habitants, l'Egypte est l'Etat qui dépend le plus du commerce extérieur.

A / IMPORTATION ET INDUSTRIES LOCALES

Le taux de l'importation de produits de consommation a augmenté considérablement pendant la période de l'ouverture économique. Il est passé de 18 % en 1973 à 31 % entre les années 1974 et 1979. Inversement, le taux de l'exportation a baissé par rapport au produit national de 11,4 % à 8,6 % bien que

l'exportation du pétrole ait été accrue (Document de planification, 1981). Ainsi, le taux de l'exportation de produits agricoles a baissé à 46 % au cours de la période de 1973-1979 alors que le taux de l'exportation de produits industriels a connu une hausse de 29,8 % en raison de l'augmentation de l'exportation de produits pétroliers. Quant à l'exportation de métaux, elle s'est élevée à 415 % (Aziz, 1980).

B / IMPORTATION ET RÉUSSITE

Objectivement, l'accroissement de l'importation n'aurait pas été sujet aux controverses, si les produits importés avaient été utiles au développement des secteurs de production nationaux et avaient compris des articles de consommation indispensables. Or, à considérer la régression des secteurs fondamentaux de production : l'industrie et l'agriculture, invoquée précédemment, il est plausible de constater que la logique de l'importation ne remplit pas la nécessité de satisfaire les besoins de ces secteurs et les demandes qu'implique le développement économique. En réalité, les produits importés massivement sont composés, en majeure partie, d'articles de consommation sans utilité.

Par ailleurs, la législation qui a institué l'ouverture économique favorise l'épanouissement de l'importation. Elle attribue au secteur privé le droit d'importer les produits l'intéressant sans se soumettre à la régie d'un organisme bancaire. Ainsi, ont été abandonnés le système de planification globale, qui déterminait, auparavant, en matière d'importation, les priorités qu'impliquent les besoins fondamentaux du peuple et le plan de développement économique, et les mesures qui réglementaient la gestion du secteur du commerce extérieur au profit de sa libéralisation. L'activité du secteur privé gouvernée par la rationalité de la rentabilité motivant sa propension à importer tout type de produit de consommation, qu'elle

puisse être bénéfique ou préjudiciable au peuple, a connu tellement d'épanouissement que le travail dans le domaine de l'importation est devenu l'ambition des jeunes des couches moyennes qui recherchent l'obtention de revenus élevés et l'édification rapide de fortunes.

C / L'ESSOR DE L'IMPORTATION ET L'ENDETTEMENT DE L'ETAT

En 1978, 77 % des produits importés provenaient des pays capitalistes avancés et notamment des Etats-Unis. « Il est donc erroné de prétendre, souligne Mohiya Zeitoun, que l'ouverture économique actuelle est une ouverture vers le monde entier car elle se limite à ces pays, d'autant que la liaison de l'Egypte aux oligopoles des pays capitalistes résulte de son endettement ; la quasi-majorité des crédits que lui ont accordé ces pays, dont notamment les Etats-Unis, n'a servi qu'à l'importation de leurs produits » (Zeitoun, 1982, p. 148-150). Par ailleurs, à propos du programme d'aides américain, Todaro explique : « D'anciens hauts responsables précisent que la notion d'aides extérieures ne signifie pas que les Etats-Unis dépensent leurs capitaux à l'extérieur, vu que 93 % de ces aides couvrent l'achat de produits de leur marché intérieur » (Todaro, 1977, p. 351).

3. LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

À propos de l'endettement excessif de l'Etat, préjudiciable à son indépendance économique, il convient d'évoquer le rôle fort illustratif du Fonds monétaire international (FMI).

En mai 1974, après le lancement de la politique d'ouverture économique et avant la visite en Egypte du Président américain Nixon, une

délégation du FMI s'est rendue en Egypte pour entreprendre des consultations. Son rapport a mis l'accent sur le déficit de la balance des paiements et l'accumulation de retards dans le remboursement des dettes. En outre, les membres de la délégation ont marqué leur opposition au nombre considérable de crédits à court terme. Les économistes égyptiens ont alors postulé que les revenus escomptés de la navigation dans le canal de Suez et de l'exportation du pétrole pourraient rétablir l'équilibre des paiements. Le FMI a émis cependant ses réserves à ce propos, suggérant que seul le redressement radical du secteur extérieur est susceptible de rétablir l'équilibre de l'économie égyptienne. Il a proposé, en ce sens, l'élargissement du marché parallèle comme étape fondamentale vers l'établissement d'un cours monétaire stable et la restructuration des tarifs dans les secteurs du commerce intérieur et extérieur. Les conseillers égyptiens ont rejeté ces mesures incompatibles avec la conjoncture économique de 1974, qui ne peuvent qu'entraîner la dévaluation de la livre égyptienne et une véritable catastrophe. Dans un contexte où l'économie est détériorée par la guerre et les dépenses militaires, la devise étrangère manque et le décalage entre les taux d'inflation marque le marché de l'importation, l'adoption des mesures recommandées par le FMI, correspondant au marché parallèle et au démantèlement de la planification de l'importation par l'Etat, produit inéluctablement l'augmentation de l'importation de produits non nécessaires à des prix très élevés, le déficit et la ruine de la balance des paiements, la destruction de l'économie et la surcharge de dettes.

Il convient de souligner, par ailleurs, que l'attitude du FMI n'émane pas d'une estimation inexacte ou superficielle des problèmes et des solutions censées les résoudre, d'autant que cette attitude est appuyée par les Etats-Unis et la Banque mondiale. En toute logique, la submersion de l'Etat par des dettes extérieures contraste avec l'objectif de réaliser un développement économique indépendant. Or, à supposer que la finalité qui sous-tend les suggestions du FMI est d'assujettir le

pays et de déstabiliser sa gestion, il est évident que le meilleur moyen d'y parvenir est de le submerger par des dettes difficiles à couvrir.

Il est fort impressionnant de savoir que le FMI procède par les méthodes de la tentation à accréditer ces recommandations. Nonobstant la gravité du manque de ressources et notamment de devises et l'accumulation importante de retards dans le remboursement des dettes extérieures, la délégation du FMI a proposé à l'Etat l'acquisition d'aides extérieures importantes à condition de concevoir un programme modifiant les modalités extérieures et intérieures d'échange et d'accepter les recommandations du Fonds. Les promesses d'aides formulées par le FMI dépassaient de loin le cadre de celles accordées, par tradition, aux pays en voie de développement et s'évaluaient à des billions de dollars, mais le gouvernement a rejeté son programme. Sa position de refus était consolidée par sa confiance dans les perspectives auxquelles la Guerre d'octobre permet d'accéder et dans l'aptitude des Etats-Unis à lui apporter des aides provenant, en particulier, des Etats arabes pétroliers.

Pour triompher de l'opposition du gouvernement à l'application du programme du FMI qui met en échec sa stratégie visant à la ruine et à l'effondrement total de son économie, d'autres forces devaient se liguer. En effet, au cours de la même année, les efforts des entreprises multinationales conjugués avec ceux des banques mondiales, des « agents locaux » et avec des capitaux arabes appropriés ont provoqué l'élargissement et l'extension irrationnels de l'importation, entraînant l'augmentation du déficit dans la balance des paiements. Celui-ci est passé de 662,3 millions de dollars en 1973 à 1 798,1 millions de dollars à la fin de l'année 1974 (la première année de l'ouverture économique), du fait de l'accumulation des dettes à court terme. Celles-ci ont favorisé l'augmentation de l'importation et des frais qu'elle implique. Il convient de préciser que la nature de ces dettes (à court terme et à taux d'intérêt élevé) et leur utilisation compliquent

leur remboursement aux dates d'échéance. Toute augmentation de l'importation facilitée par ces dettes aboutit inexorablement à leur accroissement. Ce mode de financement à coût élevé a provoqué une crise de fluidité monétaire. D'autant plus, en 1975, le taux de la dette extérieure générale à rembourser dans des délais différents a été évalué à : 31 % pour un délai de deux ans, 40 % pour un délai de trois ans et 46 % pour un délai de quatre ans (Document of the World bank. 1976, p. 16). Le ministre du Budget, Ahmad Abou Ismail, a eu raison de souligner que « le chiffre que les dettes ont pu atteindre en 1974 n'a jamais eu d'équivalent dans l'histoire du pays. De toute l'histoire de l'économie égyptienne, cette montée vertigineuse de dettes n'a jamais eu lieu en une seule année.»

Les autorités ont estimé, dès lors, que pour contourner ce grave problème d'endettement, il est indispensable d'obtenir un plan Marshall pour l'Egypte. Des contacts ont eu lieu à ce propos avec les Etats arabes du Golfe. Simultanément, lors d'une tournée dans ces Etats au mois de février 1976, le Président Sadate a pu obtenir des promesses y correspondantes, conditionnées, toutefois, par l'approbation du FMI. Ainsi, après la déclaration par l'Arabie Saoudite de l'intention d'instituer un Fonds d'aide pour l'Egypte, John Gunter, le président des opérations du Moyen-Orient auprès du FMI, a tenu une réunion au Caire avec les ministres de l'Économie et des Finances et les conseillers techniques pour préparer la visite de Witteven, le président du Conseil des directeurs du Fonds. Parallèlement, Rowenson, le sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères américain, chargé des affaires économiques, s'est rendu au Caire à la tête d'une délégation de conseillers et a tenu une réunion avec le Premier ministre et les ministres de l'Économie et des Finances pour préparer la visite de William Simon, le ministre américain des Finances. Rabine Henz, le vice-président de la Banque mondiale, a organisé de même la visite en Egypte de Robert Mackenmara, le président de la banque. L'ensemble de ces entretiens avait pour but

commun de définir et d'établir les conditions opportunes, aux yeux de ces dirigeants, de la création d'un Fonds d'aide pour l'Egypte.

Selon le journal du *Financial Times*, à l'issue des négociations entreprises par Simon et Witteven, au mois de mars au Caire, ils ont mis l'accent sur le dépassement par l'Egypte des délais de remboursement des dettes évalué à plus de 32 à 45 jours (*FinancialTimes*, 1er mars 1976). L'accord de l'édification de l'Organisme d'aide du Golfe a été signé en avril 1976 après l'acquiescement des autorités égyptiennes aux demandes définies par le FMI lors des négociations de Witteven. En contrepartie, l'Etat égyptien a dû accepter la mise en place d'un marché commercial à l'intérieur de son territoire.

Cependant, au cours de l'année 1976, le gouvernement égyptien a essayé de renoncer à l'application de certaines mesures exigées par le FMI, mais celui-ci a utilisé la politique des « aides » pour l'assujettir. En effet, le FMI a décrété l'ajournement des crédits qu'il devait consentir lors de nouvelles négociations pour contraindre le gouvernement à se conformer à l'ensemble des mesures préétablies par lui. De surcroît, cet ajournement équivalait à un ordre à tous les organismes de financement de suspendre l'attribution d'« aides ». Les sollicitations financières égyptiennes ont été rejetées en conséquence par l'Organisme du Golfe qui gérait le Fonds d'aide à l'économie égyptienne

Par ailleurs, à la fin du mois de décembre 1976 et à l'approche de l'année 1977, les dettes dont le remboursement avait échu étaient estimées à 185 millions de livres égytiennes pour des facilités bancaires, à 37 millions de livres pour des facilités d'importation et à plus de 20 millions pour des obligations diverses. De plus, la valeur des demandes d'importation dont les banques commerciales et la Banque centrale ont ajourné la satisfaction a atteint près de 141

millions de livres, bien que ces demandes aient compris l'alimentation et les industries naissantes.

La recrudescence des dettes a encouragé le FMI à renforcer sa pression sur l'Etat. Lors de négociations effectuées au mois de décembre, le FMI a exigé la conformité de l'Etat à ses directives à partir du mois de janvier 1977 en échange de l'octroi d'aides susceptibles de résoudre le problème du remboursement des dettes. Le nouveau budget annoncé le 17 janvier a dû, en effet, se plier aux injonctions du FMI, mais les émeutes populaires qui ont bouleversé le pays les 18 et 19 janvier, dont l'impact a été aussi marquant que celui du soulèvement révolutionnaire de 1919 contre l'occupation britannique, ont contraint le gouvernement à abroger la suppression de la subvention des denrées principales. Face à la gravité de cette situation, le FMI et les organismes extérieurs de financement ont accepté l'annulation par l'Etat de certaines directives. L'Organisme du Golfe l'a autorisé, par la suite, à utiliser son premier crédit de 250 millions de dollars.

Cependant, ces mesures de souplesse visant à l'apaisement des tensions populaires n'étaient qu'un subterfuge préparant l'assujettissement total de l'Etat réalisé quelques mois plus tard. Les organismes se sont mobilisés, en effet, sous l'égide du FMI pour atteindre cet objectif. Après des négociations entreprises par la délégation du FMI au Caire, à la fin du mois de février 1977, Dr Al-Quayssouni, président du Groupe économique, a rendu visite à Washington pour poursuivre les négociations avec les hauts responsables du gouvernement américain, ensuite avec Witteven et les hauts responsables du FMI. Au bout de six jours, ces négociations ont abouti à la signature à la fois d'une lettre d'intentions présentée au FMI et d'une déclaration politique transmise à la Banque mondiale. Dr Al-Quayssouni a été autorisé, par la suite, à effectuer une tournée dans les Etats arabes du Golfe pour définir le programme d'aides que l'Organisme de financement du Golfe aussi bien que les autres organismes devaient mettre en œuvre. Cependant, le contenu de

toutes ces conventions est demeuré confidentiel jusqu'à présent (Adel Hussein, 1981, p. 220-224). Il convient de souligner que l'ensemble de ces manœuvres a servi à la stratégie de contraindre le gouvernement égyptien à accepter la manipulation de l'économie nationale en échange de l'allègement de la charge de ses dettes extérieures. D'autant que le FMI a décidé la constitution d'une institution pour gérer l'octroi de crédits par les Etats du Golfe, surveiller la gestion de l'économie par le gouvernement et établir des rapports sur celle-ci afin d'institutionnaliser la soumission du gouvernement aux injonctions définies dans sa lettre d'intentions. Cette institution était constituée de l'Association Morgan Stanley international et de la banque Chase-Manhattan. Ainsi, si les rapports établis par celle-ci et la consultation des autorités locales révélaient leur non conformité à ses directives, le FMI pourrait s'adjuger le droit de suspendre les crédits accordés à l'Etat. Cela équivaudrait à un ordre à tous les organismes de financement d'agir de même. Cette sanction entraîne fatalement soit le recours de l'Etat aux crédits bancaires qui produit sa submersion par les dettes, soit l'enrayment de son économie dont la dépendance de l'extérieur s'est accrue en raison du déficit considérable qu'il n'a pas pu couvrir. De plus, le pouvoir d'injonction qu'exerce le FMI sur l'Egypte va au-delà de la simple suspension de crédits. En fait, il a procédé à l'établissement d'une liaison inextricable entre les crédits des Etats arabes du Golfe et ceux du consortium de la Banque mondiale et de l'Agence internationale du développement qui autorise ces Etats et organismes à revendiquer, à tout moment, la récupération de leurs capitaux sur recommandation du FMI. Cette liaison visait à contraindre le gouvernement égyptien à se plier aux obligations que comporte sa lettre d'intentions. Ainsi, ces Etats et organismes de financement ont pu s'adjuger le droit de vendre les biens de l'Etat égyptien pour récupérer leurs capitaux.

« L'année 1977, souligne Adel Hussein, a été marquée ainsi par la grave régression de la marche historique de l'Etat égyptien qui est passé de

l'indépendance à la soumission. Sur le plan économique, la stratégie visant à son assujettissement a pu aboutir. et sur le plan politique, le voyage à Jérusalem a été accompli » (Hussein, 1982, p. 253-267).

A / LE SYSTÈME DE L'ÉQUILIBRE

Il paraît évident ainsi que dans les échanges entre Etats formellement souverains le rôle de la puissance reste considérable. Les pays les plus puissants dans l'économie mondiale - il s'agit de puissance à la fois économique et militaire - et les mieux pourvus en moyens de contrôle économique du fait de leur vaste réseau d'institutions économiques ; banques, fonds ou organismes de financement, fixent les règles de jeu dans les relations internationales.

Cependant, il existe dans les relations entre Etats un système de l'équilibre (*balance of power*) Comme le reconnaît Stanley Hoffmann « ce système représente une sorte de compromis entre le principe de la souveraineté ou du *self-help* (le chacun pour soi) et celui de l'intérêt commun. Lorsqu'il fonctionne à la perfection, il incite chacun des joueurs à modérer de lui-même ses desseins, afin de ne pas se laisser imposer cette limitation par les autres » (Hoffmann, 1985, p. 676). La seule formule qui a parfois protégé les Etats faibles en les sauvant des dents d'une grande puissance (souvent en échange d'une sorte de droit de contrôle collectif) a justement été le mécanisme de l'équilibre. Mais le jeu de l'équilibre n'a pas toujours été bien joué, et pendant ces éclipses les grands ont régulièrement cherché à mordre sur les territoires qu'ils convoitaient. De plus, la chasse aux ressources et aux territoires était libre dans le reste du monde - sauf en Amérique centrale ; elle n'échappait point aux interventions des Etats-Unis.

De plus, il faudrait rappeler l'existence dans les relations internationales de rapports hiérarchiques tels le maintien de la dépendance économique des pays

formellement indépendants (ainsi le Canada et le Mexique). La Chine avant 1914 est un cas intéressant : les grandes puissances européennes, plus le Japon, et les Etats-Unis, en insistant sur « la porte ouverte », ont contribué à préserver l'indépendance formelle du pays. Quand l'équilibre n'a plus joué, le Japon entreprit de coloniser son faible et vaste voisin.

B / LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET L'AFFAIBLISSEMENT DE LA SOUVERAINETÉ DE L'ETAT

Précisément parce que les règles apparemment libérales (celles du commerce et du marché) et automatiques (crédits à court terme, facilités bancaires, aides) paraissent avantager les élites du commerce et de l'importation aux dépens des intérêts et de la souveraineté de l'Etat, ces élites n'hésitent pas à se coaliser avec les puissances économiques ; les multinationales, les Etats-Unis, les monarchies arabes du pétrole, certains pays capitalistes européens et les institutions et organismes internationaux de financement. Et ce au détriment de l'économie nationale : la protection nécessaire des industries naissantes, le protectionnisme agricole indispensable pour préserver tantôt les petits paysans « épine dorsale » d'un Etat à économie essentiellement agricole, tantôt des entrepreneurs agricoles.

L'économie libérale agit sur le régime politique et économique intérieur. On assiste à la limitation du domaine de l'Etat par la substitution du marché au commandement et au triomphe de la théorie des avantages comparatifs ; le commerce et l'importation deviennent source de richesse pour les individus et source d'endettement et d'affaiblissement de la souveraineté de l'Etat.

À propos du rôle de la puissance économique dans les relations internationales, la théorie de l'école de la dépendance ou des rapports centre-périphérie (André Gunder-Frank, 1977, Samir Amin, 1980, et Galtung, 1980) et

bien d'autres décrit l'exploitation à la fois des pays de la périphérie (sous-développés) et des couches sociales « périphériques » dans ces pays par les élites (bourgeoises). En particulier, les pays exploités sont condamnés, soit à demeurer exportateurs de produits primaires, soit à ne monter que des industries construites dans le seul intérêt des multinationales et contrôlées par elles ; les surplus et les techniciens, les fonds et les cerveaux sont en quelque sorte confisqués par les exploiteurs.

Un développement économique autonome guidé par l'intérêt des masses pauvres, par une agriculture capable de les nourrir au lieu d'être tournée vers l'exportation, une industrie correspondant aux besoins fondamentaux plutôt que l'introduction de technologies complexes est de ce fait exclu. Cette théorie a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment parce qu'elle sous-estime la capacité de résistance des « périphéries » et aussi les bénéfices qu'elles peuvent tirer des investissements étrangers pour leur essor. Mais ce débat sur les réalités ne doit pas nous faire oublier que la théorie reconnaît et proteste contre l'existence dans le domaine des rapports économiques d'un ordre qui est une fois de plus, celui des forts : les « centres » capitalistes. Car c'est bien à une théorie renouvelée de l'impérialisme économique, nécessité capitaliste, que nous avons affaire.

C / LA CONSTITUTION DE CLIENTS

Nous avons noté dans l'étude exhaustive du Dr Fuad Mursi que, parmi les traits caractérisant les élites de la nouvelle bourgeoisie commerciale, les plus marquants et les plus redoutables sont : la propension à la domination, l'aptitude à s'infiltrer dans les appareils administratifs et les institutions de l'Etat et l'ambition d'instaurer un libéralisme politique avec le libéralisme économique. En effet, ces élites cherchent en se coalisant autour d'un quasi-monopole du commerce et de

l'importation à obtenir une nouvelle redistribution de rôles et de ressources par une méthode différente du compromis. Pour maximiser leurs gains et leurs puissances, elles cherchent à se débarrasser de fardeaux contraignants (c'est-à-dire réduire leur vulnérabilité à la dépendance de l'Etat) en changeant les règles de jeu. Elles soumettent les pouvoirs publics non à une sorte de rationalité commune, mais aux aléas de coalitions, de leur volonté de faire passer l'intérêt privé immédiat avant l'intérêt national, et des efforts de certaines d'entre elles pour accroître leur indépendance même au prix de la dissolution de la solidarité et de l'interdépendance économiques.

Si les alliances donnent aux clients que créent ces élites au sein, et notamment à la direction des pouvoirs publics des moyens de chantage, elles fournissent à celles-ci des instruments de contrôle ou de pression non négligeables, en particulier par l'usage de l'aide économique qui prend les formes de traitements non officiels et de rentes. La manipulation de la politique intérieure est d'autant plus tentante et fréquente que l'Etat devient affaibli, impuissant et artificiel. Elle aboutit à une délégation en aval, dite décentralisation du pouvoir. Le champ d'intervention des élites économiques s'accroît et l'Etat-nation est dépossédé progressivement de ses prérogatives historiques. Le calcul de gains et de bénéfices l'emporte sur le sentiment national.

« Le capitalisme contemporain, écrit Alain Cotta, déprécie et dissout avec une force comparable le pouvoir politique traditionnel des Etats pour le réduire dans sa circonscription d'origine au rôle d'intendant et lui en préférer d'autres (...). Ce capitalisme trouve son champ de vocation et affirme ses capacités à régenter un ordre à travers ses grandes entreprises, leur concentration, leur entente à l'intérieur d'oligopoles planétaires, et leur utilisation des appareils d'Etat » (Cotta, 1991, p. 152-153).

Ainsi, la volonté manifeste de puissance des élites de la nouvelle bourgeoisie égyptienne commerciale et le règne du *self-help* (chacun pour soi) ne peuvent qu'entraîner les désastres pour les autres entités sociales.

4. DÉSÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES ET RÉDUCTION DU RÔLE DE L'ETAT

S'il est évident que tous les phénomènes incriminés, évoqués ici, sont dus à la coalition de puissances économiques étrangères avec des « agents locaux » et au maintien des pouvoirs publics dans une position de « clientèle », il est non moins clair que la politique d'ouverture économique et la réduction du rôle de l'Etat et de sa capacité à modifier le quotidien des citoyens posent d'énormes problèmes.

L'ouverture économique signifie : d'une part, la mobilisation de toutes les énergies et des capitaux nécessaires pour favoriser le marché sur lequel doit reposer le dynamisme de l'économie et auquel doit être accordée la plus grande liberté de fonctionnement, ce qui vise au premier chef les prix et les salaires, et d'autre part, l'abondance, l'accès de tous dans l'ère de la prospérité aux biens de consommation et matériels. Mais la demande sociale, que laisse percevoir d'ailleurs le film, amène à poser les questions : jusqu'où vont l'ouverture et le pouvoir des commerçants, de la nouvelle élite ? Jusqu'où vont-ils faire le bonheur des masses ? Le fonctionnement du marché ne peut à lui seul régir l'ensemble de la vie sociale. Il doit être équilibré, contrebalancé par une exigence sociale posée a priori et dont l'Etat est garant. Celui-ci doit intervenir dans la vie économique pour trois raisons : égaliser les conditions de la concurrence entre les groupes sociaux rivaux pour éviter l'abus de position dominante, renforcer le sentiment collectif d'appartenance qui fait de la société une véritable communauté d'intérêts et enfin assurer à chacun

la faculté de gravir les échelons socio-économiques, afin de limiter les inégalités sociales.

Aussi convient-il de souligner que les performances sociales d'un modèle économique ne s'évaluent pas - ou pas seulement - en termes de courbes, de statistiques, d'indices et de pourcentage. Tout jugement sur les avantages sociaux d'un pays implique un fort coefficient de subjectivité. Des critères de comparaisons permettent, malgré tout, la définition de la satisfaction ou l'inverse des exigences sociales par le modèle économique et qui ont le mérite de la clarté et de la simplicité :

1. La fiscalité

le budget national aurait connu un léger excédent si les citoyens s'étaient tous conformés aux exigences minimales de la solidarité sociale. Nonobstant l'augmentation de la valeur de nombreux impôts, y compris l'impôt général sur le revenu, les impôts indirects comprenant des taxes, des droits de douane, des taxes sur la consommation, des timbres et des redevances ne représentent que 50 % des recettes courantes prélevées par le gouvernement. Le financement du secteur des services incombe donc aux citoyens dont les revenus moyens ou bas sont imposables et réduits de ce fait. En revanche, les impôts sur la fortune sont limités et ne représentent que 3 à 4 % du produit national, d'autant que ce pourcentage n'a pas évolué depuis 1939. De plus, les revenus résultant de l'exploitation agricole ont été exonérés d'impôts.

Par ailleurs, les revenus tirés d'activités illicites telles la contrebande, le commerce frauduleux, ou de travaux d'entreprise de construction - notamment l'achat et la vente de terrains libres et la location d'appartements meublés -, non déclarés échappent totalement à l'imposition fiscale. Les statistiques ont indiqué également que seuls 86 mille citoyens acquittent l'impôt sur le revenu général, et

que la moitié de ceux-ci sont des fonctionnaires. Elles ont révélé en outre que 35 % des investisseurs et des détenteurs de moyens de financement importants commettent des fraudes fiscales. Il paraît évident ainsi que les capitalistes n'assument pas leurs devoirs vis-à-vis de la société. De surcroît, le Comité bilatéral du Conseil du peuple et du gouvernement a consenti à la demande des capitalistes d'alléger les impôts pour favoriser le dynamisme du secteur privé, dans le cadre de l'ouverture économique, et attirer les investissements étrangers. Le gouvernement a décrété, par conséquent, la réduction de l'impôt sur le revenu de 95 à 75 % alors que son ministre des Finances avait proposé l'inverse en 1973, préconisant qu' « il importe d'imposer davantage d'impôts sur les hauts revenus dont notamment ceux tirés du parasitisme et de l'opportunisme pour améliorer les revenus des salariés. La réduction de la consommation de la couche détentrice de hauts revenus à un niveau susceptible de limiter sa disfonction considérable de celle des couches aux bas revenus permet de préserver l'équilibre des prix » (Mursi, 1984, p. 272-273).

D'autre part, selon les statistiques officielles, le taux des produits importés sur lesquels les droits de douane ont été prélevés n'a pas dépassé 32,6 % en 1982. Cela signifie que les 2/3 de ces produits ont été exempts d'impôts en raison des exonérations massives accordées, conformément à la loi n° 43 de 1974 sur l'investissement modifiée en 1977, aux importateurs des deux secteurs public et privé. Ainsi, le taux des produits importés exonérés a atteint 40,5 % de la valeur globale de l'importation en 1982 (Al-Issaoui, 1984, p. 122-125).

2. Services et exclusions

L'impact impressionnant sur la population des produits de consommation complémentaires ou de seconde nécessité, abondants dans le marché et prônés par des campagnes publicitaires investissant l'ensemble des supports médiatiques pendant l'ère d'ouverture économique, a donné naissance à un appétit

effréné de consommation dans la société. Celui-ci a provoqué un déséquilibre entre l'offre et la demande et, par conséquent, une hausse des prix de nombreux articles et services. De plus, la politique d'ouverture a favorisé l'émergence d'une couche détentrice de revenus tirés d'activités parasites, qui ne participe pas à la production mais en exploite les avantages. Ses revenus sont produits de la spéculation sur les prix des terrains de construction du bâtiment ou des terres agricoles, du commerce des devises, du trafic de la livre égyptienne, de la fourniture au marché de produits non valables pour la consommation aussi bien que du courtage, des commissions et du marché noir. En outre, les membres de cette couche possèdent des moyens qui leur permettent de se prévaloir d'articles et de services relativement rares et dont les tarifs sont très élevés , d'où l'expansion du goût pour la consommation et la hausse des prix de certains articles et services tels : les voitures, les appareils ménagers, le logement et les soins médicaux.

De surcroît, la hausse des prix a entraîné la baisse du pouvoir d'achat et de la consommation des citoyens aux revenus moyens ou bas. Au cours de la décennie soixante, notamment de sa première moitié, le niveau de vie des salariés, des retraités et des possesseurs de revenus fixes et réguliers avait évolué remarquablement en raison de la hausse relative de la part des salaires par rapport au produit national. Conformément aux statistiques du ministère du Plan, cette part est passée de 42,8 % dans l'année 1959-1960 à 46,7 % dans l'année 1964-1965 (rapport du ministère du Plan, 1966, p. 45) et a poursuivi son augmentation jusqu'à atteindre 50 % à la fin de la décennie. De plus, les prix ont été stabilisés relativement au cours de cette période en raison de l'intervention de l'Etat. Constatons ainsi que l'amélioration du niveau de vie et les avantages, dont ont pu bénéficier les salariés et les ayants revenus modestes, produits des lois et des politiques adoptées au cours des années soixante : la réforme agraire, la nationalisation, la hausse du taux d'emploi et de salariés, l'augmentation des

dépenses publiques affectées aux services de l'enseignement, de la santé et du logement ont régressé considérablement lors de l'ère d'ouverture économique du fait de l'inflation qui s'y est développée avec gravité. Ces catégories sociales y ont été contraintes à réduire la consommation de produits importants tels la viande, le laitage, les fruits et les légumes et à se contenter d'une alimentation moins nutritive, composée de céréales et de farine. De surcroît, elles ont perdu la capacité de satisfaire leurs besoins fondamentaux en matière de soins médicaux, d'habillement, de transports et d'éducation. L'obtention d'un logement à un prix raisonnable est devenue, en même temps, un rêve inaccessible pour elles dans une conjoncture marquée par la hausse vertigineuse des loyers et du prix de la vente immobilière. La caution à verser pour louer un modeste appartement dans la capitale a atteint 30 mille livres égyptiennes, et l'achat d'un appartement a été conditionné par le règlement intégral et définitif de son prix. Le maintien de la subvention par l'Etat des denrées principales a été salutaire pour certains membres de ces couches défavorisées. D'autres tels que les ouvriers, les employés du gouvernement et du secteur public, les diplômés des universités ou des écoles techniques ont préféré s'expatrier en émigrant aux Etats arabes du Golfe où les emplois sont plus lucratifs.

Par ailleurs, le gouvernement égyptien a encouragé cette émigration dès le début de la décennie soixante-dix pour disposer des devises tirées des virements d'argent accomplis par les émigrés en faveur de leurs familles. Selon certains rapports, le nombre des Égyptiens qui travaillent à l'étranger a atteint près d'un million et demi. Pendant la seule année 1980, plus de 119 745 citoyens aux professions différentes ont émigré. Ceux-ci occupaient des fonctions dans le secteur des services et de la production et possédaient des qualifications et des expériences professionnelles dont l'Etat avait besoin pour faire progresser son développement (Zaki, 1982, p. 373-374, 383-387).

3. L'emploi

Les capitaux qu'a drainés l'ouverture économique ont été investis dans l'édification de logements de luxe, les travaux d'entreprise de construction, le tourisme et la consommation. Toutes ces activités n'ont profité guère à la société. Les bilans officiels ont indiqué que 512 projets ont été constitués dans le cadre de l'ouverture mais n'ont employé que 28 mille travailleurs et 4 % des diplômés des universités. Le monde meilleur promis par l'ouverture économique a été donc une chimère. Des dizaines de milliers de jeunes ne pouvaient ni prétendre à un emploi, ni être assurés d'avoir un logement. Le pouvoir ne possédait pas l'aptitude à leur dispenser ce minimum de sécurité et de bien-être.

Le manque d'emploi est dû également à une économie où les projets d'industrialisation font défaut, voire disparaissent. Le démantèlement du secteur public, qui assumait un grand rôle dans les efforts d'industrialisation entrepris, auparavant, par l'Etat, a été accompli avec beaucoup de zèle pendant l'ère de l'ouverture, et le secteur privé s'est appliqué à le remplacer dans le domaine de la production. Deux exemples illustrent cette entreprise : les industries de l'aluminium et du textile. L'Etat avait investi l'électricité produite par le Haut-barrage dans la construction d'un complexe industriel géré par le secteur public pour la fabrication de l'aluminium. Or, un groupe de petites sociétés privées a émergé, dans le cadre de l'ouverture, et acquis des lingots d'aluminium qu'il a découpés et transformés en articles destinés à l'usage ménager. Il a vendu ceux-ci, par la suite, à des prix très élevés et a tiré de gros bénéfices en profitant de la non réglementation du marché. En revanche, les produits des entreprises nationales du secteur public sont demeurés dans les entrepôts et n'ont pas été écoulés ou amortis. D'autre part, les usines de Mehalla Al-Kobra, ville qui a instauré l'industrie du textile, ont été

ruinées par l'invasion du marché par des articles importés, et la valeur de leurs produits stockés s'est élevée à 1 000 millions de livres.

Une confusion régnait en Egypte entre le capitalisme et l'ouverture alors que les pays capitalistes avancés, y compris le Japon et les Etats-Unis, appliquaient le système de quota et de tarification pour protéger leurs industries locales. Le pays était ouvert aux hommes d'affaires aventuriers et autres qui essayaient de vendre les produits qui les intéressaient. Un responsable a annoncé, un jour, qu'il a remarqué l'existence de 58 marques de shampooing dans un seul supermarché. En réalité, la logique du supermarché s'est substituée à celle de l'économie planifiée. Le montant des produits exportés n'a pas dépassé 2,4 millions de livres par an alors que celui des produits importés s'est élevé à 550 millions de livres. La moitié de ceux-ci comprenait ...icles intermédiaires et le reste était composé de produits de consommation et de luxe. Selon une expression d'usage courant à cette époque, le marché égyptien exposait trois types de produits : industriels, de consommation et provocateurs de frustrations (Heykal, 1987, p. 212-217).

4. Restructuration de la société et inégalités sociales

Ces mutations économiques inquiétantes ont eu un impact profond sur la restructuration de la société égyptienne. « S'il est vrai qu'une classe féodale existait en Egypte avant la Révolution écrit Heykal, bénéficiait de grands privilèges qu'elle a perdus, par la suite, et exploitait le peuple, ses intérêts et son patrimoine étaient liés, tout de même, au sol égyptien où plongent ses racines. Par conséquent, elle cultivait un sentiment relatif de loyauté et d'appartenance à ce sol. Or, les nouveaux riches qui profitent de la politique d'ouverture sont dépourvus de cet enracinement » (1987, p. 217). Le danger que représente ce phénomène a inquiété les responsables, en 1975. Le Secrétaire général du parti socialiste a qualifié ces

nouveaux riches de « chats gras », et Mamdouh Salem, Premier ministre à cette époque, leur a attribué la dénomination de « vaches grasses ».

Les rapports économiques ont révélé, en effet, l'existence de 300 à 500 millionnaires en Egypte. Par ailleurs, Mountaz Nassar, député au Conseil du peuple, a annoncé en 1981 que le nombre de millionnaires en Egypte s'est élevé à 17 mille, sans que cela ait suscité des contestations, alors que plus de cinq millions de familles n'ont pour moyen de subsistance qu'un salaire de 30 dollars, d'après un rapport de la Banque mondiale soumis à un débat lors d'une grande conférence économique organisée en Egypte, en février 1982.

En réalité, l'Egypte a régressé vers la situation définie au début de l'instauration du régime de la révolution par le Dr Abdel Guélil Al-Emari « L'économie égyptienne d'avant la révolution, dit-il, ressemblait à une vache qui paît sur le sol égyptien, mais dont les mamelles s'étendent vers l'extérieur où son lait est tiré ».

Ainsi, il paraît évident que ce modèle économique n'assure pas la protection sociale et la sécurité aux salariés et aux couches défavorisées. Il marque, d'autant plus, une rupture significative avec le passé où le redressement économique s'était fait sur des bases relativement égalitaires. Ce n'est plus le cas à présent. Une classe de nouveaux riches s'est fait jour et sacrifie ostensiblement à la consommation et au luxe. Il s'agit notamment de commerçants, de spéculateurs et d'importateurs qui peuvent accumuler des milliards en un temps record. La course frénétique à la rentabilité et la substitution du marché au commandement vont à l'opposé d'une gestion rationnelle de l'économie. Les élites économiques ont pour enjeu : de préserver leurs patrimoines et limiter leurs pertes par l'évasion fiscale et la spéculation.

Les classes défavorisées ou aux revenus modestes n'ont pour enjeu, pour l'amélioration de leur condition, que l'émigration ou la résignation à une lutte individuelle qui risque d'être menaçante pour l'ordre social, étant sujette aux tentations de la corruption qu'incitent et alimentent les contestations sociales. C'est en toute logique, d'ailleurs, qu'après la réduction du rôle de l'Etat à un minimum, la corruption devient une forme parmi d'autres de l'esprit d'entreprise.

Bibliographie

Al-Issaoui (I.), 1984, *Fi isslah ma afssadah al-infitah* (Une alternative pour l'ouverture), Le Caire, Ketab Al-Ahali.

Al-Saban (R.), 1981, « *Les gens du sommet* », magazine *Al-Kawakeb*, 25 septembre.

Al-Salamouni (S.), 1981, « *Les gens du sommet* et la quête de la vérité diffuse », magazine *Al-Issa*, 28 février.

Amin (S.), 1980, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos.

Ansart (P.), 1977, *Idéologies, conflits et pouvoirs*, Paris, PUF.

Aziz (A.), 1980, *Major changes in world economic conditions and Egypt's external economic relations in the future*, Ed. CES 2000 research project, working paper n° 5, Le Caire, Population and family planning board.

Berger (P.), Luckmann (T.), 1961, *The social construction of reality*, London, Penguin Books.

Caillois (R.), 1954, *L'homme et le sacré*, Paris, Gallimard.

Cotta (A.), 1991, *Le capitalisme dans tous ses états*, Paris, Fayard.

Document of the World Bank, 1976, « Arab Republic of Egypt », Report n° 870 a-EGT (Not for public use), january, p. 16.

Document de planification, 1981, « Évaluation des politiques du commerce extérieur, des devises et des moyens de les réformer », Le Caire, Organisme de la planification de la famille et de la population.

Fathi (A.), 1981, « *Les gens du sommet* », *Revue du Club du cinéma*, n° 21.

Galtung (J.), 1980, *The true worlds*, New York, Free Press.

Gunder Frank (A.), 1977, *L'accumulation mondiale*, Paris, Calmann-Lévy.

Heykal (H.), 1987, *Kharif al-ghadab* (L'automne de la colère), Beyrouth, Cherkat Al-Matbouat Lil Tawzih Wal Nachr.

Hoffmann (S.), 1985, « L'ordre international », in *Traité de science politique : la science politique, science sociale, l'ordre politique*, Paris, PUF, t. I.

Hosn Chah, 1981, « *Les gens du sommet* entre les voleurs et la police », magazine *Sabah El-Kheir*, 28 juin.

Hussein (A.), 1981, *L'économie égyptienne de l'indépendance à la dépendance, 1974-1979*, Beyrouth, Dar El-Kelma Dar El-Wehda.

Hussein (A.), 1982, « Le Fonds monétaire international et l'ouverture économique », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal* (L'ouverture, les racines, le résultat et l'avenir), Le Caire, Al-Markaz Al-Arabi Lil Bahth Wal Nachr.

Leach (Edm-R.), 1972, *Le système politique des hautes terres de Birmanie*, Paris, Maspero.

Magazine *Akher Saa*, 1981, « *Les gens du sommet* ou la lutte entre l'officier de police et le voleur à la tire », 18 février.

Magazine *Akher Saa*, 1981, « Les gens de la meilleure interprétation », 20 mai.

Mursi (F.), 1984, *Haza al-infitah al-iqutissadi* (Cette ouverture économique), Le Caire, Al-Thaquafah Al-Jadida.

Perroux (F.), 1962, *Le capitalisme*, Paris, collec. *Que sais-je ?*

Quotidien *Al-Akhbar*, 1981, « L'autorisation de la projection intégrale du film *Les gens du sommet* », 5 mai.

Rapport du ministère du Plan, février 1966, « L'étude et l'évaluation des traits fondamentaux du développement réalisé pendant l'application du premier plan quinquennal, 1960-1961 et 1964-1965 », Le Caire.

Tawfik (R.), 1981, « Les mœurs des voleurs à la tire et celles des gens du sommet », magazine *Sabah El-Kheir*, 16 avril.

Todaro (M-P.), 1977, *Economics for a developping world*, London, Longman group limited.

Zaki (R.), 1982, « L'inflation et la situation des salariés », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal* (L'ouverture, les racines, le résultat et l'avenir), op. cit.

Zeitoun (M.), 1982, « Le modèle de développement économique », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal* (L'ouverture, les racines, le résultat et l'avenir), op. cit.

CHAPITRE XI

RÉUSSITE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ORDRE

L'analyse des films de la seconde moitié de la décennie soixante-dix nous conduit à constater que l'articulation du concept de la réussite avec les concepts du travail improductif, du gain individuel et de la rentabilité, de l'accumulation du capital, de l'enrichissement rapide par tous les moyens et de la consommation ainsi que sa relation avec les attitudes parasites — vol, corruption, courtage et contrebande — et les processus d'universalisation des finalités d'ascension sociale par l'alliance avec la classe néo-féodale et celle de la nouvelle bourgeoisie commerciale, qui favorisent, outre l'anachronisme, l'indifférence aux différences, dénotent l'évolution du système de représentation — système de compréhension du monde, système de normes et de finalités hiérarchisées —. Évolution significative du changement de la société égyptienne pendant cette période.

Le fait qu'une transformation globale de la société se dessine, parfois, dans le « mouvement des idées » qui paraît anticiper sur les conditions matérielles du changement, signifie que des ruptures ou des évolutions des systèmes de représentation sont souvent la condition de possibilité des transformations économiques ou politiques (Vernant, 1981, p. 213). L'affaire de la dislocation du secteur public perceptible dans le film *Sur qui tire-t-on* (1975) a surtout fait apparaître des approches différentes dans le pays concernant la culture, l'identité et le rôle de l'Etat. Il s'agissait de tout faire pour accélérer la nouvelle politique

économique. L'atmosphère générale était au « dépassement » du nationalisme ; au protectionnisme on substituait la stratégie de concurrence. L'idée de dire qu'il n'y a de développement économique et de reconstruction de l'économie que nationaux était considérée comme idée « conservatrice » alors même qu'elle est un constat de bon sens. C'est en cela que ce film est symbolique du consensus caractéristique de la société à cette époque qui souhaite « aller de l'avant » en favorisant une économie libérale et une ouverture économique sur les capitaux étrangers et le marché. En tout cas, l'affaire de la défaillance de certains projets de construction entrepris par le secteur public — chargé par l'Etat de la gestion d'une économie dirigée —, dont fait état le film, et où la direction bureaucratique parasite de l'administration de ses entreprises fut stigmatisée révèle la volonté implicite du régime de geler le projet révolutionnaire de développement d'inspiration et d'orientation socialistes et l'extrême difficulté de mettre en avant un argument de caractère national dans un contexte politique où les concepts essentiels sont ceux de « libéralisme » et de dénationalisation. Toute autre position aurait été finalement considérée comme nationaliste, c'est-à-dire « réactionnaire ».

Cependant, comme l'écrit Georges Duby (1978, p. 85) « les systèmes idéologiques ne s'inventent pas. Ils sont là diffus, affleurant à peine dans la conscience des hommes. Non, point immobiles. Travaillés de l'intérieur par une évolution lente, imperceptible mais dont se découvrent de loin en loin les effets, qu'elle a disloqué l'ensemble qu'il faut le recomposer. » Ce texte pose le problème de la nature des changements qui affectent un système de représentation : l'origine de ces changements et les nouvelles conceptions dont elle permet l'émergence.

Certaines approches attribuent l'origine des changements dans l'organisation économique, sociale et culturelle à des contraintes matérielles pesant sur la société et compromettant les équilibres acquis : modification de l'équilibre écologique, menaces émanant d'autres groupes sociaux, nécessité d'augmenter la

production pour assurer la survie du groupe, pressions extérieures (Harris, 1979 et Wittfogel, 1977). En ce qui nous concerne, nous considérons ici, en premier lieu, les formes du changement que livrent le champ symbolique, en d'autres termes, les aspects du changement que la lecture des films nous a permis de saisir. Ensuite, nous essayons de démontrer, voire de vérifier leur concordance ou non avec le changement réel des structures économiques, politiques, sociales et culturelles de la société, tout en procédant à la définition des déterminations économiques, géographiques et politiques à l'origine de ce changement et des aboutissements qu'elles entraînent.

1. LES ASPECTS DU CHANGEMENT

Pour s'adapter au changement, l'Etat recompose à son profit un système de compréhension du monde. Cette recomposition implique un transfert de modèles de l'ordre social et politique repris d'une forme antérieure d'organisation, adaptés à une nouvelle forme d'organisation politique et sociale et de nouvelles exigences.

1. Dénaturation des modèles conceptuels

Dans le cadre de la société égyptienne « néo-capitaliste » de la seconde moitié de la décennie soixante-dix, le passage des modèles conceptuels d'un contexte essentiellement socialiste à un autre capitaliste libéral se fait au prix d'une dénaturation qu'atteste le changement de rationalité : la rentabilité et le gain individuel se substituant à l'intérêt collectif et au principe de la communauté d'intérêts. Ainsi, les concepts de réussite, de liberté, de droits à la sécurité et au bien-être demeurent mais prennent des significations nouvelles dans les

constructions doctrinales du néo-libéralisme même s'ils sont hérités du socialisme initial et renvoient à de nouvelles exigences :

1 - Dénaturation du concept de la réussite : possibilité de passer d'un groupe à l'autre et de gravir l'échelon social et économique par la compétition et la concurrence, l'initiative privée et l'ouverture sur le marché.

2 - Dénaturation du concept de liberté : fin de l'interventionnisme de l'Etat pour rendre les chances égales, éviter l'abus de position dominante, protéger les industries locales et assurer une gestion rationnelle de l'économie. Favorisation du marché, à l'inverse, pour lequel énergies et capitaux doivent être mobilisés et libertés assurées.

3 - Dénaturation des droits à la sécurité et au bien-être : ils ne signifient plus l'assurance d'un *minimum vital* mais l'accès à tous les biens matériels et de consommation qui interdit à l'homme d'atteindre la plénitude de son être. L'exigence d'un minimum vital ne s'entend plus sur le plan restreint de la rémunération du travail, mais dans le sens le plus large que lui confère son application à tous les besoins matériels.

2. Le Nouvel Ordre

Tel qu'il est précisé précédemment la recomposition du système de représentation est à la fois le signe et la condition de possibilité d'un Nouvel Ordre. Il convient donc de définir les composantes de celui-ci telles que les reproduisent les films ici étudiés.

A / MODÈLE D'ORGANISATION POLITIQUE

On assiste dans les films à l'institutionnalisation d'une forme de pouvoir notabiliaire accordée à la volonté de domination des groupes riches et influents. C'est la mise en œuvre d'une relation clientélaire entre le pouvoir central et les élites de la nouvelle bourgeoisie commerciale qui l'entoure et se rattache les appareils de l'Etat par l'octroi de dons, de compensations, de rémunérations et de prébendes (*Les gens du sommet*, 1980).

En outre, le développement d'une bureaucratie capitaliste se substitue à la séparation de la fonction publique de la propriété ou de la monopolisation de l'emploi et à l'organisation des fonctions des pouvoirs publics et exprime, de surcroît, à sa manière, la nouvelle nature du pouvoir. Cette bureaucratie capitaliste sert de creuset à une relation de pouvoir où se trouvent indissolublement unis l'attachement des pouvoirs publics au groupe dominant et l'affirmation d'une transformation des rapports de production, instrument de la décentralisation du pouvoir et de l'autonomisation de groupes auto-gestionnaires : elle concilie ainsi la tendance au transfert des pouvoirs de l'Etat-nation et la diffusion d'un mode de relation clientélaire.

Sont perceptibles, enfin, la restauration de l'autorité traditionnelle des grands propriétaires terriens, qui furent dépossédés, un demi-siècle plus tôt, par la révolution de 1952 des privilèges et de l'administration pour la restructuration de la société, et l'apparition d'une classe néo-féodale (*Lapinisme galopant*, 1977).

B / ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'adoption d'une politique d'ouverture sur les capitaux étrangers et le marché et de libéralisme économique favorise l'émergence et l'essor d'une caste de

commerçants et de bureaucrates dont les normes de profit et les activités parasites n'ont aucun rapport avec la production et dont les intérêts sont liés aux monopoles étrangers et au capitalisme international. De surcroît, de grands domaines et de seigneuries font leur apparition, accentuant ainsi l'instauration de rapports de production de type féodal entre une nouvelle classe de grands propriétaires terriens et les paysans réduits, pour la plupart d'entre eux, au statut d'ouvriers agricoles.

C / CRISE MORALE

Les nouveaux modèles de l'ordre social entrent en concurrence avec ceux préexistants ; ceux du « chacun pour soi » (*self-help*), ne rien attendre du pouvoir, de la lutte individuelle, de la course au profit et à la rentabilité, du jeu des calculs des bénéfices particuliers remplacent les valeurs de solidarité, de communauté d'intérêts et le sens collectif.

Quand bien même l'élaboration du nouveau système de représentation s'accorde au nouvel ordre dont il nous permet de saisir la configuration : bouleversement de la structure sociale et politique et des rapports sociaux, transformation des modes de production et apparition de nouvelles conceptions du monde et de nouveaux modèles de l'ordre social, le problème de légitimité n'en est pas moins posé.

La recomposition du système de représentation, sinon sa manipulation, sert essentiellement à insérer dans les schèmes dominants de perception du monde, constitutifs de la culture politique, les valeurs et les croyances particulières du ou des groupes dominants dont l'assimilation par le plus grand nombre d'individus facilite l'acceptation de nouvelles formes d'intervention de dirigeants dans la mobilisation des ressources et de nouvelles relations de domination, donc une nouvelle légitimité.

2. LA LÉGITIMITÉ

La légitimité n'est effective que si les finalités des groupes dominants sont posées comme finalités universelles, présentées comme objectifs désirables par les assujettis eux-mêmes. Elle requiert, à cet effet, un ensemble d'images et d'intérêts qui se définissent à la faveur de conjectures spécifiques et un énorme travail de désignation et de justification qui cautionne l'évidence d'un groupe pour ceux qui en font partie comme pour ceux qui n'en sont pas (Boltanski, 1982).

Nous nous tenons donc ici aux pratiques qui concourent au rassemblement d'une catégorie d'acteurs et à la construction de leur identité. Car tout tient aux accomplissements d'acteurs en situation et à leur double face pratique et symbolique. Ce sont ces accomplissements seuls qui, fonction des circonstances et des intérêts qui s'y définissent, conduiront les acteurs à poser des actes dotés de sens.

1. Enjeux et ressources de lutte

L'étude de la conjoncture économique n'a d'importance qu'au titre de conditions de vie. Elle ne sert de ressort que parce qu'elle définit enjeux et ressources de luttes. Et savoir qu'elle peut être à l'origine de la cristallisation d'attitudes et d'opinions n'enlève en rien à ces attitudes et à ces opinions la signification pratique et symbolique qui leur est propre. Par ailleurs, les circonstances de crise favorisent l'acquisition d'un sens pratique. La possibilité offerte aux acteurs d'expérimenter de nouvelles stratégies, à commencer par la plus élémentaire qui consiste à exploiter les circonstances au mieux de ses intérêts favorise l'acquisition, pour tous ceux que l'implication dans l'enjeu implique dans l'action, d'une forme de « raison pratique » : la dégradation de la situation et

l'accumulation de coups et de déceptions permettent l'assimilation d'une sorte de tactique spécifique et l'obligation de se situer, d'une forme de vision « politisée » des événements. Ainsi peut réussir, par cette implication, l'entreprise de domination menée par un groupe et qui tient aux activités que ses acteurs mettent en œuvre et aux représentations qui s'imposent dans le cours de la réussite d'un tel processus.

A / CONDITION PAYSANNE ET NOUVELLES DISPOSITIONS

La transformation des dispositions propres à une société paysanne, segmentaire, organisée autour de la reproduction simple et asservie au rythme cyclique de celle-ci, ne s'élabore pas dans le vide : elle se construit, au contraire, à partir de dispositions coutumières qui survivent à la disparition ou à la désagrégation d'une forme ancienne du monde et de son organisation « politique et sociale » traditionnelle et qui ne peuvent se transformer qu'au prix d'une contrainte entraînant une transformation créatrice.

Les multiples déceptions paysannes devant les « réalisations » révolutionnaires — au premier rang desquelles l'exaspération par l'accaparement des biens nationaux par les bourgeois originaires des villes chargés de la gestion des coopératives, créées pour fournir une assistance technique et commerciale aux paysans pour les protéger de l'exploitation des grands propriétaires, et de l'application de la réforme agraire, le gel des projets de modernisation et d'amélioration des conditions de vie dans les campagnes, et enfin par le chômage dû à la précarité de l'emploi et à l'archaïsme du mode de production agricole — apportent des éléments de réponse à la subsistance de ces dispositions. L'espoir puis la frustration née de l'anéantissement de celui-ci sont directement liés avec les enjeux immédiats de la condition paysanne : la maîtrise du sol, l'abri contre l'exploitation des propriétaires, la recherche de la sécurité dans le patrimoine ou

l'assurance de la subsistance à défaut de la perspective d'aisance. Ainsi, l'insatisfaction en rétroagissant sur les dispositions anciennes mobilise le sens pratique pour le polariser sur de nouveaux enjeux.

B / L'APPAREIL DE DOMINATION FÉODALE

Dans le cadre de la transformation des dispositions paysannes, la classe des grands propriétaires terriens se propose pour prendre la relève de l'Etat sur la position de domination qu'il occupe et renforce l'insatisfaction et les vieilles dispositions. On assiste ainsi dans le film *Lapinisme galopant* (1977) à la familiarisation avec une autre présence du féodal que celle du seigneur exploiteur et avec sa domination non coercitive ainsi qu'à l'importation d'autres querelles et d'autres enjeux : l'assurance de la subsistance et de l'emploi par les néo-féodaux face à la dégradation de la situation paysanne — chômage, carence de ressources et d'emploi, expansion démographique et manque alimentaire.

Il convient, cependant, de souligner que l'enjeu principal de cette classe néo-féodale est le maintien de sa domination sur les masses rurales. Or, cette domination est menacée par la présence d'un deuxième antagoniste : la nouvelle bourgeoisie commerciale (*Les gens du sommet*, 1980). L'extension du nouveau mode de production de celle-ci : la croissance de l'économie marchande et la monétarisation des produits, facilite le mouvement de la population et donc la possibilité d'une échappatoire. Quand bien même le caractère capitaliste de la classe néo-féodale lie ses intérêts à ceux du marché, ainsi que l'atteste sa concentration sur la production de cultures à grande rentabilité sur le marché et non de céréales, sa nouvelle stratégie consiste à contrer la domination des nouvelles puissances du marché et à rattacher les paysans au manoir. Il s'agit là dès lors de recharger et de redéployer l'appareil de domination féodale. Le film *Lapinisme galopant* renvoie à

cette nouvelle exigence à travers la forme de clientélisr .t les rapports de production qu'entretient le néo-féodal avec la jeune ouvrière agricole, employée dans son domaine.

Non seulement, le néo-féodal récompense la jeune paysanne pour ses efforts, son initiative individuelle et son esprit de l'entreprise par la promotion à des postes de responsabilité à même de satisfaire largement ses besoins fondamentaux de subsistance et de sécurité d'emploi mais aussi façonne-t-il ses attentes en lui procurant des ressources encore plus gratifiantes :

1 - L'alliance par le mariage et l'ascension sociale fulgurante transgressant les barrières de classes et de statuts.

2 - La promotion collective : il intègre la sœur de cette paysanne et ses nombreux enfants à l'emploi dans sa seigneurie. Ainsi, il reproduit les rapports féodaux de production tout en se présentant comme le détenteur de la « solution-miracle » pour le problème de l'expansion démographique, fléau dont souffre globalement le pays.

Ce faisant, il s'assure l'allégeance et le rattachement à son domaine féodal de ce microcosme de communauté paysanne par la satisfaction de deux enjeux propres aux paysans : l'assurance de la subsistance et celui plus gratifiant de l'aisance et de la sécurité dans le patrimoine. Constatons, dès lors, que ce paternalisme attendri aboutit à consolider cette hiérarchie consacrée, perpétuée par les usages pratiques qui l'entretiennent. L'acte d'allégeance en échange de l'assistance reconduit dans leur rôle immémorial les figures traditionnelles de l'aristocratie féodale.

C / CONDITION DE LA BOURGEOISIE BUREAUCRATIQUE ET NOUVELLES DISPOSITIONS

Confrontés à une situation dans laquelle ils ne peuvent plus désormais exclure l'éventualité du « déclassement », démunis de surcroît des instruments intellectuels et matériels, diplômes et ressources, de maîtrise de leur situation, privés de la possibilité de se prévaloir d'un logement et obligés de ce fait de reporter leur mariage, ainsi que l'illustre le film *Les gens du sommet* (1980), les bureaucrates se trouvent condamnés à s'en remettre à des organisations (familiales) ou à des pouvoirs publics qui assistent impuissants à la dégradation de leur situation. Ils se retrouvent finalement isolés, face à une perspective inéluctable de déclassement et de perte d'identité.

Dans ce contexte, l'entreprise de domination des elites de la nouvelle bourgeoisie commerciale, s'appuyant sur les particularités des circonstances, consiste à prendre la relève de l'Etat en encadrant la vie de ces bureaucrates pour contrôler leur rattachement.

Cet encadrement revêt deux formes de clientèle appréhendées dans la plupart des films étudiés ici et caractéristiques de la société égyptienne de cette période : soit le rattachement des appareils de l'Etat et de leurs dirigeants par le système de rémunérations et de prébendes illégitimes, soit l'alliance par le mariage avec la petite bourgeoisie bureaucrate ainsi que le montre le film *Les gens du sommet*.

Cependant, il serait naïf de concevoir ces phénomènes d' « entreprise de domination » comme procédant d'une stratégie systématique des acteurs des groupes aspirant à la direction de l'Etat, ce qui reviendrait à penser le pouvoir comme un appareil extérieur à la société, autonome et conscient. Le pouvoir est

forme particulière et privilégiée d'une relation sociale, l'apprentissage d'un rapport de soumission, d'obéissance et d'inégalité se fait dans l'expérience de ceux qui sont appelés à diriger tout autant que des assujettis ; c'est ce qu'exprime Sartre dans *L'enfance d'un chef*. En outre, la compétition pour les positions de domination qui acquiert à travers les pratiques dont elle est l'enjeu une légitimité spécifique au sens propre ni voulue ni contrôlée par quiconque puisque sous-produit de l'affrontement entre les néo-féodaux qui reproduisent les pratiques de l'ancienne aristocratie féodale et la nouvelle bourgeoisie commerciale composée d'élites économiques et bureaucratiques, bien réelle dès qu'appréhendée en termes de changement de comportement, n'existe pas en dehors des mécanismes et des formes de son objectivation. Dès lors que cette compétition pour la domination recouvre une spécificité, il convient de définir celle-ci dans les enjeux et les pratiques mobilisés à sa faveur.

2. Spécificité de la compétition pour la domination

Il importe de souligner que la lutte pour la domination, « la conquête d'une position privilégiée » n'est pas aussi simple que la croyance en « la liberté d'entreprise, l'initiative individuelle », qui est un des aspects de l'habillage idéologique libéral du procédé électif, le donne à penser. Seuls entrent en lice ceux qui, du fait des ressources qu'ils sont susceptibles de mobiliser dans la compétition, estiment avoir une certaine chance d'en sortir victorieux. Cette sélection réserve le jeu à ceux qui sont préalablement légitimés par les circonstances, par la place qu'ils occupent ou plus généralement par les signes de leur éminence.

Quoiqu'ils investissent d'espoirs contradictoires — les grands propriétaires en attendant la confirmation de leur autorité traditionnelle, la nouvelle

caste de bureaucrates et de commerçants en escomptant la relève des élites qu'ils appellent de leurs vœux — néo-féodaux et nouvelle bourgeoisie commerciale se rencontrent dans la manipulation du système de représentation, escomptant qu'il tourne à leur avantage. Leur projet politique et social est d'assigner, comme fin et horizon, à la société leurs valeurs et leurs finalités : l'intégration et la promotion de nouvelles attitudes culturelles et économiques, la généralisation de la relation de clientèle pour se rattacher aussi bien les paysans que les appareils étatiques, le développement d'un culte de l'argent et de la rentabilité qui assure au capitalisme sa prééminence ainsi que l'alliance avec les monopoles étrangers et le capitalisme international.

C'est ainsi que la lutte pour la domination par la transformation du système de représentation et la quête de légitimité n'appelle en fait à la compétition que ceux, néo-féodaux ou nouvelles élites de la bourgeoisie commerciale, précisément, qui visent soit à voir confirmer leurs prérogatives notabiliaires, soit à voir affirmer par la reconnaissance de leur légitimité leur toute neuve puissance sociale.

Par ailleurs, telle que la montrent les films, la mobilisation à la faveur de la compétition pour les positions de domination entre la classe néo-féodale et les élites de la nouvelle bourgeoisie commerciale n'entraîne que la réaction d'une catégorie particulière d'acteurs : les ouvriers agricoles, voire les journaliers (*Lapinisme galopant*) et les petits bureaucrates (*Les gens du sommet*) ; donc les classes les plus démunies. Comme l'écrit Fuad Mursi : « Les ouvriers agricoles constituent la moitié de la main-d'œuvre au niveau national. 40 % de ces ouvriers peuvent être considérés comme chômeurs, et ce du fait de l'archaïsme de la production agraire. D'autre part, 64 % de la classe ouvrière égyptienne travaillent dans les secteurs de production agraire et industrielle ; 14 % dans les secteurs du commerce et de la distribution et 22 % dans les secteurs des services.» De même,

« les fonctionnaires, à l'exception des hauts fonctionnaires et des bureaucrates agroteurs appartenant à la nouvelle structure capitaliste, leur situation ne diffère pratiquement pas du sort de la classe ouvrière malgré la différence dans les moyens et les fonctions de la production. La baisse des rémunérations et la cherté de la vie contribuent à leur appauvrissement » (Mursi, 1984, p. 253-259).

On peut ainsi s'attendre logiquement à ce que ces propriétés de situation spécifiques se traduisent par des réactions « politiques » particulières. Les phénomènes de « ralliements » d'ouvriers agricoles et de jeunes bureaucrates — diamétralement opposés à ce qu'ils faisaient auparavant — aux groupes dominants, qui sont les produits et les résultats de la dynamique d'allocation des individus dans les différents secteurs de la division du travail, traduisent dans la pratique l'impuissance et la protestation des désabusés, sans espoirs et privés d'avenir. Cette combinaison de déception, de ressentiment et d'impuissance, apprise par l'expérience emprunte pour la petite bureaucrate (*Les gens du sommet*) la forme extrême de l'alliance par le mariage avec un contrebandier, et pour la jeune ouvrière agricole ascendante (*Lapinisme galopant*) la forme de l'alliance également par le mariage avec un féodal à nouveau visage et à domination actualisée. Quoique déviés de leurs lignes d'action ce sont ces « phénomènes de ralliement » qui définissent, en advenant, les conditions d'entrée en scène ou de montée en ligne des gouvernants, comme ils commandent les conditions d'usages, d'appropriation ou de rejets du type de leadership et des produits politiques que ces derniers proposent, bien qu'on ne puisse pas penser que tous les jeunes bureaucrates ou ouvriers agricoles, du fait de leurs situations et à la faveur d'une conjoncture particulière réagissent ou vivent l'expérience du ressentiment et de l'impuissance de la même manière.

On peut espérer avoir pu préciser, de la sorte, à partir de l'analyse de cette dynamique — compétition pour la domination et accomplissements dotés de

sens — en quoi la construction d'une identité et de sa légitimation est un aspect pratique de la prétention à la domination.

Cependant, la représentation objective dans le cinéma de la recomposition d'un système de représentation et de la construction d'un modèle d'organisation sociale et politique qui assurent la promotion de nouvelles cultures politiques pose le problème de l'efficacité des processus de légitimation. Le cinéma laisse percevoir la discordance de ces nouvelles cultures politiques avec les structures traditionnelles fondamentales de compréhension du monde.

3. La juxtaposition de deux modèles politiques

La mise en scène par le cinéma des hiérarchies et de la modification des positions des groupes, symbolique concrète des relations de pouvoir, montre ce qu'est le pouvoir dans les pratiques : après que les affrontements se soient révélés dans les conflits de tendances et de clientèles ; valorisation par la promotion à des statuts élevés, voire par l'alliance par le mariage de ceux qui affichent leur conformité à un modèle, à une « ligne », à un mode de vie, compétition pour la domination, néo-féodaux et nouvelles élites de la bourgeoisie commerciale se rencontrent dans l'idéalisation de leur direction « politique » susceptible de modifier le cours des événements, dispenser les bienfaits et assurer la prospérité, écarter les dangers, sinon changer la société elle-même. Cependant, leur légitimité est rien moins qu'assurée, contre eux s'élèvent les nationalistes qui contestent leurs modèles et leurs valeurs et attestent de la présence d'un autre projet de mobilisation des ressources accordé aux intérêts collectifs, tel que le rend perceptible la lecture des films : *Sur qui tire-t-on*, *L'enquête se poursuit* et *Les gens du sommet*.

La résistance des couches traditionnelles de la bourgeoisie nationale de tendance de gauche manifeste la permanence d'un autre mode de mobilisation des

ressources, d'un modèle politique différent, d'un autre système de recrutement de dirigeants et donc d'une autre légitimité avec son propre ensemble de normes. Des phénomènes de violence, de crime, de retrait, de contestation et de lutte contre la déviance et la corruption de certaines élites et consorts, observables dans les films, transcrivent les formes extrêmes ou rationnelles qu'emprunte cette résistance. Ainsi, chacun des groupes en conflit tend à constituer ou à accepter de ses leaders un système de représentation qui lui est propre ; chacun module ainsi sa propre version d'un registre de significations collectif. Cohabitant dans une culture politique au même titre que les schèmes d'entendement communs, que leur affrontement contribue à définir, ces systèmes de représentation s'inscrivent dans des modes de pensée différents : si les néo-féodaux et les élites de la bourgeoisie commerciale conçoivent le monde selon une démarche individualiste ou une « idéologie libérale », les couches intellectuelles moyennes restent marquées par un mode de pensée socialiste et nationaliste en référence à une éthique communautaire et une conception de la promotion par le travail productif, d'intérêt collectif, et de la protection de l'économie nationale.

Dès lors, on peut constater que l'œuvre de recomposition d'un nouveau système de représentation adapté à un nouvel ordre ne parvient pas à imposer les conceptions des nouveaux groupes dominants et ne réussit pas davantage à donner une unité de significations à des modèles hétérogènes et contradictoires. Ainsi, l'Etat néo-libéral spécifique de la société égyptienne de la seconde moitié de la décennie soixante-dix se caractérise par la juxtaposition de deux formes d'organisation sociale, de deux modalités d'organisation politique, de deux modes de légitimation du pouvoir.

Est accentué aussi que légitimité, organisation sociale et système de représentation sont étroitement liés. Les conflits de légitimation ne se comprennent que comme une dimension des contradictions sociales.

À partir de la coexistence, sinon le conflit et l'évolution des modèles de pouvoir et des processus concrets qui établissent sa légitimité sociale, montrés par le cinéma égyptien, par référence à un système de représentation, nous construisons ici le schéma n° 3 qui illustre la configuration du nouvel ordre caractéristique de la société égyptienne de la seconde moitié de la décennie soixante-dix, tel qu'il est appréhendé et reconstitué par les films étudiés ici.

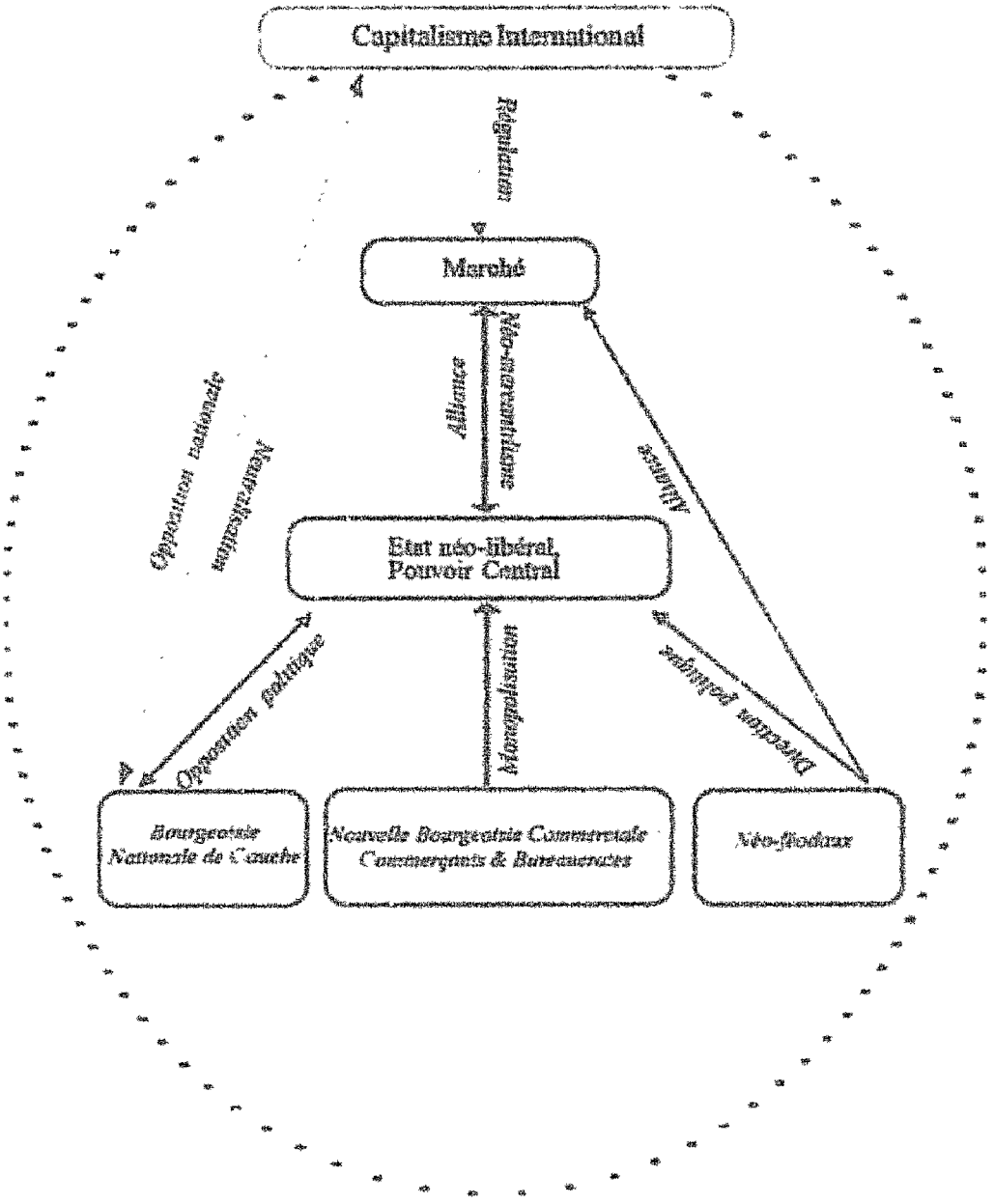

Schéma n° 3 : Configuration du Nouvel Ordre d'après les films

Comme l'indique ce schéma constitué ici d'après la lecture des films, les tensions propres à chaque groupe contribuent à la négation de la structure établie du groupe opposé et à l'émergence d'une structure alternative ; ensemble celles-ci constituent la configuration globale du nouvel ordre, dont les composantes elles aussi s'influencent réciproquement.

Il convient, à présent, de comparer les déductions auxquelles nous a conduits l'analyse des films avec les études empiriques des déterminations économiques, politiques et sociales à l'origine du changement de la société égyptienne vers le milieu et la fin de la décennie soixante-dix et des aboutissements qu'il entraîne.

3. L'ORIGINE DU CHANGEMENT

Les études du changement attribuent son origine aux pressions des modifications externes faisant peser des contraintes sur la société et compromettant ainsi ses équilibres acquis ainsi qu'aux transformations économiques, politiques et sociales de celle-ci. Elles accordent une place à l'histoire, au mode d'organisation initial de la société : distribution des ressources, répartition des tâches entre les postes, et à l'environnement extérieur traversé par des mécanismes de domination économique et des phénomènes d'hégémonie idéologique et où l'usage de la coercition est monopolisé et codé (Clegg et Dunkerely, 1980, p. 453).

1. *Structure initiale de la société égyptienne*

L'industrialisation de l'Egypte a débuté sous l'égide du Président Nasser au début des années soixante par la substitution de la production locale à l'importation dans le secteur des produits de grande consommation, à l'aide de la

protection douanière et du monopole du secteur public du commerce extérieur. Cette configuration économique s'accordait avec la formation d'une coalition multiclasses et le développement politique de type « populiste » du régime. Cependant, vers la fin des années soixante, l'épuisement des possibilités d'expansion de ce marché, le manque de capital nécessaire au développement de l'industrialisation conjugués, d'une part, à une mauvaise balance commerciale et un endettement considérable, et d'autre part à la constitution d'une caste de bureaucrates capitalistes spéculateurs, substituant le capitalisme d'Etat au capitalisme privé, ainsi qu'à la défaite de 67, ont tracé les limites d'une telle perspective développementale.

La défaite et la crise des valeurs révolutionnaires, du socialisme et du régime ont préparé les tentatives de reprise en main qui les ont suivies et imposé l'appel aux couches capitalistes pour la reconstruction économique. Ce recours s'est radicalisé après la Guerre de libération d'octobre 1973 avec un processus de disqualification de la voie socialiste adoptée par le régime précédent et de l'ensemble des réformes auquel il a abouti. Les couches capitalistes de droite ont tenté de s'imposer dans ce cadre à l'évolution économique et sociale, favorisant l'entrée dans le giron impérialiste et la conciliation avec les forces impérialistes pour l'épanouissement de leurs intérêts.

Il a fallu qu'à la faveur de ces conjonctures spécifiques, le nouveau régime mette en place une stratégie politique et économique. Le Président Sadate avait fait, par un retournement politique, de Washington le centre de sa stratégie. « Harvard est au gouvernement » avaient crié les étudiants en janvier 1972, lors des manifestations bouleversant tout le pays, montrant le doigt sur une évolution pro-américaine grandissant depuis le 15 mai 1971. La formation d'une partie de ses hauts fonctionnaires, la fascination de la technologie et du dollar, l'influence culturelle et la prise en compte du lien étroit existant entre Washington et Tel-Aviv

ont fait naître chez beaucoup un véritable « rêve américain », comme une sorte de grand mythe assez puissant pour résoudre le conflit avec Israël et tirer l'Egypte du sous-développement (Murel, 1982, p. 64-65).

Une nouvelle politique étrangère a été déclarée en février 1971 : en dépit de l'opposition du Conseil suprême de la Sécurité ainsi que du Haut Comité exécutif du parti de l'Union socialiste arabe, encore existant à l'époque, le Président Sadate a décidé la réouverture du canal de Suez après un retrait partiel de l'armée israélienne, affirmant sa volonté d'ouverture politique sur l'Occident et Israël. Le plébiscite sur le départ des conseillers soviétiques en 1972 constituait le début de l'ouverture politique. Et dans le cadre d'une politique intérieure soutenant le secteur commercial privé et, en particulier, la caste des spéculateurs et des parasites de la production, fut promulguée une loi sur les investissements arabes et étrangers, le 2 septembre 1971, le recours aux capitaux arabes et étrangers visant essentiellement le soutien de ce secteur. En outre, cette loi fut complétée par une série de lois dont notamment celles concernant les biens sous séquestre : la loi n° 1216 de l'année 1972 concernant la législation des biens sous séquestre et la loi n° 52 de 1972 concernant la liquidation de ceux-ci. Ces lois furent promulguées en un même jour, le 1er octobre 1972[1] , par la présidence de la République sans recours préalable à un plébiscite populaire alors qu'elles touchent à la structuration sociale. Il convient de rappeler que ces séquestres ont été imposés aux biens de quelques pseudo-féodaux parmi les grands propriétaires par le régime révolutionnaire pour assurer le changement de la structure sociale en limitant la propriété. La restitution de ces biens sans condition signifie l'instauration d'un déséquilibre dans la balance des forces instituée par la loi.

De surcroît, ces lois, indiquant l'identité politique et économique du régime, furent prises parallèlement à la modification de la Constitution ajoutant aux

[1] Journal officiel n° 42, 19 octobre 1972.

habilités du Président de la République de larges pouvoirs que le Président Nasser n'avait jamais connus. La Constitution de 1971 stipule, dans l'article 73, que le Président de la République est le gardien des limites entre les pouvoirs, qu'en cas de nécessité, dans les circonstances exceptionnelles, et sur la base d'une autorisation accordée par le Conseil du peuple avec la majorité des deux tiers, il peut promulguer des décrets-lois. L'article 112 accorde au Président de la République le droit de promulguer des lois ou de s'y opposer. L'article 147 stipule : « Si en l'absence du Conseil du peuple, les circonstances nécessitaient des mesures ne pouvant attendre, le Président de la République a le droit de prendre des dispositions ayant force de loi. » Ainsi, la nouvelle Constitution en ajoutant des droits au système présidentiel avait fait du Président de la République pratiquement le maître absolu.

Dans ce cadre, fut créée également la fonction du procureur général socialiste pour traiter des affaires concernant la sécurité. Institué par la loi, ce statut attribue au procureur général socialiste un pouvoir supérieur à celui de la magistrature et des tribunaux l'habilitant à confisquer la liberté des citoyens en cas de réunion pacifiste, de contestation ou de rédaction de déclarations.

2. L'environnement extérieur

L'environnement extérieur a un rôle majeur dans les changements. Il est constitué de conjonctures politiques et économiques spécifiques.

A / LA CONJONCTURE POLITIQUE

L'étude des relations internationales a été très largement celle de la conduite diplomatico-stratégique : les enjeux ce sont l'indépendance ou la

soumission ou même l'élimination des unités, l'expansion territoriale ou la frustration des forts, le maintien ou la rupture de l'équilibre. D'autre part, dans les échanges entre Etats formellement souverains, le rôle de la puissance reste considérable et particulièrement de la force militaire d'où la précarité de l'ordre international. De même, les théories des systèmes internationaux postulent que l'ordre, dans la mesure où il existe, dépend à la fois de la configuration de la puissance et des pratiques (coalitions, alliances, mesures unilatérales d'armement et d'expansion) des Etats. Elles ne nient pas les phénomènes de domination économique, mais elles mettent l'accent sur la régulation du marché mondial par les Etats.

Par ailleurs, le maintien ou la rupture de l'équilibre dépend de ce qu'il est convenu d'appeler « le système de l'équilibre » (*balance of power*). C'est un mécanisme qui cherche à la fois à dissuader et à vaincre l'adversaire si l'on n'est pas parvenu à le dissuader. La dissuasion peut prendre la forme de la neutralisation ou de la menace de guerre. En cas d'échec de la dissuasion, la guerre menée pour des objectifs limités — faire reculer l'Etat trop remuant — est un instrument indispensable.

Cependant, les effets de dissuasion réciproque des affrontements militaires entre les Grands ont été remplacés par les crises, déclenchées par l'action de l'un dans une zone considérée comme vitale par l'autre (blocus de Berlin, 1948 ; pression soviétique sur Berlin, 1958-1961 ; crise des fusées à Cuba, 1962) (Aron, 1962), ou par ricochet d'une guerre entre tiers (Moyen-Orient, 1973). Néanmoins, dans les conflits entre Etats moyens ou petits, même si chaque belligérant avait pris le soin de recevoir l'aide ou la protection d'un des Grands, il est impossible de ramener leurs luttes à la compétition de deux niveaux. Ainsi, dans le cas du conflit entre l'Egypte et Israël, la complexité, l'hétérogénéité du système

d'équilibre international empêchent ces deux Etats de tout réduire à leur affrontement.

De surcroît, une vérité importante à retenir est la situation stratégique de l'Egypte. Elle ne possède pas l'énergie ou les ressources que l'on peut convoiter. En revanche, elle constitue l'anneau principal et solide dans la révolution arabe contemporaine, du fait qu'elle est la clé des deux grandes portes arabes et africaines consolidée par un poids social et culturel puissant. Elle est donc formatrice de modèle d'indépendance et de développement. L'interférence de sa situation stratégique avec ces éléments culturels fait de l'Egypte un front opposé à l'influence occidentale et à l'expansion sioniste. La révolution nassérienne a fait passer l'Egypte du rang de simple colonie sous-développée en Afrique et au Moyen Orient à celui de modèle de renaissance dans un nouveau monde possible. Elle a apporté un grand soutien à l'Algérie et au Yémen. À la même période, le Soudan, le Koweït, le Yémen du Sud et le Golfe obtinrent leur indépendance. La révolution nassérienne devenait une base solide menaçant le système international. Le facteur international a joué un rôle décisif dans la chute de Nasser et de son modèle adopté par Nkrumah au Ghana et par Soekarno en Indonésie. Le Tiers Monde commençait à constituer une force menaçant l'équilibre international (Shoukri, 1979). Ce n'est pas Nasser lui-même ou son expérience qui étaient visés, mais ce fut la perspective de succès de cette révolution.

Comme le reconnaît Theda Skocpol (1979), dans sa fameuse *Théorie de la révolution*, les révolutions ont lieu dans des pays situés en position désavantageuse dans l'arène internationale. Mais c'est de la conjoncture politique internationale que dépend si oui ou non, la révolution bénéficiera de l' « espace » nécessaire pour achever son programme et se consolider. Or, les circonstances internationales ont tendance à être plutôt menaçantes. Le nassérisme a ouvert la porte à l'espoir , il fallait donc étouffer celui-ci avant qu'il ne devienne réalité. Pour

dissuader l'Etat nassérien remuant, préserver les sources d'énergie, les couloirs maritimes arabes et la zone de sécurité stratégique pour les Etats-Unis au Moyen-Orient, l'Occident a décidé de porter un coup à l'Egypte, ce fut la défaite de 1967. Il fallait aussi liquider le legs historique de la révolution nassérienne par la neutralisation du régime de Sadate.

Par ailleurs, les Grands ne permettent pas aux moins grands de mettre en cause l'ordre fragile du système international. Parmi les moyens qu'ils utilisent à cette fin on peut citer :

1 - Les alliances fournissent aux Grands les instruments de contrôle ou de pression non négligeables, en particulier par l'usage de l'aide économique et de l'assistance militaire

2 - La manipulation des politiques intérieures des Etats faibles.

B / LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La crise du système monétaire mondial (le régime de Bretton Woods aux changes fixes) puis celle du pétrole ramenèrent l'attention sur les dimensions économiques de la politique internationale. Tout le monde est désormais d'accord pour reconnaître à la fois que la société transnationale est fortement politisée et que la politique économique mondiale n'est pas exclusivement internationale (Keohane et Nye, 1972). D'autre part, l'ordre du jour des Etats est au moins autant économique que « diplomatico-stratégique » ; à la fois parce que la stratégie globale, par la faute des armes absolues est devenue, „ .lée ,t avant tout parce que, partout, la croissance, le développement, le bien-être sont devenus les objectifs essentiels : aspiration des peuples, et responsabilités des Etats eux-mêmes ; or, la satisfaction des besoins ne peut être assurée par l'autarcie. D'autant moins que les

règles de jeu fixées par la puissance économique et militaire dominante : les États-Unis sont celles de l'économie internationale « ouverte », avec l'abaissement des barrières douanières et la convertibilité des devises. Il y a certes, des économies dirigées *et* fermées : celles des pays « socialistes », mais dans la mesure où ils ne s'isolent pas et veulent bénéficier des échanges et crédits internationaux ils contribuent eux aussi, à leur manière, à la politisation des rapports économiques (Kindleberger, 1977).

Nous nous référons ici à l'analyse de Karl Polanyi (1957, p. 3) où il explique la transformation historique particulière dans laquelle le remplacement d'un système économique par un autre a joué un rôle important. Selon lui « la civilisation du XIXe siècle se fondait sur des institutions » dont les plus importantes et fondamentales étaient : « Le système de l'équilibre des puissances, qui a empêché au cours de tout un siècle l'éclatement de toute guerre longue et dévastatrice entre les grandes puissances, l'étalon-or international qui symbolisait une organisation unique de l'économie mondiale, et enfin le marché [...] qui produisit le bien-être matériel. [...] L'étalon-or ne représentait que l'effort d'étendre le système du marché interne (*domestic*) au champ international ; le système de l'équilibre des puissances était une superstructure érigée à partir de l'étalon-or, et opérant en partie par son entremise ; et l'Etat libéral était lui-même une création du marché. » Ainsi, si c'est la chute de l'étalon-or qui fut la cause immédiate de la crise du système monétaire mondial, c'était le marché qui constituait la matrice de l'ensemble.

4. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Pour saisir l'interaction entre les facteurs « externes » propres à une époque donnée et l'évolution interne de la société égyptienne ici étudiée, il convient

de définir le changement dans le cadre du déroulement du développement économique et d'un modèle dynamique intégrant les déterminations de l'économie mondiale, du facteur stratégique international et les facteurs et processus propres à la société égyptienne.

Comme il est précisé précédemment, l'enjeu de la politique étrangère du Président Sadate était « l'ouverture » sur l'Occident et notamment les Etats-Unis d'Amérique pour la résolution du conflit avec Israël et du problème du sous-développement économique. Selon les déclarations de Sadate au magazine libanais *Al-Hawadith* en 1974, son émissaire M. Hafez Ismail envoyé à Washington pour sonder les Etats-Unis avant la Guerre d'octobre a obtenu un avis sur une alternative que doit trancher l'Egypte : ou bien elle se considère comme vaincue et dans ce cas elle doit accepter les conditions de la défaite, ou bien agit afin que les Etats-Unis puissent agir aussi. L'Egypte a agi en octobre 1973. Il y a eu en effet la brèche du Déversoir faite par les forces israéliennes. Le chef de l'Etat reconnaît qu'elle aurait pu être non seulement récupérée mais devenir la tombe des forces israéliennes. Cependant, Kissinger arriva muni de grandes promesses et le Président accepta les six points du premier désengagement suivi de la reprise des relations diplomatiques entre le Caire et Washington. Les propos du général Saad Al-Din Al-Chazli, chef d'état-major de l'armée égyptienne lors de la Guerre d'octobre 73, publiés dans le quotidien libanais *Al-Safir* (22 août 1974) corroborent ces faits : « Il était possible, dit-il, de faire évacuer les forces israéliennes de la poche (du Déversoir) même plus tard, mais Kissinger vint à ce moment, porteur d'un ensemble de promesses. [...] La direction politique en Egypte, fit un repli par rapport à la stratégie d'avant la guerre consistant en ce que plus la guerre se prolonge plus l'ennemi fléchit ».

D'autre part, l'enjeu de l'Occident était la liquidation du legs historique de la révolution nassérienne pour la préservation des sources d'énergie et de la zone

de sécurité stratégique pour les Etats-Unis au Moyen-Orient. La préparation d'une base économique était indispensable à la réalisation d'une telle stratégie et à l'imposition de la prépondérance du rôle du facteur international dans le mouvement national et régional.

1. Alules et stratégie de sécurité américaine

Il est intéressant de considérer, à ce propos, la déclaration faite par David Rockefeller, le président de la banque américaine Chase-Manhattan, à l'issue d'une tournée au Moyen-Orient, lors de la période janvier-février 1974 : « Je pense que l'Egypte, dit-il, a accédé à la prise de conscience du fait que le socialisme et le nationalisme arabe excessif n'ont pas amélioré la situation de ses 37 millions d'habitants. Si le Président Sadate veut réellement aider ceux-ci, il devra s'orienter vers le projet privé et les aides... J'ai discuté largement de cette question avec certains dirigeants israéliens qui partagent mon avis. Ils pensent que l'attitude du Président Sadate vis-à-vis de son pays est très constructive et que de meilleures chances pourront se présenter pour mettre fin à l'état de guerre, si des aides peuvent lui être accordées afin qu'il reconstruit son pays d'une manière correcte et rationnelle » (*New York Times*, février 1974).

Cette déclaration émanant d'un homme qui, de par sa fonction, est habilité à représenter les intérêts du capital étranger couvre une double signification : le Président Sadate doit abandonner la politique économique et arabe du régime précédent et s'orienter vers la reconstruction de son pays en s'appuyant sur le projet privé et les aides. Pour obtenir celles-ci, il doit s'engager dans la voie de la paix avec Israël. Le chemin lui est ainsi tracé, il n'a qu'à l'emprunter.

Fuad Mursi souligne, à cet effet, qu' « après la Guerre d'octobre et l'éclatement de la crise du pétrole, une interrogation sur la possibilité de

l'investissement du capital étranger dans des projets de reconstruction et de développement économiques a émergé. Or, les cercles impérialistes avaient déjà étudié cette question bien avant nous. Le magazine américain *Newsweek* tentait d'y apporter une réponse dans son numéro du 4 mars 1974 en définissant à ses lecteurs les objectifs déterminant l'intérêt que porte Washington aux travaux de reconstruction des deux rives du canal de Suez : " Le premier objectif, précise le magazine, consiste à liquider l'influence soviétique, qui a commencé à s'installer en Egypte dès l'édification du Haut-barrage, par la contribution du capital américain, à grande échelle, dans les travaux de reconstruction des deux rives du canal. L'édification de régions peuplées et prospères sur les deux bords du canal jouera un rôle décisif dans le maintien de l'équilibre de la situation au Moyen-Orient. Quant au second objectif, il réside dans le fait que la construction et simultanément la prolifération de villes des deux côtés du canal sont plus susceptibles de garantir la sécurité à Israël que la présence de sa propre armée dans cette région. Les villes transformeront l'armistice en paix durable." En réalité, conclut Fuad Mursi, les finalités économiques, politiques, militaires et idéologiques que souhaitent atteindre les cercles impérialistes dans les pays en voie de développement s'imbriquent à un tel point, à présent, que les aides et les investissements étrangers servent de moyens de pression politique sur les gouvernements et les peuples. Outre la mobilisation pour la séparation de l'Egypte de l'Union Soviétique et des mouvements arabes de libération nationale et pour l'assurance de l'expansion israélienne, l'objectif principal de la conduite des cercles impérialistes vise à empêcher le développement économique indépendant de l'Egypte susceptible de l'orienter vers la voie socialiste » (Mursi, 1984, p. 82-83).

Il importe de rappeler que c'est David Rockefeller qui avait mis au point le « programme des Etats-Unis en Amérique Latine » en 1963 en conditionnant l'attribution d'aides aux pays d'Amérique Latine par la création en leur sein de

conditions favorables aux activités du capital privé pour intéresser les investissements américains. De même, il avait contesté toute tentative de nationaliser aussi bien le capital privé local que le capital étranger. Si pertinentes étaient ces recommandations dans le passé, le secteur public ne constitue plus un obstacle pour le capital privé à condition qu'on lui ôte son rôle dirigeant pour radicaliser le développement capitaliste du pays dont on veut changer le mode de production économique.

2. Crédits et dépendance

Est importante pour notre analyse la formulation par Gerschenkron (1962) du concept de « retard économique ». Le caractère ordinal de ce concept ramène aux relations entre les pays précocément industrialisés et leurs successeurs, l'histoire et le monde vont de pair ; le facteur externe qui joue un rôle au niveau interne pour les retardataires, ce sont les contraintes émanant d'un espace économique global structuré par ceux qui sont passés à l'industrialisation avant eux. La théorie de Gerschenkron rencontre celle de la dépendance élaborée par certains spécialistes du Tiers monde tel que Philippe Schmitter (1971). L'affirmation vers la fin des années soixante, en un nombre de versions plus ou moins élaborées et véhémentes, de l'emprise persistante et néfaste du capitalisme mondial sur l'économie des pays sous-développés a fait l'effet d'une explosion intellectuelle au cours de laquelle l' « externe » s'installa pour de bon dans le discours des sciences humaines tiers-mondistes. Par exemple, Cardoso et Faletto (1969) démontrent que les structures du capitalisme international, par l'entremise de ses investissements en Amérique Latine, restreignent les choix de politique économique ouverts aux dirigeants des Etats de cette partie du monde, les cantonnant dans un secteur peu avantageux de l'économie globale.

Après la définition des « conditions » d'aides à l'Egypte par David Rockefeller, le Président américain Nixon a entrepris une visite au Caire en juin 1974 apportant promesses d'aides et de solutions économiques au régime du Président Sadate. La création, un an plus tard, du Conseil égypto-américain des Affaires traduisait les attentes réelles de ce régime ainsi que l'interaction, sinon la manipulation, stratégique américaine. Par ailleurs, en octobre 1974, le Président Sadate a établi le « Document d'octobre » qui se veut projet de société et où la nouvelle mission assignée à l'Egypte tenait en ceci : développement économique et social — préparation à l'an 2000 — ouverture économique, planification efficace, renforcement et rationalisation du secteur public, science et technologie, foi, liberté et sécurité. Selon le chef de l'Etat, l'ouverture économique est indispensable pour « libérer les potentialités productives égyptiennes, libérer le secteur public des appréhensions et appeler les investissements arabes et étrangers » (Sadate, 1974). Il a mis au point ainsi une idéologie économique modernisante de développement néo-libéral sans lien avec le socialisme.

De surcroît, il a fallu qu'à la faveur de la conjoncture internationale et des enjeux qu'elle spécifie : bien être et développement, de la conjoncture spécifique à la société égyptienne et des règles de jeu fixées par la puissance économique et militaire dominante, les Etats-Unis : l'économie « ouverte » et la paix, que prennent position les acteurs publics internationaux, gouverneurs de banques centrales et des organisations régionales ou internationales (groupes financiers, FMI, etc ...) dont les fonctions sont économiques et les secrétariats parfois fort influents.

Nous nous référons ici à l'étude pertinente de Gouda Abdel Khaleq (1982) du rôle de ces acteurs internationaux et des conditions d'acquisition de ressources extérieures. Avant tout, il convient de considérer que l'attribution d'aides s'accompagne fréquemment de conditions, qui sont des « contraintes

émanant d'un espace économique global structuré », privant le pays intéressé de sa liberté de définir ses priorités et de prendre les décisions qui lui sont compatibles, ce qui entraîne la dégradation de son mode de répartition des ressources et des bénéfices. Il importe donc de révéler l'influence de la dépendance excessive des aides économiques extérieures sur les principes fondamentaux du développement en Egypte qu'on désigne par le concept de « l'environnement de développement » et sur la capacité de l'Etat à garantir l'équité sociale à sa population. Celle-ci dépend du mode de répartition du revenu et des charges qu'implique le développement économique.

Il convient de préciser que les aides que l'Egypte a reçues à partir de 1974 provenaient essentiellement des pays capitalistes avancés, les Etats-Unis, les pays de l'Europe de l'Ouest et le Japon. De plus, 80 % de ces aides étaient de nature bilatérale et le reste de nature multilatérale. Il est connu que les aides bilatérales sont plus sévères et plus contraignantes en matière de conditions et d'obligations que celles qui sont multilatérales. En outre, la valeur des crédits extérieurs de l'Egypte est passée de 129,2 millions par rapport au premier plan quinquennal de 1960-1961 à 487 millions de livres égyptiennes au cours de la mise en œuvre du plan quinquennal de 1978-1982. Par ailleurs, les conditions fixées préalablement à l'attribution d'aides par les organisations internationales : le FMI et le Groupe consultatif, se sont interférées et appuyées mutuellement pour traduire, in fine, les intérêts de la partie qui « donne » au détriment de ceux de la partie qui « reçoit » dans une relation inégale d'aides et d'échanges. L'impact de la dépendance est surtout évident dans le domaine de la restriction des choix de politiques économiques ouverts à l'Etat égyptien.

A / LES CONDITIONS DU FMI

Le Fonds Monétaire International (FMI) fixe ses conditions dans le cadre de « programmes de stabilisation » définis dans une lettre d'intentions que lui adresse le gouvernement du pays désirant acquérir des ressources extérieures pour couvrir un déficit dans sa balance de paiements. De longues et minutieuses négociations entre la délégation du FMI et les représentants du gouvernement intéressé précèdent la rédaction de cette lettre et déterminent les mesures qu'elle doit comporter, visant la création d'un climat d'équilibre et de régularisation. Le gouvernement s'engage à appliquer ces mesures.

Est indicative, à cet effet, la lettre d'intentions établie par l'Egypte, le 10 juin 1978 sur laquelle se fonde l'accord de stabilisation autorisant l'attribution à l'Egypte d'une aide de 720 millions de dollars échelonnée sur trois ans. Les termes du programme qui y est défini portent essentiellement sur la réforme structurelle et les mesures à appliquer dans différents secteurs, outre celles à mettre en œuvre au cours de la première année de l'application du programme.

1 - La réforme structurelle

La réforme structurelle repose sur quatre institutions : l'élimination du décalage entre les prix et les coûts, l'activation de l'agriculture, la réduction des subventions et l'autorisation de l'emploi d'ouvriers externes dans les projets des entreprises du secteur public.

- L'élimination du décalage entre les prix et les coûts implique la réforme du système de tarification des produits du secteur public de sorte que les prix traduisent la hausse du coût de production. Or, à considérer la balance des paiements, on constate que la hausse du coût de production enlève aux entreprises

égyptiennes leur caractère compétitif et les prive de la possibilité d'écouler et d'exporter leurs produits. Cette réforme structurelle ne vise donc qu'à servir les intérêts des entreprises étrangères aspirant à l'envahissement du marché égyptien et pesant sur les décisions des gouvernements qui accordent les aides.

- L'activation de l'agriculture nécessite, selon le programme, l'amélioration du système d'irrigation et de drainage, des services de rationalisation et d'orientation agricoles, la révision des politiques de tarification agraire et enfin l'usage rationnel des systèmes de distribution d'engrais, d'assistance et de subvention agraires. Ces mesures ne tiennent compte que des rapports de propriété dominants et préjudiciables autant au secteur agricole qu'aux besoins des couches paysannes défavorisées.

En outre, le paradoxe entre l'insistance sur l'activation de la production agricole dans un pays où les ressources agricoles font défaut et l'absence de toute évocation du problème d'industrialisation suggère que celle-ci doit demeurer le monopole des pays avancés industrialisés.

- La réduction de la subvention est réalisable par la diminution des dépenses affectées aux subventions par rapport à l'ensemble des dépenses du gouvernement. Il faut reconnaître que le programme de subvention publique égyptien comporte des erreurs produisant la consommation excessive de certains produits, mais, à considérer la baisse des salaires dans le secteur public et le gouvernement, il est indispensable de maintenir ce programme pour éviter la dégradation du niveau de vie des catégories aux revenus modestes et préserver les principes de justice sociale.

- La réforme structurelle accorde, en matière d'emploi, la liberté de décision aux appareils du gouvernement et du secteur public. Cependant, l'application d'une telle politique d'emploi nécessite l'augmentation préalable de

l'aptitude de l'économie à intégrer l'ensemble des travailleurs dans ses secteurs productifs. Si le système de garantie de l'emploi en vigueur peut être contesté pour sa négligence du critère de compétence professionnelle, il a le mérite de réduire le problème de chômage et d'assurer un équilibre social.

L'analyse des institutions de cette réforme structurelle montre que ses objectifs visent à la recomposition du système de priorités économiques en Egypte et à la restauration de la domination des puissances du marché sur l'allocation des ressources et la répartition des bénéfices. Une telle orientation, dans le contexte de la politique d'ouverture, est préjudiciable à l'équité sociale d'autant que la structure du marché ne s'adapte pas à une répartition égale des ressources eu égard au décalage considérable entre la dépense privée et la dépense sociale.

2 - Les politiques économiques

La lettre d'intentions définit les politiques que le gouvernement doit mettre en œuvre dans différents secteurs économiques ; la politique des finances, la politique monétaire et de crédits et la politique du tarif bancaire et des dettes extérieures.

La politique des finances : au cours de la durée de l'exécution du programme de stabilisation, l'Etat doit régulariser le déficit dans le budget général par l'abaissement de son taux par rapport au produit local de 27 % en 1978 à 16 % en 1981. Cela implique la réduction de la valeur du financement bancaire par crédit de 7,7 % par rapport au produit local en 1978 à 3 % en 1981. Les moyens proposés pour la réalisation d'une telle finalité sont : l'accroissement des revenus généraux par la révision des prix des produits du secteur public et des droits prélevés sur les services fournis par les secteurs de l'Etat et le secteur public,

devant intégrer leur coût. De plus, la révision du système fiscal et la maîtrise des dépenses publiques.

La politique monétaire et de crédits : une politique de restriction monétaire et des crédits doit être mise en œuvre par la diminution de la fluidité monétaire et de la création de crédits ainsi que par l'augmentation des taux d'intérêt. La conjugaison de ces mesures à la stabilisation des éléments supra cités est susceptible, selon la lettre, d'aboutir à la diminution du taux de l'inflation.

La politique du tarif bancaire et des dettes extérieures : les termes de la lettre d'intentions exigent la convertibilité des transactions monétaires de l'Egypte avec l'extérieur du cours officiel au cours parallèle à partir du 1er janvier 1979 et l'application de celui-ci dans tout type de paiement. Or, il est connu que le cours non officiel des monnaies étrangères est plus élevé que l'officiel. La livre égyptienne risque ainsi de perdre davantage de sa valeur par rapport au cours non officiel d'autant que l'Egypte ne peut préserver sa livre de la dévaluation ou même fixer son cours bancaire qu'après consultation du FMI. L'objectif présumé sous-tendant cette dévaluation vise à augmenter les tarifs des produits importés en monnaie locale et à réduire ceux des produits exportés en monnaie étrangère de manière à diminuer les importations et accroître, en revanche, les exportations pour rétablir l'équilibre de la balance commerciale. Or, l'analyse de l'économie égyptienne prouve qu'un tel objectif n'est guère réalisable par cette tactique du fait que la grande partie des exportations est constituée de produits agricoles dont il est difficile d'accroître la production alors que la majeure partie des importations consiste en articles et produits indispensables tels le blé, la farine, les huiles, la graisse, les engrais et les articles intermédiaires.

D'autre part, la combinaison de la dévaluation de la livre égyptienne aussi bien à l'annulation des conventions commerciales qu'à la libéralisation du

système bancaire et des importations aboutit à la hausse de l'inflation, entraînant l'augmentation du coût de la production pour les projets productifs et du coût de la vie pour les consommateurs qui provoque la dégradation du niveau de vie des couches aux revenus fixes et modestes.

De plus, le gouvernement s'engage dans la lettre d'intentions « à ne pas remettre en œuvre le système de la variation des cours bancaires sans consultation préalable du FMI (...) et à ne pas créer de nouvelles contraintes ou accroître celles qui sont imposées aux importations pour des motifs concernant la balance des paiements.» Le FMI recommande à la fois à l'Etat la dévaluation de sa monnaie et la libéralisation des importations. Paraît évident ainsi que l'enjeu implicite et véritable qui commande les recettes du FMI est d'ouvrir le marché égyptien aux produits des entreprises multinationales qui possèdent un pouvoir d'influence sur les gouvernements et par là sur le FMI.

Par ailleurs, une clause parmi les termes de la lettre d'intentions stipule que pendant une durée de 15 mois, allant du 1er avril 1978 jusqu'à la fin du mois de juin 1979, le crédit bancaire auquel peut prétendre le secteur public ne doit pas dépasser 10 % alors que celui à consentir au secteur privé peut s'élever à 95 %. Cela signifie la consolidation des activités du secteur privé et inversement l'affaiblissement, voire l'enrayment de la production du secteur public. Si l'on considère, d'une part, le fait que le secteur privé se fonde, dans le cadre de l'ouverture économique, sur une propriété conjointe égyptienne et étrangère, et d'autre part, les conditions correspondant à la libéralisation des importations et de la convertibilité bancaire, on peut discerner aisément le danger auquel est confronté le projet national, et notamment le secteur public. Celui-ci est plus à même que le secteur privé d'assurer l'équité sociale.

Dès lors, on peut constater que les conditions du FMI définies dans la lettre d'intentions recomposent d'une manière fondamentale la définition des priorités de l'économie nationale en assurant la suprématie de l'agriculture sur l'industrialisation, du secteur privé sur le secteur public, et la prééminence du projet étranger sur le projet national, des activités commerciales sur les activités productives. Cette recomposition a pour effet la déformation du développement et la consécration de la dépendance de l'économie égyptienne de l'extérieur (Abdel Khaleq, 1982, p. 211-228).

B / LES CONDITIONS DU GROUPE CONSULTATIF

« Le Groupe consultatif » désigne le cartel de créanciers créé à l'initiative du FMI pour concevoir une formule d'entente sur l'organisation et la concertation de l'attribution d'aides permanentes et régulières à l'Inde. Le Groupe consultatif constitué en faveur de l'Egypte comprend les Etats et les organisations internationales et régionales disposés à financer son développement et à lui accorder des aides. Il a tenu une réunion au Caire en juin 1978 pour étudier les priorités de l'économie égyptienne et poser ses conditions quant à l'attribution d'aides. Au cours de cette réunion, le directeur chargé des opérations du Moyen-Orient auprès du FMI a déclaré à l'assistance que : « Le programme établi par le gouvernement égyptien pour la réforme économique, visant à résoudre le problème du déficit permanent dans la balance des paiements et de la surcharge de dettes à court terme, a été approuvé par le FMI et l'accord d'attribution d'aides conclu en conséquence. Ce problème ne peut pas être résolu rapidement. Il implique un programme d'aides permanent et une continuité dans l'application d'une politique économique rationnelle de nature à permettre à l'Egypte de surmonter le problème du déficit dans la balance des paiements dans une durée de deux ou trois ans. Si l'Egypte met en œuvre cette politique, elle pourra se prévaloir de nouvelles aides.» Paraît claire

ainsi l'articulation logique des éléments du conditionnement de l'aide : l'Egypte a des problèmes ... Le gouvernement égyptien a établi un programme de réforme approuvé par le FMI ... Les problèmes nécessitent du temps. Il faut continuer à suivre une politique rationnelle (c'est le bâton). L'application d'une telle politique permet à l'Egypte de prétendre à de nouvelles aides (c'est la carotte).

Quand bien même le programme de réforme égyptien est conforme aux recettes du FMI et approuvé par celui-ci, les membres du Groupe consultatif ont posé une série d'interrogations sur : le plan économique et social de l'Egypte, ses priorités en matière d'agriculture et d'industrie, le retard dans la mise en exécution de certains projets faisant l'objet de crédits, le rôle du Conseil supérieur de l'Investissement, le plan concernant le problème d'expansion démographique et enfin les politiques d'éducation, de crédits extérieurs et de délimitation des taux des devises. Certains membres ont accentué la nécessité de soutenir le secteur privé par la création de projets conjoints et la prise de mesures commerciales lui attribuant des privilèges particuliers. De surcroît, l'ensemble des délégations constitutives du Groupe consultatif a réclamé la « précision du rôle du secteur privé et a préconisé l'interdiction de l'ingérance prépondérante du secteur public dans la détermination de ce rôle.» De même, certaines délégations ont fait état de la volonté de leurs Etats de coopérer avec l'Egypte à l'activation du secteur privé.

En réponse à ces interrogations et suggestions, la délégation égyptienne a confirmé que l'Egypte avait pris, dans le cadre de la politique d'ouverture économique, une série de mesures en faveur de l'activation du secteur privé :

1 - La modification de la loi n° 32 de 1974 par la loi n° 43 de 1977 pour la mobilisation et la motivation du secteur privé.

2 - L'approbation de la création par le secteur privé d'un nombre important de projets dans les zones franches.

3 - La liquidation du monopole du secteur public du commerce extérieur.

4 - La diminution des obstacles administratifs nuisibles à l'investisseur étranger.

5 - L'activation de la bourse et l'autorisation de l'échange des actions des entreprises financées par des investissements étrangers.

6 - La réduction progressive de l'intervention du gouvernement dans la délimitation des tarifs des différents articles qui doivent intégrer le coût de production pour accroître la rentabilité escomptée par le secteur privé.

7 - L'augmentation du taux d'intérêt sur l'épargne et son exonération d'impôts.

En vertu de l'ensemble de ces dispositions, le vice-président du FMI a demandé aux Etats membres du Groupe consultatif de « coopérer à l'aide de l'Egypte par la mise au point d'une série de projets d'investissement de nature à rendre concrète leur contribution à son plan de développement et à répartir équitablement entre Etats les charges des aides » (Abdel Khaleq, 1982, p. 228-233).

L'ensemble de ces conditions et contraintes puisé dans le rapport du vice-premier ministre pour les Affaires économiques montre les pressions qu'exercent les acteurs internationaux sous prétexte de s'assurer de l'efficacité de l'utilisation des aides. Il convient d'évoquer ici que la création à la fois de la fonction de vice-premier ministre pour les Affaires économiques et du Conseil

supérieur de l'Investissement a eu lieu en 1977 à l'initiative du gouvernement américain.[2]

En résumé, en échange des aides, les créanciers de l'Egypte ont requis la réduction de la subvention et de la dépense publiques produisant la réduction du rôle de l'Etat et de son aptitude à assurer l'équité sociale à sa population, la libéralisation des importations et de la convertibilité bancaire, la consolidation du monopole du secteur privé, la liquidation du monopole du secteur public et la limitation de l'intervention de l'Etat dans le système de tarification. En un mot, la suppression de la planification de l'économie nationale et de l'industrialisation pour cantonner l'Egypte dans la position peu avantageuse de marché ouvert aux produits des monopoles étrangers et consacrer sa dépendance du capitalisme international. Comme le reconnait Immanuel Wallerstein (1974, p. 349), l'organisation sociale du travail, à la base de l'économie mondiale, « rehausse et légitime la capacité de certains groupes au sein du système à exploiter le travail des autres, c'est-à-dire à obtenir une plus grande partie du surplus.» Selon cette organisation, les relations d'échanges se structurent sous forme de zones : « centre » et « périphérie ». Le « centre » reste le lieu privilégié des services commerciaux et financiers, tandis que la périphérie est celle de la production de matières, ou, comme dans le cas de l'Egypte, du marché ouvert aux produits des Etats dominants.

Or, ce modèle d'attribution d'aides et d'allocation de ressources ne s'adapte pas aux objectifs et aux besoins de développement. La valorisation de la rentabilité, du gain privé au détriment de l'intérêt national et collectif favorise l'orientation des ressources vers les activités commerciales sans lien avec la production et vers les intérêts privés.

---

[2] U S General Accounting Office, « Egypt's capacity to absorb and use economic assistance effectively », report of the controller general of the United States (september 15, 1977), p. 23

Les conditions de réussite du développement sont : une ouverture maîtrisée, une planification. M. Mohamed Mahmoud Al-Imam, ancien ministre de la Planification, souligne dans son étude intitulée *Le rôle du capital étranger dans le développement à long terme*, présentée au premier Congrès des économistes égyptiens tenu au Caire en 1978, que la contribution du capital étranger doit être définie en fonction d'une étude globale du présent et de l'avenir tenant compte d'autres facteurs tels ses effets sur l'organisation économique et les conditions politiques et économiques. D'autre part, cette contribution doit se conjuguer avec une politique sérieuse d'épargne et d'exportation. Donc, la dynamique du développement économique égyptien doit être en grande partie interne.

5. MODES D'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET DE DOMINATION

À la faveur de l'acquisition de ressources extérieures et de l'idéologie libérale : libéralisation du marché et des importations, autonomisation et activation du secteur privé, du projet privé et de la libre entreprise, le pouvoir politique a élaboré un mode d'organisation économique. On peut saisir celui-ci dans les institutions : les règles constitutionnelles qui servent de cadre aux activités économiques et au fonctionnement du système politique, et dans les processus : les rapports entre le pouvoir central et les groupes et simultanément entre ceux-ci.

1. Cadre politico-constitutionnel

Il convient, d'abord, d'évoquer les principaux articles de la Constitution initiale. Le premier article stipule que le fondement économique de la République arabe d'Egypte est le système socialiste basé sur la justice et la satisfaction des besoins de manière à empêcher l'exploitation et réduire les

différences entre les classes. L'article 26 stipule le droit des ouvriers à la gestion et aux bénéfices, l'article 37 protège les mesures de la réforme agraire et l'article 30 stipule le soutien du secteur public, moteur du progrès dans tous les domaines et principal responsable du plan de développement. En vertu de ces articles, le pouvoir doit assurer un programme d'action et des cadres à travers lesquels s'expriment et se définissent les tendances concernant les affaires politiques, économiques et sociales de la patrie afin que la démocratie soit concrètement mise en pratique.

Or, sur le plan du programme d'action, les mesures libérales prises par le régime de Sadate à partir de 1974 constituent un repli rapide par rapport aux textes des articles de la Constitution. Et ce pour réaliser les aspirations du nouveau capitalisme.

1 - La loi n° 43 de 1974 ainsi que les modifications survenues dans la loi n° 42 de 1977 ouvraient la porte de l'économie égyptienne au capital étranger contrôlé par les multinationales. Par conséquent, il a fallu consacrer l'hégémonie de ces entreprises multinationales sur l'économie égyptienne, et ce dans le cadre d'un développement économique égyptien qui ne pouvait qu'être dépendant (Abdel Khaleq, 1978).

2 - La loi n° 118 sur l'import-export de 1975, dont la promulgation coïncidait avec le deuxième accord du Sinaï, a eu pour conséquence le démantèlement du contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur ; le secteur privé pouvait importer machines, outils et matières premières. Il n'a importé rien de tout ceci et s'est concentré sur l'importation de produits de consommation à profit rapide et à rentabilité élevée et garantie.

3 - La loi n° 97 sur la devise étrangère promulguée en 1977, quelque temps avant la visite de Jérusalem, va non seulement à l'encontre de la démarche

économique du régime nassérien, mais aussi annule tout contrôle bancaire que pratique l'Egypte depuis 1947, donc depuis le régime monarchique. En vertu de cette loi, toute personne pouvait obtenir les devises qu'elle désire quel que soit leur montant sans obligation d'en déclarer l'origine. Ceci supprime, en d'autres termes, le pouvoir de la Banque centrale égyptienne sur les opérations des banques étrangères et la possibilité d'appliquer une politique sérieuse de devise étrangère.

4 - La loi n° 111 de 1975 concernant la réorganisation du secteur public, supprime les institutions publiques chargées de la gestion des entreprises qu'elles contrôlent. Cette liquidation est liée à l'offre à la vente des actions de ces entreprises au profit du secteur privé.

La gravité que comporte cette série de lois réside dans la suppression de toute planification nationale. Le régime faisait confiance pour son développement économique à la libre entreprise et au marché. Mettant en garde contre ces mesures économiques, M. Ali Al-Gretli, économiste et ancien ministre des Finances, a écrit : « L'élargissement des facilités accordées aux deux secteurs étranger et privé aura pour conséquence l'augmentation des profits des secteurs de l'import-export, des entreprises immobilières, des commissions des courtiers et de tout ce que la presse et les ministres appellent les revenus parasitaires. Surtout que le fisc est incapable de contrôler ce genre de profits, y compris les richesses accumulées par les propriétaires immobiliers en ville et dans certaines banlieues qui attirent étrangers et riches. Très rapidement, des oppositions ne manqueront pas à se faire sentir dans les tentatives visant à concilier deux objectifs : la liberté du secteur privé et étranger d'un côté, et une juste répartition des richesses d'un autre côté. Il ne fait aucun doute que l'élargissement des secteurs privés et étrangers rendra la tâche de la planification plus difficile que par le passé » (Al-Gretli, 1977, p. 288-289).

De surcroît, dans ce cadre capitaliste néo-libéral, a eu lieu en 1975 la première modification de la réforme agraire à l'avantage des grands propriétaires.

- L'article 33 de la loi 178 de l'année 1953 stipule que le loyer de la terre ne doit pas être supérieur à la valeur de l'impôt foncier multiplié par 7. Or, il a été remplacé par un nouveau texte indiquant : « La valeur du loyer annuel de la superficie cultivable ne devrait pas dépasser l'impôt foncier en vigueur multiplié par 7 » (p. 39). Or, à considérer l'augmentation gigantesque du prix de la terre depuis 1952, il est possible de constater que le fermier paye un loyer dix fois supérieur à celui antérieur à la promulgation de cette modification. En outre, celle-ci a entraîné le changement de l'article 33 bis D de sorte que : « Le propriétaire et le fermier peuvent s'accorder pour transformer le fermage en métayage » (p. 50), alors que la loi de la réforme agraire a été promulguée justement pour mettre fin aux rapports féodaux qu'autorise une telle disposition. De même, une des clauses principales de cette modification stipule que : « Les retards répétés dans le paiement total ou partiel des loyers autorisent le propriétaire à rompre le contrat de location et à faire évacuer le locataire avec l'obligation du remboursement de toute somme due » (p. 65). Ainsi, contrairement à la loi de la réforme agraire visant à défendre le fermier contre l'avidité et l'exploitation du propriétaire, celui-là risque de perdre sa situation et d'être réduit au statut d'ouvrier agricole par la menace d'évacuation, ne pouvant compter que sur sa force de travail.

Par ailleurs, la législation a permis l'émergence d'une classe néo-féodale :

- En 1973, il a été décidé de changer le système du marché coopératif du coton et ce en achetant directement au producteur ; ce qui a permis le retour des courtiers et des commerçants de l'intérieur. L'alliance de la nouvelle bourgeoisie agraire avec le marché intérieur s'est ainsi consacrée. D'où l'orientation vers les

cultures à grande rentabilité : les fruits, les légumes, au détriment des céréales essentielles ; le riz, le blé, le maïs, outre le coton.

Il convient d'évoquer, à titre indicatif, que la superficie des terres affectées à la culture de fruits est passée de 244 mille feddans en 1970 à 287 mille feddans en 1974. De même, celle affectée à la culture de légumes est passée de 713 mille feddans à 799 mille feddans en 1973.

- Selon la nouvelle loi n° 52 de 1972 de la liquidation des propriétés mises sous séquestre, les restes des terres sous séquestre ont été restitués à leurs anciens propriétaires dont la plupart sont de grands féodaux. Ainsi, a été scellée l'alliance du capitalisme agraire avec les séquelles du féodalisme (Mursi, 1984, p. 245-251).

2. Structure de domination capitaliste

En conformité à ce mode d'organisation économique fondé sur une inégale distribution des ressources du pouvoir ; coercition et ressources matérielles, et à la fois comme résultat des contraintes conditionnant l'attribution d'aides, imposées par la structure globale de domination économique hégémonique : l'économie capitaliste mondiale, s'est constituée une nouvelle structure de domination capitaliste au sein de la société égyptienne. Elle est composée, comme le définit Fuad Mursi : « Du capitalisme commercial et, particulièrement, son secteur parasitaire agioteur et spéculatif. Ce dernier, accompagné des couches bureaucrates et technocrates dont le seul capital est "la fonction" — celle-ci est organiquement liée au cycle du capital agiotique mais sans lien avec la structure productive matérielle de la société —, constitue les instances supérieures dominantes de la nouvelle structure capitaliste égyptienne. Ces

instances se partagent le pouvoir avec le capitalisme agraire comportant, lui aussi, de nouveaux éléments d'appartenances différentes » (Mursi, 1984, p. 228-229).

Il convient de considérer dans notre analyse le concept de « rule » formulé par Stewart Clegg (1979, p. 99). Selon lui, ce concept existe entre la domination comme structure globale et la relation de pouvoir comme modalité d'interaction. Au niveau de la structure globale se dégage une rationalité fondamentale : le profit, qui est sélectionnée par le système capitaliste. Il en découle l'émergence de modes de rationalités, c'est-à-dire des règles, conformes à cette rationalité. Ce sont :

- Les règles de jeu stratégiques : celles qui gouvernent les liens entre le capital financier étranger — ses modes d'attribution et d'allocation — et le mode de production économique égyptien. Ces règles sont sélectionnées par la logique fondamentale du système capitaliste.

- Les règles qui gouvernent la sélection des attitudes et comportements. La rationalité de la course à la rentabilité est posée comme valeur collective et comme finalité universelle. Instituée par le mode d'organisation économique qu'on vient de définir, cette rationalité favorise l'intériorisation de modèles de comportement, de types de commandement et par là la production de la légitimité de ceux qui sont appelés à diriger « légitimement » la société du fait de leur maîtrise des ressources qu'elle valorise dans la formation historique ici étudiée. De même, assure-t-elle la prééminence du capitalisme et l'alliance avec le capitalisme international.

Ainsi, les mesures libérales supra citées ont produit ces transformations : l'émergence du capitalisme agraire, mais ce sont ses couches supérieures plus proches des grands propriétaires qui ont commencé à jouer un rôle de plus en plus déterminant. L'activation de la bourgeoisie commerciale, mais c'est

sa catégorie usurière qui a pesé sur la prise des décisions politiques. En fait, ce libéralisme n'a servi que de couverture à la dictature de la rentabilité et du profit rapide. D'autre part, une séparation entre l'usage des moyens d'administration et leur appropriation, en d'autres termes, une dissociation des ressources privées des bureaucrates des ressources de la fonction publique ou de l'exploitation économique faisait défaut dans ce cadre néo-libéral.

6. TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES

La rencontre d'une série de facteurs perturbants en certaines périodes de l'histoire d'une société se traduit par ce que le langage commun appelle « accélération de l'histoire » ou « crises ». Ainsi, la société égyptienne était soumise à une transformation rapide des rapports sociaux, à l'extension de nouveaux modes de production, tandis qu'un antagonisme se développait entre une bourgeoisie supérieurement riche et des couches moyennes nationalistes ; la brutalité et l'ampleur du changement affectaient différemment les groupes sociaux permettant aux uns de s'enrichir plus vite, d'émigrer, de se convertir au nouveau mode de production, ou alors de se livrer à une lutte individuelle sujette aux tentatives de corruption d'autant que les inégalités se sont accrues.

1. Comprador et tendances de développement économique

Au Congrès des économistes égyptiens tenu au Caire en avril 1978, Gouda Abdel Khaleq conclut sa recherche sur l'évolution de l'économie égyptienne entre 1975 et 1977 en disant que le nouveau capitalisme qui contrôle l'économie égyptienne diffère qualitativement d'avant la révolution de juillet 1952. Ce capitalisme est avant tout tributaire du capital étranger : « Sur 31 projets

d'investissements le capital égyptien s'associe dans 22 cas au capital étranger. » En second lieu, c'est un capitalisme commercial , « le commerce est sa base, le profit est son but et la production vient en dernier lieu ».

De plus, sa base sociale est oligarchique et sa base économique est constituée d'un commerce spéculatif n'ayant aucun rapport avec les projets productifs. Ce genre d'activités économiques entraîne l'accentuation des besoins de crédits extérieurs, dont une grande partie est à court terme et dont les intérêts varient entre douze et dix-neuf pour cent.[3]

On assiste ainsi au développement d'une catégorie hégémonique de comprador local dépendant des monopoles étrangers et tendant à imposer l'influence et les intérêts de ceux ci. Dès lors, on peut souligner que la division du travail imposée de l'extérieur à l'Egypte, par l'entremise des aides, a pour effet des « déformations structurales » au bénéfice des investisseurs étrangers — donc du capitalisme global dont ils font partie — et au détriment de l'économie nationale. Comme l'indique Caporaso (1979, p. 124) « les unités d'analyse ne sont plus les Etats-nations ordinaires, agissant les uns sur les autres et essayant de s'influencer réciproquement. Ce sont les classes, groupes socio-économiques et forces politiques qui deviennent les acteurs principaux, et ce qui est encore plus important, les réseaux d'influence et les alliés en puissance ne circulent pas toujours au sein des mêmes champs nationaux. Ainsi, nous sommes encouragés à penser non seulement aux alliances "internes" et "externes" mais aussi à des alliances "transnationales" entre groupes étrangers et nationaux. Cette catégorie transnationale n'est pas une simple combinaison de forces nationales et étrangères, facilement décomposable pour les besoins de l'analyse. Au contraire, certaines de ces fusions sont si complètes que les composantes en perdent leur identité séparée ».

---

[3] Recherche publiée dans le journal *Al-Ahali*, 3 mai 1978.

Le système externe est réel en soi, mais exerce son poids maximum quand il réapparaît comme force "interne" par les pratiques sociales des groupes et classes locales qui s'efforcent d'imposer les intérêts étrangers.

2. Extension du nouveau mode de production économique

Face au triomphe du capitalisme commercial et spéculatif, de larges couches de la bourgeoisie nationale ont préféré liquider leurs affaires productives pour se convertir à ce nouveau mode de production économique. Entre 1975 et 1978, plus de 443 entreprises moyennes, de 895 petites entreprises spécialisées dans le financement de la production de niveau inférieur au moyen ont été dissoutes. De plus, 1 560 artisans ont dû cesser leurs activités. Ce qui dénote la baisse de la production nationale au profit de l'essor du secteur des services et de l'import-export.

D'autre part, la baisse de la valeur de la livre égyptienne a été accompagnée d'une augmentation du coût de la production agraire et industrielle entraînant l'inégalité des chances dans la concurrence entre le produit local et le produit importé. De surcroît, l'émigration de la main-d'œuvre égyptienne vers le marché arabe a contribué à l'augmentation du coût des produits nationaux à tel point que les petites industries de transformation ont été obligées de se convertir au secteur du tourisme, des services ainsi qu'aux activités d'import-export, ce qui a abouti à l'accroissement de l'inflation, de l'émigration et du chômage[4]. Pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte, la dette a dépassé 12 milliards de dollars. En outre, le déficit de la balance des paiements a atteint plus d'un milliard de dollars, les impôts ont augmenté de 16 %, les impôts directs de 60 % et les

[4] « Réponse à la déclaration du gouvernement » rédigée par le parti de Rassemblement national progressiste et unionniste. Le Caire, 1978, p. 16

importations de 74,8 %. De même, il a été prouvé[5] que 35 % de l'ensemble des investisseurs pratiquaient la fraude fiscale.

Par ailleurs, les paysans ont renoncé à la culture du coton pour des cultures plus rentables. Ainsi, le prix du feddan est passé de 800 livres à plus de 7 000 livres égyptiennes en 1979, et l'exploitation de la terre se faisait au profit de projets non productifs et au détriment de l'exploitation agricole dont le taux ne dépassait pas 35 % par rapport au produit national. De même, entre 1975 et 1976, l'inflation a dépassé 25 % ; les prix ont augmenté de 16 % à la campagne et de 30 % à la ville, plus d'un million de travailleurs ont dû passer, également, au chômage.

Est évident aussi qu'il ne s'agissait pas d'un modèle économique libéral mais bien d'un modèle mercantiliste dominant. Les couches moyennes capitalistes et paysannes ont dû abandonner la production pour le secteur du commerce et des services et pour des cultures rentables au détriment des céréales de première nécessité. La monopolisation de la direction de l'économie égyptienne par le comprador local entraînant l'augmentation des importations des produits des monopoles étrangers qui impliquaient le recours aux ressources et aux crédits extérieurs produisant l'accroissement de la dette extérieure, de l'inflation et de la dépendance. Cette structure économique mercantiliste aboutissant également à la dégradation du niveau de vie de la population, à l'émigration et au chômage.

3. Un nouveau régime « bureaucratique-commercial »

La densité dynamique des compradores locaux a augmenté au point de vider de son contenu la souveraineté de l'Etat. Comme le souligne dans une formulation récente le politologue argentin Guillermo O'Donnell (1979, p. 291)

---

[5] op. cit., p. 47.

« la transnationalisation de la structure productive » a amené à une mutation profonde de la nature de la société civile par rapport au domaine territorial de l'autorité étatique : « C'est-à-dire que la plupart des centres de décision économiques concernant la société, la destination du capital engendré sur le marché local ainsi que sa distribution et beaucoup d'aspects de relations sociales (et non seulement économiques) dépassent la capacité de contrôle de l'Etat dans le domaine propre de son autorité territoriale »

Cette « dénationalisation », en relation avec les tendances du développement économique mercantiliste égyptien, a abouti à l'émergence d'un nouveau type de régime que nous proposons de désigner de « **bureaucratique-commercial** ». Le pouvoir politique fut investi par la nouvelle bourgeoisie commerciale riche. L'économiste Gouda Abdel Khaleq a conclu sa recherche sur l'évolution de l'économie égyptienne entre 1975 et 1977, présentée au Congrès des économistes égyptiens tenu au Caire en avril 1978, en soulignant que « le plus grave est que le nouveau capitalisme égyptien est non seulement commercial mais en plus familial. Ce sont ces mêmes familles qui détiennent le pouvoir politique.»[6] Il a donné plusieurs exemples sur les entreprises familiales dont les propriétaires sont des ministres, de grands responsables dans l'appareil d'Etat, en association avec des capitaux étrangers. La plupart sont des entreprises d'import-export ou de services dont aucune n'a une production réelle. Les travaux de construction ainsi que les opérations bancaires occupent le premier rang des activités de ces entreprises familiales à la tête desquelles vient le nom de *Osman Ahmed Osman*.

Comme sa légitimité n'était jamais assurée, et qu'il était pour si peu dans le changement de la société égyptienne dû à la « transnationalisation de la structure productive » à laquelle ont abouti les contraintes du système d'aides et de crédits imposées par la structure globale de domination économique hégémonique :

---

[6] Recherche publiée dans le journal *Al Ahali*, 3 mai 1978.

l'économie capitaliste mondiale, et par les Etats-Unis, puissance économique et militaire dominante, le régime du Président Sadate s'est conformé au modèle économique dominant et à la forme de pouvoir modelée par celui-ci. Pour tirer bénéfice de la situation économique, satisfaire la volonté de domination des élites économiques, ce régime a institué une forme de pouvoir notabiliaire, facilitant l'accès de ces élites aussi bien aux postes supérieurs de la direction politique qu'aux positions de domination dans la hiérarchie bureaucratique. Ainsi, le Président Sadate a pu instaurer un réseau clientélaire confortant à la fois la domination du personnel détenteur du pouvoir politique et protégeant la bureaucratie dont il est issu.

Une fois au pouvoir, les hommes politiques conciliaient les affaires nationales avec leurs intérêts privés Est illustratif, à ce propos, l'exemple de l'entrepreneur Osman Ahmad Osman. Ami intime de Sadate, il en était devenu le conseiller économique le plus écouté au point que l'économie était devenue sa chose. Élu ministre de la Reconstruction en 1974, au moment où les grands travaux de reconstruction étaient lancés, il avait pu placer ses hommes à des postes clés dont notamment M. Anouar Abou Sehli à la Justice et M. Kafraoui à la Construction. Impressionnante est la trajectoire de Osman Ahmad Osman, ancien petit commerçant, qui put bâtir le plus grand empire industriel. En effet, il montait des dizaines d'entreprises privées d'import-export, poussait à la création de banques locales, de fonds de sécurité alimentaire, etc... pour contrôler le maximum de circuits et d'entreprises : les nouvelles villes, les cités-dortoirs, les routes, les ports, les autoroutes et les canaux étaient construits sous l'égide de son entreprise *The Arab Contractors*. Il dirige 55 000 personnes dans des dizaines de sociétés. En janvier 1981, il avait été nommé vice-premier ministre consacrant ainsi « l'osmanisation » de l'économie. Et s'il avait dû démissionner en mai, il n'en restait pas moins le grand maître de l'économie (Heykal, 1987, p. 404-406) Est

accentuée ainsi l'émergence du nouveau type de régime que nous appelons « bureaucratique-commercial ».

Affaires publiques et gestion privée s'enchevêtraient si étrangement. Par ailleurs, nul n'ignore que le Président Sadate était lié à MM. Osman Ahmad Osman et Sayed Mareï, grand capitaliste agraire et président du Conseil du peuple, par le mariage de ses deux filles avec leurs fils. Le régime ressemblait à une affaire de famille, à un club dont les membres s'échangeaient services et privilèges. Il convient d'invoquer que ce « phénomène d'alliance par le mariage », système de promotion sociale adopté par les élites économiques, est perceptible, dans les films ici étudiés, comme nous l'avons souligné précédemment.

Le triangle Sadate-Osman-Mareï était le symbole de la nouvelle structure capitaliste et politique égyptienne : l'alliance entre les riches de la campagne, le capitalisme commercial et spéculatif et l'administration bureaucratique, totalement dépendante des monopoles étrangers. Ainsi, la souveraineté de l'Etat fut fondamentalement modifiée et la question du développement négligée. Celui-ci consistait à promouvoir l'import-export dans l'absence du contrôle de l'Etat, de la nation, au profit des investisseurs étrangers, donc du capitalisme international et du comprador local.

7. ÉVALUATION DE LA RÉUSSITE DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Le document d'octobre établi en 1974 par le Président Sadate indiquait que l'ouverture économique vise à libérer les potentialités productives égyptiennes et à attirer les investissements arabes et étrangers. L'aide financière et la pression des Etats-Unis n'ont pas été étrangères à cette politique économique mais les investissements n'ont pas vraiment suivi. En 1977, les banques étrangères

n'avaient consacré que 5 % de leur actif à financer des investissements contre 28 % pour des opérations commerciales à court terme. Les investissements étrangers ne représentaient que 11 % de l'ensemble des investissements réalisés et 12 % dans l'industrie. Et sur 5,5 milliards de livres égyptiennes en projet, 20 % seulement étaient réellement en production fin 1979. D'autre part, aucun projet de développement économique et social n'est venu tracer un cadre aux programmes et aux investissements.

1. Abandon du projet national et social

Le Comité du plan et du budget du Conseil du peuple a présenté un rapport le 14 décembre 1974, signé par le ministre Ahmad Abou Ismail, sur l'exercice de l'année 1975 élucidant les estimations économiques et financières suivantes :

1. « Le taux d'investissement affecté à l'agriculture dans le plan de 1975 ne dépasse pas 4,3 % de l'investissement total. Si les prix continuent à augmenter, il est certain que le manque dans les investissements agricoles sera plus important » (p. 7).

2. « La part d'investissement qui revient au ministère de l'Énergie électrique est de 27,5 millions de livres égyptiennes alors qu'elle était de 22 millions dans le plan de 1974. Le lancement de nouveaux investissements est quasi nul. Nous constatons un déficit dans les sommes allouées aux investissements dans le domaine de l'électrification de la campagne, ceci signifie le gel des projets y correspondants » (p. 8-9).

3. « Les investissements affectés aux services éducatifs et aux recherches sanitaires ne représentent que 3 % du budget. Ceci constitue un recul

par rapport au strict minimum requis pour le développement des services dont on est constamment privé » (p. 9).

4. « Les services sanitaires et hygiéniques accusent un recul considérable à la campagne. En 1975, les unités médicales à la campagne demeurèrent, par conséquent, incomplètes et sans développement aucun » (p. 9).

2. Le coût des aides

Une recherche faite par le correspondant du *Financial Times* au Caire, publiée dans le bulletin annuel du Moyen-Orient édité par le bureau des recherches du magazine britannique *The Economist*, en 1977, établissait les faits suivants :

1. « Les résultats économiques attendus par le Président Sadate se sont faits beaucoup plus tard qu'il ne s'y attendait après la signature de l'accord du Sinaï. Les investissements étrangers n'ont pas effectué immédiatement leurs opérations en dépit du climat favorable dû à l'engagement du Président Sadate à ne pas recourir à la force contre Israël au cours d'une période de trois ans. En 1976, les célèbres projets, telle la centrale nucléaire promise par Nixon lors de sa visite en 1974 paraissaient guère accessibles. Après avoir défriché le terrain politique pour une coopération économique avec le capital occidental, l'Egypte se rendit compte que la transformation économique est une opération de longue haleine, dont la complexité n'avait pas été prise en compte » (p. 102).

2. « Le coût des aides très importantes devint un problème politique lorsqu'on se rendit compte que le déficit de la balance des paiements allait atteindre 2 milliards de livres égyptiennes. Les prix internationaux avaient baissé ; mais la production agricole aussi avait baissé au point que les revenus agricoles furent de

loin inférieurs au coût des produits agricoles importés. Pour la première fois, en Egypte, l'agriculture souffrait d'un grave déficit » (p. 109).

3. « L'accord fut donné aux projets des zones libres. Au printemps de 1976, plus de 100 projets furent approuvés. Ils totalisaient un extraordinaire capital de 854 millions de livres égyptiennes (1 220 millions de dollars) ; mais ce n'était que des propositions écrites ; car plus des deux tiers de ces projets étaient à la faveur des compagnies pétrolières. En 1975, on n'avait même pas dépensé 3,8 millions de livres égyptiennes. Les seules compagnies étrangères arrivées en Egypte étaient des compagnies pétrolières et bancaires » (p. 110).

4. « Un des points les plus clairs dans les difficultés résida dans la baisse rapide de la situation commerciale. En 1975, les importations totalisaient 2 199 millions de dollars, alors que les exportations n'atteignaient que 874 millions de dollars, c'est-à-dire un décalage de plus de 140 millions de dollars. Ce déficit très grave prouve l'existence d'une erreur fondamentale dans la structure du commerce égyptien » (p. 115).

On comptait plus de 500 milliardaires en Egypte depuis que le Président Sadate a pris le pouvoir alors que la plupart des Egyptiens ne gagnaient pas plus que 12 livres égyptiennes par mois (environ 17 dollars). Pour illustrer la distinction flagrante de classes et la division dangereuse de la société, à ce moment-là, en une minorité riche et une majorité pauvre, il suffit d'invoquer les indices de consommation : « 9,8 % des citoyens consomment 44,5 % de l'ensemble de la consommation, alors que 90,2 %, c'est-à-dire la majorité écrasante, consomment 55,5 % de l'ensemble de la consommation. Au sein de la première catégorie, 2,3 % seulement consomment à eux seuls 24 % du volume de la consommation. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup de familles moyennes aient cessé de consommer de la viande, du lait et des œufs. La liste des produits alimentaires dont

on se passe ne cesse de s'élargir. Ce ne fut pas une surprise lorsqu'à l'issue d'une enquête on apprit que 99 élèves sur 100 sont sous-alimentés ou anémiques » (Mursi, 1984, p. 269).

3. Ouverture et réussite collective

Les initiatives privées ont proliféré, dans le cadre de la société présumée néo-libérale, mais on cherchait en vain cette classe des grands entrepreneurs, ces capitaines d'industrie nationaux qui, en d'autres temps, firent la fortune de l'Egypte en la dotant de ses premiers complexes textiles et alimentaires. On ne trouvait que des petits projets de commerce ou d'élevage où les risques sont minimes et les revenus rapides alors que le marché égyptien était envahi par les productions extérieures. En l'absence de planification et de programme social, le laisser-faire a conduit à une véritable course à la rentabilité immédiate qui ne passe assurément pas par des investissements productifs.

De surcroît, les zones franches de Port-Saïd, Ismaïlia, Suez, Le Caire et Alexandrie sont devenues des hauts lieux de la contrebande quasi-officielle ; elles ne constituaient que des vitrines de produits étrangers et des entrepôts permettant tous les trafics.

« La politique d'ouverture n'a pas atteint les objectifs recherchés » reconnaissait la Banque Nationale d'Egypte en janvier 1978. Cette politique « dommageable » désintègre l'économie nationale. « Comment pouvait-elle en effet réussir alors que les investissements privés stagnent, la forte hausse de la consommation publique et privée réduit l'épargne disponible à un maigre pactole et l'augmentation de la masse monétaire accroît à la fois l'inflation et la dépendance extérieure ? » L'Etat s'en remettait aux prêteurs étrangers et attendait tout de l'extérieur.

Or, les conditions d'une réussite collective de l'ouverture sont : la planification ; conjugaison de politiques strictes d'épargne, d'exportation d'industrialisation et de production agricole avec la contribution du capital étranger, l'assurance de salaires suffisants et d'une nourriture saine à la majorité de la population ainsi qu'une répartition équitable des bénéfices au profit de celle-ci. « Etat-providence, l'Etat nassérien organisait tout, écrit Pierre Mirel, or l'Etat néo-libéral ne décide rien. Il confie l'avenir à l'initiative individuelle et à l'intérêt personnel. Il ne planifie ni ne coordonne. Il laisse faire, confiant dans la seule régulation naturelle. Il incite par abstention, en ne réformant pas vraiment l'administration ni le secteur public. Bien qu'il continue de l'affirmer, l'Etat n'est plus en mesure de représenter "l'alliance des forces sociales". À l'éclatement de l'alliance répond la dissolution de l'Etat » (1982, p. 146).

8. ORDRE ET SOUVERAINETÉ NATIONALE

L'ordre interne d'une société se caractérise par une organisation politique et sociale et la présence forte ou la faiblesse de valeurs communes.

- En matière d'organisation : l'inégale distribution des ressources, dans le cadre politico-constitutionnel défini précédemment, en relation avec le conditionnement d'attribution d'aides et de crédits imposé de l'extérieur a abouti à la suprématie du secteur privé sur le secteur public et à la valorisation du marché, à la suprématie du secteur commercial et des services au détriment du secteur productif et du développement économique indépendant. En outre, cette organisation a entraîné le développement imprévisible de forces de comprador local dont les intérêts sont étroitement liés à ceux des monopoles étrangers, et donc du capitalisme international.

- En matière éthique : dans les rapports sociaux, les normes communes sont fragiles, subordonnées à une convergence passagère d'intérêts. Dans la logique du nouveau système « bureaucratique-commercial » et familial, la recherche de l'avantage particulier et non du gain commun est devenue le comportement de l'Etat. De même, l'appât de la propriété privée et la suprématie de la valeur du capital au détriment de la valeur du travail productif, d'intérêt national ont contribué à instituer la corruption en norme de fonctionnement du système. Celle-ci empruntait les formes suivantes :

1 - La monopolisation du pouvoir en vue d'accroître des richesses par une caste de « capitalistes bureaucrates » utilisant son pouvoir pour faire son entrée dans le monde des affaires.

2 - La protection sélective de l'Etat en faveur d'entreprises privées d'import-export, de construction et bancaires.

3 - La gestion des entreprises publiques et des affaires nationales selon les exigences des rapports clientélaires ainsi que l'utilisation des biens publics à des fins personnelles.

Deux exemples illustrent le développement grave de la corruption dans les institutions étatiques : les deux projets de vente des pyramides et des Organismes du théâtre et de la télévision.

Le 6 juillet 1977, la journaliste Neemat Ahmad Fouad a révélé dans un article publié dans le quotidien *Al-Ahram* une vaste opération d'escroquerie en voie de réalisation : vers la fin de l'année 1975, un accord était conclu entre l'Organisme égyptien du tourisme et une société étrangère multinationale au capital de 3,4 millions de dollars pour l'exécution d'un projet dont le coût s'élève à 950 millions de dollars. L'accord concédait à ladite société le droit d'exploiter une superficie de

4 000 feddans (un feddan représente 4 200 m^2) dans la zone située autour des pyramides ainsi qu'une superficie de 1 100 feddans dans la région de Rass Al-Kheima en bordure de la Méditerranée. Ce privilège, en vertu de l'accord, était valable pendant une durée de 99 ans, comme ce fut le cas pour l'isthme de Suez du temps du régime monarchique du Khédive Ismaïl. Les Egyptiens furent surpris par la mise en œuvre par la société multinationale de son projet sans consultation préalable d'une instance législative, en l'occurence le Conseil du peuple. La zone des pyramides fut interdite au public pour être divisée ensuite en petites superficies à la faveur de quelques sociétés ou individus originaires des Etats-Unis dans le but de créer des villas, des hôtels, des villages touristiques, des aérodromes particuliers et des piscines. Comme si la société était un simple courtier dont la tâche consistait à louer ce lieu historique pendant 99 ans à quelques milliardaires américains. On s'aperçut, par la suite, que des fonctionnaires haut placés au pouvoir avaient touché des commissions dans cette affaire. Le syndicat des avocats organisa un colloque à la suite de la publication de cet article et s'associa à son auteur dans son action judiciaire intentée à la fois contre la société multinationale et le gouvernement.[7]

D'autre part, l'affaire de la vente des Organismes de la télévision et du théâtre à un milliardaire saoudien fut découverte, par hasard, lors d'une fête organisée dans une boîte de nuit de la rue des Pyramides pour célébrer la signature de l'étrange accord de vente. La Chambre du cinéma égyptien se réunissa pour examiner la gravité d'une telle initiative et adressa un télégramme de contestation au Président de la République. Une enquête parlementaire eut lieu au sein du Conseil du peuple où le ministre des Affaires culturelles appuya fermement le projet de vente en accusant le communisme international de vouloir saboter la stratégie de la culture égyptienne ouverte aux capitaux arabes et étrangers. Le romancier Youssef Idriss interrompit le ministre en disant : « Vous avez vendu les pyramides, vous

[7] Cité dans un article de Amir Iskander publié dans le quotidien irakien *Al Thaoura Al-Irakiah*, 7 mai 1978.

avez vendu le quartier de Boulak, nous vous supplions, ne vendez pas l'âme du pays. Nous voulons préserver la pensée et les arts égyptiens contre toute hégémonie étrangère.» Cependant, le ministre se contenta de l'appui des membres de son parti et maintint l'exécution de l'accord. Le journal *Al-Ahali*, édité par le parti du Rassemblement national et progressiste, publia alors un article dont le titre : « Nous vous conjurons de ne pas vendre l'Egypte » suscita une grande émotion parmi la population. L'article révélait que le fils du ministre des Affaires culturelles était l'un des actionnaires du fameux projet saoudien multinational d'achat des Organismes du théâtre et de la télévision égyptiens pour une valeur de 250 000 livres égyptiennes. Le fils du ministre en question venait à peine d'achever ses études universitaires. Ceci revêt une double signification : d'une part, la pratique de la commission et du courtage par les instances supérieures du pouvoir est devenue affaire courante, et d'autre part, non seulement les monopoles étrangers manipulent la politique interne par l'entremise de l'économie mais en plus cherchent à mettre leur main sur la production culturelle pour maîtriser son orientation et assurer leur domination totale de l'Etat par l'assujettissement idéologique et culturel[8].

Les deux projets de vente des pyramides et des Organismes du théâtre et de la télévision n'ont pas pu aboutir grâce à la pression de l'opinion publique; néanmoins, ils ont apporté une preuve concrète de la corruption des instances du comprador au pouvoir disposées à vendre la civilisation aussi bien que l'âme de l'Égypte à quiconque paierait la commission sans considération du préjudice que pourraient subir la souveraineté nationale, le patrimoine culturel et l'âme pensante de l'Egypte.

Par ailleurs, l'attrait des produits importés a engendré une frénésie de consommation et des frustrations nouvelles. Dès lors, s'est déclenchée une course

---

[8] Amir Iskandar, op. cit., 22 mai 1978

incroyable des gens au capital dont l'acquisition se faisait par tous les moyens : ruée vers les services de l'ouverture, contrebande, vol ou même prostitution. L'attitude de la nouvelle bourgeoisie commerciale avide de paraître et de consommer, ivre de sa nouvelle autorité et de son argent n'est pas étrangère à cette transformation des dispositions.

« Toutes les valeurs sont perturbées par l'ouverture : la hiérarchie traditionnelle de l'autorité et le sens du travail par les nouveaux riches, la famille par l'émigration, la morale par le profit rapide et la corruption, la solidarité par l'individualisme, et le temps par l'urgence de toute chose dans un pays réputé pour sa vie paisible » (Mirel, 1982, p. 175).

L'absence de raison commune pouvant modérer les ambitions et calculs de chacun a exacerbé les tensions. Il n'y avait qu'une rationalité instrumentale : la quête du profit, des moyens meilleurs pour la réalisation d'objectifs privés. Les chances d'action morale devenaient limitées, les heurts entre rationalités et valeurs embrassaient tout le champ social, mettant en cause la structure hiérarchique constituée par le pouvoir, et le conflit menaçait l'ordre interne. Les sources du conflit étaient les suivantes :

- Les difficultés économiques et le renforcement de la coercition.

- L'absence d'instruments de contre-pouvoir, de représentation politique de l'intérêt national ainsi que le développement simultanément d'une concurrence entre l'élite traditionnelle et la nouvelle élite de la bourgeoisie commerciale et d'un antagonisme entre celle-ci et la bourgeoisie nationale de gauche.

- L'affaiblissement de la souveraineté de l'Etat et de l'identité nationale.

Il convient à présent de définir le contenu du conflit et les formes qu'il a empruntées à travers l'analyse des pratiques politiques et sociales.

1. Coercition et révolte légitime

La mise en pratique par le régime de Sadate d'une ouverture non encadrée par un programme de développement économique et social, à la faveur des conditions préalables imposées par les multinationales et les organisations internationales de crédit, a entraîné une réduction de la part de bénéfice attribuée au secteur populaire. L'enchaînement a mené à l'utilisation de la coercition par le régime pour réduire les revendications.

Pour redresser la situation économique entrée dans une impasse, le Premier ministre Mamdouh Salem annonça au quotidien *Al-Ahram*, le 1er janvier 1977, que « le plan du gouvernement pour l'année 1977, qui fait partie du plan quinquennal, (...) comprend la réforme de certains aspects de la structure économique ; l'allègement des charges dont souffre la population, le dépassement de certaines difficultés économiques et la réalisation de la justice sociale. » Le plan visait également : à l'augmentation de l'exportation et de la production, au contrôle des dépenses publiques, à l'augmentation de la production agricole, l'assurance de quantités suffisantes de viande et de légumes sur le marché et enfin la stabilisation des prix.

Or, les rapports présentés le 17 janvier 1977 au Conseil du peuple par MM. Abdel Moneim Al-Quayssouni, vice-premier ministre pour les Affaires financières et économiques et la présidence du « Groupe économique », le ministre du Plan et enfin le ministre des Finances, concernant le plan du développement de l'année 1977, se concentraient sur une même mesure : « L'augmentation des prix par la suppression de la subvention de l'Etat attribuée aux produits de première

nécessité, à commencer par la galette de pain, les légumes, les tissus populaires et jusqu'au sucre en passant par le thé, le tabac et le kérosène.» En d'autres termes, l'augmentation des prix des denrées de première nécessité, indispensables pour le citoyen moyen.

À l'annonce de cette mesure, ouvriers et étudiants entreprirent une marche pacifique en réclamant la démission du gouvernement. Douze heures après cette marche, les masses populaires passèrent à la violence subitement. Le régime ordonna alors aux forces centrales de la sécurité d'ouvrir le feu sur les manifestants.

La particularité des émeutes de janvier 1977 réside dans le fait qu'elles s'étaient répandues simultanément dans tout le pays, animées par les mêmes revendications. « Aux villes comme dans les campagnes, écrit Ahmad Al-Misri, les manifestants s'attaquaient aux symboles du pouvoir et du déséquilibre économique. À la campagne, les manifestants s'emparaient des centres de commandement, interrompaient les communications et entreprenaient une marche vers les villes comme lors de la révolution de 1919. Dans les villes, les manifestants assiégeaient les commissariats de police, s'attaquaient aux boîtes de nuit, aux grands hôtels et aux résidences secondaires des grands responsables étatiques ainsi qu'à tout ce qui symbolise l'injustice sociale. Ils saccageaient les coopératives alimentaires stockant la nourriture dont les bureaucrates et les courtiers les privent. Cependant, nulle usine ne fut endommagée et nulle machine détruite, en outre, aucun commerçant ne fut lésé »[9] La violence du peuple était donc légitime face à la famine, l'augmentation des prix, l'absence de démocratie, les balles et la mort.

« Ils ont fait de l'Egypte une nouvelle Inde » c'est sous ce titre significatif que le *Nouvel Observateur*, magazine français, décrit la situation

---

[9] Ahmad Al-Misri, magazine *Al Kateb Al Filisteni*, avril 1978.

explosive en Egypte : « La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne s'attendaient pas à l'éclatement de ces vagues de colère qui ont bouleversé l'Egypte lorsqu'ils recommandèrent au gouvernement égyptien de supprimer la subvention aux produits de première nécessité (sucre, riz, thé, gaz, etc.) indispensables pour le maintien de la survie de la population. Durant cinq ans, les prix ont augmenté de 120 % alors que les salaires sont demeurés fixes. Le SMIG est à 12 livres égyptiennes. Un universitaire gagne 20 livres égyptiennes. Tout observateur peut constater sans difficulté que la misère croît à grande vitesse. Pourtant, c'est la population qui, selon les experts internationaux, devait supporter la charge de la réforme de l'économie du pays. L'Egypte est passée d'une économie planifiée à une ouverture totale ; les barrières douanières sont abrogées et le capital privé bénéficie de privilèges sans commune mesure. Cette nouvelle tendance a abouti au développement d'une classe parasitaire qui vit de l'importation des produits de luxe et du marché noir ».

Le journal *Le Monde* a écrit : « Les manifestants pensent que le gouvernement a manqué aux promesses faites par le Président au mois de novembre en augmentant les prix de nombre de produits de première nécessité (...). L'écart entre riches et pauvres est de plus en plus flagrant. Une minorité en est avantagée alors que la grande majorité souffre de pénurie et de misère ».

Par ailleurs, dans le magazine américain *Forcing Affairs*, Fritz Stern, professeur d'histoire à l'Université de Colombie, souligne « arrivé au Caire, quelques mois après les soulèvements des affamés de janvier 1977 en réaction à l'augmentation des prix imposée par le gouvernement aux produits de première nécessité, la police me sembla impuissante, ce qui obligea le gouvernement à faire appel à l'armée. La persistance de la violence suivie de l'abrogation immédiate des

décisions économiques en cause témoigne de la faiblesse du gouvernement. Ceci causa un choc au Président Sadate ».[10]

La révolte légitime du peuple était née de la pénurie et de la frustration de besoins élémentaires imputées au personnel dirigeant et aux structures répressives : police, préfectures, etc.. La négligence de la démocratie et l'intervention de l'armée pour contenir les manifestations annonçaient la chute précoce du régime. Les bases du pouvoir furent ébranlées, manifestant son inaptitude à diriger le pays et son impuissance à redresser la barre. Le peuple a retiré au régime sa « légitimité » acquise par la Guerre d'octobre aux émeutes de janvier 1977. Il lui fallait, dès lors, composer une alternative.

2. Multipartisme et configuration du Nouvel Ordre

Pour enrayer l'opposition du peuple, le Président Sadate fut contraint à satisfaire au moins une de ses revendications tant réclamées depuis longtemps : la liberté d'expression et la représentation politique de ses intérêts. Auparavant, le régime avait conservé la formule de l'organisation politique unique : le parti de l'Union socialiste afin de satisfaire les finalités de la nouvelle structure capitaliste égyptienne. Celle-ci est hostile à la démocratie libérale susceptible de développer des formations politiques nationalistes aptes à contrer les activités parasitaires et les pratiques illicites de ce capitalisme irrationnel et à mettre fin à sa dépendance du capitalisme international qui entraîne l'affaiblissement de la souveraineté de la nation. Après les émeutes de janvier 1977, le Président Sadate autorisa la création de partis politiques.

Nous avons souligné précédemment la représentation objective dans le cinéma, par référence à un système de représentation remodelé à la faveur d'une

[10] Ces extraits de presse ont été cités dans le journal égyptien *Al-Ahali*, 8 mars 1978.

organisation économique et politique spécifique, d'un Nouvel Ordre dont les conflits de légitimité, aboutissement de la compétition pour la domination entre élites économiques, et l'antagonisme entre modèle politique libéral et modèle politique traditionnel et nationaliste traduisent l'existence. Aussi, avons-nous élaboré le schéma n°3 dans le souci de transcrire, le plus clairement possible, la configuration globale de ce nouvel ordre, telle qu'appréhendée dans les films. À présent, l'étude du mode de construction des partis politiques permet une analyse plus rigoureuse des structures en compétition au sein de ce Nouvel Ordre, de leurs composantes, de leurs modalités d'action et enfin de leurs différences.

1. Le PND

Le parti National démocratique est le parti du gouvernement et de la présidence de la République : en octobre 1979, à l'issue de son congrès, le chef de l'Etat en fut désigné à l'unanimité. Les vice-présidents, M. Hosni Moubarak et M. Soufi Abou Taleb devinrent présidents du congrès permanent. Les ministres Naboui Ismail et Mansour Hassan respectivement de l'Intérieur et de l'Information furent désignés secrétaires adjoints du parti. Il s'est établi ainsi une direction politique triangulaire entre le gouvernement, le parti et le Conseil du Peuple.

Les autres formations politiques contestaient cette double présidence de l'Etat et du parti du PND. Résurgence du parti-Etat sous un pluralisme limité, le PND ne pouvait connaître une dynamique propre. Sans activités réelles, il ne représentait que les intérêts de la bureaucratie dirigeante.

Dans un article publié dans le journal *Al-Ahali* (n° 11, 12 avril 1978), Heykal souligne : « Personnellement, je ne peux pas déterminer l'identité de la situation actuelle, je ne peux savoir qui représente le parti au pouvoir, quelle est son appartenance sociale et quels en sont les engagements. En fait, il n'exprime que les

intérêts d'une catégorie particulière née après l'ouverture. Je ne peux, en aucune façon, considérer cette catégorie comme une classe, elle comporte des groupes ou des catégories sans liens avec les processus de production. Celles-ci n'appartiennent qu'à leurs intérêts et ne constituent qu'une force de consommation. Nombreux, parmi ces catégories, sont ceux qui accumulent des richesses en Egypte pour les transférer, par la suite, à l'étranger.» Ainsi, on ne peut mieux que Heykal définir la structure de la catégorie hégémonique du comprador local au pouvoir qui ne représente que ses intérêts privés et ceux des monopoles étrangers.

2. Le Néo-Wafd

Concurrent direct de la formation dominante, le PND, le Néo-Wafd recueillit, sans difficulté, la signature de vingt-quatre députés du Conseil du peuple requise par la loi sur les partis pour demander sa constitution le 5 janvier 1978.

À la suite de la Guerre d'octobre et parallèlement aux décisions économiques et stratégiques, la droite au pouvoir fut assiégée par la droite religieuse dont l'idéologie était plus authentique que la sienne, et par la droite libérale représentée par les restes du parti Wafd.

C'est ainsi que fut salué le retour sur la scène politique du Néo-Wafd. Les événements de janvier 1977 ont incité la véritable droite libérale à se porter candidate à remplacer le régime de Sadate, d'autant que la popularité du Wafd[11] attestait qu'il était plus proche de la structure du nouveau pouvoir.

Les membres du Néo-Wafd se rassemblèrent autour de la personnalité prééminente de Fouad Serageddine. Celui-ci appartient à la couche des grands

---

11 Fondé au début du siècle et supprimé en 1953, le Wafd était un grand parti nationaliste et de résistance à l'occupation britannique. C'est à dessein que les fondateurs du parti de 1978 reprennent cette appellation.

propriétaires féodaux qui dominait, pendant plusieurs générations, la vie politique en Egypte avant la révolution. Il ne pouvait occuper une place prépondérante à l'époque nassérienne où prédominait la logique de la dissolution des écarts entre classes sociales, mais dans un contexte où l'Egypte adopte les principes du libéralisme économique et du marché ouvert, donnant naissance à une société de classes aux intérêts divergents, les faits changent (Heykal, 1987, p. 423-427).

L'exaspération de la classe moyenne de voir une partie de ses couches se convertir au capitalisme parasitaire et abandonner la production ainsi que la contestation de différentes couches de la bourgeoisie du « monopole familial du pouvoir » ont conduit un grand nombre de personnes à adhérer au Néo-Wafd pour s'exprimer en dehors du cadre du parti au pouvoir. Le Néo-Wafd insistait sur la restauration de la démocratie sous la forme qu'elle revêtait au temps du régime monarchique. Le premier point de son programme concernait la transformation du régime présidentiel en un régime parlementaire et ce, par la définition des habilités du Président et l'abrogation des mesures d'exception. De même, le programme accentuait la nécessité d'accroître les lois libérales, d'élargir l'investissement capitaliste, de soutenir le secteur privé et d'agrandir l'ouverture sur l'Occident. Est évident ainsi que le Néo-Wafd constituait une droite originale et non passagère, un parti non créé par le pouvoir et qui exprimait les revendications d'une véritable force sociale, bien existante, et enracinée dans la société. Il représentait des catégories différentes de producteurs aux intérêts spécifiques, qui contestaient la division du travail ainsi que la distribution des ressources, mettant en cause la structure hiérarchique constituée par le pouvoir. Ceci lui valait l'adhésion de 2 000 000 de membres soit plus que le PND qui comptait 800 000.

Par ailleurs, cela explique ce que nous appelons le phénomène du « **rétablissement de l'Ancien Régime** ». La droite libérale traditionnelle comprit que, dans le contexte de l'ouverture, la liquidation de la révolution de juillet

1952 signifiait le retour au régime monarchique précédent mais sans restauration. Elle eut recours à ses vieux symboles, aidée en cela par l'ancienne popularité du parti Wafd ; détenteur historique du droit de représenter le libéralisme et l'unité nationale. La logique de ressentiment, de contestation et de déception, dans des circonstances d'effervescence et en une période de crise, s'exprimait pour de larges couches sociales par l'adhésion au *Néo-Wafd* qui confortait la candidature de la droite libérale traditionnelle à prendre la relève du régime sur la position de domination. Sous cet angle, le résultat électoral sanctionnait sur le mode explicite la reconnaissance implicite dont bénéficient dans la société et dans le monde rural les autorités coutumières — ou même cette « persistance de l'Ancien Régime ». Le Néo-Wafd tend à pérenniser, en actualisant son programme d'action à la faveur de la conjoncture d'ouverture, un personnel politique d'origine aristocratique féodale, que représente Fouad Serageddine, moins d'un demi-siècle au-delà de l'aube du 23 juillet 1952. Le film *Lapinisme galopant* (1977) renvoie, tel que nous l'avons indiqué précédemment, à cette stratégie complexe commandant l'attitude des néo-féodaux. Le personnage du néo-féodal renforce la déception paysanne pour reprendre le rôle coutumier de direction politique et sociale en actualisant sa domination par l'apport de nouveaux enjeux. Ainsi, ce film a contribué à l'objectivation d'une « réalité » politique inédite.

3. PRNPU

Un noyau de front national composé de démocrates indépendants, de nassériens, de religieux modérés et lucides et de marxistes se forma autour du parti du Rassemblement national progressiste et unioniste. La hausse des prix et les distorsions de l'ouverture ont abouti à revigorer le discours nassérien et justifier les critiques du parti. Bien représenté dans les entreprises publiques, il remporta l'adhésion des ateliers lors des élections syndicales de 1979.

Son programme consistait en ceci : une ouverture économique limitée et contrôlée, fondée sur la planification et des investissements productifs orientés en priorité vers le secteur public. S'il prônait une liberté politique totale, il aspirait à l'instauration d'une société socialiste basée sur « l'alliance des forces laborieuses comme au temps du nasséris.ne ».

Ainsi, le parti de l'Etat, le PND, s'est trouvé assiégé d'un côté, par le parti du Rassemblement de gauche représentant les classes populaires et les couches moyennes intellectuelles et traditionnelles, et de l'autre côté par le parti du Néo-Wafd représentant la droite égyptienne libérale. Au lieu de tenter le dialogue avec l'opposition ou de tempérer l'ouverture économique, le Président va hâter celle-ci. Le gouvernement va se renfermer dans une direction autoritaire de la vie politique perdant ainsi les derniers libéraux qui refusaient le laisser-faire économique sans la liberté politique correspondante.

Par ailleurs, la structure monopolistique du régime : la restriction des décisions et des choix d'action au personnel politique dirigeant, apparaissait à travers le mode de fonctionnement du marché politique. L'Egypte connut une véritable dissociation entre le corps social et la classe politique. D'un côté, le PND, parti sans substance et sans vie, robot du pouvoir, dressé pour lui répéter sa grandeur et la pertinence de ses choix. De l'autre, dans l'ensemble, des politiciens des salons égyptiens et des groupes d'hommes en quête de gloire et d'honneurs. Ainsi, les pratiques clientélistes, modulées par l'introduction d'un multipartisme de façade, jouaient un rôle clé dans la reproduction du système politique. Seules deux formations ont pu se dégager de la tradition pour se comporter en partis politiques modernes : le Néo-Wafd et le PRNPU. C'est pourquoi pour occulter la visibilité du conflit, voire la coexistence de modèles politiques différents, le Président Sadate a contraint le Néo-Wafd à se dissoudre et le parti du Rassemblement à se taire, se contentant de convaincre ou d'affaiblir les autres groupes.

Le chef de l'Etat a renforcé la coercition en faisant accepter par un référendum du 21 mai 1978 des mesures d'exception sur « la protection du front intérieur et la paix sociale », en vertu des pouvoirs exceptionnels que lui reconnaît la Constitution (article 74). Ces mesures sont devenues la loi n° 33 du 2 juin 1978 qui restreint le régime des partis. Le pouvoir entreprenait, dès lors, des mesures de dissuasion contre le parti du Rassemblement de gauche. Des fonctionnaires et des ouvriers, parmi ses membres, ont été mutés à des postes lointains, arrêtés sans autorisation préalable de la magistrature, d'autres menacés, de même, de destitution de leurs postes à l'université ou dans d'autres secteurs. En outre, en vertu de ladite loi, tous ceux qui « ont perverti la vie politique avant 1952 » (soit pour avoir été ministres, soit pour avoir appartenu aux anciens partis) ne peuvent devenir membres des nouvelles formations, ni exercer leurs droits ou participer à des activités politiques. Ainsi, le 13 juin 1978, le procureur général socialiste a établi une liste de deux cents noms de « proscrits » que le Parlement fera bannir de la vie politique, de l'administration et de la presse. Cette opération, destinée selon le Président à « codifier la saine démocratie », visait, en réalité, à éliminer le Néo-Wafd, le groupe concurrent le plus dangereux dont le libéralisme et la popularité pouvaient séduire le partenaire américain. « Nous avons rejeté l'Etat des pachas et la société partisane pourrie et nous n'y reviendrons plus », a déclaré le Président. Il assimilait Fouad Serageddine aux « nobles de Bourbon qui rentrèrent en France en 1815 après la révolution française comme si un changement n'eut pas lieu ».

En réaction contre ces mesures anti-démocratiques, le Néo-Wafd a décidé de se dissoudre, de même le parti du Rassemblement a décidé de geler ses activités pour imputer l'absence de démocratie au régime. Le 23 mai 1980, le chef de l'Etat a lancé des diatribes contre les « réactionnaires » et les « féodaux » en accusant le Néo-Wafd et les communistes de « propager la lutte des classes » pour essayer de « prendre le pouvoir », faisant du Néo-Wafd le « parti du dénigrement,

de la diffamation et des intrigues ». Ironie de l'histoire, après vingt-ans de révolution, le Président de l'Etat et du parti au pouvoir craignait à ce point la popularité d'une formation politique réactivée, appartenant au régime monarchique (Mirel, 1982, p. 206-207).

Par ailleurs, le Président Sadate a entrepris la dissolution du Conseil du peuple, qui avait été spécialement formé pour approuver ses décisions, dès l'émergence en son sein, en octobre 1978, d'une polémique demandant au gouvernement de ne reconnaître les revendications israéliennes formulées dans les accords de Camp David qu'à trois conditions :

1 - L'évacuation de la totalité du Sinaï.

2 - La réduction de la période d'évacuation.

3 - La soumission de tous les aéroports à la souveraineté égyptienne.

De même, le Parlement contestait la négligence du droit du peuple palestinien à un Etat et l'absence de concertation préalable à Camp David avec les pays arabes du front. En réponse à cette opposition, le Parlement fut dissolu, la Constitution modifiée et de nouvelles élections furent mises en place pour la constitution d'un Conseil du peuple intégralement occupé par les députés du parti du Président de la République.

Par ailleurs, le régime s'est rendu compte qu'il perdait toutes les bases de pouvoir. La sujétion culturelle devenait indispensable pour lui, dans ce contexte de crise. Ainsi, le démantèlement du ministère des Affaires culturelles et la suppression de la gratuité de l'enseignement supérieur ont été décidés dans le cadre d'un remaniement ministériel survenu le 1er octobre 1978 à la suite des accords de Camp David. La culture et l'enseignement supérieur sont devenus de ce fait un domaine réservé à une élite minoritaire. Plus grave, était la décision de changer les

programmes d'enseignement. Des privilèges ont été accordés également aux institutions culturelles et universités étrangères. L'université américaine et les éditions Frankhn au Caire se mobilisèrent dans cette perspective. De plus, les productions de cinéma et de télévision n'ont par pu échapper à un programme de propagande visant à dissuader à long terme toute idée de contestation.

D'autre part, le régime de Sadate a écarté des moyens de communication des journalistes, hommes de lettres ou critiques opposés à sa politique étrangère tels MM. Heykal, Mohamad Sid Ahmad, Ahmad Fouad Negm et Salah Issa.

3. Souveraineté étatique et identité nationale

La rupture du consentement, l'absence de normes communes, les heurts de croyances qui ont affecté de larges couches sociales ont abouti au développement d'une résistance au pouvoir coercitif et à la dissolution des institutions et des croyances. Le retour de la morale et de l'intégrité et de leurs officiants est devenu un impératif d'ordre social et normatif.

A / LE MOUVEMENT ISLAMIQUE

Dans ce contexte, le mouvement islamique est avant tout comme le définit Pierre Morel : « Un mouvement culturel qui tente de remplir un vide politique et une absence d'alternative que créa le régime dominé par un homme seul » (1982, p. 176). Les difficultés de transport et de logement et l'inflation heurtent les solidarités anciennes, introduisent la notion de rentabilité et celle d'un individualisme perturbateur.

Ainsi, face au vide culturel et politique, à l'échec des modèles, aux difficultés matérielles de leur existence et au désarroi qui les assaille, nombreux sont ceux qui parmi les Égyptiens trouvent dans la religion une identité perdue. Il n'y a plus ni certitudes ni valeurs : la religion est confort et réconfort, connue et accessible, simple et authentique. Elle est le refuge et l'espoir. Lorsque le présent agresse ou inquiète, lorsque l'Autre impose ou régente, dans la vallée du Nil, l'Islam serait « le recours aux vieux signes de soi-même qu'on veut garder par et malgré la transformation »[12].

Par ailleurs, le peuple avait déjà retiré sa légitimité au régime depuis les soulèvements de janvier 1977. La situation économique, politique et sociale s'était tellement dégradée qu'une opinion largement partagée indiquait : « Rien ne peut venir de la politique car il n'y a pas vraiment d'opposition ... Une catastrophe se prépare, elle est déjà à la porte. Ce sera la rue ou l'armée si les choses restent en l'état ».

B / L'ARMÉE

Que les problèmes éclatent : l'inflation, l'augmentation des prix, la pénurie et la montée des conflits internes, l'absence d'instruments efficaces de développement et l'endettement, et la vérité de l'enjeu commandant la démarche diplomatique et économique des Etats-Unis se rétablit : la stratégie de sécurité américaine.

Le Président Sadate avait conclu un marché avec Washington : « La paix contre l'aide » et entendait que les faits lui donnent raison. On estime qu'entre 1973 et 1979 l'Egypte a reçu 18 milliards de dollars d'aide extérieure, dont 2 de l'Union soviétique et des pays de l'Est, la seule aide arabe civile ayant atteint 7

[12] Jacques Berque, *Le Monde*, 11 juin 1967.

milliards de dollars. L'Europe a contribué pour 1,7 milliard et l'Iran pour 850 millions. Ce sont les Etats-Unis qui ont apporté la plus forte contribution : 4 milliards de dollars, dont 1 en dons et 3 en prêts. L'Egypte vivant « sous perfusion » selon l'expression de la journaliste Marie-Christine Aulas : « Sadate qui escomptait par sa politique d'ouverture sur l'Occident, écrit-elle, trouver une solution à ses problèmes économiques, militaires et politiques s'est trouvé de plus en plus dépendant des Etats-Unis sans pour autant réaliser les résultats espérés »[13].

Que les finances dépérissent, et le Président Sadate fait de plus en plus de concessions aux Etats-Unis. L'économie est à la fois un champ et une arme : si la « politisation » des rapports économiques ne signifie pas que c'est le rapport de forces militaires qui les domine, il n'empêche que, dans le jeu diplomatico-stratégique, l'arme économique est fort souvent utilisée : sanctions, récompenses, etc. (Knorr, 1975). Pour ne pas s'écrouler, il ne restait au régime de Sadate pour alternative que l'alliance avec la stratégie de sécurité américaine.

Un rapport secret soumis au général Abdel-Ghani Al-Gamassi, ministre de la Défense, après la signature des accords de Camp David, a révélé la diffusion de tracts clandestins signés « les officiers libres » au sein des forces armées et de la société civile indiquant que depuis la fin de 1977 des centaines de techniciens militaires américains arrivaient en petits groupes civils sans avertissement préalable des directions des unités militaires égyptiennes. Ces techniciens militaires américains n'avaient pas pour mission l'entraînement militaire de l'armée mais l'élaboration de nouveaux plans concernant un nouveau rôle de l'armée égyptienne. Ils parlaient d'une nouvelle stratégie des forces armées égyptiennes non pas en matière de guerre, mais en ce qui concerne le nouveau rôle de l'armée égyptienne à venir aussi bien sur le plan arabe qu'africain. Le rapport ajoutait qu'un événement grave se préparait au sein des forces armées. Le Président Sadate a pris

---

[13] Aulas (Marie-Christine). *Le Monde diplomatique*, janvier 1976.

connaissance de ce rapport à son retour de Camp David et a convoqué le général Al-Gamassi pour s'enquérir de l'eventualité d'une préparation d'un putsch militaire. Ce dernier lui a répondu : « Monsieur le Président il n'y a pas un putsch dans l'armée mais un putsch contre l'armée. Le changement brusque de la stratégie militaire égyptienne, en une période très courte, peut soulever des inquiétudes au rang des forces armées.» Par ailleurs, Al-Gamassi a été destitué de ses fonctions pour avoir refusé de cautionner la politique de Sadate concernant le changement de l'institution militaire égyptienne auquel il procéda après la signature des accords de Camp David. Des plans visaient à changer l'identité nationale de l'armée égyptienne. Or, celle-ci n'avait jamais changé de stratégie nationale depuis Mohamed Ali jusqu'à Gamal Abdel Nasser. Même l'occupation britannique n'avait pas pu l'empêcher de se battre en Palestine et de faire la révolution de 1952. Le renversement de l'identité nationale de l'institution militaire de manière à ce qu'elle ressemble aux armées des régimes fascistes d'Amérique latine visait à son rattachement à l'Alliance militaire Atlantique et sa dépendance de celle-ci (Shoukri, 1979, p. 478).

De surcroît, selon la déclaration de Khaled Mohieddine, président du parti du Rassemblement national progressiste et unionniste, au Conseil du peuple, les accords de Camp David donnaient, pour la première fois de l'histoire, à l'Egypte deux sortes de frontières : à une distance de cinquante kilomètres à l'est du canal, il n'y aurait aucune souveraineté militaire égyptienne sur le Sinaï, et même à l'intérieur de cet espace, une seule unité militaire y serait autorisée à prendre position. Le reste de l'espace géographique et militaire serait occupé par les forces des Nations-Unies et les instruments de prealerte américains. D'autre part, les accords comprenaient un quasi-engagement de l'Egypte à ne pas entrer en guerre contre Israël en cas de conflit entre cet Etat et un Etat arabe. Cette neutralisation de l'Egypte a profité à l'invasion israélienne du Liban et à la négligence du problème

des territoires occupés palestiniens. Ainsi que le reconnaît Méron Benvinisti, historien israélien, auteur de plusieurs ouvrages sur le conflit du Proche-Orient et ancien maire-adjoint de Jérusalem entre 1974 et 1978 : « L'invasion israélienne du Liban commencée 40 jours après l'évacuation définitive du Sinaï n'avait pas permis à la paix d'avoir sa chance (...). Les accords de Camp David furent signés parce qu'ils ne contrecarraient pas le cadre idéologique propre à Menahem Begin. L'engagement idéologique de ce dernier était en faveur d'Eretz Israël et il était prêt à brader tout le Sinaï pour la reconnaissance des frontières internationales d'Eretz Israël » (1987, p. 86). Selon le Likoud, ce serait « l'intégration des territoires occupés dans "Eretz Israël" avec une autonomie qui serait un prélude à l'annexion "de jure" : Israël accorderait aux habitants des territoires tous les pouvoirs sauf ceux liés à la souveraineté étatique » (Jean-Pierre Langellier, éd., p. 107). Ibrahim Dakak, habitant palestinien des territoires occupés, souligne que : « La recherche par les Etats-Unis d'un modus vivendi entre Israël et les pays arabes en niant les droits des Palestiniens a eu pour conséquence la poursuite de l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et la signature des accords de Camp David. Les deux choses (le maintien de l'occupation et les accords de Camp David) étaient en contradiction flagrante avec la lettre et l'esprit des résolutions des Nations-Unies, des 14 points du président Wilson des Etats-Unis ainsi qu'avec les droits élémentaires des Palestiniens » (id , p. 156).

Ainsi, les accords de Camp David et la stratégie de sécurité des Etats-Unis visaient à détourner l'Egypte de son appartenance arabe, à l'arracher au contexte dans lequel elle s'est formée en oubliant que son caractère particulier est co-déterminé par sa relation à son environnement. En fait, l'appartenance arabe de l'Egypte moderne n'est pas une doctrine métaphysique mais un mouvement historique résumant la sécurité stratégique, le développement et la culture. Le fait

que l'Egypte dirige le monde arabe n'est pas une concession qui lui est attribuée par les Arabes mais une action déterminée par son poids social et culturel.

Dans ce contexte, l'armée commençait à être attentive aux discours de l'opposition religieuse. « Si le mouvement islamique n'était pas devenu influent au point de susciter un coup d'État, écrit Pierre Mirel, il avait su s'attirer assez de sympathies et gagner suffisamment de complicités dans l'armée pour monter avec son aide une opération contre le régime et son chef. (...) Il est exclu que le lieutenant Khaled Al-Islambouli ait pu organiser seul cet assassinat, il avait nécessairement besoin d'un officier assez haut placé pour connaître l'ensemble des dispositions de sécurité. En ce sens, même si ces hommes de main sont des extrémistes religieux, leur attentat a bien été une opération militaire dont le soutien au sein de l'armée, selon toute vraisemblance, a été plus important que les autorités ont bien voulu dire par la suite » (1982, p. 237). C'est l'armée égyptienne composée pour l'essentiel de militaires du contingent qui tient toujours le premier rôle sur la scène politique.

Ce constat nous permet de monter en amont. On peut conclure ainsi que l'ordre caractéristique de la société égyptienne de la seconde moitié de la décennie soixante-dix est fort original : avec un pouvoir central de type « **bureaucratique-commercial** » familial, un développement économique dépendant de l'extérieur, un affaiblissement de la souveraineté de l'État et de l'identité nationale et sans d'autres valeurs communes que le profit, la société s'est acheminée vers un **Nouvel Ordre** où l'intérêt national et l'avantage de la solution collective ont été abandonnés au profit des intérêts privés.

Bibliographie

Abdel Khaleq (Fouad), *Les significations politiques ou l'ouverture économique dans le cadre des transformations structurelles de l'économie égyptienne, 1971-1977*, recherche présentée au Congrès des économistes égyptiens tenu au Caire en 1978.

Abdel Khaleq (Gouda), 1982, « Les conditions d'acquisition de ressources extérieures », in *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad Wal Moustakbal* (L'ouverture, les racines, le résultat et l'avenir), Le Caire, Al-Markaz Al-Arabi Lil Bahth Wal Nachr.

Al-Greli (Ali), 1977, *Vingt-cinq ans, étude analytique des politiques économiques en Egypte, 1952-1977*, Le Caire, Al-Haia Al-Masriyah Alama Lil Ketab.

Aron (Raymond), 1962, *Paix et guerre*, Paris, Calmann-Lévy.

Benvinisti (Meron), in Ed. L'Harmattan, 1987, *Israël-Palestine, imaginer la paix*, actes du colloque sur les territoires occupés et les perspectives de paix dans le conflit israélo-palestinien organisé à Paris les 29 et 30 mai 1986.

Boltanski (L.), 1982, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.

Caporaso (James A.), 1979, « Dependence, dependency and power in the global system : a structural and behavioral analysis », *International Organization*, 10, p. 12-43.

Cardoso (Fernando H.), Faletto (Enzo), 1969, *Dependencia y desarrollo en America Latina*, Mexico, DF, Siglo Veintuno Editores.

Clegg (Stewart), 1979, *The Theory of power and organization*, London, Routledge & Kegan.

Clegg (Stewart), Dunkerely (David), 1980, *Organization, Class, and Control*, London, Routledge & Kegan.

Duby (Georges), 1978, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Paris, Gallimard.

Gerschenkron (Alexander), 1962, *Economic Backwardness in historical perspective*, Cambridge, Harvard University Press.

Harris (Marvin), 1979, *Cannibales et monarques*, Paris, Flammarion.

Heykal (Hassanein), 1987, *Kharif al-ghadab* (L'automne de la colère), Beyrouth, Cherkat Al-Matbouat Lil Tawzih Wal Nachr.

Keohane (Robert), Nye (Joseph), 1972, *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press.

Kindleberger (Charles), 1977, *America in the World Economy*, New York, Foreign Policy Association.

Knorr (Klaus), 1975, *The Power of nations*, New York, Basic Books.

Mirel (Pierre), 1982, *L'Egypte des ruptures*, Paris, Sindbad.

Mursi (Fuad), 1984, *Haza al-infitah* (Cette ouverture économique), Le Caire, Dar Al-Thaquafah Al-Jadida.

O'Donnell (Guillermo), 1979, « Tensions in the bureaucratic - Authoritarian State and the question of democracy », in Collier (David), 1979, *The New Authoritarianism in Latin America*, Princeton, Princeton University Press.

Polanyi (Karl), 1957, *The Great transformation : the political and economic origins of our time*, Boston, Beacon Press.

Sadate, 1974, *Document d'octobre*, Le Caire, Organisme de renseignements.

Schmitter (Philippe), 1971, *Interest Conflict and political change in Brazil*, Palo Alto, Stanford University Press.

Shoukri (Ghali), 1979, *L'Egypte, la contre-révolution*, Paris, Le Sycomore.

Skocpol (Theda), 1979, *States and social Revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press.

Vernant (Jean-Pierre), 1981, *Mythe et pensée chez les Grecs*, Paris, Maspero.

Wallerstein (Immanuel), 1974 a, *The Modern World system. Capitalist agriculture and the origins of the european world-economy in the sixteenth century*, New York, Academic Press.

Wittfogel (Karl), 1977, *Le despotisme oriental*, Paris, Minuit.

CONCLUSION

L'étude de la représentation de la réussite dans le cinéma égyptien des années soixante-dix, par l'analyse des films, nous conduit à saisir une liaison qui existe entre la notion de réussite et d'autres concepts généraux : le travail, le pouvoir, la richesse, l'égalité des chances, la consommation, la démocratie, la promotion sociale et les clientèles..., indispensables pour la caractérisation des attitudes, des pratiques et de la structure de domination, et fournit une explication de l'évolution de la société. Donc, cette notion s'inscrit dans une constellation dialectique, autrement dit, un système de représentation dont chaque élément renvoie nécessairement à tous les autres. Par ailleurs, elle occupe une position centrale dans cette structure conceptuelle. C'est la réussite, qui influence les dispositions et commande les actions, qui lui donne son unité, c'est-à-dire la signification qui fait qu'elle se distingue d'une série de réactions segmentaires.

D'autre part, la réussite est modelée par le contexte social : c'est sa relation avec un système de rapports sociaux, qu'entretiennent tels ou tels groupes sociaux avec les autres et qui traduit leur entreprise de domination, valorisé par des dispositions, des pratiques et des enjeux qui lui donne son unité de signification. De même, l'étude des relations entre la réussite et l'action — outre qu'elle rend possible l'appréhension de types d'agents différenciés en fonction de la manière dont s'expriment leurs enjeux — conduit, par le biais des pratiques, à l'examen des types d'organisation de la société.

Dans la première moitié de la décennie soixante-dix, l'analyse des films nous conduit à constater que la réussite est liée à des enjeux particuliers : la défense de la propriété et la libération de la terre, la quête du pouvoir et de statuts ou bien de la sécurité économique, face à l'incertitude de l'avenir, par l'alliance avec les élites économiques. Cette notion permet l'appréhension de la structure politique et sociale : un modèle politique non démocratique, la valorisation des ressources politiques due à la carence des ressources économiques qui aboutit à la substitution du « capitalisme d'Etat » au capitalisme privé, l'urgence du problème de la libération de la terre et les tentatives de recupération de la domination par des structures économiques périphériques, traditionnelles ou nouvelles.

En revanche, dans la seconde moitié de la décennie étudiée ici, la réussite renvoie à de nouveaux enjeux, de nouvelles conditions sociales et économiques : la quête de l'avantage particulier, de la richesse, du gain individuel liée à la seule norme du profit au détriment des normes communes et des valeurs collectives, reconnues et partagées. Elle permet ainsi d'appréhender les structures du nouvel ordre : une ouverture sur les capitaux étrangers et l'extérieur, une contribution externe, par un système d'aides et de crédits, qui aboutit à la modification du poids des forces internes : la monopolisation du pouvoir par une catégorie « bureaucratique-commerciale » dont les intérêts sont liés à ceux de groupes étrangers au détriment de l'intérêt collectif. Le développement économique devient tributaire, dans ce contexte, de l'extérieur, limitant par là la liberté de manœuvre du régime en matière de politiques économiques internes et de politique étrangère et mettant en péril la souveraineté de l'Etat et l'identité nationale. La structure hiérarchique constituée au sein de cette organisation est alors mise en cause par des producteurs qui contestent l'extension du mode de production mercantiliste. De même, des groupes nationalistes traditionnels résistent à la dissolution de l'Etat et des valeurs nationales

Ainsi, outre l'intérêt que présente la notion de réussite pour une analyse comparée des besoins individuels et des satisfactions collectives, elle conduit à considérer les diverses formes d'organisation politique et sociale, expressions d'évolutions historiques.

Par ailleurs, l'étude de la réussite introduit une interrogation sur la légitimité. Cette notion désigne des conceptions éthiques, des conventions idéologiques variables selon les formations historiques considérées visant à faciliter l'intériorisation des règles qui régissent l'exercice du pouvoir. Elle s'établit par l'accord des pratiques et des formes de domination. En effet, c'est la possession de ce que la société valorise le plus (richesse, statut, puissance matérielle, etc...) qui assure la capacité à jouer un rôle déterminant dans la définition, la reproduction et la diffusion des valeurs fondatrices de légitimité. De même, les schèmes culturels, qui constituent la structure conceptuelle où la réussite occupe une position centrale et qui organisent les pratiques, organisent la pratique du pouvoir également dans l'echange avec autrui. Ils ne valorisent pas arbitrairement, en effet, le commerçant, le soldat, le bureaucrate ou le féodal, ils expriment l'état des rapports de forces antagonistes qui traversent la société égyptienne en même temps qu'ils témoignent de son histoire.

Dès lors, nous pouvons souligner que l'étude de la représentation de la réussite sociale dans le cinéma égyptien des années soixante-dix conduit à l'observation du changement et des mécanismes du changement qui varient avec la structure de la société égyptienne étudiée ici. Car le changement historique est changement de structures sociales, de relations parmi leurs composantes. L'étude de cette notion, à travers le cinéma, devient ainsi un mode de discours qui prend place dans l'histoire, c'est-à-dire à l'intérieur de l'une ou l'autre des configurations issues des grands tournants de l'histoire.

Aussi, convient-il de définir la particularité du rôle du cinéma égyptien dans l'analyse de la société dans les formations historiques aussi variées qui la caractérisent. Les transformations de la société, qu'elles apparaissent dans leur dimension économique, sociale, politique et culturelle, ainsi que l'évolution des représentations qui résulte du changement social et rend perceptibles les contradictions même de l'idéologie, affectent directement la légitimité du pouvoir.

Dans les circonstances de crise caractéristiques de la seconde moitié de la décennie soixante-dix, la pénurie, la contestation de la structure du pouvoir, la rupture du consentement et l'affaiblissement des croyances, qui affectent de larges couches sociales, menacent le régime dans la mesure où la production et la crédibilité des discours légitimateurs cessent. Celui-ci se trouve contraint à procéder à une sujétion culturelle pour renforcer la coercition par l'élaboration de nouveaux programmes culturels, la consolidation d'une mainmise sur la presse commencée dès mars-avril 1975 et l'imposition d'une politique de propagande aux productions de cinéma et de télévision visant à enrayer à long terme toute idée de contestation dans l'esprit de la population. Or, le cinéma échappe à ces manoeuvres, devient même en quelque sorte une tribune culturelle.

Il laisse percevoir la coexistence, sinon le conflit et l'évolution des modèles de pouvoir, démontrant ainsi que le système de représentation qui permet aux individus et aux groupes de se penser et de penser leur devenir n'est pas figé. La nécessité et l'utilité du pouvoir ne peuvent être montrées que par référence à un système de représentation. Or, la société n'est pas un ensemble essentiellement cohérent, et chacun de ses groupes tend à constituer un système de représentation qui lui est propre. L'affrontement de systèmes de représentation, tel qu'il est appréhendé à travers le cinéma, s'insert dans des modes de pensée différents : si les élites conçoivent le monde selon une démarche individualiste et une idéologie libérale, les couches traditionnelles moyennes demeurent attachées à un mode de

pensée socialiste, nationaliste et religieux en référence à une éthique communautaire et une conception de l'intérêt collectif.

Dans le contexte d'une ouverture non maîtrisée sur l'extérieur, le cinéma égyptien introduit la question de l'identité nationale : libéralisation et nationalisme s'opposent. Le nationalisme avec la religion deviennent des facteurs de résistance essentiels à la débacle générale. Les couches nationalistes s'y appuient dans leur revendication de la primauté dans l'ordre social de la défense des valeurs nationales et des intérêts nationaux. Le devenir de la nation passe par une meilleure intégration de cette revendication dans un projet politique, social et culturel commun. On ne peut faire le développement économique sans un projet social et politique commun, sans démocratie et équité sociale comme on ne peut le faire sans les valeurs historiques et spirituelles constitutives de l'identité nationale.

Le cinéma assume en outre, dans ce cadre social défini, une fonction d'anticipation sur les événements et les problèmes, ainsi que l'atteste la relation dialectique qu'entretiennent entre eux les films ici étudiés, que ni les journalistes, ni les hommes politiques n'ont vu venir parce qu'il faut du temps pour comprendre l'histoire et suivre le rythme de l'évolution. Il contribue rétrospectivement à nous permettre d'analyser des faits et des attitudes anodins, inconséquents, sans signification sociale et qui prennent progressivement un sens et une importance avec l'évolution du temps et des événements. Il faut du temps pour qu'apparaisse une conscience politique et sociale des enjeux.

Il convient de souligner, à cet effet, que le cinéma égyptien se distingue par deux modes d'expression caractéristiques de la décennie soixante-dix : le mythe et l'enquête. Le mythe est révélateur de tentatives de récupération d'un espace social et politique par des élites qui aspirent à prendre la relève de l'Etat sur la position de domination.

D'autre part, la technique de l'enquête policière est utilisée dans un but d'exploration de la manière dont les membres de la société perçoivent un problème. Elle permet également d'atteindre le cadre de référence à partir duquel un sujet détermine ses attitudes et ses pratiques. Elle permet en outre de révéler un système de forces et de tensions.

Pour conclure, nous pouvons dire que l'étude de la réussite, par l'analyse du matériau filmique, permet de faire progresser l'analyse des faits sociaux en révélant quels sont les systèmes organisés de pratiques et de représentations, les processus de socialisation ou de choix propres à la population dans une organisation de la société à un moment défini de son histoire. La société se découvre dans les manières d'être, de faire et de penser de chacun de ses membres parce que celles-ci sont réglées par des normes, des valeurs, des croyances, des représentations collectives le plus souvent intériorisées.

BIBLIOGRAPHIE

A / Références bibliographiques

Abdel Khaleq (G.), 1982, *Al-Infitah, Al-Gezour, Al-Hassad, Wal Moustakbal* (L'ouverture, les racines, le résultat et l'avenir), ouvrage collectif, Le Caire, Al-Markaz Al-Arabi Lil Bahth Wal Nachr.

Abdel Malek (A.), 1970, *La pensée politique arabe contemporaine*, Paris, Seuil.

Abdel Malek (A.), 1972, *La dialectique sociale*, Paris, Seuil.

Abdel Moneim (S.), *Le cinéma égyptien dans une saison*, n°3-9, 1970-1977, Le Caire. Matabeh Al-Ahram Al-Tojariyah.

Albert (M.), 1991, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, PUF.

Al-Gretli (A.), 1977, *Khamssat wa eshroun am, drassah tahlileyah lil seyassat al iqutissadiyah fi misr, 1952-1977* (Vingt-cinq ans, étude analytique des politiques économiques en Egypte, 1952-1977), Le Caire, Al-Hala Al-Misriyah Alama Lil Ketab.

Al-Issaoui (I.), 1983, *Moustakbal Misr* (L'avenir de l'Egypte), Le Caire, Kourassat Al-Thaquafa Al-Jadida.

Al-Issaoui (I.), 1984, *Fi isslah ma afssadah al-infitah* (Une alternative pour l'ouverture), Le Caire, Ketab Al-Ahali.

Al-Kordi (A.), 1979, *Al-Takhalof wa mochkelat al-mogtama al-misri* (Le sous-développement et les problèmes de la société égyptienne), Le Caire, Dar Al-Maaref.

Alluch (N.), 1976, *La ligne de lutte et d'affrontement militaire, la solution et le choix*, Beyrouth, Dar Al-Taliah.

Amin (S.), 1980, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos.

Ansart (P.), 1977, *Idéologies, conflits et pouvoirs*, Paris, PUF.

Aron (R.), 1962, *Paix et guerre*, Paris, Calmann-Lévy.

Badie (B.), 1978, *Le développement politique*, Paris, Économica.

Balandier (G.), 1980, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland.

Balandier (G.), 1981, *Sens et puissance*, Paris, Quadrige/PUF.

Balandier (G.), 1982, « L'anthropologie et les inégalités », in Kellerhals (Jean) et d'Epinay (Christian Lalive), *Inégalités - Différences*, Berne, Peter Lang.

Balta (P.), Rulleau (C.), 1982, *La vision nassérienne*, Paris, Sindbad.

Baudrillard (J.), 1970, *La société de consommation*, Paris, Folio/Essais.

Berger (P.), Luckmann (T.), 1964, *The Social construction of reality*, London, Pinguin Books.

Berque (J.), 1973, *Les Arabes*, Paris, Sindbad.

Blau (P.M.), 1964, *Exchange and power in social life*, New York, Wiley.

Boltanski (L.), 1982, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.

Bourdieu (P.), 1979, *La distinction*, Paris, Minuit.

Bourdieu (P.), 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.

Caillois (R.), 1954, *L'homme et le sacré*, Paris, Gallimard.

Cardoso (F.H.), Faletto (E.), 1969, *Dependencia y desarollo en America Latina*, Mexico, DF, Siglo Veintuno Editores.

Chaker (T.), 1972, *Problèmes de libération nationale et révolution socialiste*, Beyrouth, Dar Al-Farabi.

Clegg (S.), 1979, *The Theory of power and organization*, London, Routledge & Kegan.

Clegg (S.), Dunkerely (D.), 1980, *Organization, Class and Control*, London, Routledge & Kegan.

Cotta (A.), 1977, *Le capitalisme*, Paris, PUF.

Cotta (A.), 1991, *Le capitalisme dans tous ses états*, Paris, Fayard.

Duby (G.), 1978, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Paris, Gallimard.

Durkheim (E.), 1967, *La division du travail social*, Paris, PUF.

Ed. L'Harmattan, 1987, *Israël-Palestine, imaginer la paix*, Paris, actes du colloque sur les territoires occupés et les perspectives de paix dans le conflit israélo-palestinien organisé à Paris les 29 et 30 mai 1986.

Eisenhower (D.), 1958, *The White House Years : Waging Peace, 1956-1961*, New York, Doubleday.

Ferro (M.), 1975, *Analyse de film, analyse de sociétés*, Paris, Classiques Hachette.

Galtung (J.), 1980, *The True worlds*, New York, Free Press.

Gellner (E.), 1977, « Patrons and Clients », in Gellner (E.), Waterbury (J.), *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*, London, Duckworth.

Gerschenkron (A.), 1962, *Economic Backwardness in historical perspective*, Cambridge, Harvard University Press.

Guides du cinéma, 1973-1981, Le Caire, Al-Markaz Al-Qaoumi Lil Thaqafah Al-Cinématiyah, Ministère de la Culture.

Gunder (F-A.), 1977, *L'accumulation mondiale*, Paris, Calmann-Lévy.

Habermas (J.), 1989, *La souveraineté populaire comme procédure. Un concept normatif d'espace public*, traduit en franç. par Hunyadi in *Lignes*, 1990.

Hamrouch (A.), 1969, *L'histoire de la révolution du 23 juillet*, Le Caire, t. I.

Harris (M.), 1979, *Cannibales et monarques*, Paris, Flammarion.

Helal (A-Al-Dine.), 1982, *Tajroubat al-dimoguratiyah fi misr, 1970-1971* (L'expérience de la démocratie en Egypte, 1970-1971), Le Caire, Al-Markaz Al-Arabi Lil Bahth Wal Nachr.

Heykal (H.), 1985, *Al-Tariq ila Ramadan* (Le chemin vers Ramadan), Beyrouth, Charikat Al-Matbouat Lil Tawzih Wal Nachr.

Heykal (H.), 1987, *Ahadith fil assyfah* (Discours dans la tempête), Le Caire, Dar Al-Chercak.

Heykal (H.), 1987, *Kharif al-ghadab* (L'automne de la colère), Beyrouth, Charikat Al-Matbouat Lil Tawzih Wal Nachr.

Hussein (A.), 1981, *L'économie égyptienne de l'indépendance à la dépendance, 1974-1979*, Beyrouth, Dar El-Kelma Dar El-Wehda.

Hussein (M.), 1971, *La lutte des classes en Egypte*, Paris, Maspero.

Hussein (M.), 1974, *Les Arabes au présent*, Paris, Seuil.

Ibrahim (S.), 1975, *Kissinger et les étapes du conflit au Moyen-Orient*, Beyrouth, Dar Al-Taliah.

Kant (E.), 1781, *Critique de la raison pure*, traduit en franç. par Tremesaygues et Pacaud, 1980, Paris, PUF.

Keohane (R.), Nye (J.), 1972, *Transnational relations and world politics*, Cambridge, Harvard University Press.

Khalifa (A.M.), 1985, *Al-Massh al-igtimai'al-chamel lil mogtama' al-misri, 1952-1980*, (Bilan social global de la société égyptienne, 1952-1980), Le Caire, Al-Markaz Al-Quaoumi Lil Behouth Al-Igtimaiyah Wal Gemeyah.

Kindleberger (C.), 1977, *America in the world economy*, New York, Foreign Policy Association.

Knorr (K.), 1975, *The Power of nations*, New York, Basic Books.

Lapierre (J.W.), 1977, *Vivre sans Etat ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale*, Paris, Seuil.

Lemieux (V.), 1979, *Les cheminements de l'influence, Systèmes, stratégies et structures du politique*, Quebec, Presses de l'Université Laval.

Lévy-Leboyer (C.), 1971, *L'ambition professionnelle et la mobilité sociale*, Paris, PUF.

Linz (J.), 1975, « Totalitarian and authoritarian regimes », in Greenstein (F.), Polsby (N.), *Handbook of Political Science*, vol. 3, University of Pittsburg Press.

Lukes (St.), 1982, *Power. A radical view*. London, The Mac Millan Press.

Malloy (J.), 1977, *Authoritarism and Corporation in Latin America*, University of Pittsburg Press.

Mirel (P.), 1982, *L'Egypte des ruptures*, Paris, Sindbad.

Moscovici (S.), 1984, *Psychologie sociale*, Paris, PUF.

Mucchielli (R.), 1971, *La subversion*, Paris, Bordas.

Mursi (F.), 1984, *Haza al-infitah al-iqutissadi* (Cette ouverture économique), Le Caire, Dar Al-Thaquafah Al-Jadida.

O'Donnell (G.), 1979, « Tensions in the bureaucratic-authoritarian State and the question of democracy », in Collier (D.), 1979, *The New authoritarianism in Latin America*, Princeton, Princeton University Press.

Perroux (F.), 1962, *Le capitalisme*, Paris, Collec. *Que sais-je ?*

Polanyi (K.), 1957, *The Great transformation : the political and economic origins of our time*, Boston, Beacon Press.

Rabi (H.), 1974, *La guerre psychologique dans la région arabe*, Beyrouth, Al-Moussassah Al-Arabiyah Lil Drassah Wal Nachr.

Schmitter (P.), 1971, *Interest Conflict and Political change in Brazil*, Palo Alto, Stanford University Press

Sfez (L.), 1978, *L'enfer et le paradis, critique de la théorie politique*, Paris, PUF.

Shils (E.), 1975, *Center and Periphery*, Chicago, University of Chicago Press.

Shoukri (G.), 1979, *Egypte, la contre-révolution*, Paris, Le Sycomore.

Skocpol (T.), 1979, *States and Social revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press.

Tchakotine (S.), 1952, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard 1939, nouv. Ed. 1952.

Todaro (M.P.), 1977, *Economics for a developping world*, London, Longman Group Ltd.

Truchaud (F.), 1966, *Minnelli*, Paris, Ed. Universitaires.

Vernant (J.P.), 1981, *Mythe et pensée chez les Grecs*, Paris, Maspero.

Wahab (S.), 1983, *Le huitième Congrès International des statistiques, des calculs scientifiques et des recherches sociales et démographiques, 26-31 mars 1983*, Le Caire, Université de Ain Chams.

Wallerstein (I.), 1974 a, *The Modern world system. Capitalist agriculture and the origins of the european world-economy in the sixteenth century*, New York, Academic Press.

Weber (M.), 1971, *Économie et société*, Paris, Plon, t. 1.

Wittfogel (K.), 1977, *Le despotisme oriental*, Paris, Minuit.

Wolton (D.), 1990, *Éloge du grand public*, Paris, Flammarion.

B / Bibliographie

Al-Nahas (H.), 1975, *Naguib Mahfouz à l'écran*, Le Caire, Al-Haia Al-Misriya Alama Lil Ketab.

Balazs (B.), 1977, *L'esprit du cinéma*, Paris, Payot.

Barthes (R.), 1977, *Mythologies*, Paris, Points.

Bosséno (C.), 1985, *Youssef Chahine l'Alexandrin*, Paris, Cinémaction, Cerf.

Boudeville (J.), Meyer (J.), 1986, *Stratégies d'entreprise*, Paris, PUF.

Bourget (J-L.), 1983, *Le cinéma américain 1895-1980*, Paris, PUF.

Cazeneuve (J.), 1974, *L'homme téléspectateur*, Paris, Denoël/ Gonthier.

Ciment (M.), 1973, *Kazan par Kazan*, Paris, Stock.

Courtal (J.P.), 1979, *La communication piégée*, Paris, Robert Jauze.

Deleuze (G.), 1983, *L'image-mouvement*, Paris, Minuit.

Deleuze (G.), 1985, *L'image temps*, Paris, Minuit.

Ed. Armand Colin, 1983, *Annales, économies, sociétés, civilisations*, juillet-août.

Ed. CNRS, 1992, « Espaces publics, tradition et communautés », *Hermès* n° 10.

Estève (M.), 1966, *Jean Vigo*, Paris, Lettres Modernes.

Estève (M.), 1984, *Le pouvoir en question*, Paris, Cerf.

Ferro (M.), 1984, *Film et histoire*, Paris, EHESS.

Foucault (M.), 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.

Francastel (P.), 1983, *L'image, la vision et l'imagination*, Paris, Denoël/Gonthier.

Gigli (J.), 1970, *Fascisme et résistance dans le cinéma italien*, Paris, Lettres Modernes.

Jeancolas (J.P.), 1983, *15 ans d'années trente*, Paris, Stock.

Jodelet (D.), 1989, *Les représentations sociales*, Paris, PUF.

Lafond (J.D.), 1982, *Le film sous influence*, Paris, Médiathèque/Edilig.

Lévi-Strauss (C.), 1974, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.

Leyda (J.), 1976, *Kino, histoire du cinéma russe et soviétique*, Paris, L'Âge d'Homme.

Macherey (P.), 1990, *À quoi pense la littérature*, Paris, PUF.

Mc Luhan (M.), 1964, *Pour comprendre les média*, traduit en franç. par Jean Paré, Paris, Maine-Seul.

Michel (S.), 1989, *Peut-on gérer les motivations*, Paris, PUF.

Rocher (G.), 1968, *L'action sociale*, Paris, Points.

Rocher (G.), 1968, *Le changement social*, Paris, Points.

Roy (J.), 1976, *Pour John Ford*, Paris, Cerf.

Sorlin (P.), 1977, *Sociologie du cinéma*, Paris, Aubier Montaigne.

Truffaut (F.), 1983, *Hitchcock/ Truffaut*, Paris, Ramsay.

ANNEXE

FILMOGRAPHIE

1. *La terre* (1970)

Réalisateur : CHAHINE Youssef

Production : Société publique de cinéma

Durée : 1 h 30

Scénario : FOUAD Hassan

D'après le roman *La terre* de Abdel Rahman CHARKAOUI

Directeur de la photographie : NASSR Abdel Halim

Montage : ABDEL-SALAM Rachida

Musique : ISMAIL Ali

Interprétation : IBRAHIM Nagwa

EL-MÉLIGUI Mahmoud

AL-ALAYLI Ezzat

CHAHINE Yéhia

AHMAD Hamdi

AL-KHAMISSI Abdel Rahman

AL-SAADANI Salah

EMARA Fatm

AL-CHÉRIF Ali

AL-SLEHDAR Ashraf

AL-DEQN Tawfik

ASSAR Abdel Wareth

SÉLIM Abdel Mohsen

ISMAÏL Hassan

2. *Le choix* (1971)

Réalisateur : CHAHINE Youssef

Production : Société publique de cinéma

Durée : 1 h 15

Scénario : CHAHINE Youssef

D'après le roman *Le choix* de Naguib MAHFOUZ

Directeur de la photographie : KHOURSHID Ahmad

Montage : ABDEL SALAM Rachida

Musique : ISMAÏL Ali

Interprétation : HOSNI Souad

AL-ALAYLI Ezzat

AL-MÉLIGUI Mahmoud

SULTAN Hoda

ABDEL [illegible]HMAN Seif Eddine

WAHBI Youssef

CHAKIB Munir

FAKHRI Soheir

AL-SLEHDAR Ashraf

AL-CHÉRIF Ali

3. ***J'ais attention à Zouzou*** **(1972)**

Réalisateur : AL-IMAM Hassan

Producteur : Takfour Antonian

Durée : 1 h 30

Scénario : JAHINE Salah

Directeur de la photographie : CHOUKRI Afaf

Musique : JAHINE Salah

Interprétation : HOSNI Souad

CARIOCA Taheya

FAHMI Hussein

CALAL Chafik

AL-SAYED Nabila

GHANEM Samir

Shahnaz

ISMAIL Mohieddine

QATAN Mona

4. ***Identité d'une femme*** **(1973)**

Réalisateur : KAMAL Hussein

Producteur : Murad Film

Durée : 1 h 21

Scénario : SAMI Mohamed

D'après le roman *Mon sang, mes larmes et mon sourire* de Ihssan ABDEL QUODOUS

Directeur de la photographie : FARID Wahid

Montage : ABDEL SALAM Rachida

Décor : BAHCAT Nihad

Interprétation : FATHY Naglaa

EL-CHÉRIF Nour

FAHMI Hussein

EL-SHÉNAOUI Kamal

AL-GUÉZIRI Ahmad

CHAHINE Fatheya

AL-NABOLSSI Nabila

NAZMI Salah

5. La balle est toujours dans ma poche (1974)

Réalisateur : MUSTAPHA Hussam Eddine

Co-production : NAGUIB Murad et Ramsès

Durée : 1 h 30

Scénario : AL-MEHI Raafat

NAGUIB Ramsès

D'après la nouvelle *La balle est toujours dans ma poche* de Ihssan ABDEL QUODOUS

Directeur de la photographie : SALEH Ibrahim

Montage : CHOUKRI Nadia

Interprétation : YASSINE Mahmoud

IBRAHIM Nagwa

CHAABAN Youssef

AL-GUÉZIRI Ahmad

IBRAHIM Abdel Moneam

FAHMI Hussein

SALEH Said

QUANDIL Hayat

AL-SAADANI Salah

ISMAIL Mohei

CHAHINE Futheya

AL-OSHRI Mohamed

6. *Sur qui tire-t-on* (1975)

Réalisateur : EL-CHEIKH Kamal

Production : Studio 13

Durée : 1 h 30

Scénario : AL-MÊHI Raafat

Directeur de la photographie : NASR Mohsen

Montage : HASSANOF

Interprétation : HOSNI Souad

YASSINE Mahmoud

AL-ALAILY Ezzat

WAHBA Magdi

RATEB Gamil

AL-CHÉRIF Ali

ABDEL-HAMID Fardous

HAMDI Wedad

TAWFIK Ahmad

ANGLO Nagui

KASSEB Adli

ABDINE Hassan

7. *Lapinisme galopant* (1977)

Réalisateur : BARAKAT Henri

Production : United Films Association

Durée : 1 h 30

Scénario : ABDEL AZIM Samir

Directeur de la photographie : FARID Wahid

Montage : ABDEL-SALAM Rachida

Musique : SALAMA Gamal

Interprétation : HAMAMA Faten
YASSINE Mahmoud
CHAWKI Farid
AL-CHERIF Ali
HUSSEIN Raga'a
ASSAR Hussein
MUSTAPHA Hassan
NAZMI Salah
AL-KHATIB Magda
EZZAT Abou Bakr
HAMDI Wedad
BARAKAT Noha

8. *L'enquête se poursuit* (1979)

Réalisateur : FAHMY Ashraf

Production : FAHMY Ashraf

Durée : 1 h 20

Scénario : MUSTAPHA Moharam

D'après la nouvelle *Et l'enquête se poursuit* de Ihssan ABDEL QUODOUS

Directeur de la photographie : FARID Essam

Montage : FAKHRI Abdel Aziz

Musique : SALAMA Gamal

Interprétation : YASSINE Mahmoud
ÉBEID Nabila
ABDEL AZIZ Mahmoud
HAMADA Laila
AL-GAMAL Malek
AL-DEQN Tawfik
FAHMY Nawal
EL-GUENDI Ali

9. *Les gens du sommet* (1980)

Réalisateur : BADRAKHAN Ali

Production : AL-ZOGHBI Abdel Azim

Durée : 1 h 30

Scénario : BADRAKHAN Ali et MOHARAM Mustapha

D'après le roman *Les gens du sommet* de Naguib MAHFOUZ

Directeur de la photographie : NASR Mohsen

Montage : AL-CHEIKH Said

Musique : SALAMA Gamal

Interprétation : HOSNI Souad
EL-CHÉRIF Nour
AL-ALAILY Ezzat
AL-HARIRI Omar
REYAD Afida

EZZAT Nadia

AL-QUALAOUI Mahmoud

RAFIK Nadia

ABDEL MONEIM Sabri

HUSSEIN Hassan

LA LISTE DES SCHEMAS

Schémas	Pages	Titres
1	37	*Les* rapports << centre-périphérie >>
2	384	Réussite et rapports sociaux
3	491	Configuration du Nouvel Ordre d'après les films

Table des matières

INTRODUCTION

Première partie

ECHEC ET DEFI

CHAPITRE I - *LA TERRE* : EXPLOITATION COLONIALE ET USURPATION DES DROITS DE PROPRIETE DE LA TERRE 13

Résumé de l'action 17

Analyse 48

1 ENJEUX ET LUTTES POLITIQUES 49

2. REACTION NATIONALE ET REPRESENTATION POLITIQUE 52

Bibliographie 56

CHAPITRE II - *LE CHOIX* : POUVOIR ET REPRESENTATION 58

Résumé de l'action 59

Analyse 60

1 CODIFICATION DE L'ACTION POLITIQUE PAR UN SYSTEME NEO-PATRIMONIAL 93

2 DEVIATION DES IDEAUX REVOLUTIONNAIRES 99

3 MENACE EXTERIEURE ET NECESSITE DE REFORMES 100

4 LA DRAMATISATION DE L'ISOLEMENT ET DE LA CORRUPTION DU SYSTEME PAR LA PATHOLOGIE 102

5. L'ECLATEMENT DU POLITIQUE ET LA QUESTION DE LA RELEVE 102

Bibliographie 103

CHAPITRE III - *FAIS ATTENTION A ZOUZOU* : INQUIETUDE POUR L'AVENIR ET REACTION DE LA JEUNESSE ESTUDIANTINE 105

Résume de l'action 106

Analyse 106

1. LA GENERATION ESTUDIANTINE DU NON 130

2. TENTATIVE DE RECUPERATION DE L'ARISTOCRATIE MINORITAIRE 136

3. L'ESTHETIQUE A LA PLACE DE L'ETHIQUE 140

Bibliographie 141

CHAPITRE IV - *IDENTITE D'UNE FEMME* : INCERTITUDE DU FUTUR ET IDENTITE ECONOMIQUE 143

Résumé de l'action 144

Analyse 144

1. PRATIQUES ECONOMIQUES ET HEGEMONIE CAPITALISTE 169

2. LE MANQUE D'ETHIQUE ET LE DESORDRE SEXUEL 172

3. L'EMIGRATION 173

Bibliographie 173

CHAPITRE V - *LA BALLE EST TOUJOURS DANS MA POCHE* : TERRE, DEMOCRATIE ET DEFI 175

Résumé de l'action 177

Analyse 178

1 DEFI ET GUERRE 212

2. IDEAL DE RESTRUCTURATION DE LA SOCIETE ET REFORMES 224

3 LA REPRESENTATION DE LA SITUATION DANS LA BANDE DE GAZA APRES 67 229

4 LE RETOUR A LA *RENGAINE* 232

Bibliographie 233

CHAPITRE VI - REUSSITE ET DEFI 235

1 MODERNISATION ET MODE D'ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE 237

2 ESSOR DE LA PERIPHERIE 241

3 BOURGEOISIE NATIONALE 242

Bibliographie 245

Deuxième partie

INITIATIVE INDIVIDUELLE OU REUSSITE COLLECTIVE

CHAPITRE VII- *SUR QUI TIRE-T-ON* : RESTRUCTURATION ET RECONSTRUCTION SOCIALES 248

Résumé de l'action 249

Analyse 250

1 PROJETS SOCIALISTES ET NOUVELLE LIGNE POLITICO-ECONOMIQUE 281

2 PROMOTION SOCIALE ET MODES D'ACTION 287

Bibliographie 289

CHAPITRE VIII- *LAPINISME GALOPANT* : UNIVERS PAYSAN ET RESURGENCE DU FEODALISME 290

Résumé de l'action 292

Analyse 298

1 EXPANSION DEMOGRAPHIQUE 310

2 REFORME AGRAIRE ET CHOMAGE RURAL 312

3 LA RESURGENCE DU MYTHE DU FEODAL 320

Bibliographie 320

CHAPITRE IX - *L'ENQUÊTE SE POURSUIT* : SUBVERSION ET HEGEMONIE IMPERIALISTE 322

Résumé de l'action 323

Analyse 324

1. MONOPOLES ETRANGERS ET IMPERIALISME 365

2. SUBVERSION ET COMMUNICATION 374

3 INFLATION ET CORRUPTION 382

4. REUSSITE ET TRAVAIL D'INTERET COLLECTIF 383

Bibliographie 386

CHAPITRE X - *LES GENS DU SOMMET* : LA DOMINATION DU CAPITALISME COMMERCIAL 388

Résumé de l'action 393

Analyse 394

1 CAPITALISME COMMERCIAL ET MODELE D'ORGANISATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE 445

2. L'IMPORTATION 451

3. LA DEPENDANCE ECONOMIQUE 453

4 DESEQUILIBRE ECONOMIQUES ET REDUCTION DU ROLE DE L'ETAT 464

Bibliographie 472

CHAPITRE XI - REUSSITE, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ORDRE 475

1. LES ASPECTS DU CHANGEMENT 477

2. LA LEGITIMITE 481

3. L'ORIGINE DU CHANGEMENT 492

4 LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 499

5. MODES D'ORGANISATION ECONOMIQUE ET DE DOMINATION 515

6 TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES 521

7 EVALUATION DE LA REUSSITE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT 527

8. ORDRE ET SOUVERAINETE NATIONALE 532

Bibliographie 554

CONCLUSION 557

BIBLIOGRAPHIE 563

ANNEXE : FILMOGRAPHIE 572

LISTE DES SCHEMAS 580

TABLE DES MATIERES 581

La représentation de la réussite sociale dans le cinéma égyptien des années soixante-dix

par Amina Hassan

Thèse de doctorat en Cinéma
Sous la direction de Marc Ferro.
Soutenue en 1995
à Paris 1 .

Résumé

The Representation of the Social Success in the Egyptian Cinema of the Seventies

If the success's concept appears during the Egyptian society's evolution in the seventy decade, which constituting it as a central scheme, attributes to it, for a while the characteristics of a "particular problem", so far as this evolution continues, this concept acquires new significations that explain it. In the first half of the seventy decade, the films analysis leads us to note that the success is linked to particular stakes : the defense of the ownership and the liberation of the land, the quest of power and status or economic security, face to the unsettled future, by the alliance with the economic elites. This notion allows to apprehend the political and social structure specific of that period : a non democratic political model, the valorization of political resources for the lack of the economic resources abutting on the substitution of the " state capitalism " for the private capitalism, the urgency of the land liberation's problem and the attempts to appropriate the domination by the peripheral traditional or new economic structures. Whereas on the second half of the seventy decade, the success refers to new stakes, new social and economic conditions : the quest of the peculiar benefit, the fortune, the monetary individual gain linked to the single profit's norm to the detriment of the common norms ant the collective values, recognized and shared. Thus, the success permits to apprehend the new order structures : an opening to. . .